# Dictionnaire amoureux du Journalisme



Serge July

PLON

# Dictionnaire amoureux du Journalisme



Serge July

Plon

Serge July

# Dictionnaire amoureux du Journalisme

*Dessins d'Alain Bouldouyre*



PLON
www.plon.fr

## Du même auteur

*Vers la guerre civile* (avec Alain Geismar et Erlyne Morane), Éditions et publications premières, 1969.
*Dis maman, c'est quoi l'avant-guerre ?*, A. Moreau, 1980.
*Les Années Mitterrand*, Grasset, 1986.
*Coluche, c'est l'histoire d'un mec* (avec Jacques Lanzmann et Laurent Joffrin), Solar, 1986.
*La Drôle d'année : radio-croquis*, Grasset, 1987.
*Le Salon des artistes*, Grasset, 1989 ; Le Livre de poche, 1990.
*La Diagonale du Golfe*, Grasset, 1991.
*Entre quatre z'yeux* (avec Alain Juppé), Grasset, 2001.
*Gérard Fromanger*, Cercle d'art, 2002.
*Les Affiches de mai 68* (collectif), ENSBA, 2008.
*Faut-il croire les journalistes ?* (avec Jean-François Kahn et Edwy Plenel, entretiens menés par Philippe Gavi), Mordicus, 2009.
*Mitterrand, géant de la politique* (avec Claude Castéran), Democratic Books-AFP, 2011.

Collection fondée
par Jean-Claude Simoën
et dirigée
par Laurent Boudin




12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.plon.fr

Graphisme : d'après www.atelierdominiquetoutain.com
Dessins intérieurs d'Alain Bouldouyre
Félix Fénéon à La Revue blanche par Vallotton © AKG Images

EAN : 978-2-259-22966-1



*Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.*

*À mes enfants,*
*David, Leïla et Ambre.*

# Amoureux

La qualification amoureuse de ce dictionnaire signale aux lecteurs la présence d'un petit lupanar d'affects. Il y a de la passion et des sentiments qui circulent entre ces pages qui parlent d'amour de la presse et des journalistes, alors que les uns et les autres subissent de sévères mises au pilori. Malgré les supplices, j'ai des raisons sérieuses d'accrocher à ce dictionnaire la qualité d'amoureux.

Comme je suis très investi sur le présent, à force d'en avoir fait un métier, sans doute encouragé par mon histoire personnelle, ma mémoire a toujours beaucoup de mal à utiliser le passé composé. Elle a flanché à de nombreuses reprises, il y a déjà très longtemps.

Cette indisposition à raconter ma vie me rend inapte à écrire des mémoires sauf à les inventer à 90 % : cette proportion invalide toute ambition de ce type. Il faut au moins atteindre le seuil des 50 % pour se rendre intéressant, et à ce niveau il devient possible de faire la courte échelle à son imagination pour combler ses propres défaillances. Mon cas à cet égard est assez désespéré.

J'ai essayé néanmoins d'aller au-delà de l'égrenage habituel d'une vie publique assez identifiée, des batailles de la décolonisation en passant par Mai 68, le gauchisme, *Libération*, le cinéma, la télévision, la radio, les documentaires…

Au fil de cette déambulation sur le fil tendu de l'alphabet, j'ai accroché quelques aveux qui donnent à ce kaléidoscope des allures de mémoires éclatés. Je n'irai sans doute pas au-delà.

Ma subjectivité a été également mobilisée pour sélectionner les reportages, les livres et les films qui pour moi ont fait et font toujours référence pour cette profession. Tous les journalistes en herbe comme ceux que les enquêtes et les voyages ont déjà burinés gagneraient à les découvrir ou à les relire. J'ai comme ambition de donner envie de fréquenter un certain nombre de tous ces textes, qui à force d'histoire immédiate consommée à chaud, sont comme des trésors enfouis et souvent oubliés. J'ai eu beaucoup de plaisir à réunir ce qui constitue pour moi, déjà, la plus belle rédaction du monde.

J'ai même fantasmé de faire un dictionnaire amoureux des journalistes et au-delà j'ai caressé l'idée de pouvoir feuilleter un recueil des meilleurs articles du monde, qui à ma connaissance n'a jamais été fait, mais cela nous éloignait beaucoup de la collection, sans compter le nombre de volumes qui auraient été nécessaires à la réalisation de cette ambition, qui aujourd'hui est devenue possible grâce à Internet.

J'aime des journaux, des articles, des formules rédactionnelles, des angles, des idées de traitement, des journalistes de toutes qualifications, des équipes rédactionnelles, pas tous et pas toutes, j'aime des cinéastes et leurs films. J'aime passionnément tout ce qui articule le talent individuel et le talent collectif. Un tiers du dictionnaire leur est consacré, sous forme de portraits.

C'est un choix terriblement arbitraire. D'autant plus que ce voyage buissonnier traverse les siècles, les événements, les pays, que ma connaissance des langues est limitée, que j'ai beau avoir un certain âge, lu beaucoup, je ne prétends en aucune manière être un encyclopédiste.

Certains diront qu'il y en a déjà trop, et d'autres qu'il en manque : ce dictionnaire est tellement partiel qu'il vire au partial ; il n'y a par exemple aucun journaliste asiatique, aucun africain. Je le dis à regret.

J'aggrave mon cas en consacrant plusieurs entrées à des éditeurs et à des inventeurs de journaux. À l'arrivée cela diminue un peu plus celles consacrées à des reporters et à des chroniqueurs, et plus encore celles réservées à des contemporains. Mais les dictionnaires amoureux sont par nature des antidictionnaires : il ne faut pas leur demander d'être complets. Choisir, c'est ce qui

les rend aussi excitants à concevoir et à écrire. J'assume mes choix et, partant, mes omissions. À mes yeux, tous ceux qui y figurent y sont au moins pour une bonne raison.

Enfin, ce dictionnaire n'est pas un essai sur les médias, le journalisme d'avant-hier, d'hier, d'aujourd'hui et de demain, la communication et l'information, le quatrième pouvoir, la connivence, la révolution numérique et le réseau Internet, le pluri-média… Mais sans en faire le cœur de ce livre, il était impossible de ne pas aborder l'ensemble de ces questions qui interrogent l'exercice de ce métier et agitent à juste titre l'ensemble de la société. Une pérégrination historique permet de lever quelques lièvres et d'actualiser bien des débats.

Quand on fait des choix on s'engage. Je ne me suis pas dérobé. Mon parti pris est celui d'un journaliste, qui connaît les faces noires et grises de cette profession, mais qui n'oublie ni son utilité ni les réussites collectives et individuelles. Ma devise, je l'ai empruntée à Bernard Voyenne, qui enseignait cette vérité essentielle : « Aucun journal n'est objectif, la presse l'est. » C'est une discipline assez particulière.

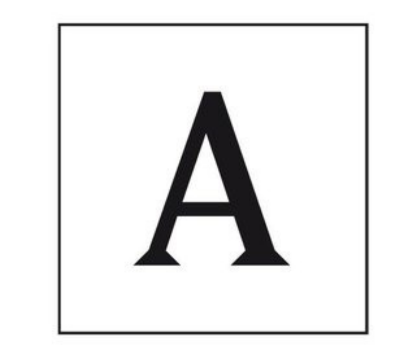
À cet égard mon expérience m'a servi de guide. Et j'ai beaucoup pratiqué. J'ai fait bien sûr des erreurs, je n'ai pas cherché à les dissimuler : elles ont aussi leur place. J'ai cherché enfin à ne pas être toujours de mon avis.

Ce ne sont donc pas des vrais mémoires, ce n'est pas un dictionnaire exhaustif des journalistes, ni un essai en bonne et due forme sur les médias aujourd'hui, mais bien sûr c'est un peu tout cela à la fois. En gastronomie on appellerait cela un menu dégustation.

Tous les dictionnaires initiés, parrainés et couvés les uns après les autres par Jean-Claude Simoën sont des fruits de la passion. Et pour ceux qui voudraient connaître la durée de fabrication d'un tel abécédaire : l'éditeur et les auteurs de la collection semblent unanimes, l'amour ne dure pas trois mois, mais trois ans. Je le confirme.

Serge JULY

P.-S. : Je remercie tous ceux, mes très proches, mes amis et les collaborateurs des Éditions Plon, qui ont lu et relu ce texte.


A

# À bas les journalistes

## *Florilège*

La presse est partout une création du pouvoir impérial, monarchique ou ecclésiastique. D'emblée elle a été contestée et mise en cause à ce titre. Elle l'est aussi pour sa trop grande liberté, pour sa corruption, sa futilité.

Les critiques ont toujours été innombrables, souvent aussi justifiées qu'injustes.

Les détracteurs actuels des pouvoirs abusifs qu'ils attribuent aux médias sont des petits joueurs par rapport aux talentueux procureurs qui se sont déjà acharnés depuis des siècles sur le sujet.

Il est précieux de les avoir toujours à l'esprit quand on cherche à montrer, articles en main, que la presse a des vertus essentielles.

En voici un florilège cruel.

Ben Jonson (1572-1637) : « Le journaliste est dénué de scrupules et prêt à écrire n'importe quoi pour en tirer profit. »

Montesquieu (1689-1755) : « Il y a une espèce de livres que nous ne connaissons pas en Perse et qui me semblent ici fort à la mode, ce sont les journaux. La paresse se sent flattée en les lisant. »

Voltaire (1694-1778) : « La presse, il faut l'avouer, est devenue l'un des fléaux de la société et un brigandage intolérable. »

Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) : « Qu'est-ce qu'un livre périodique ? Un ouvrage éphémère, sans mérite et sans utilité, dont la lecture, négligée et méprisée par les gens lettrés, ne sert qu'à donner aux femmes et aux sots de la vanité sans instruction, et dont le sort, après avoir brillé le matin sur la toilette, est de mourir le soir dans la garde-robe. »

Denis Diderot (1713-1784) : « Tous ces papiers sont la pâture des ignorants, la ressource de ceux qui veulent parler et juger sans lire, le fléau et le dégoût de ceux qui travaillent. Ils n'ont jamais fait produire une bonne ligne à un bon esprit, ni empêché un mauvais auteur de faire un mauvais ouvrage. »

Thomas Jefferson (1743-1826) : « Les petites annonces contiennent toute la vérité qu'on puisse trouver dans un journal. »

Honoré de Balzac (1799-1850) : « Si la presse n'existait pas il ne faudrait pas l'inventer. » « Le journalisme est un enfer, un abîme d'iniquités, de mensonges et de trahisons. » « Pour le journaliste, tout ce qui est probable est vrai. » « Le journalisme est une grande catapulte mise en mouvement pour de petites haines. » « La presse, comme la femme est admirable et sublime quand elle avance un mensonge, elle ne vous lâche pas qu'elle ne vous ait forcé d'y croire, et elle déploie les grandes qualités dans cette lutte où le public, aussi bête qu'un mari, succombe toujours. »

Delphine de Girardin (1804-1855) : « Un journaliste est un homme qui vit d'injures, de caricatures et de calomnies. »

Alexis de Tocqueville (1805-1859) : « Pour recueillir les biens inestimables qu'assure la liberté de la presse, il faut savoir se soumettre aux maux inévitables qu'elle fait naître. »

Louis Napoléon III (1808-1873) : La presse est « une hydre aux cent têtes ».

Jules Barbey d'Aurevilly (1808-1889) à propos d'Émile de Girardin, l'éditeur de *La Presse* : « Il n'est pas un homme de lettres : c'est un journaliste. On est prié de ne pas confondre ces deux espèces d'écrivain, bien qu'ils se servent tous les deux d'une plume et d'une écritoire. Ils ne sont ni égaux ni semblables. Le premier venu qui a l'audace et un chiffon de papier met ce qui lui vient dessus et le voilà journaliste tandis que, pour être homme de lettres, il faut évidemment plus. »

Alfred de Musset (1810-1857) :
« D'abord le grand fléau qui nous rend tous malades,
Le seigneur Journalisme et ses pantalonnades,
Ce droit quotidien qu'un sot a de berner
Trois ou quatre milliers de sots, à déjeuner ;
Ce règne de papier, l'abus de l'écriture,
Qui d'un plat feuilleton fait une dictature,
Tonneau d'encre bourbeux par Fréron défoncé
Dont, jusque sur le trône, on est éclaboussé. »

Charles Baudelaire (1821-1867) : « Tout journal de la première à la dernière ligne n'est qu'un tissu d'horreurs. Guerres, crimes, vols, impudicités, tortures, crimes des princes, crimes des nations, crimes des particuliers, une ivresse d'atrocité universelle. Et c'est de ce dégoûtant apéritif que l'homme civilisé accompagne son repas chaque matin. Tout en ce monde sue le crime : le journal, la muraille et le visage de l'homme. Je ne comprends pas qu'une main pure puisse toucher un journal sans une convulsion de dégoût. »

Gustave Flaubert (1821-1880) : « Journaux : ne pouvoir s'en passer, mais tonner contre. »

Henrik Ibsen (1828-1906) : « Il est inexcusable que les scientifiques torturent des animaux, qu'ils fassent leurs expériences sur les journalistes. »

Émile Zola (1840-1902) : « Le flot déchaîné de l'information à outrance a transformé le journalisme, tué les grands articles de discussion, tué la critique littéraire, donné chaque jour plus de place aux dépêches, aux nouvelles grandes et petites, aux procès-verbaux des reporters et des interviewers. »

Henry James (1843-1916) : « Un journaliste ne peut espérer faire du bien sans s'attirer une bonne dose de haine. »

Alphonse Allais (1854-1905) : « Si on se mettait à composer les journaux avec les seules véracités, ils tomberaient du coup au format de la feuille de papier à cigarettes. »

George Bernard Shaw (1856-1950) : « Journal : institution incapable de faire la différence entre un accident de bicyclette et l'effondrement de la civilisation. »

Jean Jaurès (1859-1914) : « La presse par la loi de contradiction et de dissolution du système capitaliste fait son œuvre. Les journaux aident à la désorganisation du monde mauvais qu'ils représentent. Ils le font avec cette superbe inconscience des régimes condamnés. Ils ont une belle vertu de destruction. C'est la seule à laquelle ils puissent prétendre. Nous ne leur en souhaitons pas d'autres. »

Lord Northcliffe (1865-1922) : « Journaliste : un métier qui consiste à expliquer aux autres ce qu'on ne comprend pas soi-même. »

André Gide (1869-1951) : « J'appelle journalisme tout ce qui aura moins de valeur demain qu'aujourd'hui. »

Charles Péguy (1873-1914) : « Homère est nouveau ce matin et rien n'est peut-être aussi vieux que le journal d'aujourd'hui. »

Karl Kraus (1874-1936) : « Bien écrire sans personnalité peut suffire pour le journalisme. À la rigueur pour la science. Jamais pour la littérature. »

Gilbert Keith Chesterton (1874-1936) : « Le journalisme consiste pour une large part à dire : “Lord Jones est mort” à des gens qui n’ont jamais su que Lord Jones existait. »

Henri Béraud (1885-1958) : « Le journalisme est un métier où l’on passe une moitié de sa vie à parler de ce que l’on ne connaît pas et une moitié à taire ce que l’on sait. »

François Mauriac (1885-1970) : « Un journaliste professionnel est un homme qui déforme les faits, consciemment ou non. La “version maison” sort de lui comme d’un moule. Un journal, c’est un gaufrier. »

Charles de Gaulle (1890-1970) : « Recevoir un grand nombre de journalistes : un plaisir. Un petit nombre : un ennui. Un seul d’entre eux : un supplice. »

Henry de Montherlant (1895-1972) : « Le tout-à-l’égout des ratés de l’écriture. »

François Mitterrand (1916-1996) : « Le journaliste peut écrire n’importe quoi et se tromper sur tout, cela ne change rien, ses journaux se vendent toujours aussi bien ou aussi mal. »

Pierre Bourdieu (1930-2002) : « Actuellement plus personne ne peut lancer une action sans le soutien des médias… Le journalisme finit par dominer toute la vie politique, scientifique ou intellectuelle. »

Michel Rocard (1930-) : « Un débat de société sur le caractère nuisible des médias doit être ouvert. »

Guy Bedos (1934-) : « Il y a des journalistes qui ont appris leur métier à l’école hôtelière, ils posent les questions comme on passe les plats. »

Bernard Pivot (1935-) : « Le journalisme est le règne de l’éphémère et du volatil. » Cette sentence complète cette définition de Françoise Giroud : « Le

journalisme est par essence fugitif, superficiel et comestible. »

Tenzin Gyatso, le dalaï-lama (1935-) : « Aucun journaliste ne sait plus ce qu'est une bonne nouvelle. »

Jean-François Kahn (1938-) : « Le journaliste : d'abord il lèche, puis il lâche et il lynche. »

Michel Colucci (1944-1986) : « Si les journalistes étaient des funambules, il y aurait une forte mortalité dans la profession. »

André Comte-Sponville (1952-) : « On n'est pas journaliste par hasard. Pour beaucoup, le journalisme est une position de repli, d'échec, de compensation, quand ce n'est pas de revanche ou de ressentiment. On peut appeler ça un raté, si vous voulez. »

Charles Dantzig (1961-) : « Le journaliste moyen qui vous a posé une question n'écoute pas votre réponse : il écoute son préjugé. Il écrira nécessairement autre chose que ce que vous avez dit. »

Les reportages, les enquêtes et les écrits qui ont traversé les décennies, pour certains les siècles, n'en ont que plus de prix. Ils justifient ce dictionnaire amoureux.

## Actu (L')

### *Ce qui se passe*

Au commencement il y a une soupe de faits incohérents charriés par le tsunami quotidien, une matière première à partir de laquelle interviennent des tris successifs.

L'actualité est une construction, qui transforme certains faits en nouvelles et certaines nouvelles en événements. Il n'y a pas d'actualité sans médiation. Certains de ces faits sont de prime abord insignifiants, mais choisis ils peuvent devenir très importants.

L'AFP par exemple envoie en moyenne 1 700 dépêches par jour mais cette présélection peut être remise en cause brutalement, parce que l'actualité est un volcan qui crache de manière irrégulière et qui, à tout moment, peut exploser son cratère.

Les premiers choix sont sujets à polémique. Certains y voient le lieu d'une première manipulation, cherchent à détecter les critères qui président à cette sélection, même si les nouvelles technologies ont permis de mondialiser ce flux, en intégrant les choix de telle société, de tel pays.

Ceux qui dénoncent cette présélection plaident en réalité pour une pure utopie, celle d'une matière première livrée à l'état brut : il faudrait arrêter de vivre pour essayer de la consulter et elle aurait déjà beaucoup vieilli pendant le temps de la lecture. Ce choix est discutable mais impératif. Sans lui il n'y aurait pas de place, pas le temps et pas même les individus pour consulter cette matière en expansion permanente. Aujourd'hui, le réseau réalise cette utopie en déversant inlassablement des informations sous une forme très peu raffinée.

Un exemple célèbre : il se passe un événement historique le 7 avril 1969. Les archives visitées sont implacables, pas la moindre trace. Il n'a pas été censuré, mais personne n'était en mesure d'apprécier sa valeur. Ce jour-là, quatre universités américaines réussissent à entrer en relation grâce au réseau Arpanet. C'est la première naissance d'Internet, mais personne ne le savait.

Actualité est un mot qui apparaît dans la langue française au XIII$^{e}$ siècle : on dit alors « actuauté », qui est issu du latin *actualis*. D'emblée, l'actualité est faite d'actes, par opposition aux discours, mais il y a des discours comme l'appel du 18 Juin qui sont des actes fondateurs et qui sur le coup passent inaperçus.

L'actualité est dynamique et inséparable du mouvement. Malgré les apparences, en l'occurrence trompeuses, l'actualité n'est jamais semblable. En principe les journalistes sont là pour le montrer.

L'actualité prouve son immense talent : comme le disait si bien la journaliste Eleanor Roosevelt, épouse du président américain : « Hier est de l'histoire, demain est un mystère, aujourd'hui est un cadeau. » Et des nouvelles qui avaient encore une certaine importance il y a cinq minutes peuvent en perdre beaucoup et être reléguées au second plan, parfois même passer à la trappe tandis que d'autres sont simplement renvoyées au lendemain.

« Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui ? Qu'est-ce qui se passe maintenant ? Et qu'est-ce que c'est que ce maintenant à l'intérieur duquel nous sommes les uns et les autres et qui définit le moment où j'écris ? » : j'ai souvent eu en tête ce questionnement de Michel Foucault, qui a veillé avec d'autres sur les débuts de *Libération* : « Le présent est porteur de signification… La philosophie interroge l'actualité comme un événement dont elle a à dire le sens. »

*Voir* : Hegel (Georg Wilhelm Friedrich) ; Présent.

# Alleg (Henri)

## *La Question*

*La Question* fut à la guerre d'Algérie ce que fut « J'Accuse » pour l'affaire Dreyfus.

Son auteur a été torturé. Il était journaliste, communiste et s'appelait Henri Alleg. Son récit à la première personne fit éclater, en 1957, le scandale de la torture pratiquée par l'armée en Algérie, sous la IVe République. Jusqu'à ce livre, tous les récits de tortures étaient indirects.

Le gouvernement socialiste de Guy Mollet avait donné les pleins pouvoirs de justice et de police au général Massu sur Alger et sa région. Entre janvier et septembre 1957, les parachutistes vont démanteler l'organisation du FLN. Cette

incontestable victoire militaire sera une terrible défaite morale et politique, qui va précipiter la chute d'une République.

Pour l'emporter, Massu considère qu'il doit aller très vite, sans prendre de gants et terroriser le FLN en faisant usage de tortures et en s'accommodant de disparitions. Officiellement, les cas de torture signalés n'étaient que des bavures. Christian Pineau, le ministre des Affaires étrangères socialiste, évoquera devant les fonctionnaires des Nations unies sceptiques « des inventions de *France Observateur* », le journal de Gilles Martinet.

Le 26 février 1957, *L'Humanité* est saisie pour avoir publié des récits bouleversants d'appelés qui évoquaient la réalité dramatique de la pacification, dont certains étaient empruntés à *Témoignage chrétien,* qui lui-même avait fait l'objet d'une saisie.

Le 13 mars, Hubert Beuve-Méry s'émeut dans un éditorial du *Monde* sur ces témoignages : « Dès maintenant, les Français doivent savoir qu'ils n'ont plus tout à fait le droit de condamner dans les mêmes termes qu'il y a dix ans les destructions d'Oradour et les tortionnaires de la Gestapo. »

Le 24 mars, l'avocat algérien Ali Boumendjel, détenu par les paras depuis février, est déclaré « suicidé ».

Le 28 mars, le général Pâris de Bollardière, compagnon de la Libération, demande à être démis de son commandement en Algérie et dénonce l'utilisation de « méthodes contraires aux traditions de l'armée ».

Le doyen de la faculté de droit d'Alger, dans une lettre ouverte au ministre de la Défense, dénonce des « exactions ». Claude Bourdet commente cette lettre dans *France Observateur* qui est de nouveau saisi. Pierre-Henri Simon, romancier, catholique et patriote, publie un petit pamphlet intitulé *Contre la torture* : « Même si la torture d'un Arabe est intolérable comme une tache à l'honneur, et mortelle au sens où l'on dit qu'un péché est mortel : quelque chose de plus essentiel que la puissance s'en trouve atteint et détruit ; une défaite plus intime et plus irréparable que la destruction d'une armée est subie à jamais. »

C'est dans ce contexte que va éclater la double affaire Audin-Alleg.

Le 11 juin 1957, Maurice Audin, vingt-cinq ans, mathématicien, assistant à la faculté d'Alger, membre du parti communiste, est arrêté à son domicile par des

officiers paras, dont on connaît les identités : il s'agit du capitaine Devis et du lieutenant Erulin. Le mathématicien est emmené à El Biar dans un immeuble en construction qui sert de centre d'interrogatoire, et où toutes les personnes arrêtées sont torturées, sans exception. Une souricière est tendue à son domicile et le lendemain Harry Salem est pris, emmené lui aussi au centre d'El Biar.

Harry Salem est plus connu sous son pseudonyme d'Henri Alleg. Juif d'origine russo-polonaise, né à Londres, installé en Algérie en 1939, un pays pour lequel il a éprouvé un coup de foudre. Militant du Parti communiste algérien, ce journaliste prend, en 1951, la direction d'*Alger républicain*, ce même journal où Albert Camus avait fait ses classes en 1938-1939. En 1955, le journal est interdit.

Henri Alleg se bat contre cette censure : il obtient une décision du tribunal administratif en faveur de la reparution mais les autorités n'en tiennent aucun compte. Déjà plusieurs des collaborateurs du journal sont morts, dans des conditions souvent mystérieuses. Pour échapper à ce sort, Henri Alleg passe à la clandestinité.

Maurice Audin et Henri Alleg ont été torturés par la même équipe de paras, ils sont confrontés l'un à l'autre, ce qui fera d'Alleg le dernier civil à avoir vu Audin vivant.

Tous deux sont interrogés, parce que les paras recherchent un dirigeant communiste et soupçonnent les deux hommes d'avoir les moyens d'entrer en contact avec lui. Maurice Audin avait en effet hébergé à son domicile un dirigeant communiste en fuite, qui y avait subi une opération clandestine réalisée par le pneumologue Georges Hadjadj. Le chirurgien, torturé à son tour, avait confirmé.

L'armée inventera une fiction pour cacher la disparition de Maurice Audin : il aurait échoué dans sa tentative d'évasion. En réalité, il a été assassiné le 21 juin, ce que démontre la contre-enquête réalisée par l'historien Pierre Vidal-Naquet dans *L'Affaire Audin*, livre publié le 12 mai 1958. Le corps du mathématicien ne sera jamais retrouvé.



Henri Alleg, dans *La Question*, va apporter un témoignage capital sur Maurice Audin, mais aussi sur l'utilisation systématique de la torture. Avec son récit clinique, la France prend conscience de la gangrène morale qui la mine. Auparavant il y avait eu bien sûr de nombreux cas de torture mais il manquait le témoignage vécu. Avec Henri Alleg, c'est la victime qui parle, celle qui a subi le supplice de l'eau, de l'étouffement, du feu et celui de la gégène sur toutes les parties du corps.

Extrait : « Brusquement, Erulin me releva. Il était hors de lui. Cela durait trop. "Écoute, salaud ! Tu es foutu ! Tu vas parler ! Tu entends, tu vas parler." Il tenait son visage tout près du mien, il me touchait presque et hurlait : "Tu vas parler ! Tout le monde doit parler ici ! On a fait la guerre en Indochine, ça nous a servi pour vous connaître. Ici c'est la Gestapo ! Tu connais la Gestapo ?" Puis, ironique : "Tu as fait des articles sur les tortures, hein salaud ! Eh bien ! maintenant, c'est la 10e DP qui les fait sur toi." J'entendis derrière moi rire l'équipe des tortionnaires. Erulin me martelait le visage de gifles et le ventre de coups de genou. "Ce qu'on fait ici, on le fera en France. Ton Duclos et ton Mitterrand, on leur fera ce qu'on te fait, et ta putain de République, on la foutra en l'air aussi ! Tu vas parler, je te dis !" »

Si Henri Alleg peut témoigner, c'est sans doute parce que la mort suspecte de Maurice Audin et son retentissement lui ont sauvé la vie. On ne pouvait pas le faire disparaître lui aussi.

Après la mort de Maurice Audin, Henri Alleg a vu le climat changer à El Biar. Le 17 août, plus de deux mois après son arrestation, il est présenté à un magistrat instructeur et incarcéré à la prison civile d'Alger où ont lieu toutes les exécutions des condamnés à mort. Il reçoit la visite de ses avocats, dont Léo Matarasso, qui l'encourage à faire le récit de son séjour au centre d'El Biar. Henri Alleg dira qu'il « le devait à Maurice Audin "disparu", à tous ceux qu'on humilie et qu'on torture et qui continuent la lutte avec courage ».

D'août à novembre, Henri Alleg va écrire sur des feuilles de papier toilette son cauchemar. Ces feuilles sont décryptées par sa femme Gilberte, et le texte est remis à Jérôme Lindon, le patron des Éditions de Minuit. C'est lui qui trouvera le titre, l'équivalent du « J'Accuse » de Zola : ce sera *La Question*, celle dont on parle et qui fait référence aux méthodes utilisées au Moyen Âge.

En septembre de cette même année 1957, alors que le journaliste communiste emprisonné écrit de manière clandestine son témoignage, Pierre-Henri Teitgen démissionne. Ce résistant, torturé par la Gestapo, déporté à Dachau, haut fonctionnaire démocrate-chrétien, ministre de l'Information du général de Gaulle à la Libération, est alors secrétaire général de la préfecture d'Alger. Il est chargé de la coordination entre la police et l'état-major de Massu. Il rend public son désaccord : « La France risque de perdre son âme », écrit-il dans sa lettre de démission où il souligne qu'il a autorisé 24 000 arrestations sur lesquelles il a dénombré 3 027 disparitions en huit mois. Dont celle de Maurice Audin.

Le livre d'Henri Alleg paraît le 12 février 1958. Il s'en vend plus de 60 000 exemplaires, avant qu'il ne soit saisi le 27 mars. Le livre est réimprimé en Suisse et traduit dans une multitude de langues, vendu en France sous le manteau.

Jean-Paul Sartre écrit pour *L'Express* « Une victoire », sur *La Question* : « Le témoignage d'Alleg en effet – c'est peut-être son plus grand mérite – achève de dissiper nos illusions : non, il ne suffit pas de punir ou de rééduquer quelques individus ; non, on n'humanisera pas la guerre d'Algérie. La torture s'y est établie d'elle-même : elle était proposée par les circonstances et requise par les haines racistes ; d'une certaine manière nous l'avons vu, elle est au cœur du conflit et c'est elle, peut-être, qui en exprime la vérité la plus profonde… » Ce numéro de *L'Express* est saisi. *La Question* comme le texte de Sartre qui la préface circulent

clandestinement. Courageusement, *Le Canard enchaîné* publiera en petits caractères, mais encore lisibles, le texte de Sartre paru dans *L'Express* et saisi.

Sartre, toujours : « Avec *La Question*, tout change : Alleg nous épargne le désespoir et la honte, parce que c'est une victime et qui a vaincu la torture. Ce retournement ne va pas sans quelque humour sinistre ; c'est en notre nom qu'on l'a martyrisé et nous à cause de lui, nous retrouvons enfin un peu notre fierté : nous sommes fiers qu'il soit français… »

Henri Alleg est un militant bolchevique. Son idéologie d'acier lui aura permis de vivre et d'avoir la force de raconter. Il restera stalinien toute sa vie, y compris contre la direction du Parti communiste français. Il n'a jamais changé : sous Gorbatchev, il a pris la défense d'Erich Honecker, dernier dirigeant communiste est-allemand, comme il défendait contre vents et marées l'Union soviétique. Lorsqu'il est arrêté, le parti communiste vient de réaliser aux législatives de 1956 le score exceptionnel de 25,9 % avec cent cinquante députés à l'Assemblée.

La torture ne cesse pas pour autant avec le changement de République.

De Gaulle dépêchera une commission d'enquête au sein de l'armée dirigée par l'avocat général Gerthoffer, composée de quatre magistrats et de deux généraux. Au terme de cette plongée, seul le lieutenant Charbonnier devenu capitaine sera déféré devant le tribunal de Rennes pour son implication dans l'affaire Audin, qui prononcera un non-lieu.

Le général Massu sera limogé par de Gaulle, à qui Georges Fleury, dans son *Histoire secrète de l'OAS*, prête cette déclaration faite devant des parlementaires français : « L'armée ne fait que des conneries. Elle a fait l'affaire Dreyfus, Pétain et maintenant elle veut faire l'intégration… [des Arabes]. » En 2000, interviewé par *Le Monde*, le général Massu a condamné son usage : « Mais j'ai dit et reconnu que la torture avait été généralisée en Algérie ! Elle a ensuite été institutionnalisée avec la création des CCI (centres de coordination interarmées) et des DOP (détachements opérationnels de protection), et institutionnaliser la torture, je pense que c'est pire que tout. »

Lorsque les tortionnaires de Maurice Audin et d'Henri Alleg, André Charbonnier et Philippe Erulin, appliquent leurs sévices, ils sont aidés par de

jeunes paras ; il y a aussi d'autres officiers dont le capitaine Mazza, aide de camp de Massu, et le commandant Faulques. Tous deviendront colonels sauf Charbonnier.

Philippe Erulin commandera l'opération aéroportée de Kolwezi au Zaïre, il sera fait commandeur de la Légion d'honneur par Giscard en personne et honoré à sa mort par Nicolas Sarkozy.

Selon les notes manuscrites laissées par le colonel Yves Godard, qui recoupent les dernières confessions du général Aussaresses, tous deux disparus, l'homme qui aurait poignardé Maurice Audin sur ordre était alors sous-lieutenant. En 2014, cet ancien militaire était âgé de quatre-vingt-deux ans.

L'armée s'en tient toujours à la version officielle de 1957, donnée par l'état-major parachutiste : Maurice Audin aurait tenté de s'évader vers 21 heures…

Henri Alleg est mort en juillet 2013.

*Voir* : Camus (Albert) ; *Canard enchaîné (Le)* ; Dreyfus (L'affaire) – 1 et 2 ; Mauriac (François).

## Amendement (Premier)

### *Intouchable*

« *Congress shall make no law respecting an establishment of religion, or prohibiting the free exercice thereof; or abridging the freedom of speech, or of the press; or the right of the people peaceably to assemble, and to petition the Government for a redress of grievances.* » « Le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion ou qui restreigne la liberté de parole ou de presse, ou le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement pour la réparation des torts dont il a à se plaindre. » Cet amendement a été adopté en 1791 et depuis il est sacré.

L'Amérique a été construite par des parias, des affamés et des dissidents originaires du continent européen, des victimes de l'intolérance religieuse, des proscrits rejetés par des régimes autoritaires, tous « las de l'arsenal historique de la vieille Europe », selon la phrase de Hegel à propos de l'Amérique.

Les Pères fondateurs formés par les philosophes du siècle des Lumières se méfiaient plus des abus de tout gouvernement porté par nature à abuser de son pouvoir que des abus de la liberté. C'est la clé de l'incroyable liberté de la presse américaine et de sa puissance.

Tocqueville, en 1831, remarquait déjà que « la souveraineté du peuple et la liberté de la presse sont deux choses énormément corrélatives ». Il ne lui avait pas échappé qu'il n'y avait justement pas de loi sur la presse aux États-Unis, qui limiterait d'une manière ou d'une autre cette liberté, alors que quasiment tout le XIXe siècle français s'était battu pour arracher une loi libératrice sur la presse.

La société américaine a une préférence absolue pour la liberté. Elle ne reconnaît à aucun gouvernement le droit de dire le vrai et le faux, ce sont les seules procédures engagées par des médias, les États et les particuliers et tranchées par la Cour suprême qui font jurisprudence.

En 1964, l'État d'Alabama s'estimait diffamé par le *New York Times.* Le quotidien avait mis en cause son comportement relatif aux droits civiques. L'arrêt de la Cour suprême a débouté l'État d'Alabama en considérant que la publication de fausses informations était moins grave que la non-publication de la vérité. Les conditions posées par la Cour suprême dans cet arrêt pour que des personnages publics ou officiels outragés puissent gagner des procès en diffamation contre les médias sont telles que ces procès aux États-Unis ont quasiment disparu. En 2003, par exemple, seuls six verdicts pour tous les États-Unis ont déclaré des médias coupables de diffamation, dont trois ont été annulés.

La Cour suprême a rendu, en 1971, un arrêt sur la publication par le *New York Times* et le *Washington Post* des « Pentagon papers », ce rapport secret sur la politique américaine au Vietnam sous J. F. Kennedy et L. B. Johnson. L'administration Nixon avait ordonné la suspension de sa publication en vertu de l'Espionage Act de 1917. La Cour suprême a considéré que le gouvernement n'avait aucun droit d'empêcher les deux quotidiens de publier l'histoire secrète de la

guerre du Vietnam : la censure a été jugée plus dommageable au processus démocratique que la guerre pour la sécurité nationale.

En 1974, dans un conflit qui opposait le *Miami Herald* à un candidat à une élection qui s'estimait injustement critiqué et qui exigeait un droit de réponse, la Cour suprême a jugé que le journal n'avait pas à le lui accorder.

En 1988, la municipalité de Chicago voulait déplacer les boîtes distributrices de journaux, où l'on glisse une pièce de monnaie afin d'en récupérer un exemplaire. La Cour suprême a considéré que ces boîtes étaient protégées par le premier amendement et qu'elles ne pouvaient pas être déplacées par une municipalité.

En 1988 toujours, le magazine pornographique *Hustler* avait parodié un candidat à une élection. Le candidat a fait appel. La Cour suprême a considéré que la presse avait le droit de parodier des personnalités, même lorsque la parodie est « extravagante » et qu'elle « cause un trouble émotionnel »…

Les exemples abondent qui donnent raison aux médias. À cet égard il est plus simple d'être éditeur de journaux et journaliste enquêteur aux États-Unis qu'en Europe.

Cette liberté est sans limites : les opinions nazies et celles du Ku Klux Klan sont sous la protection du premier amendement.

Et pour apprécier ce premier amendement, il faut savoir qu'en 1896 la Cour suprême avait validé la doctrine *separate but equal* qui organisait la ségrégation et que, en 1954, la Cour suprême a condamné cette même doctrine. *The times they are a-changin'*…

*Voir* : Hegel (Georg Wilhelm Friedrich) ; *Kane (Citizen)* ; *Muckrakers* ; Pulitzer (Joseph) ; Quatrième pouvoir.

## Ancêtres

## *Acta diurna, Tipao, rotula, avvisi*

Les journalistes n’ont pas inventé les journaux.

Les empereurs et autres monarques, pour rendre leurs emprises centralisatrices plus performantes, ont eu besoin de faire circuler des informations contrôlées. Ils seront suivis par le clergé, les banquiers et les commerçants, bien avant que n’apparaissent des journalistes.

La communication a très largement précédé l’information. Les journalistes vont naître en s’en libérant : il leur faudra près de deux millénaires – et l’expérience montre que ce n’est jamais définitivement gagné. La communication est de nouveau menaçante.

La République romaine avait inventé en 131 avant J.-C. un quasi-journal officiel, gravé sur pierre ou sur métal, que des copistes reportaient sur papyrus et sur parchemin pour assurer sa diffusion dans les provinces lointaines et qui s’appelait les *acta diurna*, ou les *acta publica*.




Tous les faits officiels, les décisions du Sénat, les victoires, les exécutions, les promotions, les décès, les mariages entre patriciens, tous ces faits étaient gravés dans la pierre, et cette gravure était donnée à lire sur le forum de Rome.

Vient César. Il fait un acte stupéfiant : il impose la publication des débats du Sénat qui jusqu’alors étaient secrets et il fait archiver toutes ces publications qui ne l’étaient pas auparavant. Enfin il rend quotidienne cette publication.

La périodicité est en effet un élément constitutif de la presse, nécessaire mais pas du tout suffisant pour parler d'un véritable journal. C'est ainsi que l'on dispose – c'est un matériau bien connu des historiens – de ce journal de 59 avant J.-C. jusqu'en 222 de notre ère. Cette ébauche de journal officiel aurait sombré peu de temps avant la disparition de l'Empire romain d'Occident.

Dans un code juridique de l'époque théodosienne au début du Ve siècle, on voit apparaître un mot désignant une fonction rémunérée par l'Empire : celle de *diurnarius*. C'est la première fois qu'un métier cousin de l'activité journalistique est mentionné, étant entendu qu'il s'agit d'un fonctionnaire d'État.

L'empire de Chine n'était pas en reste. Sous la dynastie des Han, paraît au IIIe siècle de notre ère un « Rapport du palais » destiné à tous les bureaucrates de l'administration, sous le joli nom chinois de *Tipao*.

Au Moyen Âge en Europe, seuls les religieux, et quelques rares monarques, lisent le latin. Les moines vont inventer une communication horizontale avec la *rotula*, qui désigne « le rouleau des moines », un parchemin qui peut faire plusieurs mètres de long, parfois jusqu'à dix-huit. Un moine se déplace pendant plusieurs mois, visite plusieurs dizaines d'églises et d'abbayes. Les religieux de chaque établissement peuvent lire ce que d'autres, avant eux, ont écrit à chaque étape. Ils y ajoutent leurs propres commentaires, donnent des nouvelles sur l'état des lieux, informent sur un décès, formulent une prière. Cette *rotula* est l'ancêtre des tapuscrits d'écrivains.

Les commerçants et les banquiers vont eux aussi pratiquer une communication spécifique sous une forme originale et pleine d'enseignements. Ils utilisent un système de courrier. Ils émettent et diffusent des *avvisi*. Ce sont des lettres manuscrites qui donnent des informations utiles, sur la sécurité ou l'insécurité de telle ou telle route, des chiffres sur les foires, les cours de marchandises, toutes choses qui supposent une certaine confidentialité, et ils font reproduire ces lettres à de très nombreux exemplaires par des ateliers de copistes ; elles sont envoyées à leurs correspondants dans toute l'Europe et dans une partie du monde méditerranéen.

Le premier centre d'émission de ces missives est naturellement le premier centre commercial de l'époque, c'est-à-dire Venise. Les auteurs de ces « nouvelles à

la main » s'appellent les *menanti*, littéralement des nouvellistes. Plusieurs bulles papales les dénoncent, dont celle de 1571 qui crée la congrégation de l'index, avec à la clé de nouveaux interdits et les peines qui les accompagnent.

Dans un monde fermé, il n'est nul besoin d'échanger ce type d'informations, mais c'est indispensable lorsque des personnes et des biens se mettent à circuler, souvent très loin. Il faut alors créer des relais, écrire des contrats et les faire respecter, et à cet effet disposer de très nombreux renseignements. L'information se développe à mesure que le monde s'ouvre.

Les commerçants et les banquiers, allemands et italiens, qui ont mis au point ce système de communication auraient tout à fait pu utiliser les découvertes de Gutenberg, sa machine à imprimer et sa typographie mobile. Pourtant cent cinquante ans séparent ces inventions de la parution du premier journal.

La raison de cette abstinence : les marchands redoutent la censure et la concurrence, ils préfèrent utiliser un système parallèle et discret. Ils sont bien inspirés : dès que la presse va être imprimée, elle sera prise en main par les monarques, et cela sans exception.

On doit le premier périodique à ces mêmes marchands. Un Autrichien, Michel von Aitzing, a l'idée de publier, en 1588, un recueil des foires paraissant deux fois par an : *Messrelationen*. La première revue française paraîtra en 1611, c'est *Le Mercure français* dont le cardinal de Richelieu prend le contrôle en 1624, le confie au père Joseph puis à Théophraste Renaudot, le grand communicant de la monarchie.

La première gazette paraît à Augsbourg en 1609 : c'est le premier hebdomadaire connu. Il s'appelle *Avisa Relation oder Zeitung*, ce qui dénote de la part de ses éditeurs un grand sens de la communication.

*Voir* : Papier ; Renaudot (Théophraste).

## « Apostrophes »

## *Mémoires*

À l'automne 1982, je regardais « Apostrophes », comme souvent. Parmi les invités, il y avait Charles Gombault, qui fut l'un des bras droits de Pierre Lazareff avant guerre à *Paris-Soir*, et après guerre à *France-Soir* comme directeur exécutif jusqu'en 1970, lorsque les deux hommes se fâchent. Il était là pour présenter les mémoires d'un journaliste qui avait, derrière lui, un demi-siècle de presse quotidienne.

Les deux hommes s'étaient rencontrés en 1925 au Moulin Rouge, Gombault avait alors dix-huit ans et depuis ils ne s'étaient plus quittés. Jean Ferniot, ancien de *France-Soir* et de *L'Express*, disait de lui : « Charles Gombault est rond de partout, élégant, snob, c'est un socialiste bourgeois. » Et Roger Stéphane le considérait comme « l'une des meilleures plumes de la presse ».

Dans les années 1960, Pierre Lazareff s'est investi dans la télévision. Il apprend qu'il a un cancer de la prostate, et les ventes quotidiennes de *France-Soir*, certes toujours élevées, sont régulièrement orientées à la baisse. Il fait faire des études. Il sait que l'impérium télévisuel, l'explosion des radios généralistes sont en train de bouleverser la presse écrite. Mais il ne parvient pas à tracer une voie nouvelle. Les conflits avec Charles Gombault, et avec d'autres grandes figures de son équipe, qui ne supportent plus cet immobilisme, deviennent de plus en plus frontaux.

Le patron de *France-Soir* était un affectif catégorie éruptive, il était réputé monter aux rideaux en dix secondes, il était aussi champion du lancer d'encriers et de cendriers. Lazareff ne décolère pas, mais ne change rien.

Les deux hommes s'affrontent sur « le sensationnalisme » auquel, selon Gombault, le patron céderait trop souvent. Ils s'énervent aussi sur la politique. Pierre Lazareff se rallie au Général après l'Algérie, provoquant l'ire du socialiste irréductible que fut Charles Gombault toute sa vie, ami intime de Blum, de Georges Boris et surtout de Pierre Mendès France. Leur amitié n'y résiste pas. En 1970, c'est la rupture entre Lazareff et Gombault.

J'écoute ce collaborateur de Pierre Lazareff répondre à Bernard Pivot. Je remarque une stupéfiante hésitation consécutive à la question : « Qui est pour vous le plus grand journaliste ? » On attend : « Lazareff. » C'est bien Lazareff qui finit par

sortir de sa bouche, mais après une trop longue hésitation : le conflit a laissé des traces.



À la fin de son interview, Pivot lui demande : « Qui sont les Lazareff d'aujourd'hui ? » Et cet homme que je ne connais pas dit beaucoup de bien de *Libération* et cite mon nom.

Le lendemain, je vais acheter son livre. Je note cette phrase : « [...] *Libération*, où les idées de reportage abondent et aussi la variété, n'est soutenu par aucun capital : et son succès est limité faute de ressources. » Je lui téléphone et nous nous voyons dans un restaurant de l'avenue Mac-Mahon. Il se met à la disposition du journal. Il le fut de manière à la fois active et discrète, efficace et charmante, jusqu'à sa mort survenue en septembre 1983.

Il fut le premier président de Communication et Participations, la société actionnariale qui regroupait les Amis de *Libération*, créée à cette occasion pour développer le journal.

Pendant un an, il m'a raconté *France-Soir* et Lazareff, trois Républiques, et son grand homme, Pierre Mendès France. À son propos, il m'avait dit : « Pierre était mon meilleur ami. Lorsqu'il a été nommé président du Conseil, nos rapports sont devenus exécrables. Quand on dirige un journal, il faut mettre l'amitié entre parenthèses, quitte à ne plus se voir pendant cette période. Sinon aucune amitié, même les plus fortes, n'y résiste. »

Dans les débuts chaotiques de *Libération*, il y a eu beaucoup de réunions dramatiques. Au cours d'une ultime réunion préparatoire du journal, en mars 1973 à Lyon, alors que l'équipe de départ se divisait sur à peu près tout, y compris le jour et la nuit, que le premier numéro zéro était jugé consternant – ce qu'il était – dans un débat surchauffé, j'ai lancé une formule imprudente destinée à ouvrir une perspective : « Il faut faire de *Libération* un *France-Soir* de gauche. »

Cette formule m'était venue en lisant un pamphlet antipompidolien de Jean Ferniot intitulé : *Ça suffit !* Ce livre dénonçait l'emprise du « Tout-État », ce mode de gouvernement où l'État prend en charge toute l'activité politique, économique et sociale avec une caste où se mêlaient politiques, industriels, hauts fonctionnaires, syndicalistes et journalistes. La thèse de l'auteur confortait à mes yeux mon hypothèse d'un journal de reportages ouvert à la créativité sociale et culturelle.

Dans le contexte du crépuscule gauchiste, cette référence à un quotidien « pompidolien » était carrément foldingue. Et très maladroite. La partie la plus « désirante » de l'équipe fut immédiatement révulsée, puisque *France-Soir* censurait une actualité qui n'avait pas droit de cité dans la presse de l'époque, ce qui faisait la légitimité de *Libération.*

Cette formule avait une préhistoire subconsciente. J'avais lu *France-Soir* tous les jours dans ma jeunesse, dans les années 1950, de la chute de Diên Biên Phu au retour de De Gaulle, en passant par le soulèvement hongrois. Mon père achetait ce journal plusieurs fois par jour. J'aimais ses reportages, cette mise en pages dramatisante, son actualisation d'une édition sur l'autre.

Je n'ai jamais rencontré Pierre Lazareff, il est mort, à bout de souffle, l'année précédant le lancement de *Libération*.

*Voir* : Blablabla ; « Cinq colonnes à la une » ; Démenti ; Giroud (Françoise) ; 1968 ; *Paris-Soir* ; Reportage ; Tout-Paris (Le).

## Audimat

## *La religion des chiffres*

L'Audimat a un papa. Il s'appelle Jean Porte. Sociologue et mathématicien, il réalise en 1952, pour l'Insee, l'Institut national de la statistique et des études économiques, la première enquête sur l'écoute de la radio, et met ainsi au point le premier Audimat.

Les médias louent des espaces papier ou du temps d'antenne pour la publicité. C'est une partie importante de leurs revenus. Dans le cas de l'audiovisuel, c'est même l'essentiel de leurs revenus.

Les annonceurs ont besoin de savoir la nature de cette offre, comment elle est présentée, qui la voit ou l'entend, bref, ils ont besoin de mesurer la diffusion réelle des journaux, la nature des publics concernés et de contrôler l'audience réelle des radios et des chaînes de télévision avant d'investir.

Le premier instrument de mesure français des journaux est né en 1922 : c'est l'Office de justification des tirages, qui devient, en 1946, l'Office de justification de la diffusion, connu sous le sigle de l'OJD. Cette mesure cumule les ventes au numéro, les abonnements, les ventes groupées à des sociétés, comme par exemple les compagnies aériennes et les hôtels.

Pour la télévision, il faut attendre 1981 pour que la Société d'études de la consommation, de la distribution et de la publicité, la SECODIP, mette en place un panel audiométrique et équipe un certain nombre de téléspectateurs d'un système qui espionne leur manière de consommer la télévision.

En 1985, le thermomètre de l'audience passe sous le contrôle d'un organisme indépendant de l'État : Médiamétrie, une société composée pour un tiers d'annonceurs et de publicitaires, un tiers de représentants des télévisions et un tiers pour les radios.

Le Médiamat – un Audimat perfectionné – est fondé sur les comportements individuels au sein d'un même foyer. Le panel, en 2014, comprenait 11 000 individus de plus de quatre ans, vivant dans 5 000 foyers. Chaque téléviseur est surveillé par un boîtier espion. Cinq téléviseurs, cinq boîtiers. C'est cet échantillon de Français qui fait la pluie et le beau temps dans le PAF, le paysage audiovisuel français. Leur liste est évidemment tenue secrète.

Patrick Le Lay, qui a présidé aux destinées de TF1, a donné une définition très brutale de son rôle : « Vendre à Coca-Cola du temps de cerveau disponible. » Formulation destinée à choquer mais surtout erronée : c'est l'identité et la qualité des lecteurs, des auditeurs ou des téléspectateurs qui attirent la pub : elles dépendent du contenu et du style du média en question. Ce n'est jamais l'inverse. La vulgarité du président de la chaîne laissait augurer de grandes difficultés dans le pilotage de TF1.

Tous les praticiens le savent : la course à l'Audimat peut faire des dégâts. Et dans certains cas rendre vraiment fou, à l'image de ce journaliste brésilien, Wallace Souza, présentateur vedette de la chaîne Band, à Manaus, au Brésil. Il animait une émission consacrée à la criminalité et il fut accusé, en 2009, d'avoir commandité des meurtres pour faire de l'audience. Cas limite !

La vraie nouveauté, ce n'est pas l'Audimat, mais la généralisation à toute la société des mesures d'audiences et leur personnalisation.

Ces mesures individuelles permettront de connaître le rythme cardiaque, le nombre de foulées quotidiennes, les calories brûlées, les taux de cholestérol et de PSA, le volume d'alcool consommé dans la semaine et la possibilité de telle ou telle maladie, la composition énergétique des repas, le degré de pollution de l'air et le nombre de particules fines respirées par minute…

Les smartphones se sont développés en ajoutant au téléphone des applications comme « Up » qui permet de « s'autoaudimater » en permanence, à tous moments du jour et de la nuit, de disposer d'un tableau de bord de sa propre vie.

Les réseaux sociaux, les amis sur Facebook, les *followers* de Twitter complètent la panoplie. On peut même acheter au marché noir des milliers de *followers* pour donner à son existence sociale l'apparence de la densité alors qu'elle est en réalité sinistrée… Bientôt nos smartphones nous donneront en temps réel le nombre exact de neurones consommés par seconde. Voici venir le règne de l'Audimat pour tous.

Notre époque, qui a cessé de faire rêver les idées, considère que les seules choses restant à peu près indiscutables, ce sont les chiffres.

Ils sont réputés ne pas mentir, moins en tous les cas que les idées, qui ont une assez mauvaise réputation. L'Olympe contemporain compte dix dieux, les neuf

premiers chiffres et naturellement le zéro au cœur de la révolution numérique avec le un. Le zéro domine notre Olympe : c'est tout dire.

*Voir* : Lecteurs ; Modèle Girardin (Le) ; Quatrième pouvoir ; Réseau.

## Avis

### *D'André Gide à Simon Leys*

Paul Valéry avouait avec bonheur : « Je ne suis pas toujours de mon avis. » Jean-Paul Sartre allait plus loin en déclarant que « depuis quarante ans il pensait contre lui-même », en se laissant, au besoin, démentir par les faits. C'est très difficile à faire, il l'a prouvé à ses dépens pendant ses années « pro-communistes ». Moins de vingt ans après le *Retour de l'URSS* d'André Gide, Jean-Paul Sartre, en pleine guerre froide, s'était livré à un panégyrique du pays du socialisme réel. Au nom de la lutte contre le maccarthysme pratiqué à l'échelle occidentale.

Le terrain, l'enquête, la confrontation avec le réel doivent d'une manière ou d'une autre remuer les *a priori*, faire surgir une dimension sous-estimée, éclairer la réalité de manière nouvelle et prendre à rebrousse-poil les idées reçues. C'est l'enjeu de tout reportage.

Un journaliste a incarné cette pratique du doute systématique et en a fait le sujet de ses écrits. Tous les reportages de George Orwell sont consacrés à la remise en cause de ses convictions, au fur et à mesure de ses investigations. Norman Mailer et Michael Herr ont mis, eux aussi, sans cesse, ce qu'ils voyaient à la question.

Et puis il y a parfois des intellectuels, des écrivains, des lettrés qui, dans des conditions souvent exceptionnelles, vont réussir à pénétrer et à voir ce qui était inaccessible ou impraticable pour des journalistes. C'est le cas d'André Gide et de Simon Leys.

Volontiers provocant, protestant, homosexuel assumé, André Gide aura été pendant un demi-siècle le pape des lettres en France, dénicheur de talents, à l'exception de Proust qu'il aura raté parce qu'il ne supportait pas son snobisme – il s'en était excusé auprès de lui –, il a soutenu les surréalistes, Aragon mais aussi Simenon. Fondateur de la NRF d'où sortiront les éditions Gallimard, c'est un écrivain prolixe, avec plus de soixante livres à son actif, très lu de son temps et toujours très influent.

Ce grand contemporain n'était pas un chantre de la littérature engagée comme le fut Sartre après la guerre. Partisan déterminé de l'autonomie de la littérature, il sait se situer, prendre position et s'engager. Son *Journal* est son chef-d'œuvre.

Lorsqu'il reçoit le prix Nobel de littérature en 1947, il fait ce commentaire : « Si j'ai vraiment représenté quelque chose, je crois que c'est l'esprit de libre examen, d'indépendance et même d'insubordination, de protestation contre ce que le cœur et la raison se refusent à approuver. » Et ses voyages l'ont prouvé, poussant André Gide à changer d'avis.

En 1926, il séjourne pendant plusieurs mois en Afrique-Équatoriale française. Gide n'avait jamais pris position contre le colonialisme. Ses descriptions sont froides et implacables, c'est un réquisitoire contre les sociétés concessionnaires dans les colonies et qui, avec la complicité de fonctionnaires de l'administration, exploitent la population indigène. La France pratique le travail forcé à grande échelle. Son récit est publié en feuilleton par Léon Blum dans *Le Populaire* sous le titre « Voyage au Congo ».

Un an plus tard, il publie *Retour du Tchad.*

En 1932, face à la montée des fascismes, il multiplie les propos favorables sur l'Union soviétique, préside des comités qui incluent des communistes. Certes « la religion communiste », comme il l'écrit dans son *Journal* en 1933, l'effraie un peu mais, en 1934, il se rend à Berlin avec André Malraux pour demander la libération de Dimitrov, un dirigeant de l'Internationale communiste que les nazis accusent d'avoir incendié le Reichstag. Emprisonné, il sera finalement libéré après une année de détention. Gide aimerait que l'Union soviétique soit l'alliée des démocraties, qui connaissent de si grands moments de faiblesse.

En 1935, il rencontre, chez Louis Guilloux, l'écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg, qui lui propose de visiter l'URSS. Le voyage a lieu entre le 16 juin et le 24 août 1936. Gide est accompagné à sa demande par plusieurs de ses amis, dont deux communistes encartés, et deux parlant le russe. Jef Last avait déjà fait quatre voyages en URSS, Pierre Herbart, qui avait épousé la mère de la fille de Gide, habitait Moscou où il dirigeait la revue *Littérature internationale*. Le voyage dure neuf semaines. Gide est traité comme un chef d'État.

Celui qui était devenu le plus célèbre des compagnons de route du PCF va publier, en novembre 1936, le récit d'une déception, *Retour de l'URSS* : « L'homme nouveau n'est pas en URSS. » Sa critique reste toutefois mesurée : « […] ma conviction [reste] intacte, inébranlée, que d'une part l'URSS finira bien par triompher des graves erreurs que je signale, d'autre part, et ceci est plus important, que les erreurs particulières d'un pays ne peuvent suffire à compromettre la vérité d'une cause internationale, universelle. » Gide va perdre brutalement une partie de ses amis.

Ce livre sera le best-seller de sa carrière. Tous les intellectuels communistes se déchaînent contre lui. L'ex-compagnon de route est traité à feu roulant de fasciste.

André Gide avait publié son récit de voyage sous le titre *Retour de l'URSS*, sept mois plus tard, en juin 1937, il fait paraître ses *Retouches à mon « Retour de l'URSS »*. Ce système qui se nourrit des débats et des polémiques, et construit de la continuité, devrait inspirer les reporters.

En écrivant ses *Retouches*, Gide abandonne les précautions. « L'URSS n'est pas ce que nous espérions qu'elle serait, ce qu'elle avait promis d'être, ce qu'elle s'efforce encore de paraître ; elle a trahi tous nos espoirs… Mais ne nous détournons pas de toi, glorieuse Russie. Si d'abord tu nous servais d'exemple, à présent, hélas, tu nous montres dans quels sables une révolution peut s'enliser. » Tout y passe, de la dictature d'un seul homme aux déportés.

Les appendices de *Retouches à mon « Retour de l'URSS »*, fourmillent de choses vues. Il raconte par exemple comment il n'a jamais pu discuter avec Nikolaï Boukharine. Il a croisé l'ancien dirigeant bolchevique à plusieurs reprises. Celui-ci cherchait à avoir un entretien avec lui et, chaque fois, un officiel l'éloignait. Lorsque cet entretien a finalement lieu, un pseudo-journaliste entre dans la pièce,

s'impose et monopolise la parole. Tout est dit. Boukharine a été arrêté alors que Gide et ses amis avaient quitté l'URSS. Il est exécuté en 1938.

Gide était parti après la victoire en France du Front populaire soutenu par les communistes. Il rentre à la veille des grands procès de Moscou qui liquident les derniers dirigeants de la révolution de 1917.

Gide aura été, sur le communisme, le grand témoin indispensable. Il meurt en 1951. L'année d'après, Sartre devenait le compagnon de route numéro un des communistes.

Simon Leys n'était ni journaliste comme George Orwell qu'il admirait, et auquel il aura consacré plusieurs essais, ni un voyageur affûté comme André Gide, sur lequel il a écrit par ailleurs un essai décapant.

Simon Leys s'appelait Pierre Ryckmans, il était né en 1935, en Belgique. Ce sinologue va ouvrir les yeux du monde sur la Chine. Il sera au maoïsme ce que fut Gide pour le communisme stalinien.

Il avait découvert la Chine communiste en 1955, au cours d'un voyage d'étude. À cette occasion, il avait rencontré avec ses camarades Chou En-lai. La Chine communiste avait séduit l'étudiant catholique.

Entre Hong Kong, Taiwan, et Singapour, il a consacré plus d'une décennie, toutes les années 1960, à l'étude de la langue, de la littérature et de la culture chinoises. En 1964 il épouse une Chinoise de Taiwan, Hanfang. Ils fondent une famille qui s'installe à Hong Kong.

Dans ce formidable observatoire que fut la concession britannique, Pierre Ryckmans a suivi le déclenchement de la Révolution culturelle en 1965, lu tout ce qui était accessible en chinois. Il fut aussi le témoin de l'assassinat à Hong Kong de l'écrivain Li Ping par des gardes rouges, devant son domicile. Et il était fréquent que des cadavres chinois échouent sur les rivages de l'enclave.

Lorsqu'il publie *Les Habits neufs du président Mao* en 1971, aux éditions Champ libre, sous patronnage situationniste, il a pris quelques précautions, un pseudonyme, celui de Simon Leys, censé lui permettre de retourner en Chine sous son véritable nom. Lui et sa famille se sont installés en Australie à Canberra où il allait enseigner la littérature chinoise. Il avait alors trente-cinq ans.

Cette chronique de la Révolution culturelle entre février 1967 et octobre 1969 est introduite par cette phrase devenue célèbre : « La Révolution culturelle, qui n'eut de révolutionnaire que le nom et de culturel que le prétexte tactique initial, fut une lutte pour le pouvoir, menée au sommet entre une poignée d'individus, derrière le rideau de fumée d'un fictif mouvement de masses (dans la suite de l'événement, à la faveur du désordre engendré par cette lutte, un courant de masse authentiquement révolutionnaire se développa spontanément à la base, se traduisant par des mutineries militaires et de vastes grèves ouvrières ; celles qui n'avaient pas été prévues au programme furent impitoyablement écrasées). »

Sur les nombreuses révélations de ce livre, on oublie aujourd'hui la principale d'entre elles : Mao avait été écarté, partiellement, du pouvoir en 1958 après l'échec du « grand bond en avant » et ne dirigeait plus la Chine.

François Mitterrand se rend dans l'empire du Milieu en 1961, la France de De Gaulle reconnaît officiellement la Chine en 1964 : toute la classe politique française fait comme si Mao dirigeait la Chine et ne parlait que de lui. Il y a une incompréhension totale de la Révolution culturelle qui tient à la méconnaissance du statut politique réel de Mao Tsé-toung pendant les années 1960.

Les travaux des historiens, les témoignages des victimes de la prétendue Révolution culturelle, des dirigeants chinois, comme de dissidents confirmeront cette thèse. Elle est aujourd'hui reconnue de manière quasi unanime.

Simon Leys a rendu hommage dans la *New York Review of Books* à celui qui l'avait initié à la « maologie » : un jésuite hongrois de Hong Kong, qui publiait régulièrement en anglais une revue de la presse communiste chinoise.

La chronologie est importante. Le schisme sino-soviétique puis la Révolution culturelle se traduisent en Occident à partir de 1965-1966 par la création de mouvements et de partis marxistes-léninistes.

En France, l'UJCML, l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes, et le PCMLF, le parti du même nom, sont créés dans la foulée. Ils sont en rivalité sur le marxisme-léninisme. Althusser et plusieurs de ses élèves à l'École normale supérieure, dont des dirigeants de l'UJCML, relisent Marx à partir de 1965, en syntonie avec la Révolution culturelle. On les appelle les ML. Les ML sont

prochinois, et il y a du beau monde du côté marxiste-léniniste, des althussériens à l'équipe de *Tel Quel* en passant, alors, par les *Cahiers du cinéma.*

Mai 68 va provoquer en France le télescopage de deux révolutions culturelles. Une fausse et une vraie – la vraie n'étant pas chinoise, contrairement à ce qu'on pourrait croire. Le printemps français va diviser les marxistes-léninistes entre ceux qui défendent l'orthodoxie chinoise – et ses financements – et ceux qui accordent toute leur attention à la révolution culturelle à l'œuvre en France et en Occident.

La Gauche prolétarienne, née de 1968, avait rassemblé un bout du très libertaire mouvement du 22-Mars et des ex de l'UJCML. Une sorte de programme commun unit les uns et les autres et accouche d'un mouvement bizarroïde aux couleurs de l'anarcho-maoïsme, qui faisait la pub d'un gimmick à la tête de Mao, tout en faisant la promotion des éponges Spontex. Ces éponges n'effaçaient pas pour autant le tribut payé au culte du despote.

Christophe Bourseiller écrit, en 1996, un livre très documenté, *Les Maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français* : pas un mot sur les polémiques suscitées par l'ouvrage de Simon Leys, comme si elles étaient passées inaperçues. Ce sont pourtant les marxistes-léninistes d'un côté et les gaullistes tous rangés derrière Alain Peyrefitte de l'autre qui vont dénoncer Simon Leys comme faussaire et comme « agent de la CIA ». Ce livre témoigne en creux de l'indifférence à l'égard de ses travaux.

Les intellectuels français en effet, à l'exception notable de René Étiemble, l'iconoclaste, de Jean-François Revel et des situationnistes, accordent très peu d'importance à la chronique du sinologue belge. *Le Monde* l'exécute à la parution des *Habits neufs* par l'intermédiaire de son correspondant à Pékin, ce qui fera dire aux situationnistes : « *Le Monde* était le principal organe de presse maoïste paraissant hors de Chine. »

En 1972, après la parution des *Habits neufs*, la Belgique ouvre une ambassade à Pékin. Pierre Ryckmans est nommé attaché culturel. Il occupe cette fonction pendant six mois et la met à profit pour voyager dans les provinces. Il démissionne pour occuper une chaire de littérature chinoise à l'université de Canberra en Australie. Il retourne en Chine avec une délégation de son université. Ces voyages

donneront lieu à *Ombres chinoises* son meilleur ouvrage sur la Chine, publié en 1974, et dont la traduction anglaise le fera connaître dans le monde.

Avec le temps, Pierre Ryckmans aura terrassé tous ses contradicteurs, qui ne s'en sont jamais remis, de Michelle Loi à *Tel Quel* en passant par Maria-Antonietta Macciocchi. Lorsque Simon Leys est invité à « Apostrophes » en 1983, sa thèse triomphe. Trente ans après, Philippe Sollers écrira : « Simon Leys avait raison et il continue d'avoir raison… » Mais il aura été mis sur la touche pendant plus d'une quinzaine d'années par l'intelligentsia française. Amer, il dira un jour que « la pire manière d'avoir tort est d'avoir raison trop tôt ». L'ensemble de ses essais sur la Chine est rassemblé dans un volume de la collection « Bouquins ».

Il est mort en 2014.

*Voir* : Grossman (Vassili) ; Herr (Michael) ; Mauriac (François) ; *New Journalism* ; Orwell (George).

# B

# Beuve-Méry (Hubert)

## *Le missionnaire*

En 1961, dans *Le Figaro littéraire*, François Mauriac consacre sa chronique à Hubert Beuve-Méry, le directeur du *Monde,* dont il fait l'éloge : « Une certaine vertu existe parmi nous, que la publicité n'est pas partout la reine, que le fin du fin de la profession ne consiste pas à coller le masque de la moralité sur des reportages immondes, que le dernier mot de notre métier n'est pas de flatter la paresse du public et sa lubricité, ni de lui fournir des images et des gros titres pour le dispenser de lire le reste, et même quand cela ne sert à personne et simplement parce que c'est la coutume, de ne rien écrire qui ne soit inexact, et d'avoir comme la phobie du vrai. » Il faut se méfier des éloges de François Mauriac, ils cachent en règle générale un stylet aiguisé : ce dithyrambe enrobait le reproche d'avoir publié dans le quotidien du soir une lettre du général Salan, alors chef de l'OAS, organisation terroriste clandestine.

Le fondateur du *Monde* aura été, en effet, l'incarnation du journalisme moral qu'Albert Camus appelait de ses vœux à la Libération, lorsqu'il parlait de l'épuration comme d'une « purification » et « d'une révolution où la morale aurait remplacé la politique ». Beuve aura réussi là où le rédacteur en chef de *Combat* avait dû renoncer, la mort dans l'âme, en juin 1947.

*Le Monde* fut la seule réussite de presse fondée sur l'idéal de la Résistance.

Le berceau de Beuve-Méry fut un bénitier : on y croise des bonnes sœurs, des frères, des dominicains, des jésuites, des ursulines, des archevêques, des cardinaux, des intellectuels catholiques de toutes obédiences, des aumôniers et des abbés ; il débute aux *Nouvelles religieuses*. Il dira de sa jeunesse : « J'ai été puissamment aidé par des gens d'Église. » Il participe de ce pôle intellectuel très actif que fut le catholicisme français entre les deux guerres.

Ce jeune démocrate-chrétien est un conservateur attiré par le catholicisme social. Charles Péguy, qui fut l'un de ses maîtres à penser, avait écrit : « Dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, dire bêtement la vérité bête, ennuyeusement la vérité ennuyeuse, tristement la vérité triste. » On dirait, avant la lettre, ce que fut *Le Monde* de Beuve.

Après son doctorat, il est nommé, en 1928, professeur de droit international et directeur de la section juridique et économique à l'Institut français de Prague. Il y reste plus de dix ans. Il complète ses revenus en devenant correspondant de la presse française.

Il se trouve dans un observatoire exceptionnel, un véritable balcon au cœur de cette Mitteleuropa, sur laquelle Hitler étend sa domination, envahissant chaque pays, l'un après l'autre. Il publiera, en 1939, en France, un livre consacré à la stratégie des nazis en Europe, *Vers la plus grande Allemagne*, qui sera, comme le dit Laurent Greilsamer son biographe, celui d'un « prophète inspiré ».

En 1932, le président français Paul Doumer est assassiné à Paris par Paul Gorgulov, un Russe blanc, qui avait fait ses études de médecine à Prague. *Le Matin* relance Beuve, qui était en principe son correspondant. Le jeune professeur fréquente tous les dirigeants tchèques. Il enquête et arrive à la conclusion que Gorgulov, psychiquement fragile, flirtait avec un groupe fascisant et avait agi par anticommunisme. Ce sera d'ailleurs la thèse du procureur de la République lors du procès de l'assassin à Paris.

Mais *Le Matin* publie un article qui n'a rien à voir avec le sien. Les droites en France se sont en effet emparées de l'affaire pour dénoncer un attentat communiste dirigé de Moscou. Ni une ni deux, Beuve démissionne.

*Le Journal* l'accueille. Là encore, il est trahi. La thèse de la manipulation communiste est reprise. Beuve démissionne de nouveau.

*Le Petit Journal* fait appel à lui, le même scénario se répète. Beuve démissionne.

Il essaie *Paris-Soir* sans succès, *L'Intransigeant*, *idem*. C'est finalement *Marseille-Matin* qui publie l'enquête en cinq livraisons sur Paul Gorgulov, un homme malade, attiré par une organisation agrarienne fascisante.

*Le Temps* fait de Beuve son correspondant à Prague. En matière diplomatique, ce journal passe pour la voix officieuse du Quai d'Orsay.

Le 29 septembre 1938, la France et la Grande-Bretagne abandonnent la Tchécoslovaquie à Hitler. Daladier de retour de Munich est accueilli à Paris comme un sauveur. Les journaux français fêtent l'événement : la guerre n'aura pas lieu ! Le lâche soulagement est général. Les Sudètes deviennent allemands sans que les Tchèques soient consultés.

Pour protester contre les accords de Munich, Hubert Beuve-Méry démissionne du *Temps* qui s'en était fait l'avocat. Pour lui, la France et la Grande-Bretagne se sont discréditées sur le plan international, et la guerre aura lieu. Six mois après Munich, Hitler violait les fameux accords et envahissait une partie de la Tchécoslovaquie : le futur directeur du *Monde* avait assisté à l'entrée des troupes allemandes. Et entre-temps, Beuve avait appris que ce journal avait été vendu en 1930, de manière clandestine, à un prête-nom derrière lequel se cachait l'ensemble du patronat français.

Il est reçu par Pierre Brisson, le directeur du *Figaro*, qui accepte sa série de reportages sur la Mitteleuropa. À une exception près, l'article consacré à la Roumanie ne pourra pas paraître. Le propriétaire du *Figaro* est mort, sa fille en a hérité, et elle s'y opposera, sa mère s'étant remariée avec un Roumain…

Au cours de ses voyages en Europe centrale, Beuve se souvient d'une réception à Bucarest où les autorités locales distribuaient des enveloppes aux journalistes français qui avaient la réputation d'être les plus corrompus. En dix ans, il a fait le tour de la vénalité de la quasi-totalité de la presse française.

Après l'offensive allemande, il se replie à Lyon où il écrit et imprime ses propres tracts, qu'il distribue lui-même dans les boîtes aux lettres. Grâce à ses amis de la revue *Esprit* dirigée à l'époque par Emmanuel Mounier, il se retrouve conférencier à l'école des cadres d'Uriage, créée par Vichy pour occuper entre autres des officiers de la promotion 1940, qui n'avaient pas été mobilisés.

Ce monastère laïc, très austère, très masculin, a un statut anachronique, c'est une institution autonome financée par Vichy, et son directeur est un capitaine de cavalerie qui s'est battu jusqu'à l'armistice avec ses chars contre les panzers, Pierre Dunoyer de Segonzac.

Le professeur Beuve fait d'abord une conférence, puis devient directeur des études, enfin le bras droit de Segonzac. Beuve à Uriage apprend à devenir un chef. Tous ses collaborateurs au journal *Le Monde* l'appelleront naturellement « Patron ».

« On perçoit mieux, écrit Laurent Greilsamer, ce qui peut unir Beuve, inspiré par Charles Péguy, et Segonzac, héritier spirituel de Lyautey : un patriotisme ombrageux, un antinazisme militant [...], un dédain pour l'argent, un souverain mépris pour le régime défunt qui a mené la France à l'abîme, une prédisposition pour la vie collective et, selon le vocabulaire de l'époque, pour "les hommes de qualité". » Les hobereaux en culotte de cheval de Segonzac vont passer du Maréchal au Général, de Pétain à de Gaulle.

L'école est fermée par Laval en décembre 1942. Uriage se révèle « un vestibule » de la Résistance et de la lutte armée : de nombreux élèves basculent. Beuve fera même le coup de feu dans les maquis du Tarn aux côtés de Dunoyer.

Le professeur, ancien journaliste du *Temps*, révolté contre Munich, est devenu un chef et un résistant.

Il ressemble au portrait-robot que fait de Gaulle en 1944, lorsqu'il demande à Pierre-Henri Teitgen, ministre de l'Information : « Refaites-moi *Le Temps* ! Choisissez un directeur dont le passé de résistant et la compétence de journaliste ne peuvent être mis en cause. Vous lui adjoindrez un protestant libéral et un gaulliste... Nous avons besoin d'un grand journal pour l'extérieur et les ambassades considérant à tort ou à raison, depuis des décennies, qu'un quotidien de ce modèle plus ou moins officieux, mieux informé que les autres, renseigne davantage sur ce qui se passe en France. Allez, faites vite ! »

Beuve à la fin des années d'Occupation est un pigiste célèbre, avec une expérience journalistique réduite. Il fait pourtant figure de favori : il y a pénurie de candidats sérieux.

L'instructeur des maquis met en garde le ministre de l'Information : « Monsieur le ministre, ne croyez-vous pas que cela me donnera tout de même furieusement envie, une fois le journal lancé, de retourner la tourelle du char ? » De Gaulle est prévenu.

Teitgen a fait vite : le premier numéro sort le 18 décembre 1944 sur une feuille grand format recto-verso, à 140 000 exemplaires. Le nouveau directeur est encadré par Rémi Courtin, un grand résistant, un libéral d'origine protestante, et Christian Funck-Brentano, un gaulliste pur jus qui était chargé de presse au cabinet de De Gaulle à Alger. Beuve réussira à leur faire passer le goût de l'écriture, à l'un comme à l'autre.

Il n'y a pas un centime sur la table. Et d'ailleurs personne n'en veut. Le chef du gouvernement nomme le directeur. Lorsque les trois gérants s'opposent en 1951, de Gaulle, qui n'est plus au pouvoir, mais reste le parrain de l'affaire, tranche en faveur de Beuve. D'une certaine manière, il a installé Beuve deux fois à la tête du *Monde*.

L'immeuble et les machines du *Temps* appartiennent à la SNEP, la Société nationale des entreprises de presse, qui gère tous les biens confisqués aux collaborateurs. Le papier est fourni par la SPPP, la centrale d'achat du papier de presse : il est contingenté. Le volume de papier et le prix de vente sont fixés par décret ministériel. Et le journal est diffusé par les NMPP, dont les salaires sont fixés par accord entre le Syndicat de la presse parisienne et le Syndicat du livre.

Réussir *Le Monde* était une mission difficile, Beuve la jugeait quasi impossible. Il va néanmoins y parvenir.

Jusqu'à présent, il avait consacré sa vie à la formation des élites : c'est ce qu'il avait fait comme professeur de droit, comme directeur d'études à l'école d'Uriage, comme l'instructeur qu'il fut, parcourant les maquis pour expliquer les buts de la Résistance. C'est une mission dérivée que lui a confiée le gouvernement : l'information des élites.

La mission passait aussi par l'émancipation des conditions de naissance du journal : « Il fallait y aller avec toutes les chances de se casser la figure. Il fallait de l'argent et je n'en voulais pas ; il fallait des protections et j'acceptais à la rigueur des protections sans aucune forme d'inféodation. »



Beuve va émanciper *Le Monde* de trois manières.

D'abord, il instaure un régime d'austérité, style moine-soldat, qu'il s'applique à lui-même.

On lui a attribué par exemple une voiture ancienne, un chauffeur a été embauché. En général, il renvoyait la voiture et prenait le métro. *Le Monde* de Beuve a fait vœu de pauvreté. Il considère l'argent comme un mal. Avec Camus, il pense qu'il faut « en finir avec l'esprit de médiocrité et les puissances d'argent ». Il comprime les coûts autant qu'il le peut et impose un mode de vie spartiate à l'équipe et à l'entreprise : dans les premières années, les notes de frais sont à peu près inconnues. Il déteste les réceptions et les relations. Il s'y rend d'ailleurs le moins possible.

Il a repris la maquette du *Temps* sans rien changer, pas même le gothique du logo. Cette austérité affichée lui convient : il ne cherche pas à séduire. Pas de photos, la publicité y est assez rare. Son introversion se retrouve à la une. Il attend 1952 pour faire la première campagne de promotion du journal.

Il hérite de nombreux adjectifs et qualificatifs : « Alceste », « le Renard », « le Solitaire » (la biographie de Greilsamer est construite autour de ce surnom), « Zeus », « Sirius » évidemment (référence voltairienne), mais aussi « Ursus baribal », qui désigne un ours noir du continent nord-américain.

André Frossard, qui remplaça Beuve à la rédaction en chef des *Temps nouveaux* à la Libération, disait que, vu de l'extérieur, « *Le Monde*, c'était un ordre » dont Beuve était le grand maître marmoréen.

Le directeur du *Monde* veut s'émanciper financièrement mais de manière non capitaliste. Il refuse toutes les subventions, tous les prêts, toutes les facilités comptables qui sont offertes par l'État. Sa ligne : ne surtout pas les utiliser et les rembourser au ministère des Finances dès que possible.

Comme il n'a de comptes à rendre à personne, il va monter une opération très spéciale : tout ce que gagne *Le Monde,* pendant les années de décollage, il le place secrètement en Bourse et le cache à l'équipe. Ces placements permettent au journal, en 1956, de racheter en trois ans l'immeuble et les machines à la SNEP, certes à bon prix, et d'investir dans le renouvellement des rotatives.

Il démissionne en 1951 après le coup de force de ses deux associés, le protestant libéral et le gaulliste pur sucre. Il est sauvé par l'équipe du journal qui le plébiscite (il consent la création d'une société des rédacteurs disposant de 25 % des parts sociales et dont la part va croître au fil des années) et par de Gaulle qui tranche en sa faveur.

Il ne manquait plus au *Monde* que d'être soutenu par une fondation à but non lucratif qui aurait permis de traverser les épreuves à venir et de rester dans une configuration non capitaliste, comme le *Guardian* en Grande-Bretagne. Avec la diversification et la révolution numérique, ce chaînon va se révéler manquant.

Il va utiliser aussi de Gaulle pour s'émanciper politiquement à l'égard de celui qui lui avait confié *Le Monde*.

Beuve rencontre de Gaulle trois fois. La première en 1945, une autre en janvier 1946 : « Quand vous avez choisi un chemin différent [sur le référendum de 1946 sur la Constitution], j'ai su que vous n'étiez pas des miens. Peut-être d'ailleurs ne l'avez-vous jamais été. »

L'ancien professeur qui voulait « ranimer la France » va traiter de « préfasciste » la création du RPF ; soutenir Mendès président du Conseil lorsqu'il œuvre pour la décolonisation et la mise au point d'une force de frappe nucléaire. Il condamne la torture en Algérie, il est sévère envers Guy Mollet et les socialistes,

mais, s'il approuve le retour du Général en 1958, il déplore qu'il ne condamne pas le coup d'État militaire.

De Gaulle reçoit Beuve dans son bureau en 1958, c'est le troisième face-à-face. Comme pour tous leurs échanges, la tonalité est aigre-douce. De Gaulle le considère de toute sa hauteur, il juge *Le Monde* « divertissant ». Beuve prend la remarque très mal et ajoute :

« À l'origine du journal, il y a eu expropriation pour raison d'État et je ne me suis jamais considéré que le libre gestionnaire d'une sorte de service d'intérêt public. Je répète qu'une lettre de vous…

— Eh bien, cela vous honore ! répond le Général. N'empêche que, sans moi, monsieur Beuve-Méry, aujourd'hui vous seriez pendu !

— Qui sait, mon général ? Peut-être ne suis-je encore qu'en sursis. » (Laurent Greilsamer, *Hubert Beuve-Méry*.)

André Fontaine avait une jolie formule pour résumer leurs rapports : « Beuve était trop gaullien pour être gaulliste ! »

Beuve prend position contre l'élection du président au suffrage universel ; juge sévèrement son « hypertrophie du moi », ce qui fera dire à de Gaulle : « Il y a longtemps que j'ai renoncé à Beuve-Méry. Lui et Servan-Schreiber sont les deux plus intelligents mais ils sont toujours contre et je n'aime pas qu'on soit contre. Et je n'aime pas les béni-oui-oui, encore moins. » Ce qui pouvait passer pour une préférence.

En politique étrangère, Beuve se révèle non seulement gaullien mais « gaulliste » sur les grands choix diplomatiques. Les attaques qu'il a subies sur son neutralisme supposé, sur « le caractère violemment antiaméricain » du journal, étaient toutes destinées à de Gaulle. Il souhaite que l'Europe existe entre les deux blocs, l'Est et l'Ouest. Beuve est profondément anticommuniste, mais il se défie de la culture américaine : il aimerait que l'Europe soit le troisième pôle mondial, qui devienne de ce fait un facteur de paix. De Gaulle s'énervait en le lisant. Un jour, il s'est emporté contre l'éditorialiste : « Ce Beuve-Méry, quel chardon dans mon pantalon… Il ne faudrait pas lire les journaux mais les écrire. » Le directeur du *Monde* avait défini sa relation avec de Gaulle en ces termes : « Tant qu'il sera là je le

combattrai avec acharnement. Quand il mourra je le pleurerai avec des larmes de sang. »

Le printemps 1968 n'a pas été sa tasse de thé : pour lui, c'était le cocktail rédhibitoire de l'anarchie, du désordre et de la démagogie. Beuve reste aussi étranger à cet événement que de Gaulle. Le 12 juin, il publie un billet éditorial pour dire « Ça suffit ». Le journal profite des événements et réalise des ventes exceptionnelles.

Yvonne Baby, entrée au journal en 1957, a raconté une réunion consacrée alors aux « événements de 68 » : « Réunion inoubliable, exceptionnelle, que convoque et préside Hubert Beuve-Méry. "Maintenant que toutes les opinions se sont exprimées, dira-t-il – toutes, si l'on excepte l'extrême droite –, maintenant, on pourrait remettre le journal à plat. Que l'encadrement démissionne et nous referons *Le Monde*, nous recommencerons avec notre nouvelle expérience. Votons.", ajoutera-t-il. Un vote sans lendemain, la majorité se prononce contre cette proposition, et à ce moment, tout à coup, m'apparaissent les pièges de la démocratie et la fragilité, la relativité du pouvoir face aux pouvoirs, avec leurs servitudes, leurs freins, leurs compromis, leurs calculs. » J'aime beaucoup cette histoire.

Beuve-Méry venait d'être reconduit à la direction du *Monde,* en réussissant ce que de Gaulle avait raté : l'ordre qu'il avait instauré ne faisait l'objet d'aucune contestation. Il venait de le prouver.

*Le Monde* avait créé une rubrique « Agitation » pour accueillir les événements, les suites, les manifestations et les répressions. « Agitation » évoque des mouvements désordonnés, une grande nervosité et des secousses. C'était une vision pour le moins polémique. Cette médicalisation de l'actualité sociale et culturelle manifestait une incompréhension profonde sur le sens de cette crise. Elle était associée à une ignorance totale de la contre-culture. Le choix de cette têtière justifiait la création d'une autre presse, d'un autre quotidien. Ce sera *Libération*.

Beuve quitte la direction du journal en 1969. La démission de De Gaulle, après l'échec du référendum, n'y est pour rien. Épuisé par ce qu'il appelait le « martyre »

du directorat, il avait prévu de partir pour le vingt-cinquième anniversaire de la création du journal, à la fin de l'année 1969. Il a alors soixante-sept ans.

Depuis longtemps, il travaillait à sa succession. Ce sera Jacques Fauvet, le rédacteur en chef du journal. Il ne partage pas ses inclinations partisanes ni ses choix financiers. Plus tard il confiera que « c'était le moins mauvais ».

Il n'interviendra qu'une seule fois dans les affaires du journal, pour favoriser le remplacement d'André Laurens par André Fontaine.

Beuve a pris sa retraite au siège du *Monde*. Il disposait d'un petit bureau dans les étages. Il y passait huit heures par jour, lisait et recevait beaucoup en regardant le journal grandir. Il avait cessé d'écrire en quittant la direction. Pendant vingt-cinq ans, le fantôme de Sirius a hanté les lieux.

*Voir* : Camus (Albert) ; Gaulle (Charles de) ; July (Serge) ; *Libération* ; Mauriac (François).

## Bidonnages & Cie

### *Inventions*

Un film tragique de John Ford de 1962, *L'homme qui tua Liberty Valance*, raconte deux versions d'un même événement à l'origine de la carrière exceptionnelle d'un sénateur, plusieurs fois gouverneur du Texas, et candidat à la présidence des États-Unis, que campe James Stewart : selon la version officielle, alors jeune avocat, il aurait tué un bandit qui terrorisait une petite ville texane.

En réalité, ce n'est pas le sénateur qui a tué le bandit comme le dit sa légende, mais un éleveur qui l'avait pris en amitié, un homme sans importance, interprété par un John Wayne crépusculaire. Cette carrière politique exceptionnelle se serait donc construite sur une imposture.

En 1910, cet éleveur « anonyme » meurt. À ses obsèques, il n'y a personne, à l'exception du sénateur et de sa femme, du vieux shérif et d'un vieil homme en pleurs. Cette scène excite la curiosité d'un localier et de son directeur. Le sénateur en profite pour faire un aveu. Ce n'est pas lui qui a tué Liberty Valance, mais cet homme qu'il est venu enterrer : on comprend que la femme du sénateur a eu, il y a longtemps, des sentiments pour le disparu.

Le directeur du journal a écouté ce récit mais décide *in fine* de le jeter à la poubelle. John Ford met dans sa bouche une phrase inspirée d'un propos effectivement tenu par le tycoon William Randolph Hearst : « Surtout ne sacrifiez jamais une belle histoire à la vérité », et qui devient dans le film : « Dans l'Ouest, lorsque la légende devient la réalité, on publie la légende. » *Print the legend*, imprimez la légende.

Le film oppose deux conceptions de la presse, celle triomphante de Hearst et des fabricants de légendes, que partage le directeur du journal local, et celle de M. Peabody, le modeste journaliste ami du futur sénateur et du personnage incarné par John Wayne : il dénonçait les opérations des grands propriétaires de bétail et avait été tabassé par Liberty Valance.




Pour le journalisme, il n'y a en principe qu'une seule école, celle de M. Peabody : aller voir ce qu'il y a derrière les légendes, déconstruire les rumeurs,

désosser les histoires dont on dit qu'elles sont trop belles pour être vraies, comme nous y invitent tous ceux qui confondent la presse avec l'art du baratin.

En principe les journalistes sont là pour vérifier et faire le tri. Mais il y a plus de clients pour les légendes que pour les vérités. Les bidonneurs pratiquent un journalisme imaginaire. Les uns par précipitation, par imprudence, par manque de vérification, et les autres, les bidonneurs de vocation, qui inventent, en toute connaissance de cause.

Le plus grand des bidonnages de l'histoire moderne en France restera la couverture journalistique de la Première Guerre mondiale : il y a eu beaucoup de guerres depuis, ce bidonnage de masse n'a jamais été égalé. Une pure fiction pendant cinq ans. Sans informations, les journalistes français, à de très rares exceptions près, ont inventé une guerre qui n'a pas eu lieu, aux dépens de l'immense massacre en cours.

En 1920, *Paris-Midi,* un quotidien financier fondé en 1911 – connu des cinéphiles pour avoir publié les chroniques de Louis Delluc –, fit le récit détaillé de la visite officielle du président de la République Paul Deschanel à Montbrison. Personne ne l'y avait vu, et pour cause : il était tombé du train en s'y rendant et il avait été retrouvé le long du ballast par un garde-barrière. Le tirage, à l'origine de 25 000 exemplaires, s'est effondré à 4 000. Jean Prouvost en fit l'acquisition et en confia très rapidement les rênes à un très jeune journaliste prometteur : Pierre Lazareff.

L'annonce, en 1927, par plusieurs quotidiens de l'exploit de deux pilotes français, Nungesser et Coli, qui auraient réussi la première traversée de l'Atlantique, fait figure d'exemple pathétique. Les journaux auraient pu s'en tenir au succès probable des deux hommes. Certains ont raconté, là encore, en détail l'arrivée triomphale des pilotes français non loin de New York, avec des foules en délire. Or, ils avaient disparu entre Terre-Neuve et New York. Non seulement il est interdit d'annoncer une nouvelle invérifiable, mais au surplus de donner à lire une pure fiction. Les tricheurs s'appelaient *L'Intransigeant*, *La Liberté*, *Paris-Soir*, *Le Soir* et *La Presse*.

*La Presse* n'était pas le seul organe à avoir inventé ce triomphe, mais il en avait rajouté avec une édition spéciale où l'on pouvait lire entre guillemets les déclarations triomphales de Nungesser au milieu d'une foule de New-Yorkais enthousiastes. Les locaux du journal ont été saccagés. Et le journal a disparu en juin 1929. *Le Petit Parisien,* qui avait publié lui aussi une édition spéciale à minuit, avait été plus prudent : il avait annoncé que « l'Oiseau blanc avait été aperçu au-dessus de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse en direction de New York ».

La peur de rater une information importante a souvent poussé des journaux à annoncer une nouvelle difficile à vérifier. *Le Quotidien de Paris* a ainsi annoncé la mort de Marcel Dassault qui était bien vivant, *Le Monde* celle de l'actrice Monica Vitti, elle aussi bien vivante, tandis que La Cinq, la chaîne disparue, annonçait de manière tonitruante que l'actrice Pauline Lafont était toujours vivante alors qu'elle gisait morte au fond d'un ravin, comme on devait le découvrir plus tard.

Le 14 septembre 1982, c'est *Libération* qui dérape. Un attentat blesse grièvement Bachir Gemayel, le président du Liban, fondateur de la milice chrétienne des « Forces libanaises ». Les spécialistes du Proche-Orient à *Libération* harcèlent leurs contacts, l'heure tourne, tous les dirigeants chrétiens joints au téléphone affirment qu'il a survécu. Il faut titrer : je prends le risque, et le journal part avec ce titre : « La baraka de Gemayel », qui dans la nuit devient la scoumoune de *Libération*, puisqu'il meurt de ses blessures. Ce titre n'aurait jamais dû voir le jour.

Dans la catégorie contes et légendes, l'attaque de l'hebdomadaire *Les Lettres françaises* contre Victor Kravtchenko appartient au registre des manipulations délibérées. En 1947, en pleine guerre froide, paraît un brûlot antisoviétique : *J'ai choisi la liberté* de Victor Kravtchenko, ancien haut fonctionnaire communiste réfugié aux États-Unis. Ce livre, qui dénonce les déportations en URSS, est un énorme succès aux États-Unis et en France.

Le 13 novembre, *Les Lettres françaises*, proches du PCF, publient un article signé d'un certain Sim Thomas, censé être un journaliste américain. Il dénonce Victor Kravtchenko comme étant un agent de la CIA.

Le réfugié soviétique intente un procès en diffamation au journal communiste. Victor Kravtchenko cite, pour sa défense, des témoins dont la veuve du leader

communiste allemand Heinz Neumann. Margarete Buber-Neumann avait été déportée au goulag, puis livrée aux nazis au terme du pacte germano-soviétique. Pour la première fois, un témoin raconte à l'Ouest la déportation soviétique. Kravtchenko gagne son procès en diffamation.

Le directeur des *Lettres françaises* de l'époque reconnaîtra, mais trente ans après, dans ses mémoires, que Sim Thomas était en réalité le journaliste français André Ulmann, recruté par le NKVD, les services secrets staliniens : l'article était un faux, de la première à la dernière ligne.

Une jeune femme travaille à cette époque à *La Pensée russe*, elle est chargée, en 1949, de suivre ce procès sur les bancs de la presse et d'en publier le compte rendu quotidien : elle s'appelle Nina Berberova et deviendra aux États-Unis une immense romancière.

En 1975, plusieurs journaux français dont *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, avec des grands reporters sur place, mais aussi *Libération*, qui n'est en revanche pas sur place, rivalisent dans le même aveuglement tiers-mondiste sur la victoire des Khmers rouges au Cambodge. *Libération* titre le 17 avril 1975 : « Le drapeau de la résistance flotte sur Phnom Penh », le lendemain : « Phnom Penh : 7 jours de fête pour une libération ».

Patrick Sabatier qui suivait ces événements, qui avait été au Vietnam pendant la guerre américaine, qui fut plus tard correspondant à Hong Kong, à Pékin puis à Washington, qui a dirigé le service étranger, était revenu sur ces événements dans *Libération* en janvier 1979 : « Il a fallu la mort d'un ami aux mains des Khmers rouges, la rencontre avec un Pin Yathay (auteur de *L'Utopie meurtrière*), puis la visite des camps de la mort khmers rouges et des camps de réfugiés en Thaïlande, au lendemain de l'invasion vietnamienne, pour que je regarde en face la vérité de l'aveuglement qui avait été le mien comme celui d'autres. Un aveuglement qui a ses raisons, mais n'a pas d'excuse. » Il écrivait au moment de la sortie du film *La Déchirure* en 1984 : « Cette déchirure-là ne s'est pas cicatrisée, et elle ne le sera jamais. »

En 1981, Janet Cooke, reporter du *Washington Post*, remporte le Pulitzer du reportage avec le portrait, publié l'année précédente, de Jimmy, un toxico du Bronx

âgé de huit ans. Le carnet de notes de la journaliste comprend cent quarante-cinq pages de confessions. L'ensemble constitue une talentueuse fiction : ce garçon n'a jamais existé.

La journaliste s'excusera « auprès de son journal, de sa profession, du bureau du Pulitzer et auprès de tous les chercheurs de vérité ». À la suite de cet épisode, les *fact-checkers* (les vérificateurs de faits) du *Post* exigeront la transmission avant publication de tous les documents, notes, enregistrements, brouillons, numéros de téléphone relatifs à l'enquête en question : « Nous ne prenons rien pour argent comptant et nous recontacterons toutes les sources. » Ben Bradlee qui dirigeait alors le journal avait donné sa démission. Elle avait été refusée par la propriétaire du quotidien.

La même année, au *New York Times*, Christopher Jones qui a couvert la guerre entre les Vietnamiens et les Khmers rouges est convaincu, à son tour, de fraude : ses récits publiés sont les seuls fruits de son imagination.

Le 25 avril 1983, le grand magazine allemand *Stern* et *Paris Match* publient de concert *Les Carnets secrets de Hitler*. Ils ont été vendus pour une fortune par Gerd Heinemann qui les auraient découverts en Allemagne de l'Est. Des experts en histoire du nazisme les déclarent authentiques, jusqu'au jour de la conférence de presse du *Stern* où l'historien britannique Hugh Trevor-Roper met en cause leur véracité. Des experts scientifiques identifient très rapidement deux faux grossiers datant des années 1960. Gerd Heinemann se révéla un agent de la Stasi, et avec le faussaire Konrad Kujau, ils furent tous deux condamnés pour escroquerie.

En 1984, *Libération* trafique à son tour l'annonce de la mort de Michel Foucault. Le journal dément une rumeur selon laquelle il serait mort du sida. Il n'y a aucun débat sur l'origine de son décès. C'est bien le sida, mais *Libé* dément cette information avec ce sous-titre fatal, écrit par un journaliste homosexuel : « Comme si seule une maladie honteuse pouvait l'emporter ». Ce qui est honteux, c'est bien sûr cet adjectif, qui en rajoute sur un faux démenti. Des raisons liées à la famille du philosophe furent invoquées. Elles avaient conduit *Le Monde* à parler d'une septicémie. La vérité a été très vite rétablie.

Trait d'époque : ce sont les journalistes se revendiquant comme homosexuels à *Libération* qui alors font pression, ce jour-là, pour qu'il n'y ait aucun lien entre le

sida, l'homosexualité et la mort. L'année précédente, le 19 mars 1983, désinformation subie : nous avions titré sur « l'épidémie de cancer gay », après plusieurs études américaines consacrées à des homosexuels atteints de cette maladie, qualifiés en tant que tels parce qu'ils avaient été les premiers à être dépistés et déclarés. Deux mois plus tard le virus du sida était isolé par Luc Montagnier et son équipe.

*Libération* a beaucoup souffert du sida : entre 1984 et 1995, six journalistes en sont morts. Depuis, le sida a fait plus de 25 millions de morts, parmi les homos comme parmi les hétéros, sans distinction.

*Libération* de nouveau. En 1985, une mythomane, Mlle B., contrefait régulièrement vingt-deux écritures, censées être celles de vingt-deux lycéens qui s'adressent au rédacteur en chef de *Libération* sur l'éducation et l'air du temps. Ces courriers frappent par leur densité et leur qualité. Elle poussera la mystification jusqu'à lui faire visiter une classe dans un lycée, alors qu'elle n'était pas enseignante du tout.

Le rédacteur en chef de *Libération*, abusé par cette femme, lui fera avouer la vérité mais décidera de lui conserver son anonymat. Jean-Marcel Bouguereau fut l'un des piliers du journal, envoyé spécial en Pologne à l'époque de Solidarność. Il publiera sa contre-enquête dans *Libération*. Il a rejoint *L'Événement du jeudi* en 1987, puis *Le Nouvel Observateur*.

En 1991, Patrick Poivre d'Arvor, qui présente le journal de TF1, annonce la diffusion d'un scoop : un « entretien » avec Fidel Castro, en réalité une vraie-fausse interview. Dans le fil d'une conférence de presse donnée par le leader cubain, le présentateur avait inséré des questions enregistrées à Paris, où le dirigeant révolutionnaire semblait répondre à PPDA. La supercherie sera vite établie. Le présentateur aura droit à une session de rattrapage avec le leader cubain, qui lui accordera, en 1993, une vraie interview, sans la moindre information. Patrick Poivre d'Arvor continuera à présenter le journal de TF1 jusqu'en 2008.

Dans un genre approchant, l'une des plus belles plumes du journalisme français, François Caviglioli, grand reporter qui avait fait des allers et retours entre *Le Nouvel Observateur* et *Paris Match*, fut l'auteur de plusieurs fictions journalistiques.

L'un de ses plus célèbres « bidonnages » concernait André Malraux. Celui-ci téléphone à *Paris Match*, à la suite de la publication d'une longue interview qu'il n'avait pas accordée et dont l'écrivain dira qu'elle était de loin la meilleure jamais réalisée. François Caviglioli avait cherché à le rencontrer et, n'y parvenant pas, il lui avait arraché deux phrases au téléphone ; celles-ci, diluées, serviront de base à cette longue interview « plus vraie que vraie ». On lui prêtait également un reportage époustouflant sur le carnaval de Rio réalisé depuis un grand hôtel situé non loin d'un aéroport francilien.

Une autre grande plume mélancolique, l'une des plus belles du bestiaire journalistique français, celle de Lucien Bodard, dit Lulu le Chinois, grand reporter de *France-Soir*, romancier, prix Goncourt. Il a souvent été victime de sa foisonnante imagination. Jean-François Kahn fut témoin de l'un de ses débordements, au cours de la guerre algéro-marocaine, sur la frontière entre les deux pays : « Il a écrit un grand reportage sur un fort attaqué par les Algériens. C'était une histoire vraiment formidable. Mais rien de cela n'était arrivé. Il a tout inventé. »

À sa décharge, la direction de *France-Soir* devait sortir plusieurs éditions par jour et elle encourageait ses reporters « à anticiper les événements ». Certains le faisaient mieux que d'autres.

Une Koweitienne en larmes témoigne devant une commission du Congrès des États-Unis, le 10 octobre 1990. Elle a assisté à un carnage dans une maternité de la capitale de la principauté pétrolière. « Je m'appelle Nayirah. » Les élus n'ont pas jugé utile de vérifier son identité. Son pays est occupé, sa famille en danger : elle prétend courir un risque considérable en racontant à visage découvert qu'elle a vu des soldats irakiens mitraillant des bébés prématurés en couveuses. Son témoignage sera multi-diffusé. C'est « L'affaire des couveuses du Koweit », qui sera démontée, mais plus tard. Un faux absolu : cette jeune femme n'était autre que la fille de l'ambassadeur du Koweit en poste à Washington.

En 1994, un journaliste allemand de télévision, Michael Born, est confondu : il avait bidonné plus d'une vingtaine de sujets. Il était l'auteur en particulier d'un reportage exceptionnel diffusé après un attentat en Turquie et où l'on voyait des maquisards kurdes préparer une bombe qui était censée être celle de l'attentat.

Cette séquence avait été entièrement mise en scène par le journaliste en Grèce avec des figurants locaux.

Stephen Glass a été renvoyé du magazine *New Republic* en 1998. Une fausse enquête sur un faux hacker de quinze ans censé sévir dans la Silicon Valley en cassant les codes de sécurité. Il est crédité d'un exploit qui n'a jamais eu lieu : la publication sur le réseau intérieur d'une société de logiciels des salaires de tout le personnel. Stephen Glass avait tout inventé, la société n'existait pas, son numéro de téléphone était faux, tout comme le site. Un film américain de Billy Ray lui a été consacré en 2003 sous le titre *Le Mystificateur*, le titre original étant *Shattered Glass*.

Jack Kelley, journaliste d'*USA Today*, obtient en 2000 le prix Pulitzer pour ses reportages. Tous ses récits étaient inventés : il racontait s'être trouvé sur les lieux d'événements dramatiques, à de nombreuses reprises, alors que c'était chaque fois une pure fiction. Il avait raconté en particulier le naufrage d'une employée d'hôtel. Cette femme a été retrouvée en vie par un autre journaliste du journal. La patronne de la rédaction et les deux responsables directs de Kelley ont dû démissionner.

Jayson Blair, reporter du *New York Times*, avait publié en 2005 le portrait d'une famille texane dont le fils avait été tué en Irak. La similitude avec un article du *San Antonio Express* révèle alors le plagiat. Il n'avait même jamais pris contact avec cette famille. Une enquête interne montre qu'il avait bidonné ainsi plusieurs dizaines d'articles. L'enquête est publiée en une du *New York Times*, et une partie de l'équipe dirigeante de la rédaction a dû démissionner.

Tom Kummer, journaliste suisse free lance correspondant de la presse allemande à Hollywood, a, pendant les années 1980, publié de nombreuses interviews de célébrités du show-biz totalement imaginaires. Il n'avait jamais rencontré Sharon Stone, Brad Pitt ou Mike Tyson dont il publiait les propos dans la *Süddeustche Zeitung*, dans *Die Zeit*, dans le *Spiegel*, *Stern*, *Vogue* allemand et d'autres. Le faussaire a été découvert. Il est aujourd'hui professeur de tennis à Los Angeles.

Fin 2002, une secte animée par un ancien journaliste, les Raëliens, prétend que l'humanité aurait été créée par clonage, il y a vingt-cinq mille ans par des extraterrestres. Et cette secte annonce avoir cloné un bébé, qui serait ainsi la jumelle de sa mère. Jacques Chirac souhaite la prohibition universelle du clonage,

George Bush veut demander au Congrès l'interdiction… Et le 2 janvier le journal de France 2, présenté par David Pujadas, interviewe Brigitte Boisselier, présidente de Clonaid et raëlienne, comme si c'était le professeur Frydman qui venait parler de la fécondation *in vitro* !

Johann Hari, reporter au quotidien *The Independent*, a été l'un des grands espoirs du journalisme politique en Grande-Bretagne, pour lequel il avait reçu en 2008 le prix George-Orwell, l'équivalent pour ce pays du Pulitzer, et dont il a été déchu en 2011. L'article primé aurait été largement inspiré et copié sur un article du *Spiegel* allemand jamais cité.

L'un des bidonnages les plus dévastateurs aura concerné la présence d'armes de destruction massive en Irak, et le soutien qu'aurait apporté Saddam Hussein à Al Qaïda. Les bidonneurs étaient cette fois à la tête des États-Unis, puisqu'il s'agissait du président et de son ministre de la Défense.

Le 12 septembre 2002, l'administration Bush remet un rapport aux Nations unies censé donner les preuves de la détention par l'Irak de stocks d'ADM. Ce document aura servi à justifier la guerre déclenchée le 20 mars 2003. Le *storytelling* présidentiel berne l'opinion américaine et en partie mondiale et impose sa propre réalité. L'occupation de l'Irak par les forces de la coalition menée par les États-Unis permettra au moins de démontrer que l'Irak ne disposait d'aucun arsenal et que Saddam Hussein ne soutenait pas Al Qaïda mais au contraire le combattait. La vérification *a posteriori* a coûté très cher.

Selon la revue scientifique *The Lancet,* le nombre de civils tués en Irak, calculé par extrapolations, se situerait entre 420 000 et 800 000. L'institut britannique ORB propose une estimation différente basée sur un autre mode de calcul, entre 730 000 et 1 400 000 civils tués. Les États-Unis auraient eu 4 489 tués, chiffre qui inclut les militaires et le personnel des agences privées qui sous-traitaient la sécurité. Beaux scores pour un mensonge suivi d'une manipulation.

Cette grande victoire de la communication fut une défaite dévastatrice pour le monde de l'information. L'opinion publique aux États-Unis et en Europe reprochera à juste titre aux médias de ne pas avoir joué le rôle de vérificateur des discours et des affirmations de la présidence américaine. C'est une attente qui

s'exprime désormais à l'égard de tous les médias. Info ou intox, la presse américaine avait répondu malheureusement que c'était une info.

Des journalistes de renom ont été utilisés comme relais de cette opération. Même Bob Woodward du *Washington Post*, l'un des héros de l'enquête du Watergate qui s'est spécialisé dans l'information politico-militaire, a été abusé.

C'est le cas également de Judith Miller du *New York Times*, prix Pulitzer pour ses enquêtes sur Al Qaïda en 2001. Elle est mise en cause pour ses articles successifs révélant l'existence d'armes de destruction massive en Irak. Pire : ses articles ont été utilisés par l'administration Bush comme éléments de preuve. Un comble dans ce que Pierre Bourdieu appelait justement « la circulation circulaire de l'information ».

La contre-enquête du *New York Times* révéla que la source de Judith Miller était Ahmed Chalabi, un exilé irakien financé par la CIA, et dont une commission du Congrès avait conclu que ses informations étaient sans valeur. Le quotidien publiera un éditorial en forme de *mea culpa* tarabiscoté sur « une information prêtant à controverse qui n'avait jamais été contre-vérifiée ». Sur six articles de Judith Miller sur les ADM, le quotidien reconnaît que cinq d'entre eux donnaient de fausses informations.

Cette affaire s'est révélée une catastrophe pour la presse, alors même qu'elle subissait par ailleurs d'énormes pertes de chiffre d'affaires publicitaires l'obligeant à réduire les effectifs.

La plupart des journaux américains ont dû faire amende honorable. Les *fact-checkers*, ces vérificateurs de faits à l'origine de la crédibilité de la presse américaine, ont été abusés. Ils ont pris des mesures draconiennes pour disposer pour chaque enquête de l'historique complet des reportages.

Il y a deux différences fondamentales entre les bidonnages américains et les nôtres. Aux États-Unis, il y a dans les grandes rédactions des équipes de vérificateurs ; ils sont inexistants en France. Enfin les responsables des rédactions aux États-Unis assument, dans la plupart des cas, leur responsabilité en cas de bidonnage. Les coupables, y compris les responsables hiérarchiques, quittent le journal.

En France, cette activité imaginative parfois couplée avec la pratique du plagiat ne suscite, à de très rares exceptions près, que des sourires.

*Voir* : Bourrage de crâne ; Filmographie ; *Kane (Citizen)* ; Orwell (George) ; Pulitzer (Joseph) ; Timişoara.

## Bizot (Jean-François)

### *Free style*

Le créateur d'*Actuel* était un géant généreux, format ogre, modèle Gulliver, qui courait le monde jour et nuit. Il parlait tout le temps et très vite. Ses amis l'avaient surnommé « Zobi » ou « Le Grand ».

Ce champion des nuits blanches pouvait en aligner plusieurs de suite, car au bout, il y avait encore des choses à voir et à entendre. Après sa mort, Léon Marcadet, pilier des équipes Bizot, lui a rendu un bel hommage en disant qu'à soixante ans il avait déjà vécu cent vingt ans. Ce qui était vrai.

Journaliste à *L'Express* entre 1967 et 1970, il est envoyé aux États-Unis par Jean-Jacques Servan-Schreiber, tandis que Françoise Giroud lui expliquait comment écrire un reportage, l'attaque, la chute jusqu'à sa réécriture indispensable. Il deviendra un rewriter obsessionnel…

Aux États-Unis, Jean-François Bizot avait découvert les survivants de la *beat generation*, dont Allen Ginsberg qu'il avait rencontré, les journaux psychédéliques de la *free press* qui avaient fleuri dans les universités à partir de 1965. Il apprend à être à contre-courant, en décalage avec le *mainstream* culturel.

Faute d'être devenu musicien, il a expérimenté les concerts *live*. Il a rencontré Jean Karakos, propriétaire d'un journal musical tendance jazzy, créé en 1967 : *Actuel,* mais dont la diffusion était alors confidentielle.

Celui-ci cherche à organiser un concert en plein air avec des groupes pop. Raymond Marcellin, le ministre de l'Intérieur paranoïaque de l'après-68, s'y oppose ; le concert aura lieu à Amougies en Belgique, près de la frontière française. 80 000 personnes pour Pink Floyd, Frank Zappa et The Mothers of Invention, Archie Shepp… Bizot et Karakos récidivent à Biot en 1970, au milieu de 30 000 difficultés, à peu près autant que de spectateurs.

Jean-François Bizot, issu d'une grande famille industrielle, dispose d'un héritage personnel. Il l'a consacré à la presse et à la radio. Il rachète *Actuel* qu'il relance en 1970. Ce sera son premier magazine.

Il avait rassemblé autour de lui une équipe qui l'aura accompagné dans la plupart de ses aventures : Michel-Antoine Burnier, Patrick Rambaud, Bernard Kouchner, Patrice Van Ersel, Claudine Maugendre, Léon Marcadet, Jean-Paul Ribes, Jean-Pierre Lentin, Jean Rouzaud…

*Actuel* fait découvrir la contre-culture venue de Californie, mais aussi du Danemark et des Pays-Bas. « À vingt ans au milieu des années 1960, écrit Bizot, nous nous sentions comme des enfants accouchant d'un nouveau millénaire… Nous voulions tout réinventer […], à la fois clochards célestes, révolutionnaires, cyber freaks et vidéo guérilleros, sexplorateurs, écologistes… »

Pour se démarquer du gauchisme, alors que toute l'équipe en vient, Bizot compris, *Actuel* se positionne comme le magazine de l'*underground* : « La contre-culture ! Vivre à l'écart pour se forger de nouvelles valeurs. Souterrain, marginalité, troc, route, communauté, liberté sexuelle, écologie, utopie, nouvelles technologies. »

Sur un mauvais papier mat, *Actuel* use du procédé en vogue dans la *free press* américaine, le mélange des encres en impression offset, qui produit le même effet qu'aux États-Unis et rend une partie des textes illisible. Des couleurs flashy dont on appréciait les mélanges au troisième pétard, mais qui marchaient encore mieux après avoir consommé de l'acide.

Le magazine fait découvrir la BD américaine, dont le génialissime Crumb, le non moins extraordinaire Gilbert Shelton, en compagnie de l'immense Marcel Gotlib. *Actuel* vend jusqu'à 70 000 exemplaires.

En 1976, le journal est en passe d'être bénéficiaire. Bizot l'arrête sur le thème : « On n'a plus d'idées, il faut prendre le temps de réfléchir. » Il reparaît en 1979, sous forme d'un magazine papier glacé avec de la publicité et qui revendique d'être « optimiste et technologique ».

Dans les années 1970, *Libération*, *Charlie* et *Actuel* incarnaient la nouvelle presse en mélangeant chacun à sa manière une dose de gauchisme, d'*underground*, d'alternatif et de libertaire. L'un en quotidien, l'autre en hebdo, et *Actuel* en mensuel. Comme dans toutes les familles, nous étions à la fois très proches et très rugueux les uns envers les autres.

À cette époque, je fréquentais beaucoup Zobi, surtout la nuit. Nous avons eu cinquante projets en commun à la fin des années 1970 et au début des années 1980, mais aucun n'aura vu le jour. Des journalistes allaient et venaient entre les deux journaux.

L'arrêt d'*Actuel*, sa transformation et son redémarrage ont fait gamberger *Libération* : c'était donc possible. Même le succès publicitaire de sa nouvelle formule nous avait fait réfléchir : les lecteurs publiphobes de 1968 avaient muté sur cette question, ce qui rendait l'introduction de la publicité commerciale possible sans sanction du lectorat. La preuve par *Actuel* deuxième époque.

Édito de la nouvelle série : « Les années 1980 seront actives, technologiques, vigoureuses, et gaies, gaies… Finies les utopies ; un grand besoin d'action… Nous voulons raconter des aventures modernes, des récits minute par minute. Exposer des techniques de pointe qui bouleversent notre vie. Raconter les émotions actuelles… »

L'ombre tutélaire de cette formule s'appelait Hunter Thompson, le pape américain du journalisme *gonzo*, un des maîtres du *New Journalism* – version allumée –, un des orfèvres toujours défoncés du magazine *Rolling Stone* aux États-Unis qui conjuguait tous les articles sur le mode du « moi je » expérimental.

Huit reportages au long cours en moyenne par numéro, Christopher Nick et Paul Moreira y font leurs classes, mais aussi Philippe Vandel, Bernard Zekri, Ariel Wizman, Frédéric Taddeï…

Le journal est un renifleur de tendances, à la recherche du « nouveau et intéressant ». Dans cet exercice, Bizot était incomparable. Il avait traîné dans toutes

les boîtes à musique du monde, infatigable promoteur de sons. Parmi ses découvertes, de très nombreux musiciens africains et caraïbéens qu'il a contribué à lancer : il y revenait sans cesse.

Il a publié, en 2005, une anthologie de tous ses articles consacrés aux mondes noirs sous le titre *Vaudou et Compagnies*.

*Actuel* deuxième époque est une réussite avec 200 000 exemplaires vendus en moyenne. Mais au bout de dix ans, les ventes du mensuel se sont affaissées, et la pub a piqué du nez. Le journal s'arrête en 1994. Bizot lance un *city magazine* sur Paris, *Nova mag*, qui ne trouvera jamais l'équilibre et qu'il arrête.

Avec le mouvement des radios libres et la victoire de la gauche, le monopole de l'audiovisuel tombe, et les ondes sont libérées. Jean-François Bizot crée le 25 mai 1981 Nova Ivre, qui va devenir Radio Nova, filiale de Nova Press, la société mère du groupe.

Avec l'équipe de Nova, il mettra peu de temps à trouver ce qui allait devenir son slogan, c'est-à-dire le *mix* des nouvelles musiques. Nova aura pratiqué le rock alternatif, le post-punk, la new wave, la techno, la world, le reggae, le funk, le rap français, l'acid jazz, sans compter le raï algérien, le zouk, il aura révélé MC Solaar, Fela, Youssou N'Dour…

Bizot disposait à Saint-Maur, dans l'ancien couvent où il vivait, d'une des plus incroyables discothèques, évaluée, selon les collaborateurs de Nova, entre 20 000 et 30 000 vinyles. Un jour Nova était en panne d'inspiration sur la programmation musicale. Bizot se précipite dans un Concorde en partance pour New York avec pour tout bagage deux sacs postaux vides pris au siège de la radio, il se rend en taxi à Towers Records, longtemps le plus grand magasin de disques de la Grosse Pomme, remplit les deux sacs, reprend l'avion pour Paris et décharge sa moisson dans les couloirs de Nova.

En attendant que la radio trouve son équilibre financier, Jean-François avait assuré, comme d'habitude. Dans ce domaine il était le seul maître à bord, ce qui facilitait beaucoup les discussions.

Cette radio à contre-courant diffusait ce qu'on n'entendait nulle part, c'est-à-dire les musiques en train de naître : elle avait aussi le talent pour les mélanger.

L'antenne rigolait tout le temps, surprenait sans arrêt, inventait des formats loufoques et pointus – au passage elle a révolutionné le PAF.

Canal+ doit beaucoup à Nova et à *Actuel*, les radios et les TV généralistes aussi qui sont allées débaucher Frédéric Taddeï, Ariel Wizman, Édouard Baer, Jean-Yves Lafesse, Jamel Debbouze, Paul Moreira, et j'en oublie…

Un des secrets, longtemps cadenassé, de Bizot, c'était sa passion pour le jazz.

L'opportunité se présente à la fin du siècle dernier avec la crise d'une des dernières radios associatives. En 1999, avec Frank Ténot – l'ancien associé de Daniel Filipacchi qui animait « Pour ceux qui aiment sur le jazz », une des émissions mythiques d'Europe 1 –, il achète la fréquence.

Ils en font une radio 100 % jazz, la radio de tous les jazz. À la mort de Ténot, Nova Press a racheté sa part. L'antenne est réorganisée après la disparition de Bizot, d'abord en 2008, puis de nouveau en 2012. Nova Press est passée avec succès du papier à la radio.



La dernière aventure de Jean-François Bizot va durer cinq ans : sa bataille contre « Jack le squatter », le nom qu'il avait donné à son cancer de la vessie. Il le mettait sur le compte d'une consommation abusive, toute sa vie durant, de cigarettes mentholées de chez Dunhill, auxquelles il était resté d'une fidélité absolue. Il aimait raconter que son médecin, qui l'avait surpris en train de fumer, lui avait dit : « Ce n'est pas maintenant que tu devrais arrêter de fumer, c'était il y a très longtemps. » Sous-entendu selon Bizot : « Maintenant tu ne risques plus rien. »

Il avait consacré à sa maladie un livre avec ce titre merveilleux : *Un moment de faiblesse*, paru en 2003, qu'il était aller présenter à la télévision, chez Thierry Ardisson, en entrant dans les détails de son cancer. Il prenait des drogues très fortes prescrites par ses toubibs, qui étaient, selon lui, « interdites même dans les rave-parties ». Il disait : « C'est mon plus long reportage, je ne sais même pas quand il finit. »

Son reportage a pris fin en 2007.

Il y avait un « parler Bizot », des mots et des expressions que nous utilisons souvent sans en connaître l'origine : « Là et pas là ; ça pose un problème ; merde alors ; free style ; question intéressante ; nouveau et intéressant ; naze ; fais ton truc ; truc de ouf ; foutraque ; mord le cul ; do it ; bons plans ; n'importe nawak ; louche ; juste pas possible » et surtout « j'aime ». Et pour finir cette phrase qu'il plaçait au moment de prendre des risques financiers sur les magazines ou les antennes : « Ça risque de me coûter un pré dans le Lyonnais ! » Ce pré existait : il a été mis souvent à contribution. Nova a survécu à la disparition du « Grand ».

*Voir* : Cavanna ; Giroud (Françoise) ; *Libération*.

## Blablabla

### *Le cholestérol du journalisme*

Dans les années 1920, Paul Gordeaux, critique dramatique très influent, auteur de très nombreuses comédies, historien, encyclopédiste, était en charge des pages spectacles à *L'Écho de Paris,* tout en assurant la chronique théâtrale du *Soir,* un quotidien créé par des directeurs de théâtre.

En 1925, il cherche quelqu'un pour l'aider à jongler entre ses nombreuses collaborations et les représentations théâtrales. Il a repéré le jeune Pierre Lazareff : il le surnomme « le lutin inspiré ». Le petit homme devient son collaborateur,

d’abord comme adjoint au chef de la rubrique théâtrale du *Soir,* puis son patron à *Paris-Soir*, puis à *France-Soir* et son ami pendant cinquante ans. Au cours de l’entretien d’embauche – « le lutin inspiré » n’a alors que dix-huit ans –, Paul Gordeaux lui a fait cette recommandation inaugurale : « D’abord dans vos articles pas de blablabla. »

Cette onomatopée dont il est l’inventeur est dérivée du langage des camélidés, qui blatèrent sans arrêt, surtout à proximité d’une oasis. Tous les chameliers vous diront qu’ils n’ont rien à dire. Les apprentis journalistes devraient savoir que le danger qui les guette sans cesse est du même ordre. Synonyme de blablabla : le baratin. Bref le blablabla, ce cholestérol du journalisme, est toujours à éliminer.

Après *Le Soir*, la situation s’inverse, Pierre Lazareff en charge des informations à *Paris-Soir* fait appel à lui. Pendant l’Occupation, Paul Gordeaux est à Londres avec Pierre Dac pour « Les Français parlent aux Français », aux côtés duquel il écrira plus tard pour la radio Europe n° 1 des épisodes de « Signé Furax ».

En 1949, Jean Prouvost lui confie la rédaction en chef du quotidien *L’Intransigeant* et de son supplément sportif *Match.* Paul Gordeaux qui n’est très porté sur le sport a l’idée d’en faire un *Life* à la française. Il propose comme titre *Le Match de la vie*, ce sera *Match*. Paul Gordeaux dirige le premier numéro. Appelé par Pierre Lazareff à *France-Soir*, il cède sa place à un autre compère de l’équipe de *Paris-Soir* : Hervé Mille.

À *France-Soir*, il occupera diverses fonctions dans le domaine culturel. Il est l’inventeur des légendaires bandes dessinées verticales, « Le crime ne paie pas » et « Les amours célèbres », qui feront appel à de nombreux dessinateurs dont Albert Uderzo débutant.

« Blablabla » a la particularité d’avoir été repris dans de nombreuses langues : l’anglais comme l’allemand le pratiquent en lui accordant la même signification.

Jacques Prévert dans *Choses et autres*, le dernier recueil publié de son vivant en 1972, en fera une jolie utilisation : « Et pendant ce temps-là, ce temps sans temps, comme la guerre du même nom, ce temps mort séquestrant les vivants, qu’est-ce qu’on entend, le bla bla bla, le bleu blanc rouge, le glas glas glas des trafiquants d’armes, des trafiquants d’âmes… »

*Voir* : « Apostrophes » ; Filipacchi (Daniel) ; *Paris-Soir* ; Tout-Paris (Le).

## Bourrage de crâne

### *La vérité, c'est l'ennemie*

La Première Guerre mondiale a ruiné la crédibilité de la presse française qui ne s'en est jamais vraiment remise. Elle était la première au monde sur le plan de la diffusion avant le conflit, avec plusieurs titres millionnaires en exemplaires. Brisée, elle n'a cessé de décliner depuis.

Pendant cinq ans, ces journaux ont accepté de n'avoir aucun accès aux champs de bataille, de ne disposer d'aucune information sur la guerre et de diffuser sciemment de pures fictions.

L'éditorial du premier numéro du *Canard enchaîné*, le 10 septembre 1915, a parfaitement résumé la situation : « *Le Canard enchaîné* a décidé de rompre délibérément avec toutes les traditions journalistiques […]. *Le Canard enchaîné* prendra la grande liberté de n'insérer, après minutieuse vérification, que des nouvelles rigoureusement inexactes. Chacun sait en effet que la presse française sans exception ne communique à ses lecteurs, depuis le début de la guerre, que des nouvelles implacablement vraies. Eh bien, le public en a assez. Le public veut des nouvelles fausses… pour changer. »

Lorsque la mobilisation générale est proclamée, la France venait d'expérimenter la République et la liberté de la presse, l'une et l'autre incarnées par le cauchemar de l'affaire Dreyfus.

Il n'y a que trente-trois ans entre les lois de 1881 sur la liberté de la presse et l'entrée en guerre. Les écrivains et les journalistes, après trois révolutions dédiées à la liberté d'expression, avaient atteint enfin leur objectif, et une nouvelle presse d'information et de reportages était en train de voir le jour. Elle n'aura pas eu le temps de s'affirmer que déjà la censure revenait en grande pompe.

La censure est acceptée le 5 août 1914 par tous les journaux et l'écrasante majorité des journalistes, dans l'enthousiasme général et sans la moindre négociation de la part des éditeurs.

L'état-major impose la censure préalable et interdit les tranchées aux journalistes. Curieusement, les correspondants de guerre britanniques d'abord, puis américains à partir de 1917, auront accès aux fronts, dans le cadre de missions militaires encadrées par des officiers de l'état-major français ! Pas les correspondants français.

Les journalistes hexagonaux en seront réduits à lire la presse britannique pour glaner quelques informations sur le déroulement d'une guerre aveuglée, de manière délibérée, pour les lecteurs français. La presse britannique est également sous surveillance, elle sera néanmoins la seule à publier, en décembre 1914, des photos de fraternisation entre soldats alliés et soldats allemands.

En 1917, alors que le moral des soldats et des civils est au plus bas, Clemenceau, devenu président du Conseil, accepte la formation d'une mission militaire composée de vingt journalistes : ils sont reconnus comme correspondants de guerre, ils portent l'uniforme d'officier – ce qui les soumet au code de justice militaire – et ils arborent un brassard destiné à les identifier. Ils sont stationnés au château d'Offémont près de Compiègne.

Albert Londres – qui avait réussi à échapper à la censure militaire en se précipitant en septembre 1914 à Reims où il avait assisté au bombardement de la cathédrale – fait partie de ce tout petit groupe de journalistes, auquel l'état-major concède un accès homéopathique à la guerre.

En juin 1918, une altercation très vive oppose le grand reporter au capitaine de Lévis-Mirepoix qui a la charge des envoyés spéciaux français. Comme le raconte Pierre Assouline dans sa biographie du journaliste, Albert Londres avec son ami et confrère Édouard Helsey ont ramené au château un soldat blessé, une jambe arrachée. C'est interdit par le règlement. Ils sont punis et privés de tous moyens de déplacement. Le ton monte. Et Londres se lâche et dit au capitaine : « Vous nous mentez tout le temps, ce n'est pas agréable pour nous d'être dirigés par un menteur. »

Albert Londres quitte la mission. Pétain, après la guerre, fait citer à l'ordre de l'armée six envoyés spéciaux attachés à son état-major mais qui n'avaient pas plus accès au champ de bataille. Albert Londres, jugé « mauvaise tête », n'en sera pas. Ce sera à son honneur. Il publie, après la guerre, un recueil de ses reportages sur les théâtres d'opérations, en 1917-1918, en France, en Serbie, en Turquie, en Grèce et en Italie, sous le titre *Contre le bourrage de crâne*.

Non seulement la presse n'informe plus, mais elle intoxique, non sans raisons : plusieurs titres dont *Le Journal* – l'un des grands quotidiens de l'époque –, *Le Bonnet rouge*, *L'Éclair*, des directeurs, des journalistes sont approchés par des agents corrupteurs allemands qui paient très cher la diffusion de thèses défaitistes. Certains éditeurs et journalistes sensibles aux arguments allemands sont condamnés à mort et exécutés.

Cette fois, la vérité est non seulement la victime, mais l'ennemie, elle doit être cachée aux yeux de tous.

Jamais sans doute le même mensonge n'aura été porté à la fois par les politiques, les militaires, les éditeurs et les journalistes, dans une sorte d'hallucination collective. Voilà pourquoi « le bourrage de crâne » – cette expression de la fin du XIX^e siècle – a été adopté par les poilus dans les tranchées pour rendre compte du décalage monstrueux qu'ils constataient entre ce qu'ils avaient vécu et vivaient encore et le conte de fées diffusé par la presse et l'état-major.

Il y a en France, en 1915, 5 000 personnes qui chaque jour travaillent pour le bureau de presse du ministère de la Défense et qui censurent des articles. Et saisissent au besoin des journaux trop bavards.

Le contrôle postal instauré la même année permet d'ouvrir 180 000 lettres par semaine, qui sont partiellement censurées ou parfois totalement détruites, dans ce cas il ne reste au destinataire que l'enveloppe.

La guerre devait être courte, la victoire imminente, mais en août 1914 les armées allemandes menacent Paris avant d'être stoppées au cours de la première bataille de la Marne. Cette guerre est un tombeau pour une partie de la jeunesse française : à la fin de l'année 1914, la France a déjà 300 000 tués. À la fin de 1918, ce

chiffre est passé à 1,7 million de morts militaires et civils, et plus de 4 millions de blessés.

Cette hécatombe est un secret d'État doublé d'un secret militaire ; le révéler est une trahison. Il faut empêcher par tous les moyens qu'il transpire.

Les journalistes, sans aucune source d'information, sans accès aux tranchées, vont « fictionner » : « La victoire est imminente, la lâcheté est allemande et les armes de l'adversaire ne font même pas mal, elles sont inoffensives, ni leurs balles, ni leurs obus, ni leurs gaz asphyxiants ne freinent les soldats français », etc. La censure est militaire, mais ce sont les journaux et leurs journalistes qui fabriquent les bobards.

*Le Matin* publie, le 24 août 1914, un article titré « Les cosaques à cinq étapes de Berlin » : « On va lire les dépêches relatives à la victoire russe [...]. Les cosaques, qui précèdent l'armée du grand-duc Nicolas, sont à la fois d'admirables soldats et une horde terrible de cavaliers, montant des chevaux infatigables, pourvus d'armes perfectionnées et suivis d'une artillerie légère qui leur permet de passer partout en se riant des fortifications de campagne [...]. Voilà pourquoi cette nuée de cosaques qui s'abat sur la Prusse orientale et sur la Posnanie présage le triomphe rapide et complet de nos alliés [...]. »

Le moral français s'effondre en 1917 : la vérité a fini par se frayer un chemin grâce aux permissionnaires et aux blessés. « L'opinion prévalait dans les tranchées que tout pouvait être vrai à l'exception de ce qu'on laissait imprimer », écrit l'historien Marc Bloch. Galtier-Boissière est le créateur, en 1915, du *Crapouillot*, à l'origine un journal des tranchées, dont le titre est emprunté à l'argot des poilus et désigne un modèle d'obusier. Dans son journal, il écrivait à cette époque : « Le débourreur de crâne joue un rôle assez ingrat et doit être sérieusement blindé contre les injures combinées des vendus, des salauds et des imbéciles. » Ils seront peu nombreux dans la presse française, et encore, ils devront apprendre à parler à l'envers comme le recommandait l'éditorial déjà cité du *Canard enchaîné*.

Le journal du palmipède avait lancé, fin 1916, un grand concours : « Lequel, à votre sens, parmi les journalistes qui se mettent quotidiennement en vedette, mérite à tous égards le titre de grand chef de la tribu des bourreurs de crâne ? » Le

résultat est proclamé le 20 juin 1917 (*Le Canard enchaîné* a alors une diffusion proche de 40 000 exemplaires) : il s'agit de Gustave Hervé.

Ce militant socialiste a été condamné à plusieurs reprises pour propagande antimilitariste, après avoir fait l'éloge du sabotage et de la grève insurrectionnelle en cas de guerre. 1912 : il sort de prison après vingt-six mois de détention et, devenu nationaliste, défend alors « le militarisme révolutionnaire ». En 1914, comme de nombreux socialistes, il passe de : « Non à la guerre » à : « La défense nationale d'abord ». En 1916, son journal *La Guerre sociale* change de titre pour *La Victoire*. Après la guerre, il calque sa trajectoire sur celle de Mussolini.

La guerre est finie le 11 novembre 1918, mais l'état de siège et la censure ne seront levés qu'un an plus tard, le 12 octobre 1919.

Au sortir de la guerre, lorsque la réalité apparaît dans son affreuse nudité, la presse est disqualifiée. L'âge d'or de la presse française s'est achevé en 1914, tandis que les quotidiens britanniques et américains connaissaient entre les deux guerres une expansion continue.

Le verdict tombe : le nombre de titres diminue, les tirages des quatre grands quotidiens de l'avant-guerre chutent : *Le Petit Parisien* passe de 1,7 million à 900 000 exemplaires en 1939, *Le Petit Journal*, un des millionnaires d'avant, perd la moitié de ses lecteurs et s'effondre à 150 000 exemplaires en 1939, *Le Journal*, lui aussi millionnaire d'avant guerre, tombe à 400 000, et *Le Matin*, l'autre millionnaire de la Belle Époque, tombe à 320 000 en 1939. Le pire est encore à venir pour la presse française avec le naufrage de la collaboration.

Marcel Proust dans *Le Temps retrouvé* fait cette remarque : « Le bourrage de crâne est un mot vide de sens. Eût-on dit aux Français qu'ils allaient être battus qu'aucun Français ne se fût plus désespéré que si on lui avait dit qu'il allait être tué par les berthas. Le véritable bourrage de crâne, on se le fait à soi-même par l'espérance, qui est une forme de l'instinct de conservation d'une nation, si l'on est vraiment membre vivant de cette nation. »

« Le bourrage de crâne », inauguré à grande échelle pendant la Première Guerre mondiale, a connu depuis beaucoup d'avatars. Et le bourrage continue.

*Voir* : Bidonnages & Cie, Communication, Londres (Albert), Rumeur.

# Brèves

## *L'art des 140 signes*

Les tweets sur Internet et les brèves de la presse écrite utilisent le même nombre de signes : 140 maximum pour Twitter créé en 2006, 135 maximum pour le prince de la brève, Félix Fénéon en 1906, un siècle plus tôt. Le tweet ne serait donc qu'une sorte de brève en trois lignes diffusée immédiatement sur un réseau planétaire.

Félix Fénéon, longtemps employé au ministère de la Guerre, fut un critique très apprécié par les peintres impressionnistes et les poètes symbolistes. Cet homme de revues d'avant-garde fut le premier à publier *Les Illuminations* de Rimbaud, *Dedalus* de Joyce, il fut l'ardent défenseur de Laforgue, de Mallarmé et d'Apollinaire, des post-impressionnistes comme Seurat, Pissarro, Bonnard, Signac… Ses critiques dépassaient rarement quelques lignes. Embauché par la galerie Bernheim Jeune, il prit Matisse sous contrat.

Félix Fénéon n'a pas fait la moindre erreur sur les artistes de son temps, faisant un partage sévère entre les vrais grands et les fausses valeurs. Jean Paulhan lui a fait la réputation d'être « le critique d'art qui ne se trompe jamais », ni pour les peintres, ni pour les poètes, ni pour les écrivains.

Félix Fénéon était un anarchiste. À ce titre, il fut soupçonné d'avoir été le complice d'un attentat à la bombe commis en 1894 au restaurant Foyot, au cours duquel un de ses amis perdit un œil. Il fut défendu par Mallarmé et Octave Mirbeau et acquitté.

Ses critiques d'art ont été regroupées sous le titre *Hourrah, tollés et rires maigres* : c'est à la lecture de cette prose minimaliste que *Le Matin*, en 1906, lui propose de rédiger de manière anonyme des brèves quotidiennes à partir des dépêches d'agences ou de correspondants particuliers. Entre mai et novembre 1906, Félix Fénéon a écrit 1 210 fois 3 lignes. Il est devenu le Mallarmé du flash écrit. Des brèves sans graisse, sans adverbe ni adjectif. On n'a jamais fait

mieux. Comme disait son ami Apollinaire : « Félix Fénéon n'a jamais été très prodigue de sa prose. »

La discipline imposée par *Le Matin* : répondre aux cinq questions fondamentales de l'information journalistique : qui/quoi/quand/où/pourquoi qui renvoient aux 5W anglo-saxons (*who*, *what*, *where*, *when*, *why*) en moins de 140 signes et en 3 lignes maximum.

« Mme Fournier, M. Voisin, M. Septeuil se sont pendus : neurasthénie, cancer, chômage. »

« Un plongeur de Nancy, Vital Frerotte, revenu de Lourdes à jamais guéri de la tuberculose, est mort dimanche par erreur. »

« Zoo de Vincennes, la nuit passée. Pour un cadeau original, M. Henri visite les lionceaux. Reste une main munie d'une chevalière. »

« Rattrapé par un tramway qui venait de le lancer à dix mètres, l'herboriste Jean Desille de Vannes a été coupé en deux. »

« Le professeur de natation Renard, dont les élèves tritonnaient en Marne, à Charenton, s'est mis à l'eau lui-même : il s'est noyé. »

« Émilienne Moreau, de la Plaine-Saint-Denis, s'était jetée à l'eau. Hier elle sauta du 4e étage. Elle vit encore, mais elle avisera. »

« Le soir, Blandine Guérin, de Vancé (Sarthe) se dévêtit dans l'escalier et, nue comme un mur d'école, alla se noyer dans le puits. »

« Prenant au mot son état civil, Mlle Bourreau a voulu exécuter Henri Bomberger. Il survivra aux trois coups de couteau de son amie. »

Lire Félix Fénéon suffit à faire aimer les brèves.

À *Libération,* poursuivre l'œuvre de Félix Fénéon a toujours été un challenge. Marc Kravetz, grand reporter, inventa deux chroniques de brèves : le « planétarium » et « étranges étrangers », Sorj Chalandon, également grand reporter, en cisela lui aussi de nombreuses, ainsi que Pierre Marcelle. Delfeil de Ton, après sa rupture avec Cavanna, écrira quelques jolies brèves à *Libération* sous le titre « Rapido », avant de migrer vers *Le Nouvel Observateur*.

Parmi les fans de Fénéon, celui qui allait devenir l'immense Pierre Desproges. Il est embauché en 1968 au quotidien *L'Aurore* par Bernard Morrot, alors rédacteur en chef, pour écrire des brèves insolites. Un exercice quotidien, à l'enseigne de

« Bref ». Le titre est banal mais ces très courts récits sont signés. Pierre Desproges l’appelait : « la rubrique des chats écrasés ».

Lorsqu’à TF1 son « Petit Rapporteur » sera censuré, il sera fidèle à *L’Aurore* où il reviendra, avant de devenir le célèbre procureur des « Flagrants Délires » sur France Inter. Son style détonnait dans le quotidien qui s’affichait comme celui de la France profonde. Françoise Sagan ne lisait *L’Aurore* que pour cette colonne de brèves : elle l’a sauvée d’un licenciement certain lorsqu’un directeur du quotidien a appris sa fidélité au titre pour cette seule raison. Bref mais efficace !

« En contradiction formelle avec tous les autres mouvements féministes, les membres de l’association des laiderons de Dallas ont défilé dans les rues, en exigeant le droit d’être considérés comme des objets sexuels. »

« Fossoyeur à Coventry, M. Paul Teson finissait de creuser une tombe quand le sable qu’il venait d’ôter s’est soudain écroulé sur lui. Il a été enterré. »

« Le roi des misogynes a porté plainte, dans un commissariat de New York, contre une jeune femme blonde qui lui avait pincé les fesses tandis qu’il jouait “Plaisir d’amour” à la cornemuse dans un couloir du métro. »

Pierre Desproges devait récidiver en 1980 à *Charlie Hebdo* sous le titre « Les étrangers sont nuls ».

Un pilier de bar récolte depuis 1985 des *Brèves de comptoir*. Ces expressions, extraites du bavardage collectif français, sont raffinées au sens pétrolier du terme par Jean-Marie Gourio, qui fera une incursion dans la troupe des écrivains qui ont donné la parole aux Guignols de Canal+. Dans sa récolte 2013, j’ai trouvé entre autres ces deux merveilles : « Les oiseaux n’ont rien à faire en ville » et « Mon père ne buvait pas, ma mère ne buvait pas. Je suis un autodidacte ». Chacune de ces *Brèves de comptoir* prouve que les Français parlent sans le savoir la langue de Coluche !

*Voir* : Blablabla ; Guignols de l’info ; Réseau ; Robots.

# C

# Café du Commerce

## *La pensée Dassault*

Au Moyen-Orient, les avions de Marcel Dassault ayant mis la pâtée à des escadrilles de MiG durant les guerres israélo-arabes, mais aussi à des chasseurs *made in USA* au cours du conflit entre l'Irak et l'Iran, l'avionneur en avait déduit que la nature assez exceptionnelle de ses gènes l'autorisait à se mêler de tout. Il avait envie de tout réinventer, à commencer par les médias. Il partageait avec Bourvil l'immense talent de jouer au con avec une extrême jubilation.

Son histoire personnelle lui avait donné déjà une vue très aérienne sur le monde et en particulier sur la vie politique française où il disposait de formidables passe-droits après en avoir cruellement manqué. Fiché comme juif par Vichy, il avait été arrêté avec sa famille par la police française. Déporté à Buchenwald le jour de la libération de Paris, les communistes du camp veilleront à sa survie, ce qui fera de lui un financier à vie du PCF.

En choisissant de promouvoir ses Mystère et ses Mirage comme l'un des vecteurs de la force de frappe nucléaire française, de Gaulle en fait la plus grande fortune du pays. Juste retour des choses, il est devenu aussi le principal financier du gaullisme. C'est ainsi qu'il a parrainé les carrières de plusieurs rejetons du gaullisme, dont celle de Jacques Chirac, le fils d'un ami banquier. En 1965, pour le faire élire en Corrèze il a créé de toutes pièces *L'Essor du Limousin*.

L'un des administrateurs les plus influents du groupe fut le général de Bénouville, l'éminence grise de Marcel Dassault, une sorte de Jiminy Cricket, maurrassien maréchaliste mais authentique compagnon de la Libération et un vrai fidèle de François Mitterrand, ce qui permettra à l'avionneur d'aborder la victoire de la gauche en 1981 avec philosophie. Il a eu raison puisqu'il a échappé à la nationalisation.

Il avait une conception très originale des campagnes électorales : dans sa circonscription de l'Oise, en lieu et place des tracts, il distribuait des vrais billets de banque – à l'époque il s'agissait des pascals, ainsi nommés parce qu'ils représentaient l'auteur janséniste des *Pensées* et valaient 500 francs. De cette manière, il aura fini sa carrière politique comme doyen de l'Assemblée nationale. Changement d'époque, son fils Serge, qui sur ce plan n'avait pas vu le temps passer, fera l'objet de plusieurs poursuites pour avoir imité son père dans le domaine électoral.

Marcel Dassault fut aussi producteur de cinéma. Il a financé plusieurs films de Claude Pinoteau : de *La Boum* à *La Gifle* en passant par *L'Étudiante,* dont la plupart ont cartonné au box-office. Ses stars préférées s'appelaient Sophie Marceau, Chantal Goya et Thierry Le Luron.

Dassault se lance dans les médias en 1952, avec la création de *La Semaine de France* qui doit concurrencer *Paris Match.* L'hebdomadaire s'arrête très vite mais lui ne renoncera jamais, malgré des pertes abyssales.

En 1958, Marcel Dassault fête l'avènement de la V$^{e}$ République en lançant *Jours de France.*

Dans ses mémoires, Marcel Dassault écrit : « Au début, *Jours de France* était un journal politique, mais très vite nous avons compris que, pour qu'un journal politique ait une influence, il fallait qu'il soit beaucoup lu et que, pour être beaucoup lu, il ne fallait pas y parler de politique. » Le style et le raisonnement sont du pur Marcel. Le couple Dassault-Bénouville transforme *Jours de France* en « hebdo de la vie en rose », « de l'actualité heureuse », « un journal où il n'y a rien que des choses aimables » et le général Cricket devient le directeur de l'hebdomadaire.

Françoise Giroud raconte qu'elle a eu droit un jour à un portrait réalisé par Léon Zitrone. Elle fut surprise de lire ces mots que le célèbre pronostiqueur avait mis dans sa bouche : « Quand mon père nous a quittés. » Elle lui téléphone, et lui fait remarquer : « Mais mon père ne nous a jamais quittés, il est mort. » Réponse de Léon Zitrone : « Je le sais, madame, mais dans *Jours de France*, on ne meurt pas ! »

En 1972, *Jours de France* est crédité de 700 000 exemplaires chaque semaine grâce à un système de diffusion qui s'apparente beaucoup à celui d'un gratuit : le journal est distribué à tous les salariés du groupe et envoyé tout aussi gratuitement aux médecins et aux dentistes pour alimenter les salles d'attente.

Le journal a une autre particularité : il se passionne de manière très pointue pour l'aviation et il est le seul titre grand public à jouir d'une publicité très spécialisée qui vante auprès d'une clientèle féminine les mérites des avions de chasse français !




À la différence d'autres grands industriels investis dans la presse, Marcel Dassault prend le titre de rédacteur en chef. Ce sera son unique salaire pour l'ensemble des sociétés du groupe aéronautique, toutes filiales confondues : il est naturellement le rédacteur en chef le mieux payé de France. Ce n'est pas une lubie. Il prend cette fonction très au sérieux. Car le secret du vieux monsieur, c'est qu'il aime « écrire ». Et contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, il écrit lui-même et il y tient beaucoup.

En 1965, pour soutenir de Gaulle à la première élection présidentielle au suffrage universel, il se lance dans la presse quotidienne avec *24 Heures*. Marcel Dassault venait tous les soirs, après la fermeture, arpenter les bureaux de la rédaction. Lors d'une de ses visites, il avait constaté que des dépêches AFP remplissaient les corbeilles à papier. Il avait déploré « ce gaspillage » auprès des chefs de service, qui étaient sans cesse bombardés de directives rédactionnelles par le grand timonier.

La tentative fait long feu et, en septembre 1966, après 292 numéros, *24 Heures* s'arrête. Marcel Dassault en tire une leçon : « J'en ai assez de me faire insulter par des journalistes incompétents, donc je veux pouvoir répondre. »

Après la victoire de la gauche, il passe à l'acte, en écrivant dans *Jours de France*, chaque semaine, « Le Café du Commerce », du nom de cet ancien bouillon situé rue du Commerce dans le XV^e arrondissement de Paris où il aimait consommer.

Cette fois, il va donner libre cours à la pensée « Chardasso ». Chardasso, c'était le surnom de Darius Bloch, son frère aîné, général de corps d'armée avant guerre. En 1940, il n'hésite pas et câble à Londres ce message : « Me rallie pleinement à de Gaulle. Signé : Chardasso. » Le général a défendu avec de Gaulle le rôle des blindés dans la guerre moderne, d'où ce surnom. Il participe à la Résistance et prend un pseudonyme dérivé de son surnom : ce sera Dassault. À la Libération, les frères Bloch deviennent les Bloch-Dassault, puis très vite les Dassault.

Avec son dialogue imaginaire emprunté aux conversations de bistrots, où les protagonistes courent après le bon sens, en épuisant tous les clichés du moment, Marcel Dassault offre un écrin au degré zéro de la politique. Comme un cousin de Monsieur Jourdain, il fait du populisme sans le savoir. Ce geste ne va pas rester sans lendemain.

Depuis, ce « Café du Commerce » est devenu un format incontournable en radio et en télévision : « Tout le monde en parle » sur France 2, « On refait le match », puis « On refait le monde » sur RTL, les « Grandes Gueules » sur RMC, « Salut les Terriens », plus une multitude d'autres émissions jusqu'aux fameuses « Scènes de ménage » qui privatisent le Café du Commerce. Dans ces débats tout « se discute », tous les avis se valent, et sont ponctués invariablement par des éclats

de rire, qui signifient que tout cela n'a finalement pas beaucoup d'importance. Merci, Marcel.

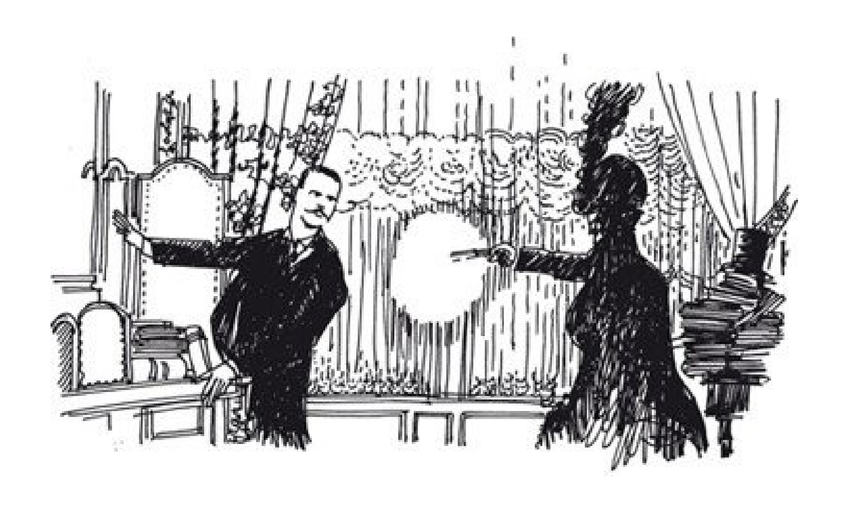
Quatre années auparavant, le dessinateur Régis Franc lance, dans *Le Matin de Paris*, « Le Café de la Plage » où il pourfend la « beaufitude ». Il va consacrer trois albums à *Tonton Marcel*, un vieux monsieur d'un autre siècle, né vieux, très riche, râleur et ricaneur, bourré de préjugés et ça donne, dans l'ordre : *Capitaine d'industrie*, *Le génie du siècle* et *Roi de l'opposition*.

Marcel Dassault meurt le 17 avril 1986. *Libération* lui rendra un hommage décalé : dans l'édition datée du samedi 19, toute la une est consacrée à la disparition de celui que François Mauriac avait surnommé « Le César frileux ». Cette superbe « une-affiche » conçue en abyme par Claude Maggiori, le directeur artistique du journal, représente un zinc de bistrot, sur lequel sont posés une tasse à café et un numéro de *Libération* titrant sur la mort de Marcel Dassault : « Le ciel est à lui ». Il méritait bien ça !

*Voir* : Gaulle (Charles de) ; Populismes – 1 ; Pseudo.

## Caillaux (Henriette)

### *Meurtre au Figaro*



Au début de l'année 1914, Gaston Calmette, patron du *Figaro*, orchestre une campagne de presse contre Joseph Caillaux, le ministre radical des Finances. Son crime : il chercherait à faire des concessions diplomatiques afin d'éviter une nouvelle guerre avec l'Allemagne.

*Le Figaro* et ses lecteurs ne lui ont pas pardonné l'invention de l'impôt sur le revenu et sa progressivité. Il est cette fois accusé non seulement d'intelligence avec l'ennemi, mais d'avoir cumulé la présidence du conseil d'administration d'une banque étrangère avec ses fonctions politiques, et d'avoir entravé le cours de la justice pour protéger un escroc. Chaque article du *Figaro* est une charge contre Caillaux, cent dix mises en cause seront publiées. Lors du procès d'Henriette Caillaux, toutes ces accusations seront examinées au fond, aucune ne se révélera exacte.

Entré au *Figaro* à vingt-cinq ans en 1883, Gaston Calmette, grand reporter, s'est fait connaître par une série d'articles consacrés aux conditions de détention du capitaine Dreyfus à l'île du Diable.

Il est nommé directeur du *Figaro* en 1902, un journal qu'il aura redressé et modernisé. Il vendait 30 000 exemplaires lorsqu'il prend ses fonctions et, en 1910, avec 160 000 exemplaires vendus, ce quotidien est devenu celui de l'aristocratie, de la grande bourgeoisie et de nombreux écrivains.

Très lié à Raymond Poincaré, le président de la République surnommé « Poincaré la guerre », et à Louis Barthou, le président du Conseil en exercice,

Gaston Calmette partage leurs conceptions bellicistes. Pour ce trio, le ministre des Finances radical est un gêneur à neutraliser à tout prix.

En 1911 déjà, lors de l'incident d'Agadir, Joseph Caillaux, alors président du Conseil, avait su éviter un déclenchement prématuré de la guerre avec l'Allemagne : la France n'était pas prête à en découdre. Cette fois, il ne faut pas qu'il récidive. Les élections législatives doivent avoir lieu le 26 avril et le 10 mai 1914, et la victoire est promise à l'alliance des radicaux et des socialistes. Joseph Caillaux est favori pour la présidence du Conseil. Pire, on lui prête l'intention de nommer Jean Jaurès le pacifiste au ministère des Affaires étrangères.

Le parti de la guerre a trouvé une alliée de poids avec la première femme de Caillaux. Elle a adressé à Gaston Calmette la copie de la correspondance que son mari avait échangée des années plus tôt avec celle qui n'était alors que sa maîtresse. Une lettre vieille de dix ans a déjà été publiée. *Le Figaro* promet à ses lecteurs la publication d'autres extraits de ces lettres échangées par les deux amants d'alors.

L'ex-maîtresse en question s'appelait Henriette Raynouard avant de devenir par amour la nouvelle Mme Caillaux. Cette campagne de presse l'a précipitée dans une profonde agitation. Elle redoute la publication de toutes ses lettres. Et sa fille née d'une première union doit se marier prochainement.

Le 16 mars 1914, elle déjeune avec son mari. La lecture du *Figaro* du matin est accablante sur son intimité passée avec cet homme devenu son mari. En parlant de Gaston Calmette, Joseph lance : « Je vais lui casser la gueule. » Après le repas, elle laisse une lettre adressée à son mari : « Tu m'as dit que tu voulais lui casser la gueule. Je ne veux pas que tu te sacrifies. La France et la République ont besoin de toi. C'est moi qui commettrai l'acte. Je t'aime et je t'embrasse du plus profond de mon cœur. » Elle se rend chez l'armurier Gastinne Renette, achète une arme, l'essaie sur une cible et se fait déposer au *Figaro*.

Elle est introduite, l'échange est très court, elle sort de son manchon un Browning de calibre 6,35 et vide le chargeur : cinq balles atteignent le patron du *Figaro*. Il meurt quelques heures plus tard. La sixième balle est retrouvée dans une armoire.

Quiconque a dirigé un quotidien, bataillant jour après jour, a souvent été hanté par le souvenir de Gaston Calmette, victime d'une campagne ignoble qu'il avait

lui-même déclenchée et dont la justice fera litière.

*Le Figaro* avait publié les *Pastiches et Mélanges* de Marcel Proust. L'écrivain, après l'assassinat du journaliste, lui a dédié *Du côté de chez Swann,* dans le premier tome de *À la recherche du temps perdu.*

Les coups de revolver d'Henriette Caillaux font au moins deux morts : Gaston Calmette et Joseph Caillaux, qui mettra très longtemps à revenir au premier plan. Le meurtre élimine en effet le leader radical à un moment décisif. Il doit démissionner pour prendre la défense de sa femme, renoncer à la présidence du Conseil qui lui était promise, et laisser la France rouler à tombeau ouvert vers la conflagration. L'objectif que s'étaient fixé Raymond Poincaré, Louis Barthou et Gaston Calmette est atteint : Joseph Caillaux est éliminé. Grâce à la première femme de Caillaux et à la seconde devenue Henriette Caillaux.

Henriette a quarante ans, elle plaide coupable.

Joseph Caillaux est à terre mais pas inactif. Il a préparé avec soin le procès de sa femme. Le président de la cour d'assises est un ami personnel, le procureur a été fait commandeur de la Légion d'honneur, le garde des Sceaux est un allié politique, et il prend pour défendre sa femme maître Labori, l'avocat de Dreyfus et de Zola. Même les jurés ont été habilement sélectionnés. Nous sommes loin d'une justice impartiale.

Le geste d'Henriette est reconnu comme un crime passionnel et à ce titre elle est acquittée le 28 juillet 1914, trois jours avant la mobilisation générale. C'est la version féminine du duel masculin qui fut, tout au long du XIX^e^ siècle, ce que Jean-Noël Jeanneney a appelé « une passion française ». Soutenue par l'opinion publique, Henriette Caillaux vient de féminiser le duel : elle a lavé son honneur !

Gaston Calmette meurt donc le 16 mars, l'archiduc Ferdinand est assassiné à Sarajevo le 28 juin, et Jean Jaurès le 31 juillet : ces assassinats frappent les trois coups de la Première Guerre mondiale, qui est déclarée le 3 août.

L'influence de Joseph Caillaux n'explique pas seule l'acquittement d'Henriette. Deux ans auparavant, une autre femme accusée d'un double meurtre avait été elle aussi acquittée. Elle s'appelle Meg Steinheil et est l'épouse du peintre académique Adolphe Steinheil. Elle avait connu la gloire comme maîtresse du président de la République Félix Faure, mort d'une ultime fellation, le 16 février 1899. Ce qui

vaudra à cette femme, retrouvée nue à l'Élysée à côté du corps présidentiel, le surnom colporté dans toute la presse de « Pompe funèbre ». Clemenceau dira du défunt : « Il voulait être César, il ne fut que Pompée. » Félix Faure, adversaire de la révision du jugement condamnant Alfred Dreyfus, avait été le destinataire présidentiel du « J'Accuse » d'Émile Zola.

La belle Meg Steinheil a connu d'autres amants, dont Aristide Briand, le roi du Cambodge, et a posé pour de nombreux peintres et artistes en plus de son mari. En 1908, sa mère et son mari sculpteur sont assassinés au domicile familial. Marguerite était dans les lieux. Elle commet beaucoup de maladresses, quelques mensonges, et les enquêteurs la suspectent rapidement de ce double meurtre. Selon plusieurs auteurs, dont Pierre Dumayet, la mère de Marguerite serait morte de peur en voyant un homme en train d'étrangler son gendre. Le grand-duc de Russie aurait été cet étrangleur. L'affaire aurait été étouffée par Georges Clemenceau, alors président du Conseil.

Le procès de Meg s'ouvre en 1909. Elle a quarante ans, le même âge qu'Henriette. *Le Petit Parisien*, alors le premier tirage de France, consacre chaque jour comme tous les autres titres en moyenne le quart de sa pagination à cette affaire criminelle et cela pendant onze jours. L'épouse de Caillaux aura droit, cinq ans plus tard, exactement au même traitement. Elle est triomphalement acquittée, par une opinion très féministe, et part s'installer à Londres, où elle se marie avec le baron Abinger.

Joseph Caillaux a été stipendié par Clemenceau, son rival radical, qui l'accuse d'intelligence avec l'ennemi et veut le faire fusiller, il le fait arrêter le 14 janvier 1918, et le fait emprisonner à la Santé. Sans preuves, il est condamné en février 1920 à trois ans de prison et à l'inéligibilité. Henriette et Joseph finissent par divorcer.

Amnistié et réhabilité après la victoire du Cartel des gauches en 1924, Joseph Caillaux reviendra plusieurs fois au ministère des Finances entre les deux guerres – établissant le record absolu de présence à ce poste. Il aura régné sur la politique financière et fiscale de la France pendant plus de quatre décennies. En 1940, il est encore président de la commission des finances du Sénat. À la fin de sa vie, il vote les pleins pouvoirs à Pétain. Il meurt en 1944.

Henriette, après son acquittement, fait l'école du Louvre, elle en sort diplômée dans les années 1930. Elle est devenue la spécialiste de l'artiste Jules Dalou, le sculpteur républicain à qui l'on doit de nombreux monuments érigés sous la III^e^ République – dont le monument funéraire de Victor Noir. Son inventaire fait toujours référence. Elle est décédée en 1943.

*Voir* : Clemenceau (Georges) ; Jaurès (Jean) ; Lynchage médiatique ; Noir (Victor) ; Pamphlet ; Salengro (Roger).

# Caméléon

## *C'est le vent qui tourne*

Charles Joseph Panckoucke fut le plus grand éditeur du XVIII^e^ siècle, le père des éditeurs-libraires, ami de Jean-Jacques Rousseau, de Buffon, de Condorcet et de Voltaire, grand inventeur de livres et de journaux.

Éditeur-libraire, il avait multiplié les ouvrages en plusieurs volumes vendus par abonnement comme le *Supplément à l'Encyclopédie, Le Grand Vocabulaire français contenant l'explication de chaque mot* de Nicolas Guyot et de Chamfort, l'*Encyclopédie méthodique* classée par sujets qui, commencée en 1780, fut publiée régulièrement jusqu'en 1832 et qui comptait au final deux cent dix volumes.

Il lança son premier journal en 1761 : *Les Annonces, affiches et avis divers pour les Pays-Bas français.* Il crée *Le Journal politique de Bruxelles, Le Journal de Genève,* il rachète *Le Mercure de France,* et, en 1787, il prend en location le journal créé par Richelieu et Théophraste Renaudot, devenu l'organe officiel du ministère des Affaires étrangères, *La Gazette de France*, qu'il rétrocède en 1791.

Il avait actualisé *La Gazette* avec un supplément, *Le Gazetin*, dont l'originalité fut de publier les débats des Assemblées. Panckoucke et ses équipes utilisaient pour enregistrer les débats un système sténographique mis au point par Pierre Bertin en

1791. Il a donné à *La Gazette* un sous-titre, « Le Moniteur ». Lorsqu'il se défait de *La Gazette*, il lance son nouveau journal officiel sous ce titre, un journal qui va épouser toutes les époques de la Révolution et au-delà.

Ce journal réussit l'exploit d'être royaliste à ses débuts, partisan de la monarchie constitutionnelle, puis girondin, jacobin et bonapartiste. Après Waterloo, il épouse naturellement la Restauration et redevient royaliste.

En 1797, parallèlement au *Moniteur* avec lequel il réalisait d'importants profits, Panckoucke avait lancé un quotidien sous le titre *La Clé du cabinet des souverains* sous-titré « Nouveau journal, du soir et du matin, historique, politique, économique, moral et littéraire ». Ce journal cessera de paraître sous le Consulat. Panckoucke meurt en 1798, sa fille et son fils assurent la succession.

Il n'aura pas à connaître ces unes successives et caméléonesques du *Moniteur* en 1815 :

Napoléon avait été exilé sur l'île d'Elbe. Il débarque en France. Et remonte de la Méditerranée à Paris en dix jours. Ce qui donne une énumération de dix titres qui évoluent comme un thermomètre au soleil.

« 1er jour : "L'anthropophage est sorti de son repaire" ; 2e jour : "L'ogre de Corse vient de débarquer à Golfe Juan" ; 3e jour : "Le tigre est arrivé à Gap" ; 4e jour : "Le monstre a couché à Grenoble" ; 5e jour : "Le tyran a traversé Lyon" ; 6e jour : "L'usurpateur a été vu à 60 lieues de la capitale" ; 7e jour : "Bonaparte s'avance à grands pas, mais n'entrera jamais à Paris" ; 8e jour : "Napoléon sera demain sous nos remparts" ; 9e jour : "L'Empereur est arrivé à Fontainebleau" ; 10e jour : "Sa Majesté Impériale est entrée au château des Tuileries, au milieu de ses fidèles sujets". »

Les changements de régime ont été si rapides entre la monarchie absolue et la Restauration, en passant par la République girondine, puis jacobine, et le Directoire, enfin le Consulat et l'Empire, que beaucoup de contemporains ont démontré à l'occasion une grande souplesse politique.

Ce phénomène avait pris une telle ampleur qu'un journaliste éditeur, Alexis Eymery, et deux compères publient, en 1815, un *Dictionnaire des girouettes* de quatre cent quatre-vingt-treize pages qui sera le best-seller de la Restauration. Le

livre a un tel succès que les dictionnaires des girouettes se multiplient, accompagnés de quelques dictionnaires « d'immobiles ». Ce sont tous des *Who's Who* de la connivence et de la vénalité. Le « girouettisme » devient quasi une discipline.

Comme le disent les auteurs du premier : « Il y a deux sortes de girouettes, l'une n'a changé d'opinion qu'en faveur du bien général. L'autre au contraire a toujours eu pour but son intérêt particulier et a vendu tous les partis qui l'avaient achetée. »

Chaque retournement de veste vaut une girouette placée en icône à côté de son nom. Fouché et Talleyrand réussissent à en totaliser douze chacun, un record absolu parmi les hommes-girouettes de cette époque, où les vents contraires soufflaient si fort.

Depuis, assez régulièrement, paraît un nouveau, nouveau, nouveau dictionnaire des girouettes. En 1948, c'est Jean Maze, sous le pseudonyme d'Orion, qui s'y colle. Le dernier-né en 1993 était signé Sophie Coignard et Michel Richard. Le genre est inusable.

Edgar Faure, député de la IV$^{e}$ République, souvent ministre et président du Conseil, avait été surnommé « Monsieur 5 % », non sans raison, puisque c'était son tarif pour toute intervention. Président de l'Assemblée nationale sous la V$^{e}$ République, ministre de l'Éducation nationale après Mai 68, il avait répondu à un détracteur qui l'accusait d'être une girouette : « Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent. »

Curzio Malaparte avait consacré au caméléon un pamphlet : le modèle en était, selon lui, Benito Mussolini. À bien des égards, c'était aussi un autoportrait. Tom Wolfe, le pape du *New Journalism*, a accepté d'être associé à cet animal changeant de couleurs en fonction du paysage, lui qui ne porte que des costumes blancs.

Jean Prouvost, « patron » de *Paris-Soir*, avait une conception similaire en matière de presse à grande diffusion : « Il faut suivre la direction que prend la foule si on veut continuer à garder sa confiance. » Tout est dit.

Tous les grands mass media sont des hybrides de caméléons et de girouettes.

Ce qui suffirait à rendre indispensable l'existence de médias minoritaires.

*Voir* : Avis, Malaparte (Curzio), *New Journalism*, Pamphlet, *Paris-Soir*.

# Camus (Albert)

## *Le journalisme critique*

Albert Camus fut « un vrai journaliste qui savait faire le journal de A à Z, de la rédaction à la mise en page… Un journaliste professionnel et pas un écrivain égaré dans le journalisme », selon Roger Grenier qui fut de l'épopée camusienne de *Combat*.

Il fait ses débuts dans la profession à Alger au sein d'une petite équipe animée par un intellectuel parisien, Pascal Pia : le journal s'appelle *Alger républicain*, il a été créé par un groupe de commerçants et d'industriels progressistes. Camus y travaille pendant plus d'un an entre octobre 1938 et octobre 1939.

L'auteur de *L'Envers et l'Endroit* s'occupe des faits divers et des procès : il mène campagne contre des verdicts injustes et parvient à faire libérer des personnes accusées à tort. Il balaie l'actualité municipale tout en pratiquant la critique littéraire.

Il fait l'apprentissage du réel en juin 1939 avec une série de onze articles intitulée « La misère en Kabylie ». Cette enquête prend à rebours le discours officiel sur les bienfaits de la colonisation. Il dénonce un « régime d'esclavage » et met en cause l'administration coloniale.

Les spécialistes ont recensé cent cinquante articles écrits par Albert Camus durant ces années d'apprentissage.

Lorsque *Alger républicain* s'arrête en octobre 1939, le tandem Pia-Camus lance *Le Soir républicain*, Camus en est cette fois le rédacteur en chef et il doit ruser avec la censure militaire. Il y écrit également ses premiers éditoriaux. Il dira : « [J'ai fait] un journal à l'usage de ce que je croyais vrai. C'est-à-dire que j'y ai défendu la liberté de penser contre la censure et la guerre sans haine. » Il a alors privilégié

« l'esprit critique sur le réalisme politique », dira Jean-Paul Faure, l'un des fondateurs du journal.

Camus écrira à son ami Jean Grenier : « Vous savez mieux que moi combien ce métier est décevant. Mais j'y trouve cependant quelque chose : une impression de liberté, je ne suis pas contraint et tout ce que je fais me semble vivant. » Le gouvernement général suspend la parution du journal en janvier 1940 : Albert Camus est prié de quitter l'Algérie.

Il arrive à Paris en mars 1940 et retrouve Pascal Pia qui travaille à *Paris-Soir.* Il est embauché comme secrétaire de rédaction. Il exprimera néanmoins son dégoût à plusieurs reprises : « Sentir à *Paris-Soir* tout le cœur de Paris et son abject esprit de midinette. » Lorsque le quotidien se replie à Clermont-Ferrand, puis à Lyon, en zone sud, Albert Camus suit. L'écrivain a publié en 1942 *L'Étranger* et *Le Mythe de Sisyphe* et, en 1943, ses *Lettres à un ami allemand*. Il est désormais lecteur chez Gallimard. Cette année-là, Albert Camus entre en Résistance et Bauchard devient le pseudonyme de son ombre.

Il a adhéré à *Combat,* le mouvement créé par Henri Frenay. Il entre à la rédaction du journal clandestin, qui fédère plusieurs feuilles résistantes. Une grande partie de la rédaction clandestine est arrêtée début 1944, et le tandem Pia-Camus reste seul aux commandes : Camus devient rédacteur en chef tandis que Pia assure la direction.

Le 21 août 1944, pendant l'insurrection parisienne, lorsque *Combat* peut enfin reparaître librement, Camus en est l'âme et le pilote. Il écrira selon ses exégètes cent soixante-cinq articles, certains signés de son nom ou de ses initiales AC, et beaucoup d'autres, non signés, mais où l'on retrouve sa patte, ses obsessions et ses mots.

« Pour des hommes qui pendant des années écrivant un article savaient que cet article pouvait se payer de la prison ou de la mort, il était évident que les mots avaient leur valeur et qu'ils devaient être réfléchis » : Camus sait le prix des mots : « À des temps nouveaux, il faut sinon des mots nouveaux, du moins des dispositions nouvelles de mots » (8 septembre 1944).

Le natif de Mondovi, près de la frontière tunisienne, veut faire de ce magistère une aventure exemplaire : le journalisme moral doit régénérer la société française.

Il en a rêvé : « S'engager non pour le pouvoir mais pour la justice, non pour la politique mais pour la morale. »

Tous deux s'entourent de plusieurs journalistes dont Camus cultivera les talents : Roger Grenier, Henri Calet, Alexandre Astruc, Georges Altschuler ; il fera écrire Sartre, Malraux, Gide, Aron…

Après les combats de la Libération, Camus a voulu promouvoir « le journalisme critique » : « Informer bien au lieu d'informer vite, préciser le sens de chaque nouvelle par un commentaire approprié, instaurer un journalisme critique et en toute chose ne pas admettre que la politique l'emporte sur la morale ni que celle-ci tombe dans le moralisme. » « L'éditorialiste pose des questions, il n'assène pas de réponse », écrit Jean-Yves Guérin, qui a étudié l'œuvre du journaliste. « La presse, écrit Camus, a un rôle de conseillère à jouer auprès du gouvernement et de guide auprès de l'opinion. »

Albert Camus, rédacteur en chef-éditorialiste du quotidien *Combat* se rend en Algérie le 18 avril 1945. Il parcourt le Sud-Constantinois et la Kabylie, il y reste trois semaines. D'après les lettres adressées à sa femme, il rentre à Paris le 7 ou le 8 mai.

Son enquête sera publiée du 13 mai au 15 juin 1945. Grâce à cette enquête sur « la famine en Algérie », sur « le peuple arabe », sur « l'échec de l'assimilation », sur la non-application de l'ordonnance du 7 mars 1944 qui donnait aux musulmans et aux Français les mêmes droits, Albert Camus prend à bras-le-corps la crise algérienne.

Il a pourtant manqué l'essentiel : le soulèvement du Constantinois a débuté le lendemain de son départ, le 8 mai, au cours des cérémonies qui accompagnent la fin de la guerre et dont la répression par l'aviation, la marine et les unités au sol dure jusqu'au 22 mai. Le bilan est terrible : entre 8 000 et 15 000 Algériens sont massacrés. Cent deux Européens le sont également par des foules enragées.

La France a attendu 2005 pour condamner publiquement cette répression sanglante à l'origine directe du déclenchement de l'insurrection algérienne de 1954 et qualifiée aujourd'hui, *mezza voce* par les ambassadeurs français à Alger, de « massacres inexcusables ».

Cet événement est évoqué dans *L'Humanité* du 11 mai 1945 sous le titre : « À Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire ».

La répression effroyable est évoquée dans un petit article de *Combat* le 13 mai sous le titre : « Agitation en Algérie ». Le 28 juin, dans *Le Populaire*, le quotidien socialiste, Claude André Julien juge la répression disproportionnée et, comme dans *L'Humanité*, il met les exactions sur le compte d'« éléments vichyssois ». Le ministre de l'Intérieur à l'époque était socialiste.

Albert Camus, à ma connaissance, ne revient sur ces événements terribles que le 10 mai 1947. Dans un éditorial de *Combat* intitulé « La contagion » il évoque le bain de sang en Algérie et la répression en cours à Madagascar. On comptera là aussi plus de 10 000 morts dans la grande île.

> « On a utilisé en Algérie, écrit-il, il y a un an, les méthodes de la répression collective (les massacres de Sétif et du Constantinois). *Combat* a révélé l'existence de "la chambre d'aveux spontanés" de Fianarantsoa [décrite "genre Gestapo" dans l'article de *Combat* sur la répression à Madagascar]. Ici non plus, je n'aborderai pas le fond du problème qui est d'un autre ordre. Mais il faut parler de la manière qui donne à réfléchir.
>
> Trois ans après avoir éprouvé les effets d'une politique de terreur, des Français enregistrent ces nouvelles avec l'indifférence des gens qui en ont trop vu. Pourtant, le fait est là, clair et hideux comme la vérité : nous faisons, dans ces cas-là, ce que nous avons reproché aux Allemands de faire. Je sais bien qu'on nous en a donné l'explication. C'est que les rebelles malgaches, eux aussi, ont torturé des Français. Mais la lâcheté et le crime de l'adversaire n'excusent pas qu'on devienne lâche et criminel. Je n'ai pas entendu dire que nous ayons construit des fours crématoires pour nous venger des nazis. Jusqu'à preuve du contraire, nous leur avons opposé des tribunaux. La preuve du droit, c'est la justice claire et ferme. Et c'est la justice que devrait représenter la France.
>
> En vérité, l'explication est ailleurs. Si les hitlériens ont appliqué à l'Europe les lois abjectes qui étaient les leurs, c'est qu'ils considéraient que leur race était supérieure et que la loi ne pouvait être la même pour les Allemands et pour les peuples esclaves. Si nous, Français, nous révoltions contre cette terreur, c'est que nous estimions que tous les Européens sont égaux en droit et en dignité. Mais si, aujourd'hui, des Français apprennent sans révolte les méthodes que d'autres Français utilisent parfois envers des Algériens ou des Malgaches, c'est qu'ils vivent, de manière inconsciente, sur la certitude que nous sommes supérieurs en quelque manière à ces peuples et que le choix des moyens propres à illustrer cette supériorité importe peu.
>
> « Encore une fois il ne s'agit pas de régler ici le problème colonial, ni de rien excuser. Il s'agit de détecter les signes d'un racisme qui déshonore tant de pays déjà et dont il faudrait au moins préserver le nôtre. Là était et devrait être notre vraie supériorité, et quelques-uns d'entre nous tremblent que nous la perdions. S'il est vrai que le problème colonial est le plus complexe de ceux qui se posent à nous, s'il est vrai qu'il

commande l'histoire des cinquante années à venir, il est non moins vrai que nous ne pourrons jamais le résoudre si nous y introduisons les plus funestes préjugés.

Il ne s'agit pas ici de plaider pour un sentimentalisme ridicule qui mêlerait toutes les races dans la même confusion attendrie. Les hommes ne se ressemblent pas. Il est vrai et je sais bien quelle profondeur de traditions me sépare d'un Africain ou d'un musulman. Mais je sais bien aussi ce qui m'unit à eux et il est quelque chose en chacun d'eux que je ne puis mépriser sans me ravaler moi-même. C'est pourquoi il est nécessaire de dire clairement que ces signes, spectaculaires ou non, de racisme révèlent ce qu'il y a de plus abject et de plus insensé dans le cœur des hommes. Et c'est seulement lorsque nous en aurons triomphé que nous garderons le droit difficile de dénoncer, partout où il se trouve, l'esprit de tyrannie ou de violence. »



L'éditorialiste traite comme personne, à cette époque, les répressions sanglantes organisées par les autorités françaises en Algérie en 1945 et à Madagascar en 1947 : il les condamne sans la moindre ambiguïté.

J'ai cherché d'autres textes contemporains aussi tranchants, sur Sétif et Madagascar : chaque fois la presse met en cause des agitateurs criminels. Courageux Camus : « nous faisons […] ce que nous avons reproché aux Allemands de faire ». Même réaction radicale en ce qui concerne l'explosion de la bombe atomique d'Hiroshima qu'il condamne sans se réfugier derrière « Une révolution scientifique » – c'était la manchette du *Monde* – ou « Une première stratégique », c'était celle du *Parisien libéré*.

Albert Camus, en avril 1947, écrit dans *Combat* : « Chaque fois qu'une voix libre s'essayera à dire, sans prétention, ce qu'elle pense, une armée de chiens de garde de tout poil et de toute couleur aboiera furieusement pour couvrir son écho. »

Les combinaisons politiques ont vite repris le dessus. Il a dû renoncer à « la révolution » qu'il appelait de ses vœux : « supprimer la politique pour la remplacer par la morale ». Il parle de « la fin des idéologies », il revendique « une pensée politique modeste, c'est-à-dire délivrée de tout messianisme et débarrassée de la nostalgie du paradis terrestre ».

Le journal avait en 1944 un tirage moyen de 185 000 exemplaires. Les ventes baissent très rapidement dès 1945, jusqu'à s'effondrer.

Pascal Pia pensait l'échec inévitable : « Nous allons tenter de faire un journal raisonnable et comme le monde est absurde, il va échouer », disait-il dès 1944. On ne sait si ce pasticheur de talent cherchait ou non dans cette déclaration à pasticher Albert Camus.

Camus libertaire et pacifiste s'était éloigné de *Combat* une première fois en janvier 1946 pour un voyage aux États-Unis et pour achever *La Peste*, alors que Pia, à la fois gaulliste et nihiliste, voulait déjà saborder le journal. Une dernière tentative a lieu en 1947, mais l'élan camusien est brisé par les deux mois de grève des ouvriers du livre qui ruinent le journal, comme d'autres titres issus de la Résistance.

Le divorce est consommé avec *Combat*. Il quitte le journal avec cette oraison funèbre : « Cette presse que nous voulions digne et fière est aujourd'hui la honte de ce malheureux pays. » L'équipe Pia-Camus se disperse, les deux hommes qui ont dirigé ensemble plusieurs journaux ne se parleront plus jamais.

Les ventes en baisse, le titre en danger, Henri Frenay et Claude Bourdet, les fondateurs du mouvement *Combat*, en profitent pour reprendre le contrôle du journal. L'homme d'affaires franco-tunisien Henri Smadja entre au capital.

Albert Camus ne reprend le chemin de la presse qu'en 1955 pour soutenir Pierre Mendès France.

Lui, qui n'a jamais pris parti pour un homme politique, accepte de soutenir Pierre Mendès France, parce qu'il le juge seul en mesure d'oser le réformisme, de s'opposer à la logique de l'Algérie française comme à celle d'une Algérie algérienne, où il n'aurait plus sa place.



Miné par ce qu'il appelle « l'angoisse du désastre » en Algérie, il accepte la proposition de Jean-Jacques Servan-Schreiber de reprendre la plume. Entre le 14 mai 1955 et le 2 février 1956, il écrit trente-cinq chroniques. Il y traite d'une « Algérie franco-arabe », d'une « patrie commune aux musulmans et aux Français, qui comme lui y sont nés ». Camus se définissait comme « un écrivain d'Algérie ».

Le Front républicain gagne les législatives de janvier 1956. Le vainqueur n'est pas Mendès France mais Guy Mollet qui prend le parti de soutenir les pieds-noirs les plus extrémistes. « Tout est fini. En cédant aux manifestants, le gouvernement a perdu la confiance des Arabes », écrit le journaliste-écrivain.

Camus quitte *L'Express*, le 2 février 1956, sur une nouvelle déception. Sa dernière chronique est intitulée « Remerciements à Mozart » : « Mozart devant l'Algérie de la haine, la France de la démission ? Justement ! Quand le monde fléchit autour de soi, que les structures d'une civilisation vacillent, il est bon de revenir sur ce qui, dans l'Histoire, ne fléchit pas mais au contraire redresse le courage, rassemble les séparés, pacifie sans meurtrir. Il est bon de rappeler que le génie de la création est lui aussi à l'œuvre dans une histoire vouée à la destruction. » Il a le sens des oraisons funèbres.

Le prix Nobel de littérature lui est décerné l'année suivante, en décembre 1957. Il écrit alors à son instituteur Louis Germain cette lettre merveilleuse : « J'ai laissé s'éteindre un peu le bruit qui m'a entouré tous ces jours-ci avant de venir vous parler un peu de tout mon cœur. On vient de me faire un bien trop grand honneur,

que je n'ai ni recherché ni sollicité. Mais quand j'ai appris la nouvelle, ma première pensée, après ma mère, a été pour vous. Sans vous, sans cette main affectueuse que vous avez tendue au petit enfant pauvre que j'étais, sans votre enseignement, et votre exemple, rien de tout cela ne serait arrivé. » À Stockholm, il est interpellé par un étudiant algérien qui lui reproche son silence sur la répression coloniale : la bataille d'Alger est en cours, le FLN riposte par des attentats. Albert Camus répond : « À l'heure où nous parlons, on jette des bombes dans les trams d'Alger. Ma mère peut se trouver dans l'un de ces tramways. Si c'est ça la justice, je préfère ma mère. »

L'envoyé spécial du *Monde* va contracter cette phrase qui devient sous sa plume : « Je crois à la justice mais je préfère ma mère à la justice. » Ce propos va provoquer des polémiques terribles : Camus aurait-il pris ainsi position en faveur de l'Algérie française ?

En 2014, un grand historien français, Pierre Nora, parle toujours de « sa dérive [celle de Camus] vers l'Algérie française », et fait d'une phrase mal entendue une évidence. En réalité, il n'y avait rien de nouveau : chez Camus, la fin n'a jamais justifié les moyens. « Il y a, comme il le dit, des moyens qui ne s'excusent pas. »

Il approuve d'ailleurs l'autodétermination de Algérie proposée en septembre 1959 par le général de Gaulle. Il ne verra jamais la suite. Il meurt le 4 janvier 1960 dans un accident de voiture.

Ma citation préférée d'Albert Camus : « Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde. » Elle doit faire partie des dix citations indispensables à l'exercice de cette profession.

*Voir* : Alleg (Henri) ; Beuve-Méry (Hubert) ; Épuration ; Giroud (Françoise) ; Ironie ; Sartre (Jean-Paul).

## *Canard enchaîné (Le)*

## *La niche du palmipède*

J'ai été nourri très tôt aux jeux de mots, aux contrepèteries et aux titres du *Canard enchaîné* que l'on récitait à la table familiale comme des *Fables* de La Fontaine. Mon père avait apprécié au moment des accords de Munich en 1938 : « Tchèque et mat », et répétait en boucle le titre qui commentait la mort de l'escroc Stavisky en 1934 : « Stavisky s'est suicidé d'une balle tirée à trois mètres. Voilà ce que c'est que d'avoir le bras long ». Titre qui aura resservi lors de l'affaire Ben Barka, le leader de l'opposition marocaine enlevé à Paris et assassiné, lorsqu'un témoin essentiel sera retrouvé mort, un pistolet non loin de lui.

Le volatile du mercredi aura cent ans en 2015 et en 2016 : il a connu un faux départ en 1915, sa parution effective commençant le 5 juillet 1916. La date est importante : l'hécatombe de la Première Guerre et le bourrage de crâne auront pris de l'élan. Le mouvement dada fait exploser la scène artistique en faisant table rase de toutes les théories esthétiques tandis que *Le Crapouillot*, le journal des tranchées créé par le caporal Jean Galtier-Boissière, adopte comme slogan « Courage les civils ! ».

*Le Canard* est un quasi-centenaire en pleine forme, il a traversé deux guerres mondiales sans honte et la révolution numérique sans bouger une plume. C'est le passe-muraille de la crise de la presse papier. La seule incertitude est de l'ordre de la science-fiction, ce serait une disparition de la fonction publique française où se recrutent de nombreux fans du journal.

Lorsque *Le Canard* paraît, la presse ivre de liberté depuis les fameuses lois de 1881 doit composer avec le rétablissement brutal d'une censure *a priori*, imposée par l'état-major. L'état de siège décrété le 2 août 1914 permet aux autorités militaires de suspendre toute publication dès qu'elles le jugent nécessaire.

Le titre du *Canard enchaîné* est déjà un empilement de jeux de mots qui annonce la couleur, qui sera celle du contre-pied et de la dérision.




Dans l’argot de la presse, « canard » est synonyme de journal. C’est pourquoi « la mare aux canards » désigne depuis un siècle une revue de presse. Mais Maurice et Jeanne Maréchal, les créateurs, connaissent également le sens premier de canard dans l’histoire de la presse : un canard, c’est une fausse nouvelle. *Canard*, c’était le nom que l’on donnait au XVIIe et au XVIIIe siècle dans les campagnes à ces petits journaux qui racontaient des histoires. C’est ce que fait toute la presse en 1916, elle raconte n’importe quoi.

Il fallait le contexte du bourrage de crâne pour oser lancer un journal à l’enseigne des fausses nouvelles.

Un autre canard anticlérical, antimilitariste et libertaire avait inspiré les Maréchal : *Le Canard sauvage* lancé en 1903 par Edmond Chatenay sur huit pages. Alfred Jarry était un contributeur régulier, Jules Renard tenait la rubrique théâtrale, Octave Mirbeau y signait. Les dessinateurs s’appellent Caran d’Ache, Valloton, Steinlen, Bonnard. Le journal rend l’âme après trente-deux numéros.

Si les éleveurs du *Canard* décident d’enchaîner leur canard, c’est pour se moquer de Georges Clemenceau et ses démêlés avec la censure.

Le chantre de « l’Union sacrée » avait en effet créé en 1913 un quotidien dont le titre était *L’Homme libre*. Le journal fut suspendu par la censure pour avoir dénoncé les conditions de transport des blessés dans des wagons où avaient séjourné des chevaux atteints du tétanos. Clemenceau avait alors fait reparaître son journal sous le titre *L’Homme enchaîné*.

*Le Canard* entendait s'attaquer « à la guerre, à la censure, aux politiciens, aux affairistes, aux curés, au pouvoir, à la guillotine… ». Avec une philosophie : « La liberté de la presse ne s'use que lorsqu'on ne s'en sert pas. »

Lorsque *Le Canard* paraît, il n'est pas le seul journal satirique.

« La petite presse », par opposition à la grande, est l'héritière des batailles pour la liberté du XIX[e] et compte une multitude de titres satiriques dont beaucoup ont une durée de vie limitée, mais les créations sont incessantes, et cette industrie était assez prospère jusqu'à la guerre. Les chansonniers, les dessinateurs vedettes avaient chacun leur journal.

*Le Canard* n'était pas seul au milieu de la mare. Mais il est le seul à avoir réussi la traversée.

Ses géniteurs au sortir de la guerre ont besoin de consolider la situation financière du *Canard*. Ils se lancent dans la diversification.

Ils créent *Le Quotidien de Paris* en 1918 : ils tiennent vingt jours. Paraissant le mercredi, ils ont l'idée d'un autre animal hebdomadaire le samedi répondant au nom de *Pélican*. Il résiste quelques mois. Ils vont tenter une autre aventure : celle du théâtre de Boulevard en 1922, avec une salle de 1 000 places : ils échouent de nouveau, mais cette salle deviendra mondialement célèbre cinquante ans plus tard puisque c'est dans ces murs que Le Palace va rayonner.

Après l'échec des diversifications, il faut mobiliser les lecteurs pour renflouer le journal : les lecteurs sont au rendez-vous et achètent des « bons du *Canard* ».

Au fil du temps et des crises de la presse, ce journal néo-anarchisant est devenu un modèle économique quasi insubmersible : pas de pub, un service commercial réduit à sa plus simple expression, huit pages par semaine, de quoi résister à toutes les crises du papier provoquées par des déforestations apocalyptiques, pas de service photo, peu d'articles, une rédaction réduite à une vingtaine de journalistes dont la plupart sont assez polyvalents, un bénéfice de 2,9 millions d'euros en 2012.

*Le Canard enchaîné* est propriétaire d'immeubles et dispose d'une réserve placée de plus de 100 millions d'euros, « un tas d'or », pour affronter le pire des pires scénarios : une condamnation à une énorme amende. D'où ce slogan de 1915 toujours valable : « Tu auras mes plumes, tu n'auras pas ma peau. »

Roger Fressoz, qui a présidé à ses destinées avant de céder la place à Michel Gaillard, l'actuel directeur, définissait *Le Canard* comme « le fou du roi et le garde-fou de la République ».

En 1956, Robert Lacoste était ministre résident à Alger, socialiste, partisan de l'Algérie française et de la manière forte. Lorsque l'on s'étonnait à Paris qu'il n'ait jamais fait saisir *Le Canard* en Algérie, il répondait : « Je ne veux pas passer pour un con ! » Il n'y a pas échappé.

Après la guerre d'Algérie, *Le Canard enchaîné* aura été l'un des rares organes de presse français à pratiquer un journalisme d'enquête sur les turpitudes des pouvoirs constitués et des élus. C'est devenu l'une des motivations d'achat du satirique. L'énumération de toutes ces affaires constitue une véritable histoire parallèle de la V$^{e}$ République.

Si *Le Canard* a encore quelques réflexes machistes, il n'a jamais franchi la ligne rouge entre la vie privée et la vie publique. Quant à ses révélations, elles ont rarement été démenties, ce qui a permis aux plumes du palmipède d'échapper au goudron. Laurent Martin, l'historiographe du *Canard*, n'a recensé qu'une poignée de condamnations, sans conséquence financière, dans sa longue existence, mis à part des saisies administratives à l'époque où elles se pratiquaient.

L'hebdomadaire profite de l'ingénieuse ambiguïté du journal : trop satirique pour être tout à fait sérieux et suffisamment sérieux pour avoir des preuves en main.

Les rectificatifs sont rangés sous la rubrique « Pan sur le bec ».

Les ventes varient au gré des affaires. Le record est détenu par Maurice Papon en 1981 avec la révélation de ses activités de haut fonctionnaire sous l'Occupation, avec 1,2 million d'exemplaires. En 1917, *Le Canard* vendait 40 000 exemplaires par semaine. En 1936, 275 000. En 2012, il en vendait en moyenne 475 000. Les journalistes du *Canard* s'engagent toujours à refuser tout emploi public, toute décoration, toute distinction. En cas d'infraction, c'est la porte assurée.

Même si le palmipède n'a rien à voir avec le caractère corvéable des chiens, quoi qu'ait pu en dire François Mitterrand après la mort de Pierre Bérégovoy, *Le Canard enchaîné* n'en est pas moins un journal de niche.

À l'heure où la pérennité des quotidiens généralistes est remise en cause par l'effondrement de leur modèle économique, qui seul permettait de financer des équipes journalistiques nombreuses et très qualifiées, la question se pose de l'existence de journaux papier très ciblés, très sélectifs, s'adressant à des publics limités, à l'image du *Canard enchaîné*.

*Voir* : Bourrage de crâne ; Cavanna ; Pamphlet ; Salengro (Roger).

## Canular

### *Criant de vérité*

Le vrai canular, ce n'est pas le poisson d'avril, c'est celui qui s'impose aux esprits les plus critiques, qui force la conviction, et emporte l'adhésion. Les canulars de presse servent à brouiller la frontière entre le vrai et le faux, entre l'info et l'intox, la réalité et la paranoïa. Ils mesurent aussi le pouvoir de sujétion des médias en essayant de rendre le faux vraisemblable.

À ce jour, la plus exceptionnelle des réussites en la matière est signée Orson Welles, avant qu'il ne réalise son premier film, *Citizen Kane.* Il a vingt-trois ans et, le 30 octobre 1938, la veille d'Halloween, sur CBS Radio, aidé par de nombreux acteurs de sa troupe du « Mercury Theater on the Air », il raconte en direct l'invasion de la Terre par des Martiens, inspirée de *La Guerre des mondes* de H. G. Wells.

L'émission d'Orson Welles est financée par la société Campbell – dont les boîtes de soupe rendront célèbre Andy Warhol : il a coutume d'y adapter les textes littéraires. Après plusieurs échecs sur scène, le directeur de théâtre a besoin d'attirer l'attention, d'autant qu'il est en concurrence avec un autre programme radiophonique très écouté.

À 20 heures, sur la côte est, la fiction débute avec la retransmission d'une soirée dansante conduite par Ramon Raquetto et son orchestre qui joue à l'hôtel Park Plaza. Le programme musical est brusquement interrompu par un communiqué : « Mesdames, Messieurs, nous interrompons notre programme de musique car nous venons de recevoir un bulletin spécial. »

Ce bulletin évoque « l'atterrissage d'un énorme objet lumineux tombé sur une ferme, près de Grovers Mill dans le New Jersey ». Un journaliste, Carl Philips, est sur place. Il est en ligne : « Mesdames, Messieurs, c'est la chose la plus terrifiante dont j'aie jamais été témoin. Attendez une minute, il y a quelque chose qui rampe… Quelqu'un ou quelque chose. Je vois sortir de ce trou noir deux disques lumineux… ils scrutent l'obscurité… Est-ce des yeux ? C'est peut-être bien un visage. Ce pourrait être… Bon Dieu, il y a quelque chose qui sort de l'ombre et qui gigote comme un serpent gris… c'est grand comme un ours et ça brille comme du cuir mouillé. » Et, par instants, la musique de Ramon Raquetto revient à l'antenne, ce qui crée l'envie de connaître la suite : « Le débarquement sur les terres du New Jersey des éclaireurs de l'armée d'invasion des Martiens. »

Selon le reporter à l'antenne, un secrétaire d'État présent demande à la foule de garder son calme. Puis la communication avec le journaliste s'interrompt de manière dramatique. Orson Welles interprète le professeur Person, un astronome, qui commente la disparition du reporter Carl Philips et la technologie utilisée par les Martiens.

L'émission dure trente-sept minutes et s'achève dans le silence. Ils sont plus de 6 millions à l'écoute. La presse, le lendemain, évoque des scènes de panique et de nombreux accidents de voiture dans Manhattan. On dénombre beaucoup de jambes cassées et, dit-on, de fausses couches. Et une avalanche de poursuites judiciaires.

Le lendemain, le *New York Times* titre sur Orson Welles et son émission. Tout d'un coup, il est mondialement célèbre. Les spécialistes de la radio se passionnent pour sa mise en scène sonore, avec le choix de récits faits à la première personne qui impliquent les auditeurs.

Une actualité récente a favorisé la crédulité des auditeurs : l'annexion surprise de l'Autriche par Hitler. À l'inverse, cette réussite va provoquer, trois ans plus tard,

un énorme malentendu : beaucoup vont croire que l'attaque japonaise sur Pearl Harbor était un nouveau canular. Mais les victimes d'Hawaï, la flotte du Pacifique envoyée par le fond, sonnent comme une terrible désillusion : c'était la vraie guerre.

Le premier canular est daté du 25 août 1835. Il serait l'œuvre des journalistes du *New York Sun* qui racontent en plusieurs épisodes l'invasion de la Lune par des hommes chauves-souris d'une hauteur de 1,20 mètre. Six articles relatent cette expédition lunaire découverte grâce au télescope de sir John Herschel. Toute la presse américaine suit et, pour damer le pion à la concurrence, chacun multiplie les révélations toutes plus imaginatives les unes que les autres sur cette invasion. Jusqu'au 16 septembre 1835 où la supercherie est révélée.

Ce canular était très librement inspiré d'une nouvelle d'Edgar Poe publiée le 2 mai 1835 dans *The Southern Literary Messenger*, et qui passe dans l'histoire de la littérature pour le texte inaugural de la science-fiction.



Le 18 mars 1929, Alain Mallet, journaliste à *L'Action française* de Charles Maurras, adresse à des parlementaires de gauche une lettre à l'en-tête du « Comité de défense poldève » : « C'est un cri à votre pitié et à votre justice que nous faisons entendre en vous suppliant de laisser toute votre attention sur les choses qui suivent. » La lettre est signée Leneczi Stantoff, qui, si l'on y prête attention, se prononce « l'inexistant », et Lamidaeff, qui se prononce « l'ami d'AF », c'est-à-dire

d'Action française. Ce comité demande l'appui moral des parlementaires français, en faveur des Poldèves. Il reçoit quatre lettres de députés.

Il renvoie un nouveau courrier à droite et à gauche de l'hémicycle, qui dénonce cette fois une répression sanglante organisée par un petit nombre de propriétaires terriens et dont les Poldèves seraient les victimes. Ces courriers vont enflammer l'Assemblée nationale. Personne ne voulait rester indifférent face au martyre de ce peuple. La prétendue capitale s'appelle Cherchella (se prononce « Cherchez là ») et qui à ce titre est impossible à trouver sur un atlas. Mais aucun parlementaire n'ira consulter une carte pour vérifier l'existence de la Poldavie.

Le succès du canular dépasse l'imagination. Il visait à ridiculiser le Parlement : l'objectif est atteint. *L'Action française* revendique la mystification.

Cette affaire poldève imprima tellement les esprits que l'on verra Marcel Déat, un leader national-populiste, au moment de Dantzig s'exclamer sans rire : « Les paysans français n'ont aucune envie de mourir pour les Poldèves ! » Il avait confondu. Hergé sera lui aussi sensible à cette histoire puisque le consul de Poldévie est mobilisé dans *Le Lotus bleu*.

En 1934, un chirurgien de renom a vu et photographié Nessie, le monstre du Loch Ness. Cette photo floue va faire le tour du monde. Cinquante ans après, sur son lit de mort, le chirurgien raconte le canular, la fabrication d'une maquette de 80 centimètres de longueur et son montage avec son beau-frère.

Sous l'occupation allemande, la résistance belge a monté, écrit, imprimé et diffusé une édition pirate du grand quotidien *Le Soir* passé sous contrôle de l'occupant. Cette édition datée du 9 novembre 1943 commémorait le 25e anniversaire de la défaite allemande de 1918. Elle était intitulée « Le Soir de joie » et elle évoquait les victoires aériennes des Alliés, avec des photos de forteresses volantes américaines et faisait dire à Hitler : « Je n'ai pas voulu ça », propos tenus en réalité par l'empereur Guillaume II. Tous les textes étaient à l'avenant.

*Le Soir* collaborationniste fut bloqué pour laisser le temps nécessaire à la diffusion de l'édition pirate, soit 50 000 exemplaires. Le Front de l'indépendance, à

l'origine de cette opération, voulait narguer l'occupant et les collaborateurs, et faire rire la Belgique à leurs dépens.

La Gestapo arrêta quinze personnes, dont quatre furent déportées, l'imprimeur et un linotypiste n'en reviendront pas. Cet acte de résistance a été revendiqué comme un canular héroïque.

En 1993, une cassette vidéo parvient à plusieurs télévisions. Le producteur Ray Santilli la présente comme l'autopsie pratiquée par l'armée américaine sur le corps d'un extraterrestre retrouvé mort dans le crash d'une soucoupe volante, à Roswell, dans le Nouveau-Mexique, en 1947. L'armée américaine aurait donc caché la preuve de l'existence d'extraterrestres. Jacques Pradel la diffuse sur TF1, assisté par des chirurgiens et des médecins.

En 2005, Ray Santilli révélera la supercherie, la Warner consacrera un documentaire sur le trucage de la fausse autopsie de Roswell par un spécialiste hollywoodien des effets spéciaux, John Humphreys.

Le 13 décembre 2006, la RTBF annonça, au cours d'une édition spéciale, la sécession de la Flandre. De ce fait, la Belgique avait cessé d'exister. Ce canular avait été monté par la direction de la RTBF, avec les moyens de la télévision et de la radio publiques. C'était criant de vérité comme tous les très bons canulars.

En 2010, un canular à mèche lente fait une victime de renom : Bernard-Henri Lévy. BHL s'intéresse à l'œuvre du philosophe Jean-Baptiste Botul, un personnage créé de toutes pièces par Frédéric Pagès et de nombreux complices regroupés dans l'Association des amis de Jean-Baptiste Botul (A2JB2) créée en 1995. Il s'agit d'un canular littéraire, avec au départ l'écriture d'un faux livre philosophique : *La Vie sexuelle d'Emmanuel Kant,* où l'on apprenait entre autres que, pour l'auteur de la *Critique de la raison pure*, « le philosophe ne se reproduit pas par la pénétration mais par le retrait ».

L'auteur de *L'Idéologie française* fut piégé en 2010, soit quinze ans après la mise en circulation du canular : Jean-Baptiste Botul est appelé en renfort des thèses défendues par Bernard-Henri Lévy dans son ouvrage *De la guerre en philosophie*. Le magazine *Télérama* figure également au nombre des victimes.

Internet a pris le relais avec des canulars numériques qui donnent une nouvelle jeunesse à la rumeur selon le principe de la chaîne de lettres, remplacée par une chaîne de mails : la propagation de la rumeur gagne en ampleur, en vitesse et en extension.

Échantillons : « La garde des Sceaux Christiane Taubira est la femme politique la mieux payée au monde, selon le classement du magazine *People and Money* », « Une mosquée sur la tour Eiffel » ou « Le foie gras halal », « Des chrétiens brûlés vifs par des musulmans », « La fille cachée que François Hollande aurait eue avec Anne Hidalgo » ou un faux édito du *Nouvel Observateur* demandant la démission immédiate de François Hollande… Tous ces canulars très orientés sont recensés et démontés par le site Hoaxbuster créé il y a treize ans par Guillaume Brossard.

Le vrai n'est pas toujours vraisemblable, et les canulars ont cette vertu de nous apprendre que le vraisemblable n'est pas toujours vrai.

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Guignols de l'info ; Ironie ; *Kane (Citizen)*.

## Capa (Robert)

### *Au plus près*

« Je ne suis pas un photographe, je suis un journaliste. » Robert Capa répétait souvent cette phrase, pour qu'il n'y ait pas la moindre ambiguïté : il n'illustrait pas, il produisait, selon sa formule, des « idéogrammes de guerre ».

À dix-sept ans, il est expulsé de Hongrie pour agitation politique : il débarque à Berlin en 1931 pour y apprendre le journalisme. Il travaille dans un labo photo, puis dans une agence. Il y découvre un appareil photo dernier cri, le Leica, un petit format qui vient de sortir et qui permet d'être discrètement « au cœur des choses ».

Dans le sillage de cette invention, une génération de photographes reporters se révèle et va accompagner une histoire déjantée. Ils vont fournir de nombreux

clichés aux magazines comme *Time*, *Newsweek*, *Life* aux États-Unis, ou *Vu* ou *Regard* en France qui accordent de manière éditoriale la première place à la photographie. Cette période sera l'âge d'or du photojournalisme.

Robert Capa a une gueule d'acteur de cinéma, comme on en voyait en pagaille dans les films noirs américains de cette époque.

Endre Ernö Friedmann, juif hongrois, quitte précipitamment l'Allemagne où les nazis viennent de prendre le pouvoir, il émigre à Paris où il se choisit un prénom et un nom à consonance américaine. Robert, comme Robert Taylor, son acteur de prédilection, et Capa, en référence à Frank Capra, le metteur en scène de *Monsieur Smith au Sénat* et de tant d'autres fables cinématographiques. Il vient d'inventer le mythique Robert Capa.



Avec Gerda Taro, sa compagne allemande, elle aussi photographe, ils partent en août 1936 pour l'Andalousie, côté républicain, avec une commande du magazine *Vu*. Ils participent aux offensives comme aux retraites républicaines.

Lui opère souvent en contre-plongée, comme pour cette célèbre photo du passage de la vie à la mort d'un combattant anarchiste de la CNT, lorsque Federico Borrell García atteint par une balle lâche son fusil. La scène aurait eu lieu le 5 septembre 1936 en fin d'après-midi sur le front de Cordoue. Elle paraît peu après dans *Vu*.

Cette image a fait l'objet de nombreuses polémiques sur sa véracité : a-t-elle été mise en scène et prise au cours d'un entraînement ou au cours d'une offensive, pendant laquelle le milicien aurait effectivement été tué ? Selon d'autres recherches, le milicien anarchiste serait mort à un autre endroit. Une certitude, cette photographie est devenue l'icône de la guerre d'Espagne et de la défaite républicaine.

Il est parti avec Gerda Taro. Il reviendra sans elle : elle meurt écrasée accidentellement par un char républicain.

Dès 1938, *Picture Post* consacre à Robert Capa un portfolio, et le présente comme « le plus grand photographe de guerre du monde », il n'a que vingt-cinq ans.

Les sujets de Robert Capa : les hommes dans la guerre, dans l'espoir, la peur et la souffrance, dans le rêve, la fatigue et la terreur. Ils sont dans toutes ses photos. Toutes sauf une où les hommes ont disparu : celle des ruines du ghetto de Varsovie. Il donnait toujours ce conseil aux jeunes photographes : « Aimer les gens et le faire savoir. »

Le 6 juin 1944, il est de nouveau en première ligne, il accompagne la compagnie E, intégrée à la première vague d'assaut sur la plage d'Omaha Beach, secteur Fox Green, en Normandie. Il fait partie avec Ernest Hemingway et Walter Cronkite, alors journaliste radio, des correspondants de guerre accrédités le jour J pour débarquer sur cette plage.

Il est 4 h 15 du matin, lorsque les GI et le photographe sautent dans une péniche de débarquement, agitée par une mer de forte houle. Douze milles marins à parcourir jusqu'à la plage dans une nuit éclairée par les explosions, mais trop sombre pour prendre des photos. La péniche s'arrête à 100 mètres de la plage. Capa entre dans l'eau grise jusqu'à la taille et s'abrite derrière un de ces obstacles défensifs allemands dont la plage est truffée.

Capa a dû attendre que le jour se lève pour prendre des photos. Ses clichés ne concernent que les soldats de la deuxième vague avec « juste, dira-t-il, ce qu'il fallait comme lumière » au moment où ils se sont jetés à l'eau, c'est-à-dire à l'heure H + 40 minutes, l'intervalle entre les deux premières vagues. L'un des plus célèbres clichés de Capa montre un GI rampant dans l'eau pris avec un objectif de

50 millimètres. Il a été identifié comme le soldat Edward P. Regan, appartenant au 116e régiment d'infanterie.

Alors que 156 000 soldats ont été débarqués toute la journée du 6 juin en Normandie, un concours de circonstances exceptionnel a transformé l'est de la plage d'Omaha en piège meurtrier. Les bombardements aériens et navals ont laissé intactes les défenses allemandes. La plupart des chars qui devaient faciliter une percée ont coulé avant d'atteindre la plage. Les premières vagues d'assaut sont décimées.

Cette plage est stratégique : elle donne accès à une trouée naturelle dans un rivage composé de très hautes dunes et de falaises.

Sur les 1 400 GI qui formaient la première vague d'assaut sur Omaha, et que Robert Capa accompagnait, 1 000 d'entre eux sont déjà morts.

Il y a chez Capa deux versions de cet événement : dans la première, il a déclaré au correspondant de *Time Magazine* : « C'était très désagréable là-bas ; n'ayant rien à faire, je me suis mis à prendre des photos. »

Dans ses mémoires, il raconte qu'il a pris des photos pendant une heure et demie avec deux appareils Contax, allongé dans l'eau, au milieu des morts et des blessés. Lorsqu'il a voulu embobiner un nouveau rouleau, il a été pris de panique. Il a couru vers une péniche qui venait chercher des blessés pour les évacuer et il est reparti avec eux.

Sur cette plage, que tous les survivants ont décrite rouge de sang, il y avait une forte concentration d'hommes d'images. Hollywood est venu en force : Samuel Fuller, déjà scénariste à Los Angeles, engagé volontaire comme deuxième classe, Russ Meyer, le futur cinéaste des nymphomanes américaines, n'a que 22 ans, et il apprend le cinéma en filmant le débarquement de la 3e armée. Au large dans un camion amphibie, John Ford, le géant du cinéma américain, dirige un dispositif impressionnant de plusieurs dizaines de caméras automatiques montées à bord des péniches et des véhicules, auquel s'ajoutent des cameramen embarqués. Parmi les opérateurs qui accompagnent les soldats, l'un des plus célèbres est le réalisateur George Stevens.

Robert Capa a pris soixante-douze images. À la suite d'une erreur de manipulation dans le laboratoire londonien de *Life*, seuls onze tirages seront

sauvés. Ce n'est que le 10 juillet que Capa apprendra la vérité sur les photos du D-Day : « Le peu qui reste imprimable n'est rien comparé au matériel gâché », dira-t-il dans une lettre désabusée adressée à sa famille.

Ces images sont légèrement floues, ce qui aura contribué à leur donner un caractère dramatique. Mais Capa était connu aussi pour secouer son appareil pour les scènes de bataille. Lorsque le photographe publie ses mémoires de guerre, il titre *Slightly out of focus*. C'est-à-dire : « Juste un peu flou ».

De retour à Portsmouth en Grande-Bretagne, il reprend tout de suite un navire pour la France et se rend au quartier général de la presse à Bayeux. Il réussit à entrer dans Paris juste derrière le général Leclerc. Il prétendait être le premier Américain à avoir atteint Paris. Puis, il se rend aux États-Unis où il est déjà une vedette. À Los Angeles, naturalisé américain, il devient Bob le Flambeur : un joueur, qui a besoin de l'adrénaline produite par le poker et les courses de chevaux.

Après guerre, Robert Capa aime Ingrid Bergman. Il refuse de l'épouser, mais il l'accompagne sur ses tournages. Il devient le photographe de plateau de *Notorious*, se lie d'amitié avec Alfred Hitchcock et sera à l'origine du scénario de *Fenêtre sur cour* en 1954, qui met en scène un reporter photographe cloué dans un lit par une fracture et qui de sa fenêtre enquête au téléobjectif sur les drôles de mœurs de ses voisins.

Il prend la nationalité américaine en 1946, crée la coopérative Magnum, l'année suivante, avec David Seymour, Henri Cartier-Bresson, George Rodger et William Vandivert. Il voyage en Russie avec l'écrivain John Steinbeck, puis se rend en Palestine pour couvrir la guerre d'indépendance d'Israël.

En 1952, les États-Unis en plein maccarthysme lui retirent son passeport en raison de ses reportages réalisés lors de la guerre d'Espagne pour des journaux de gauche, et pour certains liés au Parti communiste français.

Son dernier reportage de guerre se situe au Tonkin où il accompagne l'armée française face au Vietminh. Il n'en reviendra jamais : il saute sur une mine le 25 mai 1954, quinze jours après la chute de Diên Biên Phu.

En vingt-deux ans d'activité, Robert Capa aura couvert la guerre d'Espagne, la guerre sino-japonaise, la Seconde Guerre mondiale du Blitz londonien à la

capitulation de l'Allemagne, la guerre d'indépendance israélienne et la première guerre d'Indochine.

Selon la mention posthume de l'American Society of Magazine Photographers, il est mort « en travaillant dans la tradition qu'il inventa et pour laquelle il n'existe pas d'autre mot que son nom ». La philosophie professionnelle de Capa tenait tout entière dans cette maxime : « Si vos photos ne sont pas assez bonnes, c'est que vous n'êtes pas assez près. »

*Voir* : Cartier-Bresson (Henri) ; Leica ; Théorème.

## Carte de presse

### *N° 37693*

C'est le numéro de ma carte de presse. Elle est renouvelée tous les ans depuis plus de quarante ans, depuis la création de *Libération*.

Cette carte de presse barrée de tricolore a été créée par la loi du 29 mars 1935, mais elle n'avait aucun caractère obligatoire. Elle le devint à la Libération, où elle permit de faire le tri dans la profession entre ceux qui n'avaient pas collaboré et ceux qui avaient trouvé des excuses à Pétain, ou qui avaient oublié de lire les articles qui étaient publiés dans les médias où ils travaillaient.

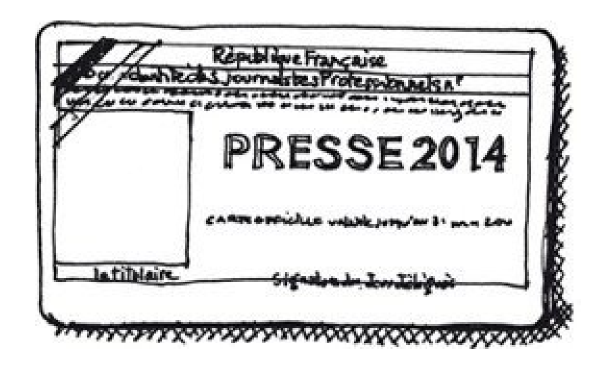
La première carte, portant le numéro un, est accordée en 1945 à un résistant du Vercors, Jacques Alexandre, qui venait de débuter à la Radiodiffusion française. Cet inventeur de la revue de presse quotidienne à la radio a été surnommé à plusieurs reprises « le premier d'entre nous » même s'il prenait soin de préciser qu'il le devait à « un hasard alphabétique ». Ce qui ne lui évitera pas d'être licencié comme beaucoup d'autres en 1968, pour fait de grève. Il a poursuivi sa carrière à RFI.

À ce jour, plus de 115 000 cartes ont été distribuées, dont plus de 38 000 seraient toujours actives.

En juin 2013, Laurence Ferrari qui anime « Le Grand 8 » sur D8, la chaîne de la TNT pilotée par Canal, a été privée de sa carte de presse pour l'année 2013. Auparavant, elle présentait le 20 heures de TF1, ce qui attestait d'une véritable activité journalistique. L'animation d'une émission d'« infotainment » n'est pas du journalisme selon la commission de la carte, l'organisme paritaire, très à cheval sur le périmètre professionnel, et qui entend séparer le bon grain de l'information de l'ivraie de la communication, de la publicité, des relations publiques, du spectacle et du divertissement. C'est à l'occasion de son renouvellement annuel que cette déchéance a eu lieu.

La part de rêve associée à cette carte a par ailleurs disparu.

Contrairement à une idée répandue, elle n'a jamais eu le statut d'une pièce d'identité officielle. Mieux, elle ne confère aucun privilège particulier, elle n'ouvre aucune porte, les videurs de boîtes de nuit n'y jettent même pas un œil, et son détenteur ne doit pas compter dessus pour devenir *illico presto* un VIP. Certes, l'entrée dans les musées est gratuite en France et dans plusieurs pays d'Europe !




Même l'abattement de 30 % des revenus imposables pour les journalistes a disparu. Créé en 1934 pour aider les entreprises de presse, cet abattement était censé compenser les dépenses professionnelles jugées trop coûteuses. Il n'était même pas lié à la possession de cette carte. Cet incroyable avantage, reconduit à la Libération, a été plafonné en 1979 par le gouvernement Barre à 50 000 francs, soit l'équivalent de 7 622 euros. Cet abattement disparaît formellement en 2001, sous le gouvernement Jospin. En contrepartie – et compte tenu de la campagne

présidentielle qui s'ouvrait –, une allocation est créée pour frais d'emploi, destinée à être supprimée un jour. Et cette allocation est de 7 600 euros. Elle est toujours d'actualité.

Deux facteurs auront fait fondre l'aura qui nimbait cette profession et sa carte. Dans les années 1950, certains journalistes, qui travaillaient dans les titres vedettes, que ce soit *France-Soir, L'Express* ou *Paris Match*, disposaient alors de moyens considérables : des notes de frais avantageuses garantissaient un confort de vie exceptionnel. Cette période est révolue : place au jansénisme pratiqué de nos jours dans tous les médias.

Mais surtout la profession disposait encore d'une image sinon mythique, du moins avantageuse – qu'elle a perdue.

Les décrochages de crédibilité ont été nombreux depuis la fin du XIXe siècle, la Première Guerre mondiale, l'Occupation, les guerres coloniales et leurs mensonges. Une nouvelle rupture de crédibilité intervient entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, liée à la crise économique.

À la question : les journalistes sont-ils indépendants ? la réponse est non à 48 % en 1975. Mais dix ans après, en 1985, la réponse est négative à 58 %. Deux ans plus tard, le non monte même à 67 %. Après, il n'y a pas de nouvelles ruptures, simplement une lente aggravation. Nouveaux décrochages dans les années 1990.

En janvier 2012, pour le baromètre TNS Sofres des médias publié par *La Croix*, 59 % des Français pensent que les journalistes sont soumis aux pressions des partis politiques et au pouvoir (ce qui est leur accorder beaucoup d'importance) et une proportion équivalente de 56 % les imagine dépendants des milieux financiers, c'est-à-dire vendus !

Aux États-Unis le site careercast.com voit d'année en année la profession de journaliste glisser dans les bas-fonds du classement. Le rêve d'être journaliste arrivait à la 140e position en 2008, l'année d'après, il s'effondrait en bas du tableau, à la 184e position, derrière le policier, le routier et le marin, au même niveau que le boucher, le bûcheron et le chauffeur de taxi.

Être journaliste aujourd'hui s'apparente à bien des égards à un sacerdoce.

*Voir* : *Muckrakers* ; Paparazzis ; Quatrième pouvoir ; Reportage.

## Cartier-Bresson (Henri)

### *L'instant décisif*

« L'instant décisif » : lorsque l'archer lâche sa flèche, le chasseur fait coïncider la mire et l'animal et appuie sur la gâchette, le photographe déclenche l'obturateur, parce qu'il a vu dans son viseur une configuration enchantée de la réalité qui ne se reproduira jamais – cette philosophie était celle d'Henri Cartier-Bresson.

À propos de ses constructions instantanées, il parlait souvent de « chorégraphie humaine ».

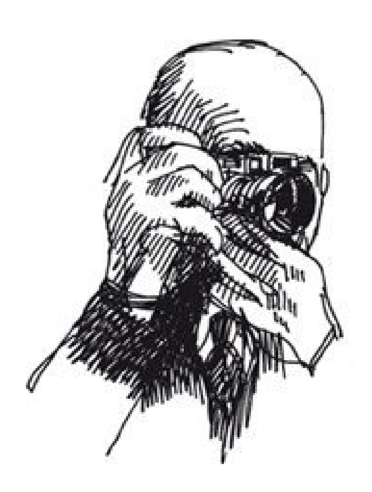
Démonstration : une photographie datée de 1932, intitulée *Derrière la gare Saint-Lazare*. Au premier plan, une flaque d'eau après la pluie, au-dessus de laquelle un homme saute pour l'éviter, et semble danser en l'air. En arrière-plan l'affiche d'un cirque où, de toute évidence, un homme réalise un saut similaire. Comme tous les voyants, Cartier-Bresson voyait des choses derrière les choses que personne n'avait encore jamais vues.

Il aimait le Leica et son objectif de 50 millimètres parce qu'il donnait de la profondeur à la scène comme dans ce ballet de la gare Saint-Lazare.

Platon a défini l'instant dans le *Parménide* comme la plus petite des unités de temps perceptibles : « Il y a cette étrange entité de l'instant qui se place entre le mouvement et le repos, sans être dans aucun temps, et c'est là d'où vient et de là que part le changement, soit du mouvement au repos, soit du repos au mouvement. »

C'est parce que le monde est en perpétuel changement que des journalistes sont à l'affût de ce qui se produit, et cherchent à en rendre compte. Chaque fois, c'est un moment bouleversant : la réalité a changé et il faut chercher à comprendre comment, et pourquoi.

Comme le dit Cartier-Bresson : « Il n'y a rien en ce monde qui n'ait un moment décisif. »



Lorsque *Libération* reparaît en 1981, Christian Caujolle, auparavant chroniqueur pigiste sur la photographie au journal, prend la direction du service photo, avec pour mission de lui donner un statut équivalent au texte, en traitant les photographes comme des auteurs.

Nous avions partagé plusieurs expériences fécondes, en particulier pour le numéro spécial sur Sartre l'année précédente, à l'occasion de la mort du premier directeur de *Libération*, où Christian avait déroulé son carnet d'adresses et trouvé des merveilles chez Brassaï, Gisèle Freund, et surtout cette magnifique photo d'Antanas Sutkus avec laquelle nous fîmes la couverture. Elle représentait Sartre pris de trois quarts dos, marchant seul contre le vent sur une plage déserte de la Baltique.

Nous décidons de faire parler du journal et de sa politique photo le 21 mai 1981, le jour de la passation des pouvoirs entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand. Nous concevons une édition spéciale vendue l'après-midi, entièrement photographique. Caujolle propose à l'agence Magnum une sorte de prouesse.

Henri Cartier-Bresson, l'un des cofondateurs, s'engage dans cette opération avec l'accord de tous les photographes de Magnum présents à Paris ce jour-là. Ils y participent pour une rémunération symbolique : Martine Franck, Sebastião Salgado, Guy Le Querrec, Jean Gaumy. Cartier-Bresson, qui avait abandonné la

photographie en 1974 pour le dessin, reprend son Leica pour *Libération*. C'était une manière non seulement généreuse, mais élégante, d'aider à la relance du journal.

Cette opération était très compliquée sur le plan de la logistique : derrière chaque photographe, il y avait un journaliste qui récupérait la pellicule et l'apportait au siège du journal, où Christian Poulin la développait. Christian Caujolle assurait l'*editing*. Lorsqu'il a apporté l'édition au fondateur de l'agence Magnum, Cartier-Bresson l'a embrassé et lui a dit : « Je n'ai jamais vu mes photographies imprimées aussi vite. »

Nous avons eu un choc *a posteriori*, Christian et moi, en découvrant dans le numéro de *Paris Match* consacré au même événement une sublime photo en double page signée Cartier-Bresson. Elle avait été prise pour *Libération,* c'est un contre-champ dont Cartier-Bresson était coutumier dans les cérémonies officielles : il avait pris le petit peuple des cuisines du palais, qui s'agglutinait devant une petite fenêtre, dont on présume qu'elle donnait sur la cour d'honneur de l'Élysée. Nous ne l'avions pas publiée, c'était l'une des meilleures du lot, qui n'avait pas échappé à l'œil de Roger Thérond, le rédacteur en chef de *Paris Match*. Nous étions mortifiés. Le match Thérond-Caujolle ne faisait que commencer.

Quelques semaines plus tard, Caujolle publiait en avant-première la photo officielle de François Mitterrand président prise par Gisèle Freund. Nous voulions que la photographie d'auteur ait un journal pour s'exprimer et que ce soit *Libération.* Pour l'alimenter, Christian Caujolle devait créer en 1986 avec Zina Rouabah une filiale, l'agence VU.

Le champagne coulait à flots après la victoire sur les nazis et les Japonais. L'agence Magnum lui doit son nom : elle est créée en 1947 par Robert Capa, David Seymour, George Rodger, William Vandivert et Henri Cartier-Bresson. Leur objectif : une coopérative de photographes, dont chacun resterait propriétaire de ses photos, ce qui était une première. L'ambition : unir le journalisme et l'artistique pour raconter des histoires en photo.

À cette époque, Cartier-Bresson avait déjà eu une grande exposition au MOMA, à New York. Il était reconnu comme un artiste, appartenant au surréalisme, tandis que les autres l'étaient comme grands reporters de guerre. Le

photographe français s'est lancé à partir de 1947 dans le photoreportage. Robert Capa lui avait dit : « Laisse tomber l'étiquette surréaliste. Sois un reporter photo, sinon tu finiras par tomber dans le maniérisme. » Le conseil s'est révélé très fécond : lorsque Cartier-Bresson a arrêté le photoreportage, il a aussi arrêté la photo.

Pour entrer à l'agence Magnum, il faut d'abord être « nommé » par un jury avec au moins 66 % des suffrages ; au bout de deux ans, le prétendant peut devenir membre associé et, au terme de deux autres années, il lui est possible de devenir membre à part entière et coactionnaire. L'agence regroupe aujourd'hui soixante photographes répartis sur quatre rédactions : Paris, Londres, New York et Tokyo.

Robert Capa, qui présidait Magnum à sa création, meurt au Tonkin en 1954, en sautant sur une mine, David Seymour lui succède à la présidence. Il est mitraillé en 1956 à El Quantara, pendant la crise de Suez. C'est le frère de Robert Capa, Cornell, lui aussi photographe, qui préside l'agence à la mort de Seymour, jusqu'en 1960…

Cartier-Bresson disait : « Je suis un amant fanatique de la liberté, la considérant comme l'unique milieu au sein duquel puissent se développer et grandir l'intelligence, la dignité et le bonheur des hommes. » Fondateur et conscience de l'agence, il n'a jamais voulu en être le président.

*Voir* : Capa (Robert) ; Théorème.

# Cavanna

## *Bête et méchant*

« Polygraphe français de la seconde moitié du XX$^{e}$ siècle. Auteur de moyenne importance, d'abord journaliste, puis romancier, il se qualifie lui-même de "modeste artisan de la chose écrite". À l'instar des grands businessmen américains, a débuté par d'humbles métiers (postier, maçon, vendeur sur les marchés, etc.) mais lui ne savait pas que ce n'était là que des éléments pittoresques et édifiants de sa

future biographie : il croyait chaque fois que c'était pour la vie. Souvent qualifié d'autodidacte, terme qu'il récuse. Titulaire du certificat d'études primaires et même du brevet élémentaire, il estime avoir été puissamment initié au savoir et à l'appétit d'apprendre par l'école laïque, gratuite et obligatoire.

Ne se classe dans aucune tendance littéraire. Est passé à côté du surréalisme, du Nouveau Roman et des autres écoles de son temps sans avoir compris de quoi il s'agissait, même sans avoir compris qu'il y avait des écoles. Dans ses moments d'euphorie, se qualifie lui-même de "loup solitaire", alors qu'il n'est guère qu'un ahuri perdu dans son époque comme il l'aurait été dans n'importe quelle époque.

Foncièrement anticonformiste, non par désir de choquer, mais parce que, ainsi qu'il l'affirme, "c'est le conforme qui est illogique, s'accommode des contradictions et viole sans cesse la raison". Cet anticonformisme, souvent véhément dans ses écrits, s'oppose curieusement à sa conduite sociale, marquée par une timidité foncière et par son horreur de "faire de la peine", ce qui donne une personnalité assez déconcertante.

A fondé *Hara-Kiri* (disparu), puis *Charlie Hebdo* (disparu). A collaboré aux *Nouvelles littéraires* (disparues), à *Zéro* (disparu), etc. (disparu) qu'il a honnêtement contribué à faire crever… »

En 1988, Cavanna, prudent – on n'est jamais si bien servi que par soi-même –, avait rédigé cette notice nécrologique. Il est mort en 2014.

Selon Delfeil de Ton, « il n'y avait pas moins journaliste que lui et il était un journaliste parmi les plus grands ». Ses journaux auront été en France pendant une vingtaine d'années, entre 1960 et 1982, les redoutes de l'insolence et de l'irrespect.

On se souvient du « Bal tragique à Colombey : 1 mort » pour la disparition du général de Gaulle. Le titre rapprochait la mort de l'ex-Président d'un incendie meurtrier dans une boîte de nuit de Grenoble. Cette manchette avait provoqué l'interdiction de *Hara-Kiri Hebdo* en novembre 1970.

Le journal avait reparu tout de suite, sous le titre *Charlie Hebdo*, déclinaison du mensuel *Charlie* consacré à la bande dessinée et dont Wolinski était le rédacteur en chef.

Après le manifeste des 343 femmes qui reconnaissaient s'être fait avorter, en 1971, *Charlie* avait titré : « Qui a engrossé les 343 salopes du manifeste sur l'avortement ? » en mettant l'accent sur les hommes. Ce manifeste est depuis référencé comme celui des 343 salopes.

Un grand nombre d'expressions inventées par les journalistes dessinateurs et écrivains de *Hara-Kiri* à *Charlie* sont passées dans le langage commun, à l'image de « On vit une époque formidable » de Reiser qui valait bien des éditoriaux.

Le style Cavanna, c'est « le satirique subversif ». Son compère Bernier, *alias* Professeur Choron, décrit par Cavanna comme « un anti-héros spectaculaire », pratiquait le vulgaire intégral comme une bombe anarchiste, à jeter à la face des bienséances de l'ordre établi. *Hara-Kiri* n'était pas seulement un journal, c'était « un genre », a dit Delfeil de Ton, qui en était.



« Se faire hara-kiri, c'est le sommet de la connerie », disait Cavanna, l'inventeur du titre. Et, cerise sur le gâteau : ça fait marrer le suicidé dans le dessin de Wolinski qui accompagne le logo. Ils s'étaient accordés sur un slogan : « Journal bête et méchant », à la suite d'une lettre de lecteur jugeant le journal « non seulement bête, mais méchant ».

Le numéro un paraît en septembre 1960 et vend 10 000 exemplaires. Au plus fort des années 1960, le mensuel *Hara-Kiri* vend autour de 250 000 exemplaires. Ce qui fera dire à Cavanna : « On admirait *Hara-Kiri* comme une glorieuse réussite, or même au temps de sa grande diffusion, il était haï à l'unanimité, par la presse et les artistes. On était un journal vulgaire. On nous reprochait notre mauvais goût. On était une réunion de bandits, d'individus à la marge, de révoltés. »

Le mensuel est soutenu par Jean-Christophe Averty à la télévision française dans son émission « Les raisins verts », où Bernier-Choron faisait des apparitions, et par Francis Blanche le dimanche matin sur Europe où il faisait également de la promotion dans le genre spécial copinage : « Si vous avez de l'argent à foutre en

l'air achetez *Hara-Kiri*, journal bête et méchant. Sinon volez-le. » Et Francis répétait le texte de la pub.

Au dixième numéro, le journal avait été interdit. Il avait reparu six mois plus tard. En 1966, même scénario, le journal reprend en 1967. Mais cette fois les ventes sont brisées et se traînent autour de 70 000.

*Hara-Kiri* aura magnétisé le rire d'une époque. Il aura inspiré aussi bien Coluche, le Café de la Gare, Les Nuls, Les Guignols, tout en inventant le détournement des publicités et les romans-photos décalés. C'est un journal qui se voulait à chaque page un « coup de poing dans la gueule ».

Ce magazine aura été une école de l'offense et de l'effronterie sociale, pour lequel Mai 68 fut une manière de couronnement. Sans se faire pour autant hara-kiri, Cavanna était alors hospitalisé pour une crise hémorroïdaire. L'équipe du journal investit les deux organes de presse créés sous les pavés : *Action,* à l'initiative de Jean Schalit, et *L'Enragé*, le journal lancé par Siné. Wolinski, soucieux de ses amis, participe aux deux.

Cabu « enrage », aux côtés d'un dessinateur néerlandais qui ne parle pas un mot de français, mais qui fut une figure de la contre-culture dans son pays d'origine, les Pays-Bas : Willem fait son entrée sur la scène graphique française. À partir de 1983, il « éditorialisera » tous les jours dans *Libération* avec ses caricatures expressionnistes.

*L'Enragé* a donné des idées à Cavanna. Selon Gébé, il avait toujours rêvé de diriger la rédaction d'un hebdomadaire d'actualités. Il lance *Hara-Kiri Hebdo* en 1969.

Le magazine mensuel est maintenu, mais son déclin va s'accélérer. Cavanna n'est plus là pour rééquilibrer Bernier dont l'influence est alors grandissante. L'utilisation des nus se multiplie. Le journal se « beaufise » à vue d'œil. Il subit en plus la concurrence de *L'Écho des savanes* créé par des dessinateurs venus de *Pilote*.

*Hara-Kiri Hebdo* devient en revanche un journal engagé. L'interdiction en 1970 s'est traduite par un simple changement de titre. L'engagement le plus marquant de l'hebdo, c'est l'écologie : à le relire aujourd'hui, *Hara-Kiri Hebdo* puis *Charlie Hebdo* auront été le vrai berceau de l'écologie politique avec Fournier,

Reiser et Gébé. Et, sur le plan culturel, l'*Hebdo* s'engage à fond dans la contre-culture, contre toutes les formes dominantes. Le dessin est au centre du journal.

Ce créneau les éloigne de toute confusion avec d'autres titres satiriques comme le satirique du mercredi. C'est une évidence partagée par toute l'équipe : dessinateurs et auteurs fuient « le calembour, cette acrobatie stérile, ce truc de petit vieux… Le calembour, c'est comme les merdes de chien sur les trottoirs : il faut être vigilant pour ne pas marcher dessus ». Wolinski va même jusqu'à critiquer les investigations que publie *Le Canard* en le traitant de « journal de flics ».

*Libération* doit beaucoup à la bande à Cavanna.

*Charlie Hebdo* a fait campagne pour la parution de *Libération* dans le genre « spécial copinage ». Reiser : « Avant avec *Politique Hebdo*, on se faisait chier toutes les semaines. Maintenant on pourra se faire chier tous les jours. »

Il y aura des passerelles dans les années 1970 et surtout 1980 entre les deux titres. Lorsque Delfeil de Ton rompt avec Cavanna, en 1975, *Libération* l'accueille, Soulas devient le dessinateur permanent de *Libération,* Jackie Berroyer, Sylvie Caster, Willem et Wolinski font des allers et retours. Willem est resté !

Il y a un fort cousinage. Libertaire, insolent, sans compter le poids de l'écologie, la conception des unes et la libération du langage, auquel la veine *Hara-Kiri* aura tant contribué. Il est surtout pionnier dans l'invention d'un style parlé-écrit, qui prend ses aises avec la syntaxe.

Lorsque Émilien Amaury meurt en 1977, *Libération* fait un titre à la *Hara-Kiri Hebdo* : « Le cheval d'Amaury sort indemne d'un accident. » Sous-titre : « Le cavalier, propriétaire du *Parisien libéré*, n'a pas survécu à ses blessures. » Beaucoup d'autres titres dans la même veine rendent hommage à la bande à Cavanna.

Un télescopage de calendrier va créer quelques décharges électriques.

Début des années 1980 : *Charlie* va à vau-l'eau. Mais c'est *Libération* qui s'arrête le premier aux stands en février 1981. Objectif : renaître au plus vite, le temps d'accoucher le journal de son projet. Mais c'est une promesse. Et dans toute promesse il y a une incertitude.

Fin février 1981, j'écris dans le dernier numéro que nous avions « le courage de [nous] arrêter, à la différence de *Charlie Hebdo* ».

Riposte de Bernier : « Je me dis, tiens, ce con de Serge July, je vais lui foutre la trouille. J'appelle l'AFP et je dis : "Étant donné que *Libération* s'arrête, *Charlie Hebdo* s'engouffre dans le créneau et devient *Charlie Matin*. » Ce quotidien sortira deux jours de suite avec en exergue une fausse citation qui m'est attribuée : « Le salaud qui prend la place toute chaude. » Dix mois plus tard, *Libération* était en pleine expansion, et *Charlie Hebdo* rendait l'âme.

*Charlie* était victime de son succès : le ton décapant s'était répandu un peu partout, il se retrouvait dans de nombreuses émissions de radio et de télévision. Le journal de Cavanna avait perdu 80 % de ses lecteurs au cours de la seconde partie des années 1970.

Ce qui n'arrangeait rien, Bernier-Choron était en charge des finances et de la gestion, et ses méthodes très étranges avaient compliqué les comptes. L'identité de l'équipe était devenue floue : trop de collaborations extérieures avec Reiser à *L'Observateur*, Wolinski à *L'Humanité*, et de temps en temps à *Libération*, où il retrouvait Soulas et Willem, enfin Cavanna était de plus en plus investi dans l'écriture de ses ouvrages : il y avait une ambiance entêtante de fin de partie à *Charlie*.

Sylvie Caster dira : « C'est pas la faute de *Libé*, mais ce journal-là était très bon. Il sortait en quotidien. Et très souvent ils avaient pris un ton *Charlie Hebdo* pour les couvertures de unes. » Mais Bernier en était convaincu, c'était bien la faute à *Libération*.

Le 2 janvier 1982, Cavanna se retrouve sur le plateau de « Droit de réponse », pour l'agonie en direct de *Charlie Hebdo*. L'émission de Michel Polac était encore en rodage. Il y a beaucoup d'invités, l'équipe de *Charlie*, A.D.G. pour *Minute*, Dominique Jamet pour *Le Quotidien de Paris*, et Jean-François Kahn, Gainsbourg, Tapie, Renaud. Tous les ingrédients sont réunis pour un super happening, qui aura eu la vertu de lancer l'émission.

Une partie de l'assistance a refusé obstinément de boire de l'eau. Siné insulte *Minute* : « On emmerde *Minute*, je vous déteste, je vous hais, crevez, connards. » Bernier-Choron, lui aussi incontrôlable et sans limites, échange des insultes avec tout le monde, Siné fait le coup de poing, tandis que, dans un coin du plateau, quelques dessinateurs de *Charlie* proposent leurs dernières unes.

Le lendemain, les commentaires sont catastrophiques pour l'équipe de *Charlie* : voyous, ordures. Gébé fera ce constat : « Toute la presse a chié sur le cadavre de *Charlie.* » Cavanna, Wolinski et Sylvie Caster se désolidarisent.

*Libération* fera du *Charlie* dans le style Choron, en titrant l'article sur l'émission : « Crève, *Charlie* ! » Un véritable hommage.

*Voir* : *Canard enchaîné (Le)* ; *Libération* ; Sartre (Jean-Paul).

# Chiens

## *Combat de chiens*

François Mitterrand, président de la République, prononce, le 3 mai 1993, à Nevers, l'oraison funèbre de son ancien Premier ministre, Pierre Bérégovoy, qui s'est suicidé le jour de la fête du Travail : « Toutes les explications du monde ne justifieront pas que l'on ait pu livrer aux chiens l'honneur d'un homme et finalement sa vie au prix d'un double manquement de ses accusateurs aux lois fondamentales de notre République, celles qui protègent la dignité et la liberté de chacun d'entre nous. »

D'une humeur de chien, le chef de l'État a transformé les magistrats instructeurs et les journalistes en autant de canidés – ces chiens sauvages – qui en meute auraient provoqué la mort de l'ancien ouvrier ajusteur devenu Premier ministre.

Le chef de l'État se répète.

Il avait déjà utilisé « l'honneur d'un homme jeté aux chiens », c'était en 1959, dans le discours qu'il fit au Sénat lors du débat consacré à la levée de son immunité parlementaire, dans l'affaire dite « de l'Observatoire ». Les chiens désignaient alors des officines dans l'entourage immédiat de Michel Debré. Françoise Giroud titre

l'éditorial qu'elle consacre à cet événement dans *L'Express* : « Les hyènes ». François Mitterrand était aux abois.

En 1993, Pierre Bérégovoy est accablé. Il venait de perdre, avec la gauche, les élections législatives de 1993 : une véritable Bérézina. Il était atteint par les révélations du *Canard enchaîné* concernant les largesses dont lui et sa famille auraient bénéficié de la part d'un ami intime du Président, Roger-Patrice Pelat ; lequel était déjà impliqué dans le délit d'initié qui avait entouré le rachat de Pechiney, le géant français de l'aluminium, par la société Triangle à une époque où Pierre Bérégovoy était en charge de l'Économie et des Finances. Le maire de Nevers avait placé son entrée à Matignon, en 1992, à l'enseigne de la lutte contre la corruption.

Dans les suicides, l'enchaînement des causes est toujours délicat à démêler.

François Mitterrand n'était pas le seul à mettre les médias et les journalistes dans un chenil. Du chenil à la prison, il n'y a qu'un pas que François Léotard, seul, avait franchi, allégrement, en parlant à propos de la mort de Pierre Bérégovoy de « meurtre non signé ». Il fut le seul à criminaliser *Le Canard enchaîné* et le juge Thierry Jean-Pierre.

Quatre ans après, sortait un opuscule de cent pages, *Les Nouveaux Chiens de garde*, qui se focalisait sur une trentaine de journalistes, dont l'auteur de ces lignes : « Un petit groupe de journalistes omniprésents impose sa définition de l'information-marchandise à une profession de plus en plus fragilisée par le chômage. » Ce chenil journalistique est accusé de pratiquer « un journalisme de révérence », « un journalisme de marché », et « un journalisme de connivence ».

Ce livre s'est vendu à plus de 300 000 exemplaires sans la moindre promotion. Un succès qui avait des allures de motion de défiance. Le livre a été un succès, plusieurs fois réédité, même adapté au cinéma. Son auteur, Serge Halimi, est devenu directeur du *Monde diplomatique*.

Ce livre reprenait le titre d'un ouvrage de Paul Nizan, paru en 1932, et qui accusait alors les philosophes d'être « les chiens de garde du capital ».

Pour Nicolas Sarkozy, les journalistes appartenaient à une espèce animale très proche : les charognards qui se nourrissent de cadavres. C'était 27 mars 2007. Le candidat Sarkozy, ultra-favori de l'élection présidentielle, reçoit dans un palace des

Baux-de-Provence une vingtaine de journalistes : « Si vous avez des questions à poser, posez vos questions, espèces de charognards… » Le ton est celui de la plaisanterie, mais le mot, lui, ne l'était pas du tout.

Grâce à l'indélicatesse de Patrick Buisson qui enregistrait ses conversations avec le Président, et au *Canard enchaîné* qui en a fait état, nous avons connaissance d'un propos privé de Nicolas Sarkozy, tenu le 27 février 2011 en marge de l'annonce du remaniement : « On n'a pas entendu ces connards de chiens qui aboient. » Patrick Buisson prend soin de souligner qu'il s'agit bien des journalistes.

Pour Jean-Luc Mélenchon, le leader du Front de gauche, les journalistes sont évidemment des « caniches », sans doute parce que cette sous-espèce canine incarne pour lui le comble de l'obéissance.

Les chiens sont en effet de tous les animaux les plus domestiqués, à tel point qu'il existe une variété quasi infinie de chiens tous artificiels, qui obéissent à leurs maîtres et qui, à l'image des chiens policiers, seraient doués pour le maintien de l'ordre. Les chiens, dit-on, aboient, et la caravane passe. Au XIX^e^ siècle déjà, Schopenhauer ne disait pas autre chose : « Les journalistes sont des chiens, à la moindre chose qui bougent, ils aboient. »

Le philosophe Emmanuel Levinas raconte, dans *Difficile Liberté,* son existence de prisonnier de guerre, israélite sous uniforme français, détenu en Allemagne nazie : « Nous n'étions [dans les yeux des hommes dits libres qui les croisaient] qu'une quasi-humanité, une bande de singes. » Un jour, un chien surgi d'on ne sait où s'incruste au fil des semaines parmi les prisonniers. Et Levinas écrit : « Pour lui – c'était incontestable – nous fûmes des hommes. » J'emprunte cette histoire à Robert Maggiori et à sa jolie série « Un animal, un philosophe » publiée durant l'été 2004 dans *Libération*.

Le chien n'était donc pas toujours l'emblème du pire. Ce qui ferait plutôt du chien de Levinas un chien de culture américaine. La France et l'Amérique se regardent souvent en chiens de faïence, sur une multitude de sujets. En particulier sur les journalistes.

De ce côté de l'Atlantique, le journaliste incarnerait ce qu'il y aurait de pire dans la presse : la meute, la corruption et la servilité.

Les journalistes américains, à l'inverse, sont dans leur ensemble des chiens jugés incorruptibles et doués de sagesse. On les appelle des *watch dogs* : vertueux, ils sont considérés, là-bas, comme les chiens de garde de la démocratie. En cela ils sont fidèles à la racine grecque dont le mot « chien » est issu : *kuôn*, qui a donné les cyniques, ces philosophes aux pieds nus pour mieux combattre les fausses croyances et toutes les conventions sociales, à l'image de Diogène, surnommé « le chien ».

*Voir* : Caillaux (Henriette) ; Connivence ; Lynchage médiatique ; *Muckrakers*.

## « Cinq colonnes à la une »

### *Le grand reportage TV*

« Cinq colonnes à la une » est une expression qui appartient au vocabulaire de la presse écrite et elle est devenue une signature, celle du créateur de *France-Soir* à la Libération, Pierre Lazareff, qui fut l'inspirateur et le patron de cette émission. La télévision avait alors besoin de la presse écrite pour acquérir de la crédibilité.

À la fin des années 1950, se produisent plusieurs innovations technologiques, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, au Canada et en France. Elles vont se traduire par de nouvelles émissions où le reportage de terrain va être privilégié.

Le « Nagra » – ce magnétophone portable de qualité – a permis dès 1952 à la radio de franchir une étape déterminante en lui donnant de la mobilité, et cet enregistreur va simplifier les prises de son couplées avec de nouvelles caméras, maniables et légères.

D'abord l'Arriflex 16 millimètres fabriquée en Allemagne et, dès 1960, la Caméra Éclair Coutant 16 millimètres, conçue pour l'ORTF, qui va assurer le

succès de « Cinq colonnes à la une » mais aussi la renommée de la Nouvelle Vague et d'une nouvelle génération de documentaristes.

Les trois Pierre, Pierre Lazareff, Pierre Desgraupes, le directeur opérationnel de l'émission, et Pierre Dumayet, fument la pipe et s'accordent sur les exigences mises en avant par le directeur de *France-Soir*.

Selon Yves Courrière, son biographe, il souhaitait « expliquer les idées à travers des faits et les faits à travers des hommes ». Il voulait que chaque reportage raconte une histoire et qu'elle soit incarnée. Les reporters de l'émission, dont beaucoup venaient de *France-Soir*, devaient parcourir le monde et être toujours filmés sur le terrain. Ils avaient obtenu de l'ORTF que chaque journaliste soit accompagné d'un réalisateur qui le mette en scène.

Enfin il a conçu cette émission avec toujours une douzaine de sujets, variés comme dans un journal.

Un quatrième fumeur de pipe les rejoint : Igor Barrère, un jeune réalisateur. Éliane Victor devint la secrétaire générale de l'émission, complétant ainsi l'équipe.



Le succès fut immédiat : pour les Français, une fenêtre s'ouvrait sur le monde. D'emblée, ce fut l'émission vedette de la télévision des années 1960 en France.

Très vite, il apparut que l'émission faisait des impasses très fréquentes sur la vie politique et sociale française. Une nouvelle émission fut d'ailleurs conçue en 1965 sur la deuxième chaîne consacrée à l'actualité française. « Zoom » fut confiée à

André Harris et Alain de Sédouy, deux journalistes, l'un plutôt de gauche et l'autre plutôt de droite, avec un thème dominant chaque fois.

C'était effectivement le point faible de « Cinq colonnes » mais qui ne devait à peu près rien au hasard. L'émission était construite sur un fil de soie. Quand un reportage concernait l'Algérie, toute la hiérarchie de l'information, les ministres, l'état-major des armées visionnaient l'émission avant diffusion. Pour éviter une épreuve de force avec le gouvernement, il fallait ruser, bien que Georges Pompidou, le Premier ministre, et Michel Jobert, son directeur de cabinet, soient des soutiens de l'émission.

Lorsque les visionnages préalables se passaient mal et semblaient annoncer un mauvais coup, Lazareff faisait publier un écho dans *France-Soir* sur la remise en cause de l'émission, ce qui avait souvent pour effet de tempérer les ardeurs des censeurs.

Une seule fois, Pierre Lazareff a brandi la foudre. Le 1er mars 1963, vivement encouragé par son équipe, il annonce que l'émission prévue est purement et simplement supprimée. Alain Peyrefitte, le ministre de l'Information, avait en effet censuré un reportage d'Édouard Sablier sur la Syrie à la demande du Quai d'Orsay, qui avait visionné le sujet : opération gagnante, le 9 mars l'émission était diffusée intégralement.

J'avais seize ans lorsque j'ai vu la première émission, le 9 janvier 1959, avec mes parents.

Le générique, avec quatre fumeurs de pipe en situation sur une musique de Maurice Jarre, et surtout l'Algérie. Le reportage sur la guerre sans nom qui s'y déroulait fut un événement considérable. Cette guerre avait quatre ans, et jamais une seule image n'en avait été diffusée à la télévision jusqu'à ce 9 janvier, preuve que la censure était implacable avant de Gaulle et que le nouveau Président avait entrouvert une fenêtre.

Je me souviens d'un sergent Robert, originaire de Cavaillon, en patrouille dans la région de Sétif, et d'un accrochage avec ceux que l'on appelait encore « les rebelles ». D'un seul coup, cette guerre était devenue réelle.

Comme je me souviens aussi du vieux Gaston Dominici, accusé du meurtre d'une famille anglaise dans la Provence âpre et désertique, interviewé par Pierre

Desgraupes et murmurant dans un coin de la cour de la prison des Baumettes, filmé au téléobjectif, des reportages de Pierre Schœndœrffer sur la guerre américaine au Vietnam, de Roger Louis au Congo ex-belge. Roger Louis était la star de l'émission : il fut le seul journaliste de télévision qui, après sa mort, a eu droit à une soirée d'hommage sur la 3, c'était en 1982.

« Cinq colonnes à la une » et « Zoom » ont disparu en 1968. L'équipe de « Cinq colonnes », face à la répression des étudiants le 3 mai, entend marquer son désaccord avec l'attitude du gouvernement. Quant à l'équipe de « Zoom », elle fera une émission célèbre en 68 qui donnait la parole à Dany Cohn-Bendit : ce qui lui fut fatal.

Par une incroyable aberration politique, ces deux émissions ne reviendront jamais à l'antenne.

Ce succès de Pierre Lazareff à la télévision avait quelque chose de très paradoxal. Il ne lui avait pas échappé que le lancement de la deuxième chaîne de télévision en 1964 avait provoqué un glissement irrésistible des ventes quotidiennes de *France-Soir*.

*Voir* : « Apostrophes » ; Giroud (Françoise) ; *Paris-Soir* ; Reportage ; Tout-Paris (Le).

## Claviste (Note de la)

### *NDLC*

NDLC : célèbre acronyme lié à la fabrication de *Libération*. Ces initiales apparaissaient entre parenthèses au cœur d'un article et annonçaient une note de la claviste. Celle ou celui qui avait saisi ce texte l'agrémentait d'un commentaire sauvage sur la prose du journaliste. Elle manifestait, à la manière d'un court-circuit, l'existence d'un individu doué d'intelligence derrière l'anonymat de la fabrication.

*Libération* voulait donner la parole au peuple, il était logique que la parole vienne de partout.

Depuis sa création, les articles étaient composés sur des machines importées du Canada, des *compugraphic*. Un faisceau lumineux frappait une lettre sur une police de caractères qui tournait à grande vitesse et imprimait un papier photographique. Cette technologie opposait une extrême légèreté à la lourdeur industrielle de la composition au plomb sur linotype.

La saisie du texte sur *compugraphic* s'apparentait à une dactylographie simplifiée. Il y avait aussi des hommes au clavier, mais ils étaient minoritaires. On ne se souvient que des notes de la claviste.

Les NDLC apparaissent en 1976 et se poursuivent intensément jusqu'en 1978, disparaissent quasiment avant 1981, puis une deuxième saison commence à propos de la météo d'Alain Gillot-Pétré dans *Libération*.

La créatrice des NDLC s'appelle Bénédicte Mei, une personnalité très forte, une des journalistes de l'Agence de presse *Libération*, qui, dans le quotidien, a fait à peu près tous les métiers, dont la composition. Elle fut l'un des piliers du journal, qui comme tous les piliers ne sont pas toujours visibles.

« Je saisissais, dit-elle, un article de July sur Simenon, et voilà qu'au détour d'une phrase je lis sous sa plume que Simenon était le plus grand écrivain du monde. Et là j'ouvre une parenthèse où je nuance le propos avec “selon l'auteur de cet article, signé NDLC”. »

Je ne crois pas avoir écrit que c'était le plus grand écrivain du monde – ce serait un peu niais, d'autant que je ne l'ai jamais pensé –, mais le plus grand écrivain français, c'est possible, histoire de frapper les esprits, ayant toujours considéré que Simenon était la meilleure école d'écriture journalistique en langue française. Je réitère et conseille une page de Simenon tous les matins au petit déjeuner, avant de lire les journaux.

Discussion. Finalement nous publions sa « note de la claviste ». Et c'est parti : les notes se mettent à fleurir jusqu'aux élections législatives de mars 1978 où les résultats sont dénaturés par un tsunami de NDLC. Abusives, elles disparaissent.

Alain Gillot-Pétré, avec son catogan, sa boucle d'oreille et ses pochettes couleur du temps, tenait alors la chronique météo sur Antenne 2. Il est entré à *Libération* en

1982. Je l'avais recruté parce qu'il faisait le pitre avec les nuages, et qu'il était intempestif avec les intempéries. Mais si son humour collait parfaitement à la télévision où il mettait un peu de désordre, à A2 puis à TF1, il passait plus difficilement à *Libération*. Son style a fait fleurir de nouveau les notes de claviste.

Dans une chronique météo publiée en 1983 par le journal, il avait expliqué ne pas comprendre « pourquoi les femmes de New Delhi ne [voulaient] plus se faire tripoter dans les bus ». Les émeutes en Inde sur cette question, les viols collectifs qui ont suivi, ont donné une dimension tragique à ce propos sexiste. Réplique dans la météo du lendemain avec une simple note entre parenthèses : (les femmes de New Delhi et les clavistes de *Libé* sont de mèche, Gillot, va falloir chercher d'autres médias pour te trouver des ennemis féministes. Touche-toi un peu plus (ou un peu moins, c'est une question de point de vue) ça nous fera des vacances. Hello, le soleil brille chez les clavistes). Cette NDLC sans nom avait battu tous les records de longueur, elle ne manquait pas d'à-propos.

Il quitte *Libération* d'un commun accord en 1986 avec ce mot d'adieu dans la rubrique météo : « Il faut savoir s'arrêter avant de faire de la merde. »

Une autre NDLC apparaît dans le programme télé du 4 novembre 1984, date du démarrage de Canal+. Le journaliste avait le « sentiment après des années de télévision et de radio publiques de recevoir une grande bouffée d'air assez oxygéné ». (NDLC : Avec *L'As des as* et trois séries américaines le premier jour, quel oxygène !)

Les clavistes ne furent pas les seules à intervenir « sauvagement » dans les pages de *Libération* dans les années 1970 : outre les NDLC, le groupe de dessinateurs de *Bazooka* squattait les photographies du journal tandis que l'Argentin Copi occupait les blancs entre les colonnes de texte. Mais à la différence des interventions des clavistes, celles-ci étaient l'expression d'un choix rédactionnel.

Aujourd'hui, il n'y a plus de claviste. Avec l'informatisation de la presse, ce sont les journalistes eux-mêmes qui saisissent leurs articles. Et, ô surprise, aucun n'a eu l'audace jusqu'à présent de railler sa propre prose !

*Voir* : Copi ; *Libération* ; Simenon (Georges) ; Technologies.

# Clemenceau (Georges)

## *Les griffes du Tigre*



Georges Clemenceau avait la passion de la médecine, du droit, de la politique, des idées, des femmes, de la République, de la guerre, de l'ordre, de la diplomatie, de la peinture impressionniste, des mots d'auteur et de la presse d'opinion à la manière des journalistes de la Révolution française qu'il admirait tant.

Cet éditorialiste violent a officié pendant plus de soixante-cinq ans dans de nombreux organes de presse, avec sa plume, ses griffes, ses épées et ses pistolets de duelliste, qui ont fait de lui un « Tigre » dont les rugissements, les coups de patte ont marqué tous ses contemporains. Un surnom que ce combattant portait comme une signature.

Ce républicain intraitable, patriote et anticolonialiste, a écrit à tous les sens du terme l'histoire de la III^e^ République. Depuis le maire de Montmartre qu'il fut sous la Commune jusqu'à la victoire en 1920 lorsqu'il quitte la présidence du Conseil, dans l'opposition comme au pouvoir, qu'il aura exercé en tant que ministre de l'Intérieur et deux fois comme président du Conseil.

Il aura été de toutes les batailles fondatrices de la III^e^ République. Ce guerrier aura été « le premier flic de France » face à un syndicalisme révolutionnaire,

comme il aura été « le Père la Victoire » à partir de 1917. Sans jamais faire dans la dentelle. Cet homme seul ne fut appelé au pouvoir que dans les situations désespérées : en 1906 et en 1917.

Clemenceau et Jaurès, les deux ex-dreyfusards, se seront affrontés inlassablement au Parlement, échangeant des tonnes de bons mots. Le président du Conseil au leader socialiste : « Vous dites la classe ouvrière c'est moi, eh bien, la démocratie c'est moi ! » Il lance à Jaurès : « Vous n'êtes pas le bon Dieu ! » Réplique du député de Carmaux : « Et vous n'êtes pas le diable ! » Réponse gourmande de Clemenceau : « Qui sait ? »

Jeune journaliste, il publie ses premiers articles dans l'hebdomadaire *Le Travail*, en 1861, où il se lie avec Émile Zola.

À la suite d'une déception amoureuse, il s'exile pendant cinq ans aux États-Unis. Correspondant du journal *Le Temps*, il aura écrit 76 lettres d'Amérique. Ce pilier de la III[e] République a fait ses classes aux États-Unis : c'est une exception dans l'histoire politique française.

Il crée son journal *La Justice* en 1880, il y écrit 688 articles. À la suite du scandale de Panama, il perd son siège de député : il avait eu l'imprudence d'accepter un financement pour son journal de la part d'un homme qui s'est révélé un des escrocs de l'affaire. Pendant dix ans, Clemenceau se consacre exclusivement à la presse, pour laquelle il va exercer les fonctions de « directeur politique » et surtout d'éditorialiste au quotidien.

Il écrit dans *La Dépêche de Toulouse* entre 1894 et 1906, dans *Le Journal* de 1895 à 1897, dans *L'Écho de Paris*, il dirige la rédaction de *L'Aurore* de 1897 à 1899, pendant l'affaire Dreyfus, à laquelle il aura consacré au total 691 éditoriaux.

Il a été convaincu de l'innocence de Dreyfus par le vice-président du Sénat, l'Alsacien Scheurer-Kestner : il compare devant lui le fac-similé du bordereau brandi par l'état-major et l'écriture d'Esterhazy. Clemenceau se jette dans la mêlée. Éditeur du « J'Accuse » de Zola : le titre et la mise en pages sont de lui. Il invente à l'occasion de cette bataille « les intellectuels engagés ».

Puis il crée un journal hebdomadaire qu'il appelle *Le Bloc* en 1901-1902, qu'il écrit de la première à la dernière ligne.

En 1903, il revient à *L'Aurore* jusqu'en 1905, il y publie de nouveau 952 éditoriaux, notamment au moment de la loi de la séparation des Églises et de l'État. Il publie 506 articles dans son journal *L'Homme libre*, en 1913-1914. Victime de la censure, le journal devient *L'Homme enchaîné*. Jusqu'en 1917, il y aura écrit sur la guerre 1 070 articles.

Le 15 novembre 1917, il arrête le journalisme, pour devenir président du Conseil, au moment le plus dramatique de la guerre. Ce qui n'empêchera pas ce pourfendeur de la censure de faire racheter par Jean Prouvost un quotidien qui plaidait en 1917 pour une paix négociée avec l'Allemagne. Avec pour ambition de le faire taire. Comme il exige de la direction du *Petit Journal* le licenciement d'Albert Londres pour avoir écrit dans un reportage sur le traité de Versailles que « les Italiens sont mécontents des conditions de paix concoctées par Clemenceau, Lloyd George et Wilson ». Ce qui ne changera rien à la morale de l'histoire : Clemenceau aura gagné la guerre mais perdu la paix.

Selon son ami Gustave Geffroy – cité par Gérard Minart –, son œuvre de presse, si elle était rassemblée, représenterait plus de cent volumes de trois cent cinquante pages chacun. Il a tout chroniqué : de la politique à la diplomatie en passant par le théâtre, le roman et la peinture, où il impose le peintre Claude Monet, avec lequel il aura vécu une amitié passionnée. L'ami Georges écrit à l'ami Claude : « Vous pensez bien que je fais épousseter les nuages pour que vous trouviez un ciel en état cet été. J'ai commandé des bleus sur la dune grise et des gris cendrés pour la voûte bleue. Si vous pensez qu'un peu de vert pomme est nécessaire, je ferai venir des perroquets. Enfin pour le rose de la mer, je commanderai des rougets… Mes yeux ont besoin de votre couleur et mon cœur est heureux. »

Georges Clemenceau, qui avait tout connu, dira : « J'ai été journaliste. Je le suis, je le serai toujours. »

*Voir* : Bourrage de crâne ; Caillaux (Henriette) ; *Canard enchaîné (Le)* ; Dreyfus (L'affaire) – 1 et 2 ; Jaurès (Jean) ; Londres (Albert) ; Zola (Émile).

# Communication

## *Les contes de faits*

La communication, c'est le propre de l'espèce humaine.

Elle a besoin des médias : le langage, la parole, l'écriture, la presse… Avec la révolution industrielle, des médias électriques voient le jour, le télégraphe, le téléphone, le cinéma, la presse de masse, la radio, la télévision, l'informatique, les réseaux sociaux…

Ces outils de communication en se développant ont engendré une puissante industrie de la communication : ces sociétés possèdent des médias, fabriquent et diffusent de l'information, gèrent la publicité, organisent le marketing commercial et politique.

Dans cette histoire, l'information aura été l'avant-garde de la communication. Sans la professionnalisation de l'information depuis le XIX^e siècle, cette industrie de la communication n'aurait pas décollé. Mais l'information en s'affirmant s'est différenciée de la communication, ce qui l'a conduite à revendiquer son indépendance.

La communication et l'information ont connu toutes deux des développements foudroyants avec la mondialisation, mais elles divergent de plus en plus, comme le montre Dominique Wolton, sociologue de la communication, pour qui « la mondialisation de l'information ne suffit plus à créer de la communication, c'est même l'inverse, elle rend visibles les différences culturelles et les inégalités, elle suscite et encourage la haine de l'autre ». La communication, dit-il, est en crise. Mais l'information l'est également.

La meilleure définition que je connaisse de la « communication » publicitaire est signée Maurice Lévy, le patron de Publicis : « La communication, c'est l'art de cacher et de montrer, de suggérer ce que l'on cache et d'inventer ce que l'on

montre. Et c'est la faculté de ne jamais tout dire, ni tout représenter. » Tous les mots qu'il utilise appartiennent à l'arsenal de la séduction.

Cette définition justifie de faire le partage entre une information dérangeante et une communication publicitaire par nature arrangeante.

Depuis l'apparition des mass media, avec la radio, avec la télévision et désormais avec le réseau Internet, lorsque les politiques, les institutions, les marques, les médias, les lobbies veulent faire passer des messages, ils utilisent une race très particulière de professionnels, les communicants. En principe, rien à voir avec les journalistes.

Pendant très longtemps, les pouvoirs politiques ont pratiqué une stratégie de communication primaire : la propagande. Selon Alain Rey, l'origine du terme remonte à la création par l'Église catholique romaine de la *Congregatio de propaganda fide*, c'est-à-dire la Congrégation pour la propagation de la foi, à l'époque de la Contre-Réforme.

Christian Delporte, historien de la presse, cite ce slogan des socialistes français en 1913 : « Être socialiste, c'est propagander. » Ce mot devait encore avoir des vertus positives : la mobilisation pour convaincre. Le bourrage de crâne de la Grande Guerre et les régimes totalitaires qui suivent vont lui donner une signification négative : celui d'un spectacle destiné à travestir la réalité pour mieux convaincre. La propagande est devenue cauchemardesque.

Serge Tchakhotine est l'un des précurseurs de la communication politique. Il propose ses services au SPD contre Hitler en Allemagne en 1933, en France, il participe à la mise en scène des meetings socialistes lors du Front populaire. Cet adversaire du fascisme et du stalinisme publie en 1939 : *Le Viol des foules par la propagande politique.*

La guerre froide a vu s'affronter toutes les formes de propagande, de contre-propagande, de manipulations en tout genre, certaines prenant des allures dramatiques comme la chasse aux sorcières. Le journaliste anglais George Orwell a consacré en 1949, au début de la guerre froide, un livre à cette corruption permanente des esprits par l'utilisation de toutes les techniques de la propagande : *1984*.

Aujourd'hui, le mot propagande n'est plus utilisé. Il a un côté totalitaire qui effraie. On parle désormais de communication politique.

Le dernier raffinement, le comble de la com, c'est le *storytelling* : la communication narrative, « la machine à fabriquer des histoires et à formater des esprits ». Les marques et les candidats aux élections rivalisent à coups de contes et légendes. À qui raconte le meilleur conte de faits.

Christian Salmon, qui a popularisé cette technique en France, raconte cette histoire édifiante. Ron Suskind, un journaliste du *New York Times*, a révélé en 2004 une conversation qu'il avait eue avec Karl Rove – le *spin doctor* de George Bush – à propos d'un article qu'il avait écrit sur la communication de la Maison Blanche.

Cet article avait mécontenté le président américain : « Il m'a dit que les gens comme moi faisaient partie de ces types appartenant à ce que nous appelons la communauté réalité : "Vous croyez que les solutions émergent de votre judicieuse analyse de la réalité observable." J'ai acquiescé et murmuré quelque chose sur les principes des lumières et l'empirisme. Il me coupa : "Ce n'est plus de cette manière que le monde marche réellement. Nous sommes un empire maintenant, poursuivit-il, et lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité. Et pendant que vous étudiez cette réalité, judicieusement comme vous le souhaitez, nous agissons de nouveau et nous créons d'autres réalités nouvelles, que vous pouvez étudier également, et c'est ainsi que les choses se passent. Nous sommes les acteurs de l'histoire […]. Et vous, vous tous, il ne vous reste qu'à étudier ce que nous faisons." »

C'était juste avant la guerre en Irak.

La thèse selon laquelle l'Irak détenait des armes de destruction massive, c'était de la communication redoutable et efficace. L'écrasante majorité des journalistes américains l'ont prise pour une information fiable en 2002. Parmi eux, les deux journalistes vedettes du Watergate qui auront été bernés, devenant complices d'un discours destiné à vendre une guerre sur la base de fausses informations. Quadruple désastre : pour la communication, pour l'information, pour les Irakiens et pour les Américains.

Quel que soit le mot, il s'agit de manipuler les esprits, de les rendre accessibles à telle ou telle idée. Au fil du temps, toutes ces techniques se sont raffinées et sont

devenues de plus en plus difficiles à détecter.

Le talent des communicants consiste à noyer la com dans l'info. L'un des grands défis du journalisme aujourd'hui, c'est de réussir à différencier l'info de la com, synonyme d'intox. Info ou intox ? Plus la communication s'étend, plus elle rend le journalisme encore plus exigeant. La com est contagieuse : généralisée, elle rend suspecte toute information.

Je me souviens d'un épisode, en apparence bénin, auquel *Le Monde* a été mêlé : la sortie du premier roman de Mazarine, qui s'était retrouvée en une du journal en 1998. Des lecteurs avaient été surpris et le médiateur avait reconnu que le journal « avait été associé à une opération promotionnelle » et il avait confirmé que « beaucoup d'événements culturels, on le sait bien, s'accompagnent désormais de campagnes de communication ». On ne saurait mieux dire.

La nouveauté, c'est en effet la presse promotionnelle.

La communication non seulement cherche à pénétrer par tous les interstices le monde de l'information, mais elle développe une presse dédiée en expansion continue. Elle concerne l'ensemble de la presse gratuite, toutes catégories confondues, les suppléments magazines en papier glacé, des suppléments hebdomadaires du *Figaro*, du *Parisien*, de *L'Équipe* et du *Monde*, le supplément *Femina* produit par Hachette, le supplément mensuel des *Échos* et de *Libération*, tous appartiennent à cette nouvelle presse de communication qui met en scène de manière toujours positive la consommation. Dans cet écrin de papier glacé, la publicité pour le luxe peut s'épanouir.

Il y a une tendance forte à faire dériver les news magazines vers la presse promotionnelle.

L'audiovisuel, la télévision et la radio sont des univers où la promotion est quasi reine. D'ailleurs, on a supprimé à peu près tout commentaire concernant la culture autre que laudateur. Dans le cas contraire, l'abstention s'impose. En échange, acteurs, réalisateurs, chanteurs, écrivains viennent sur l'antenne se produire.

Toutes les techniques de communication convergent vers le spectacle. Toute communication est devenue un spectacle. Un chiffre donne le vertige : la part du marketing politique dans le PIB aux États-Unis est désormais équivalente à celle

des détergents. La réussite d'un homme politique est indexée sur sa capacité à devenir une vedette des médias. Pour y parvenir, chacune de ses apparitions doit être mise en scène, découpée comme dans un feuilleton, et elles doivent raconter une histoire, comme Nicolas Sarkozy a tenté de le faire.

Cette communication spectaculaire a bouleversé l'information. Aujourd'hui, il faut enlever toutes les couches successives de communication, pour être en mesure de faire son métier de journaliste. Elle agit comme un tsunami permanent.

« La publicité apparaît comme le média par excellence de cette extension de la communication à tous les domaines en l'absence de message », remarquait déjà le sociologue Jean Baudrillard.

Une partie du discrédit qui frappe l'information tient à ce paradoxe : on reproche aux journalistes de ne pas jouer un rôle préventif garantissant la dimension réellement informative de tel ou tel article, de telle ou telle émission.

La méfiance est telle dans le vertige engendré par la multiplicité des médias, des informations et du tout-communication qu'il devient difficile de s'y retrouver. Les frontières sont devenues indistinctes. Les journalistes pourraient être des guides fiables. Mais ils doivent commencer par prouver leur fiabilité…

Une bonne partie du monde a basculé, selon la formule de Cédric Biagini, dans « une frénésie communicationnelle ».

J'emprunte ces chiffres à son ouvrage *L'Emprise numérique* : « Chaque mois, 30 milliards de documents sont ajoutés sur Facebook ; 140 millions de tweets sont envoyés par jour ; chaque minute il y a 29 millions de requêtes sur les moteurs de recherche, 20 millions de SMS et 48 heures de vidéos chargées sur YouTube ; 294 millions de courriers électroniques sont écrits chaque jour, etc. » Ces chiffres datent de 2012. Ceux d'aujourd'hui sont déjà des multiples. La majeure partie de ces chiffres est à mettre au compte de la communication pure. Avec Internet : communication et information sont de nouveau entremêlées.

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Connivence ; Orwell (George) ; Réseau.

# Connivence

## *Bourdieuseries*

Au commencement, tout était connivence.

Les Romains, qui en connaissaient un rayon sur la corruption, utilisaient le mot latin *connivere* qui veut dire « cligner des yeux » en signe de compréhension silencieuse. Être de connivence, ce serait donc se faire des clins d'œil pour manifester l'appartenance au même groupe, au même clan, au même réseau, à la même affaire. Pas de connivence sans une bonne dose de complicité.

L'histoire de l'information a consisté à se libérer de la connivence institutionnelle et relationnelle.

Théophraste Renaudot, le père du premier journal français, était un collaborateur permanent de Richelieu. La corruption de l'information a atteint des sommets sous la III^e^ République. Le bourrage de crâne de la guerre 14-18 fut une monstruosité, qui a décrédibilisé la presse écrite. La guerre d'Algérie n'a jamais existé, cette guerre a mis des décennies avant d'être reconnue. Pour les autorités, il ne s'agissait que d'une simple « opération de maintien de l'ordre » avec 500 000 soldats sur le terrain.

La France a fait durer de manière abusive le règne du monopole audiovisuel sous-titré « La voix de la France ». Lorsqu'il a pris fin, les grandes entreprises privées travaillant pour l'État prirent le relais. Histoire passionnante que celle de la connivence. Nous n'en sommes pas forcément sortis, mais il y a une certitude : nous en venons. Elle n'est plus vraiment ce qu'elle était.

Comment se fait-il que la connivence resurgisse au milieu des années 1990 dans un petit ouvrage du sociologue Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France ? Il en fait la question centrale des médias à la fin du siècle, et cette thèse est accueillie comme une révélation – et comme une explication décisive de leur fonctionnement.

À l'origine de cet ouvrage, sans doute une blessure personnelle : il avait rêvé d'une émission conçue par lui et n'était pas parvenu à l'imposer. Il a participé à

deux émissions auxquelles il était invité, sans réussir à en changer les règles comme il le souhaitait. Il a fait l'analyse de ses déceptions et de ses échecs dans un petit livre rouge de moins de cent pages intitulé *Sur la télévision*.

Entre-temps, en décembre 1995, le sociologue des *Héritiers*, écrit avec Jean-Claude Passeron, avait pris une part très active aux grandes grèves consécutives au plan Juppé, il avait alors soutenu « tous ceux qui luttent contre la destruction d'une civilisation ».

La thèse de Bourdieu : la télévision est le média dominant qui a pris un ascendant sur tous les autres, mais aussi, et surtout, sur tous les champs culturels : la télévision est un instrument de domination qui exerce un monopole de fait sur la formation des cerveaux, en lieu et place des savants qui seraient, selon lui, les plus légitimes dans cette fonction.

Ce qui réglementerait le champ journalistique, c'est une relation entre dominants et dominés, les dominants pratiquant un journalisme de connivence et de révérence, les dominés étant précarisés.

Cette thèse a été malmenée par trois séries d'événements majeurs, entre la fin des années 1980 et le début des années 1990 : l'avantage pris par le triomphe de la communication sur l'information, la généralisation d'Internet et de ses réseaux et la révélation par la presse d'un grand nombre d'affaires politiques de corruption. Ces événements sont absents du livre de Pierre Bourdieu, qui se veut une introduction à une théorie des médias.

La communication est partout : elle se substitue à toutes les formes d'engagement, elle a subverti la politique, elle fabrique des guerres sur mesure comme l'ont prouvé toutes les interventions militaires des années 1990 à nos jours, dans le domaine économique son impérium est immense, mais aussi dans le domaine industriel, commercial, judiciaire et policier… Rien n'y a échappé.

Les communicants dévalorisent l'information et créent une suspicion générale à l'égard des journalistes. Il y a brouillage entre une communication scénarisée et une information potentiellement vérifiée par des journalistes.

Les communicants sont d'ailleurs plus nombreux que les journalistes, sans compter tous les journalistes qui font de la communication sans le savoir, et tous ceux qui louent froidement leur notoriété journalistique pour faire de la

communication rémunérée. La confusion entre communication et information contribue à ruiner la légitimité de cette dernière.

Journaliste aujourd'hui, c'est un métier qui consiste à décaper la gangue de communication qui recouvre tout fait, tout événement, avant même de pouvoir faire de l'information. Celui qui ne le fait pas devient complice de cette communication dévorante.

La communication crée massivement de la connivence. En prenant l'avantage sur l'information, elle a provoqué une crise existentielle majeure de tous les médias.

Au même moment, nous sommes entrés brusquement dans la révolution numérique, un événement équivalent à ce que fut l'invention de l'imprimerie pour le XVe siècle.

Internet, ce n'est pas un média de plus, c'est le média de tous les médias. Ce réseau mondial s'est imposé en moins d'une dizaine d'années à l'échelle planétaire. Cet hypermédia véhicule de nouvelles valeurs, dont l'immédiateté, la transparence, la connexion permanente avec le monde, et surtout l'horizontalité de l'information aux dépens d'une conception verticale à l'œuvre dans tous les médias issus du XXe siècle.

Si la naissance officielle d'Internet date de 1983, celle du Web a lieu en 1989, et devient un réseau mondial en 1994. Toutes les majors de la révolution numérique démarrent en même temps, qui sont souvent autant de nouveaux médias eux-mêmes : Amazon en 1994, Yahoo en 1995, Google en 1998… D'emblée, nous sommes précipités dans un nouveau monde.

Très vite, Internet révéla son ambivalence : une dimension encyclopédique quasi illimitée, des réseaux sociaux, une production d'informations qui se propagent grâce aux réseaux et en même temps une capacité insoupçonnée de surveillance et d'autosurveillance. Et Internet change le monde. C'est peu de dire qu'il a bouleversé le métier de journaliste.

Le réseau comme la communication, ces deux moments clés de l'histoire culturelle, ont échappé à Pierre Bourdieu. Internet va bouleverser non seulement l'image mais le concept même de chaîne de télévision. Il bataille à la manière de Don Quichotte contre des moulins à vent : la télévision linéaire est à terme condamnée.

Le sociologue dénonce également une homogénéisation des contenus. Cette thèse est étrange, pour le moins paradoxale, au moment où elle est énoncée. La presse écrite française, aidée par des magistrats, des responsables policiers et des hauts fonctionnaires, va révéler, sur moins de dix ans, une multitude d'affaires de corruption. Ce n'est pas la télévision qui fait l'info et impose sa hiérarchie, c'est *Le Canard enchaîné*, *Le Monde*, *Libération*, *L'Événement du jeudi*, d'autres encore : et les télévisions et les politiques doivent suivre.

Le financement occulte des partis politiques, URBA pour le PS, les HLM pour l'UMP et d'autres affaires de financements pour d'autres formations. Le don de Roger-Patrice Pelat, l'ami de François Mitterrand, à Pierre Bérégovoy révélé trois mois avant son suicide. La grande enquête d'Anne-Marie Casteret sur le sang contaminé. Le match de football truqué de l'OM-VA… et j'en passe. Cette avalanche est contemporaine de l'écriture du livre de Bourdieu. Jamais la presse n'aura été en France aussi « révélatrice ».

Ce journalisme-là ne manifestait pas une « solidarité des élites », une connivence indécente au sein de la « classe politico-médiatique » ni une domination absolue du média TV…

Sans doute Pierre Bourdieu est-il marqué par d'autres événements qui affleurent mais qu'il ne nomme jamais : le référendum sur le traité de Maastricht en 1992 et les grèves de 1995, qui datent tous deux la naissance de ce qui avait été appelé « la pensée unique », formule censée dénoncer le faux consensus sur la monnaie unique, l'Europe libérale et les réformes dites structurelles. Quand il parle des contenus, il pense en réalité à la domination supposée de l'idéologie libérale.

Cette domination serait, selon lui, le produit d'une connivence extrême au sein des élites. L'effondrement de tous les régimes communistes entre 1989 et 1993, la reconversion de toutes les guérillas latino-américaines en partis sociaux-démocrates, l'impérium du capitalisme sauvage en Chine en passe de devenir la première économie mondiale et le silence assourdissant de toute utopie n'auraient, semble-t-il, eu aucune influence.

La connivence n'a pas disparu pour autant dans les médias. Mais elle n'occupe pas la place centrale que lui confèrent Pierre Bourdieu et Serge Halimi, qui en font, selon eux, le cœur du réacteur idéologique. Cette théorie de la connivence

s'applique parfaitement à l'histoire de la presse jusqu'à la seconde moitié du XXe siècle, comme à celle de l'audiovisuel public, jusqu'à sa libéralisation.

Mais la connivence classique que pointe Bourdieu a diminué au profit des stratégies de communication de tous ordres. Ce n'est pas le journalisme qui fabrique la connivence, c'est la communication qui en a fait une industrie.

La simple fréquentation par des journalistes des politiques, des industriels et des artistes, pour ne prendre que ces trois catégories, serait à leurs yeux déjà de la connivence. L'ubiquité numérique a au moins la vertu de déjouer une partie de ces stratégies de complicité.

Pierre Bourdieu défend l'idée d'un espace public contrôlé par des savants : Michel Foucault et Jürgen Habermas et avec eux beaucoup d'autres chercheurs ont condamné de manière publique cette idée comme un pur cauchemar.

Les succès de *Sur la télévision* et son complément *Contre-feux* paru l'année suivante, puis celui de Serge Halimi avec *Les Nouveaux Chiens de garde* ont confirmé un besoin manifeste : celui d'un méta-journalisme, d'une critique des médias, des émissions, des traitements journalistiques.

Ce journalisme est très pratiqué aux États-Unis depuis plus de cinquante ans, dans les revues publiées par les universités, comme celle de la Columbia University, et auxquelles collaborent de nombreux journalistes et chercheurs. La démarche de Bourdieu, et de ses élèves, s'inscrit dans ce manque.

Certes Philippe Gavi a animé dès 1981, dans *Libération,* la première page quotidienne consacrée aux médias dans la presse française. Il y avait eu auparavant plusieurs chroniqueurs célèbres qui avaient accompagné la montée en puissance de la télévision, mais c'était sous la forme d'une chronique hebdomadaire qui n'était pas systématiquement consacrée à la critique des médias : de François Mauriac à Maurice Clavel, de Morvan Lebesque à Françoise Giroud.

À partir de 1992, Daniel Schneidermann a chroniqué cette question au *Monde.* Licencié, il a rejoint *Libération* où il poursuit cette critique des médias.

Il a créé, en 1995, l'émission « Arrêt sur images » sur France 5 où il débusque les manipulations médiatiques et les délires journalistiques. C'est au cours de cette émission consacrée à la couverture des grèves de 1995 qu'il reçoit Pierre Bourdieu.

Cette émission donne lieu à deux versions et donc à deux livres : *Du journalisme après Bourdieu* de Daniel Schneidermann et *Sur la télévision* de Pierre Bourdieu.

Comme le disait Pierre Bourdieu dans *Contre-feux*, son opuscule consacré aux réactions concernant *Sur la télévision* : « Il arrive que les journalistes produisent de la vérité et des sociologues du mensonge. »

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Communication ; Guernica ; Guignols de l'info ; Réseau ; Tout-Paris (Le) ; Vie privée.

# Copi

## *Liberett*

J'avais le souvenir de cette *dame assise*, antipathique et de mauvaise foi, qui, dans les colonnes du *Nouvel Observateur*, faisait semblant de dialoguer avec un volatile. En réalité, elle monologuait. Cette dame impotente des années 1960 avait fait connaître ce dessinateur argentin devenu un dramaturge de langue française.

Copi venait souvent à *Libération* dans le sillage de Guy Hocquenghem, le romancier, le théoricien, le militant qui se pavanait dans le monde comme s'il avait inventé la « gay pride » à lui tout seul. Guy était toujours triomphal, Copi toujours ivre.



Au cours de l'été 1979, Copi est intervenu tous les jours dans les pages du quotidien, spécialement dans les petites annonces. Je souhaitais une suite à la femme assise. Cette fois la femme assise s'était levée. Elle s'appelait *Liberett* : « C'est une vraie femme d'aujourd'hui, disait Copi, elle a une bite. » Cet hermaphrodite priapique était un personnage d'Almodóvar avant l'heure et le premier transsexuel de l'histoire de la BD.

Copi intervenait au montage. Il venait avec son éternelle bouteille de vin blanc et dans un état second, il logeait son héroïne dans les coins de page. Il essayait toujours de coller à l'actualité. Le lendemain du jour où Giscard annonça la remise d'un million d'anciens francs à tous les immigrés qui rentreraient au pays, Liberett, s'inspirant d'un slogan du FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire), s'exclame : « Nous nous sommes fait enculer par des Arabes, nous en sommes fiers et nous recommencerons. » Liberett eut ce cri du cœur : « Mais par qui on va se faire enculer maintenant ? »

Cette provocatrice aimait le scandale, et elle provoquait au sein du lectorat comme de la rédaction des secousses qui n'avaient rien de sexuelles. Cette opération d'été prit fin le 21 août. Derniers mots de Liberett : « Encore une passe et je vais m'acheter un radis noir. »

Copi reviendra en 1982, dans la nouvelle formule du journal avec *Kang*, un petit kangourou très sage. Guy Hocquenghem aussi. Le leader du FHAR, grande diva par inclination, avait aimé le *Libération* créatif et cacophoniste des années 1970. Il n'aimait pas le journal reparu en mai 1981, qu'il quittera l'année suivante.

Il aura fait venir à *Libération* plusieurs journalistes très talentueux à l'image de Michel Cressole, lui aussi mort du sida.

Cinq ans plus tard, je figurais en bonne place dans un méchant pamphlet sur le thème de la trahison, sous le titre : « Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary ». Nous étions plusieurs activistes de Mai 68 à être épinglés comme des arrivistes. Le mao-spontex que je fus n'a jamais porté de col Mao, ni pendant ni après la révolution culturelle, ni fréquenté le Rotary Club, je le précise pour ceux qui auraient un doute.

Parmi les choses que je n'ai jamais faites, c'est l'éloge de la Nouvelle Droite dans *Le Figaro Magazine* « au nom de la modernité » « du mythe prométhéen qui

serait en train de passer à droite ». Une Nouvelle Droite qui aura été le vrai laboratoire du FN « bleu marine ».

Il arrivait à Guy Hocquenghem de se tromper par goût effréné de la provocation. Il considérait que l'exhibition insolente de son homosexualité lui donnait des droits. Il osait tout, c'était d'ailleurs l'un de ses charmes.

*Voir* : July (Serge) ; *Libération* ; Sartre (Jean-Paul).

# CSP+

## *Les lecteurs : combien de divisions ?*

Le chercheur Jean Porte a inventé l'Audimat en 1952. En 1953, il met au point le CSP, ses plus et ses moins.

Ce sigle désigne les Catégories socioprofessionnelles qui classent 486 professions regroupées dans 31 catégories socioprofessionnelles. Son invention est utilisée pour la première fois à la création de *L'Express*. Ce journal va devenir l'organe central des CSP+, c'est-à-dire des nouvelles classes moyennes, un vivier d'où sortiront tous les news magazines français.

Les CSP+ regroupent trois catégories : les chefs d'entreprise, les artisans et les commerçants, les cadres et les professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires, entre les cadres et les agents d'exécution, ouvriers et employés, et rassemblent les contremaîtres, les instituteurs, les infirmières et les assistantes sociales. Tous ceux qui ont une influence sur la vie économique, politique, sociale et culturelle du pays et qui ont du pouvoir d'achat se retrouvent dans les CSP+. En 2012, ils représentaient un cinquième de la population française, les CSP- 26 %.

Il ne faut pas avoir fait un PhD dans une université américaine couplé avec le diplôme d'HEC pour comprendre que la publicité va s'adresser principalement aux

CSP à fort pouvoir d'achat.

Le modèle économique mis au point par Émile de Girardin en 1836, avec son quotidien *La Presse*, tourne à merveille avec les Trente Glorieuses et avec la mise sur orbite de la société de consommation : la publicité permet de baisser le prix de vente du quotidien, un produit très cher à produire en augmentant sa diffusion.

La seule question posée par les publicitaires aux organes de presse : combien avez-vous de CSP+ parmi vos lecteurs ? Selon la réponse, le journal devenait un support publicitaire, dans le cas contraire, il peinait à exister.

J'avais rencontré Marcel Bleustein-Blanchet, dans son immense bureau-musée, en haut des Champs-Élysées, au milieu de ses souvenirs, de ses faits d'armes, de ses exploits publicitaires et de ses innombrables amitiés. Maurice Lévy fut le témoin bienveillant de ce rapprochement entre *Libération* et Régie Presse, la régie du groupe Publicis qui en 1982 allait servir de tremplin publicitaire.

Les dirigeants de Publicis avaient bien anticipé la pépinière à CSP+ que représentait déjà à l'époque *Libération* et qui allait engendrer beaucoup de petits CSP+.

La dictature du CSP+ va engendrer la domination des magazines dans la presse écrite aux dépens des quotidiens. À force de segmenter le lectorat en une multitude de cibles marketing, les magazines s'adressant à des publics très ciblés se sont multipliés : ils s'appellent des journaux de niches. Il y en a pour les chiens, mais ce ne sont pas les plus nombreux.

La publicité pour le luxe est devenue, à l'image de l'économie française, la principale ressource publicitaire de la presse papier, la seule qui malgré la crise subsiste vraiment. Le CSP+ de conquête des années 1960 et 1970 est devenu une valeur refuge qui ressemble fort à la dernière bouée de sauvetage de la presse papier.

Les suppléments du week-end, proposant des écrins de papier glacé aux grandes marques du luxe et de la mode, ont joué et jouent toujours ce rôle. Les seuls vrais problèmes que *Libération* a eus avec la publicité concernaient l'automobile et le luxe : un article déplaisait, le budget était retiré, ce qui est arrivé avec Citroën et avec Chanel. Il n'y avait pas de discussions. Ces budgets mettaient parfois des années à revenir. Il fallait prendre son mal en patience, tout en essayant

de démontrer que la marque en question se pénalisait en ne s'adressant pas aux lecteurs de *Libération*…

Avec la crise économique rampante depuis les années 1980, puis la révolution numérique, la prime publicitaire est allée aux CSP++, puis CSP+++, enfin CSP++++… Le modèle connut beaucoup de quintes de toux, se mit à faire des bulles et à les faire éclater jusqu'au krach publicitaire du début du nouveau millénaire. La manne se raréfie progressivement. Ni CSP+ ni CSP-, pour la publicité la presse papier vire au marginal.

Le *New York Times*, le plus prestigieux de tous les quotidiens au monde, le plus engagé dans l'invention de nouveaux revenus, le plus performant en termes d'abonnés numériques, a perdu la moitié de son chiffre d'affaires publicitaire entre 2007 et 2012, soit un milliard de dollars. À l'échelle de la presse cela s'appelle un krach.

Toute la presse dans les pays très développés a connu la même dégelée. On peut toujours faire des économies, on ne rattrape jamais une perte d'un milliard de dollars ou l'équivalent. Il faut des actionnaires très courageux, mais aussi réduire les ambitions journalistiques du titre. Sans compter que la perte de confiance des journalistes dans le titre se traduit très rapidement dans le contenu. C'est une spirale infernale.

*Voir* : Audimat ; *Libération* ; Modèle Girardin (Le).

## Curiosité

### *Le principe de publicité*

Emmanuel Kant, dans une adresse à Frédéric II de Prusse, en 1784, intitulée « Réponse à la question : Qu'est-ce que les Lumières ? », définit « le principe de

publicité » qui sera le fondement de la liberté d'expression. Il proclame que l'usage public de la raison est supérieur à son usage privé.

Si vous êtes dévorés par la curiosité, si vous êtes obsédés par le désir de connaître et de savoir, de comprendre le pourquoi et le comment, devenez journalistes, car la curiosité est le terreau de ce métier ! Ceux qui ne sont pas curieux s'abstenir. Tintin n'existerait pas sans cette qualité. Que mille expressions de curiosité se télescopent et nouent le débat public !

Pour en profiter, il faut déjouer cette haine de la curiosité dont nous avons hérité à la suite de deux mille ans de christianisme.

Michel Foucault lui a réglé son compte dans une interview parue dans *Le Monde* en 1980, qui est un véritable exercice de déniaisement public : « La curiosité est un vice qui a été stigmatisé tour à tour par le christianisme, par la philosophie et même par une certaine conception de la science. Curiosité, futilité. Le mot pourtant me plaît : il me suggère tout autre chose : il évoque le “souci” ; il évoque le soin qu'on prend de ce qui existe et pourrait exister ; un sens aiguisé du réel mais qui ne s'immobilise jamais devant lui ; une promptitude à trouver étrange et singulier ce qui nous entoure ; un certain acharnement à nous défaire de nos familiarités et à regarder autrement les choses ; une ardeur à saisir ce qui se passe et ce qui passe ; une désinvolture à l'égard des hiérarchies traditionnelles entre l'important et l'essentiel. »

La curiosité est un vilain défaut dont on fait les bons journalistes. Il faut oser ouvrir des portes déconseillées, essayer de comprendre ce qui se passe, demander des explications sans jamais renoncer. Sans curiosité, Christophe Colomb n'aurait jamais découvert l'Amérique…

*Voir* : Hérodote ; Reportage.

# D

# Décoration

## *Poitrinaires*

Maurice Maréchal, le fondateur du *Canard enchaîné*, en avait fait un principe : « Non seulement, il est interdit d'accepter une décoration, mais encore il est déconseillé de l'avoir méritée. » Un siècle plus tard, cette règle est toujours en vigueur dans le journal qu'il a fondé.

Edmond Maire, l'ancien leader de la CFDT, ne se souciait pas de l'indépendance de la presse mais de celle du syndicalisme – là encore sa démonstration vaut pour les syndicats comme pour les journaux : « Ce n'est pas à l'État de décider ce qui est honorable et ce qui ne l'est pas. » Tous les journalistes devraient faire de ces citations leur *pater* quotidien et considérer que la plus belle des décorations, c'est encore leur signature au bas d'un article publié ou d'un reportage télévisé.

Des journalistes ont été parfois décorés, une fois, deux fois, trois fois pour les commandeurs de la Légion d'honneur, quatre fois pour les grands officiers – ceux-là ont donc été distingués à répétition souvent par des gouvernements différents. Aucun ne l'a été à « l'insu de son plein gré », puisque l'autorité qui envisage cette attribution prend le soin de vérifier si l'impétrant l'accepte.

Depuis longtemps la Légion d'honneur est devenue une des maladies chroniques qui affectent les milieux journalistiques français. La III^e^ République

alors balbutiante, peu de temps après les lois de 1881 sur la liberté de la presse, connut un retentissant scandale, un trafic de décorations à grande échelle. Le gendre du président de la République avait installé, à l'Élysée, un petit commerce de rubans. Il avait enrichi le titulaire de la fonction, Jules Grévy, très vite contraint à la démission. Le vendeur de décorations fut non seulement acquitté à l'issue de son procès, parce qu'il n'avait pas le pouvoir de les décerner, mais candidat à la députation, il fut sans cesse réélu jusqu'en 1902 en Indre-et-Loire.

Édouard Sablier raconte, dans un livre de mémoires, que le passage entre *Le Temps* et *Le Monde* s'était fait dans la précipitation et que la nouvelle direction utilisait des documents administratifs datant de l'avant-guerre. Dans la fiche de renseignements que chacun devait remplir, un espace très large était consacré aux décorations, qui traduisait l'appétit des journalistes pour la décoration des revers de veste. Hubert Beuve-Méry les refusa toutes. Jean Planchais, chroniqueur militaire du journal, avait attendu d'avoir quitté le journal pour accepter la Légion d'honneur.

À force, ces décorations valorisent plus les distributeurs que les récipiendaires. Ce qui est un comble.

Présidents de la République, présidents du Conseil ou Premiers ministres, ministres de gauche comme de droite, de la III$^{e}$ comme de la IV$^{e}$ et de la V$^{e}$ Républiques, rivalisent dans l'arrosage clientéliste de toutes les professions, avec une prédilection malsaine pour les journalistes.

Jean Daniel a participé à la fondation de *L'Express* avec Françoise Giroud et Jean-Jacques Servan-Schreiber et a été le cofondateur du *Nouvel Observateur* avec Claude Perdriel. Il a derrière lui une œuvre imposante de grands reportages, d'éditoriaux et de livres. Il a réinventé le « journalisme intellectuel » et lui a donné de belles lettres de noblesse. Une belle œuvre journalistique qui se suffisait à elle-même et n'avait pas besoin d'être enrubannée.

Elle le fut abondamment. En septembre 2013, il a écrit dans *Le Nouvel Observateur* après avoir été « élevé » par le chef de l'État au rang de grand officier de la Légion d'honneur : « Cette décoration ressemble à une consécration. C'est ce que me disent mes amis. Je me dis que je n'ai pas trop raté ma vie. » Elle n'avait pas besoin d'un détour par une mercerie pour être réussie.

Certes, la poitrine de l'un des plus grands journalistes français fut chargée de décorations. Joseph Kessel était en effet grand officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 14-18 et croix de guerre 39-45, médaillé de la Résistance, et j'en oublie. Mais il avait fait les deux grandes guerres comme engagé volontaire, les deux fois dans l'aviation. Aucune de ces décorations n'avait récompensé le journaliste, mais à juste titre le soldat de la liberté.

Toutes les chartes de déontologie journalistiques visent à réglementer les cadeaux, à ne pas les accepter lorsqu'ils dépassent une somme dérisoire et à les renvoyer. Les décorations ne sont pas mentionnées, elles devraient être pourtant assimilées à ce qu'elles sont : des cadeaux.

Heureusement il y a toujours, aujourd'hui, des journalistes qui ne sont pas collectionneurs. À l'image de la très indépendante Séverine, la grande figure féminine du reportage français de la fin du XIXe siècle et du début du XXe : elle avait décliné l'offre en déclarant : « Moi une rosette sur la poitrine ? Mais la nature m'en a déjà donné deux ! »

*Voir* : Beuve-Méry (Hubert) ; Camus (Albert) ; Carte de presse ; Kessel (Joseph).

## Defoe (Daniel)

### *Le grand reportage sur la peste*

Dans ses mémoires, *Vivre pour la raconter*, Gabriel García Márquez évoque ses disputes de jeunesse avec ses amis sur les grands maîtres du journalisme.

Tous défendent alors l'enquête de John Hersey sur « Hiroshima », parue le 31 août 1946 dans le *New Yorker*. García Márquez juge certes ce reportage comme une réussite, mais il en tient pour un autre chef-d'œuvre, celui de Daniel Defoe : le *Journal de l'année de la peste* paru en 1720, qui sera toute sa vie durant sa référence.

Daniel Defoe a eu plusieurs vies. Il fut un pamphlétaire politique très fécond, un créateur de journaux, un vrai agent secret « au service de Sa Majesté » et un romancier, auteur de *Robinson Crusoé* et des *Heurs et Malheurs de la fameuse Moll Flanders*, et à toutes les époques de sa vie, un commerçant, un industriel, un investisseur, alternant sans cesse fortunes et faillites.

Il participe activement aux événements qui mènent à « la glorieuse révolution d'Angleterre » de 1688-1689, qui voit le remplacement du dernier roi de la dynastie catholique des Stuarts par le protestant Guillaume d'Orange des Pays-Bas.

Lorsque le souverain néerlandais débarque, une Convention établit une monarchie tempérée sous le contrôle du Parlement. Le prétendant accepte la déclaration des droits du royaume (Bill of Rights) et devient roi. Son épouse, Marie Stuart II, est l'une des filles du roi déchu.

Dès lors, Daniel Defoe se met au service de la Couronne. Il est proche d'un des hommes clés du conseil royal, Robert Hartley, le speaker des Communes. Il lui propose un projet de service secret intérieur, qu'il a dû mettre en pratique puisqu'il exerça cette fonction au profit de la Couronne et du Parlement, tout en poursuivant une œuvre de pamphlétaire, qui le ramena à plusieurs reprises en prison.

Lorsque le roi Guillaume meurt, Marie sa femme lui succède, elle décède à son tour sans enfants. C'est sa sœur Anne qui ceint la couronne. L'influence des Stuarts se fait de nouveau sentir. Nouveau texte incendiaire de Defoe contre l'intolérance religieuse : *The Shortest Way with the Dissenters*, « La plus courte façon d'entrer en dissidence ».

Il est arrêté et mis au pilori : ce supplice public permet aux passants d'insulter les victimes, de leurs cracher au visage des horreurs, et certains n'hésitent pas à leur jeter des ordures. Cas exceptionnel : le supplice se retourne en sa faveur. Daniel Defoe devient une star du pilori : il est célébré et applaudi par la foule. Il écrira en 1703 un *Hymne au pilori*, qui lui vaudra de retourner en prison.

Avec « la Glorieuse Révolution », de nombreux journaux ont vu le jour. Le premier quotidien anglais a été créé en 1702, *The Daily Currant.* En prison, Daniel Defoe crée la *Weekly Review* consacrée aux affaires françaises et aux relations entre la France et l'Angleterre, puis le journal s'élargit à la politique intérieure. Il paraît à

partir de 1705 et jusqu'en 1713, sur huit pages, trois fois par semaine – le mardi, le jeudi et le samedi. C'est un succès.

Il est le fondateur d'un supplément hebdomadaire de quatre pages qui était inséré dans la *Weekly Review* et qui ne cache pas son objet : « Le Mercure des scandales », dont l'objet est ainsi défini : « Revue des sottises, impertinences, vices et débauches de la semaine. »

La *Cambridge Bibliography of English Literature* aurait recensé quatre cents titres de la plume de Defoe, avant même qu'il ne devienne romancier.

Après l'une de ses nombreuses condamnations, la reine s'étant en personne acquittée de son amende en 1704, Defoe est libéré et chargé d'un rapport sur l'état du royaume : il voyage sous le nom d'Alexander Goldsmith.

Puis il négocie secrètement avec les parlementaires d'Édimbourg le traité d'union entre l'Écosse et l'Angleterre.

Poursuivi pour de nouveaux pamphlets, Defoe finit par s'éloigner de la politique au bénéfice du journalisme et de la littérature auxquels il se consacra jusqu'à sa mort.



En 1704, un marin écossais, Alexander Selkirk, est débarqué par son capitaine sur une île déserte de l'archipel Juan Fernandez, au large du Chili. Les versions divergent sur les raisons de cet abandon. Quatre ans plus tard, le capitaine récupère son marin. Rentré en Angleterre, celui-ci raconte son histoire qui donne lieu à plusieurs publications. Daniel Defoe s'en inspire et écrit ce qui est considéré

comme le premier vrai roman anglais. Il transforme ce fait divers en aventure mythique.

Le titre complet du livre : « La vie et les aventures étranges et surprenantes de Robinson Crusoé de York, marin, qui passa vingt-huit ans sur une île déserte sur la côte de l'Amérique, près de l'embouchure du grand fleuve Orénoque, à la suite d'un naufrage où tous périrent à l'exception de lui et comment il fut délivré d'une manière tout aussi étrange par des pirates. Écrit par lui-même ». Ce roman est publié à partir de 1719, en feuilleton, dans la presse. Tous ses romans seront titrés de cette manière.

En 1720, la peste réapparaît à Marseille et menace de nouveau l'Europe. Daniel Defoe, qui a fait faillite treize fois, a besoin d'argent : il y voit une opportunité de revenus, mais au-delà il pense faire œuvre utile pour ses concitoyens, tout en démontrant le rôle de la Providence. Car Daniel Defoe est un puritain presbytérien. Dans ce culte, tous les fidèles sont considérés comme des prêtres.

Dans son *Journal de l'année de la peste*, pour raconter l'épidémie qui a ravagé Londres en 1665, il invente un témoin en la personne d'un commerçant en sellerie de Whitechapel, qui par un concours de circonstances aurait été contraint de rester à Londres. Le livre retranscrit son témoignage qui commence ainsi : « Ce fut vers le début de septembre 1664 que, comme mes voisins, j'entends dire incidemment que la peste avait reparu en Hollande ; car elle y avait été très violente, particulièrement à Amsterdam et à Rotterdam en l'année 1663. »

Ce commerçant surveille les affaires de son frère, qui a réussi à fuir, et travaille au service de la collectivité comme « examinateur » des maisons jugées suspectes.

C'est un excellent témoin : il raconte la fuite de 200 000 personnes, la ville glissant dans le chaos avec la famine, la multiplication des vols, des pillages. Les hommes, les femmes et les enfants condamnés meurent en deux heures, tandis que les charniers se multiplient.

Il raconte les Londoniens qui poursuivent leurs activités avec des gousses d'ail dans la bouche, des transactions qui se font en déposant les pièces dans des pots de vinaigre, des cadavres précipités dans la Tamise, des suicides par le feu, une consommation folle d'alcool, celui-ci étant réputé préventif, des mendiants ivres

jetés vivants dans des fosses communes, et cette jeune femme enceinte embrassée de force par un pestiféré qui crie : « J'ai la peste, pourquoi pas vous ? »

Des malheureux condamnés à mourir dans leur maison réussissent à s'enfuir : ils avaient corrompu les gardes censés les en empêcher, ceux-ci furent fouettés en pleine rue sur ordre du lord-maire.

À travers le personnage de son protagoniste, Daniel Defoe se prononce en faveur d'une réduction de la période d'isolement des suspects de peste. Mais il approuve l'abattage de tous les animaux, chiens, chats, cochons, pigeons, lapins…

Toutes les charrettes et tous les chevaux sont réquisitionnés pour le transport des morts. Les fosses communes sont réglementées : elles doivent être profondes d'au moins 6 pieds…

Le grand reporter Defoe consacre une part importante de son enquête à la prévention : il cite des méthodes qui auraient prouvé leur efficacité. Il expose le cas d'un couple qui a survécu à la peste, lui fossoyeur qui gardait toujours de l'ail en bouche et qui fumait sans cesse les *plague pipes*, dans lesquelles brûlait un mélange à l'arsenic, et sa femme infirmière qui se lavait plusieurs fois par jour la tête au vinaigre et en imprégnait ses vêtements.

Le récit est d'un grand réalisme dans les descriptions comme dans les chiffres. C'est un parti pris : il s'agit de montrer l'horreur et d'armer les Londoniens pour limiter les effets dévastateurs d'une nouvelle pandémie, au cas où elle atteindrait de nouveau Londres.

En 1665, Daniel Defoe avait cinq ans, mais comme tous ses contemporains, il a vécu dans le souvenir de cette grande peste qui avait fait, cette année-là, 70 000 morts dans la capitale anglaise.

Son enquête utilise les témoignages directs, les archives de paroisses, les connaissances médicales en matière d'épidémies, les rapports officiels, des journaux privés.

Son objectif : la prophylaxie et la dénonciation des charlatans et des escrocs en tout genre qui sévissent en pareille situation. Son récit est un exceptionnel document sociologique sur une épidémie, mais aussi sur la ville de Londres, ses quartiers, les rapports sociaux, le mouvement de solidarité qui s'est emparé de tout le pays, de toutes les classes sociales.

De nombreux spécialistes de la peste à l'époque moderne ont vérifié son enquête, sur le plan médical, prophylactique, épidémiologique et historique.

Elle s'est révélée exacte là où un certain nombre de ses biographes et des spécialistes de Daniel Defoe penchaient pour une œuvre de fiction. Le *Journal de l'année de la peste* n'est pas un roman, c'est un reportage rétrospectif, et son auteur s'est illustré en enquêteur très rigoureux.

*Voir* : García Márquez (Gabriel) ; Hersey (John) ; Londres (Albert) ; Malaparte (Curzio) ; *New Journalism* ; Renaudot (Théophraste).

## Démenti

### *Deux infos au lieu d'une*

Jean Loret est l'inventeur du démenti.

Il adressait chaque semaine à la duchesse de Longueville, une des héroïnes de la Fronde, une gazette en vers, qui traitait de la politique, de la littérature comme du théâtre, et où les potins de la Cour occupaient une grande place. Cette chronique n'a pas laissé beaucoup de souvenirs dans la mémoire des poètes, mais elle enchante encore les historiens. Cette gazette a été publiée en trois volumes à partir de 1650 sous le titre de *La Muze historique*.




Jean Loret avait annoncé dans sa chronique épistolaire que M. de Brouzelle était décédé. Son rectificatif a suscité ce quatrain :

*Comme à mes dernières nouvelles*
*Je fis mort Monsieur de Brouzelle*
*J'annonce aujourd'hui que j'eus tort*
*Et qu'il n'est ni défunt, ni mort.*

C'est le premier démenti de l'histoire de la presse.

Pierre Lazareff n'avait pas tout à fait la même approche. Il y a beaucoup de citations merveilleuses du patron de *France-Soir* et des moins bonnes, comme celle-ci : « Les deux mamelles du journalisme moderne sont l'information et le démenti. » L'ancien patron de *France-Soir* a malheureusement confirmé cette approche avec cette autre phrase : « Une rumeur + un démenti = 2 infos. »

On peut regretter que Lazareff encourage le cynisme éditorial, dont on découvre qu'il a toujours eu de très nombreux défenseurs, jusque dans les rédactions *a priori* les plus immunisées.

En 2013, *Libération* a publié, en manchette de une, un démenti formel sur une rumeur attribuant à Laurent Fabius un compte bancaire caché en Suisse. Ce

démenti aurait dû en principe être autodissuasif, avant de disposer d'éventuels éléments supplémentaires.

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Bourrage de crâne.

## Dreyfus (L'affaire) – 1

### *Une campagne antisémite*

Édouard Drumont est à l'origine de l'affaire Dreyfus.

En 1886, il a fait un malheur au propre et au figuré avec la publication de *La France juive*, qui devient un best-seller jusqu'au plus profond des campagnes françaises. Le livre sera réédité en 1942 : Robert Brasillach, l'écrivain qui sera fusillé à la Libération pour collaboration avec les nazis, avait déclaré à propos de Drumont qu'il était « le précurseur génial du national-socialisme français ».

En 1892, fort de son succès, il crée son quotidien *La Libre Parole*, sous-titré « La France aux Français », un slogan promis à une longue vie… Il vend 100 000 exemplaires lorsque *Le Figaro* n'en vend que 75 000 et *L'Aurore* 25 000… Les titres, les articles publiés dans son journal sont aujourd'hui inimaginables : ils seraient interdits dans un consensus général. Édouard Drumont jouit alors de la toute neuve liberté de la presse et d'opinion. Nul n'aurait songé à lui contester l'usage qu'il en faisait.

Il est l'un des boutefeux, avec Paul Déroulède, le leader nationaliste, du scandale de Panama. Directeurs de journaux et parlementaires ont été corrompus pour faire voter une loi *ad hoc* : ils sont dénoncés par listes entières comme des « chéquards ». La République résiste au scandale. On va retrouver cette alliance des nationalistes et des antisémites au cœur de l'affaire Dreyfus, dans une nouvelle offensive contre la République.

L'année de la création de ce journal, Drumont part en guerre contre la présence d'officiers d'origine juive dans l'armée française. Le 23 mai 1892, il écrit : « Que seraient venus faire les Youtres dans les rangs de l'armée ? Tirer des traîtres vaut mieux que tirer à la cible. Il existe chez l'immense majorité des militaires un sentiment de répulsion instinctive contre les fils d'Israël. » Les officiers juifs sont désignés comme des espions en puissance.

Les Juifs ont été émancipés par un décret de 1791 et sont, depuis, des citoyens comme les autres à égalité de droits et de devoirs. La France assimilatrice est alors le seul pays où des officiers d'origine juive ont été promus généraux.

Cette campagne de presse déclenchée par *La Libre Parole* est reprise par *La Croix* – le puissant organe de la hiérarchie catholique et des paroisses, qui, subissant la concurrence de *La Libre Parole,* utilise comme slogan publicitaire : « Le journal le plus antijuif de France » – et par de nombreux autres titres dont *L'Intransigeant* d'Henri Rochefort.

Cette croisade antijuive dans l'armée porte ses fruits. De nombreux officiers d'origine juive sont provoqués en duel par des militaires antisémites. Le capitaine Armand Mayer du génie, attaché à l'École polytechnique, se bat en duel pour défendre le droit d'être un soldat français. Il affronte à l'épée un journaliste de *La Libre Parole*, le marquis de Morès, qui le tue. Ce duelliste antisémite s'était fait connaître par les chasses aux Juifs qu'il organisait dans l'île de la Jatte, près de Paris, armé d'un bâton au bout clouté qu'il avait surnommé « boule de Juif ».

Le 29 octobre 1894, *La Libre Parole* révèle l'arrestation d'un officier juif pour trahison au profit de l'Allemagne. « Il a tout avoué et il est prouvé qu'il vendait des secrets à l'Allemagne. » Son nom : Alfred Dreyfus, un capitaine de trente-cinq ans affecté à l'état-major. Le 22 décembre, le capitaine est condamné sans preuve par un conseil de guerre à la déportation perpétuelle à l'île du Diable. Non seulement cette campagne antisémite se développe librement, mais – et c'est le fond de l'affaire – la presse quotidienne française dans son écrasante majorité y participe.

L'historienne Janine Ponty a publié en 1974 une étude passionnante sur la presse de cette époque : elle a analysé cinquante-cinq quotidiens paraissant en février 1898. La date est importante, Alfred Dreyfus est à l'île du Diable depuis trois ans, « J'Accuse » a paru en janvier dans *L'Aurore*, et la culpabilité d'Esterhazy, le

faussaire, ne fait plus de doute même s'il a été, contre l'évidence, innocenté par un conseil de guerre. Le score est accablant.

Sur 55 quotidiens, 48 sont toujours antidreyfusards, ils représentent 96 % du tirage de cet ensemble. Les dreyfusards, malgré Zola, ne pèsent que 2 % en termes de tirage, avec 4 quotidiens seulement, un mois après sa fameuse lettre au président Félix Faure. Et 3 quotidiens plaident pour un procès en révision. Sur 48 quotidiens antidreyfusards, 22 – quasi la moitié – sont des journaux antisémites appelant à la violence, 5 sont des antisémites qualifiés, selon l'étude, de « non violents ».

Les autres mettent en avant le nationalisme, la défense de l'armée et de l'état-major, enfin les chances d'une revanche sur l'Allemagne. On peut regarder ces résultats sous tous les angles, c'est un désastre. La mobilisation des intellectuels pour Dreyfus, l'engagement de certains militaires en sa faveur, à l'image du colonel Picquart, le « J'Accuse » de Zola parviennent à révéler la vérité, mais ils sont étouffés par cette campagne infernale menée par la majorité de la presse.

Un autre capitaine d'origine juive, un homonyme de celui qui avait été tué en duel, André Mayer, est mis en 1899 en « non-activité avec retraite d'emploi ». Cet officier de culture israélite a été dénoncé par le journal *Le Gaulois*, parce qu'il développait dans ses écrits des conceptions stratégiques jugées hérétiques par ses pairs. Il prédisait, entre autres, que « la guerre de l'avenir » serait « une guerre de l'immobilité ». Ce visionnaire ne sera réintégré dans l'armée qu'en 1908.

Le geste de Zola reste à juste titre dans les mémoires comme un acte légendaire, qui honore l'histoire de la presse, celle de *L'Aurore* et de Clemenceau, son directeur politique. « Il fut un moment de la conscience humaine », dira Anatole France sur la tombe d'Émile Zola. Certes, mais il n'aura pas changé les rapports de forces.



Les quarante-huit quotidiens antidreyfusards mesurent le poids de l'opinion nationale antisémite dans le pays. Le gouvernement, l'armée, la justice et la grande presse refusent toujours la révision.

Aux élections législatives de 1898, si Édouard Drumont est élu député à Alger, les républicains reviennent en force. Les maladresses du ministre de la Défense Godefroy Cavaignac, qui veut en finir avec l'affaire Dreyfus, vont encore affaiblir la position de l'état-major. Pour prouver la culpabilité de l'officier, il produit devant les députés les pièces secrètes qui, en principe, l'ont fait condamner. Parmi elles, un document se révèle un faux fabriqué par le colonel Henry pour nourrir un dossier vide. Le colonel est arrêté : il avoue et se suicide. Esterhazy, l'auteur du faux bordereau, prend la fuite. Les deux faussaires sont démasqués, mais sans conséquence pour Dreyfus.

Les gouvernements se succèdent jusqu'à l'échec de la tentative de coup d'État antirépublicain de Paul Déroulède en 1899 : il est arrêté avec plusieurs chefs nationalistes, ce qui va permettre aux républicains de passer à l'offensive, bien qu'un autre conseil de guerre ait de nouveau condamné l'ex-capitaine.

Depuis le début de l'affaire, les républicains redoutaient une coagulation entre un nationalisme exacerbé, un ultracatholicisme et une déferlante antisémite, des monarchistes en quête de revanche et des officiers supérieurs vent debout pour défendre leurs collègues de l'état-major.

Le 22 juin 1899, après les élections, Waldeck-Rousseau forme un gouvernement de « défense républicaine », qui réussit l'exploit d'avoir le soutien

des socialistes, dans un cabinet où le ministre de la Guerre est connu comme le massacreur de la Commune, le général de Galliffet. Lorsque le président du Conseil Waldeck-Rousseau demande au président Loubet de gracier Dreyfus, l'écrasante majorité de la presse s'élève de nouveau contre cette mesure.

La révision du procès est acceptée en 1904. Le capitaine est réhabilité en 1906. Réintégré dans l'armée en tant que commandant, il a pris part à la Grande Guerre comme lieutenant colonel ; il est au Chemin des Dames en 1917 et à Verdun.

Après « l'affaire », la liberté d'opinion et de presse est de nouveau en question. Est-elle la cause du désordre, n'est-elle pas en train de pousser à la guerre civile ? Pour certains, le combat pour la liberté de la presse est devenu synonyme de désordres révolutionnaires. Et les robespierristes du jour, tous très à gauche, de citer celui qui proclamait : « La liberté de la presse ne doit pas être permise lorsqu'elle compromet la liberté publique. » Ceux-là sont favorables à une restriction de cette liberté.

La liberté d'opinion et de presse instaurée par les lois de 1881 échappe à la remise en cause, elle ne l'est qu'à la marge.

Nous disposons depuis de plusieurs lois, la loi Pleven de 1972 qui réprime toute incitation à la haine raciale et aux discriminations, enfin les lois mémorielles, la loi Gayssot de 1990, sur le délit de contestation de crimes contre l'humanité, la loi Taubira en 2001 qui reconnaît la traite des Noirs et l'esclavage comme des crimes contre l'humanité et la loi de 2004 qui réprime « les discours injurieux, diffamatoires et d'incitation à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes, à raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap » qui entraîneraient immédiatement des poursuites contre les discours des polémistes de la fin du XIX^e siècle.

Pour la presse, le bilan est catastrophique.

Elle a fait une démonstration de puissance, principalement négative. Les partisans de l'innocence de Dreyfus, minoritaires tout au long de cette histoire, déploieront des efforts considérables pour démontrer preuves à l'appui son innocence, dans une indifférence quasi totale. On pense au mémoire de Bernard Lazare qui servira de colonne vertébrale au « J'Accuse » de Zola, aux démarches du

colonel Picquart punies d'une exclusion de l'armée et d'un séjour en prison, et à Zola contraint à l'exil.

L'affaire dure douze ans jusqu'à la réhabilitation complète de Dreyfus. L'état-major et l'Église ont constitué le socle de l'antidreyfusisme, et les manifestations antisémites se poursuivent dans les grandes villes de France, pendant plusieurs années. L'opinion majoritaire reste hostile à Dreyfus et aux dreyfusards. *Le Petit Parisien* vendait 800 000 exemplaires en 1898 et 1 million en 1902 : il s'affiche comme « le plus fort tirage du monde entier », ce qui, alors, n'était pas faux. *Le Petit Parisien* a suivi le torrent antidreyfusard, versant nationaliste, mais en 1899, il devient révisionniste, tout en faisant cohabiter de manière quotidienne les deux thèses, celle de l'état-major et celle des dreyfusards.

*Le Petit Journal*, l'autre grand titre millionnaire, était antisémite. Il se prononce contre toute révision. Le troisième titre qui dépasse le million d'exemplaires, *Le Matin*, a pris un parti antidreyfusard par nationalisme, il se contentera de changer de sujet !

Aucun quotidien appartenant à la majorité antidreyfusarde n'aura fait le moindre *mea culpa*. Les faits n'auront jamais convaincu la majorité des titres de presse.

*Le Figaro* sera l'une des victimes de l'affaire Dreyfus. Son directeur se révéla dreyfusard : il publia courageusement une série d'articles d'Émile Zola sur l'affaire un peu plus d'un mois avant « J'Accuse », ce que lui reprocha son lectorat en se désabonnant. Le tirage du *Figaro* qui était de 75 000 exemplaires en 1896 s'effondre, il n'est plus en 1901 que de 20 000 exemplaires.

D'un côté une presse de masse antidreyfusarde et de l'autre une presse des élites, qui aura bataillé pour la vérité. Les deux ne se seront pas rencontrées.

La jeune République a réussi à surmonter de nombreuses épreuves : le boulangisme, le scandale de Panama, les attentats anarchistes et l'affaire Dreyfus. Mais la collaboration et ses sombres cortèges se devinent derrière les ivresses de la Belle Époque.

L'idée sioniste de Theodor Herzl est née de la conjugaison des pogroms en Europe centrale et du séisme provoqué par l'affaire Dreyfus dans le pays de l'assimilation. Correspondant à Paris du *Neue Freie Presse*, le grand quotidien

autrichien, il en suit tous les épisodes. Il écrit en 1896 le livre qui théorise l'exigence sioniste, *L'État des Juifs*, et il organise en 1897 le premier congrès du mouvement sioniste mondial. Cinquante ans après, les Nations unies, après la Seconde Guerre mondiale, votaient en faveur de la création de l'État d'Israël.

Le journaliste austro-hongrois est aidé, au départ, par Bernard Lazare, un journaliste anarchiste, qui fut le premier des dreyfusards. Il avait combattu Édouard Drumont en publiant en 1894 *L'Antisémitisme, son histoire et ses causes*. Puis *L'Affaire Dreyfus, une erreur judiciaire*, qui avait servi de base à la lettre accusatrice d'Émile Zola en 1898. Il meurt de maladie en 1903.

*Voir* : Bourrage de crâne ; Dreyfus (L'affaire) – 2 ; Épuration ; Papier.

## Dreyfus (L'affaire) – 2

### *« J'Accuse »*

Lorsque Émile Zola publie sa lettre au président de la République dans *L'Aurore* le 13 janvier 1898, l'affaire Dreyfus est considérée comme terminée depuis plus de trois ans. Condamné, dégradé, l'ex-capitaine Dreyfus est en réclusion à l'île du Diable.

Le commandant Esterhazy, accusé d'être l'auteur du faux bordereau qui a envoyé Dreyfus en enfer, a demandé à comparaître devant un tribunal militaire pour « laver son honneur ». Soutenu par l'état-major, il est acquitté, le jour même de la publication de « J'Accuse » : le jugement confirme la culpabilité de Dreyfus. Le colonel Picquart, le chef du contre-espionnage, qui avait trouvé de très fortes ressemblances entre l'écriture d'Esterhazy et celle du bordereau, est arrêté à son tour et incarcéré au Mont-Valérien.

La lettre accusatrice d'Émile Zola au président de la République va relancer l'affaire Dreyfus : en diffamant de manière délibérée l'état-major, l'écrivain se met

en contravention avec la loi, ce qui oblige le gouvernement à engager des poursuites. Le procès, au lieu de se dérouler dans un cadre militaire, aura lieu aux assises, c'est-à-dire dans un cadre civil, et échappera ainsi au contrôle de l'état-major.

Émile Zola est certain d'être condamné, mais en se faisant procureur à ses risques et périls, il renverse l'affaire : les dreyfusards passent de la défensive à l'offensive. Zola vient d'inventer ce que l'avocat Henri Leclerc appellera plus tard « la bonne diffamation ».

« Monsieur le Président,

« Me permettez-vous, dans ma gratitude pour le bienveillant accueil que vous m'avez fait un jour, d'avoir le souci de votre juste gloire et de vous dire que votre étoile, si heureuse jusqu'ici, est menacée par la plus honteuse, de la plus ineffaçable des taches ? »

Cette lettre manuscrite faisait 39 feuillets, 4 500 mots, elle se termine par la mise en accusation nominale : Zola accuse le lieutenant-colonel Paty de Clam d'être « l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire », le général Mercier, qui était ministre de la Guerre au moment des faits, de complicité « par faiblesse d'esprit », le général Billot de complicité « pour sauver l'état-major », le général de Pellieux pour « son enquête scélérate »…

Au terme de cette diffamation volontaire, il conclut : « En portant ces accusations, je n'ignore pas que je me mets sous le coup des articles 30 et 31 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 qui punit les délits de diffamation, c'est volontairement que je m'expose. »

Émile Zola a choisi de publier cette lettre dans *L'Aurore*, un quotidien créé quelques mois auparavant et dont Georges Clemenceau est le directeur politique. À la différence de la plupart des parlementaires de son époque – ce qu'il n'est plus : il a été battu –, il a une véritable carrière journalistique derrière lui. Cette expérience va lui servir le 12 janvier 1898 lorsque Zola vient au siège de *L'Aurore* lire le texte de sa lettre.




Clemenceau et Zola ont le même âge, à un an près, cinquante-huit ans pour Zola, un de moins pour le directeur politique de *L'Aurore* qui, après lecture, juge le texte « immense ». Ernest Vaughan, le propriétaire du journal, s'enflamme lui aussi : alors que le tirage habituel de son quotidien est de 30 000, il anticipe et s'engage sur dix fois plus.

Clemenceau invente pour l'occasion une « une-affiche ». Le texte apparaît en pleine page, sur six colonnes, avec une suite en page intérieure, le titre proposé par Zola n'en est pas un, mais une formule de politesse : « Lettre à Monsieur le Président… » Clemenceau propose de titrer « J'Accuse… ! » en gros titre avec deux majuscules qui renforcent l'engagement personnel de Zola, des lettres en corps gras, avec beaucoup de chasse, et deux sous-titres importants mais en maigre : « Lettre au président de la République » et « Par Émile Zola ».

Comme le dit l'historien Henri Mitterand, cette une, c'est « l'éclair qui précède le grondement du tonnerre ». En titrant « J'Accuse », Clemenceau a compris qu'Émile Zola avait choisi de se faire accusateur. Les partisans de Dreyfus subissaient l'offensive antisémite et nationaliste, Zola change de terrain et accuse. L'affaire Dreyfus est devenue l'affaire Zola-Dreyfus.

L'après-midi de ce 13 janvier, alors que « J'Accuse » est partout, le président du Conseil Jules Méline déclare devant l'Assemblée : « L'affaire Dreyfus n'existe pas » ; il obtient la confiance de la Chambre pour défendre l'état-major et promet des poursuites contre Émile Zola.

Le lendemain, Clemenceau publie une liste d'artistes, de penseurs qui ont pris la défense de Dreyfus. Dans son éditorial il remarque que « les hommes de pensée

se sont mis en mouvement… N'est-ce pas un signe, tous ces *intellectuels* venus de tous les coins de l'horizon qui se groupent sur une idée et s'y tiennent, inébranlables ? ».

Il vient d'enrichir le vocabulaire politique d'une nouvelle catégorie, qui fera fureur tout au long du XXe siècle et au-delà, « les intellectuels » : Anatole France, Courteline, Proust, Mirbeau, Mallarmé, Monet, Pissarro, Péguy, ils seront bientôt plus de 2 000 pour la révision du procès d'Alfred Dreyfus.

Cette lettre n'a pas pour autant terrassé le mensonge ni mis fin à l'injustice.

Des exemplaires de *L'Aurore* sont immédiatement brûlés, des manifestations violentes ont lieu dans plus de cinquante villes contre Zola et « contre les Juifs », elles vont durer et se prolonger jusque dans les premières années du XXe siècle. Des émeutiers s'en prennent aux magasins juifs, des synagogues sont attaquées.

En Algérie, les manifestants suivent le chef de la ligue antijuive qui proclame : « Nous arroserons s'il le faut de sang juif l'arbre de notre liberté. » En 1900, cet antisémite sera élu maire d'Alger. En 1902, ils sont encore des milliers à scander « Mort aux Juifs » dans le quartier de l'Opéra.

La presse antidreyfusarde – 5 millions d'exemplaires chaque jour – riposte en publiant, elle aussi, des listes d'artistes et de « penseurs », prenant position contre Dreyfus et contre Zola : vingt-deux membres de l'Académie française dont François Coppée, Paul Bourget, José-Maria de Heredia, Albert de Mun, Albert Sorel, des membres de l'Institut, des peintres : Degas, Renoir, Cézanne, Rodin, Toulouse-Lautrec, des écrivains emmenés par Maurice Barrès, Jules Verne, Pierre Louÿs, suivis par beaucoup d'autres. Ils seront bientôt 5 000 opposés aux 2 000 de Zola-Dreyfus. Le dessinateur Forain crée en 1898 *Psst*, un brûlot antisémite qui accueille tous les caricaturistes antidreyfusards.

Le 15 janvier, deux jours après « J'Accuse », 200 000 exemplaires d'une *Réponse de tous les Français à Zola* s'arrachent, qui dénonce le complot contre l'armée. Ce télescopage d'éditions spéciales, cette débauche de papier inspirent au peintre suisse Félix Vallotton une eau-forte publiée dans *Le Cri de Paris*, le 23 janvier 1898, dix jours après la publication du « J'Accuse », et devenue le symbole de l'affaire Dreyfus.

Ce dessin s'appelle « L'âge de papier ». Il capte un moment historique : la rencontre entre des lois, celles de 1881, qui viennent de libérer la presse, et une technologie qui permet de grands tirages. *Le Petit Parisien* dépasse le million d'exemplaires. L'autre grand tirage français, c'est *Le Petit Journal* qui réclame, en février 1898, « des poursuites immédiates contre les partisans de la révision ».

Le procès Zola se déroule du 7 au 23 février 1898. Il est défendu par Georges Clemenceau : cet homme politique est non seulement un médecin et un journaliste professionnel, mais il se révèle aussi un redoutable avocat autorisé à plaider sans robe. L'écrivain est bien sûr condamné à un an de prison ferme et 3 000 francs d'amende, la peine maximale.

Ce verdict est cassé, un deuxième procès a lieu : Zola n'attend pas le verdict, prend le train pour Calais et s'exile à Londres, il y restera onze mois. L'opinion nationaliste et antisémite, alors majoritaire, considère « le manifeste des intellectuels » comme une manifestation de mépris d'une petite élite parisienne coupée du peuple.

*L'Aurore* ayant accusé Édouard Drumont d'avoir été un « embusqué » de 1870, celui-ci avait répliqué dans son style habituel : « Clemenceau avait toujours été sous l'influence des Juifs et il avait été le commandité du Juif allemand Cornelius Hertz [qui aurait financé le journal de Clemenceau]. » Le directeur de *L'Aurore* lui envoie ses témoins : le duel a eu lieu en février 1898, trois balles sont tirées, sans blessures. Plusieurs autres duels sont associés à l'affaire Dreyfus, dont un duel entre le colonel Picquart et le colonel Henry à l'intérieur de l'École militaire en 1897, et fin 1898 un duel oppose Maurice Barrès à un de ses amis, devenu dreyfusard.

« J'Accuse » a l'effet escompté par Zola : il a réussi à déplacer l'affaire du militaire au civil. Il n'a pas provoqué pour autant un retournement de l'opinion. Mais après cet article, il y a deux camps : les antidreyfusards et les dreyfusards. L'historien René Rémond voyait dans cette confrontation l'une des origines du conflit droite-gauche en France.

Six mois après « J'Accuse », au cours de l'été, le colonel Henry passe aux aveux et reconnaît avoir fabriqué un faux accusant Dreyfus. Il se suicide dans sa cellule tandis que l'auteur du vrai-faux à l'origine de l'affaire, le commandant Esterhazy, s'enfuit. On apprendra plus tard qu'il vendait des informations aux services

allemands. Il trouve refuge en Angleterre où il devint le correspondant de *La Libre Parole* jusqu'en 1906.

Alors que l'accusation s'effondre par pans successifs, que les faits s'imposent, l'idéologie antisémite et nationaliste reste dominante, de telle sorte qu'il faudra attendre 1906 – c'est-à-dire encore huit ans – pour que l'innocence de Dreyfus soit officiellement reconnue.

En attendant, en 1899, *La Croix* écrit : « On ne se demande plus : Dreyfus est-il coupable ou innocent ? On se demande : Qui l'emportera des ennemis de l'armée ou de ses amis ? »

Les antidreyfusards n'ont pas renoncé et s'acharnent contre Émile Zola : son père est accusé de détournement de fonds et d'avoir été pour cette raison chassé de la Légion. L'écrivain, après une longue enquête, va démonter cette calomnie construite à partir de faux documents fabriqués, cette fois encore, par le colonel Henry, peu de temps avant son suicide.

Le vrai tournant de l'affaire Dreyfus intervient le 23 février 1899. Paul Déroulède, le leader de la droite nationaliste et catholique, profite des obsèques du président de la République Félix Faure pour essayer de détourner un régiment sur l'Élysée. Il fait ce que le général Boulanger dix ans plus tôt n'avait pas osé faire. L'opération échoue, il est arrêté avec plusieurs de ses partisans. Jugé en Haute Cour, il est banni en Espagne. Il sera amnistié en 1905. La menace d'un coup d'État nationaliste s'éloigne.

Pour les républicains, le rapport de forces commence à changer.

Le jugement du premier conseil de guerre condamnant Dreyfus à la perpétuité est cassé en juin 1899. Alfred Dreyfus, après cinq années de déportation, rentre en France. Le second conseil de guerre se réunit en août. L'ex-capitaine est de nouveau condamné le 9 septembre – mais cette fois la condamnation est réduite à dix ans de réclusion et il échappe à la perpétuité – pour trahison mais avec des circonstances atténuantes. Deux officiers, juges du conseil de guerre, se sont prononcés pour l'innocence du capitaine, ouvrant une brèche dans la résistance de l'état-major.

Le 19 septembre, la grâce présidentielle est demandée par le gouvernement. Dreyfus est libéré. En novembre, une loi d'amnistie générale concerne les

dreyfusards comme Zola et Picquart, mais aussi tous les officiers mis en cause par l'écrivain.

Le ministre de la Guerre, le général de Galliffet, conclura l'affaire Dreyfus par cette formule lapidaire : « L'incident est clos. »

Émile Zola, dans un article de 1902 de nouveau publié dans *L'Aurore*, écrit : « J'attends l'inévitable justice avec la seule amertume de voir que pas un de ceux qui savent, et qui peuvent, ne trouve le courage de guérir la France du mal honteux dont elle souffre [c'est-à-dire du] fatal chantage de la presse d'opposition nationaliste. »

L'écrivain meurt peu de temps après dans un accident domestique. Ses cendres sont transférées au Panthéon en 1908. Dreyfus a été réhabilité, et promu au grade de commandant. Il est victime, au cours de cette cérémonie, d'une tentative de meurtre. Son agresseur est un antisémite proche d'Édouard Drumont. Il est arrêté. Traduit en justice, il est acquitté.

*Voir :* Caillaux (Henriette) ; Clemenceau (Georges) ; Dreyfus (L'affaire) – 1 ; Papier ; Voltaire ; Zola (Émile).

# Droniste

## *Vu du ciel*

Les manifestants turcs de la place Taksim à Istanbul ont utilisé un drone pour survoler et filmer les charges policières. BFM-TV a couvert une partie des inondations du bassin de la Garonne il y a près de deux ans de cette manière, et France Télévisions a expérimenté un drone dès le Tour de France 2013.

Raphael Labbé, journaliste à *L'Express*, qui a mené une expérimentation de trois mois à ce sujet pour le magazine, définit le journalisme de drone : « 60 % de

pilotage, 30 % de vidéo et 10 % de journalisme. » Toutes les télévisions du monde les utilisent désormais.

Le drone serait une invention militaire française. Un ingénieur et un capitaine, tous deux fous d'aéromodélisme, mettent au point, en 1923, le premier drone. L'armée tricolore qui n'était pas spécialement portée sur la modernité technologique n'en voit pas l'utilité, alors que les nazis ont des prototypes dès 1938. Les Américains les expérimentent pour des missions de surveillance pendant la guerre de Corée, puis au Vietnam. Les premiers à en faire une utilisation meurtrière seraient les Iraniens, pendant la guerre qui les a opposés à l'Irak.

Les Israéliens, qui les ont développés de manière industrielle, en revendiquent la paternité. Ils les utilisent de manière permanente en Cisjordanie et à Gaza. L'État hébreu est devenu le premier exportateur mondial : il a vendu entre 2005 et 2012 un millier d'appareils à quarante-deux pays.

La flotte américaine des robots volants se développe à partir de la guerre du Golfe. En janvier 2010, les États-Unis disposaient de milliers de drones militaires et les patrouilles de drones armés ont augmenté entre 2005 et 2011 de 1 200 %. L'armée de l'air a créé en France un escadron de drones basé à Cognac, un autre à Belfort.

Dès 2002, sous George Bush, les États-Unis utilisent les drones dans la lutte antiterroriste pour des missions d'élimination. Barack Obama va systématiser cette politique qui permet de faire la guerre sans la déclarer, sans engager de forces terrestres, et sans avoir à déplorer de pertes parmi les troupes américaines. C'est la guerre *low cost*, le comble du concept de « la guerre zéro mort ». Le zéro mort ne concerne bien sûr que les Américains : selon les chiffres du Sénat des États-Unis, de 2002 au printemps 2013, 4 756 personnes, au Pakistan, au Yémen et en Somalie auraient été exécutées de cette manière.

Tous les mardis, le président des États-Unis se voit soumettre une *killing list*, qu'il révise ou approuve, et des pilotes au sol, rompus aux techniques des jeux vidéo, au fin fond de bunkers tapis dans des bases américaines, frappent et tuent à des milliers de kilomètres.

Le maître d'œuvre de cette politique s'appelle John Brennan, un vétéran de la CIA très hostile à la guerre en Irak, très critique contre l'usage de la torture dans les

interrogatoires : ce palmarès lui a permis de devenir en 2013 le patron de la CIA. Il revendique le fait d'avoir mis l'usage des drones sous le contrôle de la présidence alors que leur utilisation sous George Bush lui échappait. La Maison Blanche s'est accordé une liberté à bien des égards, renversante, à ce jour tolérée par l'opinion américaine, parce qu'elle permet de ne pas multiplier les bourbiers militaires.

Al Qaïda et ses épigones, tout comme l'État islamique en Syrie et au Levant, doivent remuer ciel et terre pour rééditer un 11 septembre 2001 simplifié, avec des drones, sans avoir à détourner des avions.

Les drones ne font pas rêver que les dirigeants politiques et militaires, ils passionnent les journalistes.

Depuis la première guerre du golfe Persique, les guerres leur sont devenues inaccessibles. C'est vrai pour les interventions américaines comme pour les guerres françaises en Libye, au Mali ou en Centrafrique. Les guerres réputées propres sont en réalité des guerres médiatiquement camouflées, nettoyées et aveuglées. D'où l'envie d'aller, en utilisant des drones civils, partout où le champ de bataille est interdit.

On imagine les grands reporters partant avec une valise dans laquelle se trouvent un écran de pilotage et un engin aérien, pour suivre une colonne rebelle, ou un massacre.

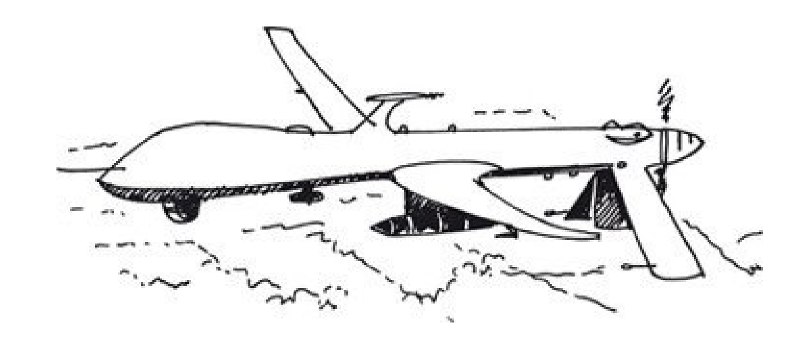
Car si le drone tue, il a surtout pour vertu de voir ce qu'on ne peut pas voir de là où nous sommes, c'est-à-dire du plancher des vaches. Ce qui favorise la ruée vers les drones civils, c'est leurs coûts d'utilisation – moins chers que l'hélico : un investissement somme toute réduit.

Chacun en a pu en faire l'expérience en achetant les engins aériens de la marque Parrot, qui permet entre autres de filmer sa maison de campagne vue du ciel et les ébats de tous ceux qui y vivent. Parrot en a vendu plus de un million en 2014. Rien qu'en France une vingtaine de start-up, au moins, fabriquent déjà des drones civils de surveillance, pour les agriculteurs, pour la police, pour des agences de sécurité, pour les pompiers, pour la surveillance des convois, des lignes de chemins de fer…

Le ciel sera bientôt très encombré par des libellules de carbone.

Le viol de la vie privée va connaître une nouvelle jeunesse. Les hauts murs des propriétés ne suffiront plus à cacher les plaisirs pratiqués par des personnalités cachées. Elles devront désormais se méfier des jouets d'enfant en vol stationnaire au-dessus d'une piscine ou devant des fenêtres d'une chambre où une actrice célèbre se détend en bonne compagnie. Tina Turner et Beyoncé ont déjà été victimes de ces drôles d'oiseaux. Certains drones, très sophistiqués, parviennent à identifier une personne ou une plaque d'immatriculation à 18 000 mètres d'altitude où ils sont indétectables. Ceux-là, on ne les entendra même pas ronronner.

La mise au point d'une éthique d'utilisation du drone risque de prendre un certain temps. Ce jouet est par définition intrusif, il opère par surprise, il est inattendu, il n'est pas immédiatement repérable, et souvent il passe inaperçu. Le journalisme en principe doit se revendiquer comme tel. Il est peu probable que les drones des paparazzis soient équipés de haut-parleurs annonçant la présence dans le ciel d'une caméra volante.



*Voir* : Paparazzis ; Vie privée.

## Dumas (Alexandre)

### *Monte-Cristo journaliste*

Alexandre Dumas incarne dans l'excès, la boulimie et la mégalomanie le journalisme d'écrivain, qui aura été le moteur principal de la presse française au cœur du XIX^e siècle.

Des romanciers et des poètes s'emparent du combat pour la liberté d'expression, participent activement à trois révolutions, celles de 1830, de 1848 et de 1871. Avec eux, la presse écrite fait l'histoire et ces auteurs y laissent leurs empreintes.

L'œuvre journalistique d'Alexandre Dumas est époustouflante, comme sa vie. Dans un siècle où les géants se bousculent, il fait figure de titan en toutes choses.

Dès 1826, il crée une revue, *La Psyché*, dont les collaborateurs s'appellent Alfred de Vigny, Victor Hugo, Charles Nodier et François-René de Chateaubriand. Alexandre Dumas n'a que vingt-quatre ans.

En 1836, la presse est en pleine mutation. Pour fidéliser ses lecteurs, Émile de Girardin avec *La Presse* et Prosper Dutacq qui dirige *Le Siècle* baissent de moitié le prix de vente des journaux et celui de leurs abonnements, grâce à la publicité payante et à l'accroissement du nombre des lecteurs. Et ils utilisent tous les deux une nouvelle technique de fidélisation : le feuilleton.

*La Presse* publie quatre feuilletons hebdomadaires dont celui dominical de Dumas. En 1839, paraissent 92 feuilletons dans la presse, et à la veille de la révolution de 1848, le chiffre monte à 202, tous payés à la ligne.

*La Comtesse de Salisbury* est le premier feuilleton signé par Alexandre Dumas, où le prince du théâtre romantique fusionne le roman historique et le drame. C'est en 1838 que se produit, grâce à Gérard de Nerval, la rencontre de Dumas avec Maquet. Leur collaboration va durer jusqu'en 1851.

Alexandre Dumas se lance alors dans la production industrielle de feuilletons. Il met en place une véritable usine romanesque dont Auguste Maquet fut le chef de production, il invente avec lui des formes d'écriture collective, qui annoncent la fabrication des séries télévisées d'aujourd'hui, sous la conduite d'un *show-runner*. Alexandre Dumas a été le plus grand *show-runner* du XIX^e siècle.

Selon Francis Lacassin, spécialiste de la série B, les éditeurs de la première moitié du XIX^e siècle encourageaient, en tous les cas toléraient, les plagiaires et les auteurs de faux mémoires attribués à des personnages historiques. Selon lui, tous

ces faussaires et ces rewriters avaient un nom éloquent : on les appelait les « teinturiers ». La manufacture Dumas en aurait utilisé un certain nombre.

La production du couple Dumas-Maquet est vertigineuse. En deux ans, en 1844 et 1845, il publie *Les Trois Mousquetaires* dans *Le Siècle, La Reine Margot* dans *La Presse*, *Une fille du Régent* dans *Le Commerce, Le Comte de Monte-Cristo* dans *Le Journal des débats*. *Le Chevalier de Maison-Rouge* est publié l'année suivante dans *La Démocratie pacifique*, *La Dame de Monsoreau* dans *Le Constitutionnel*… Ces romans-feuilletons sont tous des best-sellers de l'époque et font de lui un géant de la littérature.

L'idée et le canevas sont toujours de Dumas, Maquet écrit une première version que l'écrivain reprend, y introduit sa verve, réécrit des scènes entières, muscle des dialogues, parfois les allonge. On connaît des chapitres de Maquet de douze pages repris par Dumas et déployés sur soixante-quinze pages au moment de la parution. Lors du procès en paternité intenté par Maquet, Dumas a dû honorer une très coûteuse transaction financière pour garder le droit de signer seul cette œuvre prolifique.

*Les Trois Mousquetaires* mais surtout *Le Comte de Monte-Cristo*, sans doute le plus autobiographique de tous ses ouvrages, dominent ce cosmos littéraire. Ce petit-fils d'esclave et fils métis d'un général républicain écarté par Napoléon a toujours été en quête de revanche. Alexandre Dumas fut tout au long de sa vie trois hommes à la fois : Edmond Dantès, Porthos et le comte de Monte-Cristo. Ce nom magique était celui d'un îlot proche de Saint-Domingue où son grand-père, Alexandre Davy de La Pailleterie, avait exploité une plantation et où il avait vécu avec l'esclave Marie-Cessette Dumas, dont il a pris le nom.

En vingt ans, entre 1848 et 1869, Dumas aura créé et dirigé une dizaine de journaux en tout genre, du mensuel politique au quotidien napolitain bilingue, sans compter ses multiples participations à d'autres organes. Une grande partie des revenus générés par ses divers best-sellers y aura été investie.



Le journalisme de Dumas fusionne toujours la littérature, la presse et l'action républicaine. Il paie de sa personne en prenant part aux événements. Le 30 juillet 1830, il tire contre les soldats qui défendent le trône des Bourbons. Les insurgés vont manquer de munitions, il se précipite dans la nuit à Soissons où il s'empare les armes à la main d'un arsenal militaire qu'il rapporte à Paris.

En 1848, il est de nouveau dans l'action. Il croit l'heure venue d'une révolution dirigée enfin par des artistes, à l'image de Lamartine proclamant la République d'un balcon de l'hôtel de ville de Paris. Il se présente à la députation en mettant en avant ses 400 ouvrages et ses 35 drames composés durant vingt ans. Il est battu et retourne animer les rédactions de plusieurs journaux.

Il lance *Le Mois*, un mensuel qu'il écrit seul. Son ambition : « Nous serons les sténographes de l'univers. » Alexandre Dumas y multiplie les reportages sur les journées de juin – auxquels il applique son talent dramaturgique –, mais aussi les articles de fond. En tant que créateur, il conçoit son rôle comme celui d'un guide appelé à montrer le chemin au peuple, dans une révolution qu'il voit culturelle.

La révolution le déçoit. Les débordements des « rouges », c'est-à-dire des ouvriers parisiens et des meneurs blanquistes, l'effraient et, comme Hugo, il prend position aux élections de 1849 pour l'homme providentiel du moment : Louis Napoléon Bonaparte, qui, loin de sauver la République, comme ils l'espèrent, confisque le pouvoir.

Deux ans après sa création, *Le Mois* cesse de paraître. Dumas s'exile pendant un temps à Bruxelles.

De retour à Paris, il lance un nouveau périodique. « Je vais faire un journal pour les mettre au pied du mur, nous verrons si on l'arrêtera. » Cet hebdomadaire s'appelle *Le Mousquetaire*, sous-titré « Le journal de Monsieur Alexandre Dumas ».

Il en est le propriétaire, le rédacteur en chef, l'auteur du feuilleton, l'éditorialiste et le rédacteur graphomane. Philibert Audebrand, l'un des journalistes du *Mousquetaire*, a évoqué dans ses mémoires cet organe comme « le plus invraisemblable des journaux français, passés, présents et futurs ». Lamartine sollicité par Dumas fait cet éloge : « Vous me demandez mon avis sur votre journal. J'en ai sur les choses humaines ; je n'en ai pas sur les miracles. Vous êtes surhumain. Mon avis, c'est un point d'exclamation… »

Le journal change de nom et devient le *Monte-Cristo*. Mais l'écrivain l'arrête brusquement pour voler au secours de Garibaldi. Le patriote italien a débarqué en Sicile avec 1 000 légionnaires et a pris Palerme. Mais le héros de l'indépendance italienne manque de munitions : il alerte son ami Dumas, qui possède une goélette en Méditerranée. Elle est baptisée *Emma* en l'honneur d'une de ses maîtresses, et son capitaine est une autre de ses chères amies, Émilie Cordier.

Le directeur du *Monte-Cristo* achète 1 000 fusils, 500 carabines, de la poudre et il embarque des petites mains pour confectionner, pendant la traversée, de nouvelles chemises rouges.

Le 13 septembre 1860, Dumas et sa cargaison atteignent Naples, libéré par Garibaldi.

Dumas n'oublie pas que la carrière de son père, le général Dumas, surnommé « le diable noir », s'était achevée, de fait, à Naples : « Le jour où Ferdinand Ier a emprisonné et empoisonné mon père, il m'a fait citoyen de Naples. » Le général Dumas rentrait de l'expédition d'Égypte et fut détenu deux ans par les Bourbons, une détention qui fit de lui un infirme à vie.

Dumas lance un quotidien au service de Garibaldi et l'unité italienne, intitulé *L'Indipendente*, qui paraît le 11 octobre 1860 avec cette phrase de Garibaldi brandie comme une oriflamme : « Le journal que va fonder mon ami Dumas portera le beau titre d'*Indépendant* et il méritera d'autant mieux ce titre qu'il frappera sur moi tout le premier, si jamais je m'écarte de mes devoirs d'enfant du peuple et de soldat humanitaire. »

Ce journal aura une postérité exceptionnelle. Lorsque Dumas rentre en France en 1864, le titre poursuit sa carrière. Il est racheté plus tard par Torelli Viollier qui l'installe à Milan et en change le titre : *L'Independente* de Dumas devient *Le Corriere della Sera*, depuis cette époque le grand quotidien italien, rejoint depuis par *La Stampa* et *La Repubblica*.

Garibaldi l'a nommé directeur des musées et des fouilles en charge de Pompéi : Alexandre Dumas, au milieu des ruines, trouve encore le temps d'écrire une histoire des Garibaldiens, une *Histoire des Bourbons de Naples*, plusieurs romans dont *La San Felice* et des nouvelles napolitaines. Il a en effet trouvé un nouveau partenaire d'écriture, Pier Angelo Fiorentino, qui signera dans la presse française A. de Rouvray, et avec lequel il multiplie les ouvrages.

De retour à Paris, il relance *Le Mousquetaire* sous forme de quotidien, jusqu'en 1867. *Le Théâtre journal,* un hebdomadaire du dimanche, s'arrête en mars 1869.

En 1870, il est encore l'auteur d'un *Grand Dictionnaire de la cuisine*. En septembre, un accident vasculaire cérébral le laisse à demi paralysé. Il meurt en décembre, à soixante-huit ans. Il aura été privé de la chute de Louis Napoléon, mais il aura porté avec panache le journalisme de l'écrivain dont le rôle « historique » prend fin sa mission accomplie, avec l'instauration de la République et des lois sur la presse.

Victor Hugo aimait ce diable d'homme. « Il pense très vite, il produit vite, il aime vite. Il vit à la minute et au galop. Il est universel et rapide dans le travail comme dans le plaisir. Il donne indistinctement ses nuits à la fièvre du labeur ou de la fête. Il gagne de l'argent de tous les côtés, il en dépense de tous les bouts. »

*Voir* : Hemingway (Ernest) ; Modèle Girardin (Le) ; Noir (Victor) ; Pamphlet ; Révolution 89 ; Rochefort (Henri).

## Duras (Marguerite)

## *Hypnotique*

En 1956, Marguerite Duras tombe amoureuse d'un grand reporter, rewriter à *France Dimanche,* Gérard Jarlot. Elle a quarante-deux ans.

Avec cet homme, elle a, dit-elle, « une expérience érotique très, très, très violente ». Cette histoire bouleverse Marguerite et lui fait découvrir des facettes de sa personnalité jusqu'alors ignorées. Elle dit de cette rencontre : « C'est là que tout a commencé. » Cette relation a libéré sa sincérité. Son écriture change : elle devient physique, vocale, respiratoire, à la fois silencieuse et tendue. Elle va écrire désormais comme si elle était sous hypnose.

*Moderato Cantabile* paraît en 1958 et témoigne de ce changement : elle vient de libérer son écriture. Gérard Jarlot l'encourage également à écrire dans la presse. Tous les amis de Marguerite, Dionys Mascolo avec lequel elle a eu un fils, d'Edgar Morin à Robert Antelme, son ex-mari, de Jorge Semprun à Maurice Blanchot qui forment le groupe de la rue Saint-Benoît, tous l'en dissuadaient. Elle franchit le pas.

Elle collabore à *France Observateur,* l'hebdomadaire de Gilles Martinet. Après quatorze articles en 1957, elle passe à un rythme hebdomadaire l'année suivante. Elle écrit également dans *Vogue* et, pour des raisons financières, dans *Constellation*. Comme le dit Laure Adler, sa biographe, ses articles racontent des histoires vécues : « Marguerite se vit comme un grand reporter des turbulences de l'âme. »

Sa première chronique dans *France Observateur* est titrée : « Les fleurs de l'Algérien ». Dans cette petite merveille, très courte, deux feuillets, morale comprise, elle y articule délit de faciès en pleine guerre d'Algérie et vente de fleurs à la sauvette. Les policiers jettent les fleurs et les passants les ramassent une à une.

Elle multiplie les croquis. Elle est au palais de justice pour Lucie Blin, soixante et onze ans, qui comparaît pour la quarantième fois pour vol à l'étalage. Cet article est l'ancêtre direct de « La chronique des flagrants délits » qu'aura tenue Christian Hennion dans *Libération* au cours des années 1970. Elle enquête à La Villette sur les tueurs des abattoirs. Elle raconte Poubelle et Planche, deux jeunes qui n'ont pas encore vingt ans, condamnés à mort et tous deux décapités en 1958…

Le magazine *Constellation* est un succès de presse des années 1950. Concurrent du *Reader's Digest,* il a été créé en 1948 et diffuse à plus de 500 000 exemplaires à

l'époque où Marguerite Duras y collabore. Elle signe ses articles Marie-Thérèse Legrand, qui est le nom de jeune fille de sa mère. Cette collaboration, très bien rémunérée, l'oblige à inventer des couples et à les plonger dans des situations plus ou moins complexes : le mensonge qui tue l'amour, le couple face aux vacances scolaires, l'égoïsme des hommes… Elle sait faire.

Elle accepte de participer pendant quatre années successives à une émission de télévision culte conçue et animée par Daisy de Galard : « Dim Dam Dom », Dim comme Dimanche, Dam comme Dames et Dom comme d'hommes. Il s'agit d'une émission très sophistiquée destinée à une audience plutôt féminine.

Marguerite réalise des interviews d'hommes mais surtout de femmes, parfois en voix *off*, souvent cachée derrière la fumée de sa cigarette filmée en gros plan, et quelquefois face caméra derrière des lunettes de vue très épaisses. En moyenne de huit à quinze minutes. Les réalisateurs ont compris que sa voix était une signature, qu'il fallait la mettre en scène.

Défilent devant Marguerite : Lolo Pigalle, une strip-teaseuse, les actrices Melina Mercouri et Jeanne Moreau, un soigneur de fauves, des détenues de la prison de la Petite Roquette à Paris, un gamin de dix-sept ans, un lycéen parisien en grève au printemps 1968 qui s'appelle Romain Goupil et d'autres encore.

Marguerite découvre sa voix, sa capacité à magnétiser des souvenirs, des sensations, des visions, des songes, des conditionnels et des soupirs. Elle invente un « théâtre de la voix » et un « cinéma de la voix ».

Elle dira beaucoup plus tard quelque chose qui semble décrire ce moment : « L'écrit, c'est arrivé comme le vent, c'est nu, c'est de l'encre et ça passe comme rien d'autre ne passe dans la vie, rien de plus, sauf elle, la vie. » Même la syntaxe est bousculée par cette écriture devenue haletante et rauque à la fois.

Gérard Jarlot est à ses côtés lorsqu'elle écrit le scénario de *Hiroshima mon amour*, lorsqu'elle adapte *Moderato Cantabile* pour le cinéma. Ils sont tous deux les auteurs du scénario d'*Une si longue absence* : ce film réalisé par Henri Colpi obtiendra la palme d'or à Cannes en 1961. Gérard Jarlot meurt en 1966.

En juin 1980, je lui ai proposé de tenir dans *Libération* un journal, pendant un an, tous les jours, sur son actualité, que ce soit des événements politiques, des

rencontres, des choses vues. Elle accepte le challenge, mais pendant trois mois seulement, et sur un rythme seulement hebdomadaire. Elle donne une jolie définition de cet « Été 80 » : « Un égarement dans le réel. »

Cet « Été 80 » fut celui de l'armée Rouge engagée en Afghanistan et de la grève victorieuse des chantiers navals de Gdańsk d'où devait sortir le mouvement Solidarność ; ce fut aussi l'été pendant lequel Yann Andréa, l'étudiant en philosophie qui lui écrivait sans cesse, est venu vivre avec elle. Elle articule vie privée et histoire.

Le conflit polonais va entrer en résonance avec l'histoire d'un amour impossible : « Je crois qu'il n'y a rien de plus pessimiste que Gdańsk. Sauf cet amour que j'ai pour vous et dont je sais qu'il est illusoire et qu'à travers l'apparente préférence que je vous porte, je n'aime rien que l'amour même non démantelé par le choix de notre histoire. » Ce jeune homme bouleversé par la voix de Duras est toujours dans le ravissement de son homosexualité. Yann Andréa est désormais associé à tous les travaux de Marguerite. Parfois c'était Yann qui venait livrer le texte de Marguerite au journal.

Elle dira : « Ce journal de la mer et du temps, celui de la pluie, des marées, du vent, de celui brutal qui emporte les parasols, les toiles, et de celui qui se tapit autour des corps des enfants, dans le creux des plages, derrière les murs des hôtels. »

Le point fixe de ce journal, c'est la plage de Trouville d'où parle Marguerite Duras. En 1963, elle avait fait l'acquisition d'un petit appartement d'angle dans l'ancien Palace des Roches Noires où rôdait l'ombre entêtante de Marcel Proust. Elle entend les mouettes et le ressac, elle voit Le Havre et le parking de l'ex-hôtel, et le bout de son balcon donne sur l'horizon. « C'est, dit-elle, ici que j'écris le mieux. »

Le recueil de ses articles de presse des années 1950 et 1960 paraît en 1981 sous le titre *Outside*. Marguerite Duras a écrit une préface où elle précise, en novembre 1980, sa vision du journalisme : « Il n'y a pas de journalisme sans morale. Tout journaliste est un moraliste. C'est absolument inévitable… Autrement dit, l'information objective est un leurre total. C'est un mensonge. Il n'y a pas de journalisme objectif, il n'y a pas de journaliste objectif… Écrire pour les

journaux, c'est écrire tout de suite. Ne pas attendre. » Cette pétition de principe ne va pas résister à sa pratique : le journalisme subjectif de Marguerite Duras ne connaît aucune limite.

En 1985 et 1986 elle publie dans *L'Autre Journal* de Michel Butel deux longs entretiens avec François Mitterrand, son chef de réseau pendant la Résistance, devenu président de la République, alors en fonctions.



Depuis 1980, nous avions pris l'habitude d'un tour d'horizon au début de chaque été. En 1985, un crime fait irruption dans notre conversation et ne la quitte plus.

En octobre 1984, un garçonnet de quatre ans, Grégory Villemin, est retrouvé mort dans la Vologne, une rivière des Vosges. Il a été assassiné. Le meurtre est revendiqué par un corbeau. L'accusation se tourne un temps vers un cousin, celui-ci, libéré, va profiter d'un non-lieu mais il est abattu par le père de l'enfant. Le 5 juillet 1985, la mère, Christine Villemin, est inculpée à son tour et incarcérée. La cour d'appel la libère et déclare qu'il n'y a pas de mobile d'infanticide avéré. Son innocence ou sa culpabilité font l'objet d'un débat national. C'est à ce moment-là que Marguerite va annexer cette femme à son univers.

Nous sommes au début du mois de juillet. Je lui propose de se rendre sur place, accompagnée par des journalistes de *Libération*. Elle voudrait voir les lieux, le juge d'instruction et surtout rencontrer Christine Villemin. Le premier accepte, la seconde, inculpée, refuse. Éric Favereau et Denis Robert, alors notre correspondant

dans l'Est, l'accompagnent. Ils passent quarante-huit heures sur place. Yann Andréa est du voyage.

L'article de Marguerite : « L'enfant a dû être tué à l'intérieur de la maison. Ensuite il a dû être noyé. C'est ce que je vois. C'est au-delà de la raison. Je vois ce crime sans juger de cette justice qui s'exerce à son propos […]. Personne n'a vu jouer l'enfant devant la maison. La fermière qui est la première voisine n'a pas vu l'enfant ce soir-là, alors qu'elle le voyait tous les soirs lorsqu'elle ramenait ses vaches à l'étable…

« Christine Villemin innocente qui a peut-être tué sans savoir comme moi j'écris sans savoir… »

Marguerite a des visions. Et ce n'est pas la première fois. En 1945, alors que son mari a été déporté, qu'elle est sans nouvelles de lui, elle avait écrit dans son journal en date du 20 avril : « Il est mort depuis quinze jours, à l'abandon dans un fossé… Sur lui la pluie, le soleil, la poussière des armées victorieuses… » Trois jours après, Antelme était découvert à Dachau, atteint du typhus et mourant, condamné à une mort certaine par les services sanitaires américains. Cette expérience a fait d'elle une voyante. Elle est convaincue d'avoir ce don.

Nos avocats épluchent le texte : en droit, disent-ils, la présomption d'innocence est foulée aux pieds, puisque même une voyante l'accuse d'infanticide. La rédaction est divisée. J'ai avec Marguerite une discussion animée sur l'usage du conditionnel. Elle consent à en ajouter quelques-uns. Je publie le texte au nom de la création littéraire : il n'a qu'une seule excuse – mais quelle excuse – la musicalité du texte.

Nous titrons en une du 17 juillet sur « Le droit à l'innocence » à propos de la décision de la cour d'appel de Nancy, qui venait de remettre en liberté la mère de l'enfant, ce qui permettait de replacer le texte de Marguerite dans un contexte où la justice disait le droit.

Et en deuxième sous-titre : « Un texte de Marguerite Duras : Christine V., sublime, forcément sublime ». Marguerite ne voulait pas de titre, il me paraissait néanmoins essentiel pour donner à ce texte un statut littéraire. Et j'ajoute un commentaire sous le titre « La transgression de l'écriture » : « Ce n'est pas un travail de journaliste enquêteur à la recherche de la vérité. Mais celui d'un écrivain

en plein travail, fantasmant la réalité, en quête d'une vérité qui n'est sans doute pas la vérité mais une vérité quand même, à savoir celle du texte écrit. Ce n'est de toute évidence pas la vérité sur Christine Villemin, ni vraiment celle de Marguerite Duras mais celle d'une femme "sublime, forcément sublime", flottant entre deux langages, celui de l'écrivain d'une part et celui bien réel, en grande partie non dit, de Christine Villemin. » Marguerite n'a pas aimé du tout mes précautions.

*Libération* et Marguerite Duras ont été poursuivis en justice par Christine Villemin. Le 27 janvier 1985, Christine Villemin perd son procès engagé pour atteinte à la présomption d'innocence. Les juges ont considéré que « l'actualité judiciaire donn[ait] au journaliste le droit de publier des informations concernant une personne impliquée dans une procédure et d'illustrer son article la représentant sans qu'il soit nécessaire d'obtenir au préalable son consentement ». La justice devait plus tard innocenter la jeune mère de la victime.

Marguerite avait voulu prendre la défense de Christine Villemin en lui trouvant des raisons existentielles : d'avoir été comme ses héroïnes, lentes, passives, engourdies de solitude, des femmes ensommeillées devenues meurtrières. Elle aurait confié à François Mitterrand peu de temps après la publication de son texte dans *Libération* : « Le crime, à de rares explications près, je ne le vois jamais comme un mal ou un bien mais toujours comme un accident qui arrive à la personne qui le commet. Excusez-moi, je ne le juge pas. »

Laure Adler raconte une conversation avec Marguerite Duras qui lui aurait confié peu de temps après : « Peut-être n'ai-je pas respecté les règles de prudence. Il s'est agi certainement de ma part d'une aberration, d'un emportement d'écriture, d'un excès d'écriture eu égard à l'acte le plus excessif de l'homme : tuer. »

Ce qu'elle appelle une aberration est au cœur de son écriture, qui file comme les eaux lourdes du détroit du Mékong, chargées des pluies de la mousson, dans l'odeur de la vase et la touffeur de l'orage, entre hypnose, ivresse, envoûtement et somnambulisme. Déjà dans *Un barrage contre le Pacifique* paru en 1950 – un roman autobiographique qui raconte le combat désespéré de sa mère pour sauver leur plantation installée dans les marécages –, la mer de Chine avait toujours le dernier mot.

Le service des sports de *Libération* fut dans les années 1980 et 1990, sous la houlette de Jean-Pierre Delacroix, un ancien professeur d'éducation physique devenu journaliste, un véritable laboratoire journalistique qui recherchait sans cesse des angles rédactionnels nouveaux afin de rendre compte de l'intelligence du sport.

Chaque année, lors du tournoi de Roland-Garros, les soirs de match, Marguerite Duras téléphonait à Serge Daney pour échanger des paroles sur le tennis, le cinéma et le champ-contrechamp.

En 1987, Marguerite Duras souhaite rencontrer Michel Platini qui met fin à sa carrière professionnelle de milieu de terrain, de distributeur de passes décisives.

Ils se retrouvent tous les deux dans mon bureau, un dimanche après-midi, et nous les laissons en tête à tête avec un magnétophone en marche. L'entretien est publié sur une double page le 14 décembre : « Duras-Platini : le stade de l'ange ». Le footballeur dira en souriant que ce fut son « match le plus dur ». Il ajoutera plusieurs années plus tard : « C'était amusant, c'était nouveau, c'était une façon complètement différente de voir le sport. Elle avait même inventé un mot pour évoquer les footballeurs : "l'angelhomme" », un mot dont il se souvient mais qui ne figure pas dans l'entretien.

Le 4 mars 1996, après sa mort, *Libération* a titré « Le ravissement de M. D. »

*Voir* : Flagrants délits ; *New Journalism*.

# E

# Épuration

## *La table rase*

Le long bourrage de crâne militaire de 14-18 avait discrédité le journalisme dans l'esprit des Français. Rebelote vingt et un ans plus tard avec le bourrage de crâne de la collaboration, suivi par les contes et légendes de la Libération.

Dès le vote des pleins pouvoirs, en juin 1940, le régime de Vichy procède à une vaste épuration antiparlementaire, anticommuniste et antisémite, qui provoque à la Libération une autre épuration, devenue inévitable celle-là, patriotique, résistante et antifasciste.

La presse française ne s'est pas sabordée devant l'invasion allemande : à quelques rares exceptions près, elle a choisi la collaboration. À l'été 1940, trois cent cinquante titres paraissent dans la zone nord, et un nombre équivalent au sud. Seule une poignée de titres parisiens ont cessé de paraître : *L'Ordre*, *L'Époque*, *L'Intransigeant*, *L'Aube*, *L'Humanité*, *Le Populaire* et *Le Canard enchaîné*. Ils sont encore plus rares en province.

Ceux qui se replient en zone sud paraissent sous l'autorité du régime de Vichy et doivent appliquer toutes les consignes de la censure. Aucun ne prendra position contre l'État pétainiste.

Dès l'automne 1940, les journalistes d'origine juive sont exclus de la profession. Beaucoup émigrent aux États-Unis, comme Pierre Lazareff et sa

femme, ou prennent le chemin de Londres comme Élie Bois, rédacteur en chef du *Petit Parisien*, Charles Gombault ou Pierre Dac.

Le premier journal clandestin s'appelle *Pantagruel*. Il est l'œuvre d'un éditeur de musique, Raymond Deiss. Arrêté en octobre 1941, il est décapité à Cologne. Pendant l'Occupation, 1 200 feuilles clandestines sortent de l'ombre.

Avant la Libération, quarante textes ont été préparés à Londres et à Alger pour fixer les modalités de l'épuration judiciaire et professionnelle. L'épuration concerne l'ensemble du corps social, profession par profession.

« Il n'y eut qu'un seul domaine de l'activité économique où l'épuration obtint les résultats escomptés et ce de manière flagrante : ce fut le monde de l'imprimé. Le coup de balai fut magistral : tout devait disparaître, avant de repartir de zéro », écrit l'historien américain Herbert Lottman dans son ouvrage de référence sur *L'Épuration*.

Les journaux compromis, parus après le 25 juin 1940 dans la zone nord et après le 15 novembre 1942 dans la zone sud, sont interdits. La date permet de sauver *Le Figaro*, mais pas *Le Temps* qui aura attendu la fin novembre. Une exception pas très catholique, mais très politique : le journal *La Croix* a paru à Limoges jusqu'au 21 juin 1944. Il reparaît en 1945.

Table rase à la fin de la guerre : la quasi-totalité (99 %) de la presse française disparaît. Les immeubles et les imprimeries passent sous le contrôle des journaux de la Résistance, qui souvent les ont déjà investis, les armes à la main.

Le chiffre global de l'épuration, c'est-à-dire les exécutions sommaires et les condamnations à mort prononcées par des tribunaux et appliquées, aurait fait selon les dernières recherches environ 11 000 morts. Sur les 6 763 condamnations à mort, les deux tiers l'ont été par contumace, 1 000 commuées en peine de prison et 767 exécutées. Il y aurait eu en tout 97 000 condamnations.

Ce chiffre est relativement bas, comparé à l'épuration aux Pays-Bas où le nombre de détentions pour cause de collaboration était supérieur en valeur absolue au chiffre français.

Une dizaine de journalistes et d'éditeurs jugés « emblématiques » sont fusillés.

Georges Suarez est le premier d'entre eux. Il est juif et fasciste. Patron d'*Aujourd'hui,* avec des capitaux allemands, il fut un ardent défenseur de la

collaboration et le biographe du Maréchal sous le titre *Pétain ou la démocratie ? Il faut choisir*.

L'écrivain Robert Brasillach, critique de cinéma, rédacteur en chef de *Je suis partout,* fasciste et admirateur du Reich, fait figure de symbole. Son exécution est exigée par les communistes et par Sartre – et même par Camus dans un premier temps. De nombreux écrivains derrière Mauriac plaident pour la grâce. De Gaulle la refuse.

Jean Luchaire, patron de presse, a édité *Les Nouveaux Temps,* présidé la Corporation de la presse parisienne, et été un ardent défenseur de la collaboration franco-allemande.

Jean Hérold-Paquis aura été la voix de la collaboration sur Radio-Paris où il faisait chaque soir l'éloge des victoires militaires allemandes et se moquait des armées alliées. « L'Angleterre comme Carthage sera détruite » était l'une de ses formules favorites.

Paul Ferdonnet fut le symbole de « la Cinquième colonne ». Dès avant la guerre, cet admirateur de Hitler travaillait comme propagandiste appointé par l'Allemagne nazie à Radio-Stuttgart qui émettait en français. Il est condamné à mort par contumace en janvier 1940. Arrêté, sa condamnation est confirmée et exécutée.

Albert Lejeune est le patron de *L'Auto* dont les nazis ont pris le contrôle financier. Il dirige un groupe de presse, avec des quotidiens régionaux et des maisons d'édition dont certaines appartenaient auparavant à des personnalités de culture israélite.

Abel Lamy, rédacteur en chef de *Tours-Soir*, et Jean Breyer, ancien rédacteur sportif à *Paris-Soir*, sont passés par les armes, Jean Breyer pour ses activités sous l'uniforme de la Milice.

D'autres sont condamnés à mort et graciés. C'est le cas d'Henri Béraud, éditorialiste de *Gringoire*, libéré pour raisons médicales en 1950, de Lucien Rebatet, journaliste à *Je suis partout* libéré en 1952, de Pierre-Antoine Cousteau, frère aîné de l'océanographe, qui avait succédé à Brasillach comme rédacteur en chef de *Je suis partout*, libéré en 1953.

Charles Maurras, le directeur de *L'Action française*, l'idéologue de l'antisémitisme d'État, est condamné à la perpétuité.

L'épuration ne va pas sans polémiques. La plus célèbre oppose de Gaulle et les communistes, qui exigent une purge intransigeante.

Le PCF, critiquant l'action du gouvernement, en vient à parler d'« épuration pour rire » et dénonce, en faisant référence à la Révolution française, « les indulgents de 44 ». Le ministre de la Justice, en août 1946, Pierre-Henri Teitgen, démocrate-chrétien, fait de la surenchère à l'Assemblée. Il revendique « 100 000 condamnations » (ce qui n'est pas loin du compte) et ajoute : « Vous jugez sans doute que par rapport à Robespierre, Danton et d'autres, le garde des Sceaux qui est devant vous est un enfant ! Eh bien, ce sont eux, messieurs, qui sont des enfants si l'on en juge par les chiffres ! »

Heureusement, l'épuration n'aurait fait que 11 000 morts alors que la Terreur, guerre en Vendée incluse, en aurait fait environ dix fois plus.

François Mauriac et Albert Camus s'affrontent à coups d'éditoriaux sur l'ampleur de l'épuration dans la presse.

Camus plaide pour le châtiment : « Un pays qui manque son épuration se prépare à manquer sa rénovation », tandis que l'éditorialiste du *Figaro* dénonce la vengeance et l'arbitraire de l'épuration. Il dénonce en particulier les lois rétroactives qui servent à justifier les ordonnances.

L'éditorialiste de *Combat* en appelle à « la fidélité aux visages retournés dans la terre », mais il finit par signer la pétition pour sauver Brasillach du peloton d'exécution, au nom de son opposition à la peine de mort, avant de dénoncer les règlements de comptes cachés.

L'épuration judiciaire et professionnelle provoque d'autres polémiques au sein de la profession.

Alexandre Breffort, dans *Le Canard enchaîné*, avait stigmatisé les juges qui ne poursuivaient pas les bâtisseurs français du mur de l'Atlantique, tous enrichis, mais qui condamnaient les journalistes : « Il valait mieux […] faire [construire le mur de l'Atlantique] que d'en parler », avait-il écrit.

Jean Oberlé, la grande voix de Radio-Londres, avait écrit lui aussi au président de la cour de cassation à propos de Lucien Rebatet pour protester contre la

politique consistant à faire « des journalistes des boucs émissaires ».

Les incohérences dans les poursuites exacerbent les tensions : le polémiste Henri Béraud est condamné à mort, puis gracié, mais le fondateur de *Gringoire*, Horace de Carbuccia, condamné par contumace pour collaboration, est acquitté par un tribunal militaire.

Camus toujours, dans *Combat,* met en cause un tribunal, qui venait de condamner René Genin, un obscur critique littéraire de *L'Œuvre*, à huit ans de travaux forcés, alors que Georges Albertini, ancien directeur de cabinet de Marcel Déat, partisan de la collaboration à outrance, n'avait écopé que de cinq ans. Il demande une révision du procès pour que « la justice devienne respectable ».

La loi de 1935 n'avait pas rendu obligatoire la carte de presse. Elle le devient. La commission de la carte est instituée en commission d'épuration afin de trier la profession. Fin 1946, elle a examiné 8 200 dossiers et sanctionné 687 journalistes. Les deux tiers avec une suspension d'un an. Les interdictions professionnelles de six ans et plus ne touchent qu'une quarantaine de personnes : elles ne représentent que 7 % de la population journalistique, selon l'historien de la presse Christian Delporte.

Le ministre de la Justice doit faire en 1945 un aveu public terrible : il n'y a pas assez de journaux résistants pour remplacer les journaux suspendus et encore moins de journalistes professionnels. Il souhaite qu'on puisse faire appel à des journalistes ayant écrit sous l'Occupation.

La politique de la table rase va néanmoins se poursuivre. Comme le dit Francisque Gay, démocrate-chrétien et directeur de *L'Aube* : « C'est une révolution sans précédent… Jamais dans l'histoire moderne pareille suppression de toute la presse d'un pays et la création d'une presse entièrement nouvelle ne se sont encore produites. »

Soixante-quatre journaux ont fait l'objet d'une confiscation totale, cinquante et un d'une confiscation partielle. Rares sont les titres qui existaient avant la guerre qui reparaissent : *Le Figaro*, *L'Humanité, Le Populaire*, *L'Aube, Le Canard enchaîné* et… *La Croix* !

Mais les nouveaux titres sont souvent des refontes des journaux d'avant guerre.

*Le Monde* est en réalité une nouvelle formule du *Temps.* L'ancien journal financé par les maîtres de forges, au début des années 1930, s'était sabordé trop tard. Cette formule est dirigée par Hubert Beuve-Méry, correspondant diplomatique du *Temps* qui s'était opposé aux accords de Munich et à la vénalité de la presse d'avant guerre.

*France-Soir* est une nouvelle formule de *Paris-Soir*, le journal de Jean Prouvost, en attente de jugement. Certes Pierre Lazareff, qui n'avait pas attendu d'être chassé de la presse par l'interdiction faite aux Juifs d'y travailler par le régime de Pétain, avait choisi l'exil américain, et adhéré à Défense de la France, un mouvement de Résistance dont *France-Soir* est issu. *Le Parisien libéré*, c'est aussi une nouvelle formule du *Petit Parisien* interdit. Il est dirigé par deux anciens résistants, Émilien Amaury et Claude Bellanger. Émilien Amaury en particulier avait été sous l'Occupation le principal fournisseur clandestin de papier pour la presse de la Résistance. La plupart des quotidiens de province sont des nouvelles formules des quotidiens régionaux d'avant.

Malgré la table rase, le renouvellement de la presse aura été très limité.

L'État, les journaux de la Résistance et les partis politiques avaient à la Libération formulé le projet de construire un « service public de la presse » qui permettrait d'échapper à la corruption et garantirait le pluralisme.

Déjà, Léon Blum, le 1er avril 1928 dans *Le Populaire*, avait plaidé pour une forme de nationalisation de la presse politique, instituant une étrange dépendance à l'égard de l'État et du pouvoir politique. « L'État, écrivait-il, prendrait à sa charge en recettes et en dépenses le service de la presse politique. Les journaux seraient publiés par les soins et sous la responsabilité des partis. » Une préfiguration de ce service public a été donnée avec la création de la Société nationale des entreprises de presse (la SNEP) qui gérait les biens, les bâtiments comme les imprimeries saisis à la Libération. Beuve-Méry, dès qu'il le put, s'empressa de racheter à la SNEP le siège du *Monde* qui avait été celui du *Temps.*

Le bilan est globalement négatif : tous les handicaps de la presse française sont brutalement aggravés.

Retour massif et enthousiaste vers le passé. Les journaux de l'après-guerre, sans moyens, en reviennent à la conception dominante de la fin du XIXe siècle en

France : une presse d'opinion, partisane, idéologique, et cette fois engagée très à gauche. Ce sera fatal.

Dès 1947, les deux principaux tirages parisiens sont *France-Soir*, qui a succédé à *Paris-Soir* et qui en reprend les recettes, et *Paris-Presse*, dirigé par un ancien collaborateur de Jean Prouvost, bientôt sacrifié par Hachette pour conforter le journal de Pierre Lazareff. Une opération de concentration que Robert Hersant reproduira à plusieurs reprises au cours de son règne de papivore.

« Un statut de la presse libre » avait été promis, notamment en ce qui concernait la propriété des titres. De multiples projets ont été étudiés : société anonyme à participation morale, société anonyme à participation ouvrière, société civile de presse, syndicats des fondateurs, société de gestion… Rien ne verra le jour, à une exception près, le directeur de publication remplace le gérant et assume la responsabilité du titre.

Tous ces journaux issus de la Résistance vivaient dans un dénuement total. En 1947, le Syndicat du livre déclenche deux mois de grève. Les salaires flambent, ce qui renchérit les tarifs, et ils obtiennent des concessions sur l'embauche. Dès cette époque, les faillites, les dépôts de bilan se succèdent.

Les capitalistes qui devaient être éloignés de la presse pour la moraliser sont appelés en renfort, mais ils ne sont pas nombreux : Hachette à *France-Soir*, Henri Smadja à *Combat*. Chaque fois, une partie des équipes, s'estimant trahie, quitte le navire à l'image de Philippe Boegner ou d'Albert Camus.

La presse quotidienne est confrontée à ce défi : soit le succès est immédiat et elle s'autofinance, dans le cas contraire, elle meurt. Robert Hersant va construire son groupe de presse en rachetant des journaux sans moyens, paralysés, en général issus de la Résistance. La presse quotidienne française est dès cette époque la plus sous-capitalisée de tous les pays développés.

La Libération devait moraliser la profession journalistique. Là encore, les projets sont multiples : tribunal national de la presse, tribunal d'honneur, ordre des journalistes, chambre nationale de presse… Aucun ne verra le jour. La seule instance reste la commission de la carte.

Dernier vestige de la Libération : les NMPP, un système de diffusion égalitaire, cogéré par Hachette et par les éditeurs à travers plusieurs coopératives. Ce système

de diffusion, qui dispense les éditeurs d'investir pour être diffusés, aura donné un accès à tous aux kiosques, sans discrimination financière, sans avoir recours à de lourds investissements de départ. Ce qui a permis, par exemple, à *Libération* de sortir des limbes et d'avoir accès aux circuits de distribution à Paris et en Province.

Les groupes de presse magazine ont mis à profit ce système égalitaire pour faire exister et prospérer la première presse magazine du monde, voisinant avec une presse quotidienne précipitée dans l'asthénie.

*Voir* : Beuve-Méry (Hubert) ; Camus (Albert) ; Carte de presse ; Mauriac (François) ; *Paris-Soir*.

# F

# Filipacchi (Daniel)

## *Mister Mag*

Daniel Filipacchi est un cas : ce professionnel de l'image a résisté aux sirènes de la télévision. Il n'a jamais cherché à acquérir la moindre notoriété cathodique et encore moins rêvé d'en tirer les ficelles. Il lui suffisait d'être connu par les jazz men et par ses collaborateurs. Aujourd'hui encore il répugne aux interviews et n'aime pas beaucoup être pris en photo.

Lorsque ce milliardaire passe par Paris, en allant d'une de ses nombreuses demeures à l'autre, des Bahamas à la Suisse, de la France aux États-Unis, c'est un anonyme, de haute taille, le regard toujours caché derrière ses Ray-Ban mauves. Pourtant cet ancien paparazzi de *Paris Match* qui n'aimait pas la photographie a édifié le premier groupe mondial de magazines et l'a revendu à la fin du siècle dernier, au prix fort.

Cette *success story* est peut-être la plus extraordinaire de toute la presse française de l'après-guerre. La biographie de Daniel Filipacchi s'emboîte au millimètre près avec l'âge d'or des magazines en papier glacé, et il se retire lorsque la publicité reflue juste avant que le réseau Internet ne bouleverse tous les métiers de presse. Il aura eu un sens époustouflant du calendrier.

Il est synchrone au départ avec un pays qui bascule de manière compulsive dans la société de consommation. Avec les Trente Glorieuses et l'invention des

classes moyennes, les budgets publicitaires coulent à flots. La presse quotidienne tardant à se moderniser, les lecteurs plébiscitent les magazines glamour, édifiés à la gloire de l'hédonisme et qui, à la différence des quotidiens, ne salissent pas les mains.

Avec la guerre, Daniel Filipacchi a interrompu ses études, elles ne lui manquent pas : il disposait à domicile d'un énorme héritage culturel. Henri, son père, a révolutionné l'édition française. On lui doit les bibliobus, il a réorganisé la distribution du livre, inventé avec Jacques Schiffrin la « Bibliothèque de la Pléiade », avec Marcel Duhamel la « Série noire », et avec Guy Schoeller « Le Livre de poche ». Daniel est un héritier à tous les sens du terme.

Pilier de la maison Hachette, Henri Filipacchi fut cependant privé de la direction après guerre pour son attitude sous l'Occupation. Il bénéficiera après poursuites d'un non-lieu. Dans le rachat de la maison Hachette par Daniel Filipacchi, associé avec Jean-Luc Lagardère, on sent le parfum entêtant d'une revanche familiale.

Didi, sa mère, fut aussi une femme très entreprenante : elle avait créé à Calvi, en Corse, l'ancêtre de tous les clubs de vacances.

Jean Prouvost, l'industriel lainier et le patron de presse à succès de l'avant-guerre, a été poursuivi comme Henri Filipacchi et, comme lui, il a été blanchi. Lorsqu'il repart à la conquête de son empire, il commence par *Paris Match*, c'est un succès immédiat. Le titre vendra, en 1958, 1,8 million d'exemplaires par semaine. Au redémarrage en 1949, Daniel Filipacchi est de l'aventure comme photographe.

C'est un paparazzi débutant à une époque où ce mot n'existait pas. Équipé d'un Rolleiflex, on le trouve planqué à plat ventre sous le lit de mort de Charles Maurras, le père de tous les antiparlementaristes français, ou niché dans un placard chez Marie Besnard l'empoisonneuse, ou encore enfermé dans les toilettes du ministère de la Culture en attendant de pouvoir « shooter » l'actrice américaine Jane Russell. Il réussit à convaincre la maréchale Pétain à l'île d'Yeu de se laisser photographier dans sa cuisine en train de préparer un gâteau d'anniversaire pour son mari en détention ou Mme Coty apprenant que son époux venait d'être élu président de la République.

Daniel Filipacchi, toujours aigre-doux, prétend avoir inventé le « paparazzo de connivence » entre photographes et vedettes de l'actualité. Il ne l'a pas inventé, il l'a pratiqué comme tous les photographes de cette époque, dans les années d'après guerre et jusque dans les années 1950.

Daniel Filipacchi est en fait un bébé Prouvost, à tous les sens du terme. Il a hérité du créateur de *Paris-Soir* une culture de la presse illustrée où la photo est toujours prédominante, le goût d'une petite équipe de fidèles compétents gérant plusieurs journaux, une méfiance viscérale à l'égard de la politique qui, dès le rachat d'Hachette, le conduira à se séparer immédiatement du *Point*. Comme le créateur de *Paris-Soir*, c'est un oiseau de nuit qui n'arrive jamais au bureau avant 14 heures.

Lorsque l'empire Prouvost s'effondre sous les dettes, Daniel Filipacchi, en 1976, reprend *Paris Match*. Il a quarante-huit ans. Son attitude au moment de la reprise résume son parti pris. Il s'engage à garder tous les journalistes et tous les photographes, ce qui sera le cas, mais remercie tous les autres et ils sont plus nombreux que la rédaction. Toutes ces fonctions seront assurées par le groupe Filipacchi, qui s'empresse de tailler dans les notes de frais généreuses de l'époque Prouvost.

Il réembauche tout de suite Roger Thérond, l'ancien rédacteur en chef, dont Jean Prouvost s'était séparé en 1968, une erreur qui lui aura été fatale puisque, sans son savoir-faire, les ventes de *Match* s'en étaient ressenties.

Ce qui va lui permettre de devenir un géant du magazine, ce n'est pas la photographie mais la radio. Daniel Filipacchi n'est jamais devenu un maître de la photographie, mais il fut en revanche une méga-star de la radio, avec deux des émissions cultes d'Europe n° 1 : « Pour ceux qui aime le jazz » et « Salut les copains ».




Grâce à ces deux émissions, toujours associé à son complice Frank Ténot, il fait fortune ; celle-ci est réinvestie dans des magazines : *Jazz magazine*, *Salut les copains*, *Mlle Âge Tendre*, *Lui*, *Play Boy France*, etc. Autant c'est un fondu de jazz, pour lequel il se fera organisateur de concerts, producteur et éditeur de disques, autant les chanteurs français des années 1960, à l'exception sans doute de Christophe, l'indiffèrent.

Le succès, au rendez-vous de la plupart de ses magazines, a un effet boule de neige. Ces réussites cumulées lui donnent les moyens de participer au rachat du groupe Hachette en 1981 : lui et Frank Ténot prennent 30 % de l'ex-« pieuvre verte ».

Daniel Filipacchi, créateur de magazines, prend naturellement en charge ce secteur, et notamment les filiales américaines, avec lesquelles il fait de nombreuses acquisitions, dans la presse spécialisée grand public. Le groupe devient numéro un mondial, avec 260 titres, 12 000 salariés dont un tiers de journalistes, de toutes nationalités. La méthode Prouvost revue et corrigée par Filipacchi fonctionne pour la plupart des titres. Il connaît des échecs, mais ils sont plus rares, ce qui a pour vertu de les rendre quasi invisibles.

Il redoutait de connaître les déboires financiers de Prouvost qui à la fin de sa vie avait été contraint de vendre son groupe par pans entiers. Comme le lui avait dit ce grand inventeur de presse de l'entre-deux-guerres : « Vous êtes un casse-cou

qui réfléchit. » L'inventeur de *Lui* a vendu sa multinationale de papier glacé en 1997. Juste avant le tremblement de terre du numérique.

Son père lui avait donné l'amour des livres : il est devenu très vite un bibliophile averti et il compte aujourd'hui parmi les tout premiers collectionneurs au monde de livres et de peintures surréalistes. Le Guggenheim de New York lui a rendu hommage en 1999.

Son rêve, ce n'étaient ni la photographie, ni les magazines, ni la fortune. Il voulait être écrivain : « Le rêve de ma vie. » L'une de ses filles l'est devenue aux États-Unis. Chez les Filipacchi, c'est la génération suivante qui réalise les rêves des aînés.

*Voir* : Épuration ; Paparazzis ; *Paris-Soir*.

# Filmographie

## *Un genre*

1899 : ***L'Affaire Dreyfus***, Georges Méliès
1914 : ***Charlot journaliste***, Charlie Chaplin
1928 : ***Le Cameraman*** (*The Cameraman*), Buster Keaton
1928 : ***The Power of the Press***, Frank Capra
1931 : ***Spéciale Première*** (*The Front Page*), Lewis Milestone
1931 : ***La Blonde platine*** (*Platinium Blonde*), Frank Capra
1934 : ***New York Miami*** (*It Happened One Night*), Frank Capra
1935 : ***Sixième Édition*** (*Front Page Woman*), Michael Curtiz
1936 : ***L'Extravagant Mr Deeds***, Frank Capra
1937 : ***La Joyeuse Suicidée*** (*Nothing Sacred*), William Wellman
1939 : ***Monsieur Smith au Sénat*** (*Mr Smith Goes to Washington*), Frank Capra
1940 : ***L'Homme de la rue*** (*Meet John Doe*), Frank Capra

1940 : ***Correspondant 17***, Alfred Hitchcock
1940 : ***La Dame du vendredi*** (*His Girl Friday*), Howard Hawks
1941 : ***Citizen Kane***, Orson Welles
1941 : ***Indiscrétions*** (*Philadelphia Story*), George Cukor
1942 : ***La Femme de l'année*** (*Woman of the Year*), George Stevens
1945 : ***Les Forçats de la gloire*** (*GI Joe*), Wiliam Wellman
1951 : ***Le Gouffre aux chimères*** (*Ace in the Hole*), Billy Wilder
1952 : ***Bas les masques*** (*Deadline USA*), Richard Brooks
1953 : ***Vacances romaines*** (*Roman Holiday*), William Wyler
1954 : ***Fenêtre sur cour*** (*Rear Window*), Alfred Hitchcock
1955 : ***La Cinquième Victime*** (*While the City Sleeps*), Fritz Lang
1956 : ***L'Invraisemblable Vérité*** (*Beyond a Reasonnable Doubt*), Fritz Lang
1957 : ***Le Grand Chantage*** (*Sweet Smell of Success*), Alexander Mackendrick
1957 : ***Un homme dans la foule*** (*A Face in the Crowd*), Elia Kazan
1958 : ***Un Américain bien tranquille*** (*A Quiet American*), Joseph Mankiewicz
1958 : ***Deux Hommes dans Manhattan***, Jean-Pierre Melville
1960 : ***La Dolce Vita***, Federico Fellini
1961 : ***L'homme qui tua Liberty Valance*** (*The Man Who Shot Liberty Valance*), John Ford
1962 : ***Vie privée***, Louis Malle
1963 : ***Shock Corridor***, Samuel Fuller
1965 : ***War Game***, Peter Watkins
1966 : ***Blow up***, Michelangelo Antonioni
1966 : ***Made in USA***, Jean-Luc Godard
1967 : ***De sang froid*** (*In Cold Blood*), Richard Brooks
1969 : ***Z***, Costa-Gavras
1973 : ***Vérités et Mensonges*** (*F for Fake*), Orson Welles
1974 : ***Profession : reporter***, Michelangelo Antonioni




1975 : ***L'Honneur perdu de Katharina Blum***, Volker Schlöndorff et Margarethe von Trotta

1976 : ***Les Hommes du Président*** (*All the President's Men*), Alan J. Pakula

1976 : ***Network, main basse sur la télévision***, Sidney Lumet

1979 : ***Le Syndrome chinois*** (*The Chinese Syndrom*), James Bridge

1981 : ***Absence de malice*** (*Absence of Malice*), Sidney Pollack

1981 : ***Reds***, Warren Beatty

1981 : ***Reporters***, Raymond Depardon

1982 : ***Missing***, Costa-Gavras

1982 : ***L'Année de tous les dangers*** (*The Year of Living Dangerously*), Peter Weir

1983 : ***Under Fire***, Roger Spottiswoode

1984 : ***La Déchirure*** (*The Killing Fields*), Roland Joffé

1985 : ***Shoah***, Claude Lanzmann

1986 : ***Salvador***, Oliver Stone

1987 : ***Broadcast News***, James L. Brooks

1987 : ***Full Metal Jacket***, Stanley Kubrick

1988 : ***Scoop***, Ted Kotcheff

1992 : ***C'est arrivé près de chez vous***, Rémy Belvaux, André Bonzel, Benoît Poelvoorde

1992 : ***Héros malgré lui*** (*Accidental Heros*), Stephen Frears

1994 : ***Le Journal*** (*The Paper*), Ron Howard

1997 : ***Minuit dans le jardin du bien et du mal*** (*Midnight in the Garden of Good and Evil*), Clint Eastwood

1997 : ***Welcome to Sarajevo***, Michael Winterbottom

1998 : ***Truman Show*** (*The Truman Show*), Peter Weir

1998 : ***Celebrity***, Woody Allen

1999 : ***Révélations*** (*Revelations*), Michael Mann

2000 : ***Presque célèbre*** (*Almost Famous*), Cameron Crowe

2002 : ***Bowling for Columbine***, Michael Moore

2003 : ***Le Mystificateur*** (*Shattered Glass*), Billy Ray

2003 : ***Veronica Guerin***, Joel Schumacher

2004 : ***Breaking News***, Johnnie To

2004 : ***Fahrenheit 9/11***, Michael Moore

2006 : ***Good Night***, ***Good Luck***, George Clooney

2006 : ***Le diable s'habille en Prada*** (*The Devil Wears Prada*), David Frankel

2006 : ***Scoop***, Woody Allen

2007 : ***The Hunting Party***, Richard Shepard

2008 : ***C'est dur d'être aimé par des cons***, Daniel Leconte

2008 : ***Frost/Nixon, l'heure de vérité***, Ron Howard

2009 : ***Jeux de pouvoir*** (*State of Play*), Kevin Macdonald

2011 : ***Millénium. Les hommes qui n'aimaient pas les femmes*** (*The Girl with the Dragon Tattoo*), David Fincher

2011 : ***Les Nouveaux Chiens de garde***, Gilles Balbastre, Yannick Kergoat

2011 : ***État de guerre*** (*5 Days of War*), Renny Harlin

2012 : ***Sous surveillance*** (*The Company You Keep*), Robert Redford

2014 : ***Gone Girl***, David Fincher

Séries TV

1970 : ***The Mary Tyler Moore Show***

1977 : ***Lou Grant***

1993 : ***Loïs et Clark, les nouvelles aventures de Superman***

1998 : ***Sports Night***
2002 : ***The Wire*** (*Sur écoute*)
2003 : ***State of Play*** (*Jeux de pouvoir*)
2007 : ***Reporters***
2011 : ***The Hour***
2012 : ***The Newsroom***
2013 : ***House of Cards***

En 2004, avec Marie Genin, productrice de cinéma, la mère de nos filles, j'ai créé une collection de documentaires de 52 minutes consacrée au cinéma : « Un film et son époque », actuellement diffusée sur Arte. Cette collection compte aujourd'hui une quarantaine d'opus, qui ont tous été diffusés sur les chaînes de télévision en France et dans plusieurs pays étrangers.

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Capa (Robert) ; Giroud (Françoise) ; Herr (Michael) ; Hersey (John) ; Hersh (Seymour) ; Infiltrés ; *Kane (Citizen)* ; Kessel (Joseph) ; Lanzmann (Claude) ; Machine à écrire ; Malaparte (Curzio) ; McLuhan (Marshall) ; Murrow (Ed) ; *New Journalism* ; Paparazzis ; Pyle (Ernie) ; Reed (John) ; *Vacances romaines* ; *Vérité (L'Invraisemblable)* ; Vie privée ; Watergate ; Wilder (Billy).

# Flagrants délits

## *À la chaîne*

Verdict : « Vol d'un croissant dans une boulangerie. Quinze mois de prison dont dix avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve. » La scène ne se déroule pas dans *Les Misérables*, mais en 1976 devant la 23e chambre correctionnelle de Paris, où défilait, chaque jour ouvrable, la petite délinquance, celle des vols à la tire, du vagabondage, de la grivèlerie, des vols de voiture, des vols à la tire, des vols à la

roulotte, des vols au poivrier, des agressions, des outrages à la pudeur, des rébellions à agents, des infractions à arrêté d'expulsion, des infractions à interdiction de séjour, des petits casses ratés…

La 23e chambre à l'époque tournait chaque année à plein régime : 6 000 prévenus, une trentaine de relaxes, quatre mille années de prison ferme.

Chaque jour, l'auteur de « La chronique des flagrants délits » sélectionnait quelques dossiers qui se réduisaient en général à deux ou trois échanges expéditifs entre le président, le ministère public, un avocat commis d'office et l'accusé. Le style était télégraphique, brut sans raffinage.

L'inventeur de cette chronique quotidienne publiée dans *Libération* à partir de juin 1976 s'appelait Christian Hennion. N'ayant pas de prétention en matière d'écriture, il va pratiquer la transcription quasi mot à mot du discours judiciaire, traduisant avec efficacité sa brutalité et sa sécheresse. Ce procédé va se révéler d'une stupéfiante efficacité. Il ne fait pas de la prose sans le savoir comme Monsieur Jourdain mais du Andy Warhol, qui dès 1969 avait lancé son magazine *Interview* où il publiait lui aussi des entretiens avec des célébrités non corrigés et non réécrits.

D'où viennent les idées journalistiques ? L'histoire de la création de cette chronique est à cet égard exemplaire de la rencontre entre une personnalité, une équipe et un écosystème.

Christian Hennion était né en 1943, et sa vie fut un roman très noir.

Une mère biologique qui n'élève pas son fils, un passage par la Ddass, une famille d'adoption qui est celle d'un militaire de carrière qui avait flirté avec l'Algérie française, un passage chez les Jésuites, puis les Scouts où il découvre son homosexualité : il se retrouve hébergé par le père Jaouen, l'aumônier de la prison de Fresnes, puis il devient infirmier en psychiatrie à la clinique La Borde, dans le Loir-et-Cher, animée entre autres par Félix Guattari. C'est à cette époque que je le croise.

En Mai 68, il est sous les pavés, pas du côté plage mais du côté des abîmés. Il se lie avec « les Katangais », ces marginaux qui occupent la Sorbonne et s'en proclament les protecteurs alors qu'ils viennent seulement de trouver un toit. Lorsqu'ils sont arrêtés, il organise leur défense. Il fréquente des avocats et des magistrats, dont la plupart vont fonder le Syndicat de la magistrature. Tous se

retrouvent dans le restaurant créé par Christian Hennion avec des amis avocats, rue du Faubourg-Saint-Jacques à l'enseigne de La Buvette du V^e^. Il est aussi l'un des fondateurs du FHAR en 1971.

Lorsque La Buvette prend l'eau, Christian accepte enfin la proposition que je lui avais faite à plusieurs reprises de suivre cette actualité judiciaire au quotidien.

Le succès vient rapidement. En deux ans et demi, Christian Hennion a changé la 23e chambre. Les ténors du barreau se précipitent désormais pour défendre cette petite délinquance, et ils obtiennent souvent la relaxe avant même de dire un mot.

En 1994, Raymond Depardon va filmer quatorze prévenus interrogés par le substitut du procureur dans *Délits flagrants* à la 8e section du Palais de justice. Dominique Simonnot reprend le flambeau en 1998 à *Libération* où elle publie « Carnets de justice » jusqu'à son départ du quotidien en 2007. Elle poursuit depuis son scanner de la justice expéditive sur un rythme hebdo au *Canard enchaîné*.

En septembre 2002, Dominique Perben, garde des Sceaux et ministre de la Justice, réforme cette juridiction, les flagrants délits disparaissent au profit de la comparution immédiate. En 2004, Raymond Depardon retourne au Palais de justice pour la *10e Chambre, instants d'audience*.

Christian Hennion est mort en 1999 d'une attaque cérébrale consécutive à un cancer du poumon, après avoir été longtemps détenu dans une prison cambodgienne sans doute victime d'un chantage.

Difficile d'évoquer cette figure associée au monde judiciaire sans parler de sa pédophilie. Un livre a été consacré à ce versant de sa biographie, par celui qui fut son amant pendant de nombreuses années. À ceci près qu'il le devint à l'âge de dix ans.

Franck Demules a publié en 2009 un livre écrit avec l'aide d'un autre journaliste de *Libération* : *Un petit tour en enfer*, ou sa vie avec Christian Hennion. Au cours de ses pérégrinations, Franck a heureusement croisé la route de Carla Bruni Tedeschi. Elle l'a pris en charge à la fin des années 1990. En 1999, il devint son assistant.

J'ai souvent croisé cet adolescent, et il était difficile de dire s'il était seulement le protégé de Christian Hennion, son fils adoptif ou son amant. Et je n'avais pas cherché à approfondir. « Il m'avait dit, écrit Franck en parlant de Christian

Hennion, qu'il serait à la fois mon père et mon meilleur copain. À dix ans je suis devenu son amant. » Et il a cette phrase qu'il laisse en suspension au-dessus des années 1970 : « J'ai fait partie des essais et même des excès d'une époque. »

La première partie de la vie de Franck aura reproduit celle de Christian Hennion : sa compagne, dont il a eu une fille, est morte du sida. Il a connu la pédophilie, le trottoir, la drogue, le sida, la prison avant de connaître une autre humanité.

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Copi ; *Libération*.

# G

# García Márquez (Gabriel)

## *Le meilleur métier du monde*

Toute sa vie, Gabriel García Márquez aura été un journaliste professionnel, obsédé par le rapport au réel, et qui avait fait du reportage l'une des matrices de son œuvre romanesque. L'auteur de *Cent Ans de solitude* a raconté dans ses mémoires ses années de formation comme journaliste de 1948 à 1962 dans la presse colombienne, à Bogota, à Carthagène et à Barranquilla. Il exerça plus tard comme correspondant à l'étranger, à Rome et à Paris, à Caracas et à Mexico.

Mais son rêve, c'était le reportage. « Faire un reportage qui reste pour moi le genre par excellence du meilleur métier du monde », écrit-il dans ses mémoires.

Journaliste à *El Espectador*, le quotidien d'opposition de la capitale, il s'empare en février 1955 d'un drame : huit marins d'un destroyer colombien, le *Caldas*, sont emportés par une vague au cours d'une tempête dans la mer des Caraïbes. C'est la version donnée par la dictature militaire qui a pris le pouvoir.

Parmi les disparus, déclarés officiellement morts, il y a un rescapé surprise, découvert dix jours après, échoué sur une plage. Le survivant s'appelle Luis Alejandro Velasco. Il a vingt ans. Avant sa rencontre avec García Márquez, il avait déjà raconté son histoire de miraculé à plusieurs journaux mais chaque fois par bribes. Il a été décoré comme héros de la patrie. Un jour, il se présente à *El*

*Espectador*. Le directeur, pris d'une soudaine inspiration, le confie à un journaliste de vingt-huit ans, Gabriel García Márquez.

« En vingt séances quotidiennes de six heures chacune, au cours desquelles je prenais des notes et glissais des questions insidieuses pour détecter ses contradictions, nous réussîmes à bâtir le dense et véridique récit de ses dix jours de naufragé. Une histoire si détaillée et si passionnante que mon seul problème littéraire allait être de convaincre le lecteur de son authenticité. Pour cette raison – et aussi par équité – nous décidâmes de l'écrire à la première personne et sous sa signature », note-t-il en 1970 dans une préface écrite pour la publication en livre de ce récit.

Au cours du quatrième entretien, alors que García Márquez lui demande de nouveau de décrire en détail la tempête à l'origine du désastre, le naufragé réplique : « La tempête ? Mais il n'y a pas eu de tempête. » Et, vérification faite auprès des services météorologiques, elle n'avait jamais existé. Ce qui allait donner une dimension nouvelle à ce drame.

Cette révélation va en déclencher une autre : le destroyer transportait sur le pont des marchandises, en l'occurrence de l'électroménager en grande quantité acheté par les marins, à Mobile en Alabama, un port américain où le navire de guerre colombien avait subi des réparations. Les caisses mal arrimées avaient déséquilibré le navire et dans un coup de roulis elles s'étaient libérées, entraînant dans leur course les huit marins qui se trouvaient alors sur le pont.

Le récit a paru en feuilleton. Les ventes du quotidien ont doublé pendant deux semaines. La dictature, dont la version était mise en cause, riposta en niant la présence de marchandises à bord. *El Espectador* publia alors les photos que des marins avaient prises au départ de Mobile et sur lesquelles on voyait l'entassement des caisses. Malgré les pressions, Luis Alejandro Velasco ne renia jamais son récit.

Le choix du découpage en feuilleton, le récit à la première personne, la sérénité du témoignage sont des techniques romanesques. *Récit d'un naufragé* est une sorte de chaînon manquant entre Daniel Defoe et le *Journal de l'année de la peste*, les reportages espagnols d'Ernest Hemingway et *De sang-froid* de Truman Capote.

Certains spécialistes de García Márquez, comme Ray Williams qui enseigne la littérature latine en Californie, considèrent ce récit journalistique comme le moment d'élaboration du style narratif de l'écrivain colombien.

« Gabo » – c'était son surnom – avait renoncé aux droits d'auteur qui furent versés de manière régulière à Velasco. Mais un avocat avait réussi à convaincre le jeune marin que ce récit lui appartenait. Un tribunal de Bogota fut saisi qui reconnut García Márquez comme le seul auteur. À la suite de cette décision, les droits allèrent à une fondation enseignante.

*Récit d'un naufragé* paru en livre aurait été vendu à plus de 10 millions d'exemplaires en Amérique latine.

Plusieurs mois après, le quotidien fut fermé par la dictature. Son directeur avait pris la précaution d'envoyer García Márquez couvrir une conférence internationale en Europe pour lui éviter d'éventuelles représailles. García Márquez resta en Europe. La dictature devait tomber deux ans plus tard.



L'auteur du *Récit d'un naufragé* était de longue date favorable à des pourparlers entre le gouvernement, les mouvements de guérilla et les narcos. Il avait d'ailleurs joué à plusieurs reprises un rôle de médiateur dans les négociations des autorités avec les différentes guérillas, le M19 et avec l'ELN. Il a échoué avec les FARC. De la même manière, il avait pris position pour un dialogue entre le gouvernement et les trafiquants de drogue.

Après *Cent Ans de solitude*, publié en 1967, García Márquez est reconnu dans le monde entier comme l'un des écrivains majeurs du siècle. Prix Nobel de littérature en 1982, il est devenu une figure emblématique de la culture latino-américaine. Le journaliste récidive en 1996 avec *Journal d'un enlèvement*, consacré cette fois à une prise d'otages.

En août 1990, Pablo Escobar et le cartel de Medellín font enlever neuf personnes, dont huit journalistes : la fille d'un ancien président, directrice de la rédaction d'une chaîne de télévision et son équipe de tournage, le directeur de la rédaction du quotidien *El Tiempo*, la directrice de l'Institut national du cinéma, ancienne journaliste, la sœur d'un dirigeant politique qui avait survécu à un attentat commandité par Pablo Escobar ; le directeur de l'information d'une radio commerciale était également visé mais il avait réussi à échapper à ses ravisseurs.

L'objectif du cartel de Medellín : forcer le président colombien à renoncer à la menace d'extrader les narco-trafiquants aux États-Unis. Pour Escobar : « Mieux vaut une tombe en Colombie qu'un cachot aux États-Unis. »

Les autorités veulent utiliser cette menace pour contraindre les narcos à se soumettre à la justice, avouer leurs crimes, en échange de quoi ils auraient des remises de peine. Pablo Escobar et son paravent officiel, les « Extradables », rejettent ce plan et souhaitent obtenir « une non-extradition inconditionnelle, sans obligation d'aveu, sans dénonciation mais avec des garanties de sécurité pour leurs familles ».

« L'enlèvement des journalistes, écrit García Márquez, avait donc été la riposte à l'idée qui tourmentait le président César Gaviria… apporter une solution juridique à la guerre contre le terrorisme. »

Le bras de fer entre la présidence et les narcos va durer dix mois. Parce que les accords passés entre les « Extradables » et le gouvernement n'avaient pas été respectés, la sœur du négociateur est exécutée. La directrice de la rédaction d'une chaîne de télévision est tuée au cours d'une opération de police, tombée par hasard sur l'une des prisons clandestines des narcos. Les autres sont libérés, et les « Extradables » finissent par se rendre à la justice.

Ce livre est un chef-d'œuvre de journalisme et se lit comme un roman policier situé dans un pays en pleine folie furieuse.

Dans les premiers mois de 1991, il y avait vingt meurtres par jour. Medellín était devenue la ville la plus dangereuse au monde, 2 000 personnes travaillaient pour Pablo Escobar considéré alors par le magazine *Forbes* comme la septième fortune mondiale. Des groupes de jeunes pratiquaient la chasse aux policiers : 457 avaient été abattus durant cette période, chaque assassinat était rémunéré par le cartel. Les unités d'élite de la police étaient accusées par les narcos de pratiquer des exécutions sommaires parmi les troupes du cartel. Ce n'était pas toujours faux.

Parallèlement à la guerre avec le cartel, les affrontements se poursuivaient avec la guérilla des FARC, tandis que les anciens guérilleros du M19 reconvertis à la démocratie parlementaire raflaient 10 % des suffrages au cours des élections législatives.

García Márquez aura consacré trois années à cette enquête et à son écriture, aidé par une journaliste d'investigation. Les otages, leurs familles, les négociateurs secrets, des membres impliqués de la présidence, tous lui ont transmis de nombreux documents.

Il utilise alors un procédé auquel il avait eu recours dans ses romans, la juxtaposition des voix, des narrations et des temporalités, qui fait l'originalité de son style narratif.

Alors qu'il écrivait ce livre, Pablo Escobar, après s'être rendu aux autorités, parvient à s'évader. Dans sa cavale, le trafiquant commet une imprudence téléphonique : repéré par les satellites américains, il est abattu.

En 1992, pendant l'écriture du livre, les médecins diagnostiquent une tumeur dans un poumon de l'écrivain. Il est opéré avec succès.

Il publie *De l'amour et autres démons* et crée avec son frère Jaime « la fondation du nouveau journalisme ibéro-américain » où des vétérans du journalisme forment des jeunes. En 1998, il achète avec des amis *Cambio*, un magazine, pour y, dit-il, « faire du journalisme ».

Il meurt le 17 avril 2014 à Mexico à quatre-vingt-sept ans des suites d'un cancer lymphatique. Il aimait répéter : « Le journalisme aide à garder le contact avec la réalité, ce qui est essentiel pour le travail romanesque. »

Dans un entretien avec Pierre Goldman pour *Libération* réalisé en 1978, García Márquez déclare : « Je suis un journaliste de l'écriture, mes romans sont des

reportages… Je n’ai aucune imagination. Seulement voilà, je travaille sur une réalité fantastique, le réalité latino-américaine. »

*Voir* : Defoe (Daniel) ; Hemingway (Ernest) ; Hersey (John) ; Malaparte (Curzio) ; *New Journalism*.

## Gaulle (Charles de)

### *Monarque audiovisuel*

Célèbre éditorialiste radio, qui après avoir débuté à la BBC à Londres est passé à la télévision française, à partir de 1958, en faisant de chacune de ses apparitions un *one man show* étourdissant.

De Gaulle, comme Roosevelt avant lui, avait d’abord choisi la radio. Il découvre ses pouvoirs pendant la Seconde Guerre mondiale et totalise alors soixante-sept interventions à la BBC.

Après son retour en mai 1958, il se précipite sur la seule chaîne de télévision. Sa première allocution télévisée date du 27 juin. Ce premier enregistrement avait glacé ses partisans.

Le publicitaire Marcel Bleustein-Blanchet, un fan de la première heure, est appelé à juger la prestation, tout comme Pierre Sabbagh, l’un des fondateurs de la télévision française. Leur diagnostic est implacable : de Gaulle ne peut pas s’adresser aux Français en uniforme, lire un texte, en s’aidant de ses grosses lunettes de myope comme il le faisait lorsqu’il parlait aux micros de la radio britannique.

Le patron de Publicis avait donné deux conseils au Général : apprendre son texte par cœur et prendre des cours de diction et de respiration auprès d’un sociétaire de la Comédie-Française, spécialement auprès de Jean Yonnel, éclatant dans le rôle de Don Diègue et dont le publicitaire pensait à juste titre que le

personnage, la tonalité et le rythme de la voix pouvaient inspirer le célèbre débutant.

Dès la deuxième intervention à la télévision en juillet 1958, le Général a trouvé sa voix, il est de Gaulle, tel qu'en lui-même il demeure dans la légende du petit écran.



Et il aligne alors un palmarès époustouflant : en onze ans, 53 allocutions télévisées et 18 conférences de presse. Aucun de ses successeurs n'a osé titiller ces records.

Il dira de manière provocante : « Toute la presse est contre moi, j'ai la télévision et je la garde. » C'était bien sûr inexact concernant la presse. François Mauriac passait difficilement pour un adversaire et Raymond Aron pour le porte-parole de la chienlit. Pierre Lazareff, qui dirigeait le premier tirage français, était devenu un fan, qui avait le privilège de le croiser régulièrement. Même le plus turbulent des gaullistes, l'écrivain journaliste Maurice Clavel, a attendu l'affaire Ben Barka en 1965 pour s'éloigner du Général.

Jean-Jacques Servan-Schreiber avait une formule assassine sur ce rapport passionnel avec le nouveau média dominant : « La gaullisme, c'est le pouvoir personnel plus le monopole de la télévision. »

Revenu au pouvoir, le Général, quand il parlait de la presse, en profitait pour « taper » Beuve-Méry, dont il ne supportait pas les observations. Il pouvait être

aussi mesquin, il avait dit un jour : « Vous comprenez, ce que ne me pardonne pas Beuve-Méry, c'est de lui avoir donné *Le Monde* à la Libération. »

Le 26 juillet 1967, à Montréal, il fait cette déclaration qui lui ressemble et qui exprime le fond de sa pensée : « Tout ce qui grouille, grenouille et scribouille n'a pas de conséquence historique dans les grandes circonstances, pas plus que ce n'en eut jamais dans d'autres. » Un ange passe.

De Gaulle avait une vision très personnelle du monopole de l'audiovisuel. D'ailleurs il eut la main lourde après la grande grève de l'ORTF en 1968, avec 37 licenciements à la télévision et 22 à la radio, sans compter des mutations disciplinaires : pas touche à mon poste !

Certes il n'a pas inventé la guerre sans nom menée en Algérie, ni l'usage généralisé de la torture, ni la saisie des journaux ni celle des livres, qui reste au palmarès de Guy Mollet. La saisie du livre d'Henri Alleg, *La Question*, est l'œuvre du gouvernement de Félix Gaillard. Mais de Gaulle n'a pas poursuivi pour autant les tortionnaires, et comme ses prédécesseurs de la IVe République, il a censuré tout ce qui concernait l'armée en Algérie. Il semble que le nombre de saisies ait été plus important sous son règne que dans la période précédente. Mais si la décolonisation fut l'œuvre de Mendès, elle fut aussi celle de De Gaulle.

Il n'a pas non plus inventé le ministère de l'Information : Paul Raynaud, alors que la IIIe République agonisait en 1940, nomme son ami Jean Prouvost, l'inventeur de *Paris-Soir*, ministre de l'Information, Vichy maintiendra la fonction, elle a été utilisée allégrement par la IVe, puis la Ve Républiques. Le ministre Alain Peyrefitte, qui était venu présenter au 20 heures la nouvelle formule du journal télévisé, joue alors le même rôle que François Mitterrand ou Albert Gazier sous la République précédente.

Comme toutes les émissions à succès, la série « De Gaulle à la TV » a fini par s'user. Elle a été déprogrammée en 1969.

*Voir* : Beuve-Méry (Hubert) ; « Cinq colonnes à la une » ; *Paris-Soir* ; Roosevelt (Franklin D.).

# Giroud (Françoise)

## *Profession journaliste*

Françoise Giroud avait une écriture cinématographique. Elle le devait à ses débuts. Script à seize ans sur un film de Marc Allégret, elle avait enchaîné, avec les raccords et les minutages de Jean Renoir, sur le tournage de *La Grande Illusion*. Le cinéaste lui avait alors confié la réécriture de certains dialogues. À partir de 1942, elle signe une douzaine de scénarios, dont *Antoine et Antoinette* de Jacques Becker, tourné après guerre.

Françoise Giroud y avait forgé une écriture où l'action et le mouvement priment. On en retrouve la trace dans ces petits chefs-d'œuvre que sont toutes les attaques de ses articles. Comme son enquête sur le démarrage de la grève des mineurs de 1963 :

> « Quand le dîner s'achève sans fromage, Louis G., mineur de fond, reste sur sa faim.
> Il a trente ans, il est grand, large, fort. La silicose n'a pas encore attaqué ses poumons, bien qu'il ait quatorze ans de fond.
> La soupe, même lorsqu'elle est épaisse, ne lui tient pas au corps.
> La première fois, il n'a rien dit. La troisième fois, il venait de rapporter sa paye de quinzaine. »

Ou cette amorce de son article du 18 janvier 1971 sur la mort de Coco Chanel :

> « Elle ne pouvait mourir qu'un dimanche. En semaine on travaille. Et seule dans sa chambre de l'hôtel Ritz. S'écrouler, rue Cambon, au milieu de ses Coromandels et de ses bouquets, parmi les cris, le tohu-bohu, le brouhaha, l'émotion, risquer en tombant que son chapeau bascule, que sa jupe se retrousse, tout cela eût été d'une grande vulgarité. Et tout au long de sa vie, Coco Chanel a combattu la vulgarité, celle du vêtement, mais surtout, celle, plus importante, des manières, de l'esprit, du cœur, avec une pugnacité attentive. »

Françoise Giroud aura écrit plus de 6 000 articles entre 1943 et 2003. Elle a été un formidable professeur de journalisme comme en témoigne son petit ouvrage *Profession journaliste* d'où j'extrais ces recommandations :

> « L'écriture ne s'apprend pas, donc ne s'enseigne pas. C'est une disposition naturelle. Comme pour le piano on a le don ou on ne l'a pas. Si on l'a, il faut travailler dur. Savoir qu'un adverbe est presque toujours superflu, un qui ou un que par phrase est le maximum autorisé. Il faut écrire avec l'Oreille, comme le faisait Flaubert, pour éviter les assonances et les hiatus. Respecter la musique personnelle de chacun, cette qualité si rare. J'avais édicté un certain nombre de règles simples. Numéro 1 : inutile d'avoir du talent à la cinquième ligne si le lecteur vous a lâché à la quatrième. Numéro 2 : si on peut couper dix lignes dans un article sans enlever une idée, c'est qu'elles étaient en trop. Numéro 3 : jamais de point d'interrogation dans un titre, cette vilaine manie de la presse française. Un journal est là pour répondre aux questions des lecteurs, non pour en poser. Numéro 4 : par contre placer un verbe dans un titre le renforce. Numéro 5 : suivre le conseil de Valéry : de deux mots choisir le moindre… Ne pas oublier que l'écriture est comme la danse, il ne faut jamais arrêter les exercices à la barre. »
>
> (Françoise Giroud, *Profession journaliste* © Hachette Littératures, 2001)

Pierre Lazareff, Hervé Mille et Charles Gombault, qui ont tous trois dirigé les rédactions du groupe Prouvost avant guerre, ont parrainé les premiers pas de Françoise Giroud dans la presse. Elle débute à *Paris-Soir* sous l'occupation dans la zone sud, puis à *France Dimanche* où elle publie ses portraits avant d'être choisie pour diriger *Elle* en 1945. Elle n'a pas encore trente ans.

Hélène Gordon Lazareff, la femme de l'ancien animateur de *Paris-Soir*, alors directeur de *France-Soir*, est la créatrice de *Elle*. Elle et lui s'étaient réfugiés aux États-Unis pendant la guerre. Elle parle anglais et a fait ses classes dans la presse féminine à New York, au *Harper's Bazaar* où elle coordonnait la mode et au supplément féminin du *New York Times*.

Hélène Gordon Lazareff et Françoise Giroud vont toutes deux américaniser la presse féminine française, d'une manière d'autant plus facile que les Françaises viennent d'accéder au droit de vote, alors que les Américaines en jouissent depuis 1920.



La liberté de ton de Françoise Giroud effraie parfois Pierre Lazareff, mais pas « le petit oiseau d'acier » comme elle surnomme sa directrice, qui encourage ses audaces. Le succès est immédiat. Le journal est diffusé aujourd'hui dans le monde à 5 millions d'exemplaires avec quarante-deux éditions différentes.

1951, au cours d'un dîner parisien, un coup de foudre : Françoise rencontre Jean-Jacques. Jean-Jacques est un jeune journaliste aux intuitions brillantes, un agitateur d'idées dévoré par une ambition politique, qui se voyait déjà en sauveur de la République. Dans le duo, Françoise a une ambition plus journalistique que politique. Son compagnon, c'est l'inverse.

Ces deux ambitions enlacées, la politique et la journalistique, vont créer *L'Express* en 1953, pour porter au pouvoir Pierre Mendès France, seul susceptible, selon eux, de conduire à bien la décolonisation. Jean-Jacques Servan-Schreiber propose même à Mendès de le nommer directeur politique de l'hebdomadaire, à la manière des journaux de la III^e^ République. Heureusement, PMF refuse.

L'Indochine est en feu, et l'Algérie va bientôt s'enflammer. Pendant sa première décennie, *L'Express* fut le courageux fer de lance de la décolonisation, menacé, censuré, saisi plusieurs fois, plastiqué même. Des journalistes, des intellectuels et des politiques vivent au siège de ce journal dans une grande intimité. Françoise Giroud, « cette volonté armée d'un sourire » selon la belle formule de Jean Daniel, a créé une équipe de journalistes dont les horizons ne se limitaient pas à des impératifs politiques.

Le couple va être la matrice du news français d'où sortiront les dirigeants du *Nouvel Observateur*, du *Point*, et à bien des égards de *Marianne*. Tous vont quitter *L'Express* au fil des années 1960 et 1970, en désaccord avec les engagements politiques de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Fin de la guerre d'Algérie : les premières années des sixties sont celles des ruptures en chaîne au sein du couple JJSS-Giroud comme au sein du journal.

Au départ, une déflagration : Jean-Jacques se marie avec Sabine et jette Françoise hors de sa vie, hors du journal au nom de lettres infamantes qu'elle aurait écrites. Rupture d'une grande violence. Elle est accusée, elle le nie et cherche à mourir. Elle échappe à la mort par miracle.

François Mauriac claque la porte de *L'Express* : il ne supporte plus que JJSS voie en de Gaulle le double de Hitler.

Les relations avec Pierre Mendès France se compliquent elles aussi et vont vers la rupture. Parce qu'il condamne le régime présidentiel, l'ancien ministre du général de Gaulle refuse de se présenter à la future élection présidentielle comme JJSS l'y encourage. Mendès lui reproche de ne pas avoir pris position en faveur de la femme qu'il aime, Marie Claire de Fleurieu, une Servan-Schreiber elle aussi, dans la bataille de succession à la tête des *Échos*. Une guerre destructrice : la famille Servan-Schreiber perd le contrôle du quotidien économique tandis que les ventes de *L'Express* piquent du nez. L'absence de Françoise se fait cruellement sentir : *L'Express* ne peut pas se passer d'elle, elle est une composante essentielle de l'ADN du journal.

JJSS la rappelle un an après à la direction de la rédaction, pour lancer une « nouvelle formule », qui verra le jour en 1964, sur le modèle de *Time Magazine* et du *Spiegel*, une formule inspirée par Jean-Louis Servan-Schreiber, le petit frère de Jean-Jacques, qui deviendra un patron de presse hédoniste.

Cette nouvelle formule marque un tournant : si *L'Express* reste le grand hebdomadaire d'opposition des années 1960, la politique cesse d'en être le moteur, tandis que le journal devient celui des nouvelles classes moyennes.

Jean-Jacques et Françoise rivalisent aussi dans le domaine des essais. En 1967, il publie *Le Défi américain* qui figure parmi le top 10 des essais en France toutes époques confondues. Françoise Giroud publie en 1972 *Si je mens*, une

autobiographie qui figure également parmi les très grands succès de l'édition française.

Ils ont une passion pour la politique. Jean-Jacques s'est lancé dès 1962 à Yvetot dans sa première campagne législative. Tous deux seront ministres de Giscard en 1974, et cette fois encore elle réussira mieux que lui, qui ne sera ministre que quelques jours. Il est l'un des fondateurs de l'UDF, dont Françoise sera la vice-présidente. De campagne en campagne, il va s'endetter : pour financer son ambition politique, il devra vendre *L'Express* en 1977. Sans prévenir Françoise Giroud.

Françoise Giroud a passé plus de vingt ans à la tête de l'hebdomadaire, jusqu'en 1974, date à laquelle elle avait intégré le premier gouvernement de Giscard d'Estaing, après avoir soutenu la candidature de François Mitterrand. Deux fois ministre, elle réagit en journaliste et écrit un ouvrage décapant, *La Comédie du pouvoir*.

Tous deux auront échoué en politique, vérifiant le théorème selon lequel le journalisme n'est pas soluble dans la vie partisane. Les deux professions se contrarient de manière irrésistible. Quiconque essaie de passer de l'autre côté s'y brûle irrémédiablement.

J'ai connu Françoise Giroud alors qu'elle avait quitté le gouvernement et qu'elle chroniquait à *L'Observateur*. Cette cocréatrice de *Elle* et de *L'Express* avait rejoint une société d'investisseurs amis qui veillaient sur les destinées de *Libération* et, lors de nos réunions, les défauts et les faux pas du journal ne lui échappaient jamais.

Françoise Giroud tenait un journal. À la date du 11 janvier 2003, elle écrit : « Marie, la jeune femme adorable de Serge July, le patron de *Libération*, a organisé dans le plus grand secret une fête pour les soixante ans de son mari… J'ai hésité à y aller, parce que, après avoir glissé sur un bout de verglas et heurté une voiture, j'ai la tête d'un boxeur au sixième round d'une difficile rencontre. Ce n'est pas très poli, de promener cette tête-là. À trente ans, je ne l'aurais pas fait. Mais aujourd'hui nul ne se préoccupera de ma tête derrière des lunettes noires. J'y vais ? J'y vais. » Ce sont les dernières lignes de son journal. Elle était là, au milieu de cette fête. Elle est morte une semaine après.

*Voir* : Bizot (Jean-François) ; *Paris-Soir* ; Tout-Paris (Le).

## Gratuits

### *La pub en manchette*

Un quotidien gratuit madrilène avait pris pour slogan : « Le seul journal qui n'est pas à vendre », ce qui ne manquait pas d'humour.

Les gratuits sont en effet les seuls journaux d'information au monde à titrer, le plus fréquemment possible, sur la publicité : la une leur est souvent dédiée, les titres d'information étant de ce fait relégués en page 3. Ils ne paraissent ni pendant les congés ni pendant les fêtes, c'est ainsi que pour eux le tsunami de 2004 n'a jamais existé.

La publicité en rêvait : une presse quotidienne d'information enfin dédiée à la communication, malléable et faisant ses quatre volontés. Les publicités les plus intrusives sont en général les plus dévalorisantes pour le média. Or c'est une loi impérative : ce qui nuit au média dévalorise la publicité.

Le *New York Times* créé en 1851 a attendu 2012 pour enfreindre un interdit absolu : pas de publicité en une pour éviter toute confusion entre les nouvelles et les annonces. La baisse violente des revenus publicitaires a entrouvert cette sacro-sainte première page à une annonce publicitaire très contingentée, sous forme d'un petit pavé.

La presse gratuite d'information voit le jour en 2001, importée des pays scandinaves où elle a été inventée. La presse gratuite d'annonces existait depuis très longtemps. L'un des piliers du groupe Hersant s'appelait la Comareg, longtemps un authentique troupeau de vaches à lait, qui publiait notamment *Paru-vendu* avec deux cent quatre-vingts éditions locales. Elle a fait faillite : les petites annonces avaient migré gratuitement sur Internet.

Les gratuits d'informations générales viennent de la Scandinavie, un ensemble de pays qui affichent des taux de consommation de presse quotidienne payante parmi les plus élevés au monde. Ce paradoxe n'est qu'apparent.

Les gratuits sont à la presse ce qu'est le *low cost* dans le transport aérien ou le *hard discount* dans l'alimentation : l'accès est plus large, la qualité moins grande. À ceci près qu'ils ne s'adressent qu'aux urbains des grandes villes, dans les transports collectifs des pays déjà surinformés.

Les gratuits deviennent les premiers quotidiens d'information populaire, alors que les quotidiens payants ne parviennent plus à s'adresser à tout le monde et deviennent des « class media », s'adressant à des publics déterminés, avec de forts pouvoirs d'achat. *Low cost* d'un côté avec des dépêches d'agences, de petites équipes de stagiaires et un très fort *turn over*, *high cost* avec des rédactions à forte valeur ajoutée.

*Voir* : *Paris-Soir*.

## Grossman (Vassili)

### *Visionnaire*

Vassili Grossman aura été, avec George Orwell, l'un des journalistes visionnaires du siècle passé.

Le 22 juin 1941, l'opération « Barberousse » commence. Hitler, avec une armée de plus de 4 millions d'hommes, des milliers d'avions, de tanks, de camions et de canons, envahit la Russie soviétique et inflige de sévères défaites à l'armée Rouge qui doit battre en retraite, jusqu'à la Volga, jusqu'à Stalingrad.

Cet ingénieur chimiste de formation était devenu écrivain. Son talent est reconnu très vite par ses aînés, Maxime Gorki qui meurt en 1936, Isaac Babel, fusillé en 1940, et par Mikhaïl Boulgakov, l'auteur du *Maître et Marguerite* dont

l'œuvre aura été en partie censurée de son vivant, et qui meurt lui aussi avant l'invasion allemande. Ukrainien d'origine juive, Grossman se porte volontaire comme journaliste sur le champ de bataille. *Krasnaïa Zvezda*, « L'Étoile rouge », le journal de l'armée Rouge, l'intègre à sa rédaction.

Il est au front le 5 août 1941 et y restera jusqu'en 1945. Il connaîtra la débâcle de l'armée Rouge, la bataille de Stalingrad, la plus grande bataille de chars de l'histoire à Koursk en 1943, il est dans Kiev libéré, puis à Varsovie, enfin à Berlin, toujours aux côtés des troupes soviétiques, toujours aux avant-postes.

Il devient le plus célèbre des correspondants de guerre russes mais aussi le plus lu. Dans un pays où la guerre va faire 27 millions de morts, dont 10 millions de soldats, toutes les familles ont été frappées. Et Grossman aura été présent sur tous les fronts. Cette renommée auprès de millions d'anciens combattants et de leur famille protégera cet écrivain juif après la guerre, lorsque Staline reprendra, en 1946, le flambeau de l'antisémitisme : cette gloire ne lui évitera pas les censures, mais il échappera au Goulag. Vassili Grossman restera publié, mais de manière très parcimonieuse.

Au moment du déclenchement de la guerre, Vassili Grossman admire Lénine, est fier d'être soviétique, bien qu'il n'ait jamais éprouvé le besoin d'adhérer au parti communiste. Réformé pour cause de tuberculose, n'ayant aucune formation militaire, il doit subir un entraînement spécial. Il aura le grade de lieutenant-colonel, qui lui donnait accès aux états-majors comme aux premières lignes, où il fera de longs séjours, souvent enterré avec l'infanterie.

Ce journaliste travaille au crayon, avec lequel il remplit d'innombrables carnets de choses vues, de gestes, de phrases, de bouts de dialogues, de descriptions, de situations. À la différence de beaucoup de journalistes, sinon la plupart, les carnets de Vassili Grossman ont été publiés en 2005 grâce à sa fille. Il est possible de voir comment ils ont été utilisés pour ses articles de *L'Étoile rouge* et pour ses romans d'après guerre. Ces notes sur le vif, écrites parfois en pleine bataille, sont une œuvre de témoin oculaire. Elles n'ont pas été soumises à la censure militaire alors que tous ses articles l'étaient.

L'un de ses premiers articles publiés par le journal de l'armée est intitulé « Le peuple est immortel ». Le personnage principal s'appelle Semion Ignatiev, un

paysan de la région de Toula qui voulait épouser Maroussia, la fille du président du kolkhoze. Il est devenu soldat dans une compagnie d'infanterie, pris sous un bombardement allemand en pleine retraite. Comme le dit sa biographe Myriam Anissimov : « Dans un style lyrique, Grossman dépeint l'homme simple qui sacrifie humblement sa vie pour la patrie, sans geste théâtral. »

Car la guerre a commencé par une immense catastrophe. Des centaines de milliers d'hommes sont faits prisonniers, un matériel militaire gigantesque est mis hors d'usage, des milliers d'usines sont détruites, une partie importante du territoire et de sa population est livrée aux exactions des nazis. Vassili Grossman aura été de ceux qui ont pris la mesure de l'impréparation de l'armée, de l'absence de stratégie, de la défaillance de la direction communiste. Dans ses articles, il parle rarement de Staline, en général pas du tout.

En journaliste, il va faire tout au long de la guerre de nombreuses découvertes, toutes fondamentales, toutes remettant en cause l'ordre du monde stalinien, tout en collaborant au journal le plus diffusé et le plus surveillé, celui de l'armée Rouge.

La première est au cœur de son œuvre journalistique et romanesque : le désastre a libéré le peuple russe. Le sort de l'Union soviétique a été entre les mains des petites gens, des soldats. Ils ont souvent dû improviser et beaucoup ont dû se sacrifier. Le NKVD, la police politique, a dû desserrer sa main de fer et tolérer l'intolérable, c'est-à-dire des espaces de liberté. Dans cette période, écrit-il, « ceux qui ont vaincu ce sont les ouvriers et les paysans… les maîtres de la vie ».

Lorsque les troupes soviétiques reprennent l'avantage sur les divisions allemandes, il assure : « La victoire est celle de la liberté. » Alexis Berelowitch, le traducteur de *Vie et Destin*, écrit que cette liberté retrouvée permet dans le roman, entre les combattants promis au sacrifice, « la mise en cause de la politique du parti communiste, de la collectivisation, des commissaires politiques », comme ce fut le cas sur le champ de bataille et comme en attestent ses notes.

Vassili Grossman doit quitter Stalingrad le 1er janvier 1943, alors que la 6e armée allemande est encerclée. Il écrit à son père : « Demain je fais mes adieux à Stalingrad… Je pars avec un tel sentiment de tristesse, c'est comme si je disais adieu à un être cher, tellement sont liés à cette ville de sentiments, de pensées, d'émotions

douloureuses et importantes, exténuantes mais inoubliables. La ville est devenue pour moi une personne vivante… »

Sa dernière chronique sur ce front s'appelle « Aujourd'hui à Stalingrad » : « Une ville nouvelle est née des flammes… » Selon lui, Stalingrad aura été la capitale mondiale de la guerre contre le nazisme : « Ce qui distingue une capitale mondiale des autres villes, c'est le fait qu'elle a une âme. Et cette âme c'était la liberté. » Sous-entendu : elle n'est pas celle du « Génial Stratège » du Kremlin.

Comme le dit l'écrivain Viktor Nekrassov, autre correspondant de guerre et auteur de *Dans les tranchées de Stalingrad* : « […] nous lisions et relisions sans fin les journaux qui contenaient ses correspondances, ainsi que celles d'Ehrenbourg, jusqu'à ce que les pages du journal tombent en lambeaux ». Les articles de Grossman sont reproduits dans toutes les républiques, certains sont même publiés dans la presse étrangère, en Angleterre et aux États-Unis. En 1943, un documentaire officiel russe est consacré à Stalingrad : le commentaire est confié à Vassili Grossman.

Ilya Ehrenbourg, l'autre grand correspondant de guerre soviétique, déplore son éloignement de Stalingrad. Au passage il dit de lui : « Les correspondances de Vassili Grossman m'apparaissent comme les plus convaincants et les plus brillants de tous nos récits de guerre. » Il fait ce croquis du journaliste sur le terrain : « C'est incroyable comme les gens changent une fois au front. En temps de paix, nul n'aurait commis l'erreur de prendre Grossman pour un militaire, mais sur le front, il donnait l'impression d'être commandant d'un régiment d'infanterie. »

Le correspondant de guerre est envoyé au sud de Stalingrad, en Kalmoukie, qui vient d'être libérée. Il a été écarté par le chef du département politique central de l'armée Rouge qui jugeait qu'il y avait « trop de Juifs dans la rédaction de *L'Étoile rouge* ». Mais, grâce à cet éloignement, il va être le témoin de l'autre bataille décisive de la guerre à l'Est.

La bataille de Koursk a lieu entre le 5 et le 13 juillet 1943 : sur le terrain, 1 million de soldats allemands, 1,3 million de Soviétiques, 6 000 chars et 4 500 avions. Elle est restée dans l'histoire comme la plus grande bataille de chars et de blindés de tous les temps. À l'issue de l'affrontement, il y a 2 000 chars à l'état de carcasses. L'armée de Hitler à l'Est est brisée. C'est le vrai début de la retraite

allemande. Elle va durer encore deux ans, harcelée par l'armée Rouge. Vassili Grossman la raconte dans un autre de ses articles, « Le bain de sang de Belgorod ».

Cette victoire de Koursk va libérer l'Ukraine. Le journaliste découvre alors les massacres de Juifs. Il est confronté au ravin de Babi Yar et à l'élimination des Juifs de Berditchev, le berceau de sa famille, là où vivait sa mère, dans cette ville connue comme « la capitale juive ». Sa mère a été tuée d'une balle dans la tête, comme des centaines de milliers d'autres. « Il n'y a plus de Juifs en Ukraine », écrit-il.

Babi Yar est un ravin de 15 mètres de profondeur situé dans un faubourg de Kiev. Il a été le lieu du plus grand massacre de la « Shoah par balles » les 29 et 30 septembre 1941 : les nazis exécutent 33 771 Juifs ukrainiens, tous les commissaires politiques de l'armée Rouge et les membres du NKVD – la police politique stalinienne – tombés entre leurs mains lorsqu'ils se sont emparés de Kiev, en faisant prisonniers près de 700 000 soldats russes.

La Shoah par balles pratiquée en Ukraine, en Biélorussie fera, selon l'historien Raoul Hilberg, 1,5 million de morts. Il a fallu attendre 2001 pour que soit inauguré le monument aux morts juifs exécutés à Babi Yar.

L'article de Grossman titré « L'Ukraine sans Juifs » est refusé par *L'Étoile rouge*. Il est publié en yiddish par le journal du Comité juif antifasciste avec un petit tirage. Et l'article est repris à son tour par une feuille qui circule sur le front.

À l'automne 1943, il est recruté par Ilya Ehrenbourg au Comité juif antifasciste lancé en mars 1942. Cet organisme rassemble des documents sur les crimes nazis commis contre les Juifs en Russie. Ils sont destinés à être publiés dans un *Livre noir* sur une idée d'Albert Einstein qui a pris la présidence du Comité juif antifasciste de New York, la première ville juive du monde. Cette opération a le soutien du pouvoir stalinien, qui y voit l'opportunité, en se ralliant les bonnes grâces de l'opinion d'outre-Atlantique, de faciliter l'aide américaine à l'Union soviétique.

Staline l'a exigé : le Comité juif antifasciste est placé sous le contrôle du Comité central du PCUS. Il impose son écriture de l'histoire : seuls des Russes ont été massacrés, les Juifs n'ont pas à être mentionnés à part et il est interdit de préciser, dans les témoignages, la participation de populations locales aux massacres. Les Russes sont les seules victimes du fascisme.

Au début de l'été 1944, Grossman est en Biélorussie avec les troupes qui foncent vers l'Ouest : il y poursuit son inventaire de l'horreur nazie.

Dans ses carnets, il guette la souffrance des hommes. Il note : « Dans ces petits riens est l'âme du peuple, là est notre guerre dans ses tourments, ses victoires, sa gloire sera acquise au prix de la douleur. » Il a vu un soldat russe donnant à boire à un soldat allemand blessé. Il a vu aussi un partisan dont la fille et les deux fils avaient été tués par les Allemands. Celui-ci a massacré deux soldats de la Wehrmacht à coups de pieu : « Il leur brisa tous les os, mis leurs crânes en miettes et, tout en frappant, il pleurait et criait : Voilà pour Olia, voilà pour Kolia ! »

En traversant la Pologne, durant l'été 1944, il découvre les ruines des camps d'extermination. Il publie le 6 août « Dans les villes et les villages de Pologne », un article sur le camp d'extermination de Sobibor. Il publiera en novembre 1944 « L'enfer de Treblinka », un article qui figurera dans le dossier d'accusation au procès de Nuremberg. Début 1945, il est dans ce qui reste du ghetto de Varsovie, il y apprend l'insurrection de l'organisation juive en 1943.

Partout où il passe, les Juifs ont disparu. Il n'y a plus de Juifs en Ukraine, il n'y a plus de Juifs en Biélorussie, il n'y a plus de Juifs en Pologne.

Début 1945, il est rattaché à la 8e armée soviétique qui fonce sur Berlin. Là encore, le 2 mai, il est l'un des tout premiers journalistes à pénétrer dans la capitale du Reich en flammes.

Il écrit : « Il se passe des choses horribles avec les Allemandes. » Il est témoin des viols punitifs, et des pillages commis par les soldats de l'armée Rouge. Il est l'objet d'une célèbre comptine : « Parmi les viols et les flammes/ Passe Vassili Grossman/ Seul contre tous, il ne vole rien. »

Le journaliste raconte l'histoire d'un officier supérieur russe d'origine juive qui, se trouvant dans l'appartement d'un responsable de la Gestapo, protège sa femme et ses enfants menacés par des soldats russes. Il a remarqué aussi que les militaires de l'armée Rouge n'étaient pas sensibles à la nationalité des femmes, et les Soviétiques libérées des camps de prisonniers allemands étaient également violées. Et le commandement laissait faire.

Vassili Grossman s'intéresse également au zoo de Berlin. Les bêtes ont aussi beaucoup souffert. Dans une cage, il voit une femelle gorille tuée. Il demande au

gardien : « Elle était méchante ? » Réponse de l'employé du zoo : « Non, simplement, elle grognait très fort. Les hommes sont bien plus méchants ! » Il écrira une nouvelle en 1953 qui aura ce zoo pour cadre : *Tiergarten*.

À la fin de la guerre, Vassili Grossman aura écrit plus d'une trentaine de chroniques de guerre qui sont autant de reportages et récits, la plupart publiés dans *Krasnaïa Zvezda*.

Sur 1 000 écrivains et journalistes mobilisés comme correspondants de guerre, 400 ne reviendront pas. Vassili Grossman, toujours aux avant-postes, aura réussi à n'être jamais blessé.

Il se projette dans l'après-guerre : « Voilà qu'est venu le temps de notre responsabilité. Comprenons-nous l'énormité de ce noble travail qui n'est pas des plus faciles ? C'est à nous et à personne d'autre qu'est échu le moment d'engager le combat contre les forces de l'oubli, contre le cours lent et inexorable du fleuve du temps. Il faut conserver dans les mémoires des gens cette grande époque. Dire la vérité de la guerre. Tout ce qui a fait que le peuple a vaincu dans la guerre. C'est notre long labeur d'après guerre. »

Le correspondant de guerre va imaginer que plus rien ne sera comme avant. Il se trompe : la reprise en main n'en sera que plus violente, et le stalinisme va se régénérer dans l'idéologie du nationalisme étatique. La guerre aura été une tragique et merveilleuse parenthèse au sein de la dictature stalinienne.

La plupart des organisations juives en Union soviétique avaient été liquidées au moment des grandes purges de 1937. Dès que l'armée Rouge reprend l'avantage à Stalingrad, qu'un retournement s'opère, la pression antisémite reprend. Staline exalte le nationalisme russe et combat tout ce qui peut à ses yeux le diminuer. Les membres du Comité juif antifasciste seront harcelés, bientôt arrêtés et accusés de trahison, de « nationalisme bourgeois ».

En 1944, le témoignage de Grossman sur Berditchev, l'ancienne capitale des Juifs ukrainiens, est refusé par le journal de l'armée Rouge parce que l'article ne traite que des Juifs. Il ne sera publié qu'après la chute de l'Union soviétique.

À partir de 1945, il est impossible de parler des victimes de la Shoah en URSS. Cette année-là, Khrouchtchev refuse l'élévation d'un monument à l'emplacement

du ravin de Babi Yar proposé par Ilya Ehrenbourg. La version officielle : seul le peuple russe a souffert des exactions, il n'y a pas de raisons de distinguer les Juifs. En 1957, le ravin tragique est transformé en lac de boue, puis comblé en 1961 par les autorités communistes. Et sur l'emplacement du massacre, une route est créée.



Le recueil des articles de Vassili Grossman, sous le titre *Années de guerre,* est publié en Russie en 1946, à l'exception des articles traitant des massacres de Juifs. Il est diffusé à plusieurs millions d'exemplaires. Le correspondant de guerre est décoré à plusieurs reprises.

Jdanov, l'un des bras droits de Staline, l'idéologue du PCUS, déclare en 1946 « la guerre à la culture bourgeoise de l'Occident et au cosmopolitisme ». La chasse aux sorcières est déclenchée contre les artistes et les Juifs traités de « cosmopolites sans passeport ». Les caricatures antisémites se multiplient, des *numerus clausus* antijuifs sont affichés, l'intelligentsia juive est ciblée : nombre d'entre eux sont démis de leurs fonctions.

*Le Livre noir* sur les crimes nazis est prêt en 1946. Il paraîtra aux États-Unis et en Roumanie. Mais pas en Russie : la publication est jugée « inopportune » par Jdanov : « Le livre contient de sérieuses fautes politiques et ne mérite par conséquent pas d'être publié. » Les attaques contre « l'idéalisation » de l'histoire juive se multiplient dans la presse soviétique.

L'année suivante, en 1947, la revue *Znamia* est attaquée violemment pour avoir publié la pièce de Vassili Grossman *Si l'on en croit les pythagoriciens*.

En janvier 1948, le président du Comité juif antifasciste est assassiné par des sbires du régime. Fin de l'année, le Comité juif est dissous, *Le Livre noir* détruit. La fille d'Ilya Ehrenbourg, à la mort de son père, en remettra un jeu d'épreuves, longtemps caché, au mémorial de Yad Vaschem.

*Le Livre noir* paraîtra en Ukraine en 1991, en Pologne en 1993. Il n'a été publié en Russie qu'en 2010, soit soixante-quatre ans après sa rédaction.

En 1952, des extraits du roman tolstoïen de Vassili Grossman *Pour une juste cause* sur le début de la bataille de Stalingrad sont publiés par la revue *Novy Mir*. D'abord accueillis par des éloges, ils font l'objet de violentes attaques dans un article de la *Pravda*. Des généraux de l'armée Rouge qui étaient à Stalingrad prennent sa défense, Grossman est néanmoins contraint d'écrire une lettre de repentance, et le rédacteur en chef de la revue doit faire lui aussi son autocritique. La parution du livre est interdite par l'Union des écrivains. En 1954, le président de l'Union s'excusera auprès de Grossman, avant de se suicider.

Ces événements ont lieu dans les semaines qui suivent la découverte du « complot des blouses blanches ». Le 13 janvier 1953, la *Pravda* titre : « Sous le masque de médecins universitaires, des espions tueurs et vicieux ». L'agence Tass parle de « complot de bourgeois sionistes ». Des médecins, juifs pour la plupart, sont accusés d'avoir assassinés deux dirigeants communistes. Des centaines de médecins juifs sont arrêtés. À la mort de Staline, ces poursuites s'arrêtent brusquement.

La mort de Staline, en 1953, sauve le roman de Vassili Grossman. *Pour une juste cause* peut paraître en livre. L'écrivain est désigné, tout comme son ami Semion Lipkine, comme délégué au congrès des écrivains. Il poursuit l'écriture de *Vie et Destin* qui sera achevé en 1962.

À travers l'épreuve de l'antisémitisme d'État, le coauteur du *Livre noir* a fait une nouvelle découverte qui transforme le roman en véritable bombe littéraire mais aussi idéologique : la convergence entre le nazisme et le stalinisme et le triomphe d'un même système, celui de l'État-Parti.

*Vie et Destin* campe entre Auschwitz et le Goulag. Le révélateur, c'est la bataille de Stalingrad, lorsque l'histoire bascule, avec la contre-offensive soviétique, lorsque

le nazisme et le soviétisme se retrouvent pris dans un jeu de miroirs. *Vie et Destin* commence là où s'arrête *Pour une juste cause,* et reprend les mêmes personnages.

Ce cycle romanesque peint, à la manière de *Guerre et Paix* de Tolstoï, la société soviétique contemporaine de la bataille de Stalingrad. Tous les personnages sont communs aux deux tomes. *Pour une juste cause* commence avec l'offensive hitlérienne et s'arrête en septembre 1942. *Vie et Destin* va jusqu'à la contre-offensive soviétique de 1943.

« Quand nous nous regardons, nous ne regardons pas seulement un visage haï, dit l'un des personnages de *Vie et Destin*, un officier SS, nous nous regardons dans un miroir. Là réside la tragédie de notre époque. […] notre victoire est en même temps la vôtre. Vous comprenez, si c'est vous qui gagnez, nous périrons, mais nous continuerons à vivre dans votre victoire. […] Nous sommes des formes différentes d'une même essence : l'État-Parti. » L'oubli de l'internationalisme léniniste en faveur d'un délire nationaliste conduit le peuple russe à l'esclavage, au mépris des minorités nationales, et à la poursuite de l'extermination des Juifs.

Vassili Grossman envoie en 1962 son manuscrit tapé à la machine au rédacteur en chef de *Znamia,* la revue de l'Union des écrivains. Effrayé, celui-ci s'empresse de le remettre au KGB. Deux jours plus tard, des officiers viennent au domicile de Grossman et exigent les copies, les brouillons, les rubans encreurs des machines à écrire. Le roman est littéralement mis sous les verrous. Le livre est « arrêté » et jeté dans une oubliette de la Loubianka, le siège de la police politique. Ce traitement était exceptionnel. Souvent des ouvrages étaient interdits de publication, mais l'incarcération d'un manuscrit condamné à n'avoir jamais existé, c'était une première. *L'Archipel du Goulag* subira, en 1973, le même traitement. Comme *L'Archipel*, *Vie et Destin* est l'un des maîtres livres du XXe siècle.

L'écrivain avait eu la sagesse de confier à son ami le poète Semion Lipkine deux exemplaires du manuscrit, qui les avait cachés chez d'autres personnes. Microfilmés, ils sortiront d'URSS dans les années 1970, grâce à Andreï Sakharov. Les éditions L'Âge d'homme basées en Suisse récupéreront les deux manuscrits légèrement différents. Le livre est publié en 1980, il paraîtra en français en 1983, mais il faudra attendre la chute de l'Union soviétique pour qu'il soit en vente à Moscou.

« Le courage de Grossman était le courage d'un journaliste de la guerre, d'un soldat de la cruelle poésie de la guerre », dira Semion Lipkine.

En 1962, Grossman écrit à Nikita Khrouchtchev, qui dirige alors l'URSS et qu'il avait connu pendant la guerre : « Je vous prie de rendre la liberté à mon livre, je demande que ce soient des rédacteurs qui parlent avec moi de mon manuscrit, et en discutent, et non pas les émissaires du Comité de la sécurité d'État… »

À la suite de cette lettre, Vassili Grossman fut reçu pendant trois heures par Mikhaïl Souslov, le secrétaire du Comité central, un spécialiste des purges ; ce grand doctrinaire du parti avait succédé à Jdanov. Il reconnaît ne pas avoir lu le livre mais le compare pourtant « à une bombe atomique. […] *Vie est Destin* est bien pire que *Le Docteur Jivago*. […] Grossman n'a pas le regard d'un Soviétique. […] Le parti et le peuple ne peuvent tolérer la publication d'un tel livre. […] La décision de ne pas restituer le manuscrit est sans appel » (d'après les notes prises par Grossman à la suite de cet entretien).

À la même époque « La Route », qui avait passé la censure, avait été publié par la revue *Novy Mir* avant cet entretien. Souslov l'avait lu et n'avait pas aimé : il le lui avait dit.

L'ancien correspondant de guerre se remet tout de suite à écrire : *Tout passe* est consacré à la vie d'un zek libéré du Goulag et errant dans Moscou.

Ce roman est une autre manière de raconter l'histoire du stalinisme depuis la grande famine de 1932-1933. « Autrefois je pensais que la liberté, c'était la liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté de conscience. Mais la liberté s'étend à toute la vie de tous les hommes. La liberté c'est le droit de semer ce que l'on veut, de faire des chaussures et des manteaux, c'est le droit pour celui qui a semé de faire du pain, de le vendre ou de ne pas le vendre… C'est le droit de vivre et de travailler comme ils l'entendent et non comme on leur ordonne. » *Tout passe*, livre inachevé, sera publié à Francfort en 1970.

Vassili Grossman meurt d'un cancer généralisé en 1964, il a cinquante-huit ans.

En 2012, une série TV inspirée de *Vie et Destin* a été tournée et diffusée en Russie.

En juillet 2013, cinquante ans après « l'arrestation » du manuscrit de *Vie et Destin*, la direction du FSB qui a succédé au KGB a remis au ministre de la Culture russe des archives de Vassili Grossman, dont le manuscrit de *Vie et Destin*, au total plus de 11 000 feuillets annotés de la main de l'écrivain : « Prenant en compte le caractère et la valeur des manuscrits de Vassili Grossman, la direction du FSB a pris la décision de les confier aux archives publiques russes. »

*Voir* : Hatzfeld (Jean) ; Lanzmann (Claude) ; Malaparte (Curzio).

## Guernica

### *Les fausses dépêches*

Le 26 avril 1937, à Guernica, vieille cité basque de 7 000 habitants, c'était l'heure du marché, la foule se pressait dans les rues, il était 17 h 30.

Pendant plus de deux heures, 4 escadrilles de la légion Condor, l'aviation allemande qui combat aux côtés de Franco, plus 1 escadrille de « bombardement expérimental », soit 57 appareils, 31 bombardiers escortés par 26 avions de chasse, se sont acharnés sur cette petite ville.

Le gouvernement basque avait recensé 1 654 morts et 800 blessés. C'est resté le chiffre officiel. La ville avait été détruite à 70 %.

À Guernica, après Durango le 31 mars, les nazis expérimentaient les raids de terreur contre des populations civiles. Les stratèges allemands testaient en particulier l'alternance de bombes explosives et de bombes incendiaires qui enflamment les villes. Göring le reconnaîtra au procès de Nuremberg : « La guerre civile espagnole m'a donné l'occasion de tester ma jeune aviation et un moyen pour mes hommes d'acquérir de l'expérience. »

Les nazis voulaient contourner les obligations du traité de Versailles qui leur interdisaient d'entraîner leurs pilotes avec des armes réelles. Guernica aura été le

champ de manœuvre de la Luftwaffe nazie. Ce bombardement avait un nom : l'opération « Rügen ».

Après le bombardement, la propagande franquiste avait inventé une fiction : « Ce sont les rouges qui ont incendié leurs maisons pour accuser les nationalistes. »

George Steer, l'envoyé spécial du *Times* de Londres, arrive à Guernica le lendemain, le 27 au petit matin. Il a couvert de nombreux conflits dont la guerre en Abyssinie. Il va faire échouer la manipulation franquiste.

Il est suivi de Noel Monks du *Daily Express*, qui travaille également pour le quotidien français *Paris-Soir,* de Christopher Holme de l'agence Reuters, et de Mathieu Corman, un journaliste belge envoyé spécial de *Ce soir*. Puis Associated Press et United Press arrivent à leur tour : le *Daily Herald* titre le 28 sur la foi de leurs dépêches : « La sauvagerie des aviateurs allemands scandalise le monde. »

Mathieu Corman joint *Ce soir*, et Noel Monks entre en liaison avec *Paris-Soir*. Le journal de Jean Prouvost veut tellement dédramatiser cet événement, pour respecter la politique de non-intervention française, qu'il va publier les deux versions, celle de son envoyé spécial – c'est l'aviation nazie qui a bombardé la ville – et la version franquiste – ce sont les républicains qui ont incendié Guernica –, le tout accompagné du communiqué allemand qui dément toute participation de l'aviation du Reich. La vérité est jugée assez secondaire.

United Press a retrouvé à Bayonne, en France, un témoin oculaire, le père Alberto de Onaindia, qui raconte. Aucun journaliste français ne viendra l'interviewer.

George Steer, dans son article, indique que plus de 3 000 bombes incendiaires auraient été utilisées. Sa dépêche est reprise par le *New York Times* et de nombreux quotidiens américains. C'est lui qui alerte le monde et qui par ricochets mobilise Picasso.

George Steer écrira un livre sur la guerre d'Espagne titré *L'Arbre de Guernica*. Les habitants de la cité martyre ont donné son nom à l'une de leurs rues. Il est mort dans un accident de voiture au Bengale en 1944.



Dans un de ses articles il avait écrit : « Un journaliste n'est pas seulement là pour fournir des informations sensationnelles ou prêtant à controverse, ou bien écrites ou tout simplement distrayantes. C'est un historien des événements quotidiens… et en tant qu'historien il doit déborder d'un amour passionné et extrêmement critique pour la vérité ; c'est pourquoi le journaliste, en raison du grand pouvoir qu'il détient, doit veiller à faire triompher la vérité. »

Une seule agence est d'une incroyable discrétion, c'est l'agence française Havas qui signale seulement la destruction de Guernica. *Le Figaro*, *L'Action française* ne publient rien, et *Le Populaire de Paris*, le quotidien socialiste dont le directeur politique reste Léon Blum, qui cumule alors cette fonction avec celle de président du Conseil, observe lui aussi le silence le plus total.

Le gouvernement de Front populaire s'était prononcé en faveur d'une non-intervention en Espagne. Il voulait éviter d'être entraîné prématurément dans une guerre européenne, l'agence Havas a fait le service après-vente : aller dans le sens de ses opinions tout en faisant plaisir au gouvernement ! Le silence sur Guernica, ce sont les accords de Munich avant l'heure : tous les moyens sont bons pour éviter la guerre. Et l'agence Havas ne lésine pas sur les moyens.

Le 3 mai, *Le Figaro* titre en manchette : « Une enquête à Guernica de journalistes étrangers révèle que la ville n'a pas été bombardée ». Sous-titre : « Les maisons avaient été arrosées d'essence et incendiées par les gouvernementaux ». C'est le correspondant de l'agence Havas auprès des nationalistes, Georges Botto, qui en est l'auteur. Il est sur place, il accompagne les troupes franquistes qui

occupent la ville. Sa dépêche est publiée par une partie de la presse française et par les presses allemande et italienne.

Antoine Lefébure a démontré en 1993, dans son enquête sur Havas, que la dépêche de Botto, sans doute écrite sous pression des officiers nationalistes, avait été par ailleurs retouchée par la direction de l'agence Havas à Paris et par Alexis Léger, le secrétaire général du Quai d'Orsay.

Alexis Léger obtint après la guerre, sous le pseudonyme de Saint-John Perse, le prix Nobel de littérature pour son œuvre poétique. Georges Botto pendant l'Occupation collaborera à Radio-Paris, qui, comme disait Pierre Dac alors à Londres : « Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand. »

Malgré la connivence organique entre l'agence Havas et le gouvernement français, cette manipulation a échoué.

Picasso, grâce à George Steer, va transformer Guernica en en faisant le symbole de toutes les horreurs de toutes les guerres. Le gouvernement républicain espagnol lui avait commandé une grande toile qui devait décorer le pavillon espagnol à l'Exposition universelle de Paris en 1937.

Le tableau est achevé en juin 1937, deux mois seulement après le bombardement. Picasso dira : « La peinture n'est pas faite pour décorer les appartements. C'est un instrument de guerre. » Ce tableau, longtemps exilé à New York, fut rapatrié en Espagne après la chute de Franco.

En 1999, Paul Haïm, marchand d'art et ami de Picasso, a redonné vie à tous les personnages du tableau dans *Le Roman de Guernica*.

L'historien Herbert H. Southworth, en 1975, a retrouvé un document de l'état-major franquiste daté du 7 mai 1937 où il apparaît que l'objectif du bombardement consistait à terroriser la population basque, pour ne pas avoir à faire un siège interminable de la grande métropole ouvrière de Bilbao : cet objectif avait été atteint, puisque cette ville industrielle s'était rendue sans combattre.

*Voir* : Connivence ; Hemingway (Ernest) ; Kessel (Joseph) ; Orwell (George) ; *Paris-Soir* ; Timişoara.

# Guignols de l'info

## *Mise en abyme*

Dans les années 1990, j'allais souvent dans le Midi. Ce jour-là, je faisais la queue dans la voiture-bar du TGV, et un jeune Beur me regardait fixement. Au bout d'un moment, il se lance : « Toi M'sieur je te connais. C'est quoi ton nom ? » Je devais être d'humeur badine, je lui dis en souriant, mais sur le même mode : « Cherche ! » Je suis retourné à ma place. Une heure plus tard, le jeune homme réapparaît : « J'savais bien que j'te connaissais, tu joues dans les Guignols à la télé ! »

Ce raccourci m'avait laissé pantois. Ma marionnette avait pour ce garçon plus de réalité que le directeur de *Libération* que j'étais. L'effet des Guignols mesurait la réussite de ce programme et sa conséquence : j'étais réduit à ma caricature.

La faute aux Nuls ? La bande à Chabat arrête en 1988, et Alain De Greef, le directeur des programmes, doit la remplacer. Il importe « Les arènes de l'info », un programme britannique qui a modernisé avec succès les marionnettes animales ; les auteurs sont Benoît Delépine, Jean-François Halin et Bruno Gaccio, et une tribu de marionnettistes agiles.

Deux ans plus tard, l'émission change de titre et devient « Les Guignols de l'info ». Le PPD de Canal lance tous les soirs son avertissement prophylactique : « Vous regardez trop la télévision, bonsoir ! » C'était une excellente idée d'avoir le vrai PPDA officiant sur la 1 à 20 heures en même temps que sa marionnette faisait son show sur Canal+. La télévision mettant en scène la dérision de la télévision, où toutes les personnalités moulinées par l'équipe de l'émission deviennent des guignols, tous « involontairement comiques ou ridicules ».

Comme le dira Benoît Delépine en 1993 : « Ce sont souvent les hommes politiques qui se discréditent eux-mêmes… Leur langue de bois est si terrible que, nous, on essaie de deviner l'humanité qu'il y a derrière tout cela. »

L'émission de Christine Ockrent « Dimanche soir » n'a pas échappé aux Guignols. Le duo que je formais avec Philippe Alexandre n'était pas le cœur du programme mais une pièce rapportée, issue de TF1 et immigrée sur France 3. Philippe et moi avions été virés de la première chaîne parce que *Libération* était considéré comme lèse-Le Lay… Une colère homérique nous avait débarqués.

Hervé Bourges présidait alors aux destinées de France Télévisions : ce farceur riait tout seul avec le titre d'émission qu'il avait imaginé après nous avoir recrutés : « À la une sur la trois ».

Philippe Alexandre était encore l'éditorialiste de RTL et le collaborateur régulier de *Jours de France* : l'idée de nous opposer était née pendant la campagne présidentielle de 1988, elle avait été orchestrée par Michèle Cotta, alors la patronne de l'info sur TF1.

Un journaliste présumé de droite, l'autre présumé de gauche, très libres, souvent à front renversé.

Avec une émission tardive de débats une fois par semaine, Michèle Cotta parvenait à respecter son cahier des charges qui lui imposait un certain nombre d'heures consacrées à l'information. Nous étions une équipe de bouche-trous, en échange de quoi l'émission pouvait durer jusqu'à tard dans la nuit.

Avec Hervé Bourges nous avons changé de marraine : Christine Ockrent nous a hébergés à son tour.

Le décorateur en charge du dispositif scénique de l'émission nous a mis debout. Et nous nous sommes retrouvés accoudés à un bar, avec Christine en barmaid. Nous étions rendus au Café du Commerce. Il aura duré jusqu'en 1998. Ce dispositif a sauté aux yeux des auteurs des Guignols qui ont fait « péter la petite poire et des cahouettes », entre un « J'crois qu'c'est clair ! » et « une 'nalyse ».

Au fil des années, il s'est passé ce qui se passe dans tous les bistrots entre les habitués. Ils connaissent leurs histoires, leurs manies, leurs marottes, parfois leurs secrets : il n'y a plus de surprises. Ils partagent autour du zinc une forme d'intimité. Les compères s'amusent, cherchent à faire rire, fût-ce à leurs dépens, et deviennent plus complices qu'adversaires. Il est rare que les habitués s'envoient les chaises à la figure.

Alors que les Guignols faisaient de nous des gugusses, Serge Halimi, avec un petit pamphlet, *Les Nouveaux Chiens de garde*, en faisait une théorie en 1997 : « Dans un périmètre idéologique minuscule, se multiplient les informations oubliées, les affrontements factices, les services réciproques. Un petit groupe de journalistes omniprésents – et dont le pouvoir est conforté par la loi du silence – impose sa définition de l'information marchandise – à une profession de plus en plus fragilisée par la crainte du chômage » (extrait de la quatrième de couverture).

L'ouvrage dénonçait « un journalisme de révérence et de connivence » dont notre débat était devenu, selon lui, l'incarnation, puisque nous ne jetions pas les livres que nous présentions très vite dans une poubelle à la fin de l'émission. D'autant qu'un dimanche soir nous avions décidé Philippe et moi de mentionner le livre de mémoires professionnels que venait de publier Christine Ockrent. Cas intéressant : elle a une passion pour le journalisme et pas du tout pour les journalistes, en particulier français. Pas banal : en général les journalistes font l'inverse, ils disent du bien des confrères et du mal de la presse. En voulant le dire, j'ai créé la confusion.

J'ai fait bien sûr une erreur en acceptant de présenter des livres à la fin de l'émission en quelques poignées de secondes. Pan sur le bec. Et plus encore de parler du livre de l'animatrice, ce qui pouvait passer pour de la connivence.

Cet épisode m'attristait car il pouvait abîmer la réputation janséniste du cahier « Livres » de *Libération*, que nous avions construit de manière forcenée avec Antoine de Gaudemar, Daniel Rondeau, Gérard Mordillat et Claire Devarrieux, tous les responsables successifs de ce cahier. Nous avions imposé des règles contraignantes nous interdisant de chroniquer les livres des collaborateurs du journal, qui devaient se contenter d'une simple mention, en refusant les articles de complaisance venus de l'extérieur, pour éviter une forme de corruption propre à l'édition. Ces règles sont toujours en vigueur.

Je le regrette aussi, parce que je défends une thèse très différente de celle de Pierre Bourdieu et de Serge Halimi sur la connivence et que cet épisode a pu, là encore, brouiller les lignes.

Philippe Alexandre quitta l'émission, je suis resté : « France Europe Express » a pris la suite. Je faisais alors une interview en fin d'émission où j'usais du droit de

suite, revenant plusieurs fois sur la même question, ce qui avait le don d'énerver nos invités. Dans le décor, j'occupais une position surélevée qui faisait dire aux invités politiques que c'était la tribune du procureur. L'émission s'est arrêtée au cours de la première décennie du nouveau siècle.

Ma marionnette a été utilisée à plusieurs reprises pour interpréter une sorte de Monsieur Déontologie, ce qui me convenait parfaitement. Plus ironiques, ils se moquaient de la fréquence avec laquelle *Libération* multipliait les « nouvelles formules ». Bien vu. J'étais devenu à mon tour un guignol plutôt sympathique, représenté toujours un peu ivre comme le sont d'ailleurs toutes les marionnettes.

Depuis sa création, l'émission aura « guignolisé » ainsi plus de trois cent cinquante personnes. Je suis allé sur Internet pour me rafraîchir la mémoire. J'ai découvert que notre trio faisait partie des musts de la saga.

Cette émission a été mesurée par des instituts de sondages. Le public des Guignols ne regarde pas la télévision, jamais le journal de TF1 ni aucun autre journal télévisé, et ce sont accidentellement des lecteurs de journaux. Les fans du « Grand journal » sont jeunes, et les Guignols constituent l'essentiel de leur information politique, au point que 49 % des téléspectateurs déclarent que « les Guignols permettent de mieux comprendre la vie politique ».

*Voir* : Café du Commerce ; Communication ; Connivence.

## Guillemets

### *Ouvrez-les*

Les plagiaires ont du mépris pour les guillemets. Ils oublient de les ouvrir et, naturellement, ils ne les referment jamais.

Quand les plagiaires ne sont pas dans les parages, les guillemets vont par deux comme les couples de perruches. Soit pour indiquer que nous ne sommes pas les

auteurs de telle ou telle expression, soit pour prendre des distances avec une autre, soit enfin pour mettre en valeur une pensée jugée plus éclairante que les autres.

Selon Alain Rey, citant Ménage, Guillemet serait le diminutif d'un imprimeur nommé Guillaume, et qui le premier aurait inventé ces signes typographiques. Selon un autre historien, les guillemets auraient été inventés et introduits en 1527.

Les guillemets français sont des chevrons horizontaux, qui empruntent à la menuiserie. Dans certains cas, les Allemands utilisent des chevrons inversés. Les guillemets anglais sont, eux, des virgules simples ou doubles, imbriquées ou inversées, comme autant d'apostrophes.

Quand on les ouvre, il faut bien sûr les refermer.

Attention aux inventeurs de citations invérifiables, proverbes chinois, maximes japonaises, pensées de Bouddha et de Confucius qui pullulent dans les éditoriaux et font une consommation abusive de guillemets !

Dans la confusion générale qui règne dans les médias, les plagiaires français ne sont jamais sanctionnés.

# H

# Hatzfeld (Jean)

## *Nyamata*

Jean Hatzfeld avait découvert le génocide sur CNN aux États-Unis. Il a demandé à s'y rendre. Le massacre avait pris fin début juillet ; il est arrivé en août.

Il s'est installé loin des autres journalistes, à Nyamata, à 40 kilomètres au sud de Kigali. La commune s'étend sur quinze collines. Sa population, en mars 1994, s'élevait à 119 000 habitants, moitié hutus, moitié tutsis. En 2000, on recensait 67 000 habitants auxquels il fallait ajouter les 6 000 prisonniers détenus au pénitencier de Rilima. Des milliers de réfugiés tutsis sont venus d'Ouganda et du Rwanda s'installer dans la commune où on comptait au début du millénaire 13 386 orphelins.

*Dans le nu de la vie, récits des marais rwandais* est publié en 2000. La première phrase : « En 1994, entre le lundi 14 avril à 11 heures et le samedi 14 mai à 14 heures, environ 50 000 Tutsis sur 59 000 ont été massacrés à la machette, tous les jours de la semaine de 8 h 30 à 16 heures, par des miliciens et des voisins hutus, dans les collines de la commune de Nyamata, au Rwanda. […] Les 14, 15 et 16 avril, 5 000 personnes sont assassinées dans l'église de Nyamata, et autant dans l'église de N'Tarama, hameau éloigné d'une quinzaine de kilomètres, par des miliciens, et l'immense majorité de leurs voisins hutus. »

Depuis, le reporter a fait de Nyamata la capitale des fantômes rwandais.

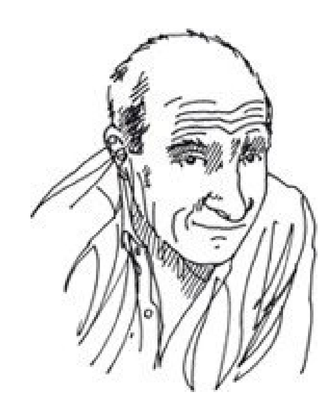
Jean Hatzfeld est né après la guerre dans une famille juive installée dans la campagne malgache. Puis il a fait ses études secondaires au collège cévenol du Chambon-sur-Lignon, dans l'une des deux seules régions d'Europe à avoir été déclarées avec ses habitants « justes parmi les nations » par le mémorial de Yad Vashem pour avoir sauvé des milliers de Juifs, l'autre se trouvant aux Pays-Bas.

Au début des années 1970, il a été dans la mouvance mao-spontex à Grenoble, où il est resté longtemps établi en usine. Un jour, il a pris la route de Katmandou. Puis, il en est revenu.

Ne supportant pas le traitement que *Libération* réservait aux sports, il est venu le dire, puis il a débuté en 1977 comme journaliste sportif. Avec Jean-Pierre Delacroix, il a révolutionné le traitement de ces compétitions et de plusieurs disciplines en mettant en scène des footballeurs comme des tennismen aux prises avec des rectangles capricieux.

À la fin des années 1980, devenu grand reporter, il est dans les Balkans lorsque l'ex-Yougoslavie explose. Il est en Slovénie, puis à Vukovar. Il est à Sarajevo lorsque le siège commence. Il connaissait bien la ville pour y avoir couvert les jeux Olympiques d'hiver plusieurs années auparavant. Le 29 juin 1992, sa voiture est mitraillée. Il y laisse une jambe.

Deux ans plus tard il publiait *L'Air de la guerre : sur les routes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine*. Il avait fréquenté cette part maudite.



Un grand silence s'était abattu sur les Rwandais. Tous les médias parlaient du génocide et bataillait sur les responsabilités, surtout en France, mais on ne parlait

jamais des survivants. Ils avaient disparu une deuxième fois. Il y a vu un échec collectif du journalisme face un génocide qu'il a vécu comme une répétition. Il fallait s'arrêter : ce fut à Nyamata.

Il est reparti ailleurs en reportage. Puis il revenu dans cette petite bourgade rwandaise. Il a envoyé plusieurs correspondances jusqu'en 1998, puis il a décroché du quotidien : il est resté au journal mais sans solde, histoire de ne pas avoir d'obligation professionnelle, de ne pas devoir courir sur un autre événement ou d'avoir même à raconter ce qu'il faisait là-bas.

De passage à Paris, il venait à *Libération* aux heures où il était certain de n'y croiser que le gardien, en général le samedi, pour prendre ses messages. Pendant toute cette période il était devenu une ombre de *Libération*.

Puis il retournait dans les collines, où il fréquentait les ténèbres, la vie animale qui avait été celle des rescapés, leurs silences impénétrables, et arpentait ces marais où les survivants s'étaient cachés.

Jean Hatzfeld a été aidé par sa jeunesse : à Madagascar comme au Chambon-sur-Lignon, il avait vécu parmi les paysans. Il avait conservé intacte une passion pour les travailleurs de la terre, et il a retrouvé à Nyamata un peuple de cultivateurs et d'éleveurs. Il n'était pas dépaysé.

À *Libération*, il avait fait des paysans un angle de traitement : il avait écrit un reportage magnifique sur les paysans roumains, il avait réalisé une série sur les agriculteurs français, accompagné par un autre journaliste attaché, lui aussi, à la ruralité de son enfance : Raymond Depardon. Le photographe l'a d'ailleurs accompagné à Nyamata, pour le livre *Dans le nu de la vie, récits des marais rwandais*.

Parmi ses photos, il y a un cliché de Sylvie Umubyeyi, trente-quatre ans, une assistante sociale. C'est elle qui a guidé les premiers pas du journaliste à Nyamata. Une grande femme, superbe, droite, élégante dans sa blouse et son pantalon aux motifs africains, une femme en mouvement, sûre d'elle-même. Elle traverse une route. À l'arrière-plan, tout au fond, une végétation très dense et, à trois mètres derrière elle, en retrait, sur la route, la regardant, admiratif et chaleureux, Jean Hatzfeld.

Cette femme a survécu au génocide, elle a traversé les massacres et s'est réfugiée avec toute sa famille au Burundi. C'est elle qui parle du « nu de la vie ».

Au fil des séjours, Hatzfeld s'est constitué un réseau, à Nyamata, de vingt-six interlocutrices et interlocuteurs, qui sont à la fois les sources de ses récits, des référents et des intermédiaires.

Le génocide : une ethnie, un peuple mis au ban de l'humanité. Les victimes comme les rescapés ont été exclus, ils l'ont été par le docteur, dont ils étaient les patients depuis des années, et qui les a livrés au tueur, ou qui les a frappés lui-même, ou par le collègue enseignant à qui ils avaient confié leurs enfants et qui les a massacrés.

Personne ne peut accepter l'idée « qu'on ne veut pas de vous sur cette terre », dit l'un d'eux. L'un des rescapés dit : « Ils coupaient et mutilaient pour enlever de l'humain aux Tutsis et les tuer plus facilement ainsi. » Innocent, l'un des rescapés, s'interroge toujours sur la sauvagerie des tueries : « S'il y avait à tuer, il n'y avait qu'à tuer, mais pourquoi couper les bras et les jambes ? » Tous ont été selon leur formule « animalisés », condamnés à s'allonger et à vivre comme des bêtes dans les marais.

Les survivants doivent revenir de cette exclusion, de cette négation. Ils en portent les marques, celles des blessures physiques, des amputations, des cicatrices qui se voient et celles immenses, invisibles, sauf dans la folie, des parents et des enfants massacrés, de cette condamnation à toutes les formes de dégoût de soi-même. Ils n'ont pas envie de parler.

C'est le propre des génocides, non seulement de nier l'existence d'une partie de la population, mais d'enfermer les survivants dans un silence accablant, laminant les sentiments, tuant tout désir d'expression. Les lendemains de génocide sont toujours aphasiques et silencieux.

« Je vais, dit Jean Hatzfeld, chercher les gens, leur parler. D'une certaine manière, je brusque leur silence. » Il enregistre tout pendant des heures et des jours. Il est devenu le greffier de Nyamata, celui du désastre. Et tout le monde le connaît, l'a vu, l'a croisé. Il fait partie du paysage.

Un rescapé dit : « Il se creuse un ravin entre ceux qui ont vécu le génocide et les autres… Un Rwandais, même un Tutsi, qui a perdu sa famille dans les tueries ne

peut pas comprendre tout à fait le génocide. » Un autre : « La cause est toujours là mais on ne sait pas ce que c'est. » Ils sont tous minés par le caractère mystérieux de ce qui est arrivé et qui peut, à tout moment, recommencer.

Tout ce qu'il a décrypté représenterait, selon lui, plus de quarante cahiers. Il élague, il condense, il fait du montage, et transforme ces paroles en récits. « Tout ce qui est écrit a été dit. »

S'il s'est arrêté à Nyamata, c'est parce qu'il a découvert le génocide, un peuple paysan, l'absence de confrères, et une langue magique.

Le reporter de guerre a rencontré ce français métissé que parlent les Rwandais. Les Belges ont fait du français la langue de la colonisation. Mais le nouveau régime n'a pas rompu avec le trilinguisme, il a maintenu les trois langues : le kinyarwanda dominant, qui est une langue bantoue, le français et l'anglais.

Ce français a subi sans doute l'influence de la syntaxe bantoue, qui lui donne un côté un peu guindé. Sans la moindre affectation, les gens parlent avec des formules d'une stupéfiante richesse : « des maux de tête et des maux de pensées », « Papa a été coupé le premier jour », « les avoisinants hutus de ma colline coupèrent sans choisir personne »…

Il a vu d'emblée qu'il pouvait, grâce à cette langue devenue celle des survivants, s'approcher de l'énigme monstrueuse du génocide, tout en goûtant l'étrange beauté de ce parler : Nyamata semble peuplé d'une multitude de poètes.

À la manière de plusieurs grands écrivains – on songe au comté de Yoknapatawpha de William Faulkner –, il a créé, autour de Nyamata, un univers, à la fois réel et littéraire, avec des personnages existants devenus familiers.

Jean Hatzfeld est devenu l'écrivain qu'il ambitionnait d'être grâce au reporter qu'il fut et qu'il demeure. Sans cette pratique du réel, il n'y serait jamais parvenu.

Le reporter campe à la limite du journalisme, dans le temps long. Michael Herr était au Vietnam entre 1967 et 1969, il a publié dans des magazines des articles. À partir de ses reportages, il a écrit dix ans après *Putain de mort*, devenu l'un des livres majeurs sur la guerre moderne. Lorsque Claude Lanzmann se lance dans ce qui allait devenir *Shoah*, il va mettre douze ans à le réaliser.

Tous trois explorent des confins, parce qu'une partie de la réalité sur laquelle ils enquêtent leur échappe, elle n'est fréquentée que par des fantômes. Ils doivent

camper dans des cauchemars. Ils s'en rapprochent, mais n'y auront jamais accès, ils le disent et c'est en révélant ces abîmes qu'ils donnent à voir une part de l'invisible.

Le journaliste Jean Hatzfeld n'a pas raté le Rwanda. Il a simplement changé de braquet comme il le prouve avec quatre livres, qui reprennent la déclinaison propre aux génocides : les rescapés, les tueurs, la cohabitation des uns et des autres, le quatrième étant consacré au destin singulier et transversal d'un rescapé : *Englebert des collines* a paru en 2014.

*Voir* : Grossman (Vassili) ; Herr (Michael) ; Lanzmann (Claude).

## Hegel (Georg Wilhelm Friedrich)

### *La prière du matin…*

« La lecture des journaux est la prière du matin réaliste de l'homme moderne. On oriente son attitude au regard du monde vers Dieu ou vers ce qu'est le monde. Cela donne la même sécurité qu'ici : que l'on sache comment l'on se situe. » Cette phrase est la reine des citations relatives à la presse quotidienne. La plupart de ceux qui en font usage ignorent en général l'identité de son auteur.

Non seulement Georg Wilhelm Friedrich Hegel est le philosophe de la modernité à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, mais il a dirigé avec passion un quotidien allemand, *Die Bamberger Zeitung* (« La Gazette de Bamberg »), entre 1807 et 1808, dans une ville située dans le nord de la Bavière, après avoir achevé l'écriture de *La Phénoménologie de l'esprit*.

Hegel a donné le présent comme objet de la philosophie : « La philosophie parce qu'elle est la découverte du rationnel est aussi, du même coup, la compréhension du présent et du réel et non la construction d'un au-delà qui serait Dieu sait où […]. » Le philosophe, selon Hegel, doit être le penseur du présent.

Il va faire l'expérience pratique du journalisme après la victoire de Napoléon : « J'ai vu l'Empereur, cette âme du monde, sortir de la ville pour aller en reconnaissance. C'est effectivement une sensation merveilleuse de voir un pareil individu, qui concentré ici sur un point, assis sur un cheval, s'étend sur le monde et le domine. »

L'entrée de l'Empereur à Iéna dans la capitale de la philosophie allemande a pour effet d'interrompre tous les cours. Cette partie de la Prusse est occupée par la Grande Armée. Hegel, professeur honoraire, doit chercher un emploi. Il va passer de la philosophie à la gestion d'un « espace public » dans lequel des informations circulent.

Il restera dix-huit mois à la tête de ce quotidien local : « L'affaire m'intéressera [...] car je suis avec curiosité les événements mondiaux et, de ce côté, je devrais plutôt regretter cette curiosité et m'en détourner. » Il aimerait faire de la Gazette « un organe éminent de l'information et de la réflexion ».

Hegel s'intéresse au papier, à la typographie, il change les deux. Il est soucieux du volume d'annonces administratives, il édite des renseignements sur la vie locale et écrit des comptes rendus sur des événements politiques. Il se propose même de transformer l'événement en théorie grâce au journal.

Selon Jean-Marie André à qui j'emprunte ces éléments, Hegel « a décrit la bataille de Friedland, le traité de paix de Tilsitt, l'expédition française au Portugal, le bombardement par la marine française de Copenhague, les premières escarmouches de la guerre d'Espagne, la levée du camp français devant Berlin et les lieux de cantonnement en août 1808 de 10 000 soldats français dans la province de Bamberg ». Ces articles attirent très vite l'attention de l'état-major français et des censeurs.

Comme un journaliste politique indépendant, Hegel cherchait des sources, des témoins oculaires, il avait même trouvé des documents officiels – dont un décret royal bavarois – qui, selon lui, traînaient sur le sol de l'imprimerie de la Gazette.

Hegel a raconté la rencontre d'Erfurt entre Napoléon et le tsar Alexandre dans la Gazette de manière très détaillée. Le 5 octobre, lorsqu'il publie son premier article, cette rencontre est toujours en cours. Il reçoit un blâme du gouvernement bavarois et on lui demande de révéler l'identité de ses informateurs.

Il fait l’expérience du mensonge pour protéger ses sources. L’une d’entre elles se trouvait proche des négociateurs français. Il dit avoir été victime d’une « mesure inquisitoriale », lui qui est un défenseur de la liberté de la presse dans la mesure « où elle est le support et le guide de l’opinion publique ».



Au moment où les menaces sur la Gazette et sur son directeur se précisent, il est nommé professeur de science philosophique au lycée de Nuremberg. Il s’y précipite. Les historiens se disputent pour savoir si Hegel aurait été chassé de la Gazette et de Bamberg ou si le hasard de cette nomination à Nuremberg lui avait évité le pire.

*Die Bamberger Zeitung* sera suspendue le 7 février 1809.

*Voir* : Actu (L’) ; Marx (Karl) ; Présent.

# Hemingway (Ernest)

## *Pour une seule phrase vraie*

L’écrivain new-yorkais Jerome Charyn cite cette phrase des *Vertes Collines d’Afrique* : « Certains écrivains sont nés pour aider un autre écrivain à écrire une

seule phrase » et ajoute à propos de l'auteur de *Pour qui sonne le glas* : « C'est là son héroïsme : à nous tous qui écrivons, il a servi de professeur. Il n'y a pas un écrivain postérieur à Hemingway qui n'ait appris de lui. Il a changé notre style, notre manière de considérer les archipels de mots et les espaces blancs indéfinis qui les entourent. » Et pas un journaliste qui n'ait appris de lui, souvent sans le savoir.

« Ce qu'il faut, c'est écrire une seule phrase vraie, écris la phrase la plus vraie que tu connaisses… » L'auteur de *L'Adieu aux armes* a eu l'obsession de la concision, de la phrase dépouillée et, pour s'en approcher, il aura eu besoin sans arrêt de se mettre en danger.

Beaucoup de romanciers du réel ont démarré avec le journalisme mais s'en sont éloignés dès le succès venu. Pas Hemingway, qui y revient sans cesse, avec une prédilection pour le journalisme de guerre, comme une ascèse indispensable pour débarrasser l'écriture de ses scories.

Pour Hemingway, il n'y a pas de frontière entre les reportages et les œuvres romanesques. C'est une telle évidence que les éditeurs de la Pléiade, sous le titre *Œuvres romanesques*, ont publié quelques-uns de ses reportages sur la Seconde Guerre mondiale écrits pour des magazines.

Hemingway se voulait l'héritier de Mark Twain qui avait, selon lui, aboli la frontière entre l'anglais parlé et l'anglais écrit. Il lui devait ses longues séquences dialoguées.

Il a reconnu avoir aussi une dette à l'égard des cent dix règles codifiées dans le « Livre de style » du *Kansas City Star* où il a fait son apprentissage. « *Use short sentences, use short first paragraphs, use vigourous english* […]. Éviter les adjectifs […]. *Be positive, not negative* […]. Ce sont les meilleures règles que j'ai apprises dans le métier de l'écriture », dira-t-il en 1940.

Un rewriter du *Star*, alcoolique et violent, eut sur lui une grande influence. Lionel Calhoun Moise se faisait l'avocat d'une « écriture purement objective [qui] est la seule forme de narration ». Après la guerre, Hemingway s'installe à Paris comme correspondant de plusieurs journaux américains, dont le *Toronto Daily Star,* et parcourt l'Europe. Il traite aussi bien de la pêche à la truite que de l'inflation allemande ou de la feria de Pampelune. Il couvre la conférence de Lausanne, interviewe le chef de la diplomatie soviétique et Benito Mussolini. À

Paris, il apprend de Sherwood Anderson, d'Ezra Pound et de Gertrude Stein la beauté de l'écriture télégraphique et l'efficacité du style glacé des procès verbaux.

À partir de toutes ces influences, Hemingway a développé la théorie de l'iceberg, selon laquelle seul un neuvième de la réalité doit affleurer à la surface du texte tandis que l'essentiel doit rester invisible. Il refroidit l'écriture en pratiquant l'omission volontaire de faits, de gestes, de mots, de telle sorte qu'il y ait des trous dans la narration, dans lesquels le lecteur puisse s'engouffrer.

Il est de nouveau en Espagne en 1931 et en 1933. Il y retourne à quatre reprises pendant la guerre civile en 1937 et en 1938.

Sur les quatre séjours qu'il fait en Espagne comme correspondant de guerre, les trois premiers le sont pour l'agence NANA (North American National Agency), l'une des plus importantes agences américaines de presse, avec une très forte diffusion : il écrit pour elle vingt-huit articles.

Lorsqu'il arrive à Valence en mars 1937 où s'est replié le gouvernement républicain, son ami Dos Passos est chargé d'écrire le commentaire d'un film documentaire, *Terre d'Espagne*, tourné par le réalisateur Joris Ivens.

John Dos Passos est très vite écarté au profit d'Hemingway. L'auteur de *Manhattan Transf*er a appris que son vieil ami espagnol José Robles, conseiller détaché auprès des généraux soviétiques en Espagne, avait été dénoncé comme « espion fasciste » et assassiné par les agents du Komintern, comme le seront d'autres après lui.

John Dos Passos, comme George Orwell en Catalogne, a découvert qu'il n'y avait pas deux camps en Espagne, mais trois, les fascistes, les républicains et les staliniens. Les Soviétiques provoquent la chute du gouvernement socialiste de Largo Caballero au profit de celui de Juan Negrín, qui, en échange d'une promesse d'aide militaire, laisse les mains libres aux communistes pour éliminer leurs adversaires, anarchistes ou trotskistes.

Ce quasi-putsch a lieu entre le 18 et le 19 mai 1937. En même temps que démarraient les purges staliniennes à Moscou au sein de l'état-major soviétique.

Le Komintern lance une campagne de calomnies contre Dos Passos. Elle est relayée par Joris Ivens, en mission pour l'Internationale communiste.

Sacrifiant son amitié avec John Dos Passos, Hemingway reprend la rumeur infamante dans ses déclarations comme dans ses articles : « Tout rédacteur de gauche qui s'en prend aux communistes ne peut être qu'un inconscient ou un coquin. » Il écrit en 1938, en Espagne, son seul opus dramatique, une pièce de théâtre très engagée et très mauvaise : *La Cinquième Colonne,* dont les héros sont des tueurs qui éliminent les traîtres.

Ernest Hemingway, dans un texte paru dans le magazine *Ken* le 22 septembre 1938, intitulé « De la lumière sur une sombre histoire », met en scène un journaliste américain à l'hôtel Florida, qui ressemble à John Dos Passos et qui prétend : « La terreur règne ici. » Il se fait honnir, selon l'auteur, par tous les correspondants étrangers qui nient « que la terreur régnait sur Madrid depuis que le gouvernement avait pris le contrôle de la situation et mis fin à la terreur », c'est-à-dire après la mise à l'écart de Largo Caballero et l'offensive contre les anarchistes, et contre le POUM, Parti ouvrier d'unification marxiste.

Chute de l'article : « Le plus fort de l'histoire à cette époque était qu'il ne régnait aucune terreur dans Madrid. Mais c'était trop ennuyeux pour lui. Cela aurait pourtant intéressé son journal car, chose curieuse, il se trouvait que ce journal était depuis longtemps intéressé par la vérité. »

Hemingway, vedette de l'antifascisme, ne prendra conscience du rôle que lui ont fait jouer les Soviétiques qu'en 1939 après la défaite de la République. Il situe justement l'action de *Pour qui sonne le glas* en 1937, entre le 18 et le 21 mai, au moment des purges à Moscou et à Madrid. L'auteur de *L'Adieu aux armes* a compris : son roman est aussitôt dénoncé par l'Internationale communiste.

Ernest Hemingway a aimé la guerre. Jerome Charyn parle de lui comme d'un « guerrier blessé ». Norman Mailer prétend qu'il recherchait la guerre « pour lutter contre sa lâcheté et sa tentation du suicide ». Pour le héros de *Pour qui sonne le glas*, la guerre est « l'aventure de sa vie ». Son ex-ami John Dos Passos disait de lui qu'il aurait fait « un chef de guérilla de premier ordre ».

Une mère castratrice, un père suicidaire qui est passé à l'acte en 1928, Hemingway était tenté par l'autodestruction, habité par le dégoût de soi, en quête d'une vérité sur lui-même et sur la vie.



L'écrivain journaliste russe Ilya Ehrenbourg, qui l'a croisé en Espagne, écrit justement : « On aurait dit qu'il faisait la guerre pour son compte. » Hemingway ne supporte pas le statut de spectateur, de simple témoin. Il s'expose chaque fois, si possible les armes à la main.

En 1941, il est en Chine pour couvrir la guerre sino-japonaise. En 1942, il sillonne la mer des Caraïbes, sur son bateau entre Cuba et la Floride, avec un équipage de la marine, pour surveiller les mouvements des sous-marins allemands. À chaque opportunité, en Espagne et en France, il a fait le coup de feu.

Puis c'est l'Angleterre sous le Blitz, où il attend d'aller libérer l'Europe.

Le 6 juin 1944, Hemingway, correspondant de guerre, accompagne le jour J des soldats de la 7e vague. Blessé peu de temps auparavant dans un accident de voiture, il se déplace avec difficulté, mais il n'a pas renoncé à monter dans une péniche de ravitaillement commandée par le lieutenant Anderson, direction Fox Green, un des secteurs de la plage d'Omaha. La péniche transporte des caisses de TNT. Hemingway n'est pas autorisé à débarquer.

Hemingway travaille à la fois pour le magazine *Collier's,* où cet article sur le 6 juin a paru le 22 juillet 1944, et pour la radio. Il a été publié dans la Pléiade dans le tome II des *Œuvres romanesques* sous le titre *En route pour la victoire.*

C'est un texte extraordinaire, qui transforme un épisode dramatique du débarquement en une nouvelle avec son intrigue, ses personnages, son humour et ses dialogues. L'intrigue : la péniche de ravitaillement, à bord de laquelle il a pris

place le 6 juin, s'est perdue dans une forte houle, au milieu des bateaux qui coulent avec des tanks à bord, des bombardements allemands et des embarcations égarées.

Le lieutenant Anderson en charge de cette péniche ne sait plus où débarquer. Heureusement Hemingway est à bord, qui, après une longue errance au large, reconnaît enfin le clocher de Colleville et sauve la péniche…

Les hommes débarquent les explosifs sur Fox Green, et l'embarcation repart avec Hemingway à son bord.

Le soir même, il retrouve son hôtel et sa machine à écrire, sur laquelle il écrit « La traversée de la victoire » dont on ne sait si le suspense proposé par Hemingway est vrai ou en partie affabulé, comme le prétend Kenneth Lynn, l'un de ses biographes. Le reportage renseigne en tous les cas de manière très précise sur les problèmes de circulation au large des plages de débarquement.

En octobre 1944, il est accusé d'avoir contrevenu aux règles qui régissent la conduite des correspondants de presse en participant à des opérations militaires. Cette fois, ce n'est pas de l'affabulation. Plusieurs journalistes ont déposé plainte contre lui.

Il est cité à comparaître le 4 octobre 1944 à Nancy, au QG des forces alliées, devant une sorte de cour martiale. Il était accusé d'avoir ôté son insigne de correspondant à Rambouillet, d'avoir commandé un groupe de francs-tireurs français qui l'appelaient capitaine ou colonel, d'avoir conduit des patrouilles de reconnaissance, de détenir des stocks d'armes dans sa chambre, de disposer d'une salle des cartes alimentée par un vrai colonel de l'US Army qui lui servirait de chef d'état-major…

Ce mélange des genres chez les correspondants de presse vaut expulsion. Hemingway est contraint de renier ses victoires, en particulier la prise de Rambouillet, à la tête de son commando.

Célèbre, disposant de puissantes relations, à commencer par le général Patton, le chef de la 3$^{e}$ armée, dont il dépendait en tant que correspondant, il est disculpé, part rejoindre son ami le colonel Lankam qui commandait le 22$^{e}$ régiment d'infanterie et « participe » avec lui à la bataille des Ardennes.

En dehors d'Hadley Richardson, sa première épouse, une amie de jeunesse, Ernest Hemingway aura épousé trois femmes journalistes : Pauline Pfeiffer

travaillait à *Vogue*, Martha Gellhorn au magazine *Collier's* – et elle poursuivra jusqu'à quatre-vingts ans sa carrière de correspondante de guerre –, enfin Mary Welsh, qui avait travaillé dans plusieurs journaux avant de collaborer à *Time Magazine*. Hemingway a toujours eu une vraie passion pour la presse.

Nobélisé en 1954, « Hem » demeure à Cuba, il fait plusieurs allers et retours en Espagne, puis s'installe dans l'Idaho près de la station de Sun Valley. Il rentre définitivement aux États-Unis en 1960. Il souffre d'une cirrhose du foie et d'hypertension artérielle, il perd la vue et devient impuissant. Il fait plusieurs séjours en cliniques. Il se suicide le 2 juillet 1961 d'un coup de carabine.

Lors des obsèques, Mary Hemingway a fait lire un verset de l'Ecclésiaste, en hommage à son mari : « Une génération passe, une génération vient et la terre subsiste toujours. »

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Capa (Robert) ; Reed (John) ; Simenon (Georges).

## Hérodote

### *Le premier reporter*

Hérodote est un très vieux monsieur. Il naît sans doute en 484 avant notre ère, à Halicarnasse dans la Grèce d'Asie mineure, à Bodrum dans la Turquie d'aujourd'hui.

Voyageur, historien, géographe, prosateur, il a rédigé un ouvrage en neuf volumes, s'appelant tout simplement *Histoires* qui, en grec ancien, signifie littéralement « enquêtes, explorations ou recherches ».

Il a parcouru l'Égypte, la Perse, la Syrie, il s'est rendu à Babylone, en Libye, en mer Noire, en Macédoine : il a exploré le monde de son époque, ce qui l'avait amené à considérer que la Terre n'était pas plate, mais ronde.

Sa première phrase : « Hérodote présente ici les résultats de son enquête afin que le temps n'abolisse pas le souvenir des actions des hommes, et que les grands exploits accomplis soit par les Grecs, soit par les Barbares ne tombent pas dans l'oubli. » D'emblée, il s'intéresse de manière égale aux Grecs et à ceux que l'on appelle alors les Barbares. Deux mille cinq cents ans après, ce n'est toujours pas une évidence !

Avant lui, on ne se déplaçait que pour la guerre, le pillage ou le commerce. Il invente l'envie de connaître le monde.

Nombreux sont ceux qui ont mis leurs pas dans les siens. Jacques Lacarrière, dans *En cheminant avec Hérodote*, a emprunté ses chemins, et il fut l'un de ses traducteurs. Il a une formule extraordinaire : « Je tiens Hérodote pour un des grands éclaireurs du mode de vie de son temps. » Ce devrait être l'ambition de tout journaliste.

Le grand reporter Ryszard Kapuściński a raconté lui aussi ses *Voyages avec Hérodote*.




Pour le premier reportage à l'étranger du journaliste polonais, sa rédactrice en chef lui avait offert *Histoires* dont la traduction polonaise avait paru en 1955, en plein « dégel » : « Pour le voyage », lui dit-elle. Dès lors, à chaque voyage, Ryszard emportait l'œuvre d'Hérodote et en lisait quelques pages par jour.

Première destination, l'Inde : le Grec l'a peut-être parcourue, puisqu'il décrit les vingt provinces de l'Empire perse, appelées Satrapies. L'Inde était l'une des Satrapies de cette puissance qui était alors la première du monde antique. Et il livre de nombreux renseignements sur ce peuple éloigné : « Les Indiens sont de beaucoup le peuple le plus nombreux que nous connaissions […]. »

Hérodote donne ce détail stupéfiant sur les Indiens : « Leur sperme, au lieu d'être blanc comme c'est le cas partout, est aussi noir que leur peau (exactement comme celui des Éthiopiens). » Je crains qu'il n'ait pas vérifié ce détail. Kapuściński non plus. Le sperme peut être dans certains cas rouge : mais cette présence de sang n'est pas de bon augure, elle trahit en général un cancer de la prostate.

En 2004, le journaliste polonais a publié *Mes voyages avec Hérodote* qui sont faits de souvenirs de ses nombreux voyages, entrelacés de ses lectures de l'historien grec. Le journaliste médite sur cette habitude qu'il avait contractée de toujours s'en référer au plus ancien des enquêteurs.

Il écrit vers la fin :

> « Mes voyages ont toujours eu une double dimension : ils se déroulaient simultanément dans le temps (la Grèce antique, la Perse, la Scythie) et dans l'espace (reportages en Afrique, en Asie, en Amérique latine). Le passé existait dans le présent, mais ces deux temps restaient unis, formant un courant ininterrompu de l'histoire.
> Hérodote est empêtré dans un dilemme insoluble : d'un côté il consacre sa vie à la préservation de la vérité historique […] ; d'un autre côté, les sources de ses enquêtes ne sont pas une histoire vraie au sens où elle est racontée par les autres, elle est donc transmise par la sensibilité des autres, elle a été mémorisée de manière sélective, puis racontée intentionnellement. En un mot, il ne s'agit pas d'une histoire objective, mais d'une histoire telle que l'a voulue son narrateur. Il est impossible de remédier à ces divergences de points de vue. On peut essayer de les diminuer ou de les atténuer, mais on n'atteindra jamais la perfection. La subjectivité et la déformation font partie de l'histoire. S'en rendant parfaitement compte, Hérodote s'entoure constamment de précautions rhétoriques : "comme on me dit", "comme le prétendent", "les points de vue divergent", etc. Aussi n'avons-nous jamais affaire à une histoire réelle au sens idéal. L'histoire est toujours racontée, arrangée, prétendue, crue. »

Cette vérité est peut-être la plus grande découverte d'Hérodote.

Ryszard Kapuściński avait couvert les grèves de Gdańsk en 1980 d'où sortira le syndicat Solidarność.

*Voyage avec Hérodote* a été publié en feuilleton dans le grand quotidien polonais *Gazeta Wyborcza* en 2003 et 2004. Ce livre fait figure de manuel de reportage. Ryszard Kapuściński, après avoir couvert des dizaines de guerres et autant de révolutions dans le monde pour l'agence de presse polonaise et après avoir été primé dans de nombreux pays, est mort à Varsovie en 2007.

Hérodote consacra sa vie aux voyages. Son œuvre montre que les voyages forment la jeunesse des civilisations. Il en témoigne. Par voie de conséquence, les voyages forment le regard, celui qui permet de voir les choses, derrière leurs apparences, et les hommes derrière les pierres. Il est mort en 425 avant notre ère. Il n'aurait écrit qu'un seul livre.

Il fut le premier reporter de l'histoire humaine.

*Voir* : Curiosité ; Marathon ; Reportage.

# Herr (Michael)

## *Halluciné*

> « Saigon. Merde, je suis encore à Saigon. Seulement Saigon.
> Chaque fois que je me réveille, je crois que je suis de retour dans la jungle.
> Pendant ma première perm aux États-Unis, c'était encore pire. Je me réveillais et rien.
> C'était tout juste si j'adressais la parole à ma femme, avant de répondre oui quand elle m'a demandé le divorce.
> Ici je rêvais d'être là-bas. Une fois là-bas, je ne pensais plus qu'à une chose : retourner dans la jungle.
> Déjà une semaine que j'étais là
> j'attendais une mission
> Je me ramollissais.
> Chaque minute passée dans cette chambre je m'affaiblissais alors que chaque minute qu'ils passaient dans la jungle renforçait les Viets.
> Chaque fois que je levais les yeux, les murs s'étaient encore rapprochés.
> En fin de compte on obtient toujours ce qu'on veut. Moi je voulais une mission. Pour mes péchés, ils m'en ont donné une. Ils me l'ont fait livrer à domicile. Elle était gratinée la mission. Après celle-là, je n'en voudrai plus jamais d'autres.

J'étais en route pour le pire endroit au monde… »

« *This is the end, my only friend, the end…* » La chanson des Doors accompagne le monologue du capitaine Willard, l'anti-héros de Francis Ford Coppola. Ce texte est signé Michael Herr. Il figure au générique comme coscénariste du film.

La remontée d'un fleuve hostile par un capitaine à la recherche d'un officier perdu s'inspire de la nouvelle de Joseph Conrad, *Au cœur des ténèbres*, qu'Orson Welles voulait déjà adapter pour son premier film. Ce sujet a été ruminé par Francis Ford Coppola et malaxé par John Milius. Mais c'est le journaliste Michael Herr, auteur de *Putain de mort*, qui a fourni la clé de *sol*.

Il avait vingt-sept ans lorsqu'il est arrivé au Vietnam comme correspondant de guerre du magazine *Esquire*. En trois séjours, il y aura passé plus de deux ans. Ses articles avaient paru dans *Esquire* en 1968, 1969 et 1970 et dans *Rolling Stone*. Son livre fut publié en 1977 sous le titre *Disptaches* (Dépêches). Le titre français est plus explicite : *Putain de mort*.

Il aura inspiré directement deux des films majeurs sur le Vietnam : *Apocalypse Now* en 1978-1979 et *Full Metal Jacket* de Stanley Kubrick dans les années 1980 dont il est également le coscénariste.

*Full Metal Jacket* est adapté du livre *Le Merdier*, écrit par un ancien Marine, Gustav Hasford. Le personnage central est un journaliste de *Stars and Stripes*, le quotidien des forces armées. Le scénario est écrit par Kubrick et Herr. Après le film, ce dernier a publié plusieurs articles sur Stanley Kubrick et il lui aura consacré une biographie en 2000.

Avant Michael Herr, tous les films sur le Vietnam mettaient l'accent sur la dimension morale : l'Amérique s'autodétruisait et sacrifiait une partie de sa jeunesse mobilisée dans le cadre de la conscription, en en faisant des tueurs. Ce thème est d'ailleurs présent dans *Apocalypse* : la mission du capitaine Willard consiste à éliminer l'un des officiers les plus brillants de l'armée américaine rendu fou par cette guerre. C'était déjà le thème du *Voyage au bout de l'enfer* de Michael Cimino comme du *Rambo* de Ted Kotcheff. C'est une dimension que l'on retrouve dans *Full Metal Jacket* : l'Amérique en guerre contre elle-même.

Avec Michael Herr, la guerre du Vietnam cesse d'être un super-film d'action à connotation morale : la guerre redevient réellement cauchemardesque.

Le cœur du livre *Putain de mort* est constitué par un reportage en plusieurs épisodes du siège de la base Khe Sanh tenue par les Marines, encerclée en 1968 par cinq divisions nord-vietnamiennes.

Le journaliste raconte une histoire kafkaïenne : « Une non-opération inventée pour non-secourir le non-siège de Khe Sanh. » Lorsque la cavalerie aéroportée débarque pour desserrer l'étau autour de la base, les armées du Nord-Vietnam ont pris le large depuis longtemps pour mener ailleurs l'offensive du Têt. Cette base a soudain perdu tout intérêt militaire : « Beaucoup de gens, écrit Michael Herr, se sont mis à dire que le corps des Marines était le plus bel instrument jamais inventé pour tuer les jeunes Américains. »

Michael Herr ne s'intéressait pas aux cogitations des généraux et de leurs adjoints, il boudait les conférences de presse de l'état-major qui pratiquait un intense bourrage de crâne, toujours démenti. Il évitait toutes les visites des hommes politiques. Avec d'autres correspondants, il ne fréquentait que les unités combattantes, aux avant-postes dans la jungle.

« La moindre des contradictions de cette guerre, remarque-t-il, était peut-être que pour avoir un peu moins honte d'être américain, il fallait quitter les coince-la-bulle de Saigon, les centaines de QG qui ne parlaient que de bonnes œuvres et ne tuaient jamais personne, pour aller vers ceux de la jungle qui, eux, n'avaient que le meurtre à la bouche et passaient leur temps à massacrer. »

Le célèbre casque qui a servi d'affiche pour *Full Metal Jacket* est une citation de son livre : un graffiti « Né pour tuer » y cohabite avec un insigne pacifiste.

Michael Herr raconte une guerre rock and roll, où chaque jour est un trip pour une armée défoncée à l'herbe, aux amphèts et aux antidépresseurs, qui poursuit des buts militaires dont les finalités ont disparu depuis longtemps.

Dans les ténèbres de la violence meurtrière, sous les bombardements, il ne voit pas grand-chose de la guerre. Les combattants manifestent une forme de haine à l'égard des envoyés spéciaux. Les soldats sont des conscrits qui n'ont pas eu le choix, tandis que les journalistes sont tous volontaires, pour accompagner les soldats en opérations.

Il raconte qu'un jour il a traversé un champ de mines sans le savoir. Et par chance il a échappé à des centaines de pièges. Aux yeux des soldats il avait cessé d'être un non-combattant, ce qui avait changé la perception qu'ils avaient de lui.

Toute une partie du livre est consacrée à ce que l'essayiste Géraldine Muhlmann appelle sa « cécité journalistique ». La guerre « de loin » ressemble à un film. La TV crée une ambiance surréelle. Ces représentations dérobent aux regards la réalité du massacre. Il ne voit pas la guerre, mais il la sent, il l'entend, il en inventorie les traces psychiques.

Conscient de ne rien voir, Herr accorde une énorme importance à « l'odeur de pourri, du moignon, une tannerie, une tombe ouverte, un feu d'ordures », et aux regards, aux « yeux qui déversaient continuellement leurs chargements d'horreur et de ruine », aux graffitis… À l'image de ce jeune Marine qui ne comprenait pas pourquoi sa petite amie ne lui écrivait plus : il avait joint à sa dernière lettre une oreille séchée de soldat nord-vietnamien.

Dans cette hallucination collective de nature souvent surréaliste, ce sont les regards qui parlent : « Tu n'as qu'à regarder dans les yeux, tu vois tout de suite cette putain de guerre. » La guerre est une machine à tuer, mais aussi à vieillir de manière prématurée, à faire des jeunes vieux, pour qui le Vietnam aura tenu lieu de jeunesse.

Les nuits sont pleines d'effrois, de souffrances innommables, de spectres délirants lorsque « les morts se mettent à raconter des histoires ». Michael Herr est un grand reporter poursuivant des cauchemars.

« Couvrir la guerre, quel truc pour se couvrir soi-même, aller chercher une information et en ramener une autre, totalement autre, s'ouvrir les yeux de force, se refroidir le sang au-dessous de zéro, la bouche si sèche qu'un grand bol d'eau s'y engouffre avant d'avaler une gorgée, l'haleine plus rance qu'une odeur de cadavre. »

« Bon, c'est vrai, oui, je m'étais laissé aller à cette vie de correspondant de guerre, à suivre les soldats pour m'approcher de la guerre, pour la toucher, me perdre en elle, et me mesurer avec elle, c'est ce que j'avais toujours voulu. »

Michael Herr invente une écriture syncopée, comme la musique déstructurée d'Ornette Coleman, sauvage, dopée et frénétique comme celle de Jimi Hendrix,

sang mêlé d'Indien, de Noir et d'Irlandais, la première super- star noire du rock. Reportages explosés et mitraillés.

Tom Wolfe publie son livre-manifeste sur *Le Nouveau Journalisme* en 1973. Il l'accompagne de vingt-trois reportages de différents journalistes publiés dans des magazines et utilisant certaines techniques littéraires, dont les dialogues, la mise en scène de récit sont faits souvent à la première personne. Parmi cette sélection, *Khe Sanh* de Michael Herr, qui sera repris plusieurs années après dans *Putain de mort*.

John Le Carré a dit à propos de cet ouvrage que c'était tout simplement le meilleur livre écrit sur la guerre à l'époque contemporaine.

« Après un trip pareil, qu'est-ce qui pouvait encore vous exciter, tenir la comparaison, vous faire aller jusqu'au bout ? », dit Michael Herr à la fin de son livre.

Il a participé par la suite à d'autres scénarios. Outre sa biographie de Stanley Kubrick, il a publié un livre de portraits de personnages hollywoodiens. Il vit à New Delhi.

Pour le dixième anniversaire de la chute de Saigon, *Libération* avait titré en manchette et en référence au livre de Michael Herr : « Putain de paix ».

*Voir* : Filmographie ; Hatzfeld (Jean) ; Lanzmann (Claude) ; Malaparte (Curzio) ; *New Journalism*.

## Hersant (Robert)

### *Le bûcher des vanités*

J'ai rencontré à plusieurs reprises Robert Hersant au premier étage d'un restaurant où il avait ses habitudes : la Fontaine Gaillon, avant que Gérard Depardieu n'en fasse l'acquisition. J'étais curieux de connaître ce papivore rugueux

et c'était, je crois, réciproque : il ne pouvait pas me prendre pour un concurrent, mais sans doute pour un provocateur sortant de l'ordinaire.

Au cours d'un de ces tête-à-tête, il avait cherché à me convaincre de sa stratégie : « Le secret, c'est la dette argentine, plus on a de dettes, plus on est libre. Ce n'est pas vous qui serez dépendant, ce sont les banques qui vous auront prêté ! »



L'histoire est parfois cruelle. Robert Hersant fut socialiste à seize ans, antisémite à vingt ans, pétainiste jusqu'en 1943 au point d'être condamné après la guerre, puis amnistié. Il est élu député du Front républicain en 1956 et commence à racheter des titres issus de la résistance pour lesquels il a fait figure de sauveur.

Robert Hersant, outre la pratique acrobatique de la dette, avait un autre secret, de fabrication celui-là : il achetait en effet les bonnes grâces du Syndicat du livre CGT. Il commençait toutes ses conquêtes de presse par le rachat de l'imprimerie. Il jouait les saint-bernard des ouvriers du livre. Ce cheval de Troie lui aura permis de s'emparer de nombreux journaux. Très efficace sur le coup, cette politique a fini par créer un surenchérissement des coûts de fabrication pour toute la presse quotidienne française.

Marqué par ses mésaventures judiciaires, et rattrapé par son passé en pleine campagne électorale, il avait jugé indispensable de toujours disposer d'une immunité parlementaire.

En 1968, il choisit la droite. Ceinture et bretelle : il se fait élire député à l'Assemblée nationale, sinon député européen comme en 1984. Prudent, il avait

créé au sein de la droite parlementaire un puissant groupe de députés collaborant à ses titres et agissant comme un véritable lobby protecteur.Silvio Berlusconi en Italie poussera ce système jusqu'à devenir chef du gouvernement pour mieux se protéger.

Les gouvernements de gauche l'ont surestimé en lui dédiant une loi cherchant à limiter la concentration. Elle n'a servi à rien : le château de cartes Hersant s'est disloqué tout seul.

À force de passer des heures scotché devant son petit écran de télévision, il avait fini par croire qu'il avait percé tous les mystères du monstre audiovisuel.

Jacques Chirac Premier ministre en 1986 arrache la Cinq à Jérôme Seydoux et à Pathé pour la donner au collectionneur de quotidiens, qui sera quasi ruiné par cette chaîne. Il doit la céder en catastrophe à Hachette, qui en souffrira à son tour et devra la fermer, pour éviter de tout perdre. L'aventure de la télévision aura eu raison des deux principaux groupes médiatiques français. Moralité : ils n'étaient pas assez puissants pour faire de la télévision. Les deux géants se sont révélés n'être que des grands nains dans le monde des majors de la communication.

Hersant vivait à Ivry-la-Bataille. Lorsqu'il ne regardait pas la télévision, il aimait piloter un bulldozer pour redessiner à coups de pelleteuse son golf privé. La pelleteuse s'est arrêtée en 1996.

Il est donc mort avant l'effondrement de son groupe provoqué par la baisse brutale des recettes publicitaires, en particulier l'immense continent des petites annonces qu'il contrôlait et qui a sombré corps et biens. Ce krach des petites annonces, combiné à la dette accumulée, aura eu raison du groupe. Ses coûts de fabrication se sont alors révélés beaucoup trop lourds : Hersant a souffert par là où il avait péché : son alliance objective avec le Syndicat du livre aura été un frein à la modernisation de la presse nationale et condamnera par ricochet son groupe, à un moment où il avait besoin d'oxygène.

La chute de ce pseudo-empire est une leçon de choses. Le château de cartes s'est volatilisé. Il n'en reste à peu près rien.

*Voir* : Filipacchi (Daniel) ; *Paris-Soir*.

# Hersey (John)

## *Le chef-d’œuvre américain*

> « À huit heures quinze exactement (heure japonaise) le 6 août 1945, à l’instant même où la bombe atomique fulgura sur Hiroshima, Mlle Toshiko Sasaki, secrétaire au service du personnel de l’East Asia Tin Works, venait justement de prendre place à son bureau et tournait la tête pour dire quelques mots à sa voisine. Au même moment, tenant à la main le journal *Asahi* d’Osaka, qu’il s’apprêtait à lire, le docteur Masakazu Fujii allait s’asseoir, jambes croisées sous lui, sur la terrasse de sa clinique privée, surplombant l’un des sept bras du delta qui divise la ville ; Mme Hatsuyo Nakamura, la veuve d’un tailleur, regardait de la fenêtre de sa cuisine un voisin occupé à faire s’effondrer sa bicoque qui se trouvait dans le chemin d’une avenue pare-feu tracée par la défense passive ; le père Wilhelm Kleinsorge, allemand et prêtre de la Société de Jésus, reposait, en maillot de corps et caleçon, sur un petit lit au troisième et dernier étage de la maison des missionnaires de son ordre, absorbé dans la lecture d’une revue jésuite, *Stimmen der Zeit* ; le docteur Terufumi Sasaki, l’un des jeunes membres du personnel chirurgical du vaste et moderne hôpital municipal de la Croix-Rouge, parcourait un couloir de cet établissement, entre les doigts une éprouvette contenant un peu de sang d’un malade, en prévision d’une réaction de Wassermann ; et le révérend Kiysohi Tanimoto, pasteur de l’église méthodiste de Hiroshima, s’arrêtait au seuil d’une villa luxueuse de Koi, faubourg occidental de la ville, et se préparait à décharger une pleine charrette à bras de meubles et d’effets évacués du centre de la cité, dans la crainte d’un raid massif et dévastateur de B-29 que tout le monde, à Hiroshima, tenait pour imminent. La bombe atomique devait faire cent mille victimes et les six personnes en question furent parmi les survivantes. Elles en sont encore à se demander, non sans stupeur, pourquoi elles furent épargnées, quand tant d’autres périrent. Chacune d’elles compte à son actif plus d’un menu hasard, plus d’une infime volonté – démarche faite à temps, décision de rentrer chez soi mise à exécution, fait d’avoir pris un tram au lieu d’attendre le suivant – auxquels elle dut d’être sauvée. Et chacune d’elles aussi sait aujourd’hui que d’avoir échappé au désastre lui valut de vivre, dans l’instant même de son salut, une douzaine de vies et de voir la mort d’infiniment plus près qu’elle ne l’eût jamais cru. Sur le moment, aucune d’elles n’eut conscience de quoi que ce fût. »



Ces lignes introduisent le reportage le plus célèbre de toute l’histoire de la presse écrite américaine. Son titre : « Hiroshima ». Il est considéré par deux jurys indépendants de professionnels de l’information, l’un réuni par la Columbia University of New York, l’autre par le Newseum de Washington (Le musée de la presse), comme le chef-d’œuvre journalistique du XX$^{e}$ siècle américain. Il est consacré à six survivants de la première bombe atomique larguée sur le Japon.

L'auteur s'appelle John Hersey, il est né en Chine, fut le secrétaire de l'écrivain Sinclair Lewis, prix Nobel de littérature, avant de devenir correspondant de guerre.

Parmi tous ses articles sur la guerre du Pacifique, il est l'auteur de « *PT Squadron in the South Pacific* », une enquête publiée dans *Life*, en 1943, dans laquelle il raconte l'évacuation l'année précédente du général MacArthur et de sa famille de Corregidor, dans les Philippines, vers l'Australie, sur mille kilomètres à bord de quatre vedettes lance-torpilles commandées par le lieutenant John D. Bulkeley – John Ford lui a consacré le film *Les Sacrifiés* après la guerre. À la suite de ce reportage, Hersey avait écrit un livre sur MacArthur. Le journaliste quitte le Pacifique pour l'Europe et débarque en Sicile en 1943 et survit à quatre accidents d'avion. Pendant ses vacances aux États-Unis, il écrit en un mois un roman sur Licata, une cité italienne libérée par l'US Army, *A Bell for Adano*, qui fut distingué par un prix Pulitzer de fiction en 1945.

Puis il repart pour le Pacifique. Il est l'auteur en 1944 d'une enquête toujours pour *Life* sur un fait d'armes qui avait fait la une de la presse américaine, en août 1943, un lieutenant de marine, commandant d'une vedette lance-torpilles, le PT 109, coulé par un destroyer japonais, avait réussi à sauver son équipage. Ses membres avaient rejoint, avec les blessés, une île déserte puis une autre île pour être enfin secourus. Le héros de cette histoire s'appelait John Fitzgerald Kennedy. Personne ne savait qu'il deviendrait président des États-Unis.

Après la capitulation du Japon, John Hersey enquêtait sur la reconstruction de l'empire du Soleil-Levant, lorsqu'il rencontra un missionnaire allemand qui avait survécu au bombardement d'Hiroshima et qui lui donna l'idée d'une enquête pour le *New Yorker*. Au printemps 1946, il proposa à William Shawn, le numéro deux de l'hebdomadaire, l'histoire de cette tragédie racontée à travers le destin de quelques survivants. Il aura interviewé une cinquantaine de personnes ayant survécu à la bombe, avant d'en sélectionner six.

Fondé en 1925, cet hebdomadaire sophistiqué privilégie toutes les formes d'écritures, littéraires comme journalistiques. Ce magazine a publié les plus grands écrivains américains, de nombreux journalistes férus de style, de nombreux cartoonists et des enquêtes souvent remarquables. Cet hebdomadaire est renommé

aux États-Unis pour la qualité de ses vérificateurs et de ses techniciens de la relecture.

De retour à New York fin juin, il écrit son enquête en un mois. Le *New Yorker* avait prévu de la publier pour le premier anniversaire de la bombe en août, en quatre livraisons successives. Après lecture de ce récit, Harold Ross, le fondateur et directeur du magazine, propose de faire de cet article de 31 000 mots, l'équivalent de plus de 100 feuillets, le seul sujet du *New Yorker* daté du 31 août 1946. Un précédent qui restera unique dans l'histoire de la presse. Le magazine a paru comme si de rien n'était avec en couverture un dessin sur une scène de pique-nique dans un parc, dans la tradition du journal. Un avertissement dans les premières pages informait les lecteurs des raisons de ce choix.

L'*editing* de ce texte exceptionnel a mobilisé la direction du *New Yorker*, ses équipes de relecture et John Hersey, à raison de dix heures par jour pendant vingt jours, en prenant mot par mot, phrase par phrase.

Jean-Claude Zilberstein a préfacé la traduction française d'*Hiroshima*. Je lui emprunte les précisions qui suivent. William Shawn considérait « cette publication [comme] le plus grand sujet de satisfaction de toute sa carrière ». Les 300 000 exemplaires sont vite épuisés, et se négocient très cher au marché noir. Selon *Newsweek*, Albert Einstein en aurait commandé 1 000 exemplaires qui ne purent lui être fournis. ABC Radio diffusa le texte en entier dans un programme de quatre fois une demi-heure, programme repris en Grande-Bretagne par la BBC, au Canada et en Australie. Des quotidiens achetèrent le texte en entier, d'autres en publièrent des extraits.

Deux mois après la parution dans le *New Yorker*, le reportage paraissait en livre : il a été vendu dans les semaines qui ont suivi à plus de 3 millions d'exemplaires.

Dans une lettre du fondateur du *New Yorker* à l'écrivain Edmund White, une des plumes du magazine, il explique qu'avec William Shawn ils souhaitaient avec cet article « réveiller le peuple et dire qu'[ils avaient] la chance de le faire et probablement qu'[ils étaient] le seul peuple qui avait la volonté de faire [un tel article] ».

John Hersey est aussi célèbre pour avoir refusé de donner des interviews. Il a fait au moins deux exceptions, dont une accordée à Jonathan Die de *Paris Review*, dans laquelle il développe sa conception de l'écriture journalistique.

Dans cet entretien, il explique avoir eu l'idée de prendre six personnages réels, inspiré par un livre de Thornton Wilder. Dans *The Bridge of San Luis Rey*, publié en 1927, prix Pulitzer du roman (en français *Le Pont du roi Saint-Louis*), l'auteur racontait les dernières pensées de personnages mourant alors qu'ils traversaient un pont de cordes au Pérou.

> « Je voulais, dit Hersey, permettre au lecteur de s'identifier directement aux six personnages. La fiction et le journalisme sont deux moyens de rendre compte des réalités de la vie, en particulier les plus pénibles d'entre elles. La fiction est la forme le plus attirante pour moi, lorsqu'un écrivain y parvient, il donne aux lecteurs la possibilité, en lisant, de s'identifier aux personnages de l'histoire, de devenir les personnages. Avec le journalisme, l'auteur est toujours en train de faire l'intermédiaire entre les informations et le lecteur ; le lecteur s'aperçoit toujours de la présence du journaliste comme intermédiaire. C'est une des raisons pour lesquelles j'utilise les procédés de la fiction en faisant du journalisme, dans l'espoir que ma présence, en tant qu'intermédiaire, disparaisse. Je crois que le lecteur ne perçoit pas la présence de l'écrivain de fiction, en dehors de la voix de l'auteur bien sûr… En utilisant les procédés de la fiction j'espère éliminer la médiation de pouvoir et ainsi confronter directement le lecteur aux personnages. Dans ce cas, j'espère que le lecteur devienne à ce point les personnages qu'il éprouve leur souffrance, leurs peines, et prenne la mesure du désastre. »

Il a voulu que le récit passe par les regards de chacun de ces six témoins, au fil des secondes, des minutes, des heures, construisant ainsi un suspense : ce qu'ils vivent, ce qu'ils éprouvent, ce qu'ils voient, ce qu'ils entendent.

Pour ces raisons, John Hersey est considéré comme l'un des fondateurs du *New Journalism*, ce mouvement qui dans les années 1960 et 1970 s'est illustré en mettant au service du journalisme les techniques littéraires, en essayant de donner au reportage une dimension esthétique.

> « Sur les 245 000 habitants, écrit John Hersey dans son reportage, près de 100 000 étaient morts ou avaient reçu des blessures mortelles à l'instant de l'explosion. Cent mille autres étaient blessés. Au moins 10 000 de ces blessés, qui pouvaient encore se déplacer, s'acheminèrent vers l'hôpital principal de la ville. Mais celui-ci n'était pas en état d'accueillir une telle invasion. Sur les 150 médecins de Hiroshima, 65 étaient morts sur le coup, tous les autres étaient blessés. Et sur les 1 780 infirmières, 1 654 avaient trouvé la mort ou étaient trop blessées pour pouvoir travailler. Les patients arrivaient en se traînant et

> s'installaient un peu partout. Ils étaient accroupis ou couchés à même le sol dans les salles d'attente, les couloirs, les laboratoires, les chambres, les escaliers, le porche d'entrée et sous la porte cochère, et dehors à perte de vue, dans les rues en ruine… Les moins atteints secouraient les mutilés. »

John Hersey a publié vingt et un livres. Il est retourné à Hiroshima en 1985. Il a repris contact avec les survivants et, quarante ans après, il a écrit un chapitre supplémentaire à cette enquête qui figure dans l'édition française.

Il est mort en 1993.

*Voir* : Defoe (Daniel) ; García Márquez (Gabriel) ; Hemingway (Ernest) ; *New Journalism* ; Orwell (George) ; Reed (John).

# Hersh (Seymour)

## *Le solitaire*

Tout le monde ou presque a entendu parler de ce massacre de civils commis au Vietnam par des soldats US en 1968 dans un village nommé My Lai ou des traitements sadiques infligés à des détenus irakiens dans la prison d'Abou Ghraib en 2004 par d'autres soldats aux couleurs de l'Amérique.

Derrière ces deux affaires au retentissement planétaire, Seymour Hersh, un journaliste qui a longtemps travaillé pour un syndicat de journaux, Dispatch News Services, puis au *New York Times*. Depuis les années 1980, il opère pour le *New Yorker*.

Détenteur de nombreuses récompenses, il a gagné deux prix de la presse magazine, reçu à cinq reprises le prix George Polk décerné par l'université de Long Island, et le prix George Orwell en 2004. Seymour Hersh a reçu le prix Pulitzer à trente-deux ans, pour ses cinq articles consacrés à ce crime de guerre commis au Vietnam et parus en novembre 1969.

Le 16 mars 1968, une centaine de soldats américains sous les ordres du capitaine Medina encerclent le village de My Lai. Quarante-huit d'entre eux, composant la compagnie Charlie sous les ordres du lieutenant William Calley, investissent ce village où, selon les services de renseignements, le 48e bataillon vietcong battant en retraite se serait réfugié.

La population est regroupée, le village incendié, « du vieillard au bébé » tout ce qui bouge est abattu, certains sont torturés, des femmes violées avant d'être tuées. « On a même tué les chiens et les chats », diront des soldats à Hersh. Le mémorial construit après la guerre par les Vietnamiens recense 504 victimes, l'armée américaine, des années après, n'en reconnaît que 347.

Sur les 48 soldats qui composent cette unité, seuls 3 se sont opposés au massacre. Un pilote d'hélicoptère, le capitaine Hugh C. Thompson, aidé de ses coéquipiers, a réussi à sauver 12 civils en les embarquant dans son appareil. Il a informé par radio son commandement de la tuerie en cours. Sans suite.

Le lendemain, les communiqués officiels parlent d'une victoire militaire et annoncent 128 Vietcongs tués. La compagnie est félicitée.

Trente soldats ont participé directement au massacre. 28 sont inculpés, au final seul le lieutenant Calley fait figure d'accusé. Il est condamné par une cour martiale, en avril 1971, à la prison à vie pour le meurtre d'« au moins 22 non-combattants vietnamiens ». Le surlendemain, il est gracié par le président Nixon mais placé en résidence surveillée au sein de la base.

Au départ, une banale dépêche de l'*Associated Press* qui donne lieu à des entrefilets dans de nombreux journaux : un officier serait sur le point d'être jugé par l'armée pour meurtres.

À l'origine de ces poursuites, un GI, Ron Ridenhour, mitrailleur d'hélicoptère dont l'appareil a survolé le village de My Lai quelques jours après le massacre : il connaissait plusieurs des soldats de la compagnie Charlie et ceux-ci l'avaient mis au courant du carnage.

Au printemps 1969, il avait décidé d'alerter les autorités. Devant le silence obstiné de l'armée, il prévient la presse, sans plus de succès.

Personne ne réagit à cette dépêche, sauf Hersh. Il se précipite à Fort Benning. Il trouve l'avocat de Calley, parvient à entrer en relation avec l'officier qui lui

transmet l'acte d'accusation de l'armée. Ce sera la matière de son premier article.

Très vite, Hersh est parti à la recherche du témoin qui a alerté les autorités et la presse. Il retrouve Ron Ridenhour. Celui-ci raconte ce que ses copains de la compagnie Charlie lui avaient dit, il donne des noms, des adresses. Pour les retrouver, pour aller de l'un à l'autre, Hersh fait des milliers de kilomètres. Tout seul.

Enfin ce témoin communique les doubles de toutes les lettres qu'il a adressées à la Maison Blanche et à l'état-major.

À partir de ces récits, Hersh reconstitue le déroulement du massacre, c'est son deuxième article paru le 20 novembre 1969, dans plus de trente journaux.

Le même jour, le photographe de l'armée qui accompagnait la compagnie Charlie au cours du massacre publie ses clichés couleurs dans le *Cleveland Plain Dealer*. Ses photos en noir et blanc avaient été saisies par la justice militaire, mais il avait gardé ses pellicules couleur. Elles sont reprises par tous les journaux et par toutes les télévisions. Elles paraissent sur plusieurs pages début décembre dans le magazine *Life*.

Puis Hersh retrouve un ancien soldat de la compagnie, qui le premier reconnaît avoir participé de manière active au massacre. Il est au cœur du troisième article. Il est publié le 25 novembre. À la suite de ce papier, Walter Cronkite, le présentateur vedette de *CBS News*, interviewe l'ancien soldat qui confirme face à la caméra. Le récit du massacre prend une dimension cauchemardesque, que Hersh développe dans les deux articles suivants.

La révélation de ce massacre en 1969, après l'offensive du Têt l'année précédente, qui avait mis l'armée américaine en difficulté, contredisant toutes les prévisions de l'état-major, va précipiter le renversement de l'opinion américaine. Plutôt favorable à la guerre anticommuniste menée au Vietnam, elle bascule cette année-là en faveur d'un désengagement.

Nixon en tire certaines conséquences : il décide la *vietnamisation* de la guerre, qui cache un retrait progressif des troupes américaines au sol au profit d'une intensification des bombardements.

Avec My Lai, va naître dans la culture américaine le thème récurrent des jeunes Américains transformés en monstres par la guerre : la mère d'un soldat, qui a

reconnu devant Hersh avoir massacré des civils, lui dit : « J'ai donné [à l'armée] un bon garçon et ils en ont fait un meurtrier. »

Ce thème obsessionnel du bon Américain transformé par cette guerre en massacreur de civils et des valeurs de l'Amérique va devenir le leitmotiv de tous les films emblématiques consacrés par le cinéma à cette guerre, de *Voyage au bout de l'enfer* à *Apocalypse Now* en passant par *Rambo* et *La Ligne rouge*.

Trois films font directement référence à My Lai. *Soldat bleu*, un western de Ralph Nelson de 1970 où une unité de la cavalerie américaine massacre une population cheyenne composée de vieillards, de femmes et d'enfants. La même année, Marcel Ophuls consacre un documentaire sur cet événement sous le titre *La Moisson de My Lai*. En 1986, Oliver Stone réalise *Platoon* et met en scène une tuerie de civils vietnamiens. Oliver Stone a bataillé pendant plusieurs années pour tourner un film sur My Lai, intitulé *Pinkville*, qui était le nom de code de My Lai pour les communications militaires américaines.

L'article de Seymour Hersh sur Abou Ghraib paraît dans une livraison de mai 2004 du *New Yorker*, une semaine après que la CBS eut diffusé les photos d'humiliations de détenus irakiens dans cette prison située à une trentaine de kilomètres de Bagdad. Ces photos seraient au nombre de 2000, et les vidéos seraient plus d'une centaine selon le *Washington Post*, qui a regroupé tous ces documents et les conserve.

Hersh a été informé longtemps auparavant par un haut gradé irakien qu'il a rencontré à Damas et qui lui a révélé le scandale, les courriers des prisonniers qui suppliaient leur famille de les tuer quand ils sortiront de prison, car ils avaient été souillés par leurs tortionnaires.

Le journaliste aura mis cinq mois avant de publier cet article : il lui manquait une preuve, les photos et un document officiel « parce que sans preuve, il n'y a rien, l'histoire ne tient pas », dit-il.

Il ne se passe pas une année dans la carrière de Seymour Hersh sans qu'il publie une enquête sous forme de livre ou d'article dans la presse sur des questions de sécurité ou d'armement, de la tentative de récupération par les services secrets américains d'un sous-marin nucléaire soviétique coulé dans le Pacifique à

l'espionnage de mouvements pacifistes par la CIA, en passant par les nouvelles permissions de tuer délivrées à plusieurs agences fédérales…

Seymour Hersh a, dit-il, « une vision un peu heuristique du journalisme ». « Je pense que nous pouvons être une source d'espoir, parce que le monde est plus que jamais dirigé par des abrutis finis. Non pas que le journalisme soit toujours fantastique, il ne l'est pas, mais au moins nous offrons une porte de sortie, un peu d'intégrité. » J'aime beaucoup cette formule : « un peu d'intégrité ».

Cette ambition modeste et vraie est à bien des égards révolutionnaire : elle consiste à créer des foyers d'intégrité journalistique dans des sociétés totalement converties aux spectacles de la communication.

Hersh, interviewé par *Time Magazine* en janvier 1975 sur sa manière de travailler, avait déclaré : « Je ne fais pas de marchandage, je ne sors pas, je ne bois pas avec les sources, […] je lis, j'écoute, j'amasse des informations. C'est amusant. »

De passage à Londres en 2013, au cours d'une conférence rapportée par *The Guardian*, Hersh dénonce « les mensonges systématiques » de la présidence Obama, tout comme il s'insurge contre le manque d'audace des grandes rédactions à son égard : « Aucun des titans des médias américains, les chaînes de TV comme les journaux, n'osent le défier. »

Ses griefs portent en particulier sur le récit de la mort de Oussama Ben Laden « où, selon lui, il n'y a pas un seul mot de vrai », sur l'utilisation à grande échelle des drones-tueurs et sur le système de surveillance généralisé de la NSA, à peine ébranlée par les révélations d'Edward Snowden.

Seymour Hersh a une solution radicale pour « sauver le journalisme américain » de son « manque d'audace » : « fermer les rédactions des networks télévisuels NBC et ABC et virer 90 % des directeurs de rédaction de la presse écrite ».

En décembre 2013 et en avril 2014, Seymour Hersh publie deux articles dans la *London Review of Books*, attribuant l'attaque chimique du 21 août 2013 dans la banlieue de Damas aux djihadistes d'Al Nosra, soutenus par la Turquie dans le but de provoquer une intervention militaire occidentale en Syrie. Une source anonyme dans le renseignement américain ayant eu accès à des documents classés secret-

défense serait à l'origine de cette enquête qui n'est pas parvenue, faute de preuves, à convaincre. L'enquête de trop ? « Sans preuve, disait-il, à propos d'Abou Ghraib, l'histoire ne tient pas. » Cette fois, il semble avoir passé outre.

Cette histoire, dont on ne connaît pas encore le fin mot, montre l'extrême difficulté de ce métier.

*Voir* : Droniste ; Filmographie ; Herr (Michael) ; *Muckrakers* ; Watergate.

# I

# Immédiateté

## *En continu*

Le 2 juillet 1921, Georges Carpentier est mis K.-O. par Jack Dempsey à Jersey City devant 120 000 spectateurs. L'information arrive en quelques secondes à Paris sur des écrans défilants, installés sur les grands boulevards.

Le 10 mars 1938, les troupes allemandes envahissent l'Autriche : Alex Virot, un journaliste sportif, est au téléphone dans un café viennois, en ligne avec Radio Cité, à quelques mètres des soldats de la Wehrmacht qui claquent le pavé de la capitale autrichienne. Ce que fait le reporter est en principe interdit, mais il ne s'arrête pas de parler au combiné en profitant de la longueur de fil.

Radio Cité et Le Poste parisien seront de nouveau au rendez-vous de l'histoire, le soir de ce 30 septembre 1938 où Édouard Daladier a négocié avec Hitler, Mussolini et Chamberlain les accords de Munich qui signaient l'abandon de la Tchécoslovaquie.

Les Parisiens font un triomphe au président du Conseil français qui aurait confié à Alexis Léger, le secrétaire général du Quai d'Orsay : « Les cons, s'ils savaient ! » Il est dommage qu'il n'ait pas profité du micro pour dire publiquement le fond de sa pensée.

Ces directs bouleversent les médias : la presse écrite vient de perdre le privilège d'être la source exclusive de l'information. La télévision va entamer encore plus

largement cet ex-monopole avant qu'Internet n'en fasse table rase.

On se souvient des directs pratiqués par les journalistes d'Europe 1 et de RTL sur les barricades dans la nuit du 10 au 11 mai 1968, avec Dany Cohn-Bendit et Alain Geismar, les deux porte-parole du mouvement installés dans des voitures émettrices, appelant la population à se joindre aux manifestants, tout en négociant à l'antenne avec les autorités universitaires. Cette utilisation de la radio avait affolé les pouvoirs publics : ils s'étaient empressés d'interdire l'usage du direct pour des événements non sportifs.

Puis le direct fut télévisuel. Lors du renversement du dictateur Ceauşescu par ses opposants, ceux-ci se sont emparés des émetteurs et dirigent les événements en direct des studios. Des télévisions étrangères se branchent et diffusent ce programme fabriqué par les « révolutionnaires » sans la moindre distance.

Avec la révolution digitale, toutes ces précautions sont balayées. L'immédiateté impose sa loi. Immédiat, c'est-à-dire sans intermédiaire, ce qui change tout pour des médias !

Certes à la radio, à la télévision, ce sont des journalistes qui viennent communiquer. Mais le plus souvent, ils ne sont pas les plus qualifiés pour cette information. Et avec les télévisions d'information, en continu, le journaliste s'improvise robinet.

Le direct en matière d'information était au début de la V$^{e}$ République l'exception. Il est devenu la règle. Avec Internet, les téléphones portables, les réseaux sociaux et Twitter dont c'est le principe, c'est l'ensemble du système d'information qui s'est reconstruit sur ce qui était autrefois considéré comme une transgression absolue. Et la presse écrite elle-même avec ses sites d'information en ligne multiplie les alertes. Dès que l'information existe, elle est désormais diffusée sans attendre.

Une nouvelle chronologie de l'information s'est mise en place : les réseaux sociaux, les médias en ligne informent sur ce qui est en train de se passer. La radio, qui avait le monopole de l'alerte, avec ses flashes d'info, l'a en grande partie perdu. Les réseaux seront toujours plus rapides : ils crachent de l'info de manière frénétique en temps réel. La presse écrite est reléguée dans le passé : elle gère ce qui a déjà eu lieu. Elle devrait y trouver de nouvelles raisons d'être.

Le livre et le journal dans une moindre mesure demandaient un temps d'élaboration et de fabrication. En théorie, ce laps de temps était mis à profit, pour refroidir l'information, la croiser, la vérifier, lui faire subir une contre-expertise, l'éclairer et la mettre en forme. La presse écrite était organisée en chaîne de production d'informations.

Aujourd'hui, l'information surgit brute. On ne sait même plus si l'émetteur est journaliste ou non, quelle est la nature de la source. Les robinets sont ouverts et diffusent des torrents qui charrient de la communication, des rumeurs, des faits bruts, des émotions mais aussi, parfois, des informations.

Ce robinet intarissable transporte également des données indispensables pour la mise en perspective d'un événement. La mémoire est devenue, elle aussi, immédiate. La technologie a augmenté la mémoire : au Moyen Âge on apprenait tout par cœur, puis le livre a été inventé, puis les enregistrements, l'informatique permet de tout stocker. Je ne me balade jamais sans mon *cloud* où une partie de ma vie est stockée. Bientôt je disposerai d'une mémoire augmentée greffée dans mon cerveau.

L'information est mélangée, non seulement à la communication institutionnelle, industrielle ou politique, mais aux innombrables flux d'Internet, et en particulier à toutes ces données. Le flux est devenu un océan, au milieu duquel l'information ne ressemble souvent qu'à une coque de noix.

La vertu requise par ce bouleversement, par cette dévaluation de l'information, c'est la vérification : l'un des avenirs du journalisme consiste à se transformer en contrôleur, en *fact-checkers*. Il y a eu un bond en avant à la fin du siècle dernier avec la création des chroniques du type info-intox et assimilées. Il y faudrait des journaux entiers.

À défaut, nous assisterions à ce que Jean Lacouture appelait, en le déplorant, le « pourrissement de l'information ».

*Voir* : 1968 ; Présent ; Timişoara.

# Infiltrés

## *Dans la peau d'un autre*

Dans *Shock Corridor,* un film de Samuel Fuller de 1963, un journaliste se fait interner dans un hôpital psychiatrique pour décrocher un prix Pulitzer : il n'en sortira jamais.

Dans *Profession : reporter*, un film de Michelangelo Antonioni, réalisé en 1975, un grand reporter profite de la crise cardiaque de son voisin de chambre dans un hôtel paumé au fin fond d'un désert africain pour changer d'identité et retrouver une forme de liberté. L'identité qu'il a empruntée est pire qu'une prison : il se retrouve dans la vie sans pitié d'un trafiquant d'armes. Il regrette vite son ancienne identité, mais il est trop tard.

Le changement d'identité a toujours fait rêver le journalisme comme un moyen de pénétrer de l'intérieur un monde inconnu.

Ceux qui pratiquent l'infiltration clandestine d'un milieu sous une fausse identité poussent l'empathie, propre au métier d'informer, jusqu'à entrer dans la peau d'un autre, pour en éprouver la singularité physique, psychologique, sociale et mentale.

*Dans la peau d'un autre* pourrait être le titre qui coiffe tous ces reportages réalisés depuis plus de cent trente ans et qui consistent à faire semblant de ne plus être journaliste, pour faire surgir une vérité qui, sans le sacrifice des reporters, resterait en principe inaccessible.

Il est frappant que le journaliste qui passe pour avoir inauguré le genre en 1887, pour le compte du *New York World*, le journal de Joseph Pulitzer, soit une femme, qui faisait déjà figure d'exception dans des rédactions de l'époque. Nellie Bly a vingt-trois ans lorsqu'elle se fait interner pendant dix jours dans un asile féminin pour malades mentaux de New York. Nourritures avariées, bains glacées, cris, camisoles de force ; la situation est telle qu'elle écrit : « À part la torture, qu'est-ce qui pouvait rendre plus fou que ces mauvais traitements ? »

Son reportage déclenche, comme souvent aux États-Unis, une commission d'enquête sur les conditions de vie dans les asiles, et un important budget est débloqué pour les moderniser. À ce moment-là, il est vraisemblable qu'il n'y avait pas d'autres moyens pour révéler cette réalité.

L'écrivain américain Jack London est embauché par le groupe de Randolph Hearst pour suivre la guerre des Boers en Afrique du Sud. Arrivé à Londres, la guerre est finie, sa mission est annulée. Il propose à son éditeur de vivre quatre-vingt-six jours dans les bas-fonds de l'East End en se faisant passer pour un marin américain échoué comme beaucoup d'autres.

Ce reportage très polémique est publié en 1903 sous le titre *The People of the Abyss*, paru en français sous le titre *Le Peuple de l'abîme*, illustré de photos prises par « le vagabond magnifique » de San Francisco, ou comment des clochards font découvrir Karl Marx à l'écrivain.

*Dans la dèche à Paris et à Londres* est un livre publié en 1933 qui marque la naissance d'un très grand journaliste, George Orwell. La qualité du regard est exceptionnelle, qui ne cesse de problématiser son statut de journaliste. Il constate, à l'inverse de Jack London, qu'il est « impossible de se mettre réellement à la place d'un autre ». Un soir, dans un asile de nuit, on lui demande son métier : épuisé, il répond mécaniquement « journaliste ».

En outre, George Orwell sortait de la police impériale en Birmanie. Engagé volontaire, il avait donné sa démission après plusieurs années de service. Il avait besoin de rompre avec ce passé colonial et de faire une cure de réel. Il souhaitait devenir écrivain, et il était au surplus vraiment dans « la dèche ».

Chaque journaliste qui s'immerge dans un processus d'infiltration engage une dimension personnelle forte, qui ne regarde, finalement, que lui. Il règle un problème ou tente de le régler en s'imposant une discipline toujours très rigoureuse, de nature plus ou moins sacrificielle.

Lorsque Florence Aubenas est embauchée pendant six mois comme femme de ménage à bord des ferries, à Ouistreham, elle sort d'une prise d'otages, où son nom et son image ont été fortement médiatisés. Elle recherche comme Orwell un antidote : *Le Quai de Ouistreham* paraît en 2010 et opère comme un véritable sas permettant son retour au réel. Comme Orwell, elle avait besoin de se débarrasser

de l'otage médiatisée qu'elle fut et de se retrouver. Quasiment personne ne l'a reconnue et n'a fait attention à son nom : elle est passée inaperçue. Cette cure, c'était l'un de ses objectifs. L'autre consistait à atterrir et à être de nouveau en prise avec la société réelle. Elle y réussit pleinement.

George Orwell n'est pas seul à s'immerger dans la misère au cours de la Grande Dépression. Georges Le Fèvre, journaliste français, publie en 1929 *Je suis un gueux à Londres, à Berlin, à Paris*. Pendant plusieurs mois il a accepté tous les petits boulots de quelques heures, quand il en trouvait.

L'autre grande figure américaine de l'infiltration s'appelle John Griffin. Ce journaliste américain subit un traitement pour brunir. Son voyage intitulé *Dans la peau d'un Noir* dans le Sud ségrégationniste dure six semaines en 1959. Son livre paraît en 1961, alors que la bataille pour les droits civiques bat son plein. Le livre sera un best-seller mondial.

En 1945, un autre témoignage avait connu un succès considérable mais pas du tout de la même ampleur : *Black Boy* de l'écrivain noir Richard Wright, qui racontait sa jeunesse dans ce même Sud ségrégationniste. Menacé à la suite de ce livre, il s'était réfugié en France. Il fut néanmoins le premier écrivain noir à entrer dans la liste des best-sellers aux États-Unis.

John Griffin réalise un exploit personnel, en grande partie masochiste, mais c'est Richard Wright qui raconte la vraie vie d'un vrai Noir. Elle est accessible à tout le monde.

L'ambiguïté de l'infiltration journalistique est manifeste dans la démarche de Griffin. Cet homme courageux, qui fut résistant en France sous l'Occupation, engagé volontaire dans le Pacifique après l'entrée en guerre des États-Unis, a cherché à faire œuvre utile. John Griffin souffrait d'un fort sentiment de culpabilité à l'égard de la minorité noire.

En 1992, Hubert Prolongeau, du *Nouvel Observateur,* et par ailleurs auteur de romans policiers, réédite la plongée de Jack London et de George Orwell : il passe quatre mois avec les SDF de Paris et il publie en 1993 : *Sans domicile fixe*.

La grande star américaine de l'infiltration s'appelle Pam Zekman. Cette journaliste vedette de la télévision aura tout infiltré à Chicago, depuis les bagagistes à l'aéroport jusqu'aux maisons de retraite, aux cantines scolaires, etc. Elle a même monté une vraie-fausse taverne : The Mirage Tavern avec des caméras cachées pour piéger les représentants corrompus de l'administration locale. Ce qu'elle n'a pas manqué de faire. L'émission sur la « Tavern » a été diffusée en vingt-cinq épisodes.

Cette journaliste a reçu de nombreuses récompenses, deux prix Pulitzer en presse écrite mais le jury du prix Pulitzer a refusé de récompenser ses impostures en caméras cachées, pour des questions de déontologie. Avec Pam Zekman, on touche au cœur de l'infiltration journalistique, à savoir le spectacle de l'info avec le journaliste dans le rôle vedette.

Sans compter les techniques utilisées qui sont plus proches de celles du FBI que de la Columbia University of Journalism.

L'autre figure emblématique de l'infiltration s'appelle Günter Wallraff.

Ce journaliste allemand aura passé une partie de sa vie d'adulte sous une multitude d'identités. Une partie d'entre elles étaient accessibles par les moyens journalistiques classiques, d'autres étaient impraticables autrement que masqué : c'était le cas de son séjour comme rédacteur à la *Bild Zeitung* en 1977. Il écrit *Tête de Turc* en 1986, à une époque où les immigrés turcs n'avaient aucun représentant municipal, aucun élu au Bundestag en Allemagne, ce qui n'est plus le cas.

Il aura été trafiquant d'armes, employé dans un *call center*, chef d'entreprise en chaise roulante, travailleur iranien au Japon, SDF l'hiver dans les grandes villes allemandes. Récemment, il est devenu un Somalien sans papier pour la télévision…

Son théorème : « On doit se déguiser pour démasquer la société, on doit tromper et simuler pour trouver la vérité. » Orson Welles parlant de ses films, du cinéma et de l'œuvre d'art en général ne disait pas autre chose : le faux permet de découvrir le vrai. À cet égard Günter Wallraff n'est jamais que le grand frère de Michael Moore.

Fabrizio Gatti pratique lui aussi l'infiltration. Les cibles de ce grand reporter du magazine *L'Espresso* sont effectivement inaccessibles par des moyens classiques. Il a infiltré la Mafia et, depuis des années, il espionne les filières par où transitent les immigrés. Il a non seulement fait le voyage du Niger jusqu'en l'Italie par tous les moyens de transport, y compris ces bateaux hors d'âge dont certains n'atteignent jamais les rivages européens. Il a séjourné dans le centre de rétention de Lampedusa sous l'identité et l'apparence d'un réfugié kurde.

Il ne sera jamais possible pour un journaliste d'abolir la différence entre lui et un damné de la terre somalien qui cherche à entrer à Europe pour simplement survivre et envoyer trois sous pour sauver sa famille de la famine, et qui en est à sa troisième tentative.

Carlo Puca qui travaille à *Panaroma*, un autre magazine italien, a infiltré la Camorra à Naples.

Les caméras cachées se déchaînent partout dans le monde. C'est la technologie indispensable pour faire de la télé-réalité journalistique, c'est-à-dire un spectacle.

La duchesse de Windsor, se faisant acheter 500 000 livres son carnet d'adresses par un journaliste du tabloïd *News of the World*, a été piégée par Mazher Mahmood, ce Rouletabille anglais, né de parents pakistanais qui prétend avoir fait arrêter 232 criminels. Avec lui la confusion entre le métier de journaliste et celui policier est totale.

Les producteurs et les rédacteurs en chef de l'émission de France 2 « Les infiltrés » ne font pas autre chose, en pratiquant un journalisme qui rivalise *de facto* avec les services de police, qui ruine au passage tout combat sur la protection des sources. Les producteurs savent dès le départ qu'ils auront à dénoncer ceux qu'ils ont filmés en situation délictueuse.

On ne compte plus les manifestations du journalisme masqué. D'autant que les maisons d'édition et les émissions d'investigation à la télévision sont demandeuses. De jeunes journalistes ont trouvé le créneau pour faire leur nid dans la profession.

Un journaliste stagiaire à *Ouest-France* décide de devenir maton pour infiltrer le milieu carcéral. Il s'appelle Arthur Frayer et y aura consacré huit mois de sa vie,

un livre à la sortie, *Dans la peau d'un maton*, et la preuve d'un caractère entreprenant.

Le Front national a été infiltré plusieurs fois, un centre logistique d'Amazon, l'usine chinoise de Foxconn, qui fabrique les smartphones d'Apple vient de l'être par un journal chinois, un journaliste aurait infiltré un réseau terroriste islamiste, même les FEMEN n'y ont pas échappé : elles ont été infiltrées par une journaliste ukrainienne.

L'essayiste Marcela Iacub a raconté dans son livre *Belle et Bête*, paru en 2013, sa liaison avec Dominique Strauss-Kahn après son passage au Sofitel de New York. On ne sait pas s'il faut compter l'essayiste et journaliste au nombre des journalistes infiltrées…

Tous ces reportages se composent chaque fois d'un tour de force narcissique, d'une révélation et d'un livre. Au bilan ils sont en général décevants sur le plan de l'information pure.

Cet emballement pour la clandestinité campe sur les frustrations engendrées par un journalisme en pleine crise existentielle, pris dans une fuite en avant de beaucoup de professionnels prêts à faire n'importe quoi, et l'acceptation d'un mélange des genres propre à toutes les grandes mutations.

Pour mémoire, la charte des devoirs du journaliste français qui date de 1918, révisée en 1938, et qui constitue la base du texte adopté depuis à l'échelle européenne, stipule : « Le journaliste s'interdit d'invoquer un titre ou une qualité imaginaire, d'user de moyens déloyaux pour obtenir une information ou surprendre la bonne foi de quiconque. »

*Voir* : Filmographie ; *Kane (Citizen)* ; Orwell (George) ; Pulitzer (Joseph).

## Ironie

### *Distanciation*

> « On peut poser en principe qu'un esprit qui a le goût et les moyens d'imposer la contrainte est imperméable à l'ironie. On ne voit pas Hitler, pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, utiliser l'ironie socratique. Il reste donc que l'ironie demeure une arme sans précédent contre les trop puissants. Elle complète le refus en ce sens qu'elle permet, non plus de rejeter ce qui est faux, mais de dire souvent ce qui est vrai. Un journaliste libre en 1939 ne se fait pas trop d'illusions sur l'intelligence de ceux qui l'oppriment. Il est pessimiste en ce qui regarde l'homme. Une vérité énoncée sur un mode dogmatique est censurée neuf fois sur dix. La même vérité dite plaisamment ne l'est que cinq fois sur dix. Cette disposition figure assez exactement les possibilités de l'intelligence humaine. Elle explique également que les journaux français comme *Le Merle* et *Le Canard enchaîné* puissent publier régulièrement les courageux articles que l'on sait. Un journaliste libre en 1939 est donc nécessairement ironique, encore que ce soit souvent à son corps défendant. Mais la vérité et la liberté sont des maîtresses exigeantes puisqu'elles ont peu d'amants. »



Extrait d'un article écrit et censuré d'Albert Camus à la fin 1939 pour *Le Soir républicain*, journal éphémère dont il fut le rédacteur en chef. Ce document a été retrouvé par une journaliste du *Monde* en 2012.

L'ironie permet au journaliste de se distancier du sujet sur lequel il écrit. La distance est au cœur du journalisme, qui pose sur les hommes, les sociétés et les événements un regard à la fois extérieur et subjectif.

Tout ce qui permet de signifier cette distance pour le lecteur est de nature prophylactique. Le pire dans un article, c'est le journaliste qui, outrepassant l'empathie, se prend pour ce qu'il n'est pas. C'est vrai de tous les sujets.

L'ironie telle que la décrit Albert Camus sert à ruser avec la censure militaire, la guerre est déclarée depuis le 3 septembre 1939.

Mais cette ironie vaut pour tous les temps, non seulement pour « la drôle de guerre » – expression déjà très ironique –, mais pour l'actualité courante, *a fortiori* politique, qui ressemble souvent à de drôles de paix.

Les journalistes ne sont ni des gouvernants ni des leaders politiques. Il n'y a que les journalistes encartés, dirigeant un organe de parti, qui puissent se donner l'illusion d'être au sens strict « partie prenante ».

L'ironie, c'est le principe de précaution appliqué à l'actualité et notamment à la politique. Sans lui, toute la presse serait dédiée à Oui-Oui, le célèbre pantin de bois.

Il faut traiter l'actualité avec les pincettes de l'ironie, pour éviter d'être contaminé par les fabricants de plan « com ».

Je comprends l'irritation des présidents, des Premiers ministres et des ministres face à l'ironie journalistique : on ne les croit pas spontanément, on ne les prend pas tout à fait au sérieux, ce qu'ils supportent très mal, à plus forte raison quand ils s'imaginent être d'une sincérité confondante, ou qu'ils font semblant.

Ce positionnement ironique fut celui de *Libération,* au meilleur de sa forme, dans sa manière de regarder, de réagir et donc de titrer.

Jamais de premier degré : personne ne prête le moindre crédit au premier degré. Il est fatal à la lecture, car il empêche tout lecteur normalement constitué de lire.

Ce décalage entre ce qui est dit et ce qui est signifié sied au journalisme. Il peut prendre une multitude de formes : la langue française est très bien disposée à l'égard de tous les genres d'acrobaties.

Il s'est tenu en 2007, à Aix-en-Provence, un colloque sur l'ironie entre 1980 et 2007 avec cette question : « Hégémonie de l'ironie ? »

> « On peut se demander pourtant si ce triomphe – dans la critique comme apparemment dans les œuvres – n'est pas ce qui peut la rendre aujourd'hui suspecte ; s'il ne laisse pas apparaître le risque d'un "conformisme ironique" » (Jankélévitch).

Il suffit de regarder la presse quotidienne et magazine depuis plus de trente ans : la titraille de la presse française trahit ce qui ressemble de plus en plus à « un conformisme ironique ». Dans la presse quotidienne, *Libération* a commencé, et il n'est pas prétentieux de dire que tous les journaux ont suivi. Souvent les revues de presse à la radio se limitent aux recensements des meilleurs titres : ce sont toujours des jeux de mots.

Mais comme le disait déjà Flaubert : « La naïveté à notre époque est une chimère. »

De toute évidence le recours à l'ironie accompagne l'insincérité ambiante, où toute vérité est souvent, sinon toujours à double fond, où le vrai est faux et le faux parfois vrai, où l'apparence des choses et leur perception au premier degré sont trompeuses.

Depuis l'aube du journalisme professionnel, la presse lutte pour se distinguer de la communication. Au moment où celle-ci se généralise et cherche à étouffer littéralement l'information, l'ironie est un cri. Camus rusait avec la censure, depuis des décennies nous rusons avec la communication.

Au milieu du XIXe siècle Marcellin Jobard, dans un journal belge, utilise des signes typographiques de son invention, qu'il appelle des « signes émotionnels » : parmi eux, le point d'ironie, une sorte de point d'interrogation inversé, ouvert du côté droit, qui en réalité est le point d'interrogation en langue arabe. Il n'y a guère que *Le Canard enchaîné* qui, à de très rares occasions, ait fait usage de ce signe typographique.

La styliste Agnès b. a créé, en 1997, un périodique consacré à l'art qu'elle a appelé *Le Point d'ironie* en essayant de le relancer.

Les émoticônes et les smiley qui ont la même fonction, avec un registre nettement plus étendu, et une capacité à signifier une plus grande variété de sentiments sont disponibles sur tous les portables : ne cherchez plus le point d'ironie, il a disparu au milieu d'une bande de ☺.

# J

# Jaurès (Jean)

## *L'athlète du verbe*

Jaurès est un cas unique.

Il n'a jamais gouverné, aucun des grands textes fondateurs français de cette époque ne porte sa marque, même s'il en a soutenu certains de manière très active.

Il n'a jamais cumulé : maire adjoint de Toulouse, il démissionne lorsque les mineurs de Carmaux l'envoient à l'Assemblée, tant il accordait d'importance à la fonction de député, le Parlement étant pour lui le seul représentant de la volonté de tous.

Battu à la députation, il a refusé de se faire parachuter ailleurs comme ses amis l'y encourageaient. Il a préféré attendre d'être réélu par ses électeurs de Carmaux.

Ce normalien n'a jamais dirigé une organisation. Concepteur du rassemblement des familles socialistes, il en fut l'âme, pas le dirigeant : il ne siégeait même pas à la commission administrative permanente qui dirigeait la SFIO, à la différence de son rival Jules Guesde qui y déployait son influence.

Son socialisme s'est toujours inscrit dans le cadre de la démocratie parlementaire. Lorsqu'il fut battu, il fut contraint de s'éloigner du Parlement. Il s'est consacré au journalisme, la seule activité qu'il aura pratiquée de manière permanente de 1880, date de son premier article, jusqu'à sa mort en 1914.

Socialiste, dreyfusard, laïque, européen, Jaurès a un beau palmarès partisan. Seule ombre au tableau, la question coloniale : il considérait que la principale faute de Clemenceau avait été son anticolonialisme. Au fil des années, il révisa ses positions dans un sens de plus en plus critique.

Il a d'abord cru à la culpabilité de Dreyfus. Battu aux législatives en 1898, il se consacre entièrement à l'affaire. Il vient de loin, lui qui avait dit que, si Dreyfus n'avait pas été condamné à mort, c'était « grâce à l'immense effort juif ». Il bascule au cours de l'été, avec la révélation du faux fabriqué par le colonel Henry, son suicide et les aveux d'Esterhazy.

Dès lors, Jaurès s'implique totalement, écrit *Les Preuves*, multiplie les éditoriaux, devient un dreyfusard suractif. « Le courage écrit-il, c'est de chercher la vérité et de la dire, c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe. »

En 1903, il quitte le quotidien *La Petite République*, un journal dont il fut le directeur politique : le propriétaire du journal vendait dans les locaux des vêtements fabriqués par les détenus dans les prisons et par des bonnes sœurs dans des couvents.

Madeleine Rebérioux, historienne de la III^e^ République, résume ce destin paradoxal en disant : « C'est un homme seul que des millions d'êtres humains aimaient. »

Jaurès était non seulement un journaliste métaphysicien, un roi du verbe, mais un groupe de communication à lui seul, utilisant l'oralité des réunions publiques, des meetings comme des banquets et plusieurs titres de la presse auxquels il collaborait de manière régulière.

Il n'existe aucun enregistrement de sa voix. Tous les témoins attestent qu'écouter cet homme était une expérience exceptionnelle. Avec une gestuelle qui faisait dire à Léon Trotski : « C'est un athlète de l'idée. » Il le jugeait comme « l'orateur le plus puissant de son temps et peut-être de tous les temps ». Jules Renard fait une observation voisine : « Il avait les poings pleins d'idées. » Maurice Barrès le combat, mais évoque « une locomotive puissante qui passe ».

Il s'adressait parfois, sans micro, à plus de 100 000 personnes, improvisait pendant des heures, ne répétait jamais le même discours. Dans l'enceinte du

Parlement, il subjuguait ses adversaires qui l'écoutaient pendant des heures, parfois pendant des jours.

Roger Martin du Gard s'interroge dans *Les Thibault* : « D'où venait la vertu ensorcelante de Jaurès ? De cette voix tenace, qui s'enflait et ondulait en larges volutes sur ces milliers de visages tendus ? De son amour si évident des hommes ? De sa foi ? De son lyrisme intérieur ? De son âme symbolique, où tout s'harmonisait par miracle, le pendant à la spéculation verbeuse et le sens précis de l'action, la lucidité de l'historien et la rêverie du poète, le goût de l'ordre et la volonté révolutionnaire ? »

L'article quotidien de dix feuillets était fréquent sous sa plume. Il avait beaucoup de mal à faire plus court.

Romain Rolland parle d'un « modèle presque unique dans les temps modernes, d'un grand orateur politique, qui est en même temps un grand penseur, joignant une vaste culture à une observation pénétrante et la hauteur morale à l'énergie de l'action. Il faut remonter jusqu'à l'Antiquité pour trouver un pareil type humain. À la fois soulevant les foules et enchantant l'élite ». Le rêve de tout éditorialiste : parler à tous.

Éditée, l'œuvre parlée et écrite comprendrait quatre-vingt-dix volumes de quatre cents pages chacun alors qu'il est mort jeune, à cinquante-cinq ans.

Chacun de ses discours s'écoutait et se lisait à voix basse comme une sorte de commentaire politique quotidien de l'actualité, mettant des mots sur des choses, et ces mots volaient de leurs propres ailes après avoir été lancés par lui, menant des batailles d'idées de manière inlassable, inventant jour après jour un socialisme de la liberté, et exerçant ce qu'il appelait un « réalisme visionnaire ».

Le 18 avril 1904, le premier numéro de *L'Humanité* paraît.

Jaurès avait hésité sur le titre entre *Lumières* et *XX^e^ siècle*, Lucien Herr, bibliothécaire de l'École normale supérieure de Paris et son ami, propose *L'Humanité*. Ce titre, selon Jaurès, c'était la définition du programme socialiste.

Le dreyfusard de 1898 a coagulé autour de lui les intellectuels qui s'étaient engagés pour le capitaine. Ils sont presque tous là : Jules Renard, Tristan Bernard, Daniel Halévy, Gustave Geffroy, Anatole France, Octave Mirbeau, Marcel Mauss, Léon Blum…

Tous sauf Péguy, qui a fait son *outing* nationaliste, et Clemenceau, qui ne fut jamais un fan du député de Carmaux pour lequel il avait eu ce mot terrible : « On reconnaît un discours de monsieur Jaurès à ce que tous les verbes sont au futur. »

Le journal a vendu 138 000 exemplaires le premier jour, mais sa moyenne en 1905 est tombée à 15 000 exemplaires. Aristide Briand, un socialiste indépendant, disait pour se moquer des dix-sept agrégés qui collaboraient au journal : « Ce n'est pas l'Humanité, ce sont les Humanités. »

Il est devenu à cette époque le journal de l'intelligentsia de gauche, ouvert à tous les courants du socialisme et du syndicalisme. Une souscription est lancée en 1907, une société par actions est créée, une nouvelle maquette avec des photographies est mise en place. Le journal voit ses ventes remonter. Il faudra attendre 1911 pour que le journal de Jaurès devienne l'organe officiel de la SFIO.

Le 9 novembre 1917, *L'Humanité* titre sans illusion : « Coup d'État en Russie : les maximalistes maîtres à Petrograd ». En 1920, la majorité de la SFIO opte pour le bolchevisme et devient l'organe officiel du Parti communiste français : *L'Humanité* change d'Internationale.

Ce n'est pas l'éditorialiste libre-penseur d'un socialisme tolérant et défenseur de la justice sociale qui est abattu dans le restaurant de la rue du Croissant le 31 juillet 1914, c'est le puissant adversaire de la guerre. Et les partisans de la revanche sur l'Allemagne s'acharnent.

Charles Péguy fut longtemps un partisan anticlérical de Jean Jaurès. Dès lors qu'il a retrouvé la foi, son patriotisme, bénit par Dieu, le conduit au nationalisme le plus extrême : en 1913, il dénonce le leader socialiste dans *Le Petit Journal,* rivalisant avec les grands imprécateurs revanchards : « Dès la déclaration de guerre, la première chose que nous ferons sera de fusiller Jaurès. Nous ne laisserons pas derrière nous ces traîtres nous poignarder dans le dos. » Léon Bloy surenchérit dans *L'Action française*, le 23 juillet 1914, il écrit : « Nous ne voudrions déterminer personne à l'assassinat politique, mais que Jean Jaurès soit pris de tremblements. »

Au début de l'année 1914, Joseph Caillaux, le leader radical, celui qui a évité une première fois la guerre avec l'Allemagne lors de l'incident d'Agadir, est le favori des élections législatives. Il était promis à devenir président du Conseil au printemps, et envisageait sérieusement de s'allier avec Jaurès, l'autre grand

opposant à la guerre. Il le voyait en ministre des Affaires étrangères. Tous deux incarnent alors le parti de la paix, qui s'oppose au parti de la guerre dont Raymond Poincaré est la figure de proue. Henriette Caillaux, la femme du radical, va ruiner cette potentielle tentative en allant assassiner le directeur du *Figaro*.

Jaurès se définissait comme un « paysan cultivé », il utilisait cette formule pour se démarquer des rêveurs. En 1905, lorsque Guillaume II débarque à Tanger et entend « défendre les intérêts de l'Allemagne au Maroc », Jaurès imagine un geste spectaculaire préfigurant « un prolétariat universel » : il organise une rencontre à Berlin avec les socialistes allemands. Les autorités impériales interdisent toute manifestation de ce type.

*L'Humanité* publie le discours qu'il avait prévu à cet effet. Il écrivait notamment : « D'une guerre européenne peut jaillir la révolution… des crises de contre-révolution, de réaction furieuse, de nationalisme exaspéré, de dictature étouffante, de militarisme monstrueux, une longue chaîne de violences rétrogrades et de haines basses, de représailles et de servitudes. […] Et nous, parce que nous savons cela, nous ne voulons pas jouer ce jeu de hasard barbare, nous ne voulons pas exposer sur ce coup de dés sanglant la certitude d'émancipation progressive des prolétaires, la certitude d'une juste autonomie que réserve à tous les peuples, à tous les fragments de peuple, au-dessus des partages et des démembrements, la pleine victoire de la démocratie européenne. » Ce sont des arguments qu'il développera sans cesse jusqu'à son assassinat.

Ce discours a parfaitement anticipé l'histoire du siècle. Cet européen oppose le pacifisme à la guerre et cherche à organiser une grève générale continentale contre la mobilisation générale, en France, en Allemagne, en Russie et en Italie.



Il est révolvérisé le 31 juillet 1914. Le 1er août, c'est la mobilisation générale. Le 4, 300 000 personnes assistent à ses obsèques : l'Allemagne a déjà envahi la Belgique et le Luxembourg.

Dès le lendemain, *L'Humanité*, où Pierre Renaudel, son principal collaborateur, lui a succédé comme directeur politique, adopte une ligne plus favorable à la guerre, conforme à la volonté de Jaurès lui-même, qui se préparait à rallier le consensus sur la défense nationale. Après ses obsèques, les socialistes adhèrent à l'Union sacrée.

En dix ans, depuis sa création, *L'Humanité* aura publié 2 640 articles de Jean Jaurès, « près d'un par jour », selon Patrick Eveno, historien de la presse à qui j'emprunte ce chiffre.

Jaurès entre au Panthéon en 1924 après la victoire du Cartel des gauches. Dans *L'Humanité*, son ex-journal devenu l'organe du parti communiste, Paul Vaillant-Couturier dénonce « le deuxième assassinat de Jaurès ».

Son assassin est jugé en 1919, après la guerre. Après cinq années de détention provisoire durant tout le conflit, il est acquitté dans un contexte nationaliste. La veuve de Jean Jaurès est condamnée aux dépens. Raoul Villain, son meurtrier, réfugié en Espagne à Ibiza est abattu par des miliciens républicains le 15 septembre 1936.

*Voir* : Bourrage de crâne ; Caillaux (Henriette) ; Clemenceau (Georges) ; Dreyfus (L'affaire) – 1 et 2.

# July (Serge)

## *Itinéraire d'un enfant gâté*

Je suis né en 1942, en pleine nuit à Paris sous couvre-feu, au milieu des patrouilles allemandes.

Ma mère s'appelait Louise. C'était une jeune paysanne bretonne dont la vie avait sans doute basculé un soir de bal à Saint-Malo, autour d'un kiosque à musique. Elle était tombée dans les bras de Fortuné, un Parisien auréolé de diplômes, dont le père en garnison dirigeait l'orchestre militaire qui les avait sans doute fait danser. Mais peut-être s'étaient-ils connus auparavant. Je l'ignore.

En 1924, un garçon était né, il s'appelait Guy Loeillet, du nom de ma mère. Elle avait vingt-cinq ans. À la naissance de Guy, Louise est venue vivre dans la banlieue parisienne, elle travaillait pour des maisons de couture jusque tard la nuit pour élever son fils. Guy est mon frère. Même mère, même père.

Fortuné avait fait les deux guerres comme officier. Prisonnier, il avait été libéré en 1942 et, au retour, il avait fait un deuxième enfant à Louise. Avec mon frère, nous avions dix-huit ans d'écart. Pour une raison que j'ignore, j'ai été reconnu tout de suite. Mais pendant plusieurs années nous n'avons pas porté le même nom.

Ma mère travaillait sans arrêt, mon père était polytechnicien et vivait ailleurs : j'ai appris mes premiers rudiments sur la lutte des classes à domicile.

Mon frère a été reconnu vingt-cinq ans après sa naissance. Il s'est appelé July lorsque nos parents se sont mariés au début des années 1950. La raison invoquée : permettre à mon frère d'épouser la jeune femme qu'il aimait et qui rêvait d'un mariage en grande pompe. Mais il y avait sans doute d'autres raisons, que nous ne connaissons pas. En tous les cas, mes parents, à partir de ce moment-là, ont vécu ensemble. Et moi avec eux.

Notre père avait eu une autre vie, dont aujourd'hui encore je ne sais à peu près rien, sinon qu'il fréquentait le jeu et la politique radicale-socialiste. Il voyageait beaucoup : c'était la raison officielle de ses longues absences. Ce ne fut jamais un sujet de discussion. Nous étions accoutumés à vivre à l'écart sans témoins.

L'été, j'allais en vacances chez le seul ami connu de mon père, qui vivait, retranché avec sa femme, dans un village agricole des Vosges. D'un été sur l'autre, je m'étais fait quelques copains. J'étais étranger à toute religion. Le curé du village m'avait cependant accepté comme enfant de chœur, histoire de ne pas séparer notre petite bande. Cette activité, entre les morts, les naissances et quelques messes, nous permettait de gagner de quoi participer aux attractions foraines estivales.

Dans ma prime jeunesse, tout était faux : on ne m'appelait pas Serge mais Patrick, mes parents n'étaient pas mariés, mon frère ne portait pas le même nom que moi, je jouais les enfants de chœur alors que je n'avais ni la foi ni la culture religieuse. Mais à l'époque, le café n'était pas vraiment du café, le sucre non plus, et beaucoup de gens avaient changé de nom.

J'ai mis du temps à comprendre et à travailler à devenir moi-même.

Mes parents ne se livraient jamais. Ils ne laissaient jamais rien échapper. Je n'ai pas le souvenir d'une seule occasion où ils auraient égrené des souvenirs personnels devant moi. Deux exceptions : mon père parlait volontiers de sa mobilisation en 1917, comme artilleur polytechnicien, et surtout – il était sur ce sujet intarissable – de sa détention dans un stalag allemand, où il avait forgé ce qui allait devenir au fil des années l'un des plus beaux souvenirs de sa vie.

Nous vivions dans l'atmosphère spongieuse des non-dits. Je croyais que ce climat délétère était la conséquence d'une trop grande différence d'âge, tant avec mon frère qu'avec mes parents. La vie quotidienne était sans aspérité apparente, étouffante de manière insidieuse.

J'avais eu mon overdose de faux. J'ai appris à ne jamais me fier aux apparences. Tous ces chemins ont dû me conduire au journalisme. De cette enfance, il me reste une passion pour le présent, qui a trouvé dans la direction d'un quotidien généraliste l'occasion inespérée de s'épanouir.

J'ai recherché sans doute d'autres familles dans des engagements politiques précoces. Je n'avais pas loin de quatorze ans lors du soulèvement hongrois, seize ans lors du retour du général de Gaulle en 1958 surfant sur un coup d'État militaire : à partir de cette date et jusqu'en 1968, je serai de toutes les manifestations parisiennes. Je me souviens du métro Charonne lorsque les CRS

chargeaient en scandant « Al-gérie fran-çaise ». De Gaulle gouvernait sévèrement, mais la guerre d'Algérie se poursuivait, et la lutte antifasciste nous mobilisait contre l'OAS.

Cette guerre finie, j'ai échoué au concours d'entrée à HEC et, à partir de ce moment-là, j'ai fait ce dont j'avais envie : des études d'histoire à la Sorbonne, j'ai pris le large et j'ai adhéré à l'UEC, l'Union des étudiants communistes, une union rebelle à la direction du PCF.

C'est au magazine *Clarté* que j'ai fait mes premiers pas dans le journalisme. Le journal de cette organisation menait chaque mois la charge contre la bureaucratie stalinienne. J'étais rangé avec Michel-Antoine Burnier et Bernard Kouchner dans un sous-groupe qu'on appelait « les Italiens », parce que nous étions favorables à une évolution du PCF « à l'italienne ». Ça n'a pas duré très longtemps : Italiens, trotskistes ou marxistes-léninistes, nous avons tous été purgés c'est-à-dire exclus par Roland Leroy. Le PCF, en se débarrassant de ses opposants, a donné naissance à plusieurs organisations qui allaient devenir les fers de lance du gauchisme.

Le congrès de l'UNEF – le syndicat étudiant – à Bordeaux, au milieu des années 1960, m'avait envoyé au bureau national pour prendre en charge la presse, la communication et les journaux. Cela devenait une habitude. J'étais absent à ce congrès : j'avais attrapé une hépatite virale.

Un jour, on m'avait demandé quel était mon positionnement : j'avais répondu que j'appartenais à la Nouvelle Vague. La formule de Françoise Giroud dépassait de très loin le jeune cinéma français et désignait un désir collectif de changement. De jeunes réalisateurs l'incarnaient, et des poètes électriques l'avaient mis en musique : Godard, Coltrane, Dylan, Lennon étaient alors nos maîtres en révolte. J'adhérais plus facilement à *Pierrot le fou*, ou à *Blowin' in the Wind* qu'à une quelconque organisation.

En dehors des manifestations et des bagarres avec l'extrême droite au Quartier latin, du soutien aux Vietnamiens et aux révolutionnaires latino-américains, qui m'occupaient déjà beaucoup, je vivais dans les salles de cinéma et les salles de théâtre, et j'enseignais à Paris au collège Sainte-Barbe en classes préparatoires.

Pour une génération qui cherchait à tout prix à changer le monde et dont chacun prétendait être l'auteur de sa propre vie, Mai 68 a été une magnifique

surprise qui surpassait tous les rêves. L'événement était à lui seul une sorte de mégacentrale électrique, produisant une énergie sociale considérable, qui a propulsé des générations. J'ai traversé le printemps avec le mouvement du 22-Mars dans le sillage des apostrophes insolentes de Cohn-Bendit. Et l'hiver venu, j'ai participé à la création d'une organisation gauchiste.

Durant l'été 1968, avec Alain Geismar et des amis, nous avions en effet écrit un livre de révolte, qui annonçait comme inéluctables de nouveaux conflits et de nouveaux affrontements sociaux. Son titre : *Vers la guerre civile*. C'était un brûlot, mais sur le mode assez banal : « Ce n'est qu'un début, le combat continue… » Ce n'était pas vraiment un ouvrage visionnaire.

Ce livre a contribué à la création, à la fin de 1968, d'une organisation très radicale, la Gauche prolétarienne, un groupe qui voulait agiter la société française de manière frénétique, dans un genre très particulier, l'anarcho-maoïsme. Cet oxymore du genre l'eau de feu, le ciel de la terre, le jour de la nuit, a engendré une organisation assez surréaliste, qui ne pouvait pas durer : elle a fini par s'autodissoudre, au profit de ce qu'il y avait de plus libertaire en elle.

Nous combinions des actions dites symboliques, pimentées d'une dose d'illégalité, et des manifestations surprises qui frappaient les esprits. À la manière d'un théâtre d'agitation politique lié à l'actualité, chacune de nos actions était au mieux une sorte de pamphlet vivant.

Au pire, c'était un happening où la police poursuivait au milieu de la foule une bande de jeunes adultes qui appelaient la population à se révolter en vendant le journal d'une organisation dissoute sur décision gouvernementale : ça finissait en échauffourées plus ou moins rudes. J'ai ainsi visité quelques commissariats et même une maison d'arrêt.

J'ai même eu le bonheur de faire une intervention dans un concert des Rolling Stones à Paris en 1970 – après un entretien au Crillon avec Keith Richards le matin même – en faveur du statut politique de la centaine de militants alors emprisonnés en France.

Avec une durée de vie finalement très courte pour une organisation prétendue « révolutionnaire » – de 1968 à 1973 : en cinq années seulement, ce groupe aura créé trois journaux et une agence de presse dans des conditions très précaires. J'y ai

rencontré Blandine Jeanson, journaliste à *J'accuse* et à *La Cause du peuple*, qui devait participer à l'aventure de *Libération*, et nous avons eu un fils, en 1976. La productrice Marie Genin m'a donné la chance d'être également le père de deux filles au début des années 2000. Mes trois enfants sont nés pendant mes années *Libération*.

*La Cause du peuple*, dont le beau titre romantique avait été emprunté au journal créé par George Sand pendant la révolution de 1848, était devenu celui de la GP, la Gauche prolétarienne. Benny Lévy était à la fois le principal dirigeant de cette organisation et le rédacteur en chef du journal. Une petite équipe rédactionnelle y cultivait un style radical, alternant le brut haineux et la colère boursouflée.

Sa diffusion fut rapidement interdite, au motif que c'était le journal d'une organisation dissoute par décision gouvernementale. Des philosophes, des écrivains, des cinéastes, des hommes de théâtre, des actrices et des acteurs, des journalistes se sont mobilisés contre la censure : ils protégeaient la distribution de chaque numéro, ce qui faisait une publicité exceptionnelle pour un journal qui sinon serait sans doute passé plus inaperçu.

*J'accuse* était devenu le journal de tous ceux qui, sans être des « maos », se mobilisaient pour la liberté d'expression. Ce journal avait le plus beau comité de rédaction de France avec Michel Foucault, Gilles Deleuze, Jean-Luc Godard, Jacques Rancière, Christian Jambet, Jean-Claude Milner, Robert Linhart, André Glucksmann, les peintres Gérard Fromanger, Merri Jolivet et des journalistes venus de ce que l'on appelait alors la grande presse. *J'accuse* a disparu au bout de quelques numéros, la GP n'ayant pas les moyens de faire paraître plusieurs journaux.

La création de l'agence de presse Libération, dirigée par Maurice Clavel, fut un succès. Jean-Claude Vernier en était l'inventeur et l'animateur. Ingénieur de formation, c'est lui qui aura conçu le projet de quotidien, sur le plan technique comme dans sa dimension financière.

Nous avions lancé en 1970 un mouvement contre la répression gouvernementale : le Secours Rouge, à l'appel d'un grand nombre de personnalités dont Jean-Paul Sartre et Charles Tillon, l'ancien dirigeant des FTP (les Francs-tireurs et partisans) pendant l'occupation allemande. La cristallisation avait été

immédiate. Au début de 1971, ce mouvement comptait plus de 400 comités et rassemblait des intellectuels issus de trois générations, celle de la Résistance, des luttes anticoloniales et de Mai 68. Ce mouvement a essaimé dans une multitude de domaines, on en trouve encore des traces.

De tous les dirigeants de la GP, j'étais, *de facto*, le plus investi dans la communication. Benny Lévy avait amorcé la pompe sur *Libération* avec Jean-Paul Sartre. Il fut l'auteur du manifeste du journal. Et j'ai été chargé du lancement. Quand on a demandé en 1979 à Benny Lévy pourquoi ce choix, il avait répondu que j'avais « une très grande capacité d'ouverture au social et un style très plaisant avec les gens, ce qui n'était pas le cas de tout le monde. Enfin parce que [j'aimais] les questions de presse ». Ma mission consistait à marier autour de l'écrivain philosophe des journalistes issus de *La Cause du peuple*, des collaborateurs de *J'accuse*, des gauchistes désirants, des féministes, des homosexuels militants, des marginaux, des grands provocateurs, des icônes intellectuelles et artistiques et des journalistes professionnels, toutes ces catégories utilisant des substances très diverses. Et naturellement le journal devait être en prise avec l'ensemble du peuple gauchiste, tout en étant en syntonie avec la GP. C'était un défi à peu près équivalent à un triple saut périlleux arrière sur un fil au-dessus du vide.



J'ai débarqué formellement dans le projet de quotidien le jour de mes trente ans, en décembre 1972. Je l'ai quitté en juillet 2006. Entre ces deux dates, les trente-trois premières années de *Libération* et une passion collective que j'ai eu le bonheur

– parfois très contrasté – d'orchestrer. Nous avons accouché, trois ans après l'explosion antiautoritaire de 1968, d'un quotidien qui dans la société française a incarné une vision libertaire, en rupture avec la culture hiérarchique, normative et centralisatrice française.

J'ai fait, avec ce journal, le plus beau métier du monde.

*Voir* : Guignols de l'info ; Libéral-libertaire ; *Libération* ; 1968 ; 1973 ; Populismes – 1 et 2 ; Sartre (Jean-Paul).

# K

# *Kane (Citizen)*

## *Hearst, Welles et Rosebud*

Orson Welles a, selon le mot de Serge Daney, « chaviré le cinéma » à vingt-cinq ans en réalisant *Citizen Kane* : ce film passe, depuis plus de soixante-dix ans, comme l'un des plus importants de toute l'histoire du cinéma.

Charles Foster Kane est un personnage dont l'ascension fulgurante et la dégradation morale sont au cœur du film. Le magnat de presse William Randolph Hearst fut le modèle dont Herman Mankiewicz, le scénariste d'Orson Welles, s'est inspiré pour créer ce personnage démesuré et contradictoire.

Kane c'est à la fois le film, la presse de Hearst, la vie du magnat et celle de Welles. L'acteur est non seulement le metteur en scène, le concepteur, mais il incarne le personnage de Kane tout en étant le narrateur de cette histoire. Par un jeu de miroirs étourdissant, le cinéaste fait tout pour que s'impose, à travers Kane, un portrait en abyme d'Orson Welles, celui qui allait signer son deuxième film, *La Splendeur des Amberson*, en déclarant : « J'ai réalisé ce film. *My name is Orson Welles.* »

Orson Welles a défini son film de la manière suivante : « *Citizen Kane* raconte l'enquête entreprise par un journaliste nommé Thompson pour découvrir le sens des dernières paroles de Kane. Car selon lui, les dernières paroles d'un homme doivent expliquer sa vie. *C'est peut-être vrai.* [C'est moi qui souligne.] Il ne

découvre jamais ce que Kane voulait dire, mais le public, lui, le découvre. Son enquête le conduit auprès de cinq personnes qui connaissaient bien Kane, qui l'aimaient ou le détestaient. Elles lui racontent cinq histoires différentes, chacune très partiale, de telle sorte que la vérité sur Kane ne peut être déduite, comme d'ailleurs toute vérité sur un individu, que par la somme de ce qui a été dit sur lui […]. *Le but du film réside plus dans la présentation du problème que dans sa solution* [c'est encore moi qui souligne]. »

« *Rosebud* » est l'un des plus célèbres « MacGuffin » du cinéma avec sans doute celui de *Notorious.* Il n'y a rien de surprenant puisque Alfred Hitchcock est l'inventeur du MacGuffin. Le MacGuffin est un prétexte scénaristique susceptible de déclencher une histoire et de capter l'attention des spectateurs, mais ce n'est pas le cœur de l'histoire. Le cinéaste de *Vertigo* pour définir le MacGuffin racontait toujours cette histoire : « Deux Écossais sont dans un train. L'un demande à l'autre ce qu'il y a dans ses bagages. L'autre répond : un MacGuffin. C'est quoi, un MacGuffin ? Ça sert à attraper les lions dans les Highlands. Mais il n'y a pas de lions en Écosse ! Alors, dit l'autre, ça n'a pas d'importance. »

Si Welles relativise la signification du mot « *Rosebud* », à l'inverse il insiste sur cette quête de la vérité, qui est au cœur du journalisme et du film. La vérité selon l'enquête qui structure ce film n'est jamais exempte d'incertitudes, elle est souvent insaisissable. Pire, la vérité est toujours contradictoire. Le critique Jean-Michel Frodon écrit justement que *Citizen Kane* est « la mise en crise du journalisme comme genre idéologique ».

Dans ce premier film – enquête de l'histoire du cinéma –, le journaliste reste volontairement abstrait : on ne connaît de lui que son nom, Thompson. Il est filmé dans l'ombre, souvent de dos ou en amorce : il cherche la vérité sur Charles Foster Kane à partir de son dernier mot, mais si la quête de la vérité est bien le sujet, le journaliste n'en est pas le héros.

Le film est un labyrinthe dans lequel le spectateur et surtout le journaliste se perdent, et un puzzle aussi immense que celui entrepris par Susan Alexander, la deuxième épouse de Kane, emprisonnée dans Xanadu, le château démesuré du tycoon. La mise en scène de Welles est destinée à casser l'illusion d'une vérité indiscutable qui attendrait d'être découverte.




Les plans-séquences et la profondeur de champ, les contre-plongées et les plongées, les plafonds écrasants et les personnages devenus plus grands qu'ils ne sont, les flash-backs, toute cette grammaire cinématographique met en cause le principe d'une recherche linéaire, en deux dimensions, consistant à aller d'un point à un autre.

Les postiches, les déguisements, les réalités éclatées, les photos et les images, les reflets fragmentés sont trompeurs. Ce sont des métaphores des jeux du vrai et du faux. *F for Fake* est le titre d'un film de Welles consacré en 1973 aux faussaires de génie, et qui cite notamment cette phrase de Picasso : « L'art est un mensonge », et Welles d'ajouter : « un mensonge qui nous fait comprendre la vérité ». Selon Welles, tout le monde ment en général, et Kane en particulier.

Herman Mankiewicz, avant de devenir le producteur des Marx Brothers et le scénariste « oscarisé » de *Citizen Kane*, fut journaliste dans une entreprise de presse appartenant à W. R. Hearst. Il y exerçait la profession de critique théâtral, exactement celle que pratique dans le film le meilleur ami de Kane, Leland, interprété par Joseph Cotten. Il connaissait l'empire Hearst du dedans. La première version du scénario faisait clairement référence à Hearst, dont l'histoire de Kane est démarquée.

Mankiewicz connaissait également Marion Davies, la maîtresse d'Hearst. Le tycoon avait fait construire pour elle à Santa Monica au bord de la plage un château de cent soixante-cinq pièces qui servira de décor au film *Spartacus* de Stanley Kubrick pour figurer la demeure de Marcus Crassus. Ce château écrasant n'avait

pas pour autant l'allure d'une tombe oubliée de tous comme le suggère *Citizen Kane* – Hearst et Marion Davies recevaient sans arrêt le tout Los Angeles et le tout San Francisco.

Et à l'inverse du film où cette relation vire très vite au cauchemar, il vécut avec cette femme une love story de trente ans, jusqu'à sa mort.

L'interprétation de « *Rosebud* » a fait l'objet de nombreuses spéculations. Dans le film, c'est un souvenir d'enfance lié à un traîneau dans la neige, sur lequel on devine le mot *Rosebud*. De là, les interprétations sans doute abusives sur le thème : « Rien ne sert de conquérir le monde, si l'on a perdu son enfance. » Selon d'autres interprétations plus intimes, *Rosebud*, « bouton de rose », aurait été le surnom donné par Hearst au clitoris de Marion Davies. Hearst, dans ses déclarations relatives au film, a justifié sa violence à l'encontre de Welles par le sort insultant qui avait été réservé à Marion Davies, qui fut la femme de sa vie.

Randolph Hearst est l'auteur d'une déclaration hyperbolique sur la presse qui est à l'image du Kane de Welles : « Demain, c'est nous qui ferons les catastrophes de chemin de fer, c'est nous qui provoquerons les épidémies, et comme nous en serons les auteurs, nous en aurons l'exclusivité puisque nous serons sur place avant qui que ce soit d'autre. » Il a tenté comme Charles Foster Kane une carrière politique. Il échouera à devenir maire de New York, il tentera d'être élu gouverneur et connaîtra de nouveau la défaite.

Ernest L. Meyer dans sa biographie du « Seigneur de San Simeon », surnom hérité par Hearst après la construction du château de Santa Monica, confirme l'esprit de cette déclaration mégalomaniaque : « M. Hearst dans sa longue et non louable carrière a enflammé des Américains contre les Espagnols, les Américains contre les Japonais, les Américains contre des Philippins, les Américains contre des Russes, et dans la poursuite de sa campagne incendiaire il a imprimé des mensonges directs, des documents forgés, des histoires truquées d'atrocité, des éditoriaux enflammés, des dessins animés et des photographies sensationnels et d'autres dispositifs par lesquels il a encouragé ses extrémités nationalistes. » Il a vraiment cru que la presse était le vrai pouvoir. Et dans *Citizen Kane* il en meurt.

Cet ego démesuré incarne pour Orson Welles un moment de l'histoire de l'Amérique, celle de la création de puissances économiques et médiatiques

considérables et la décomposition éthique, culturelle et sociale qui les a accompagnées. À la tête de ces puissances incontrôlables, des géants pètent les plombs. Le film raconte le glissement du métier de journaliste au service de la démocratie vers la construction d'un empire qui manipule les foules, et menace la démocratie.

Le discours d'Orson Welles-Kane, jeune journaliste débutant, s'inspire de la déclaration d'intention de Joseph Pulitzer en 1883 : « Il n'est pas un crime, pas un truc, pas un sale coup, pas une escroquerie, pas un vice qui ne perdure sans le secret qui l'entoure. Exposez ces faits au grand jour, décrivez-les, attaquez-les, ridiculisez-les dans la presse et tôt ou tard l'opinion publique les chassera. »

À la sortie du film, Hearst a montré qu'il était à la hauteur de Kane, capable de campagnes de sabotages et de calomnies. Son objectif était d'empêcher la diffusion du film, il intriguait pour devenir propriétaire du négatif afin de le détruire.

Le film, malgré un formidable accueil de la critique, fut un échec commercial qui fragilisa toute la carrière d'Orson Welles. Hearst est mort en 1951, Marion Davies vingt ans après la sortie du film.

Dans le face-à-face entre Orson Welles et Randolph Hearst, c'est le cinéaste qui l'a emporté : le tycoon est devenu le prisonnier de Kane et le film a écrasé sa mémoire.

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Canular ; Filmographie ; *Muckrakers* ; Pulitzer (Joseph) ; *Vérité (L'Invraisemblable).*

## Kessel (Joseph)

### *Le conteur d'hommes*

Après la Première Guerre mondiale, le grand reportage fut la bouée de sauvetage de la presse. Deux hommes l'ont incarné plus que d'autres : Albert

Londres et Joseph Kessel. S'il y avait match, c'est le géant franco-russe né en Argentine qui l'aurait emporté.

Pendant un demi-siècle, Joseph Kessel aura fouillé le monde, en se passionnant pour les hommes, fussent-ils « les plus misérables, les plus avilis ». Il aura été, avant et après guerre, de 1920 à 1970, un « témoin parmi les hommes », comme il aimait à se présenter.

En 1920, il a vingt et un ans et couvre l'insurrection irlandaise pour le quotidien *La Liberté*, ce sera son premier reportage. Cinquante ans plus tard, en 1970, il écrit plusieurs papiers sur Israël pour *France-Soir,* ce sera sa dernière série. Il écrira une dernière fois pour le quotidien du soir, à la demande de Pierre Lazareff : le patron de presse souhaitait que ce soit Joseph Kessel qui signe son oraison funèbre dans *France-Soir*. Il le fera le 21 avril 1972. Lui-même meurt cinq ans après en fumant une dernière cigarette, comme il en avait exprimé le désir.

Joseph Kessel est un nomade de naissance : ses parents, Juifs de Lituanie, ont quitté leur ghetto pour l'Argentine où il va naître. En 1905, toute la famille va passer trois années dans l'Oural, chez les grands-parents maternels, au milieu des pogroms. Retour en France. En juillet 1915, le vénérable *Journal des débats* embauche Joseph Kessel : « Quand j'y entrai, ce journal comptait plus de cent vingt ans d'existence. J'en avais dix-sept. » Il était né en 1898, l'année du « J'Accuse » de Zola.

Engagé volontaire durant la Première Guerre, il choisit l'aviation et participe en plein ciel à la deuxième bataille de la Marne. Il se porte volontaire pour faire partie d'une escadrille, qui se forme à Vladivostok pour prendre les Allemands à revers. La défaite de l'empire germanique met un terme à cette mission. Mais ce projet avorté aura permis à Kessel de faire un tour du monde « dionysiaque » – c'est sa formule – et initiatique : à l'aller, il découvre New York, San Francisco, Honolulu, le Japon, enfin Vladivostok, il revient par la Chine et le Moyen-Orient.

Son reportage sur l'insurrection irlandaise lui vaut d'être engagé par *Le Figaro* afin de se rendre à Riga. La capitale de la Lettonie est une fenêtre sur la révolution communiste, il en revient avec deux articles, auxquels il ajoute un troisième consacré au prince Youssoupov, l'assassin de Raspoutine : il était facile à joindre

puisqu'il avait trouvé refuge à Paris dans les boîtes de nuit ouvertes par les réfugiés russes, et que Kessel fréquentait assidûment.

La liste des reportages de Joseph Kessel raconte le siècle : l'Irlande en 1920, la révolution russe, l'épopée de l'aérospatiale, la création d'un foyer juif en Palestine, la Syrie et le Liban en 1926 pour *Le Journal*. Il vend au *Matin* une enquête de plusieurs mois sur les marchands d'esclaves du golfe Persique qui paraît en 1930. En 1932, il est en Allemagne où il suit la campagne électorale, écrit l'un des articles les plus clairvoyants sur le nazisme à partir d'une plongée dans les sociétés secrètes des bas-fonds allemands (*Unterwelt*). Puis il est aux États-Unis pour la grande crise.

Il écrit sur l'escroc Stavisky en 1934. Il est à Barcelone à la fin de l'année, à Hollywood en 1936. L'année suivante, il enquête sur la vie de Mermoz dans *Paris-Soir*. Puis il retourne en Espagne. Lorsqu'il rentre, il lance ce cri d'alarme : « Faites attention, faites attention, c'est le début de la catastrophe, c'est le début du drame. » L'Espagne a été le champ de manœuvres des fascistes européens. Une nouvelle grande guerre européenne lui paraît inévitable.

Il est à Londres pour la réunion de la Chambre des communes après les accords de Munich. Il couvre la retraite en catastrophe des Alliés à Dunkerque en 1940 – autre reportage exceptionnel dans *Paris-Soir* –, puis il entre en résistance. Il rejoint Londres, où il écrit *L'Armée des ombres* à l'instigation du général de Gaulle, qui lui a demandé de faire un grand roman sur la Résistance et, avec son neveu, il compose « Le Chant des partisans ».

Il est volontaire dans l'escadrille Sussex qui assure les contacts radio avec la Résistance française. En 1945, il accompagne comme journaliste la 1$^{re}$ armée de De Lattre de Tassigny pour *France-Soir*, qui va désormais publier tous ses reportages.

Il couvre le procès Pétain, puis celui de Nuremberg. Il est en Israël pour la guerre d'indépendance, puis aux États-Unis de nouveau, au Kenya pour la révolte des Mau Mau, en Birmanie, à Hong Kong et à Macao. Il est en Algérie en 1956, en Afghanistan en 1957. Il couvre le procès Eichmann à Jérusalem, collabore au « Cinq colonnes à la une » sur l'Afghanistan.

L'ORTF, en 1969, lui consacre six émissions pour ses cinquante ans de reportage : aucun autre journaliste n'aura eu droit en France à un tel traitement.

En 1934, les vedettes du journalisme au long cours créent une « Association française du grand reportage ». En 1935, ils sont quarante-deux inscrits. Elle ne va pas survivre aux pamphlets répétés d'Henri Béraud dans *Gringoire* contre Roger Salengro. Les reporters l'avaient choisi comme président : l'association à peine née disparaît.

Joseph Kessel va rompre, lui aussi, avec son ami Béraud. Le grand imprécateur cite Kessel, dans un article, comme témoin de son « non-antisémitisme ». Kessel répond le lendemain : « Je ne me sens pas juif d'une espèce particulière. Je tiens à être considéré sur le même plan que tous les Juifs de France. En cette qualité je ne puis m'empêcher, quoi qu'il m'en coûte, de trouver à l'article d'Henri Béraud un ton très net d'antisémitisme. »

Kessel incarne dans l'entre-deux-guerres la fusion heureuse entre le grand reportage et le roman d'aventures. Ce modèle a fait flamber la diffusion des journaux.

Très vite, il a trouvé son genre : Jef est un conteur d'aventures et, comme le disait André Billy : « C'est un conteur attachant qui nous émeut d'instinct, mais il n'a rien d'un intellectuel, d'un penseur, d'un moraliste. C'est un conteur et ce n'est qu'un conteur, à d'autres que moi de l'en plaindre. »

Il aime raconter des histoires, qui mettent toujours en scène des hommes ou des femmes d'exception, pittoresques ou cruels. Son œuvre est une gigantesque galerie de portraits. « Je suis certain, disait-il, qu'une belle et simple histoire d'action, d'aventure, de violence ou d'amour contée avec foi a autant de valeur et de pouvoir dans le domaine de l'art. Et que ce n'est pas céder à la facilité, chercher à plaire au public, que de l'écrire. »

Joseph Kessel a mis en place un véritable système auquel il sera fidèle toute sa vie. Chaque reportage peut être décliné en plusieurs supports et sous différentes formes.

D'abord, une bordée d'articles écrits sous forme de feuilletons à la Dumas, très dialogués, s'étalant sur plusieurs jours destinés à la presse écrite, au *Matin,* à *Paris-Soir* et plus tard à *France-Soir*.

Ces reportages donnent lieu à un recueil mis en vente très rapidement, et ce recueil est lui-même republié dans la série *Témoins parmi les homme*s, une sorte d'anthologie de l'œuvre journalistique de Kessel.

Enfin le reportage a préparé l'écriture de plusieurs nouvelles, de deux ou trois romans, écrits parfois dans la foulée, parfois en différé.

Après son reportage à Riga, avec sa connaissance de la Sibérie acquise à Vladivostok, ses souvenirs familiaux et ceux des réfugiés russes à Paris, Kessel peut publier sur plusieurs années des recueils de nouvelles, qui ont la Russie pour décor et pour tragédie : *La Steppe rouge*, *Les Rois aveugles*, *Les Cœurs purs*, et même dans les années 1970 le recueil *Les Temps sauvages*. Il raconte le bolchevisme à travers Dostoïevski.

Avec le temps, ce système va devenir aussi une nécessité. Il doit subvenir aux besoins de ses parents, financer son frère Georges et ses enfants, sans compter ses femmes, celles avec lesquelles il vit, et celles dont il est séparé mais dont il assure le train de vie. Enfin les beuveries dans les cabarets absorbent une part importante de ses revenus. Les nuits, le jeu parfois, les femmes, et la drogue : pour entretenir son univers, Joseph Kessel avait besoin de courir après les commandes.

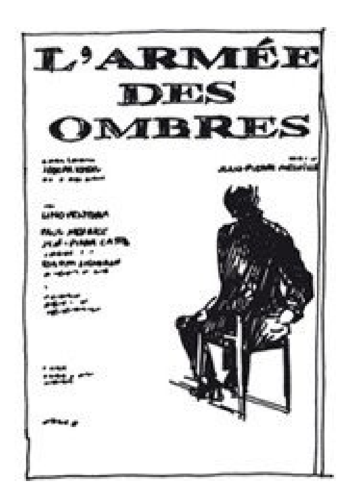
Joseph Kessel s'est peu trompé. Mais c'est arrivé. Par exemple, en 1938, en Espagne.

Là où George Orwell et John Dos Passos voient chez Juan Negrín le chef du gouvernement républicain espagnol, qui a succédé à Largo Caballero, un homme aux mains de Moscou, qui aurait accepté l'élimination des anarchistes et des communistes dissidents, Kessel fait le portrait d'un homme de bonne volonté. Negrín, selon lui, aurait réussi à remettre de l'ordre dans la République. Il ne voit pas l'ombre d'un Soviétique autour de Negrín. Il écrit même que ceux-ci ont disparu.

George Orwell écrit *Hommage à la Catalogne* pour démontrer l'inverse. Et Dos Passos se fâche avec Hemingway sur le même sujet : ni l'auteur de *Le soleil se lève aussi*, ni celui de *L'Équipage* n'avaient vu ce qui se passait alors de tragique au cœur de la République espagnole.

Kessel rencontre le commandant Bigeard en Algérie avant la bataille d'Alger. Son portrait est celui d'un guerrier humaniste, mais peu de temps après il est

accusé d'avoir couvert la torture.




Il aura participé à la création de quatre magazines : *Gringoire* qui va devenir très vite un des brûlots de l'antisémitisme et du néofascisme français, il s'en éloigne en 1935 avant de rompre avec Henri Béraud l'année suivante.

Gallimard s'appuie sur Joseph Kessel et son frère Georges pour lancer trois magazines. *Détective* qui sera un gros succès de presse. Mais l'éditorial de lancement donne des frissons dans le dos : « *Détective* épiera, il poursuivra la trace du criminel, la piste du policier… Tantôt il aura des espadrilles de crêpe, tantôt des escarpins ; au besoin il emploiera le chalumeau pour forcer les secrets. Il sera partout, pour tous. »

*Voilà*, sous-titré « l'hebdomadaire du reportage » dans les années 1930, est aussi une réussite à plus de 300 000 exemplaires : il paraissait en sépia, photos et textes. Le premier numéro affichait au sommaire Albert Londres, Joseph Kessel, Louis Roubaud, Georges Simenon, Mermoz et Henry de Monfreid, et d'autres journalistes et aventuriers.

Enfin *Confessions* qui était une sorte de *Lui* avant l'heure, avec des entretiens très sérieux et des femmes dévêtues. Dans le premier numéro : des textes de Colette, de Claude Farrère et un entretien avec Tino Rossi. L'éditorial proclame : « Nous voulons que nos confessions aient le même accent impitoyable de sincérité que celles de Jean-Jacques Rousseau. […] Notre rôle : prospecter les replis des

consciences. […] Recueillir les confessions des enfants du siècle. » Ce magazine n'ira pas au-delà du trentième numéro.

Son œuvre romanesque fut pour le cinéma un immense réservoir d'histoires et de personnages.

Onze de ses livres ont été adaptés : *L'Équipage* deux fois, par Maurice Tourneur puis par Anatole Litvak. *Le Coup de grâce* est devenu *Sirocco* de Curtis Bernhardt, Henri Verneuil a tourné *Les Amants du Tage*, Bernard Borderie *Fortune carrée*, Jack Cardiff *Le Lion*, qui sera de nouveau adapté par José Pinheiro, Luis Buñuel *Belle de Jour*, Jean-Pierre Melville *L'Armée des ombres*, John Frankenheimer *Les Cavaliers*, Jacques Rouffio *La Passante du Sans-Souci*, Robin Davis *Mary de Cork*, Jean-Daniel Verhaeghe *La Règle de l'homme.*

Joseph Kessel aura écrit par ailleurs les dialogues de douze autres films, dont trois longs métrages d'Anatole Litvak.

En 1960, il vient témoigner au procès de Georges Arnaud, auteur du *Salaire de la peur* et de nombreux romans policiers. Il est poursuivi pour avoir assisté à une conférence de presse clandestine de Francis Jeanson, philosophe, collaborateur des *Temps modernes* et organisateur d'un réseau de soutien au FLN. On reproche à Georges Arnaud de ne pas avoir informé la police de cette réunion et d'avoir refusé de donner l'identité des personnes qui y assistaient.

Joseph Kessel défend le secret professionnel pour les journalistes et pour Georges Arnaud « parce qu'il n'y a pas de journalisme possible autrement ». Et il raconte une conférence de presse clandestine du Sinn Féin pendant l'insurrection irlandaise. Y assistaient des journalistes britanniques, alors que régnait l'état de siège : « Il n'est jamais venu à l'idée du général commandant en chef en Irlande, ni du gouvernement anglais, de poursuivre ces journalistes parce qu'ils faisaient leur métier. » Georges Arnaud sera condamné à deux ans de prison avec sursis.

En 1968, il préface le premier tome des quatre livres qu'Yves Courrière a consacrés à la guerre d'Algérie. Sa sympathie va aux six responsables de l'insurrection algérienne de 1954 : « Ils n'étaient pas des fous. Simplement il leur était devenu impossible de supporter davantage l'inégalité, l'indignité auxquelles, sur sa propre terre, on obligeait leur peuple. […] Ils n'étaient ni fous, ni

inconscients. Ils savaient qu'ils auraient à se battre contre la police et l'armée françaises et contre un million d'Européens résolus à ne rien céder de leur pouvoir, leurs richesses, leurs prérogatives et qu'appuyaient toutes les ressources de la métropole. »

Mais le monde a changé : « Vers 1930, les grands reporters des journaux pouvaient être des aventuriers. Aujourd'hui, écrit-il, cette époque est révolue. Il n'y a plus de grands reporters. C'est un problème économique. La presse est pauvre. Les journaux quotidiens sont moins nombreux qu'avant guerre aussi. Et il y a la télévision. »

Joseph Kessel se trompait. Si le grand reportage-feuilleton, le récit d'aventures, était mort, le grand reportage était en pleine mutation, comme devaient le prouver, entre autres, l'histoire de *Libération* et son renouveau dans la presse, dans les magazines et à la télévision dans les années 1980 et 1990.

Henri Jeanson, qui fut son ami, explique d'où lui venait son surnom : celui de capitaine Fracasse. « Kessel raconte merveilleusement les plus belles histoires du monde sur le ton un peu las d'un voyageur infatigable. J'ai pris à l'écouter un plaisir extrême et inhabituel, bien que je connaisse Kessel depuis longtemps. Plaisir inhabituel, car Kessel n'allait jamais jusqu'au bout de ses histoires. Soudain, on ne sait quelle mouche le piquant, il se levait d'un bond, renversait tous les verres qui se trouvaient devant lui, en croquait un ou deux par gourmandise, lançait un fauteuil dans une glace, éventrait le divan, brisait quelques objets fragiles et précieux et finissait par tout casser en hurlant, ce qui créait une certaine ambiance. Quand on voulait faire une vacherie à un ami très cher, on lui disait : "Tu devrais inviter Kessel à dîner chez toi, c'est un hôte délicieux, ta femme sera, j'en suis sûr, ravie de faire sa connaissance." »

*Voir* : Hemingway (Ernest) ; Orwell (George) ; *Paris-Soir* ; Reportage ; Simenon (Georges).

# L

# Lanzmann (Claude)

## *Reviviscence*

> « Un film – *Shoah* – a inventé la Shoah, a écrit Arnaud Desplechin, le metteur en scène d'*Esther Kahn*. Ça peut sembler choquant, mais on dit que Newton a inventé la gravitation. C'est trop facile d'imaginer que nous avons vécu ces trente-cinq ans pleins de piété, de vigilance et de souvenirs. C'est le contraire : notre mémoire était confuse, négligente, souvent bête. Par la destruction-des-Juifs, nous n'entendions que des clichés ou des sentiments et nous en rations le centre. Et par la puissance de ses images, Lanzmann a fait naître la pensée qui nous a enfin permis de nous souvenir. Bien sûr qu'un deuil nouveau a fait jour, un deuil en retard, mais un deuil nouveau. *Shoah* nous a fait voir une spécificité qu'on aurait pu – avec le temps – dissoudre dans les massacres du siècle. Tout cela nous le devons à un film. »

Et à un cinéaste enragé et courageux. Ce cinéaste appartient à une espèce particulière, celle des cinéastes journalistes. Dans *Shoah*, l'un ne va pas sans l'autre : l'enquête est exceptionnelle, mais c'est le cinéaste qui transforme l'enquête en création et en révélations.

Dans le film, Claude Lanzmann interroge en Autriche l'ancien SS Franz Suchomel devant un plan représentant le camp d'extermination de Treblinka (en italique, c'est Claude Lanzmann qui parle).

> *Oui.*
> *Et pouvez-vous décrire très exactement ce « boyau » ?*
> *Comment était-ce ?*

*Combien de mètres ? Les gens dans ce « boyau » ?*

Le « boyau » avait environ 4 mètres de large.
Comme cette pièce.
Il était ceint de palissades hautes comme ça, ou disons comme ça.

*Des murs ?*

Non, non. Des barbelés,
avec un entrelacs très serré de branches d'arbres, des branches de pin,
comprenez-vous ?
C'est ce qu'on appelait le « camouflage ».
Il y avait un *commando camouflage* de vingt Juifs qui chaque jour allait chercher des branches.

*Dans les bois ?*

Oui, dans les bois.
Et tout était couvert. Tout, tout.
Ils ne voyaient pas au-dehors, ni à droite ni à gauche.
Absolument rien.
On ne pouvait pas voir au travers.

*Impossible ?*

Impossible.
Même chose ici, ici, ici et ici…
et ici…
impossible de voir à travers.

*Treblinka où tant de gens ont été exterminés, ça n'était pas grand, n'est-ce pas ?*

Ce n'était pas grand.
Cinq cents mètres dans sa plus grande extension.
Ce n'était pas un rectangle, plutôt un losange.
Représentez-vous : ici, c'était plat
et là, on commençait à monter.
Et au sommet de la colline se trouvait la chambre à gaz.

Il fallait monter.

*Le « boyau » était appelé « le Chemin du Ciel », non ?*

Les Juifs l'avaient surnommé l'« Ascension »,
et aussi le « Dernier Chemin ».
Je n'ai entendu que ces deux expressions.

*J'ai besoin d'imaginer. Ils pénètrent dans le « boyau »… Et qu'arrive-t-il ? Complètement nus ?*

Complètement nus.
Ici étaient postés deux gardes ukrainiens.

*Oui.*

Surtout pour les hommes, vous voyez ?
Les hommes, quand ils renâclaient,
ils étaient battus,
à coups de fouet. Au fouet. Et ici aussi. Et déjà ici.



Franz Suchomel était sergent SS au camp d'extermination de Treblinka d'août 1942 jusqu'à octobre 1943, date à laquelle il avait été transféré à Sobibor, puis à Trieste. Auparavant il avait fait partie d'un programme d'euthanasie des handicapés. Condamné à six ans de prison au procès des SS de Treblinka, il avait été libéré en 1967. Il ne voulait pas être filmé : il l'est à son insu devant un plan du camp d'extermination de Treblinka. Il a été rémunéré à sa demande.

Il est l'un des trois « tueurs » du film, avec Josef Oberhauser, un SS du camp de Belzec, filmé lui aussi à son insu, dans une brasserie où il travaille, et Franz Schalling qui faisait partie de la police allemande en poste à Chełmno.

Trois autres nazis, des bureaucrates du crime, témoignent également.

Enquête difficile et à risques : Lanzmann a été chassé par un ancien SS d'Auschwitz et sa famille, il a été passé à tabac, avec son assistante, par un des chefs des Einsatzgruppen, qui avait sévi en Crimée, avait été condamné à mort puis gracié : soupçonneux, celui-ci avait repéré une petite caméra surnommée « la paluche » cachée dans un sac. Claude Lanzmann avait changé d'identité et s'appelait le docteur Claude Marie Sorel qui prétendait « rétablir la vérité sur le prétendu génocide des Juifs européens ».

Claude Lanzmann n'est pas dans les proclamations morales, autojustificatrices ou idéologiques, il focalise toutes ses questions sur l'organisation, les moyens, les méthodes, les gestes que faisaient les uns et les autres, où ils étaient, à quel moment. Ses questions dans *Shoah* sont exclusivement techniques : elles ne concernent que le mode opératoire du meurtre.

Les chambres à gaz sont les lieux où des crimes se sont produits. Son sujet, écrit-il, dans *Le Lièvre de Patagonie*, « c'était la mort et non pas la survie. Contradiction radicale puisqu'elle attestait en un sens l'impossibilité de l'entreprise dans laquelle [il se] lançai[t] ».

Ce parti pris implacable fait la force de *Shoah* : pas d'archives filmées ou photographiques, il n'y en a pas sur les chambres à gaz, pas d'histoires individuelles. L'auteur est souvent présent à l'image, comme le chercheur de vérités, lui aussi mis en scène. Et ce parti pris a été complété par un interdit radical, qui lui donne la puissance du diamant : « Je me suis arc-bouté de toutes mes forces au refus de comprendre. » Il y a dans le génocide une distance à jamais infranchissable pour les autres, pour nous tous : cette distance est le sujet de *Shoah*.

Il avait remarqué, dans tous les travaux qui avaient été consacrés à la destruction des Juifs, que la tentative de compréhension était un piège dans lequel on se perd irrémédiablement. *Shoah* est un mot hébreu, qui n'avait jamais été utilisé jusqu'ici pour nommer l'extermination des Juifs. Ce mot a réussi à signifier une altérité radicale.

Claude Lanzmann a fait ce que personne n'avait fait : une enquête sur le fonctionnement des chambres à gaz, avec des témoins oculaires, juste avant que ceux-ci ne disparaissent.

Pendant vingt ans, il avait été journaliste de presse écrite, collaborant de manière régulière à *Elle* et à *France Dimanche*, il avait publié dans plusieurs journaux et dans *Les Temps modernes,* dont il fut le collaborateur avant d'en devenir le directeur après la mort de Simone de Beauvoir. Il y avait écrit notamment un article mémorable sur le curé d'Uruffe, qui radiographiait un fait divers dans la France rurale de la fin des années 1950.

En 1970, il avait réalisé son premier film *Pourquoi Israël*, une mosaïque d'entretiens où il mettait en scène ses interviews et dans lequel il jouait son propre rôle. Après, commence la plongée dans ce qu'il appelait « la chose », avant qu'elle ne devienne *Shoah*.

Il parle de son film exactement dans les mêmes termes que ceux utilisés par Truman Capote, à propos de son roman non fictionnel *De sang-froid*, ou par Norman Mailer sur *Le Chant du bourreau* : « Le film peut être autre chose qu'un documentaire, il peut être une œuvre d'art et il peut être également véridique. »

Il y a eu un crime. On connaît les coupables. *Shoah*, c'est un essai de reconstitution, au sens clinique du terme, de ce meurtre. Il ne devait pas y avoir de

témoins : Lanzmann en a retrouvé.

Parmi eux, il y a des tueurs et leurs complices bureaucrates, il y a des survivants parmi les victimes, enfin sur la scène de crime il y a beaucoup de témoins, les villageois polonais qui vivaient à côté de ces usines de mort détruites par les nazis.

Les Sonderkommandos étaient réservés aux camps d'extermination. Ils n'existaient pas ailleurs. À Auschwitz, ils étaient en permanence plusieurs centaines. En août 1944, par exemple, ils sont 874. Les membres de ces unités sont triplement condamnés à mort, en tant que juif, en tant qu'ouvrier des chambres à gaz et en tant que témoins.

Ils étaient les ouvriers de la mort, ils ramassaient les affaires personnelles des Juifs, les triaient, nettoyaient les chambres à gaz, enfournaient les cadavres dans les crématoires, faisaient disparaître les os. Ils puaient la mort au point que les molosses des SS les fuyaient.

Claude Lanzmann est parti à leur recherche aux quatre coins du monde. Beaucoup sont comme fous, d'autres murés dans des blocs de silence. Certains sont morts au moment où il les retrouvait. Ce film était encore concevable entre 1973 et 1985. Il ne l'était déjà plus après sa sortie.

Il a retenu sept revenants : Simon Srebnik, survivant de Chełmno avec Michael Podchlebnik, Motke Zaidel, de Vilna, Richard Glazar et Abraham Bomba, de Treblinka, Rudolf Vrba et Filip Müller survivants d'Auschwitz. Ce sont, dit-il, « des héros, des saints, des martyrs ».

Les témoignages de ces hommes d'outre-tombe racontent le déroulement concret et pratique du crime. Leurs récits croisent ceux des anciens SS.

Le témoignage d'Abraham Bomba suit celui de Franz Suchomel dans *Shoah*. Tous deux étaient à Treblinka.

Le coiffeur Bomba était l'un des Sonderkommandos. Il avait survécu grâce à la révolte du camp et il avait réussi son évasion. Ne sachant où aller, il était retourné dans son ghetto polonais d'origine. Personne ne croyait ce qu'il avait vu. Il avait manqué être dénoncé aux nazis comme provocateur, puis il avait échappé de justesse à un second transport pour un camp d'extermination, au moment de la liquidation du ghetto. Il a été longtemps coiffeur à New York, c'est là où Lanzmann avait retrouvé sa trace, puis il avait disparu en Israël, où il avait pris sa retraite.

Claude Lanzmann interroge Abraham Bomba, le revenant de Treblinka :

*Pendant combien de temps avez-vous travaillé à l'intérieur de la chambre à gaz, parce que ça n'a pas toujours été le cas ?*

Nous y avons travaillé une semaine ou dix jours.
Après, ils décidèrent que nous couperions les cheveux dans la baraque de déshabillage.

*[…]*
*Mais je vous ai demandé :*
*« Qu'avez-vous éprouvé la première fois que vous avez vu ces femmes nues avec les enfants, qu'avez-vous ressenti ? », vous n'avez pas répondu.*

Vous savez, « ressentir » là-bas…
C'était très dur de ressentir quoi que ce soit :
imaginez, travailler jour et nuit parmi les morts,
les cadavres,
vos sentiments disparaissaient,
vous étiez mort au sentiment, mort à tout.
Je vais vous raconter quelque chose :
pendant la période où j'ai été coiffeur dans la chambre à gaz,
des femmes sont arrivées avec un transport provenant
de ma ville, Czestochowa.
J'en connaissais un grand nombre.

*Vous les connaissiez ?*

Oui, je les connaissais, j'habitais la même ville.
J'habitais la même rue.
Quelques-unes étaient des amies proches.
Et dès qu'elles me virent, toutes s'agrippèrent à moi.
« Abe, que fais-tu ici ? Que va-t-on nous faire ? »
Que pouviez-vous leur dire ?
Que pouviez-vous dire ?
Un de mes amis, il était là avec moi,
lui aussi était un bon coiffeur dans ma ville.
Lorsque sa femme et sa sœur sont
entrées dans la chambre à gaz…

*Continuez, Abe. Vous le devez.*
*Il le faut.*

Trop affreux…

*Je vous en prie,*
*nous devons le faire. Vous le savez.*

Je ne pourrai pas.

*Il le faut. Je sais que c'est très dur,*
*je le sais, pardonnez-moi.*
Ne prolongez pas cela…

*Je vous en prie, continuez.*
Je vous l'ai dit : ce sera très dur.
Ils mettaient ça dans des sacs
et c'était expédié en Allemagne.

Bon. Continuez.

*Oui. Qu'a-t-il répondu*
*quand sa femme et sa sœur sont entrées ?*
Il tentait de leur parler, mais à l'une
comme à l'autre,
il était impossible de dire que c'est le dernier instant de
leur vie,
car derrière eux se tenaient les nazis,
les SS,
et il savait que, s'il disait un mot,
il partagerait le sort de ces deux femmes
qui sont déjà comme mortes.
Mais pourtant, il faisait pour elles le maximum,
rester avec elles, une seconde, une minute de plus,
les étreignant, les embrassant.
Car il savait qu'il ne les reverrait jamais.



L'intervieweur cajole, exige, brutalise au besoin. Elisabeth de Fontenay parle de « la conjonction unique d'une contemplation terrifiée et de la patience interrogative ». Mais Lanzmann n'est pas seulement intervieweur, il est aussi metteur de scène.

Dans cet extrait, Abraham Bomba, coiffeur retraité, fait semblant de couper les cheveux d'un de ses amis, chez un coiffeur de Tel-Aviv. Lanzmann l'a mis volontairement dans cette situation. C'est sa manière de re-créer la vie des camps, en essayant de libérer la mémoire, de re-mettre en scène son témoin pour le faire parler, lui et les ruines.

Il utilise un vieux mot de la Renaissance pour décrire ce travail : « la reviviscence », qui redonne vie. Claude Lanzmann a en fait le cœur de son activité créatrice, le centre de gravité de tous ses films. C'est sa méthode.

À propos de ce questionnement, il a cette phrase essentielle dans *Le Lièvre de Patagonie* : « J'apprendrais plus tard qu'il faut déjà posséder un grand savoir pour être capable d'interroger. » Je conseille à tous les journalistes d'encadrer cette phrase.

Lanzmann fait parler « la scène de crime », comme disent les policiers, avec ses cris, ses bruits, ceux lancinants des trains avec ce trafic ininterrompu, venus de toute l'Europe, avec les odeurs terribles qu'évoquent les villageois polonais. Il reconstitue le crime avec des visages, des voix, des paysages, parfois des animaux.

Ce film est une enquête et une œuvre non fictionnelle de neuf heures trente qu'il a taillée dans trois cent cinquante heures de rushes. Ce film, on le doit à l'entêtement d'un homme, cinéaste journaliste, qui, pendant douze ans, a bousculé tous les obstacles, surmonté les catastrophes techniques, les abandons et les renoncements, les problèmes financiers, les échecs et les violences, les disparitions de témoins, ponctuant des années de recherches, des années de tournage et des années de montage jusqu'au terme de cette plongée dans la mémoire vive de l'horreur.

Pour mener une telle enquête aussi révélatrice, il fallait un cinéaste qui ait un rapport très physique aux autres, aux événements, aux choses. Un taureau ou un boxeur. À tous les sens du terme, il fallait un trompe-la-mort. J'allais dire un « divin plongeur » pour reprendre le titre de sa recension d'articles. Plongeur assurément, au sens où, dans ce film, comme dans le plongeon, la demi-mesure lui est interdite.

Au début du film, on monte dans un wagon. Le voyage dure neuf heures et demie, ce qui est très court par rapport aux trains d'autrefois. Ils mettaient parfois une douzaine de jours pour arriver jusqu'aux chambres à gaz. On roule longtemps avec *Shoah*.

Après *Shoah*, Claude Lanzmann a tourné *Un vivant qui passe, Sobibor*, *14 octobre 1943, 16 heures, Le Rapport Karski*, *Le Dernier des injustes*. Autant de films qui complètent et éclairent *Shoah*.

*Voir* : Filmographie ; Grossman (Vassili) ; Hatzfeld (Jean) ; Herr (Michael) ; Malaparte (Curzio) ; Sartre (Jean-Paul).

# Lecteurs

## *Le cœur palpitant*

Ils sont à la fois invisibles et présents. Ils interviennent sans arrêt sur les titres, les manchettes ou l'angle de tel ou tel sujet. Vont-ils comprendre, ou justement cette trouvaille va-t-elle tomber complètement à plat ? Attention au second degré qui va induire un faux sens, éventuellement un dérapage. Connotations s'abstenir, si le sens premier n'est pas immédiatement compréhensible.

À *Libération,* un lecteur théorique de Montauban, parfois celui de Tarbes étaient invoqués. Nous risquions de le perdre avec un jeu de mots incompréhensible, jugé trop parisien, pire encore, élitiste. Le lecteur, cet inconnu, est l'objet de toutes les attentions.

Une phrase de François Mauriac m'est toujours restée en mémoire. Alors qu'il était la vedette du journal de Jean-Jacques Servan-Schreiber et de Françoise Giroud, il avait dit : « Ce que *L'Express* a de mieux, ce sont ses lecteurs. » Il avait raison.

Malgré le prestige du prix Nobel, le courage souvent à rebrousse-poil de ses engagements, l'écrivain savait que la star c'était le journal, avec son équipe et ses lecteurs. Lorsqu'il a quitté *L'Express,* les ventes n'ont pas connu le moindre frémissement. Seuls six abonnés ont rompu avec le titre. Mais lorsque l'équipe a explosé, que l'identité du titre s'est brouillée, les lecteurs se sont éloignés, et le journal a connu une forme d'agonie.

Les lecteurs sont multiples et différents, mais partagent des choses en commun.



Les journaux doivent ressembler à leurs lecteurs, à tous ceux qu'ils ambitionnent de conquérir. Le journaliste qui ne s'intéresse pas aux lecteurs n'a aucune chance dans ce métier : au mieux c'est un malentendu, au pire c'est une catastrophe. François Mauriac avait coutume de dire : « Le goût du dialogue est l'essence même du journalisme. »

Les lecteurs de *Libération* existaient avant que ne paraisse le premier numéro.

Comme tous les journaux nés d'une lame de fond historique, que ce soit la Résistance, l'anticolonialisme, les Nouvelles Vagues, *Libération* est né d'une vague socioculturelle et démographique qui a balayé le monde à la fin des années 1960. Ses lecteurs préexistaient aux journaux, ils les attendaient, en rêvaient, les anticipaient même parfois. À l'origine de *Libération* il y a une sorte de mouvement de lecteurs en quête d'un journal qui leur ressemble.

Avant même que ne paraisse *Libération,* il y avait 100 000 acheteurs potentiels. Ces comités, qui militaient en faveur du projet de quotidien, se voulaient des « *citizen* journalistes » avant l'heure, des informateurs, des médiateurs pour tel conflit ou telle affaire. Ils ont été très engagés dans la naissance du titre. Ils ont collecté de l'argent, fait de l'agit-prop, ont contribué à inscrire le journal dans l'espace public.

Au début, les journalistes de *Libération* en reportage étaient accueillis, parfois logés par les membres d'un comité. Par la suite, des lecteurs se sont beaucoup investis dans l'invention d'un courrier de la subjectivité.

Le directeur d'un journal est appelé à participer à de nombreuses opérations de recrutement. Un lecteur créé est peut-être là pour un certain temps. Un lecteur perdu, à l'inverse, l'est pour très longtemps.

Pour rencontrer ses lecteurs, toutes les occasions sont bonnes. Les plus naturelles, ce sont les réunions à l'occasion de la sortie d'un livre, d'une recension, d'une exposition photo, d'un forum… Ces rencontres devraient être régulières.

J'ai fréquenté aussi nos lecteurs rassemblés en échantillons représentatifs. Ils étaient sélectionnés par des instituts de sondages, et ils appartenaient à différentes catégories socioprofessionnelles, à ceux qui lisaient le journal tous les jours, ceux qui l'achetaient une fois de temps de temps, ceux qui ne lisaient jamais de quotidiens, ceux qui avaient moins de vingt-cinq ans, ceux qui avaient plus de cinquante ans, ceux qui lisaient *Le Monde* ou *L'Équipe* en même temps et ainsi de suite, ou pas du tout. Ils étaient interrogés par un animateur-sociologue qui animait un groupe de huit à dix personnes, derrière des glaces sans tain pour que les responsables du journal, tel ou tel chef de rubrique viennent entendre des choses que souvent ils se refusaient d'imaginer.

Cette rencontre avec des lecteurs anonymes était toujours une épreuve de vérité. Aucun ne prend de gants pour dire ses déceptions, ses manques, ses rancœurs comme ses satisfactions. J'en suis sorti chaque fois sonné : l'expérience montre que le résultat est souvent contradictoire. On se retrouve sur le trottoir après les séances de groupe avec une équation à vingt-cinq inconnues.

Avant d'entreprendre une nouvelle transformation du journal au début des années 1990, pour élargir la base du lectorat, nous avions fait faire beaucoup d'études, beaucoup consulté, et je me souviens d'un entretien avec le sociologue Bernard Cathelat, spécialiste des styles de vie qui dirigeait le Centre de communication avancée, CCA. Je l'avais sollicité, je lui avais développé le projet et il m'avait dit : « Cette opération est quasiment impossible, c'est aussi difficile que la traversée des Alpes par Hannibal et ses éléphants. *Libération* a une dimension marginale qui lui est consubstantielle mais qui segmente trop, tu n'y arriveras jamais. »

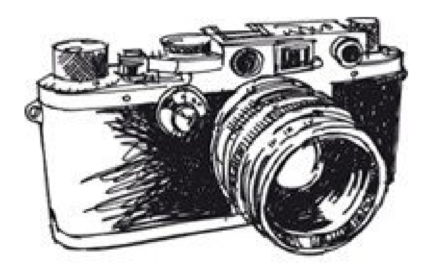
Le projet consistait à revaloriser l'écrit, à réaliser plusieurs quotidiens en un, à affronter les médias de l'instantanéité : ce journal fut baptisé *Libé 3* en 1994 par référence à 1973 (*Libé 1*, celui de la création) et à 1981 (*Libé 2*, celui des années 1980). Les lecteurs l'avaient surnommé d'emblée « le gros *Libé* », à ce titre jugé plutôt indigeste ou nécessitant un régime amaigrissant. Nous avions échoué : les éléphants n'avaient pas supporté le voyage, et les lecteurs furent un temps désorientés.

Je croise souvent dans le métro, dans la rue, des lecteurs anciens ou actuels qui me reconnaissent du fait d'une longue présence à la télévision, et qui s'adressent à moi, à propos du journal ou sur les événements. Ils l'ont toujours fait avec une familiarité chaleureuse qui me touche beaucoup. J'aime bien l'idée d'être resté leur voisin de palier.

*Voir* : Claviste (Note de la) ; CSP+ ; July (Serge) ; *Libération*.

## Leica

### *The Leica Freedom Train*



Au milieu du XIX^e siècle, l'opticien Carl Kellner et son associé le mathématicien Ernst Leitz avaient créé près de Francfort un institut d'optique. L'entreprise connut des difficultés, et le mathématicien racheta les parts de l'opticien. La société change

de nom et devient la Leitz Camera. De la contraction va naître une marque mythique : Leica.

Oskar Barnack, l'ingénieur de la marque, avait mis au point en 1905 et en 1914 deux innovations exceptionnelles qui resteront secrètes pendant presque dix ans. Il avait eu l'idée de réduire la taille du négatif et d'obtenir les tirages par agrandissement. Il avait choisi un format, le 24/36, qui va s'imposer à tous les appareils reflex ; il utilisait une pellicule de 35 millimètres qu'il parvenait à faire défiler horizontalement devant un obturateur à rideaux.

Le premier prototype voit le jour en 1923. La commercialisation des premiers Leica commence en 1925 à la foire de Leipzig. Les objectifs interchangeables apparaissent en 1930 avec le Leica I modèle C. Le Leica II paraît en 1932 avec une version télémétrique. Le Leica III est lancé en 1933.

Ce 24/36 est prêt pour la guerre d'Espagne, l'invasion de la Chine par le Japon, la Seconde Guerre mondiale et les guerres d'indépendance. Il est prêt pour Robert Capa et ses camarades qui vont inventer le photo-reportage avec un appareil discret et silencieux, léger et facile de maniement, offrant une grande profondeur de champ et des vitesses réduites.

Cet appareil permet aux photographes d'être au cœur de l'action, au milieu des gens. Paul Wolff, un pionnier allemand de la photographie industrielle, et l'un des tout premiers utilisateurs de ce qu'on appelle alors le petit format, dira du Leica qu'il permet de « passer inaperçu, [d']être rapide comme l'éclair, [d']avoir la perception du point culminant de la situation, telles sont les qualités qu'il faut acquérir pour faire de bonnes photos sur le vif ». Henri Cartier-Bresson dira dans un texte célèbre que le Leica donne l'opportunité aux photographes de saisir « le moment décisif ».

Le Leica a révolutionné la photographie, permis la naissance du photojournalisme et contribué à la signature des photos. Robert Capa et Henri Cartier-Bresson, ces deux chasseurs d'hommes, découvrent le Leica la même année, en 1932, l'un à Berlin, l'autre à Paris, et lorsqu'ils se rencontrent ils ont tous les deux un Leica au cou.

Le jeune Hongrois débute comme assistant dans une agence berlinoise. Il essaie le Leica, puis il est envoyé pour son premier reportage photographique à

Copenhague : Léon Trotski exilé parle en meeting de la révolution russe.

Cartier-Bresson, qui a longtemps flirté avec la peinture, emporte son premier Leica dès 1933 en Espagne, puis au Mexique et aux États-Unis. Après l'avoir beaucoup utilisé, il dira du Leica qu'il « peut être un gros baiser bien chaud, il peut être aussi un coup de revolver ou encore un divan de psychanalyste ».

Pendant que Ernst Leitz II, le fils du fondateur, et son équipe mettaient au point cette merveille qui allait transformer les journaux et les magazines avec des reportages au plus près des hommes aux quatre coins du monde, l'industriel ne restait pas indifférent à ses concitoyens et en particulier au destin des Allemands d'origine juive dont certains travaillaient au sein de sa très prospère entreprise.

Ce protestant avait pris position contre les nazis en 1933 en se présentant aux élections sous les couleurs de l'ex-parti libéral de gauche, le DDP, fondé autrefois par Walther Rathenau, ministre de la République de Weimar, assassiné par les nationalistes en 1922.

Ernst Leitz comparait les nazis à des « singes bruns ». Mais sa société était prospère et fournissait l'armée allemande en optiques sophistiquées pour l'aviation. La société produira également les systèmes de navigation des V2. L'usine Leitz est indispensable à l'industrie d'armement, et le succès des appareils Leica rapporte beaucoup de devises à l'économie allemande.

De 1933 à 1939, de l'avènement des nazis à l'occupation de la Pologne, Ernst Leitz et ses proches vont organiser une opération d'exfiltration de Juifs, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et à Hong Kong, dans tous ces pays où Leica disposait de succursales.

Les salariés d'origine juive étaient envoyés par Leitz en mission à New York, où ils rejoignaient une structure commerciale liée à la société, avec des lettres d'accréditation, un visa en poche, et naturellement un Leica sur la poitrine. Une soixantaine de personnes auraient ainsi échappé aux nazis grâce à cette filière.

Le rabbin américain Frank Dabba Smith a consacré un livre en 2002 à « *The Greatest Invention of the Leitz Family : the Leica Freedom Train* » et à celui qu'il a appelé le « Schindler de l'optique ».

Ernst Leitz considérait qu'il n'y avait aucune raison de se glorifier de ces actions. Sa fille Elsie Kuhn Leitz avait été arrêtée par la Gestapo à la frontière

germano-suisse en train d'aider une femme juive à passer la frontière. Ni son père ni elle n'en parlaient jamais.

Il n'en avait fait mention qu'une seule fois : il avait été traduit après la guerre devant un tribunal de dénazification pour avoir adhéré en 1942 au parti nazi, contraint et forcé. Il avait été facilement acquitté.

*Voir* : Capa (Robert) ; Cartier-Bresson (Henri) ; Théorème.

## Libéral-libertaire

### *De la société civile*

« Mal nommer les choses, disait Camus, c'est ajouter au malheur du monde. » Les journalistes ont un pouvoir d'appellation : à eux de l'exercer en trouvant les mots les plus justes.

De temps à autre, une formule claque, elle fait tilt dans l'opinion, et chacun se l'approprie. Peu importe qui l'a mise en circulation. Le plus souvent, cette formule jaillit de manière simultanée chez plusieurs personnes à la fois.

En 1978, la revue *Esprit,* alors dirigée par Paul Thibaud, m'avait interviewé, dix ans après les événements du printemps français. « La pensée de Mai » faisait débat, et *Libération* était déjà un petit phénomène de presse. Le journal opérait alors un changement d'orbite avec le primat donné au reportage et à l'effervescence culturelle, mais restait encore étiqueté comme « gauchiste ».

La dénonciation du gauchisme date du XIXe siècle français. Les partis qui refusaient le parlementarisme étaient dénoncés comme gauchistes. Lénine en 1920 en faisait une « maladie infantile du communisme » et accablait les partisans de Blanqui comme ceux de Rosa Luxemburg.

Les surréalistes furent dénoncés comme gauchistes pour avoir dénoncé… le colonialisme, comme le furent les signataires du « Manifeste des 121 », paru en

1960 dans le magazine *Vérité-Liberté*, réclamant le droit à l'insoumission. Le PCF, hostile au mouvement de Mai, ne manqua pas de dénoncer « les gauchistes irresponsables », ce qui avait motivé le titre du livre pied de nez de Dany Cohn-Bendit écrit en 1969 : *Le Gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme*.

J'ai profité de cette interview pour sortir *Libération* de cette appellation négative et pour revendiquer une identité spécifique : je l'ai défini comme un journal « libéral-libertaire ». Et je pensais être alors l'auteur de cette formule. En réalité, nous étions assez nombreux à nous revendiquer comme tels.

Dany Cohn-Bendit était l'un d'eux. Il se revendiquait comme « un libéral-libertaire » et, dans les années 1990, il en donnait cette définition : « un réformisme écologico-social lié à une tradition libertaire ». Elle avait, pour lui comme pour moi, des allures d'autoportrait.



Cette formule composée définissait une identité qui allait être partagée par une grande partie de l'équipe de *Libération* et de nos lecteurs.

Au printemps 1968, la dimension libertaire de la révolte antiautoritaire s'imposa à tous. Elle avait concerné les étudiants comme les salariés, du secteur public comme du secteur privé, et soufflé sur toutes les institutions.

De là découlent de nombreux mouvements culturels (féministes, homosexuels, mouvement des prisons, antipsychiatrie…) qui surfent sur les années 1970, et auxquels participent de manière très active les lecteurs de *Libération*.

L'extrême gauche patentée, avec sa promesse de dictature du prolétariat, n'y résiste pas. Vive la Révolution et la Gauche prolétarienne s'autodissolvent, l'une en 1971, l'autre en 1973. Des sectes résistent toujours.

Le soulèvement culturel du printemps 1968 a ravivé le débat entre socialisme étatique et autorégulation sociale. Il prend une forme politique et électorale avec l'opposition Mitterrand-Rocard : le premier défend un étatisme intégral, il est soutenu par le parti communiste, alors que son opposant socialiste défend une vision plutôt autogestionnaire avec le soutien de la CFDT, d'une fraction du parti socialiste et de toute la mouvance socio-culturelle.

Ce débat est public, il traverse toutes les années 1970 : le rocardisme a ouvert des passerelles avec les effervescences libertaires. Autonomie, responsabilité, solidarité, autorégulation, intimité, limitation du pouvoir étatique sont des valeurs mises en branle pour les acteurs et les penseurs de la société civile. L'influence s'en était fait sentir au parti socialiste qui avait choisi, avec son habileté coutumière, comme slogan « Changer la vie ». (Même si Arthur Rimbaud passe difficilement pour un partisan du socialisme par le haut.)

Les partis politiques français sont tous des héritiers de la monarchie, des Jacobins, de Bonaparte et de la République confondus. Ils sont tous étatistes et affichent un souverain mépris à l'égard de l'idée de société civile. Ce rejet ne leur réussit pas et bloque des mutations de notre société. François Mitterrand reconnaissait pour s'en moquer ne rien comprendre à cette histoire de société civile qui prenait à rebrousse-poil toute sa culture politique et son exercice souverain du pouvoir.

Libertaire, accolé à libéral, exprime le besoin impératif de limiter l'action de l'État au profit de la société civile.

État et société civile : c'est le couple infernal de la philosophie politique depuis Thomas Hobbes, Adam Smith, Hegel, Benjamin Constant, Tocqueville, Karl Marx, Antonio Gramsci et Herbert Marcuse, pour n'en citer qu'un petit nombre. En revanche, les théoriciens modernes du libéralisme dans la continuité de Friedrich Hayek, de John Rawls et de Raymond Aron n'ont jamais accordé la moindre importance à la société civile.

La société civile fut réactualisée par les mouvements culturels des années 1960 et suivantes, et par les mouvements antitotalitaires dans le monde communiste, à l'image de la dissidence soviétique et de la société civile polonaise. Ces contre-sociétés ont eu raison des régimes communistes de l'est de l'Europe.

Dans *Principes de la philosophie du droit*, Hegel voit dans l'avènement de la société civile industrielle moderne centrée sur le travail, sur les besoins et la production, l'apport de la Révolution française. Le travailleur est membre de la société civile de nature économique et en tant que citoyen il est membre de l'État. La société civile a besoin de l'État démocratique pour exister, car c'est lui qui assure sa libre expression et qui arbitre les conflits en son sein.

Pour Hegel, écrivant après Rousseau, c'est la société civile qui, pendant la Révolution française, a fait défaut, avec des corps constitués, des groupes sociaux, des associations. Il n'y avait plus rien entre l'homme et l'État, sinon une liberté abstraite, une liberté absolue, qui devint la Terreur. Voilà pourquoi, selon le philosophe de la modernité, il faut partir de la société civile.

Un article du traité constitutionnel créant l'Union européenne (et que personne ne lit) dit : « Les institutions de l'Union entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les organisations représentatives et la société civile. » On y lit l'influence de l'Europe protestante. La société civile, selon les textes européens, regroupe les organisations syndicales de salariés et chefs d'entreprise, les organisations non gouvernementales, les sociétés professionnelles, les organisations caritatives, les organisations de base, les organisations impliquées dans la vie locale et municipale.

Le mouvement des Lip, au début des années 1970, frappe les esprits : ces ouvriers d'une usine d'horlogerie de Besançon démontrent une capacité d'auto-organisation exceptionnelle, allant jusqu'à remettre en marche l'usine pour la sauver. La CFDT est à l'avant-scène et ses dirigeants se pensent alors partie prenante d'une société civile effervescente. Pierre Rosanvallon, historien de la démocratie et de la société civile, est alors conseiller de la centrale syndicale.

Michel Foucault inaugure son cours au Collège de France en 1976 avec ce slogan qui définit au passage le rôle d'un journal comme *Libération*, et son rapport

particulier avec la politique : « Il faut, disait-il, défendre la société. »

Les soulèvements de la société civile occupent en général les places publiques, ils en font des centres en confrontation avec le pouvoir d'État : on songe à la place Tien An Men à Pékin, à la place Tahir au Caire, à la place Taksim à Istanbul, au Maidan à Kiev… Des places publiques contre l'État. Cette scène se reproduit chaque fois qu'une société prend feu, qu'une communauté fusionne.

Le réseau Internet, en promotionnant une société plus horizontalisée et interactive, fait contrepoint à cette conception verticale du monde qui domine encore la politique et plusieurs secteurs de la vie économique, donne une identité, une dynamique, un élan à la société civile, et la rend indispensable. L'IRIS, l'Institut de relations internationales et stratégiques, a créé, en 2014, le premier « baromètre des sociétés civiles » qui étudie leur dynamisme. Internet est un facteur multiplicateur de toutes ces mobilisations où une population s'associe librement.

Le sociologue Michel Clouscard, aujourd'hui disparu, fut à partir de 1972 un critique virulent de Mai 68 décrit comme « une contre-révolution libérale parfaite », et il est devenu le pourfendeur du « libéralisme libertaire » accusé d'être le Fourier du « capitalisme de la séduction ». Tous les détracteurs de Mai 68 s'en inspirent d'autant plus volontiers qu'il avait été un compagnon de route du PCF.

Alain Soral, le gourou de Dieudonné et du polémiste Éric Zemmour, se définit aujourd'hui comme le fils spirituel de Michel Clouscard.

Christine Boutin, la présidente du Parti chrétien-démocrate, avait pris position en ces termes, le 22 avril 2013, en faveur de la mobilisation contre le « mariage pour tous », institué par la majorité socialiste : « C'est le peuple de France qui se lève, ce sont tous les gens qui ne veulent plus des valeurs de 68 et du libéral-libertaire. » Un demi-siècle après les sixties, cette formule énerve encore. Tant mieux.

Le lancement de cette formule n'avait pas suscité de violentes polémiques à *Libération*, elle avait au contraire ouvert la voie aux bouleversements à venir, en particulier la refonte de 1981. Elle était devenue une identité collective d'autant plus pertinente pour un journal que le lectorat s'y reconnaissait pleinement.

Dans l'articulation entre la société civile, la démocratie représentative et l'État, les médias sont en situation d'intermédiaires. Ce statut me convenait tout à fait et

je n'ai jamais cherché une autre place.

*Voir* : July (Serge) ; 1968 ; 1973 ; Mitterrand (François) ; Populismes – 1 et 2 ; Réseau.

# *Libération*

## *Deux ou trois choses…*

Certains matins, *Libération* fut le plus beau quotidien du monde, souvent un très grand journal écrit et visuel. Il aura été durant son histoire – qui n'est pas finie – le titre de presse quotidienne français le plus inventif, le plus découvreur, le plus insolent de son époque, tout en donnant à réfléchir à ceux qu'il irritait.

*Libération* a incarné une sensibilité et une conception plus libertaires au cœur d'un monde en pleine révolution technologique, financière, économique et culturelle, dans cette espèce de grand tsunami hyper-capitaliste qui déferle par moussons successives depuis le premier choc pétrolier.

« Il n'y a pas de grands journalistes, il n'y a que de grands journaux. » J'ai souvent cité cette saillie de Jules Renard. Ce journaliste écrivain anticlérical et républicain de la fin du XIX^e siècle était du genre décapant, à l'image de ce propos, qui va à contre-courant de l'imagerie du journalisme en général et des gens de presse en particulier, tous portés naturellement à l'autocélébration. Le secret est dans l'alchimie entre le talent individuel et le talent collectif, à ceci près que la presse quotidienne est un sport collectif qui se joue souvent à une ou deux centaines de joueurs, chaque jour.

Le départ de François Mauriac de *L'Express*, par exemple, dont il était l'une des vedettes, sinon la principale avec son « Bloc-notes », n'a eu aucune incidence sur les ventes et sur les abonnements de l'hebdomadaire. Celui qui jouait avec délectation au « dérangeur d'opinion » faisait partie de l'orchestre, mais la star ce

n'était pas lui, c'était le journal. Et le grand maître de l'amertume précisait même que c'était son lectorat qui faisait la qualité de *L'Express*.

*Le Monde* et *France-Soir* de l'après-guerre, *L'Express* de Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud des années 1950 et 1960, *Le Nouvel Observateur* des années 1970, pour ne prendre que ces titres, furent à leur époque des stars en matière de journaux. Ils sont nés de grandes vagues historiques. Ils sont venus de la Résistance et de la Libération. *L'Express* et *Le Nouvel Observateur* naissent de la rencontre entre un impératif de décolonisation alors que la France multipliait les batailles perdues dans les années 1950, de l'émergence des nouvelles classes moyennes et de l'essor simultané des sciences humaines qui prennent le leadership intellectuel.

Un grand journal, c'est un organe de presse enraciné dans l'histoire, un intellectuel collectif, dont les équipes exercent un pouvoir culturel, au sens où Pierre Bourdieu utilise ce concept pour décrire ce que furent les encyclopédistes au XVIIIe siècle.

En général, les journaux ne sont grands qu'à un moment de l'histoire, et le défi pour eux, c'est de se renouveler sans cesse pour être de nouveau dans le mouvement, et lui donner toute sa résonance.

*Libération* est né lui aussi d'une vague historique, celle des mouvements antiautoritaires en France et dans le monde au cours des années 1960, sans savoir que c'était déjà le crépuscule d'une époque, qu'on appellera plus tard les Trente Glorieuses.

Toutes ces vagues furent des matrices, qui ont coagulé chaque fois des générations autour d'expériences communes et de valeurs partagées.

Ainsi se forment et se « bronzent » des lecteurs potentiels, des graines de journalistes, de possibles équipes, et même des actionnaires eux aussi parties prenantes d'un projet de presse qui prétend embrasser le présent. Pendant quelques années, à la manière d'un immense puzzle : tout était là, sur la table, il fallait trouver les bonnes pièces, et les emboîter dans le bon ordre. Dans cet exercice quotidien, nous avons eu aussi beaucoup de chance.

Les lecteurs de *Libération* préexistaient au journal, de la même manière qu'ils préexistaient au *Monde* en 1944. Après la déflagration de 1968, un besoin de presse s'exprime, une autre actualité doit être prise en compte, elle ne l'était pas par le système d'information d'alors. L'annonce du lancement, en 1973, a catalysé un véritable mouvement de lecteurs. Dès 1986, le quotidien aura plus d'un million de lecteurs par jour en moyenne et il gardera cette audience jusqu'au début du millénaire. Un lectorat minoritaire mais de masse, c'était l'objectif.

Lorsque *Libération* paraît en 1973, « la pensée Mai 68 » est déjà un jeu de massacre très prisé à droite et à l'extrême droite, mais aussi à gauche et à l'extrême gauche. La croisade pour la restauration de l'autorité héritée de la monarchie absolue, du jacobinisme et du bonapartisme n'a jamais cessé depuis juin 1968.

À entendre la foule des procureurs, les acteurs de 68 ou ceux qui s'en revendiqueraient apparaissent comme des jeteurs de mauvais sort, des sorciers et des sorcières qui auraient envoûté le pays et des millions de participants. S'ils pouvaient, ils dresseraient des bûchers contre tous ces Giordano Bruno en herbe…

Car il y a une réalité entêtante : la France s'est soulevée en 68 contre une conception disciplinaire de la société. Alors que la contestation antiautoritaire fut quasi planétaire, seuls deux pays ont pris feu : la France et la Tchécoslovaquie !

Notre pays confond allègrement un comportement coercitif avec l'autorité d'une pensée s'imposant dans le partage, à l'issue d'une confrontation, comme cela se pratique dans de nombreux pays européens qui ont des performances nettement supérieures aux nôtres, jusque dans le domaine de l'éducation, qui met en transe tous les nostalgiques de l'autorité à l'ancienne, quand seule une petite minorité de la population avait le droit à des études supérieures.

Généralement dans les débats sur la perte d'autorité depuis Mai 68 on invoque le passé et la tradition. J'ai toujours en tête cette phrase : « À l'époque, on n'élevait pas ses enfants, on les dressait. » Il y en a que ça fait rêver. Tout est dit.

Le *Libératio*n des années 1970 avait été un journal laboratoire où nous avions beaucoup expérimenté, tout en apprenant à faire un quotidien. Dans cette multitude d'essais, d'échecs et d'inventions, nous avions taillé un projet de quotidien, qui paraîtra à partir de mai 1981, un journal libéral-libertaire, culturel, avec le primat donné aux enquêtes et aux reportages sur tous les dogmes. Nous

l'avions placé sous le patronage d'Arthur Rimbaud et de ces mots d'*Une saison en enfer* : « Il faut être résolument moderne », résolument dans le monde qui vient.

En se transformant en 1981, *Libération* avait anticipé une nouvelle époque qui a coïncidé avec la première alternance de la V^e^ République, avec la mise en avant de la construction européenne comme projet politique, l'effondrement de tous les pays communistes, tandis que la mondialisation financière dévastait le tissu industriel et exacerbait les inégalités.

À la manière de ces îles volcaniques qui n'existaient pas cinq minutes auparavant et qui émergent brusquement au milieu d'un désert océanique, un nouveau monde a pris corps au cours de la décennie et est apparu en pleine lumière au début des années 1990. Cette actualité historique fut aussi la chance de *Libération*.

Une équipe de quotidien doit être à l'image de son lectorat. Jean-Paul Sartre bataillait avant la parution pour que le journal soit « le porte-voix des contradictions de la population », que des voix très diverses cohabitent sous le même toit. C'était une recommandation très précieuse.

Il fallait doser les différentes composantes, protéger les sensibilités les plus délicates, s'assurer qu'il y ait bien des contradictions tout en évitant la paralysie.

Vers la fin des années 1970, l'équipe affiche un mélange assez explosif comme en atteste ce petit échantillon : de Zina Rouabah, passée du standard et des petites annonces à la gestion du journal, au sociologue Jean-Louis Péninou, l'un des leaders de Mai 68, de Pierre Goldman, guérillero braqueur et écrivain juif polonais, né et assassiné en France, à Alain Pacadis, le punk chroniqueur mondain, lui aussi assassiné, de Guy Hocquenghem, la fierté homosexuelle incarnée, à Michel Cressole, qui inscrit l'élégance au titre des vertus journalistiques, de Nadia Ringart, qui vient du *Torchon brûle*, à Annette Lévy-Willard ou du MLF au féminisme californien, de Jean-Pierre Delacroix, professeur d'éducation physique embauché comme coursier, à Jean Hatzfeld, un ex-établi en usine qui débarque de Katmandou – tous deux vont créer ensemble le service des sports –, de Jean-Luc Hennig, le grammairien curieux de toutes les vies parallèles, à Patrice Van Eersel, spécialiste des autres dimensions, de Sorj Chalandon, infirmier dans un hôpital

psychiatrique embauché comme monteur et devenu grand reporter, à Marc Kravetz, venu de la presse littéraire, premier prix Albert-Londres du quotidien pour ses reportages en Iran, de Jean-François Fogel passé par l'agence France-Presse, qui instille un style froid mais ciselé dans l'écriture du journal, à Blandine Jeanson, de la bande à Jean-Luc Godard et ex de *J'accuse* et de *La Cause du peuple* devenue l'éditrice des longs textes, de Jean-Marcel Bouguereau, qui a couvert le terrorisme allemand et Solidarność et qui dirigera la rédaction à partir de 1981, à Frédérique Goursolas, étudiante aux beaux-arts qui va en devenir la directrice artistique, des dessinateurs punk de Bazooka à Willem, figure des provos néerlandais qui va devenir un grand dessinateur éditorialiste, de Bayon, le rock reporter à l'écriture syncopée, à Philippe Conrath qui fait découvrir les musiques africaines et créateur de plusieurs labels…

Ce mélange est modifié, en 1981, avec des journalistes venus d'agences, d'autres journaux, de revues, des nouvelles radios, à l'image d'Homeric : ancien lad, ancien jockey, il avait échoué avec un journal hippique, puis rejoint *Libération* en 1982 où il impose ses portraits de chevaux, ce qui lui permettra d'écrire plus tard le *Dictionnaire amoureux du cheval*.

Pierre Briançon, venu de la presse économique, comme Laurent Joffrin, crée le service économie, Jean-Michel Helvig, venu de la radio, crée le service politique aux côtés de Dominique Pouchin, ancien grand reporter du *Monde*, qui dirige la rédaction de 1983 à 1996 ; Pierre Haski, qui vient de l'AFP, va être correspondant aux quatre coins du monde ; Serge Daney, ancien rédacteur en chef des *Cahiers du cinéma* qui a jonglé avec le zapping, la télévision, les films, les balles de tennis et les idées, tandis que le style de Gérard Lefort enflammait le cinéma ; Florence Aubenas, qui sort du CFJ, intègre le secrétariat de rédaction et devient grand reporter en France et à l'étranger avec Didier François, animateur de SOS-Racisme, journaliste au *Matin de Paris*, correspondant de *Libé* en Afrique du Sud : tous deux, avec d'autres talentueux, vont courir les guerres ; Charlie Buffet, journaliste des hautes montagnes, passé par *France-Soir*, va construire avec Thierry Benoit l'édition du journal, cette rédaction parallèle qui sera l'un des secrets de la qualité du journal ; Jacques Amalric, rédacteur en chef du *Monde*, rejoint *Libération* dont il dirige la rédaction à partir de 2000 ; Antoine de Gaudemar, qui était aux origines,

qui a dirigé le cahier « Livres » et la culture, lui succédera. Les talents individuels de *Libération* ne s'arrêtent évidemment pas à l'évocation de ce mélange.

Une équipe vivante, c'est une communauté avec une culture, une déontologie, une échelle de valeurs, et des désirs de presse qui font mosaïque, qui se complètent et s'interfèrent.

Les erreurs de mélanges au sein d'une équipe journalistique sont aussi préjudiciables pour un journal que les cafouillages à la pompe à essence pour un moteur. Une équipe subit aussi les lois démographiques. Elle doit se renouveler sans cesse, au risque sinon de stériliser le titre par inertie. Les crises, et *Libération* en a connu beaucoup, sont toujours pénibles à vivre, mais utiles pour assurer un minimum de métabolisme.

La disparition du communisme entre 1989 – chute du Mur – et 1991 – décès officiel de l'URSS – provoque l'universalisation du capitalisme. La Chine de Deng Xiaoping s'y rallie et décolle très vite, entraînant à sa suite tous les pays émergents. Toute espérance transformatrice est dévaluée. Le traité de Maastricht, qui accompagne la réunification de l'Allemagne, crée l'Union européenne, et l'euro peine à s'imposer. Une opération de police mondialisée a lieu en Irak, qui met sens dessus dessous le Moyen-Orient et banalise le recours à la guerre.

Deux réseaux voient le jour au début des années 1990 : Al Qaïda en 1992, qui organise une sanglante régression médiévale à dimension planétaire, et le World Wide Web qui, en 1994, crée le réseau.

En dix ans, Internet va devenir le média des médias et change la donne non seulement pour la presse papier mais pour tous les médias. Le réseau produit par ailleurs une conception de l'autorité qui n'a rien à voir avec l'objet de la nostalgie française.

Lorsque le monde change, les journaux sont justement interpellés. Ils sont des papiers buvards des inquiétudes, des angoisses, des fausses routes comme des espérances des lecteurs. L'idée d'une nouvelle étape dans l'histoire du journal avait fait son chemin, nous l'avions un peu anticipée et complètement ratée.

Tout un symbole, je m'écrase sur un platane le 1er janvier 1993, sur une route de Provence. Un jeune ouvrier marocain sur une mobylette, impliqué dans le choc,

succombera de ses blessures. Lorsque je m'en relève, plusieurs mois après, nous nous lançons dans une nouvelle transformation du journal liée aux événements et aux tout premiers pas de la révolution numérique.

Depuis la création du titre, face au credo général de la crise de la presse quotidienne attribuée à la faiblesse de la demande – ce qui n'est pas totalement faux –, nous avons toujours opposé le primat de la crise de l'offre : les quotidiens français sont trop chers pour un produit trop pauvre, et par voie de conséquence ils ont une pagination publicitaire trop faible pour des coûts trop élevés.

Alors qu'un nouveau média était en train de faire son apparition, dont on pressentait certaines potentialités sans avoir conscience que le réseau allait devenir le média universel et le média des médias, il paraissait indispensable de consolider en urgence le quotidien généraliste, de combler ses lacunes, avant un probable bouleversement.

Nous avions donné un nom à cette ébauche : « le journal total », qui avait pour ambition de mettre le quotidien au niveau des standards européens. Le projet consistait à augmenter l'offre journalistique avec un multi-quotidien, susceptible de s'adresser à des demandes différentes grâce à plusieurs quotidiens en un seul, avec chaque jour un généraliste accompagné de son édition francilienne, son quotidien culturel et son quotidien économique. C'était aussi un moyen de transformer l'équipe avec de nouveaux apports.

Enfin, en nous donnant comme objectif de faire du quotidien « l'organe de la modernisation démocratique », nous mettions alors l'accent sur une donnée qui allait se révéler majeure : avec un capitalisme aux allures triomphantes, un mouvement proprement réactionnaire allait souffler en tornade. La question de l'approfondissement démocratique était aussi le moyen de faire face à cette tornade, d'autant que la société française restait handicapée par une centralisation inefficace et asphyxiante.

Les raisons de l'échec de ce *Libé 3*, lancé en septembre 1994, sont nombreuses. Les modes de consommation des médias avaient changé plus vite que prévu. Ce projet venait trop tard : le quotidien papier, comme d'autres médias, était déjà devenu un média de complément, et nous n'en avions pas assez conscience, *a*

*fortiori* pour un lectorat nettement plus jeune que celui du *Figaro*. Tous ces comportements allaient s'amplifier avec le téléphone portable, les réseaux sociaux, les chaînes d'info en continu…

*Libération* a fait le choix, en 1994, d'investir massivement sur l'offre papier. Théoriquement, il eût été préférable d'investir sur le numérique à ce moment-là, mais cela n'avait rien d'évident et l'équipe, celle de *Libération* comme toutes les équipes conçues dans le papier, s'y serait fermement opposée. Internet était alors vu comme un complément. Le complément est devenu le sujet principal, qui commande désormais l'ensemble.

Nous ferons une deuxième erreur dans ce domaine alors que le journal était pionnier dans les éditions numériques : nous avons cru, comme beaucoup, que l'avenir était au bimédia, il est probable même que nous ayons, sinon inventé, du moins promu ce concept, désormais utilisé partout. Il avait lui aussi un bon train de retard.

Le bimédia fut la chimère que tous les quotidiens papier ont poursuivie, *Libération* le premier : les rédactions du papier sont invitées à produire aussi pour le site. Mais le réseau Internet n'est pas une version numérique du quotidien papier, c'est un multimédia, qui dévore tous les médias, à la fois télévisuel, radiophonique, écrit, mis en scène, musical, où l'animation sous toutes ses formes joue un rôle important…

Enfin la mobilisation de capitaux pour la nouvelle formule du quotidien papier était insuffisante au départ, elle supposait un succès immédiat. Comme il n'était pas au rendez-vous, l'échec de *Libé 3* prit l'allure d'un naufrage. Le journal a été sauvé de la faillite en 1995 par Jérôme Seydoux, qui s'y était engagé auprès de moi.

Dès 1995, nous sommes revenus à la formule antérieure, *Libération* a retrouvé tout de suite son lectorat et son étiage de vente ; mais nous avions raté la vague, nous avons alors roulé sans embrayage et, à terme, la mécanique collective s'est brouillée.

Jusqu'à l'arrivée d'actionnaires purement financiers en 2002, la communauté *Libération* comprenait l'équipe dans sa globalité, les lecteurs et, parmi eux, nos actionnaires, qui étaient aussi des représentants du lectorat.

Le financement du journal au départ avait été assuré par des souscriptions organisées par les comités *Libération*. Des lecteurs à cette époque avaient renoncé à des héritages pour souscrire, des artistes sont intervenus à plusieurs reprises pour des concerts, des œuvres artistiques vendues au bénéfice du journal et des dons, en particulier en 1981. Ce que firent à cette époque Isabelle Huppert, Maxime Le Forestier et Jean-Pierre Beauviala.

La société éditrice en 1973 ne comprenait que quatre personnes, puis douze l'année suivante et, de manière surprenante, la nouvelle équipe devint propriétaire indivis du journal en 1981, ce qui n'était pas prévu. Pendant la recomposition de l'équipe, des sociétés de personnel voient le jour et se substituent la veille de la reparution aux douze fondateurs actionnaires.

Parmi tous ceux qui sont venus épauler financièrement le journal, trois figures.

Claude Alphandéry a présidé jusqu'aux années 2000 la société de financement de *Libération* créée en 1982. Cet ancien chef de maquis, ancien communiste et ancien banquier, fut un pionnier de l'économie sociale, longtemps président de France active. Il avait regroupé, autour de lui, beaucoup d'amis du journal.

Antoine Riboud, P-DG de BSN, avait au début des années 1970 secoué le CNPF en prônant un capitalisme social, très en phase avec la CFDT d'alors. En 1973, il avait caché le trésor des Lip pendant le conflit. Il souscrira à plusieurs reprises au capital de *Libération*. Son frère Jean Riboud, P-DG de Schlumberger, ancien mendésiste devenu proche de François Mitterrand, et lui aussi engagé dans le journal, disparaît en 1985.

Jérôme Seydoux avait investi dans *Libération* et notamment dans le projet de 1994. Patron de Pathé et de Chargeurs, il avait pris l'engagement citoyen et amical d'être là en cas de difficultés. En 1995, il a pris temporairement la majorité du capital. Dès que le journal a de nouveau dégagé des bénéfices, Chargeurs est redevenu minoritaire.

En 2002, nous ne sommes pas parvenus à réinventer un nouvel actionnariat prêt à s'engager avec *Libération* dans le champ numérique. Faute de trouver des partenaires dans cette industrie, le rachat de la participation de Jérôme Seydoux s'est fait en introduisant une société de capital risque, dont Édouard de Rothschild a racheté les parts en 2005.

Édouard de Rothschild a eu toutes les audaces d'investir dans *Libération* en 2005. Il en a eu une autre l'année suivante, celle de déposer la direction. De manière naturellement cavalière.

Compte tenu de la fragilité financière qui était alors celle de *Libération*, et dont j'avais connaissance, je n'ai pas hésité : avec Louis Dreyfus, le directeur général, et Antoine de Gaudemar, le directeur de la rédaction, nous sommes partis. C'était en 2006.

C'était le dernier geste que je pouvais faire pour ce journal qui fut ma passion pendant plus de trois décennies, comme elle fut celle de tous ceux qui ont participé à cette aventure qui consistait à écrire et publier, chaque jour, l'équivalent d'un livre de cent quatre-vingts à deux cent cinquante pages.

Pour rassembler tous ces équipiers, il faudrait mobiliser deux, sinon trois Eurostar, qui ont une contenance chacun de 770 passagers, ce qui ne signifie pas que cette réunion aurait forcément lieu à Londres. Soit entre 1 500 et 2 000 personnes. En 1993, sur vingt ans, Alain Brillon, archiviste et mémorialiste de *Libération* depuis les origines, avait recensé 968 noms de permanents, ayant passé au moins une année dans l'entreprise. Vingt ans après, on ne doit pas être loin du double. Dans ce rassemblement virtuel, il y a des manques cruels, plusieurs dizaines d'entre eux ont disparu : maladies diverses, sida, overdoses, suicides, un accident d'avion et deux assassinats.

*Libération* est définitivement leur œuvre. Plus de quarante ans après sa naissance, je suis heureux, chaque matin, qu'il paraisse.

*Voir* : « Apostrophes » ; Bidonnages & Cie ; Brèves ; Claviste (Note de la) ; Connivence ; Copi ; CSP+ ; Duras (Marguerite) ; Flagrants délits ; Giroud (Françoise) ; Guignols de l'info ; Hatzfeld (Jean) ; Ironie ; July (Serge) ; Lecteurs ; Libéral-libertaire ; Londres (Albert) ; Machine à écrire ; 1968 ; 1973 ; Mitterrand (François) ; Multimédia ; *Off the record* ; Otages ; Populismes – 1 et 2 ; Présent ; Quotidien-magazine ; Reportage ; Sartre (Jean-Paul) ; Tabloïd ; Technologies ; Timişoara ; Tour de France.

# Londres (Albert)

## *Le mélange des genres*

Au panthéon de la presse française, il y a deux grandes caryatides : Théophraste Renaudot, l'inventeur patenté du premier journal français, et Albert Londres, le premier vrai grand reporter. Le prix Renaudot récompense un journaliste tenté par la littérature, et le prix Albert-Londres un grand reporter au long cours.

Ces deux prix trahissent deux des travers récurrents de la presse française, une conception très floue de l'indépendance et une passion très relative pour les faits.

Théophraste Renaudot fut le principal communicant du cardinal de Richelieu. Il est l'inventeur du *Journal officiel* : c'est bien sûr le premier journal, mais sans la liberté qui est censée accompagner l'exercice journalistique. Le monopole royal qui lui avait été accordé s'exercera très longtemps aux dépens de toutes les autres publications. On admettra qu'il s'agit là d'une hérédité assez lourde à porter.

Albert Londres, c'est l'autre pilier du temple. Il incarne « le grand reportage à la française » qui s'impose après la Première Guerre comme le genre dominant dans la presse, et dont les récits s'arrachent dans les kiosques et dans les librairies lorsqu'ils paraissent sous forme de livres.

Après les fictions et les mensonges publiés par la presse pendant cinq ans, puis les scandales financiers contemporains du conflit, avec des journaux achetés par des fonds allemands, la révélation des scandales de l'avant-guerre, notamment celui des emprunts russes où des éditeurs français avaient été généreusement arrosés par le tsar, sans compter ceux qui, pendant le conflit, avaient reçu des subsides de l'Allemagne, le journalisme est discrédité. La presse a besoin d'une nouvelle légitimité. Ce sera entre les deux guerres, à côté du pamphlet meurtrier toujours très en vogue, le grand reportage inspiré de la presse américaine, qu'Albert Londres et Joseph Kessel vont incarner.

Si le grand reportage apporte l'espace et les aventures humaines, ce sont les écrivains qui, en France, en leur donnant du style, vont les valoriser. Les écrivains

sont mobilisés en grand nombre pour sauver le journalisme du naufrage. Entre les faits et le style, la presse française va choisir le style.

Albert Londres a longtemps rêvé d'une carrière d'écrivain, il va symboliser ce mouvement : il est sacré chevalier blanc du journalisme. Il y a deux époques dans sa carrière : le correspondant aux marges de la Grande Guerre et le grand reporter de l'indignation après la guerre jusqu'à sa mort en 1932 dans l'incendie du paquebot qui le ramenait de Chine.

En 1914, après sept années passées, de manière anonyme, à la chronique parlementaire, Albert Londres est nommé correspondant de guerre. Réformé, il n'a pas été mobilisé. En septembre, au moment de l'offensive allemande, *Le Matin* l'envoie à Reims. Il trompe la censure militaire et arrive alors que les obus tombent sur la cathédrale, le 19 septembre.

Son article – c'est le premier qu'il signe de son nom – commence par ces mots : « Ils ont bombardé Reims et nous avons vu cela. […] Elle est debout mais pantelante. […] Les pierres se détachent d'elle. Une maladie la désagrège. Une horrible main l'a écorchée vive. Les photographies ne vous diront pas son état. Les photographies ne donnent pas le teint du mort. […] Le canon continue de jeter sa foudre dans la ville. Les coups se déchirent plus violemment qu'au début. Que cela peut-il faire maintenant ? La cathédrale de Reims n'est plus qu'une plaie. »

Ces phrases ont l'accent d'un manifeste, celui du journalisme du regard, il se met en scène et revendique sa subjectivité.



Albert Londres ne fait confiance qu'à ses yeux, son cœur et sa main, celle qui tient la plume. Il refuse de s'encombrer d'une documentation pleine d'*a priori*, car, dit-il, « un vrai reporter doit savoir écouter et regarder ». Il va rapidement théoriser cette posture dans tous les journaux pour lesquels il a travaillé et refuse d'être conditionné par un travail préparatoire. Il veut être dépouillé de tous les préjugés. C'est ce qu'il appelle « le journalisme radical », un genre purement sensoriel.

Avec l'expérience, ce journalisme radical va devenir celui de l'indignation : « Un journaliste n'est pas un enfant de chœur, et son rôle ne consiste pas à précéder les processions, la main dans une corbeille de pétales de roses. Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie. »

En décembre 1914, il termine l'un de ses articles sur les combats avec cette envolée qui lui est propre : « Cinquante jours d'eau, de feu, de canons, de navires, cinquante jours de gestes immenses, de cris sublimes, d'âmes qui montent, cinquante jours d'une des plus grandes batailles de 1914 : on a gagné un kilomètre. »

Pour Pierre Assouline, son biographe, il « est mû par un instinct poétique, romanesque, chevaleresque, tout de générosité et d'altruisme ». Son réalisme poétique, ses humeurs hugoliennes, ce sont les bagages d'un écrivain qui avec des bottes de mille lieues traverse les événements.

En février 1915, il veut partir dans les Dardanelles, sa direction refuse. Il menace de démissionner. Le patron du *Matin* le prend au mot et lui reproche d'avoir introduit dans le journalisme « le microbe de la littérature ». Cette remarque de Bunau-Varilla, personnage sulfureux qui n'entretient pas avec la déontologie des liens très étroits, n'est pas pour autant sans fondement.

Claude Moisy, l'ancien patron de l'AFP, avec une longue carrière d'agencier derrière lui, en particulier aux États-Unis, a mis en cause la « relation fantasque avec les faits » qu'entretenait la statue du commandeur du journalisme français. Trop subjectif, trop littéraire, trop approximatif, pas assez factuel, selon le maître des dépêches.

Albert Londres part dans les Dardanelles, dans les Balkans, en Grèce, pour le compte du *Petit Journal.* En 1917, il représente ce titre parmi les vingt envoyés

spéciaux accrédités auprès de l'état-major. Ils sont rassemblés au château d'Offémont près de Compiègne, mais ils n'ont pas accès aux fronts français, sinon de très loin.

En juin 1918, il claque la porte de « la Mission de la presse » à la suite d'une altercation avec un officier donneur de leçons. Albert Londres l'avait traité de menteur. La censure le juge alors « insolent, forte tête et insubordonné ». Il est contraint de démissionner de son journal sur intervention de Clemenceau et va signer avec *L'Excelsior,* « le quotidien illustré », pour lequel il va couvrir la révolution bolchevique et parcourir l'Asie.

Avec le reportage en Russie, l'indignation submerge Albert Londres, elle ne le quittera qu'une fois dans la Ruhr.

En 1923, il y est envoyé pour couvrir les révoltes de la population allemande contre les troupes d'occupation françaises. La direction du journal est déçue par le caractère dédramatisant des papiers que rapporte le journaliste. Son article n'est pas jugé dans la ligne du journal. Colère de l'envoyé spécial qui prononce à cette occasion cette célèbre repartie : « Apprenez qu'un reporter ne connaît qu'une seule ligne, celle du chemin de fer. » Son reportage paraît dans *L'Éclair*.

Albert Londres passe au *Petit Parisien* pour lequel il va écrire ses récits emblématiques, ceux de la dénonciation de ce qu'il appelle les « fléaux sociaux » : le bagne, le portage en Afrique, le traitement de la folie, l'antisémitisme…

Albert Londres a une attitude à rebrousse-poil de ses confrères, à bien des égards très moderne. Il n'affecte pas la compréhension spontanée des événements auxquels il assiste et ne prétend pas rationnaliser ce qu'il a vu. Reportage après reportage, il ne cesse de dire au contraire qu'il ne comprend pas ce qu'il voit et naturellement, après les certitudes de la propagande de la guerre, ce scepticisme et cette humilité font souffler un air frais.

Officiellement Albert Londres a trois passions, celle de la phrase courte à l'américaine, celle de la littérature avec des images lyriques, enfin la passion de l'indignation. Il en avait, semble-t-il, une quatrième.

Pierre Assouline révèle une activité parallèle à celle de grand reporter : agent secret. Non seulement il aurait eu tendance à ramener la littérature dans une presse qui souffrait déjà de ses relations fantaisistes avec les faits, mais le voilà espion.

Espion et journaliste, le mélange des genres est fatal pour la profession, et en général pour les faits.

À en croire son biographe, celui qui fut surnommé « le prince des reporters » aurait fait les deux métiers à la fois : il aurait été à l'occasion un « agent en mission pour le gouvernement ». Il le décrit voyageant avec des fonds secrets débloqués avec l'aval du président de la République et du président du Conseil d'alors. On ne sait pas s'il choisit ses destinations en fonction de considérations qui n'ont rien à voir avec le journalisme ou s'il profite de ses activités parallèles pour mieux pénétrer la réalité. C'est la douche froide.

Mais il y a pire, toujours selon Pierre Assouline, le grand reporter ne dédaignait pas de cumuler la mission de renseignement avec celle du service action. Il raconte cet incroyable épisode où il aurait organisé une tentative d'assassinat, pendant la Première Guerre, d'un général anglais à Athènes, et pour lequel il avait déjà engagé des tueurs albanais. Heureusement, cette tentative n'ira pas jusqu'à son terme.

Pierre Assouline le suit alors dans la préparation de son reportage en Russie, où il aurait rédigé un document pour le ministre des Affaires étrangères et pour le président du Conseil exposant ses plans. Son projet aurait inclus l'organisation d'attentats contre Lénine et Trotski. Le journaliste Albert Londres devient un incroyable personnage romanesque, finalement très proche des héros de Gaston Leroux et de Hergé.

Comme le souligne Pierre Assouline, après Claude Moisy : la déontologie n'était pas la préoccupation majeure d'Albert Londres. Au-delà de sa posture romantique, de son courage réel et de son penchant pour la justice, son image de grand reporter emblématique est lézardée.

Il meurt accidentellement en 1932 dans l'incendie du paquebot qui le ramène de Chine. Il avait quarante-sept ans.

Entre Théophraste Renaudot d'un côté et Albert Londres de l'autre, la presse française est à rude école.

Le prix Albert-Londres récompense, depuis 1933, les meilleurs journalistes de moins de quarante ans. *Libération* a eu la chance d'en compter sept : Marc Kravetz,

Caroline Puel, Luc Le Vaillant, Sorj Chalandon, Christophe Ayad, auxquels il faut ajouter ceux qui étaient passés par *Libération* et qui l'ont obtenu pour un autre titre après avoir quitté le journal, comme Jean-Michel Caradec'h, Dominique Le Guilledoux, Jean Rolin et Anne Nivat.

*Voir* : Bourrage de crâne ; Clemenceau (Georges) ; Defoe (Daniel) ; Pulitzer (Joseph) ; Renaudot (Théophraste) ; Reportage.

# Lynchage médiatique

## *Journalistes ou assassins*

M. Lynch était un fermier de Virginie. Il s'était proclamé juge de paix dans les colonies anglaises au XVIIIe siècle. Il y avait inventé une justice sommaire : quelques jurés délibéraient en public, et l'exécution par pendaison intervenait tout de suite au milieu de la foule.

Le lynchage est une parodie de justice rendue par une foule qui la nie en commettant un meurtre collectif. Des dizaines de milliers de personnes ont ainsi été pendues aux États-Unis, dont une majorité de Noirs. Les enfants n'y échappaient pas.

Au regard de cette multitude de références tragiques, la formule « lynchage médiatique », apparue en France dans les années 1990, s'inscrit à charge dans le procès général fait aux médias. Les journalistes étaient déjà accusés de mensonge, de connivence, les promoteurs de la formule « lynchage médiatique » en ont fait des assassins en puissance. Les journalistes, comme tous les lyncheurs, agiraient en meute et tueraient à l'occasion dans une irresponsabilité totale.

Dans mon souvenir, cette formule a été lancée après le suicide de Pierre Bérégovoy, le 1er mai 1993.

François Mitterrand, dans son discours lors des obsèques de son ancien Premier ministre, avait traité les journalistes de « chiens ». Au regard de l'accusation induite d'assassinat, son discours de colère apparaîtrait presque modéré.



L'ancien Premier ministre avait été mis en cause par un article du *Canard enchaîné*, publié en février 1993, qui révélait que le prêt d'un million de francs, de Roger-Patrice Pelat, ami personnel de François Mitterrand, à l'ancien ministre de l'Économie et des Finances était en réalité un cadeau. Cette information n'avait pas été contestée.

Il n'avait laissé aucun message pour expliquer son acte, du moins officiellement.

La formule du « lynchage médiatique » a connu beaucoup de succès. Son usage tend à se généraliser.

Par exemple, sur le Tour de France. La plupart des vainqueurs des tours précédents ayant été disqualifiés pour dopage, la ministre des Sports, au départ de l'épreuve en 2013, avait demandé à ce que « le cyclisme ne fasse pas l'objet d'un lynchage médiatique ».

S'il y a eu mort d'hommes dans le cyclisme, c'était toujours à la suite de la distribution et de la consommation abusive de produits illicites : de Simpson à Pantani. Ce n'était pas du tout de la responsabilité des médias.

Jean-François Copé, président de l'UMP, confronté à l'affaire Bygmalion, réagit en se disant victime d'un « lynchage médiatique ». En utilisant cette formule, l'ex-président de l'UMP se « victimise » d'emblée et dénonce ces assassins en puissance que seraient les journalistes qui colportent des informations à charge dans leurs articles, et qui se sont révélées exactes. Ce n'est pas une invention de la presse, mais de la justice.

L'évocation du « lynchage médiatique » est devenue un défouloir contre les médias. Assimiler toute mise en cause d'une personnalité, reprise par plusieurs médias, à un massacre est effectivement insupportable. L'utilisation de cette formule appartient au registre de la défausse ; elle est censée transformer un homme accusé et mis en examen en victime.

L'expression lynchage médiatique induit un effet de groupe, avec la mise en branle de l'ensemble des médias.

Rétrospectivement, la formule du lynchage médiatique aurait peut-être eu de la pertinence à l'époque où le journal antisémite *La Libre Parole* de Drumont avait lancé sa campagne contre les Juifs dans l'armée et révélé l'arrestation du « traître » Dreyfus : alors l'écrasante majorité de la presse s'en était emparée et avait surenchéri.

À l'inverse, la campagne de *L'Action française* et de *Gringoire* contre Roger Salengro n'a pas été menée par les médias dans leur globalité. Mais il y a un effet de contexte. Charles Maurras avait appelé au meurtre à plusieurs reprises contre Blum : « Un homme à fusiller. Mais dans le dos. » Le leader socialiste échappe de très peu à un vrai lynchage dans la rue, lorsque sa voiture croise un cortège monarchiste. Ce ne fut pas le cas pour Salengro.

En tant que ministre de l'Intérieur du Front populaire, Roger Salengro est accablé parce que, ayant réprimé les ligues, celles-ci s'acharnent contre lui. Les articles d'Henri Béraud sont ignobles, mais cette campagne n'est pas reprise par l'ensemble des médias. La majorité de l'Assemblée vote la confiance à Roger Salengro, mais cela ne suffira pas : l'homme a craqué.

L'arrestation « mondialisée » de Dominique Strauss-Kahn est-elle du lynchage médiatique ? La police de New York a choisi de manière délibérée d'offrir aux

médias cette scène accablante, qui transformerait quiconque en coupable. La logique sémantique voudrait que l'on parle en l'occurrence de lynchage policier…

La langue anglaise a une formule pour décrire ce traitement : le *bashing*, que l'on pourrait traduire par « la raclée ».

Ce n'est pas forcément le mot juste mais c'est le plus proche de la réalité, dans l'écrasante majorité des cas, alors que le lynchage médiatique reste une formule obscène.

Une autre formule est désormais utilisée pour condamner le matraquage médiatique : « l'hystérie médiatique ». Elle laisse entendre que les médias provoquent des conflits psychiques dans la collectivité. Ce serait la version moderne de la sorcière de Michelet, incarnation de la femme hystérique, qui finit logiquement sur le bûcher.

L'information en continu, télévisée et radiophonique, bombarde en effet une même information pendant une période donnée, de plusieurs heures à plusieurs jours. Ce précipité a toujours un effet amplificateur indiscutable. L'information en continu existe partout. Ce phénomène aurait en France des effets dissolvants, qui n'existeraient pas, avec cette dimension, dans la plupart des pays démocratiques. Ce qui tendrait à prouver que, si les médias y ont une part, elle ne serait pas déterminante.

*Voir* : Caillaux (Henriette) ; Chiens ; Dreyfus (L'affaire) – 1 et 2 ; Populismes – 1 et 2 ; Salengro (Roger) ; Voltaire.

M

# Machine à écrire

## *Mécascriptophilie*

Je possède une vieille Underwood des années 1950, massive dans son coffrage métallique gris. Ses touches sont vertes. Je ne l'utilise jamais. Je la regarde souvent.

Cette machine est une merveille de mécanique de précision, elle est actionnée par une pression exercée uniquement par les doigts sur des touches, celles-ci mettent en branle des leviers, des ressorts, des blocs métalliques, des engrenages, qui en bout de ligne déclenchent une clochette, actionnent le levier de retour automatique du chariot, entraînent à chaque caractère frappé un mécanisme qui tire le ruban et l'enroule, et active un véritable théâtre typographique.

Cette petite usine à écrire est à la fois un hommage à la révolution industrielle, dont elle est la quintessence, et en même temps un monument élevé à la littérature et au journalisme. Dashiell Hammett et William Faulkner écrivaient leurs romans sur Underwood et comme eux des milliers d'autres.




L'histoire de la machine à écrire commence en 1714, l'année de la mort de Louis XIV, c'est-à-dire à l'aube du siècle des Lumières qui aura la passion des mécanismes ingénieux. Sa mise au point prend un siècle et demi en Europe et aux États-Unis, où, en 1867, Carlos Glidden et Christopher Sholes viennent présenter leur brevet à la société Remington.

Cette entreprise avait fait fortune pendant la guerre de Sécession en fabriquant des armes. La paix venue, elle cherchait des productions de substitution. La première machine sort en 1873.

Mark Twain prétend avoir été le premier écrivain à utiliser une machine à écrire pour la rédaction des *Aventures de Tom Sawyer* en 1876. En réalité, s'il a bien fait l'acquisition d'une machine en 1874, il s'est plaint auprès du fabricant que celle-ci l'encourageait à jurer. *Les Aventures de Tom Sawyer* sont manuscrites, à la différence de tous ses autres ouvrages qui seront dactylographiés : il avait pris l'habitude en effet de les dicter.

La machine légendaire des journalistes américains fut la Corona 3, une machine portative pliable avec un système d'impression frontal, qui se rangeait dans une boîte facile à transporter. Ernest Hemingway disait de cette machine qu'elle était « le seul psychiatre à qui il accepterait de se confier ».

Le ruban de carbone a joué un sale tour à Remington, qui faisait fabriquer ses rubans par la société Underwood, dont c'était la spécialité. Un jour, l'armurier a décidé de produire lui-même ses rubans.

La famille Underwood, en réaction, a décidé de produire elle aussi des machines à écrire. D'excellentes machines à écrire.

Jack Kerouac a écrit la première version de *Sur la route* sur un rouleau de papier de 36,50 mètres de long, qu'il avait lui-même confectionné, qu'il a entré dans son Underwood. Il n'a fait aucun paragraphe. Il l'avait baptisé « le tapuscrit ». C'est un bloc écrit d'un seul tenant, en écriture automatique : Truman Capote dira de manière cruelle : « *That's not writing, that's typing* » (« Ce n'est pas de l'écriture, c'est de la frappe »).

La famille Underwood a poussé la vengeance assez loin, puisque, forte de son succès avec les machines à écrire, elle s'est lancée dans la fabrication d'armes. Beaucoup de combattants américains pendant la Seconde Guerre mondiale étaient équipés de la célèbre Carbine M1 avec chargeur de munitions. Les machines à écrire Underwood ont été rachetées dans les années 1960 par Olivetti.

J'ai eu, dans les années 1960, une Olivetti Lettera, le modèle « Valentine » dessiné par Ettore Sottsass, rendue légère par l'utilisation du plastique. Cormac McCarthy a écrit la plupart de ses romans sur ce modèle.

*Libération*, dans les années 1970-1980, a été équipé de machines Olympia d'une résistance à toute épreuve, d'ailleurs la police nationale avait adopté les mêmes, il faut croire qu'elles étaient jugées propices aux confessions, aux rapports et aux dépositions.

En 1980, j'ai fait l'acquisition d'une Canon électrique portative e70, avec un tout petit écran d'une ligne puis de trois lignes, avec une mémoire ridicule mais qui permettait des corrections à la ligne. Je l'ai eue pendant très longtemps, avant de basculer dans PowerBook. Depuis, je vis avec des MacBook, j'en suis à mon quatrième, et ce dictionnaire a été écrit sur un MacBook Air.

Woody Allen est resté fidèle à sa machine à écrire d'antan. Elle l'aide toujours à écrire ses scénarios. Un autre nostalgique, l'écrivain François Bon, a écrit « la biographie AZERTY », du nom du clavier français, très différent du clavier anglais QWERTY ou allemand QWERTZ. Sans parler du clavier chinois : le musée de Lausanne consacré à la machine à écrire possède une machine chinoise avec 2 500 caractères.

Marshall McLuhan : « La machine à écrire qui a imposé la technologie gutenbergienne dans tous les coins et recoins de notre culture et de notre économie n'en a pas moins produit des effets oraux tout à fait contraires et c'est là un

renversement caractéristique. Poussées à leurs limites extrêmes, toutes les technologies connaissent ce genre de renversement de formes, comme c'est le cas aujourd'hui avec la roue. La machine à écrire a été un accélérateur qui a étroitement rapproché l'écriture, la parole et l'édition. »

Jean Cocteau a consacré une pièce de théâtre à *La Machine à écrire*. Et ces merveilleuses petites machines sont les héroïnes de trois films cultes : *Le Procès* d'Orson Welles en 1962, *Shining* de Stanley Kubrick en 1980 et *La Vie des autres* de Florian Henckel von Donnersmarck.

Le *Times*, vénérable quotidien britannique *upper-class*, colonnes amidonnées et syntaxe empesée, a déménagé. Le groupe Murdoch, qui en est propriétaire, l'a installé au sud de Londres à Baby Shard. Le 26 août 2014, les journalistes ont inauguré leur nouvelle salle de rédaction. En fin de journée, à la surprise générale, les haut-parleurs ont diffusé aux rédacteurs des bruits de clavier de machines à écrire et des retours de chariot. À mesure que se rapprochait l'heure du bouclage, la vitesse de frappe s'emballait jusqu'à saturer le fond sonore. Cette ambiance « à l'ancienne » était censée motiver la rédaction pour qu'elle finisse à l'heure. Les machines à écrire ont disparu dans la presse britannique comme dans le reste de la presse mondiale à la fin des années 1980, il y a plus de trente ans. La plupart des journalistes travaillant en 2014 au *Times* ne doivent pas savoir à quoi ressemblait une machine à écrire. Pour la direction des ressources humaines du *Times*, la musique de ce petit orchestre mécanique était censée convoquer les fantômes des réflexes d'autrefois. Que Rupert Murdoch n'ait rien trouvé de mieux comme solution pour motiver ses journalistes que cette nostalgie caricaturale des machines à écrire et la pratique de l'espionnage pour ses tabloïds en dit long sur la crise de la presse papier.

Pour les amateurs de mots croisés, les collectionneurs de machines à écrire s'appellent les mécascriptophiles.

*Voir* : « Cinq colonnes à la une » ; *Paris-Soir* ; Reportage.

# Malaparte (Curzio)

## *Le metteur en scène*

Héritier par son père installé en Toscane d'un patronyme allemand, c'est pour se conformer au credo mussolinien de l'italianisation qu'il change d'état civil dans les années 1920. Un jésuite avait cherché à démontrer que Napoléon était en réalité d'origine italienne et s'appelait Buonaparte ; le journaliste aurait eu ce mot : « Napoléon s'appelait Bonaparte et il a mal fini, je m'appelle Malaparte et je finirai bien. » Il a donné une autre version : « Bonaparte, c'était déjà pris. »

Malaparte connaît la guerre. Par amour de la culture et de la langue françaises, il triche sur son âge avec l'autorisation de son père et s'engage à dix-sept ans en 1915 dans la légion garibaldienne, qui part combattre dans les tranchées françaises.

Il est gazé au Chemin des Dames, il bataille dans les Alpes avec les chasseurs alpins italiens, et se bat à Caporetto en 1917. Au cours de cette terrible défaite italienne, les Austro-Hongrois font plus de 100 000 prisonniers. Tandis que des centaines de milliers d'autres soldats désertent pour rentrer chez eux. Malaparte gagne ses galons de capitaine.

Après la guerre, devenu attaché d'ambassade d'Italie en Pologne, il publie *Viva Caporetto !*, un pamphlet où il entend démontrer que cette désertion de masse fut une révolte sociale, qui participait des révolutions de 1917. Le livre est immédiatement saisi. Il le sera à plusieurs reprises sous le régime de Mussolini.

Par détestation de l'ordre bourgeois, il adhère au parti fasciste. Il aspire à faire une carrière politique, mais les Chemises noires ne supportent pas son indiscipline, qui le met plus d'une fois en délicatesse avec le régime. Benito Mussolini le protège des ultras.

Il a payé cette mansuétude de basses besognes d'écriture. Dans une lettre à un ami, il a reconnu s'être comporté vis-à-vis du pouvoir du Duce comme une « putain ». Au début des années 1920, il souhaite voir des antifascistes pendus à chaque arbre de Rome et témoigne en faveur des assassins du député socialiste Matteoti.

Malaparte n'est pourtant pas un fasciste comme les autres : il est fasciné par Lénine, Staline et la révolution bolchevique.

En 1929, le propriétaire de Fiat et du quotidien *La Stampa,* le sénateur Agnelli, est soupçonné de mollesse à l'égard du fascisme. Pour redorer le blason de son journal, il engage Malaparte comme directeur. Malaparte juge de la première importance d'aller enquêter en Union soviétique. Il en ramène une série d'articles plutôt favorables au régime communiste qui consternent le premier employeur d'Italie. Les Chemises noires ont des haut-le-cœur. Mussolini le fait mettre sur écoutes.

En 1931, il publie un livre qui va le faire connaître à grande échelle : *Technique du coup d'État*. Le livre est interdit en Italie et en Allemagne. La révolution d'Octobre en Russie figure, selon lui, parmi les coups d'État réussis. Il met Lénine et Mussolini sur le même plan, en trouvant au premier des qualités que le second n'a pas. Il doit quitter *La Stampa.*

Malaparte établit une équivalence entre le fascisme noir et le fascisme rouge, tous deux fonctionnant, selon lui, sur le modèle du parti-État avec à sa tête un dictateur. Son admiration pour le communisme, de Lénine à Mao, fait partie de ses constantes. Maurizio Serra, son biographe, écrit : « Le goût de la force fut la seule véritable idéologie d'un homme qui les méprisait toutes. » Ce qu'il aime dans le régime bolchevique, ce n'est pas le communisme, ce sont les surhommes, qu'ils s'appellent Lénine ou Staline ; il n'a jamais opposé l'un à l'autre. Il juge la dictature plus morale en Russie qu'en Italie : la classe ouvrière étant le seul vrai antidote à cette bourgeoisie qu'il exècre.

En 1933, pour avoir insulté un ministre fasciste, il est condamné à cinq ans de résidence surveillée, à l'île Lipari. Il fait un an et huit mois, puis il est gracié par Mussolini.

Malaparte a été journaliste toute sa vie et a exercé à de très nombreuses reprises les fonctions de correspondant de guerre, toujours vêtu de son uniforme de capitaine des chasseurs alpins italiens, qu'il a promené en Espagne, en Éthiopie, en Albanie, en Grèce, en Finlande, en Roumanie, en Ukraine, en Pologne, à Berlin…

Souvent en porte-à-faux, beaucoup de ses articles seront censurés comme le sont plusieurs chapitres du *Soleil est aveugle* qui raconte l'attaque italienne en 1940

contre la France : il ne cache pas son hostilité à cette guerre « honteuse » déclenchée par Mussolini contre la patrie de Chateaubriand et de Proust, ses idoles.

Lorsque l'Allemagne nazie envahit l'Union soviétique, Malaparte est immédiatement sur le front russe, comme correspondant vedette du *Corriere della Sera*.

En 1943, à la chute de Mussolini, et alors que les nazis envahissent l'Italie, il devient antifasciste comme la majeure partie de ses compatriotes et rallie les communistes italiens.

Fin 1943, après la défaite allemande à Stalingrad, il écrit et sans doute réécrit *Kaputt*, le premier livre occidental sur la guerre à l'est de l'Europe et sur la barbarie nazie, à partir de ses reportages de guerre pour le *Corriere della Sera.*

*Kaputt* veut dire « brisé » : des millions d'hommes le sont par la guerre. L'Europe a volé en éclats. Malaparte avait donné cette définition de son livre : « Il n'y a là que soldats, cadavres, chiens, tournesols, chevaux et nuages », une sorte de voyage hallucinatoire dans la guerre européenne, un hyper-reportage à la manière grotesque et impitoyable de Goya.

> « Le lac était comme une immense plaque de marbre blanc sur laquelle étaient posées des centaines et des centaines de têtes de chevaux. Les têtes semblaient coupées net au couperet. Seules, elles émergeaient de la croûte de glace. Toutes les têtes étaient tournées vers le rivage. Dans les yeux dilatés on voyait encore briller la terreur comme une flamme blanche. Près du rivage, un enchevêtrement de chevaux férocement cabrés émergeaient de la prison de glace… Les soldats du colonel Merikallio descendaient au lac et s'asseyaient sur les têtes des chevaux. On eût dit les chevaux de bois d'un carrousel. »

(© Éditions Denoël, 1946, 2006 pour la traduction française)

C'est l'une des images phares du livre, qui adopte sur le plan littéraire le parti pris pictural du *Guernica* de Picasso qui représentait les horreurs de la guerre et de la cité basque en 1937 à travers le calvaire des animaux, chevaux et taureaux.

On cherche en vain dans le recueil de ses reportages publiés dans le *Corriere della Sera*, paru sous le titre *La Volga naît en Europe*, une notation sur ce martyre chevalin. En revanche, dans le reportage du lac Ladoga envoyé au *Corriere*, il ne

parlait pas de chevaux mais des corps des soldats soviétiques prisonniers d'une épaisse couche de glace.

Maurizio Serra écrira : « Sans dons d'imagination et d'invention, il s'accroche à la réalité pour la déformer et la malaxe sans cesse dans ses livres. » Le matériau de base, ce sont ses reportages publiés après censure, des choses vues, des témoignages non utilisés, des souvenirs, des rencontres, son journal secret, des échanges, des courriers. Il travaille l'histoire comme de la glaise. Et l'image des chevaux prisonniers des glaces est plus tragique encore que celle des soldats incarcérés sous la croûte gelée du lac.

Il parvient à créer ce que les informaticiens appellent aujourd'hui une réalité amplifiée, en vitesse et en violence. Dans *Kaputt*, le dictateur croate Ante Pavelić montre à Malaparte un panier d'huîtres. Ce ne sont pas des huîtres mais des yeux de Serbes. Milan Kundera parle à juste titre d'une « beauté qui délire ». Ante Pavelić était monstrueux mais ce panier avec des yeux de Serbes n'a jamais existé ailleurs que dans une prose qui torture les images et leur inflige un traitement de nature sadique conforme à l'esprit du temps.

L'écrivain tchèque, en 2009, dans *Une rencontre*, a consacré un chapitre à Malaparte : « Avec *Kaputt*, il a non seulement écrit un livre important, mais il a trouvé une forme qui est une totale nouveauté et n'appartient qu'à lui. Qu'est-ce que ce livre ? À première vue, un reportage de correspondant de guerre, sensationnel, car, en tant que journaliste du *Corriere della Sera* et officier de l'armée italienne, il parcourt l'Europe occupée par les nazis avec la liberté d'un indétectable espion. […] Ce reportage est autre chose qu'un reportage ; c'est une œuvre littéraire dont l'intention esthétique est si forte… »

On peut suivre, dans le recueil des articles parus à l'origine dans le *Corriere della Sera* et publiés sous le titre *La Volga naît en Europe,* l'itinéraire de Malaparte en Europe de l'Est. On retrouve ces localités dans le livre, mais il n'y raconte pas les mêmes événements.

Par exemple, Soroca en Ukraine. Dans l'article du *Corriere*, soumis à la censure fasciste, il évoque les kolkhozes abandonnés et une population qui s'inquiète sur le statut juridique futur des terres collectivisées. Dans le livre, à Soroca, les nazis font la chasse aux adolescentes juives qui essaient de survivre en se cachant dans les

grandes étendues de blé pour échapper aux bordels nazis. Ces jeunes filles y servent pendant vingt jours au terme desquels elles sont exécutées.

Dans *Kaputt*, Malaparte raconte, comme s'il en avait été le témoin, le pogrom de Iasi organisé par le dictateur roumain et qui eut lieu le 27 juin 1941. On estime qu'il y a eu entre 13 000 et 15 000 victimes juives. Selon ses biographes, Malaparte n'était pas présent pendant le pogrom, mais il y était très peu de temps auparavant, et peut-être après. La version de Malaparte correspond au déroulement des faits tels qu'ils ont été établis par les diverses recherches historiques.

Ce récit intervient dans *Kaputt* au cours d'un dîner mondain avec les dirigeants nazis à Varsovie, dont le gouverneur général Hans Frank, surnommé « le bourreau de la Pologne », condamné à mort en 1946 à Nuremberg pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et pendu. Le gouverneur prétend que les pogroms sont une légende : Malaparte raconte Iasi.

La construction de *Kaputt* alterne des mondanités dont Malaparte est le témoin et des récits dont l'auteur est le journaliste italien. Lorsque le gouverneur Frank demandera des excuses au journaliste après un article qui lui faisait dire qu'il voulait s'appuyer sur les ouvriers polonais pour gouverner la Pologne, il ne niera pas l'avoir rencontré. Mais dans cet épisode, c'est bien Malaparte qui prêtait au nazi ce qu'il pensait lui-même : la nécessité en Pologne de faire confiance aux ouvriers plutôt qu'à une aristocratie corrompue.

Ce journaliste est une vedette européenne. Tout le monde veut le rencontrer. Le maréchal Rommel de passage en Italie se fait déposer chez Malaparte, à Capri, pour une simple conversation.

Malaparte veut visiter le ghetto de Varsovie. Il a un laissez-passer, comme s'il avait un droit d'accès à tout. Ce qui fut en grande partie le cas. Il ne s'agit pas d'un roman : Hans Frank est l'un des personnages principaux de *Kaputt* avec ses adjoints, ses officiers et des représentants de l'aristocratie polonaise qui se mêlent sans cesse aux dignitaires nazis. Le grotesque bourreau de la Pologne se prend pour un prince de la Renaissance et se donne en spectacle.

Le journaliste le met en scène, comme le fera plus tard, en 1969, Luchino Visconti avec *Les Damnés*, très proche de la vision de Malaparte. Bavardages mondains, souvenirs proustiens, liés en général à Paris ou à l'Italie, et des récits,

avec au cœur de chacun une image qui agit comme un électrochoc, qui condense la séquence et lui donne sa signification. Comme celle des chevaux du lac Ladoga en Carélie, ou celle de ces jeunes Juives des bordels chassées par les nazis dans les plaines de Soroca.

Avec sa mise en scène, son récit à la première personne, ses très longs dialogues, son utilisation des détails quotidiens, Malaparte est un pionnier européen de ce qui va devenir aux États-Unis dans les années 1960 le *New Journalism.* À quelques exceptions près (une pièce de théâtre, des nouvelles et un film), l'œuvre de Malaparte est de nature principalement journalistique.

*La Peau* est l'autre livre-reportage consacré à la guerre. Originellement il devait s'appeler *La Peste*, mais le roman d'Albert Camus avait déjà paru.

Malaparte, après avoir accompagné les nazis en Russie, est devenu officier de liaison auprès des armées américaines qui libèrent l'Europe, et un intime de l'état-major US. Ce qui permet au journaliste de poursuivre sa traversée de la tragédie européenne.

Il campe une armée américaine qui, avec les meilleures intentions, fait elle aussi des victimes. La foule se presse autour des blindés américains : « Un homme qui criait "Vive l'Amérique" est happé par les chenilles d'un Sherman. »

Cette situation évoque au journaliste dramaturge une autre image terrible, à Janpol, en Ukraine, en juillet 1941 : « Il m'était arrivé de voir dans la poussière de la route, au beau milieu du village, un tapis en peau humaine. C'était un homme écrasé par les chenilles d'un char. […] Quelques Juifs arrivèrent et se mirent à décoller de la poussière ce profil d'homme mort […], un de ces Juifs y piqua la pointe de sa bêche du côté de la tête, et se mit en route avec ce drapeau. […] Et je dis à Lino Pelligrini [un autre correspondant italien] qui était assis près de moi : "Voilà le drapeau de l'Europe, voilà notre drapeau." »

Il y a une scène « mode d'emploi » dans *La Peau.* Les forces américaines croisent un régiment français commandé par le général Guillaume, un déjeuner est organisé, Malaparte y participe. L'un des officiers français demande au journaliste écrivain : « J'aimerais savoir ce qu'il y a de vrai dans ce que vous racontez dans *Kaputt.* » Le journaliste italien met dans la bouche d'un colonel américain ce mot d'auteur qui a l'allure d'une défausse : « Qu'importe si ce que Malaparte raconte est

vrai ou faux. Ce qui importe, c'est la façon dont il le raconte » (© Éditions Denoël, 1959 pour la traduction française).

Le Français insiste, et Malaparte lui répond qu'« il vient de [lui] arriver l'aventure la plus extraordinaire de [sa] vie ». Il détaille sur six pages les mets extraordinaires du repas qu'ils viennent de partager. Il en vient au couscous et révèle qu'il y avait une main d'homme dans son assiette, sans doute projetée par l'explosion d'une mine… Il avait réussi à convaincre les officiers français de la véracité de ce fait, qui n'était qu'une illusion, mais si bien racontée qu'elle était devenue vraisemblable.

La guerre, parce qu'elle engloutit vainqueurs et vaincus, les hommes et les bêtes, la nature et la technique, sera son véritable terrain de prédilection. Le siècle s'y prête.

Malaparte, en 1943, met en avant ses tracas avec l'ancien régime, ses censures, son emprisonnement. Et se tourne vers le parti communiste.

L'auteur de *Technique du coup d'État* est tellement apprécié par Moscou que, de retour en Italie, Togliatti, le chef du PCI, se précipite chez lui et l'embauche à *L'Unità*, le quotidien communiste, comme correspondant de guerre. Il fait le coup de feu avec les communistes dans la région de Florence, ce qui suscite des réactions négatives dans les rangs des militants communistes.

Cette bête de salon extravagante qui aime l'odeur de la guerre, ce caméléon exhibitionniste, ce mythomane démystificateur, ce comédien aux allures de maître d'hôtel, ce narcisse carnassier, sincère et amoral, ce spectateur aux émotions glacées est devenu un praticien du journalisme cauchemardé, il aura souvent vu ce que personne, alors, ne voyait aussi bien que lui.



Ce faisant, Malaparte a inventé une forme d'écriture journalistique, qui se nourrit du Daniel Defoe du *Journal de l'année de la peste*, du Marcel Proust de *La Recherche du temps perdu*. Et des *Mémoires d'outre-tombe* qu'il lisait en français : « Je me sens plus proche de Chateaubriand que de n'importe quel écrivain moderne… Et aussi son goût de ne raconter, dans tout ce qu'il écrit, jusque dans ses romans, que sa vie et ses propres faits. » Ils partagent tous deux le culte du moi plongé au cœur de la grande histoire.

Alberto Moravia fut son ami, son collaborateur direct dans des revues qu'il dirigeait à l'époque du fascisme. Il a fait son portrait dans *La Belle Romaine* sous les traits d'un personnage de fiction facilement identifiable : « Il avait toujours plaisir à parler de lui. Cette lucidité de conscience qui l'empêchait de participer, d'aimer réellement… Cette passivité sans participation était la plus grande preuve d'amour qu'il pût donner […]. » : ces traits auront aussi contribué à faire de lui un témoin exceptionnel.

En 1956, les communistes courent toujours après Malaparte : on se l'arrache à Rome, à Moscou et à Pékin. Il est invité dans la capitale soviétique en octobre, alors que le soulèvement triomphe à Budapest. Ses correspondances moscovites sont lénifiantes, il n'évoque jamais la Hongrie et accorde peu d'importance à la dénonciation du stalinisme par Khrouchtchev, ni dans ses correspondances ni dans son journal : du genre non-événement. Il arrive à Pékin en novembre. Il a naturellement un coup de foudre pour le communisme chinois.

Gravement malade, il est hospitalisé à l'hôpital central de Pékin. Diagnostic : tuberculose osseuse. Il est rattrapé par la guerre : il va mourir des séquelles de son gazage par les troupes allemandes en 1917.

Rapatrié à Rome, toute la classe politique, de droite comme de gauche, catholiques et communistes se disputent son chevet, ce qui lui fera dire : « Mon corps est devenu un champ de bataille. » Il meurt à cinquante-neuf ans en 1957.

Il a laissé le plus exceptionnel des autoportraits : sa villa de Capri, un chef-d'œuvre architectural qu'il avait conçu et signé en l'appelant *Casa come me*. À la veille de sa mort, il l'avait léguée à la République populaire de Chine.

Dans *Le Mépris* de Jean-Luc Godard, cette villa, qui sert d'écrin futuriste à la fin d'un couple, partage la vedette avec Brigitte Bardot et Fritz Lang. Dans l'adaptation de *La Peau*, réalisée par Liliana Cavani, la vedette s'appelle Marcello Mastroianni : gominé, il s'ennuie dans le rôle de Curzio Malaparte.

*Voir* : Camus (Albert) ; Defoe (Daniel) ; Grossman (Vassili) ; Herr (Michael) ; *New Journalism*.

## Marathon

### *Les coureurs*

La Grèce aura été le berceau de la communication comme elle fut celui de la démocratie.

La bataille de Marathon oppose les cités d'Athènes et de Platées à l'Empire perse. La victoire marque l'avènement du modèle démocratique athénien. Et cette victoire va être annoncée par deux coureurs.

Le premier de ces coureurs s'appelait Thessipos Euclès.

Il est envoyé de la plage de Marathon à Athènes pour annoncer la victoire des Grecs et les avertir de l'éventualité d'un second débarquement perse, cette fois près

d’Athènes.

Son souci : la délivrance du message et la vitesse de la transmission. Sa gloire : il le transmet et meurt en arrivant à l’aréopage. Euclès est un médium. Il aurait couru sous un soleil de plomb et, si l’on en croit la statuaire grecque, dans une totale nudité. Sa statue est visible au Louvre.

L’épreuve moderne d’endurance, devenue le sport par excellence des grandes métropoles modernes, doit beaucoup à l’exploit d’Euclès et aux 38 kilomètres qu’il avait parcourus entre Marathon et Athènes.

Les inventeurs des JO l’ont porté dans un premier temps à 40 kilomètres. Puis, en 1908, la Grande-Bretagne organisait les jeux Olympiques. Par prévenance à l’égard de la monarchie, cette distance fut portée à 42,195 kilomètres. Cette distance avait l’avantage de faire partir l’épreuve de la terrasse du château de Windsor et de la faire arriver au pied de la loge royale dans le stade de White City.

Le record actuel est détenu par les Kényans en deux heures et trois minutes.

Hérodote a fait le premier récit de la bataille de Marathon en - 445. Sa description est confirmée dans ses grandes lignes par l’archéologie moderne. Mais le père de l’histoire et du journalisme évoque un autre coureur qui est envoyé du champ de bataille à Sparte pour réclamer des secours.

Selon Hérodote, il s’appelle Phidippidès, et la distance entre Marathon et Sparte n’a plus rien à voir avec l’épreuve sportive que nous connaissons, puisque la distance est de 220 kilomètres.

Phidippidès, d’après l’historien grec, serait arrivé le lendemain. Depuis, de nombreux Grecs renouvellent l’exploit, quasiment chaque année : le record actuel est de vingt heures et vingt-cinq minutes.

À l’occasion de cette bataille, les Grecs inaugurent une nouvelle stratégie militaire qui va bouleverser les mœurs de la guerre. Toutes les armées du monde connu à cette époque se battent en marchant. L’affrontement oppose des troupes de marcheurs armés.

Les Grecs ont eu l’idée de faire courir leurs soldats. Les Athéniens et les Platéens, au lieu d’aller à la bataille en marchant comme tout le monde, courent face aux Perses, ce qui plonge les troupes asiatiques fraîchement débarquées dans

un profond désarroi. Le secret de la victoire de Marathon : les Grecs viennent d'inventer la charge.

Après cette première victoire, les généraux athéniens redoutent une riposte sur Athènes de l'immense flotte perse toujours au large. Ils prennent donc la décision d'envoyer sur-le-champ non seulement des messagers mais l'armée victorieuse elle-même.

Il n'y a pas une minute à perdre : une dizaine de milliers d'hommes avec leurs armes partent en courant de Marathon pour rallier le plus vite possible Athènes. Ils auraient couvert les 38 kilomètres en moins de huit heures.

Tous ces coureurs ont démontré très longtemps avant McLuhan que le message, c'était bien le médium.

*Voir* : Communication ; Hérodote ; McLuhan (Marshall).

## Marbre

### *Le père Gutenberg*

Johannes Gensfleisch est le père de la « Galaxie Gutenberg ».

Il invente la typographie, mais aussi la machine à imprimer et les mots qui vont avec. Cette machine s'inspire des pressoirs à vin, où le raisin est écrasé entre deux tables horizontales : celle du bas est fixe, et celle du haut est mobile, elle s'écrase contre la première grâce au serrage d'une grosse vis.

Gensfleisch-Gutenberg utilise des caractères métalliques. Pour cette raison il doit renforcer la table du bas : il adopte le marbre, une pierre connue pour sa dureté, et donne à la partie mobile un nom qui va connaître un grand succès : la platine. La presse, le marbre et la platine sont effectivement les mots d'un nouveau monde où, comme le dit McLuhan, « l'Europe est entrée dans la phase

technologique du progrès, phase où le changement lui-même devient la norme première et universelle de la vie sociale ».

La forme qui enserre le bloc typographique est posée sur le marbre. Plus tard, on a remplacé le marbre par la fonte d'acier. Plus tard encore, avec la photocomposition, le montage se faisait sur des tables lumineuses comme dans les studios photo.

Avant l'informatisation, sous les étages de bureaux dans le ventre de tous les quotidiens se trouvait une usine souterraine. Dans une sorte de grotte très sombre, des centaines d'ouvriers s'affairaient sur des machines très différentes, dans une succession de clair-obscur, de cris et de bruits mécaniques.

Les linotypes y ont régné pendant moins d'un siècle : ce sont ces grosses machines nées en 1890 qui transformaient les articles en blocs de plomb, qui étaient ensuite assemblés dans des formes à la taille de la page. Il y régnait toujours l'odeur de chiotte du plomb surchauffé, mélangée à celle de l'encre.

Cette encre graisseuse – inventée elle aussi par Gutenberg – imprégnait les caractères, les hommes, les vêtements et les choses et heureusement des feuilles de papier. Les linotypes étaient dans la proximité des rotatives. Et au cœur de cette grotte trônait le marbre où la rédaction en chef donnait les BAT, les bons à tirer.

La rédaction en chef, la direction, les vedettes du journal, les collaborateurs prestigieux venaient parfois poser pour les photographes, mais surtout relire un texte essentiel, changer un mot pour un autre.

Cette ruche souterraine a passionné les metteurs en scène de cinéma. Depuis la disparition des typographes et des linotypistes, l'imprimerie reste le dernier décor photogénique de la presse. Le départ est donné par un coup de fil et, chaque fois, c'est le destin qui se met en marche, car dès que les machines roulent, le sort en est jeté, pour le journal, pour chaque article, pour les réussites comme pour les ratés.



En 1952, en plein délire maccarthyste, Richard Brooks, un ancien journaliste sportif, qui fut l'un des éditorialistes de NBC dans les années 1930, Marine pendant la guerre, puis romancier, scénariste, écrit et réalise *Bas les masques* (*Deadline USA*).

Dans le film, Humphrey Bogart interprète un rédacteur en chef. Il apprend que le journal va être vendu à un tabloïd à scandale, alors qu'il a mobilisé toute la rédaction pour confondre le chef mafieux Tomas Rienzi.

Richard Brooks fait dire à Bogart beaucoup de choses très pertinentes sur la presse : « Une presse libre, c'est comme une vie libre, elle est toujours menacée » ou : « Sans concurrence, il ne peut y avoir de liberté de presse. Le public a droit à un marché des idées, d'informations et d'opinions. »

La dernière scène : Bogart est au téléphone, avec son nœud papillon et son rictus, il fait entendre au baron du crime le ronflement des rotatives qui démarrent, s'emballent et impriment déjà par milliers les exemplaires le condamnant.

Il n'y a pas que la presse qui a utilisé le marbre. Il y aussi les morgues où sont stockés les morts qui nécessitent une autopsie avant l'inhumation. Le marbre, par analogie, c'est ce qu'on appelle dans la presse : le froid, ou plus vulgairement la viande froide.

Le marbre est constitué des nécrologies en attente d'un malheureux événement. Les chefs d'État, les leaders politiques de premier plan, les artistes majeurs, hommes et femmes, les acteurs, les chanteurs, les écrivains, les cinéastes…

Elles sont écrites à l'avance pour plusieurs raisons. D'abord, pour éviter une annonce surprise le soir à l'heure du bouclage prenant le journal au dépourvu, lorsque le temps manque pour écrire – et encore faudrait-il que le spécialiste soit présent dans les locaux, ce qui serait exceptionnel. C'est en prévision de ces configurations qu'un « marbre » est créé, et stocké dans la mémoire de l'ordinateur.

Ce marbre a la froideur de la morgue. Par expérience, les nécrologies écrites par avance manquent de chaleur. C'est comme si le fait d'écrire en amont les refroidissait avant l'heure.

*Voir* : Filmographie ; Tabloïd ; Technologies.

## Marronniers

### *Les marrons qui tuent*

Dans les salles d'attente des médecins, on peut constater l'extrême proximité des « news magazines », qui semblent avoir mis en commun tous leurs dossiers marketing. Ces sujets convenus, préparés à l'avance, répondant aux commandes des services publicitaires, ont reçu le nom de « marronniers », à l'image de ces arbres urbains qui refleurissent à date fixe.

La généralisation des marronniers trahit une forme de crépuscule des magazines.

Les news français subissent eux aussi les effets directs et indirects de la transformation brutale de l'ensemble du système d'information.

Les grands hebdos d'actualité français naissent dans les années 1950 et se transforment en news magazines, *L'Express* d'abord puis *Le Nouvel Observateur*. Le rêve politique de JJSS provoque une rupture au sein du journal qu'il avait créé avec

Françoise Giroud : une partie de l'équipe en désaccord avec ses engagements part avec Claude Imbert pour créer *Le Point* en 1972.

Le succès de ces trois news magazines marque l'importance prise par les classes moyennes au cours des sixties. La société française est alors en pleine mutation. Et la presse a pris un tournant « sociologique » avec la mode des dossiers.




Fascination des sondages, des chiffres et des styles de vie : les journalistes découvrent les dossiers froids qui ont plusieurs vertus dans la gestion d'un hebdomadaire : ils sont faciles à concevoir, les thèmes choisis permettent d'aguicher la publicité, et un petit nombre de journalistes suffit à les écrire. Ils sont planifiables tout au long de l'année. Ces pages « froides », préparées à l'avance, facilitent la fabrication des news.

Les matelas d'abonnés sur lesquels vivent ces magazines atténuent les réactions du lectorat qui les consomme souvent en pilotage automatique sur le mode du feuilletage négligent. Les « abandonnistes », ce sont les lecteurs qui arrêtent de lire un titre. Lorsque des abonnés se lassent, on ne le voit pas, sauf s'ils se désabonnent, ce qui est une épreuve qui prend un certain temps, les services d'abonnements multipliant les embûches pour refroidir les fuyards.

Aux États-Unis, pendant des décennies, *Time Magazine*, qui paraît toujours, et *Newsweek* publiaient des enquêtes stupéfiantes, avec de fortes valeurs ajoutées par

rapport aux quotidiens. Pour y parvenir, les investissements rédactionnels étaient considérables.

Dès que la pagination publicitaire a baissé en même temps que la diffusion, *Newsweek* par exemple n'était plus viable. Et réduire la rédaction a tué le journal. Il a disparu à la fin de l'année 2012.

*Libération*, cette année-là, a eu la bonne idée de créer un « hebdomator » défini comme un générateur de marronniers. Au registre francs-maçons, sur dix ans, c'est *L'Express* qui sort en tête avec douze dossiers, six pour *L'Observateur*, huit pour *Le Point* depuis 2007. Soit vingt-quatre dossiers en dix ans, ce qui ne correspond pas du tout à leur importance réelle.

Cette obsession pour les « frères » est naturellement très malsaine : elle entretient l'idée qu'ils seraient hyper-puissants, qu'ils gouverneraient la France en sous-main comme le disent et le croient les Le Pen, Jean-Marie et Marine, alors qu'ils ne dépassent pas 160 000 affiliés, et que ce réseau social est concurrencé par d'autres, nettement plus modernes.

Le salaire des cadres. Les plus grandes fortunes. Les cliniques. Les lycées. Le baccalauréat. Les universités. Les diplômes. Les Français expatriés. L'école est-elle foutue ? Est-elle sauvée ? Les banlieues s'en sortent ou ne s'en sortent pas. Les progrès stupéfiants de la médecine. Les maladies de cœur. La guérison du cancer du sein. SOS stress au travail. Les nouvelles pandémies. La sécurité routière fait-elle fausse route ?

Vivre vieux. Le sexe, le Viagra et le troisième âge. Vivre jeune : le sexe et les adolescents, la première fois. Le sexe au travail. Le point G a-t-il changé de place ? Pourquoi la misère sexuelle n'a pas disparu. Les nouvelles prostituées. La prostitution : un métier d'avenir ? Les neuroleptiques rendent-ils impuissants ? La paranoïa est-elle en train de gagner ? Le danger des régimes minceur. D'où viennent les aliens ? Quel avenir pour Dieu ? Le succès des méthodistes.

Le beaujolais nouveau : buvable ou imbuvable. Les impôts : comment en payer plus ? Honneur à Jean-François Kahn qui, dans le genre, avait innové à *Marianne* avec des dossiers inspirés de *Hara-Kiri Hebdo* sur les Cons, les Salauds, les Traîtres, les Tricheurs…

À ce rythme-là, le journalisme des magazines d'actualité risque de devenir un énorme marronnier pour les lecteurs. Il perd ses feuilles avec l'épuisement de son modèle économique : lorsque les abonnés coûtent de plus en plus cher à recruter, que les ventes en kiosque s'affaissent et que les recettes publicitaires se détournent, il y a le feu au lac, ce qui ferait un beau sujet de dossier…

*Voir* : CSP+ ; Giroud (Françoise) ; Quotidien-magazine.

## Marx (Karl)

### *Une carrière journalistique*

Ce géant a impressionné ses contemporains. Un de ses amis de jeunesse disait de lui, et ils étaient nombreux à partager cet avis : « Son génie opérait une synthèse harmonieuse d'inspirations aussi diverses que celles de Rousseau, de Voltaire, de d'Holbach, de Lessing, de Heine et de Hegel. »

Philosophe, savant, économiste, écrivain, révolutionnaire, ce matérialiste, combattant toutes les formes d'idéalisme, a enfanté une pensée devenue religieuse entre les mains des communistes du XX$^{e}$ siècle. Elle a déterminé, souvent bouleversé, la vie de milliards d'individus.

Pourtant, toute sa vie, Karl Marx n'aura exercé qu'un seul métier, du moins le seul l'ayant fait vivre : journaliste. Ce lecteur polyglotte dévorait chaque jour des journaux, des revues, des documents, des lettres de correspondants, des livres, des rapports parlementaires. Il fut un redoutable analyste de l'actualité.

Docteur en philosophie, il avait renoncé au professorat universitaire parce qu'un de ses amis avait été révoqué. Il va vers le journalisme pour gagner sa vie, mais aussi pour batailler en faveur de la liberté de la presse, un combat qu'il mènera toute sa vie et qu'il juge essentiel.

En 1842, le jeune Marx a vingt-quatre ans, il collabore à la *Rheinische Zeitung* de Cologne (« La Gazette rhénane »). Il en devient vite le rédacteur en chef. Il écrit pour ce journal une série d'essais sur « les débats de la 6e Diète rhénane ».

Sa première série d'articles est consacrée à la liberté de la presse : « La presse libre, c'est l'œil partout ouvert de l'esprit du peuple… Elle est l'impitoyable confession qu'un peuple se fait à lui-même, et l'on connaît la vertu rédemptrice de l'aveu. Elle est le miroir spirituel où un peuple se regarde, et la contemplation de soi-même est la première condition de la sagesse… » Le deuxième essai est consacré à la religion et le troisième à « la loi sur le ramassage du bois mort ». L'année suivante, il consacre une série d'articles à « la misère des vignerons de Moselle » qui est sa première incursion en économie.

La *Rheinische Zeitung* est suspendue l'année suivante, à la demande du tsar, à la suite d'un article dénonçant l'absolutisme russe. Marx s'exile à Paris.

En 1844, il écrit plusieurs articles pour un hebdomadaire allemand paraissant dans la capitale française, *Vorwärts,* dont l'un consacré à la révolte des tisserands de Silésie, dans lequel il traite de la spontanéité révolutionnaire des ouvriers opposés aux calculs des partis politiques. L'année d'après, il est de nouveau expulsé. Il s'installe à Bruxelles. Chaque fois, sa famille le suit.

En 1847, il adhère à une société secrète, la « Ligue des communistes ». Il rédige en huit jours avec son ami Friedrich Engels, un des journalistes qu'il avait connus à la Gazette, adhérent comme lui de la Ligue, le *Manifeste du parti communiste.* Il collabore à la revue *Westphälische Dampfboot* et à la *Deutsche Brüsseler Zeitung.*

La révolution de 1848 éclate en mars dans les États allemands. Karl Marx et Friedrich Engels reviennent à Cologne en juin et lancent un nouveau quotidien, « La Nouvelle Gazette rhénane ». La première année, Karl Marx écrit plus de quatre-vingts articles, dont plusieurs glorifiant les ouvriers parisiens soulevés en juin.

Il appelait de ses vœux une révolution bourgeoise, ce fut la contre-révolution qui l'emporta. Il flétrit « la trahison de la bourgeoisie ». « Il n'existe, dit-il, qu'un seul moyen d'abréger, de simplifier et de concentrer les affres de la mort de la vieille société, et les douleurs d'enfantement de la nouvelle société : le terrorisme révolutionnaire. » C'est-à-dire le soulèvement. Le nouveau quotidien se radicalise.

Après le coup d'État prussien de novembre 1848, Marx appelle le peuple à ne plus payer ses impôts et à répondre à la violence par la violence.

Il conclut : « Une révolution bourgeoise est impossible en Allemagne […], ce sera soit une contre-révolution absolutiste-féodale, soit la révolution sociale républicaine. » En 1849, il écrit encore une vingtaine d'articles. Poursuivi pour offense à magistrat et pour incitation à la rébellion, il est acquitté à deux reprises.

Le journal publie entre autres toutes les analyses de Marx sur « la révolution de juin 48 en France », et ses travaux sur *Travail salarié et Capital*.

Les révolutions allemandes sont écrasées en mai 1849. Le journal est interdit. Marx s'enfuit à Paris, mais sous le coup d'une assignation à résidence dans le Morbihan, il préfère s'enfuir à Londres où il s'installe pour écrire *Le Capital*.

Lorsqu'il fait paraître en 1851 un recueil de ses articles parus dans « La Gazette rhénane », il n'a aucun repentir à l'égard des articles du jeune Marx sur la liberté de la presse et il les republie. Dans une lettre à un ami en 1860, il affirmera que « le journal avait incontestablement brisé la puissance de la censure prussienne, puisqu'il avait réussi à alerter l'opinion publique ».

Dans les années 1850, Marx va collaborer à six quotidiens, en Angleterre, aux États-Unis, en Prusse, en Autriche et même en Afrique du Sud.

Mais sa collaboration principale sera celle qu'il a nouée avec le *New York Tribune*. Il devient le correspondant diplomatique pour l'Europe de ce quotidien américain de référence. À aucun moment ce titre n'a cédé à la vague du sensationnalisme qui s'est emparée de la presse américaine. Le journal a mené campagne pour l'abolition de l'esclavage et contre tout séparatisme de la part des États du Sud. Le quotidien américain apporte son soutien au candidat républicain à la présidence, Abraham Lincoln.

Lorsque la presse anglaise relate qu'une société de dames de l'aristocratie a envoyé une protestation contre l'esclavage des Noirs, Marx, dans un article paru dans le *New York Tribune*, s'en donne à cœur joie. Il révèle au public américain que la présidente de cette société féminine anglaise est la duchesse de Sutherland, dont la famille a fait fortune en expulsant les paysans écossais de leurs terres ancestrales et en les remplaçant par des troupeaux de moutons : « Les ennemis de l'esclavage

salarié anglais ont le droit de condamner l'esclavage des Noirs, mais une duchesse de Sutherland, un lord du coton de Manchester… jamais. »

Il aura écrit au total 487 articles pour le *New York Tribune.* Il dispose d'un talentueux *ghost writer*, autrement dit un « nègre » de luxe, en la personne de Friedrich Engels qui, selon Jonathan Sperber, le grand spécialiste américain du Marx journaliste, aurait écrit le quart d'entre eux. Les sujets étaient variés : la guerre en Crimée, où l'Europe se déchire. Les conflits internes à l'Empire britannique, spécialement en Asie, et la récession économique mondiale de 1857, dont Marx attend qu'elle provoque une nouvelle vague de révolutions en Europe.

Cette récession touche les États-Unis ; le prix du papier s'envole, et la presse doit prendre des mesures d'économies. Le *New York Tribune* supprime tous ses correspondants à l'étranger, seul Marx est invité à poursuivre.

À partir de 1861, la plupart de ses articles sont consacrés à la guerre civile américaine : il décrypte et fustige la pseudo-neutralité de l'Angleterre, en réalité complice du Sud confédéré. Dans un article de février 1862, il qualifie l'exécutif de Washington de « seul gouvernement du peuple existant au monde ».

Durant cette décennie journalistique, ses revenus américains auront assuré à la famille Marx un confort de classe moyenne. Avant et après cette collaboration, qui court sur une décennie, malgré les dons de l'ami Engels, les soutiens des exilés allemands, l'existence quotidienne de la famille était et sera souvent difficile.

Outre sa collaboration au *New York Tribune,* il écrit pour la *Neue Oder Zeitung,* à *People's Paper* affilié au mouvement chartiste anglais*,* à *The Free Press*, à *Die Presse*, *Das Volk*, *Augsburger Allgemeine*, *La Plèbe*. Avec sa fille Jenny, il publie plusieurs articles dans *La Marseillaise*, le quotidien d'Henri Rochefort, consacrés à la question irlandaise, sous le pseudonyme de J. Williams.

Avec ce journalisme de bibliothèque, il aura démonté, en virtuose, de très nombreux discours : « On n'évalue pas, disait-il, une idéologie à ce qu'elle révèle, mais à ce qu'elle cache. »

Il meurt à Londres en 1883.

*Voir* : Amendement (Premier) ; Hegel (Georg Wilhelm Friedrich) ; Quatrième pouvoir.

# Mauriac (François)

## *Le dérangeur*

« C'est merveilleux de finir sa vie comme journaliste », disait François Mauriac dans les années 1950, à l'époque de son « Bloc-notes » publié dans *L'Express*.

Il avait treize ans lorsque Zola publia « J'Accuse » : l'affaire Dreyfus a été le cadre intellectuel de son adolescence. Dès 1910, il publie dans les journaux et, jusqu'à sa mort en 1970, il aura tenu une chronique sur l'actualité et sur les nouveautés littéraires.

Même dans les années 1920 et 1930, celles de sa plus grande fécondité romanesque, il n'abandonne jamais la presse. Il écrit dans *Le Gaulois*, *L'Écho de Paris*, *Sept*, *Temps présent* et bien sûr dans *Le Figaro*.

Chroniqueur du *Figaro* avant guerre et après guerre, puis de *L'Express*, ce bourgeois catholique qui avait la tête d'un Greco, la bouche tordue par la brûlure du péché, aura été en permanence la mauvaise conscience de la droite française, avec l'autorité que lui conféraient sa foi, ses succès littéraires, l'Académie française et son prix Nobel de littérature.



Il ne fut jamais « un serviteur commode », selon son expression, il n'était jamais là où on l'attendait, souvent solitaire contre son camp. Il aura toujours

considéré le journalisme avec sérieux : « C'est pour moi le seul genre auquel convienne l'expression de "littérature engagée". La valeur de l'engagement m'importe ici au même titre que la valeur littéraire : je ne les sépare pas. »

Il était plutôt favorable au *pronunciamiento* de Franco en Espagne, mais comme Bernanos, il dénonce les massacres de civils par les nationalistes, bénis par les cardinaux, et s'insurge contre Guernica et les bombardements de l'aviation allemande.

Pendant l'Occupation, il écrit contre l'occupant, ses textes sont publiés par les communistes des *Lettres françaises* et ses livres le sont par les Éditions de Minuit.

Lorsque reparaît à Paris *Le Figaro* en août 1944, c'est à lui que revient l'honneur d'écrire le premier éditorial, qui sous le titre « Le premier d'entre nous » rend hommage au Général et fait l'éloge de l'union du prêtre et du communiste. Dans les débats qui entourent l'épuration, il prend le parti de la clémence en faveur des écrivains de la collaboration.

Dans le contexte surchauffé de l'après-guerre, il participe activement à la bataille des revues : il est l'un des fondateurs de la revue *La Table ronde*. À partir de décembre 1952, il y introduit un « Bloc-notes ».

En novembre 1953, le dramaturge Henri Bernstein meurt. Oraison funèbre typiquement mauriacienne : « Entre le divan, la gerbe de roses, le téléphone et le seau à champagne, deux insectes illustrent les lois mille fois décrites de l'entomologie amoureuse et tantôt la femelle dévore le mâle, tantôt le mâle la femelle. »

Mauriac fut l'objet d'attaques incessantes de la part des catholiques et des droites : « Mon crime à leurs yeux est de m'être prêté à la comédie sociale et de n'en point jouer le jeu, de ne pas tenir le rôle qui m'est assigné par mes déguisements, de changer le texte tout à coup et dans les occasions où ce sont les intérêts de classe qui sont en jeu. »

Partisan de la politique de Mendès France en Indochine et en Tunisie, il entre à *L'Express* en 1953 par anti-colonialisme, il a alors soixante-huit ans. Il y importe son « Bloc-notes ». En prise avec l'actualité, il réactualise l'un des formats les plus anciens de la presse des écrivains au XIXe siècle : ce qu'on appelait alors « la chronique » et qui était souvent le seul article signé de tout le journal.

Jean Lacouture, l'un de ses biographes, le considère comme l'un des grands « clairvoyants » du XX^e siècle. En témoigne selon lui ce passage exceptionnel de son « Bloc-notes », daté du 2 novembre 1954, c'est-à-dire le lendemain du déclenchement de l'insurrection algérienne : « […] l'horreur de ce qui va se déchaîner doit être tout de suite adoucie par une offensive concertée contre les bas salaires, le chômage, l'ignorance, la misère, et par les réformes de structure qu'appelle le peuple algérien. Et coûte que coûte, il faut empêcher la police de torturer. » François Mauriac n'avait pas la moindre illusion sur ce qui se préparait.

Il fut seul encore, en 1959, après le traquenard de l'Observatoire, à prendre la défense de François Mitterrand piégé, alors que les gaullistes sonnaient l'hallali contre celui qui, l'année précédente, avait dit non au Général : « Je lui sais gré de sa faiblesse : elle témoigne qu'il appartient à une autre espèce que ceux qui l'ont fait trébucher et qui sans doute avaient deviné cette faille secrète. »

François Mauriac maniait la morsure en virtuose, à la manière du duc de Saint-Simon dans ses *Mémoires*. L'écrivain Jacques Chardonne disait à juste titre qu'il « mettait le feu à tout ce qu'il touchait ». Il accordait une grande importance à ses chroniques, qui en eurent beaucoup.

Il aura éprouvé beaucoup de plaisir de plume à tourmenter Jean-Paul Sartre. À propos de Jean Genet, entre autres. Mauriac admire le poète et le dramaturge des *Bonnes* et lui consacre plusieurs chroniques admiratives. Mais il raille chaque fois Sartre pour son essai *Saint Genet, comédien et martyr*. Il titre un article dans *Le Figaro* « L'excrémentialisme », par dérision à l'égard du philosophe de l'existentialisme qui avait écrit que Genet avait « conscience de n'être qu'un excrément », ce qui avait permis à Mauriac de faire d'une pierre deux coups.

Même chose avec « Les communistes et la paix », écrit après les violentes manifestations à Paris contre la visite à Paris du général Ridgway, le patron de l'OTAN : en 1952, Sartre est devenu un compagnon de route du PCF parce qu'il ne supporte pas la bêtise haineuse de l'anticommunisme.

Les communistes n'ont pas arrêté pour autant de cracher sur le philosophe de *L'Être et le Néant*, le traitant de « hyène dactylographe », de « rat visqueux », et ses ouvrages sont stipendiés comme des armes de l'impérialisme avec ceux de Mauriac, de Gide, de Giono et de Malraux. L'auteur de *Thérèse Desqueyroux* écrit

une chronique ironique consacrée à Sartre en août 1952 titrée « Les tribulations d'un rat visqueux ».

Il quitte *L'Express* après cinq cents « Bloc-notes » : il publie le dernier le 14 avril 1961. Il rejoint alors *Le Figaro littéraire*, qui héberge un nouveau « Bloc-notes ». Motif : le directeur de *L'Express*, Jean-Jacques Servan-Schreiber, celui qu'il avait surnommé le « kennedillon », avait comparé à plusieurs reprises de Gaulle à Hitler et refusait de voir qu'il serait l'homme de la décolonisation.

François Mauriac meurt en 1970. Il s'était défini comme un « journaliste écrivain ». Il avait donné cette excellente définition du rôle du journaliste : « Mon rôle à moi est de déranger l'interprétation officielle des événements. »

*Voir* : Beuve-Méry (Hubert) ; Camus (Albert) ; Épuration ; Gaulle (Charles de) ; Giroud (Françoise).

## Mazarine

### *Un vrai-faux secret*

Mazarine est née plusieurs fois.

En décembre 1974, au moment où sa mère Anne Pingeot, conservatrice au Louvre, accouche à Avignon d'une fille née de père inconnu. À défaut de lui donner son nom, son père lui offre un prénom : Mazarine, surnom donné aux nièces de ce cardinal que François Mitterrand admire tant. Un choix qui trahit déjà l'identité du mystérieux géniteur.

Elle naît une seconde fois, en 1984, lorsque son père, devenu président de la République, la reconnaît devant notaire. Sa reconnaissance publique a lieu vingt ans après sa naissance : elle est en couverture de *Paris Match* à côté de son père avec le paparazzi Sébastien Valiela pour témoin.

En 1994, la ligne de partage entre la vie privée et la vie publique va se perdre au moment où la presse *people* s'envole et où la télé-réalité fait feu de tout bois avec des gens ordinaires se donnant en spectacle à la télévision pour être de manière fugitive les stars de leur propre vie.

Lorsque *Paris Match* publie, le 3 novembre 1994, la photo de François Mitterrand et de sa fille devant le restaurant Le Divellec, accompagnée d'une interview de Philippe Alexandre « révélant » l'existence de la deuxième famille du chef de l'État, la loi de 1970, qui stipulait : « chacun a droit au respect de la vie privée », va être brutalement chiffonnée par un président cachottier, qui à la fin de sa vie vient de donner une identité nationale à sa fille.




Car l'événement est lui aussi à tiroirs. Il concerne la vie de François Mitterrand, ses recoins, ses cachettes et son cloisonnement, qui avaient résisté jusqu'à présent à tous ses biographes, et le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils ont été très nombreux. J'en étais. Mais l'existence de Mazarine était, à la différence d'autres, un vrai-faux secret.

En 1978, François Mitterrand, premier secrétaire du PS, et Anne Pingeot, sa compagne et la mère de sa fille, trouvent à Gordes, dans le Luberon, une maison. Une société civile immobilière est constituée, Anne Pingeot en est la présidente. Et celui qui n'est pas encore président s'y rend à de très nombreuses reprises.

En 1981, le duel présidentiel oppose le président en exercice et son challenger socialiste. Au cours de ce débat capital, Giscard fait une incise surprenante sur une ville que son adversaire est censé bien connaître, Clermont-Ferrand, sous-entendu, la ville des Pingeot. Cette saillie était destinée à déstabiliser le candidat socialiste mais elle resta sans effet.

Mazarine n'a que six ans lorsque son père devient président. Élu, il confie sa propre sécurité et celle de sa fille aux gendarmes, à l'élite de ceux-ci, le GIGN, et à son fondateur Christian Prouteau. Dès 1982, huit gendarmes sont mobilisés en permanence pour la sécurité de Mazarine : elle ne se déplace jamais sans deux d'entre eux.

Cette année-là, Claude Sérillon interviewe François Mitterrand. Il évoque avec lui de nombreux sujets, dont l'existence d'une fille naturelle. Réponse du chef de l'État : « Oui, j'ai une fille naturelle. Et alors ? » Aucun écho.

Françoise Giroud connaît bien François Mitterrand, qui avait ses entrées à *L'Express* de la grande époque. Elle l'avait même pris en charge lors de l'affaire de l'Observatoire, lorsque Pesquet avait révélé que le leader de l'UDSR avait été mis au courant du pseudo-attentat. François Mitterrand connaît alors un moment d'abattement. Françoise Giroud décide de le mettre au vert chez Brigitte Gros, la sœur de JJSS, pour qu'il puisse se reposer et reprendre pied avant de riposter. En 1981, comme en 1974, Françoise Giroud a appelé à voter pour le candidat socialiste.

Deux ans plus tard, en 1983, elle publie un livre intitulé *Le Bon Plaisir* qui raconte l'histoire d'un président de la République qui avait eu une liaison avant son élection. Cette femme avait accouché en secret d'un enfant dont il était le père. Cette révélation risque de le déstabiliser. À cette époque, Françoise Giroud était une fidèle des éditions Fayard : elle publie ce livre aux éditions… Mazarine, avant de revenir, jusqu'à la fin de sa vie, aux seules éditions Fayard.

Françoise Giroud et Francis Girod adaptent immédiatement ce livre pour le cinéma : pour eux, pas la moindre ambiguïté. Michel Serrault campe un ministre de l'Intérieur copie conforme de Gaston Defferre, et Jean-Louis Trintignant s'attache à quelques mimiques de François Mitterrand. Le film est un succès. *Le Crapouillot,* devenu la propriété de *Minute,* publie à cette occasion un numéro

spécial très épicé sur le nouveau chef de l'État. Une photo retient l'attention, elle a été prise en septembre 1981, on y voit Anne Pingeot et sa fille dans une rue parisienne. Pas d'écho.

Françoise Giroud a formé Catherine Nay, une de celles qu'elle appelait « ses amazones », ces femmes du service politique de *L'Express* qui séduisaient la classe politique. Dans les premiers mois de l'existence de Mazarine, au milieu des années 1970, Catherine Nay croise, dans un restaurant des Champs-Élysées, François Mitterrand accompagné d'une femme et d'un bébé dans un landau. Elle ne connaissait pas cette femme avec laquelle il paraissait très intime, c'était Anne Pingeot. Le bébé, c'était Mazarine. Pas d'écho.

Lors de l'inauguration du musée d'Orsay par François Mitterrand et Giscard d'Estaing le 1er décembre 1986. Anne Pingeot était alors l'un des conservateurs de ce musée. Une foule d'hommes et de femmes de l'art, de politiques et de hauts fonctionnaires attend avec curiosité la poignée de main de François Mitterrand avec Anne Pingeot et celle de Giscard avec la compagne de son successeur. Durant la cérémonie, de nombreux officiels qui n'étaient pas au courant de la situation doivent se faire expliquer les raisons de ces vagues de sourires qui ponctuent toutes ces poignées de main. Pas d'écho.

Philippe Alexandre sera le premier journaliste à révéler l'existence de cette autre famille en 1994. Il connaît en fait ce secret depuis très longtemps. Il a deux filles du même âge que Mazarine, et l'une d'elles fait alors ses études à Henri-IV avec la fille du Président. Tout le lycée est au courant, le proviseur, ses collaborateurs, des élèves comme des enseignants. Et Philippe Alexandre, comme tous les autres journalistes qui connaissaient cette histoire, n'utilise pas cette information.

François Mitterrand n'a jamais mis sa fille au secret : il a simplement mis à profit le respect de la vie privée des hommes politiques, que tous les journalistes français observaient, à l'exception de ceux de *Minute*.

Le chef de l'État déjeunait régulièrement avec sa fille dans des restaurants bondés.

Je me souviens d'un rendez-vous que j'avais avec Jacques Séguéla à la fin des années 1980, dans un restaurant italien, près de la rue Cognacq-Jay. Nous voyons

entrer Charles Salzmann, que nous connaissions bien et l'un et l'autre – c'était le monsieur sondages de la présidence. Il accompagne une jeune fille, qui n'est autre que Mazarine. Ils sont bientôt rejoints par François Mitterrand et deux autres personnes. Le chef de l'État viendra nous saluer, et Charles Salzmann fera de même, comme si de rien n'était.

Mitterrand passe une partie de ses week-ends avec sa fille et la mère de celle-ci dans le château de Souzy-la-Briche, situé non loin de Paris. Cette propriété de l'État a été restaurée à cet effet. Pour les vacances, ils vont à Hossegor où les Pingeot ont une propriété de famille ou à Gordes, « chez eux ».

Anne et sa fille vivaient, dans les années 1970, rue Jacob, où tous les commerçants avaient pris l'habitude de voir entrer et sortir celui qui n'était alors que le leader du parti socialiste.

Après l'élection de 1981, sur l'insistance de Christian Prouteau, qui dirige la sécurité présidentielle, cette autre famille doit quitter son domicile de la rue Jacob où sa sécurité ne peut être assurée. Elle est installée dans les meubles de la République, dans un des appartements du quai Branly, rive gauche, sous l'œil du parrain de la jeune fille, François de Grossouvre, logé également dans cet immeuble. Depuis des années, il est en charge de la deuxième famille du Président.

François Mitterrand, qui appartenait à une génération où on ne divorce pas, et sûrement pas avant une élection présidentielle, a cherché à protéger ses deux familles d'une exposition malveillante. Danielle Mitterrand était au courant depuis longtemps – c'est ce qu'elle a affirmé à plusieurs reprises –, mais les deux familles ne se sont jamais rencontrées avant la mort du chef de l'État.

Le grain de sable s'appelle Jean-Edern Hallier. Le créateur de *L'Idiot international* était doté d'un ego qui ignorait le doute. En 1976, il avait publié un pamphlet anti-Giscard intitulé *Lettre ouverte au colin froid* dans lequel il avait pris position pour le leader socialiste et il était convaincu d'avoir contribué de manière décisive à sa victoire en 1981. Il attendait rien de moins que la direction d'une chaîne de télévision, à tout le moins une grande émission pour prix de son ralliement. Il en était certain et, ne voyant rien venir, il avait harcelé le Président.

Le chef de l'État adopte la politique de l'édredon. Jean-Edern Hallier se fait bientôt maître chanteur : il écrit un brûlot intitulé *L'Honneur perdu de François*

*Mitterrand*, qui au départ devait d'ailleurs s'appeler *Mitterrand et Mazarine*, où tout y passe, la francisque, cette décoration décernée par Pétain, l'affaire de l'Observatoire, son cancer, ses amours avec Anne Pingeot et l'existence d'une fille adultérine nommée Mazarine. Il raconte cette histoire à tout le monde. Mais le respect de la vie privée des hommes politiques tient toujours. Pas d'écho.

Plus Mitterrand fait le dos rond, plus Jean-Edern Hallier surenchérit. En 1983, il a fait circuler des copies de ce pamphlet dans les rédactions parisiennes. Pas d'écho.

L'Élysée intervient pour empêcher la parution de ce livre qui ne sera imprimé qu'en 1996 après sa mort aux éditions des Belles Lettres-Le Rocher. La cellule de Christian Prouteau, pour suivre le furet Jean-Edern Hallier à la trace, met sur écoutes des politiques, des journalistes, des intellectuels, des artistes. Parmi ces journalistes, plusieurs travaillent à *Libération*, qui révélera la liste de toutes les victimes de ces écoutes.

Ce que l'on a appelé pendant des années « les affaires » de François Mitterrand ne concernait pour une très large part que la protection de sa fille.

Cette « révélation » fut une surprise pour une grande partie des Français. Elle ne l'était pas pour les journalistes.

Les scoops de *Minute* sont longtemps passés inaperçus, le journal d'extrême droite était revenu à la charge en mars 1993 et, à cette occasion, il avait doublé ses ventes. Jean Montaldo, auteur d'un autre brûlot *Mitterrand et les 40 Voleurs*, avait été interviewé par *Le Journal du dimanche* en juillet 1994 et lui aussi avait confirmé l'existence de Mazarine et de sa mère. Il faudra attendre novembre pour qu'elle soit enfin reconnue publiquement.

Le Divellec, où fut prise la photo qui officialisait la relation père-fille, est un restaurant situé sur l'esplanade des Invalides, au coin de la rue de l'Université, à deux pas de l'Assemblée nationale. C'est sans doute l'un des restaurants les plus « exposés » de Paris. Ce n'est pas un endroit où l'on se cache.

Après le repas, qui fête l'admission de la jeune femme à l'École normale supérieure, selon la thèse officielle, Mazarine attend un taxi. Celui-ci tarde. Le temps passe, et Mitterrand sort du restaurant et se retrouve côte à côte avec sa fille sur le trottoir. Un photographe est en position de l'autre côté de l'esplanade. *Paris*

*Match* informe Roland Dumas, le M. Bons Offices du Président. La consigne présidentielle est sans ambiguïté : « Ils font ce qu'ils veulent. » François Mitterrand vient d'officialiser l'existence de sa fille.

Peu de temps auparavant, recevant le couple impérial japonais à l'Élysée, Mazarine avait été présentée à l'empereur comme étant sa fille. Mitterrand avait préparé l'officialisation de Mazarine. Il n'y a pas de scandale Mazarine, d'autant moins que cette photo à la une de *Paris Match* est, pour la jeune femme, une libération. Elle l'est aussi pour sa mère et pour son père.

Elle n'était pas cachée mais vivait dans une certaine discrétion, protégée à l'abri d'un principe fragile séparant la vie privée et la vie publique. Les médias avaient considéré que c'était bien une affaire privée. Certes le divorce est une conquête, et si un régime pesant a été imposé à cette jeune femme, l'amour de ce père pour sa fille sautait aux yeux. Si les choix existentiels du Président étaient discutables, ils restaient d'ordre privé.

Le passage à la dimension publique concerne l'entretien de cette autre famille, et les moyens considérables mis en œuvre pour la soustraire à la curiosité. Les deniers dépensés pour y parvenir ne pouvaient pas être justifiés de manière publique. Mais cet aspect potentiellement scandaleux n'a à peu près jamais été pris en considération.

Mazarine s'ajoute aux autres secrets de Mitterrand, une jeunesse française sous Pétain, que racontera Pierre Péan, son cancer qui se déclare comme celui de Pompidou à peine élu, ses liens avec le sulfureux Roger-Patrice Pelat qui mélange allégrement l'amitié et les affaires juteuses, et puis cette autre famille : il y a eu un effet de trop-plein pour le même homme en fin de mandat et en fin de vie.

La cloison étanche entre la vie privée et la vie publique qui, en France, avait résisté si longtemps saute comme un verrou sous la pression d'une pince-monseigneur, ou plus exactement présidentielle…

En faisant passer sa fille de l'ombre à la lumière, en en maîtrisant tous les détails, il va légitimer la transgression de la règle. La presse, jusqu'ici respectueuse de ce principe, est crucifiée ; très vite les médias, par un retournement aussi brusque que moutonnier, vont considérer ce respect comme un archaïsme français

de plus, pire, comme la manifestation des rapports de connivence que la presse entretenait avec le monde politique.

Six mois après cette révélation, Mazarine, pour mettre fin à la chasse dont elle était l'objet, accepte de poser pour la une de *Paris Match*. Sébastien Valiela, cette fois encore, est derrière l'objectif.

*Voir* : Chiens ; Mitterrand (François) ; Télé-réalité ; Vie privée.

## McLuhan (Marshall)

### *Le gourou*

Dans une séquence d'*Annie Hall* (1977), Woody Allen et Diane Keaton font la queue devant un cinéma de Manhattan. Derrière eux, un autre couple, dont l'élément masculin parle beaucoup et fait le mariole à propos de McLuhan.

Woody Allen, excédé par l'enflure, sort de la file et s'adresse à la caméra pour dire son ras-le-bol. Le poseur le rejoint, lui aussi face caméra, pour expliquer qu'il connaît très bien le sociologue des médias. Woody Allen va alors chercher Marshall McLuhan, qui se trouvait en chair et en os derrière une affiche de cinéma. Le professeur canadien dit au m'as-tu-vu qu'il n'a rien compris à ses travaux. Le cinéma a le merveilleux pouvoir de clouer le bec à des importuns, à tous moments.

Ce théoricien de la communication, formé à la littérature élisabéthaine, est l'inventeur d'une des plus célèbres formules du XXe siècle, lancée la première fois sur une radio de Vancouver en 1958 : « Le message, c'est le médium. » Elle est devenue sa marque planétaire.

Cette formule est aux médias l'équivalent de la théorie de la relativité d'Einstein aux sciences physiques, ce que sont les *ready made* de Marcel Duchamp à l'art moderne, ou *Citizen Kane* d'Orson Welles au cinéma…

Avant, il semblait évident que le message était l'unique contenu, mais avec ce qu'il appelle « la vitesse électrique », le véritable message, selon lui, c'est l'expérience vécue du média utilisé. Le fond, c'est la forme prise par le média, car les outils que nous utilisons nous façonnent. On songe à la fameuse formule de Victor Hugo : « La forme c'est le fond qui remonte à la surface. »

Il fut l'une des figures emblématiques des sixties : elles sont en effet pour lui les années de la fécondité théorique.

Il publie en 1962 son ouvrage de référence : *La Galaxie Gutenberg*, au moment où l'électronique fait des progrès considérables dans la gestion des signaux électriques qui permettent de transmettre et de recevoir des informations.

L'invention des transistors, l'intégration de plus en plus poussée des composants accélèrent et augmentent le volume des flux transportés. Il écrit et théorise « l'automation », c'est le mot qu'il utilise, c'est-à-dire le passage du signal analogique au signal numérique.

Il devient le théoricien des mass media :

> « L'âge de l'électronique, qui succède à l'âge typographique et mécanique des cinq cents dernières années, nous met face à de nouvelles formes et de nouvelles structures d'interdépendance humaine qui empruntent une forme "orale" même quand les éléments de la situation sont non verbaux… qui aboutit à une galaxie reconfigurée […].
> Le prochain média – quel qu'il soit – sera peut-être le prolongement de la conscience. La télévision n'en sera plus qu'un contenu et non pas un environnement comme aujourd'hui. Cela en fera une forme d'art. Utilisé comme outil de recherche et de communication, l'ordinateur pourrait accélérer la recherche, rendre obsolète l'organisation biblio-économique, donner une capacité encyclopédique à l'individu et permettre l'accès électronique à des données sur mesure et commercialisables. »

En 1964, il parle d'un nouveau monde « où nous serons tous interconnectés dans une conscience globale grâce à des ordinateurs portables gros comme des audioprothèses ». La phrase apparaît aujourd'hui comme une anticipation d'une incroyable précision.



La « Galaxie Gutenberg » avec l'alphabet phonétique et l'imprimé privilégiait, selon lui, la vue, et l'isolait des autres sens. Elle générait une culture visuelle et une représentation du monde linéaire, à l'image de la géométrie euclidienne et de la logique aristotélicienne.

À « l'homme fragmenté » de la « Galaxie Gutenberg » succède, selon lui, « l'homme global » de l'électronique qui nous plonge dans un environnement d'informations simultanées, où tous les individus « sont impliqués en même temps » et qu'il appelle la « Galaxie Marconi », du nom de l'inventeur de la radio, qui succède à la « Galaxie Gutenberg » et introduit « le village planétaire ».

« Dans le circuit de l'automation, en effet, le consommateur devient producteur, tout comme le lecteur de la mosaïque qu'est la presse télégraphique fait, ou même est sa propre actualité. » Cette phrase est extraite de *Pour comprendre les médias* publié en 1964.

Dans ce livre très synthétique, il dresse le portrait des principaux médias parmi les vingt-cinq qu'il a identifiés : la parole, le premier des médias, l'écriture, les routes, l'habitat, la roue, les chiffres, le vêtement, l'argent, les horloges, l'imprimé, la photo, la presse, l'estampe, la voiture qu'il décrit comme « la fiancée mécanique », la publicité, les jeux, le télégraphe, la machine à écrire, le téléphone, le phonographe, le cinéma, la radio, la télévision, les armes, l'automation.

En 1967, il a écrit *Le Village global, transformations de la vie sur terre et des médias au XXI^e^ siècle* sur un monde reconfiguré par la communication à distance qui aura été l'un des tout premiers livres sur la mondialisation, dont on oublie

souvent qu'il annonçait la décentralisation, le bilinguisme, le tribalisme et le renforcement des identités. Ce livre n'a jamais été traduit en français.

McLuhan aura été le grand visionnaire des médias. Il a connu un succès fulgurant dans les années 1960 et 1970, puis son déterminisme technologique, ses reconstructions historiques *a posteriori* ont été mis en cause. Il fut zappé par les éditeurs.

Cet esprit intuitif équipé d'une culture encyclopédique reste une incroyable mine d'or. À propos de la télévision et de la presse écrite, il écrit ceci : « En développant une information plus rapide, mais plus brute, les médias électroniques ont augmenté le besoin de vérifier et d'étayer. » Ce qui, appliqué à Internet, est là encore d'une stupéfiante actualité.

Sa période la plus créative se situe entre 1958 et 1967. Cette année-là il est opéré d'une très grosse tumeur au cerveau. Le chirurgien constate que ses deux hémisphères cérébraux sont irrigués, non par une artère, comme tout le monde, mais par deux, ce qui est extrêmement rare.

Après cette opération, il est aidé par son fils et ses collaborateurs de l'université de Toronto. En 1979, il est victime d'une attaque où il perd l'usage de la parole. Il meurt en 1980 avant la révolution numérique qu'il avait si bien anticipée.

Internet l'a sauvé de l'oubli et l'a ramené au premier plan. À le lire ou le relire aujourd'hui, on éprouve le sentiment fulgurant d'une œuvre destinée à accompagner l'avènement d'Internet, alors qu'elle l'a précédé très en amont.

*Voir* : Filmographie ; Marathon ; Révolution 89.

# Ménages

## *Le marché de la notoriété*

Il y a deux types de ménages, ceux qui consistent à nettoyer – à cet effet on emploie volontiers des travailleurs sans papiers – et ceux que font des journalistes qui mettent leur notoriété audiovisuelle au service de la communication de grandes entreprises moyennant une rémunération à des années-lumière de celles des vraies femmes de ménage.

Combien vaut une notoriété ? Plus elle est importante, plus l'enveloppe est conséquente, et plus le journaliste est compétent avec une grande visibilité, plus il touche le jackpot. Le trombinoscope de la télévision donne la liste des participants à cette activité. À quelques précieuses exceptions près.

Beaucoup de journalistes participent de cette « notoriété ostentatoire », celle qui s'exhibe et dont parlait déjà Baudelaire. Andy Warhol disait dans un accès de modestie : « Je suis surtout connu pour ma notoriété », ce qui est une excellente définition de la notoriété moderne.

Des agences spécialisées mettent des marques en relation avec des ego télégéniques. Le must, c'est évidemment de décrocher les gloires des JT, et en règle générale tous ceux qui sont régulièrement sur le petit écran.

En 1996, une ex-présentatrice du 19/20 de FR3 du groupe France Télévisions avait tourné un faux JT pour le compte d'un laboratoire pharmaceutique dans le décor du vrai JT qui avait été loué de manière très transparente par la chaîne à ce laboratoire.

On peut être aussi un grand mathématicien auteur d'un ouvrage de référence, inconnu du grand public, mais une autorité scientifique incontestée, et être associé au lancement d'un parfum appelé Pi.

Les directions de certains médias, publics et privés, encouragent leurs champions à faire des « perruques » (autre synonyme de ces extras), faute de pouvoir les augmenter.

Ce faisant les uns et les autres alimentent la confusion entre l'information et la communication. Il y a en principe une incompatibilité absolue entre les deux. Mais cette digue déontologique est attaquée depuis les années 1980. Elle est en train d'être submergée.

Des entreprises, des organisations patronales, des institutions cherchent par tous les moyens à créer cette confusion, pour que la publicité passe pour de

l'information, ainsi maquillée elle serait, dit-on, plus crédible.

L'affaire Botton, du nom de cet entrepreneur lyonnais, gendre de Michel Noir, révèle un trafic d'influences qui consistait à arroser des vedettes de la télévision, avec des voyages en avion, des week-ends ensoleillés et autres largesses. Les journalistes sont inculpés de « recel et d'abus de biens sociaux ». Ils auraient été invités à « faire tapisserie » auprès de Pierre Botton pour doper son importance sociale.

L'affaire avait été révélée par *Le Canard enchaîné* en 1993. Jugé en 1996, Pierre Botton sera condamné à deux ans de prison ferme, les anciens maires Michel Noir et Michel Mouillot au sursis.

Le présentateur de télévision le plus célèbre de France est lui aussi condamné au sursis. La cour a ajouté dans le jugement « qu'il n'était pas le seul journaliste connu à avoir profité sans état d'âme des largesses de Pierre Botton ». Phrase terrible. La sanction est judiciaire mais pas du tout professionnelle. Les hiérarchies de chacun de ces journalistes n'ont pas bougé la moindre oreille. Pire encore, elles ne se sentaient pas concernées. Aucune d'entre elles n'y a vu matière à sanction, pas même à commentaire.

Tous sont volontaires pour faire « ménages » et « tapisseries », c'est-à-dire pour en profiter, beaucoup plus rarement pour le revendiquer. Le problème des ménages pour les journalistes, c'est qu'ils s'interdisent de balayer devant leur porte !

On croit monnayer sa notoriété sans conséquence, et on vend au passage son âme, c'est-à-dire, pour un journaliste, sa crédibilité.

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Communication.

## 1968

### *Racines*

Mai 68 en France avait la liberté insolente d'*À bout de souffle* et l'éclat des couleurs de *Pierrot le fou*.

Nous avions récité du Rimbaud jour et nuit, sans nous en apercevoir, et imité les Pieds Nickelés sans le savoir, en croyant que nous inventions un nouveau langage, parce que le monde semblait enfin nous appartenir.

Pour ma génération, et celle qui a eu dix-huit-vingt ans en 1968, cela reste encore, aujourd'hui, l'événement collectif le plus créatif de nos vies, tout comme il aura été le cauchemar de générations plus anciennes et, pour une autre partie du pays, l'incarnation de la « chienlit », selon le mot de De Gaulle qui voulait signifier de manière tonitruante qu'il n'y avait rien compris.

Aucune autre expérience collective de la liberté n'est venue depuis l'éclipser dans la mémoire nationale. C'est la dernière fois, en France, qu'un mouvement à réinventé la manière d'être ensemble.

L'histoire ne s'est pas arrêtée en Mai 68. La chute du mur de Berlin, l'émergence capitaliste de la Chine, la révolution numérique ont mis le monde sens dessus dessous, sans contredire cette affirmation.

« Je me révolte, donc nous sommes », disait Camus. Dans toutes les révoltes, il y a une volonté irrésistible de maîtriser son destin, à chaque instant, en chaque lieu. Il n'y a pas de vie en société sans des hommes et des femmes qui entendent, par la colère, la désobéissance, l'insoumission au besoin, la violence parfois, conduire leur vie.

Comment raconter à ceux qui ne l'ont pas vécu, et ils sont aujourd'hui les plus nombreux, un amour fou collectif ? Les jours et les nuits inversés, au cours desquels on disait beaucoup de bêtises, où on voyait des choses qui n'existaient pas mais qui au total n'avaient pas beaucoup d'importance par rapport à ce qui se jouait entre nous.

Mai 68, c'est la version française d'une révolution culturelle qui a commencé dans la seconde partie des années 1950 et au début des années 1960. Les leaders s'appelaient Jean-Luc Godard, John Lennon, Bob Dylan, Ornette Coleman et Miles Davis, Samuel Beckett, Marguerite Duras, Yves Klein, Martial Raysse et Mary Quant. Mais aussi des sociologues, comme Guy Debord, Herbert Marcuse et Frantz Fanon…

Les uns et les autres déstructurent le récit romanesque, cinématographique, pictural et musical, comme plus tard Mai 68 va déstructurer le récit politique français, alors impérieux comme une chanson de geste médiévale.

Mai 68 vient de loin, de Californie, d'Angleterre, du Vietnam, mais aussi de France.

Déjà en 1963, lorsque « Salut les copains », l'émission de Daniel Filipacchi, réunit plus de 150 000 jeunes à la Nation pour le premier concert *live* géant, Charles de Gaulle aurait eu ce commentaire : « Ces jeunes ont de l'énergie à revendre, qu'on leur fasse construire des autoroutes ! » De Gaulle partait perdant d'avance.

Les visionnaires du cinéma et du texte, les prophètes du rock imposent de nouvelles valeurs, de nouvelles formes de sociabilité, de nouveaux mots, de nouveaux sons et en dévaluent beaucoup d'autres.

La musique va contribuer à faire craquer les modèles centralisateurs, politiques et économiques, du communisme à l'entreprise en passant par le gaullisme et le système mandarinal.

Le soulèvement de l'université de Berkeley a lieu en 1964, quatre ans avant le Mai français. Les étudiants américains de la côte ouest inventent d'emblée toutes les formes de contestation qui vont suivre et le vocabulaire qui les accompagne : « le mouvement », « le sit-in », « le mouvement antiautoritaire » ou « la liberté de parole ». Tout est *made in Berkeley*.

Ils vont se répandre dans le monde au rythme de la rock music en Pologne, en Tchécoslovaquie, au Mexique, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, en France, au Japon – et j'en oublie.

C'est Jimi Hendrix qui a raconté l'océan de napalm en feu qui submerge le Vietnam, les toxines de la peur mélangées à la pisse et au hasch, la vacherie des couilles perdues et les mutineries des Blacks au fond de la jungle à l'annonce de l'assassinat de Martin Luther King. Tous les conscrits US furent des *day trippers*, comme le titre de cette chanson des Beatles.

Quelques mois avant Mai 68, l'offensive nord-vietnamienne du Têt a déchiré le mensonge de cette guerre. Pas étonnant que *The End* des Doors ouvre *Apocalypse Now*, le film de Coppola : c'est la musique de la chute.

« Nous voulons le monde et nous le voulons maintenant » (*We want the world and we want it now* »), ce mot d'ordre mondial de 1968 que Raymond Marcellin croyait avoir été usiné par une internationale subversive, c'est Jim Morrison qui l'avait lancé en 1967 dans *When the Music's Over*. La même année, John Lennon chantait *Power to the People*.

Mai 68, c'est la rencontre entre une vague internationale partie des États-Unis et de Grande-Bretagne, amplifiée par la guerre du Vietnam, avec la rythmique de la rock music et une crise spécifiquement française, plus culturelle que politique.

Nulle part ailleurs qu'en France la contestation de la jeunesse n'aura connu une telle extension, débordant du cadre universitaire et éducatif pour enflammer l'ensemble de la société, pour déclencher la plus grande grève générale de salariés que le pays ait jamais connue. Nulle part, sauf en Tchécoslovaquie.

Le Général droit comme un « i » appartient à la fois au XIX^e^ siècle par la culture, le style de vie, les valeurs qui sont les siennes et au XX^e^ siècle, parce que ce bâtisseur sait qu'il n'y a pas d'influence réelle sans puissance économique.

Ce grand modernisateur fut pourtant à côté de la plaque : il n'avait ni perçu ni anticipé les conséquences du bouleversement culturel en cours qui travaillait le monde. Pour lui, la société n'existait pas. Seule comptait une idée de la France et des grands hommes, seuls susceptibles de l'incarner. La conception absolutiste de l'État, qui considérait toutes les structures intermédiaires (Parlement, assemblées, syndicats, associations) comme autant d'entraves aux nécessités de l'action historique, était devenue un étouffoir à mesure que le pays entrait dans la société de consommation.

Lorsque la contestation commence, le régime se braque, ce qui a eu pour effet de répandre les graines de la révolte partout.

Mai 68 fera au moins deux victimes : le gaullisme et le communisme, qui en août de la même année subira une seconde épreuve, celle de la répression par l'armée Rouge d'un autre printemps, celui de Prague.

Mai 68 fut une vraie révolution sociétale et une fausse révolution politique. Jules Michelet parle quelque part de « l'action de la parole », si décisive en 1789.

Cette formule décrit Mai 68 à la perfection. L'un des plus beaux slogans de Mai 68, « Parlez à vos voisins », semble lui faire écho. Effectivement la France s'est mise

à parler, et la conversation fut ouverte à tous. Personne ne voulait prendre le pouvoir, en revanche il y avait une envie irrésistible de prendre la parole. Comme le remarquait Michel de Certeau après les événements : « On a pris la parole en 1968, comme on a pris la Bastille en 1789. »

Dany Cohn-Bendit avait apostrophé le ministre des Sports et de la Jeunesse en janvier, le doyen de Nanterre, des enseignants, des policiers, des dirigeants syndicaux et politiques, même Louis Aragon, lors d'un sit-in place de la Sorbonne. Il avait fait de l'apostrophe la figure majeure de ce soulèvement.

Une sorte de contagion verbale se répand dans l'espace social à partir du raz de marée populaire du 13 mai et de la décision du gouvernement de rouvrir la Sorbonne. Le peuple prend soudain corps : ce n'est pas une révélation mystique, c'est une réalité sociale.

Il y a dans les usines et les universités occupées, les administrations, les hôpitaux, comme les grands hôtels eux aussi avec des piquets de grève, des centaines de milliers de réunions destinées à réinventer l'avenir. Aucun lieu de travail collectif n'échappe au plus grand mouvement d'occupation de l'histoire sociale française. Des millions de Français réfléchissent aux moyens immédiats de changer leur vie.

La société en s'affirmant se débranche des circuits institutionnels. Cela dure huit jours, quinze jours, trois semaines, parfois un mois, pendant lesquels une démocratie de proximité envahit les paliers, les rues, les bureaux, les gares, les grands hôtels, les administrations, la télévision, les églises, les ports de pêche…

Les années 1960 étaient violentes. La guerre américaine au Vietnam diffusait à l'échelle planétaire l'image d'une violence débridée qui faisait des millions de victimes. La société française sortait de l'ignoble guerre d'Algérie, attentats meurtriers et rébellions militaires : entre les conscrits qui avaient servi dans les djebels, les pieds-noirs rapatriés et les Algériens installés en France, le souvenir de cette violence restait prégnant.

Les grèves ouvrières en 1967 et début 1968 menées par les jeunes paysans déracinés sont extrêmement violentes, les affrontements entre l'extrême gauche et l'extrême droite toujours très rudes. Et pourtant la violence en 1968, en France, à la

différence de la plupart des pays du monde, est restée toujours sous contrôle de part et d'autre. De manière spontanée, il y a eu une autolimitation de la violence.

L'irréparable n'a pas eu lieu en 68 : la rue de Mai est tout, sauf folle.

Elle était joyeuse, stupéfaite, audacieuse, solidaire, aventureuse, elle fut rarement meurtrière : quatre morts au total sur l'ensemble de la séquence, dont certaines accidentelles. Aucune arme à feu ne sera utilisée durant les semaines de Mai, sauf à Sochaux par des gardes mobiles affolés.

Il y a la même autolimitation parmi les forces de l'ordre sous la responsabilité du Premier ministre Georges Pompidou et du préfet de police de Paris Maurice Grimaud : ils cherchent eux aussi à éviter à tout prix le dérapage catastrophique, qui transformerait la révolte en insurrection.



Non seulement les manifestants miment la guerre civile, en construisant des barricades, mais ils manifestent un désintérêt absolu pour tous les symboles politiques : ils ignorent superbement l'Assemblée nationale, les ministères, dont certains désertés, les laissent de glace, l'Élysée ne les intéresse pas. Cette contestation fut indifférente à l'égard du pouvoir. Cela aurait dû faire réfléchir.

Les groupes gauchistes essaient de faire pression sur des mouvements qui se guident tout seuls. On pouvait toujours rêver de la révolution, modèle communard, bolchevique ou cubain, imaginer qu'il s'agissait d'une répétition générale du grand soir, Mai 68 n'aura jamais été un mouvement insurrectionnel.

Selon la belle expression de Maurice Clavel, ce fut un « soulèvement de la vie », un mouvement de libération culturelle, l'affirmation d'une société qui entend exister face à un État à penchant autoritaire, une quête de dialogue. La société a pris conscience d'elle-même, en tant qu'acteur.

Le procès fait à Mai 68 n'a jamais cessé. À droite comme à gauche. La droite, dès la reprise du travail, se divise entre croisés de l'autorité et du centralisme à restaurer et les réformateurs plus ou moins décentralisateurs. C'est le débat français dans les décennies qui suivent.

Jacques Chaban-Delmas, avec « la nouvelle société », donne sans doute la lecture à droite la plus intelligente des événements dans l'immédiat-après-Mai.

Il est bien sûr renversé : Pierre Messmer lui succède car on ne badine pas avec la conception pyramidale de la société. Valéry Giscard d'Estaing remet le couvert de la réforme, mais au bout de deux ans son Premier ministre Jacques Chirac démissionne pour s'y opposer, au nom de l'autorité à restaurer.

François Mitterrand avait de l'aversion pour Mai 68, pour avoir manqué d'en être la victime, mais il se présente en 1981 « pour changer la vie ». Il se fait élire sur « le programme commun » et ambitionne en réalité de réaliser « la nouvelle société » de Chaban-Delmas, ce qu'il fera en partie.

Ces mêmes universités américaines qui se sont soulevées dans les années 1960, qui ont été le véritable épicentre mondial de la révolte antiautoritaire, sont aujourd'hui les plus performantes au monde pour le classement des diplômes, pour les découvertes et les innovations, comme la prestigieuse Berkeley et la non moins performante Stanford.

Mais la réalité économique est encore plus décoiffante pour tous les procureurs des supposés « crimes » de Mai contre la sacro-sainte autorité. À l'époque où volaient les pavés dans l'air de Paris et d'ailleurs, le modèle entrepreneurial dominant, donné en exemple à l'échelle planétaire, enseigné dans toutes les business schools, s'appelait IBM : l'intégration verticale, une conception centralisatrice, et dans les entreprises c'était encore le modèle tayloriste qui dominait.

Des étudiants en informatique ont mis à genoux cette multinationale – qui s'en est remise depuis en changeant de métier – avec une conception horizontale de la communication. Et ils vont contribuer à l'invention de l'informatique personnelle du réseau Internet.

Le débat français récurrent sur la perte d'autorité se heurte à la réalité économique contemporaine : la micro l'a emporté sur la macro. La vraie décentralisation reste à faire.

J'ai eu la chance de connaître les bonheurs de Mai. Je n'ai aucune nostalgie, aucun regret, aucune amertume. J'ai beaucoup appris, souvent contre moi-même.

*Libération* est un enfant de Mai.

*Voir* : July (Serge) ; Libéral-libertaire ; 1973 ; Populismes – 1 et 2 ; Révolution 89.

## 1973

### *Naissance*

Au jeu des décennies, les seventies semblent donner une réplique sévère, parfois hideuse, à des sixties réputées plus insouciantes. Certains y ont vu, après 1968, le rêve en cellule de dégrisement. En réalité les années 1970 ont hérité des sixties : il en résulte un singulier mélange, comme en témoigne l'année 1973.

En France, il y aura deux après-Mai. Un après-Mai plus politico-gauchiste, et un après-Mai plus socioculturel. Le premier dure jusqu'à la mort en février 1972 de Pierre Overney, un militant de la Gauche prolétarienne assassiné par un vigile devant les portes des usines Renault de Billancourt. Ce gauchisme de masse va s'autodissoudre au profit de l'autre.

La révolution prolétarienne n'était pas dans les gènes de 1968. Ce n'était pas la veille du grand soir mais le petit matin des amours hier encore interdites. L'autre

après-Mai, culturel, sociétal, musical, libérateur, féminin, homosexuel, jouissif et individualiste triomphe. Le quotidien *Libération* paraît à ce moment-là.

« Mon corps est à moi », proclament les féministes qui revendiquent le droit au plaisir, à la jouissance, à la procréation désirée. Elles mettent en avant, comme Kate Millett, l'auteur de *La Politique du mâle* en 1971, le clitoris comme l'organe spécifique de la sexualité de la femme. L'affirmation féministe nourrit les différences sexuelles et favorise un grand désordre amoureux.

L'usage de la pilule contraceptive, autorisée par la loi Neuwirth avant les événements, prend effet en 1968. Les campagnes en faveur de l'IVG, qui vont aboutir à la loi Veil en 1974, entrouvrent les portes du droit au plaisir partagé.

L'autre modernité des années 1960 est technologique. L'économiste Daniel Cohen a écrit très justement : « C'est par l'informatique que les étudiants élevés dans la culture contestataire des campus US des années 1960 vont trouver un moyen de briser la standardisation du monde créée par leurs parents. »

Ce sont en effet des hippies qui vont révolutionner l'informatique en contestant la tendance de l'industrie à concevoir des salles où étaient concentrés des mégaordinateurs : ils vont opposer à ces concentrations géantes l'ordinateur individuel, avec toutes ses applications et sa connexion à des réseaux. Les sociétés de ces étudiants sont devenues aujourd'hui les locomotives de l'économie mondiale.

Le premier microprocesseur est mis au point et commercialisé en 1971 par Intel. L'email est inventé en 1971. Microsoft est né en 1975, du besoin de deux étudiants, deux hackers, Bill Gates et Paul Allen, de formaliser la vente de l'interpréteur de langage informatique BASIC, pour l'un des premiers ordinateurs personnels.

En 1976, Steve Jobs et Steve Wozniak créent la société Apple pour commercialiser le premier ordinateur personnel au monde fabriqué en série, l'Apple II. En 1978, deux étudiants détournent Arpanet, l'ancêtre d'Internet, alors sous le contrôle du Pentagone, en inventant le PC modem qu'ils commercialisent. L'année suivante, trois autres étudiants réussissent à relier entre eux des ordinateurs par une ligne de téléphone. Il ne restera plus qu'à mettre au point le Web, et ce sera l'invention du réseau.

En 1973, les Anglais du groupe Led Zeppelin ont succédé aux Beatles et diffusent les premières sonorités d'une musique rock déstructurée.

Cette année-là une guerre s'achève, une guerre qui aura fait plus de 4 millions de morts vietnamiens, et qui aura meurtri l'Amérique en lui infligeant une défaite militaire et morale. Les accords de paix sont signés le 27 janvier 1973.

Les troupes américaines quittent le Vietnam, Nixon et Kissinger sortent de ce bourbier en prenant la direction de Pékin, afin de nouer une « alliance de revers » pour contrebalancer l'influence soviétique. Le cauchemar indochinois n'est pas terminé pour autant : les Khmers rouges prennent le pouvoir en 1975.

En 1972 a commencé l'affaire du Watergate. L'enquête du *Washington Post* a vite déclenché la nomination d'un juge et une enquête sénatoriale. En 1973, des proches de Nixon sont poursuivis. La justice révèle l'existence d'un système d'espionnage qui a gangréné le FBI, la CIA, plusieurs organes de sécurité et la Maison Blanche. Richard Nixon démissionne en 1974.

C'est l'ère du soupçon : le « Nouvel Hollywood » a déjà donné *Le Parrain* 1, en 1972, et le 2 en 1974.

Une guerre s'achève, une autre recommence : la quatrième guerre israélo-arabe, la guerre du Kippour. Cette fois, ce sont les Égyptiens et les Syriens qui ont pris l'initiative militaire, bousculant l'État hébreu, qui réussit néanmoins à rétablir la situation. Les régimes nationalistes arabes ne se remettront pas de ce nouvel échec : ils y perdront tous leur légitimité.

Par mesure de rétorsion, les pays arabes producteurs de pétrole décident un embargo. C'est le premier choc pétrolier, le deuxième accompagnera la victoire des ayatollahs en Iran. Le baril passe de 3 à 12 dollars. Mais cette crise conjoncturelle va précipiter une crise structurelle. Très endettés par la guerre du Vietnam, les États-Unis en perte de compétitivité ont misé sur une dévaluation du dollar. En décembre 1971, ils ont remis en cause la convertibilité or de leur monnaie, et depuis le dollar dévisse.

En 1973, les premiers accords internationaux tentent d'organiser la fin des changes flottants. La crise pétrolière combinée au choc monétaire provoque le dérèglement des pays développés.

Le chômage s'emballe, il frappe d'abord les jeunes, les femmes, les immigrés et les travailleurs non qualifiés. Entre 1970 et 1993, il est multiplié par quatre. L'exclusion se répand. Plusieurs tentatives de relances keynésiennes ont lieu sous les présidents Ford et Carter aux États-Unis, en France sous la présidence Giscard en 1974-1975. Toutes échouent, aggravant les déficits publics tandis que l'inflation s'envole.

Les théories libérales et monétaristes ont très vite le vent en poupe, avec la révolution conservatrice. Margaret Thatcher la met en œuvre dès 1979, suivie par Ronald Reagan l'année suivante. Mais ni l'un ni l'autre ne réussissent à juguler le chômage et les déficits.

Sous l'impulsion des pétrodollars générés par les hausses du baril de pétrole se met en place un marché intégré des capitaux. Et très rapidement une déconnection s'opère entre la finance et l'industrie. Mobilité des capitaux, des productions et du travail qui devient toujours plus précaire. Symbole de la finance conquérante, la place de New York inaugure en 1973 le World Trade Center.

La mondialisation connaît un nouvel élan. Une révolution silencieuse du transport maritime a eu lieu, avec la construction des navires de 500 000 tonnes et la mise au point, en 1968, des porte-containers, qui permettent de casser les coûts du fret, facilitant le développement des pays ateliers et entraînant par voie de conséquence les délocalisations qui aggravent les dérapages sociaux des pays développés.

C'est dans ce contexte que Deng Xiaoping est réintégré dans les organes dirigeants avant de reprendre le pouvoir en 1978 et de lancer son pays dans une course effrénée à l'enrichissement capitaliste. Bingo : la Chine est aujourd'hui la deuxième puissance économique du monde.

En septembre 1973, le général Pinochet soutenu par la CIA renverse Salvador Allende, le président élu, qui se suicide : la junte fait 3 000 morts et des milliers de disparus. Au pouvoir, il fait du Chili le laboratoire de la déréglementation économique et sociale. L'Amérique latine est sous la botte de militaires putschistes, tandis qu'en Europe les dictatures galonnées à bout de souffle s'effondrent dès 1974, en Grèce et au Portugal, et l'année suivante en Espagne.

Le terrorisme tient le haut du pavé. À côté du terrorisme palestinien, libanais, latino-américain, et du contre-terrorisme israélien, du terrorisme des séparatistes basques, corses et nord-irlandais, des groupes d'extrême gauche en Europe et en Asie, spécialement dans les trois grands pays industriels qui ont connu des régimes fascistes, l'Allemagne, le Japon et l'Italie, entrent en guerre : les horreurs commises au temps du fascisme justifiant à leurs yeux le caractère sanglant d'opérations qui se poursuivront jusqu'à la fin des années 1970. L'extrême gauche française restera longtemps dans les limites du symbolique, à l'exception du petit groupe d'Action directe, qui à la fin de la décennie commettra plusieurs assassinats.

En décembre 1973, paraît à Paris le tome un de *L'Archipel du Goulag*, d'Alexandre Soljenitsyne, prix Nobel de littérature en 1970. Ce livre et tous ceux qui vont venir du Goulag ruinent les efforts déployés par l'URSS pour faire croire à ses intentions démocratiques et pacifiques.




Étranglé par de mauvaises récoltes successives et un manque abyssal de capitaux, l'empire communiste choisit la fuite en avant. Il va se lancer dans l'invasion de l'Afghanistan à la fin de la décennie et dans le déploiement de fusées à têtes nucléaires braquées sur l'Europe occidentale. Des combattants islamistes, un pape polonais élu en 1978, une course aux armements et des cours du pétrole qui s'effondrent : le communisme soviétique n'y survivra pas. L'implosion est proche, ce sera pour la décennie suivante.

Lorsque s'achève l'année 1973, aucun chef d'État ou de gouvernement, aucun historien, aucun économiste, aucun journaliste, personne au cours de cette année-

là n'a entraperçu ce que promettait ce télescopage d'événements ni compris ce qui était en train de se produire, rien de moins qu'un changement d'ère.

*Voir* : Filmographie ; Hersch (Seymour) ; 1968 ; Réseau ; Watergate.

## Mitterrand (François)

### *Le pouvoir*

« Je viens vous annoncer qu'après réflexion et consultation de nos instances, l'UNEF a décidé de ne pas prendre position dans l'élection présidentielle. » Nous sommes en 1965 dans le bureau de François Mitterrand, candidat unique de la gauche face au général de Gaulle, rue Guynemer à Paris. J'accompagne comme vice-président chargé de l'information Jean-François Nallet, le président du syndicat étudiant, et Michel Rostain, son secrétaire général.

J'ai oublié sa réponse. François Mitterrand restait pour toute la direction de l'UNEF, à cette époque, le ministre de la Justice de Guy Mollet, au temps des pouvoirs spéciaux donnés à l'armée en Algérie, de l'envoi du contingent et de la justice d'exception avec ses nombreuses exécutions capitales. Pierre Mendès France et Alain Savary avaient démissionné de ce gouvernement, pas lui.

Après 1965, 1968. Il en gardait un souvenir amer : il s'était alors beaucoup avancé, se présentant comme l'alternative à de Gaulle. Il n'avait pas compris que tel n'était pas l'enjeu. Il en avait été pénalisé et il avait dû renoncer à se présenter à la présidentielle de 1969. Ce qui l'avait beaucoup servi par la suite.

En 1974, *Libération* venait de sortir, nous campions dans la contre-culture assez loin des enjeux de la démocratie représentative. Et il s'en était fallu pourtant d'un cheveu que François Mitterrand ne soit élu.

En 1981, *Libération* s'était absenté pendant la campagne présidentielle. Nous étions à l'arrêt depuis février, pour transformer une nouvelle fois le journal, au

moment même où s'était nouée sa campagne présidentielle.

Lorsque j'ai revu François Mitterrand, après son élection à la présidence de la République, il se souvenait de notre entretien de 1965 : j'étais un zombie qui s'était acharné, depuis plus de quinze ans, à zapper toutes ses campagnes. Ce fut donc court et froid.

Fin 1981, début 1982, j'avais demandé à le rencontrer et il m'avait reçu dans la petite bibliothèque de l'Élysée. L'occasion était encore moins facile que les précédentes.

*Libération* venait de reparaître. Nous avions un problème de trésorerie consécutif aux charges du redémarrage portant sur 1 million de francs. Notre banque, une succursale Hervet, était en cours de nationalisation, sa direction ne voulait pas prendre l'initiative de consentir ce prêt et la banque nous a renvoyé sur le ministère de l'Économie. J'ai vu Jacques Delors, que je connaissais bien : « Pourquoi me refuse-t-on ce prêt ? »

J'ai fini par comprendre : le prêt était de la compétence du Président.

À l'Élysée, je suis reçu par François Mitterrand. Je lui rappelle la promesse faite par son gouvernement : la nationalisation doit faciliter le financement des petites entreprises. Il me raconte ses déboires avec Claude Perdriel en 1974, ce qui ne l'encourageait pas « à faciliter les choses » : le sous-entendu faisait le bruit d'une horde de mammouths dans un magasin de porcelaine, et soulignait l'obscénité de cet entretien. D'autant que l'éditeur du *Nouvel Observateur* était engagé lui aussi dans la presse quotidienne depuis 1977, avec *Le Matin de Paris*, et qu'il avait, à la différence de *Libération*, participé activement à la campagne présidentielle de François Mitterrand. Il lui reprochait en réalité d'être un organe néorocardien. Le froid polaire a gagné la petite bibliothèque de l'Élysée.

François Mitterrand m'a conseillé de prendre rendez-vous avec André Rousselet, son directeur de cabinet, qui en contrepartie m'a demandé le nantissement du titre. Je n'avais pas le choix, mais j'ai décidé ce jour-là de ne jamais me retrouver dans cette situation humiliante. Ce prêt a été monté avec le CIRI, organisme d'État en charge des restructurations. Nous avions fait du remboursement de ce prêt une priorité absolue. Nous nous en sommes très vite débarrassés.

Ces rendez-vous manqués avec François Mitterrand me paraissaient d'excellent augure : ils mettaient le journal hors d'atteinte de la colonisation socialiste, telle que la subissait *Le Matin de Paris*.

Le jour de l'élection, nous avons réalisé un numéro zéro titré « Enfin l'aventure » : il ne fallait pas être un visionnaire pour deviner que la première alternance de la V^e^ République produirait un gigantesque appel d'air, accélérerait les mouvements de la société et transformerait le paysage. En conséquence, le nouveau *Libération* devait couvrir la présidence de la République, de manière systématique. L'Élysée serait au cœur du dispositif politique. D'autant que, pour le vainqueur de la présidentielle et chantre du socialisme étatique, c'était à lui qu'incombait de « changer la vie ».

La décision fut prise de traiter l'Élysée comme un feuilleton, comme le faisait à l'époque *La Repubblica* en Italie. Jean-Michel Helvig, à la tête du service politique, à partir de 1982, allait devenir son ordonnateur. C'était une formidable opportunité journalistique : raconter l'exercice du pouvoir par la gauche, avec les garde-fous que lui conférait la Constitution de la V^e^ République.

J'ai publié en 1986 un livre, *Les Années Mitterrand*. Ce n'était pas un mauvais titre. François Mitterrand a battu des records de longévité présidentielle avec quatorze années à l'Élysée. Son agilité et son talent dans le maniement des rapports de forces ont contribué à rendre la politique souvent excitante. On l'a vu lorsqu'il a substitué la construction européenne au programme socialiste et en a fait la colonne vertébrale de ses deux mandats. La désillusion est venue après sa mort, à la fin de son deuxième mandat dans les années 1990, lorsqu'il est apparu que l'Europe n'était pas synonyme de socialisme mitterrandien, mais d'une forme particulière de libéralisme : l'euro-libéralisme. Depuis la gauche française traîne le poids de cette énorme désillusion.

*Libération* a profité de cette séquence mitterrandienne, pas *Le Matin de Paris*, pourtant du même groupe sanguin que le Président, adhérant à plusieurs de ses thèses, faisant collaborer de nombreux socialistes, et avec des gens talentueux dans son équipe. Je crois que nos distances à l'égard du pouvoir et de la majorité furent justement à l'origine de la réussite de *Libération*.

En réalité, les années 1980-1990 furent la dernière belle époque de la presse papier marquée entre autres par l'envolée et la réussite de *Libération*.

Michel Foucault a été l'un des parrains de *Libération*. Lors de nos rencontres à la fin des années 1970, début 1980, il questionnait beaucoup « les arts de gouverner ».

En 1978, il avait consacré sa leçon au Collège de France à ce qu'il avait appelé la « gouvernementalité » :

> « Par pouvoir, il me semble qu'il faut comprendre d'abord la multiplicité des rapports de forces qui sont immanents au domaine où ils s'exercent et sont constitutifs de leur organisation ; le jeu qui par voie de luttes et d'affrontements incessants les transforme, les renforce, les inverse ; les appuis que ces rapports de forces trouvent les uns dans les autres, de manière à former chaîne ou système, ou, au contraire les décalages, les contradictions qui les isolent les uns des autres ; les stratégies enfin dans lesquelles ils prennent effet, et dont le dessin général ou la cristallisation institutionnelle prennent corps dans les appareils étatiques, dans la formulation de la loi, dans les hégémonies sociales. [...] Le pouvoir est partout ; ce n'est pas qu'il englobe, c'est qu'il vient de partout [...]. »

François Mitterrand a joui de cette Constitution comme personne, pas même le Général. Il a été le sujet du pouvoir et le pouvoir était son sujet. Il en a joué en « artiste », un artiste de la politique capable d'utiliser tous les leviers pour résister à l'opposition, pour l'emporter une seconde fois et établir un record inscrit dans les tablettes de la République. Il était aussi convaincu d'être le vrai, sinon l'unique chef d'orchestre du changement en France.

J'ai abordé le sujet Mitterrand, en libéral-libertaire, avec une curiosité aiguillonnée par les réflexions de Michel Foucault.



Pour François Mitterrand, les rapports de forces étaient partout et il concevait son rôle, sa fonction comme un ingénieur en chef qui les utilise et les manipule pour diriger et pour régner. Il a pris acte du développement de *Libération* aux dépens du *Matin de Paris*. Le journal en tant qu'agitateur et cristallisateur d'opinions avait de l'influence : il en a tenu compte froidement. Il est possible que quelques-unes de mes réflexions, des enquêtes de *Libération* aient pu exciter l'un de ses cerveaux tandis qu'elles irritaient l'autre. Il avait toujours tout lu. Rien n'échappait à ce grand consommateur de presse.

En toute logique, il avait une conception très utilitariste des journalistes. Un entretien particulier pouvait avoir plusieurs fonctions. Roder un argumentaire face à un journaliste critique ou sceptique. J'ai été utilisé avec d'autres en tant que cobaye de discours destinés à la télévision, sans que ce ne soit jamais dit. Il aimait séduire des journalistes, *a fortiori* les plus hostiles, du type Philippe Alexandre ou Jean d'Ormesson. Chacun de ses entretiens lui permettait de régler sa communication, de préparer ses interventions à venir, de tester des formules, de renifler l'air du temps dans tel ou tel quartier de l'opinion.

Je devais être, à ses yeux, un échantillon de la génération antiautoritaire et anticommuniste de 1968. Et comme certains de ses choix me paraissaient discutables, et que je l'écrivais, il cherchait un angle pour traiter cette opposition.

Non seulement il faisait profession de séduire, mais il aimait éprouver ce pouvoir de séduction auprès de tous ses interlocuteurs et, comme tous les

séducteurs, surtout auprès des plus rétifs.

Il pratiquait volontiers le tête-à-tête, dans la petite bibliothèque, qui pouvait se poursuivre par un déplacement en province dans un hélicoptère qui le déposait non loin d'un musée, ou d'une maison chargée d'un millier de souvenirs dont lui seul semblait mesurer le prix.

En déplacement il n'était pas du genre à parler sans arrêt. À un moment, il arrêtait la conversation. Il demandait à un aide de camp le livre qu'il avait pris soin de sélectionner et il se plongeait par exemple dans l'*Histoire de l'armée allemande* de Benoist-Méchin, journaliste sous la collaboration, condamné à mort et gracié en 1947 – cet ouvrage lui semblait indispensable à la compréhension de l'Allemagne, au cœur de son grand jeu européen. Une autre fois, il s'isolait dans le dernier livre de Julien Gracq…

Certains petits déjeuners étaient collectifs. En particulier lors de la première guerre du Golfe. Nous étions souvent une quinzaine autour d'une grande table. Je me souviens qu'un jeudi matin il avait peu de choses à communiquer. Il s'était lancé dans un long récit sur les relations entre Descartes et Christine de Suède. Leur dernière nuit d'amour très arrosée, très aimante se révéla fatale, le philosophe au milieu de la nuit s'étant endormi dans les courants d'air glacé d'une coursive de la résidence royale. Compte tenu de l'objet de cette réunion, cette très longue et très talentueuse digression était à bien des égards stupéfiante.

Françoise Giroud, après sa mort, dira très justement qu'« il avait comme Casanova la langue d'or, ce don de plaire par la parole ». Aucun de ses successeurs n'a partagé avec lui cet attribut des grands séducteurs.

De Gaulle n'avait pas la réputation de beaucoup fréquenter notre profession. Georges Pompidou, atteint d'une maladie mortelle, a fait un demi-mandat présidentiel en phase terminale. Giscard d'Estaing était un intellectuel qui étudiait sans arrêt l'opinion française et qui avait toujours beaucoup de choses très souvent passionnantes à raconter aux journalistes. Jacques Chirac ne les aimait pas, il se forçait, ce qui le rendait désagréable. Il y a eu deux Nicolas Sarkozy : le candidat était l'ami de tous les journalistes, et le président en exercice les méprisait tous.

Un jour, je me trouvais dans un avion pour Toulouse et le hasard m'avait placé à côté de Jean François-Poncet qui avait été secrétaire général de l'Élysée sous

Giscard puis ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Barre. Nous étions avant Maastricht. Le pouvoir, pour quoi faire ?

Au cours du vol, il avait développé l'idée qu'un président prend au mieux deux ou trois décisions importantes au cours de son mandat et passe le reste de celui-ci à rattraper les bévues, à gérer les accidents, à entretenir sa majorité. Il considérait à cet égard que le bilan de François Mitterrand était plutôt positif : il avait réduit l'influence des communistes, pérennisé la Constitution de la V^e^ République et fait avancer l'Europe. Pour l'ancien ministre, un président peut difficilement faire plus. Je partage cette approche. On a toujours tendance en France à surdimensionner le rôle du chef de l'État et à en faire un *deus ex machina*.

De Gaulle était bonapartiste, Mendès démocrate et Mitterrand républicain. Les Français rêvent d'un président qui fusionnerait les trois.

*Voir* : Libéral-libertaire ; Mazarine ; *Off the record*.

# Modèle Girardin (Le)

## *Feu l'économie de la presse*

Zola dans son roman *Au bonheur des dames* avait tout compris sur l'économie de la grande distribution : « Vous vendez beaucoup pour vendre bon marché et vous vendez bon marché pour vendre beaucoup. » Les éditeurs de journaux ne l'avaient pas attendu pour mettre ce principe en œuvre.

Un prix de vente bas permet d'augmenter la diffusion, un tarif d'abonnement diminué de moitié y contribue également et, par voie de conséquence, les recettes publicitaires croissent avec la diffusion globale. Les journaux étaient jusqu'alors destinés à une toute petite élite, ils vont s'adresser à des foules. Les rédactions vont se développer, le journalisme se professionnaliser, les premiers reportages apparaître. La presse va devenir une industrie. C'est une révolution.

L'homme qui invente la presse quotidienne à grande diffusion en cassant les prix s'appelle Benjamin Day, il est le créateur du quotidien *The Sun*, à New York, en 1833. Il est bientôt rejoint par *The New York Herald*, le quotidien de James Gordon Bennett, en 1835, qui va très rapidement devenir l'un des principaux quotidiens américains, et le plus prospère. Disposant de moyens considérables générés par cette politique, ce quotidien va inventer ce qu'on appellera bientôt le reportage. Et pour y parvenir, il utilisera toutes les technologies d'avant-garde : le train, le télégraphe morse… Et en 1841, paraît, toujours à New York, un troisième quotidien à un prix cassé : *The Tribune*.

Cette génération de quotidiens est connue aux États-Unis sous le nom de *penny press* : l'exemplaire vaut 1 penny. La presse y est libre, ce qui n'est pas le cas en France.

Dans des conditions beaucoup plus contraignantes, Émile de Girardin va théoriser ce modèle économique et l'adapter à la France : « L'abonnement doit

payer le papier, l'impression et la distribution. La publicité paiera la rédaction et l'administration, et pourvoira au bénéfice du journal. »

Lorsqu'il lance *La Presse* en 1836, il a trente-quatre ans, il a déjà créé avec succès sous la monarchie de Juillet, dans une période de liberté étroitement surveillée et agrémentée de poursuites, plusieurs journaux dont les titres parlent d'eux-mêmes : *Le Voleur* est un *digest* de la presse, *La Mode* est l'ancêtre des féminins, et *Le Journal des connaissances utiles* annonce les magazines de vulgarisation scientifique.

Comme le dit Balzac : « L'annonce naquit sous les rigueurs du timbre, de la poste et des cautionnements », ces outils de la censure d'Ancien Régime demeurent. Les éditeurs cherchent de nouvelles ressources : la révolution industrielle et le développement du commerce leur offrent des opportunités.

Émile de Girardin fait un constat : « En France, l'industrie du journalisme repose sur une base essentiellement fausse, c'est-à-dire plus sur les abonnements que sur les annonces. Il serait désirable que ce fût le contraire. Les rédacteurs d'un journal ont d'autant moins de liberté de s'exprimer que son existence est plus directement soumise au despotisme étroit de l'abonné, qui permet rarement qu'on s'écarte de ce qu'il s'est habitué à considérer comme des articles de foi. »

Pari réussi. Le tirage de *La Presse* bondit, il passe de 13 000 à 60 000 exemplaires. Émile de Girardin a doté en plus son journal d'une arme rédactionnelle de fidélisation : il a inventé le roman-feuilleton, à suivre d'une semaine sur l'autre, qu'il va généraliser sur plusieurs jours de la semaine. Alexandre Dumas l'inaugure avec *La Comtesse de Salisbury*.

Même politique tarifaire des deux côtés de l'Atlantique, mais deux des inventions journalistiques américaines mettront beaucoup plus longtemps à traverser l'Atlantique : l'interview et la page éditoriale distincte de l'information, deux innovations majeures de la *penny press*.

En 1855, le *Daily Telegraph* en Grande-Bretagne est lancé au prix de 2 pence. En 1863, Moïse Polydore Millaud lance à Paris *Le Petit Journal* à 1 sou, qui va devenir, à la fin du XIXe siècle, le premier tirage mondial.

La politique commerciale « agressive » inaugurée par Émile de Girardin déstabilise le marché de la presse. Il oblige ses concurrents à s'aligner ou à

disparaître, certains financiers se retirent, d'autres se font attentistes. Beaucoup jugent cette évolution de la presse néfaste. La parution du journal de Girardin est considérée par les historiens comme la naissance, en France, d'une presse d'information distincte de la presse d'opinion.

Cette bataille commerciale et financière va cristalliser un duel mémorable entre le fondateur de *La Presse* et celui du *National.*

L'éditeur du *National* s'appelle Armand Carrel. Né avec le siècle, il a trente-six ans, il est la figure emblématique de l'opposition républicaine. Il dirige *Le National*, qui aura contribué à renverser le régime de Charles X, en 1830 – une révolution dont il fut un des meneurs.

L'éditeur du journal *Le Bon Sens* avait jugé cette nouvelle politique commerciale « déloyale » : selon lui, elle allait provoquer de nombreuses faillites. Émile de Girardin avait réagi par un procès en diffamation contre le directeur du *Bon Sens*. Lequel avait sollicité son ami Armand Carrel.

Le patron du *National* prend la plume pour défendre le confrère. Le surlendemain, l'éditeur de *La Presse* répond de manière menaçante, évoquant l'éventualité d'« établir les biographies de plusieurs rédacteurs de ces journaux, [s'ils étaient] contraints de les publier ».

L'éditeur du *National* a décrypté sans mal le message. Il vit depuis des années avec Émilie Boudhors, une femme mariée, qu'il ne pouvait pas épouser, la Restauration ayant aboli le divorce et Louis-Philippe tardant à le rétablir. Armand Carrel, ancien militaire, se précipite au domicile d'Émile de Girardin avec un témoin, pour obtenir une explication publique ou une réparation par les armes.

Girardin accepte qu'une mise au point soit publiée dans *La Presse*, mais exige qu'elle le soit en même temps dans *Le National.* Carrel, blessé au vif, choisit le pistolet.

Les deux éditeurs s'affrontent : Girardin est blessé à la cuisse et Carrel à l'aine. Il meurt trois jours plus tard.

Émile de Girardin est un conservateur qui se révèle au fond une girouette politique, ce qui convient parfaitement à son modèle économique : « Nous sommes pour tous les gouvernements, contre tous les excès », disait-il.

Mais il y a un domaine sur lequel cet opportuniste est intraitable : c'est la liberté de la presse. Dès qu'elle est en cause, il devient un opposant.

Après le coup d'État du 2 décembre 1851, Émile de Girardin prend la route de l'exil aux côtés de Victor Hugo, mais il est rappelé par Napoléon III. Belliciste en 1870, son nouveau journal est interdit sous la Commune, il rejoint les Versaillais.

Girardin rallie Gambetta et se prononce pour le suffrage universel, la République et surtout la liberté de la presse. Élu en 1877, dans le IX^e^ arrondissement de Paris, il est chargé de préparer la loi sur la presse : liberté de publier sans restriction, sans délit d'opinion avec la plus totale liberté d'entreprendre. Girardin impose ses vues et le texte est adopté en première lecture le 17 février 1881. Il meurt le 27 avril, trois mois avant son adoption définitive, en deuxième lecture, le 29 juillet 1881.

Le modèle Girardin est resté très longtemps celui de la presse dans le monde.

Ce modèle se retourne avec la révolution numérique. La structure des recettes s'effondre au tournant du millénaire : disparition des petites annonces papier, diminution violente des chiffres d'affaires publicitaires (entre - 20 et - 50 %), baisse enfin de la diffusion. Ces trois baisses simultanées remettent en cause l'existence de la presse écrite sous la forme qu'elle a connue depuis le milieu du XIX^e^ siècle.

« L'âge d'or de la presse » définit une époque où le papier dominait entièrement le paysage médiatique. Après la Première Guerre mondiale, les quotidiens doivent affronter la concurrence de nouveaux médias : après le cinéma, l'émergence de la radio et la concurrence des premiers magazines.

Après la Seconde Guerre mondiale, c'est la télévision qui bouscule la presse quotidienne, à la fois sur le plan de l'information et sur le marché publicitaire. Des grands magazines américains, des monuments comme *Collier's*, *Look, Life, The Saturday Evening Post* disparaissent.

La remise en cause du modèle économique de la presse papier face à l'expansion continue des réseaux numériques provoque dans la presse une crise existentielle qui a déjà fait de nombreuses victimes.

*Voir* : CSP+ ; Dumas (Alexandre) ; Pamphlet.

# Mort

### *Article*

« Le comble pour un journaliste, c'est d'être à l'article de sa mort », disait l'excellent Jules Renard.

# *Muckrakers*

### *Les remueurs de boue*

Les dictionnaires rivalisent sur les insectes coprophages qui élisent domicile sous les bouses de vache et qui par extension sont censés définir toutes les personnes qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas. Sont cités les policiers, les détectives privés et les journalistes.

La connotation en France est clairement péjorative. Georges Marion, qui avait officié comme journaliste enquêteur au *Monde*, aux côtés d'Edwy Plenel, a écrit un livre titré *Profession « fouille-merde »*. Aux États-Unis, le *muckraker* (de *muck*, fange, ordure, et de *rake*, fouiller) jouit d'une image nettement plus positive. Il a incarné une révolution dans l'histoire du journalisme américain.




Au début du XX$^{e}$ siècle, une génération d'écrivains et de journalistes s'attaque au capitalisme sauvage qui triomphe aux États-Unis. Plus de la moitié de la population américaine vit alors dans la pauvreté, tandis que l'essentiel de la richesse nationale est concentré dans un tout petit nombre de mains. La libre entreprise est menacée : des trusts se développent dans tous les domaines avec la constitution d'immenses fortunes érigées sur des bases souvent frauduleuses. Les institutions sont gangrénées par la corruption.

Le mot *muckraker* n'a pas encore été utilisé et on ne parle pas encore d'investigation. Mais les enquêtes journalistiques se multiplient. Elles sont très populaires, elles font vendre les journaux et les magazines et contribuent à l'élection d'un président réformateur, le républicain Theodore Roosevelt qui entre à la Maison Blanche en 1901.

Le nouveau président entend corriger le capitalisme américain et, sous ses deux mandats, il va développer les réglementations fédérales. En 1902, lors de la grève des mineurs de Pennsylvanie, Roosevelt impose l'arbitrage de l'État fédéral et une issue pacifique.

Le cas de Standard Oil Company and Trust est exemplaire. La journaliste Ida Tarbell publie à partir de 1902 dans dix-neuf numéros consécutifs du magazine *McClure's* une enquête sur la constitution en trente ans, de 1872 à 1902, d'un monopole pétrolier quasi absolu entre les mains de John D. Rockefeller.

Ida Tarbell était une journaliste vedette du magazine. Elle s'était fait connaître par une série consacrée à Napoléon Bonaparte, écrite à Paris, et par une autre sur

Abraham Lincoln qui avait permis de doubler la diffusion de *McClure's*.

Le pétrole, elle était née dedans. Elle avait quatorze ans en Pennsylvanie lorsque son père, qui exploitait un petit gisement d'or noir, a été comme tous les pétroliers de la région mis en coupe réglée par la nouvelle société créée par John D. Rockefeller. Ils avaient le choix entre la ruine ou la vente à bas prix.

Ida Tarbell commence son enquête en allant interviewer un ancien exploitant de la région racheté par Rockefeller et devenu un personnage considérable au sein du trust. Celui-ci a cru qu'elle allait raconter l'histoire de la Standard Oil comme elle avait écrit l'histoire légendaire de Lincoln.

La Standard Oil, pour y parvenir, avait utilisé des procédés illicites, souvent violents pour éliminer ses concurrents. Cette enquête, complétée par d'autres, devait aboutir en 1911 à une décision de la Cour suprême qui procéda au démantèlement du trust pétrolier en trente-trois compagnies indépendantes.

John D. Rockefeller l'avait baptisée « L'empoisonneuse ». Ida Tarbell ne supportait pas d'être labellisée, que ce soit comme *muckraker* ou comme suffragette.

Son enquête a paru en livre sous le titre *L'Histoire de la Standard Oil Company*. Le livre fut un best-seller au début du siècle. Cette enquête économique indiscutable reste aujourd'hui le modèle du journalisme d'investigation aux États-Unis. Elle est classée cinquième dans le palmarès des chefs-d'œuvre du journalisme américain au XX^e^ siècle, selon l'université Columbia de New York.

En 1906, une enquête de David Graham Philips parue dans le magazine *Cosmopolitan* et intitulée « La trahison du Sénat », consacrée à la corruption politique, a mis le feu au parti républicain. Le président Roosevelt doit prendre ses distances avec ces enquêteurs qui avaient contribué à son élection.

C'est la raison pour laquelle le Président va forger cette image contradictoire du *muckraker*, qui est à la fois l'homme qui remue la boue mais dont le métier est si ingrat qu'il n'arrive plus à lever ses paupières. La source de Roosevelt : un personnage issu d'un roman à succès de John Bunyan. En parlant d'un métier ingrat, Roosevelt n'accable pas ceux qui le pratiquent : il reconnaît que ce métier s'apparente à un sacerdoce. Et l'image a fait sens, le mot est resté.

Dans sa bouche, l'homme qui remue la boue sans fin, c'est à la fois un compliment et un reproche. Le compliment s'explique par la popularité de ces enquêteurs et Theodore Roosevelt considère que le capitalisme américain a besoin de régulation.

Ces journalistes vont « trop loin » et risquent de menacer la réussite économique américaine. Les enquêteurs n'épargnent personne : ni le Sénat ni les Églises. Pas même les Mormons.

Les journalistes s'en prennent à l'organisation des marchés, du commerce, de la viande, du tabac, des transports, de la santé, des prisons comme des religions… Frank Norris, dans *La Pieuvre*, a dénoncé après une longue enquête les abus des compagnies de chemin de fer. Upton Sinclair, auteur du roman *La Jungle* en 1906, aura enquêté sur les marchés des produits alimentaires et il est considéré comme celui qui est à l'origine de la création de la Food and Drug Administration, l'agence américaine des produits alimentaires et pharmaceutiques, l'un des acquis majeurs du mandat de Theodore Roosevelt.

L'enquête sur la corruption des sénateurs aboutira à un changement de la Constitution américaine avec l'adoption du dix-septième amendement qui modifie l'élection des sénateurs jusque-là confiée aux seules législatures des États. Depuis 1920, les sénateurs américains sont élus au suffrage universel direct. Ce qui n'empêcha pas Frank Capra en 1939, dans *Monsieur Smith au Sénat*, de mettre en scène des sénateurs corrompus. L'image est rémanente. Et il faut croire que cet amendement n'avait pas suffi.

L'autre grande figure de ce journalisme d'enquête s'appelle Lincoln Steffens, qui devint en 1901 le rédacteur en chef du *McClure's* magazine, dans lequel il avait publié une série sur la corruption des administrations municipales de plusieurs grandes villes américaines. Ses enquêtes figurent, elles aussi, parmi les tout premiers chefs-d'œuvre du journalisme américain.

En 1906, il quitte *McClure's* et crée avec Ida Tarbell *The American Magazine,* qui va envoyer au Mexique un jeune reporter suivre Pancho Villa. Il s'agit de John Reed, le grand reporter du *Mexique insurgé* et des *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*.

L'élection présidentielle du démocrate Woodrow Wilson, en 1911, qui élimine Theodore Roosevelt, marque le déclin du *muckraking*.

Le journaliste Seymour Hersh, l'homme de la révélation du massacre de My Lai au Vietnam et des comportements sadiques dans la prison d'Abou Ghraib en Irak, est considéré aux États-Unis comme un vrai *muckraker* moderne.

*Voir* : Hersey (John) ; Hersh (Seymour) ; *Kane (Citizen)* ; Pulitzer (Joseph) ; Reed (John).

## Multimédia

### *Anticipations*



J'ai aimé les micros d'Europe et de RTL, ceux hebdomadaires de TF1, de France 3 et de LCI : j'ai aimé donner de la voix, et me frotter aux défis propres à la radio et à la télévision, sauter d'un média à l'autre, tout en dirigeant un journal papier. J'ai réalisé des documentaires pour la télévision. D'emblée, j'ai vécu cet apprentissage – plutôt heureux puisque certaines émissions ont été renouvelées – comme l'opportunité de penser un quotidien papier dans son environnement médiatique global.

Très vite, je me suis aperçu que la circulation entre médias était en réalité une constante avec un flux qui est allé s'accélérant avec la libération des radios et la multiplication des chaînes de télévision, où il fallait renouveler sans arrêt les têtes, les voix, les styles, les étiquettes et les opinions.

J'ai incarné avec d'autres le moment 68 : il était naturel que les médias cherchent à s'en faire l'écho. Depuis le tournant du nouveau siècle, ce sont à l'inverse les éditorialistes se revendiquant comme réactionnaires et fiers de l'être qui ont fait une entrée fracassante dans tous les médias audiovisuels. Chacun veut le sien. Ça vaut tous les thermomètres sociologiques. Après, le média a ses exigences, il y a ceux qu'on entend, et ceux qui, tout en étant des virtuoses du vitriol à l'écrit, s'empoisonnent à l'oral.

Le renouvellement au sein de l'audiovisuel se fait en puisant dans les autres médias. Lorsque la radio apparaît dans les années 1920, ses promoteurs font appel aux journalistes de presse écrite et très vite se constituent des ébauches de groupes multimédia, même si le mot n'est pas encore en circulation. Ce sont des journalistes de l'écrit qui inventent les « informations parlées ». En même temps, le média commence à générer ses propres journalistes.

La création d'Europe n° 1, en 1954, fait appel à des journalistes qui pour la plupart viennent du papier. Maurice Siegel dirigeait les informations générales à *France-Soir*, l'éditorialiste Georges Altschuler venait de *Combat*, Jean Ferniot de *L'Express*, Jean Gorini de *Radar*, Claude Terrien du *Populaire*, mais André Arnaud, lui, arrivait de Radio 37, une radio qui appartenait à Jean Prouvost avant guerre.

Jean Farran, qui a été un des fondateurs du RTL moderne dans les années 1960, avait été journaliste au *Parisien libéré* avant d'être le directeur de *Paris Match*. Raymond Castans a pris la suite, il venait lui aussi de l'hebdomadaire qui pratiquait le choc des photos.

Philippe Labro leur a succédé à RTL. Il est sans doute le plus multimédia de tous les journalistes français. À l'image de ces musiciens qui jouent avec aisance de tous les instruments, il ajoute à la presse écrite, à la radio, à la télévision, où il exercera de très nombreuses responsabilités dans des rôles très différents, le cinéma de fiction – plusieurs longs métrages à son actif –, la chanson et treize romans à ce

jour. À la différence d'autres, cet homme de plume, d'image et de parole a commencé, lui, sa carrière à Radio-Alger.

Françoise Giroud a fait elle aussi du saute-média avec beaucoup de réussites : elle a été scénariste de Jean Renoir, de Jacques Becker et de Marc Allégret, et elle fut l'une des créatrices de *Elle*, à partir de 1946, puis en 1953 de *L'Express* qu'elle invente avec JJSS.

Elle fut aussi ministre, auteur de nombreuses biographies et de romans à clés tout en tenant un bloc-notes hebdomadaire au *Nouvel Observateur*.

Quand la télévision débarque à son tour, l'audiovisuel fait appel à des journalistes radio mais aussi à des journalistes de presse écrite.

Les créateurs de « Cinq colonnes à la une » forment une équipe à cet égard exemplaire : Pierre Lazareff, inventeur de *France-Soir*, est l'inspirateur de cette émission. Pierre Desgraupes a été le rédacteur en chef du journal parlé de la RTF pendant de nombreuses années, il y a rencontré Pierre Dumayet qui signait une émission littéraire. Ils se regroupent pour créer la première grande émission de reportage de la télévision dans les années 1960.

Jacques Chaban-Delmas, en 1969, appelle Pierre Desgraupes à la tête de l'ORTF. Il y crée « Information Première » et, pour présenter le journal télévisé, il fait appel à des journalistes de RTL, d'Europe n° 1, du *Nouvel Observateur* et du *Monde*.

Débarqué en 1972, il est rappelé à la tête d'Antenne 2 par François Mitterrand en 1981. Il embauche Christine Ockrent grand reporter de la troisième chaîne et de « Sixty Minutes » aux États-Unis pour présenter le journal et Pierre Lescure, qui a fait ses classes à la radio, pour diriger la rédaction.

Alain Duhamel est un journaliste politique de presse écrite, de radio et de télévision. Il aura co-inventé la plupart des grandes émissions politiques. Le débat dans notre pays doit beaucoup à ce journaliste, qui a la particularité d'être un véritable historien de la politique – ce qui est une rareté dans la profession : il enseigne à Science Po. Et fidèle collaborateur de *Libération*. S'il saute d'un média à l'autre dans la même journée, il a toujours refusé d'y exercer la moindre responsabilité.

Aux États-Unis, dans la plupart des pays d'Europe, la presse s'est développée au sein de groupes multimédia, qui intégraient des quotidiens, des magazines, des radios, des télévisions.

Les groupes multimédia français sont embryonnaires, ils ont tous eu une durée de vie très limitée. Le groupe Prouvost, le groupe Hachette devenu le groupe Lagardère, le groupe Hersant, le groupe Vivendi : ils ont tous implosé.

Il y a plusieurs raisons à cette singularité.

La France a une histoire médiatique hachée par des fractures historiques. À la Libération, la grande majorité de la presse, qui a collaboré, disparaît, les journaux qui naissent à cette époque n'ont pas d'actionnaires, pas de capitaux, et l'État impose un monopole sur la radio et sur la télévision, qui ne prend fin qu'en 1981. Il n'y a eu aucune accumulation ni capitalistique ni médiatique.

En annulant la concurrence, l'État a rendu le pire service aux médias, et en particulier à la presse écrite, l'une des plus anémiées du monde occidental. Le principal groupe français, le groupe Hersant, est apparu dans sa nudité pour ce qu'il était : un château de cartes, sans autre fondation que des empilements de dettes, et qui, la crise publicitaire venue, s'est effondré tout seul.

Avant la Première Guerre, la presse écrite française était la première du monde. Après la guerre, de nombreux médias ont vu le jour et se sont développés, la radio, les magazines, puis, après la Seconde Guerre mondiale, la télévision, et plus récemment Internet. Aux États-Unis, l'ajustement entre médias s'est fait au sein de groupes qui les pratiquaient tous. En France, ce réglage entre médias s'est fait dans l'ignorance la plus absolue de tous les autres.

Il a fallu attendre les années 1980 pour entrer dans une concurrence médiatique réelle, indispensable pour que chaque média puisse se réinventer par rapport à tous les autres.

La culture multimédia a fait défaut. Ce manque est à l'origine des bulles dans lesquelles ont vécu beaucoup de rédactions de presse écrite, depuis des décennies, et qui ignoraient tous les autres médias, comme si leur développement ne dépendait que de leur seule volonté.

L'ironie de l'histoire : les réseaux, ces nouveaux médias dominants, qui mêlent l'écrit, la voix et l'image, sont par nature multimédia.

Les journalistes multicartes ont anticipé l'avenir.

*Voir* : « Cinq colonnes à la une » ; Murrow (Ed) ; *Vérité (L'Invraisemblable)*.

## Murrow (Ed)

### *Pionnier*

George Clooney, avec *Good Night, Good Luck*, son deuxième film, a rendu, en 2006, hommage à une grande figure du journalisme américain, Ed Murrow, un homme de radio et de télévision.

L'acteur-réalisateur s'est intéressé à un moment clé de sa carrière : le choc avec le sénateur du Wisconsin, Joseph McCarthy, l'homme de la chasse aux sorcières communistes. Le père de l'acteur, Nick Clooney, animait à cette époque, à la télévision, un show télévisé, et il connaissait plusieurs des journalistes de l'équipe Murrow.

Nommé directeur du service Europe du *network radio* de CBS, en 1937, installé à Londres, Murrow va devenir le plus grand journaliste de radio des États-Unis.

Avec ses reportages, son équipe de journalistes et sa rigueur de quaker, il a fait vivre la guerre en Europe. Il est partout, à Vienne, à Prague, à Londres sous les bombes, comme il est à Buchenwald pour l'ouverture du camp.

Lorsqu'il rentre aux États-Unis, il est déjà une légende, celle d'un journaliste qui a pris le parti des démocraties pendant toute la guerre, sans jamais s'égarer comme beaucoup d'autres dans des comparaisons entre Hitler et Churchill, ce qui serait revenu, disait-il, à « mettre sur le même plan Jésus et Judas ». Sa voix est connue d'un bout à l'autre de l'Amérique.

Vedette de la radio, il a contribué au succès de CBS de telle sorte qu'à l'arrivée de la télévision le propriétaire de la radio lui demande d'être l'un des inventeurs du journalisme audiovisuel.

Il anime deux magazines hebdomadaires : l'un très populaire, « Person to Person », qui consiste à interviewer une personnalité du show-biz, et surtout le très écrit et très exigeant « See it Now » à partir de 1951, une émission de reportages et d'enquêtes, dont le producteur Fred Friendly est interprété, dans le film, par George Clooney lui-même.

Ed Murrow dira à propos de ce nouveau média : « Aucun âge de l'histoire du journalisme n'a été doté d'une telle arme pour l'établissement de la vérité que cette télévision débutante. »

Il aborde le maccarthysme par les victimes, ceux qui ont été accusés à tort d'avoir été communistes. Il décortique le cas d'un lieutenant exclu de l'Air Force sous cette incrimination. À la suite de l'émission, il sera réintégré. À ce moment-là, les forces armées longtemps passives commencent à réagir aux accusations inquisitoriales de McCarthy. Le sénateur voulait pousser la chasse aux sorcières jusque dans les rangs de l'état-major.

Il s'en était pris notamment au général Marshall, l'un des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Churchill disait de lui qu'il avait été l'organisateur de la victoire. Nommé secrétaire d'État en 1947, il fut l'auteur du fameux plan de reconstruction de l'Europe qui porte son nom. En 1953, il s'était vu décerner le prix Nobel de la paix. McCarthy le suspectait de faiblesses à l'égard du communisme.

Le 9 mars 1954, Ed Murrow consacre une nouvelle émission à McCarthy en décortiquant ses discours. On voyait le sénateur accuser de trahison le parti démocrate de Roosevelt et de Truman, insulter des témoins au cours des auditions de sa commission. Murrow s'attaqua à sa méthode consistant à prouver « la culpabilité par association ». Et il donne un droit de réponse au sénateur. La réputation de Murrow est telle que l'émission entame celle de McCarthy.

Pour Murrow, « le journaliste doit donner les clés de la réflexion, dénoncer les contradictions ». Fred Friendly dans les fiches qu'il donnait aux nouveaux arrivants dans l'équipe insistait sur ce point : « Les journalistes se doivent de rappeler qu'en démocratie il est important que le public sache, mais aussi comprenne, et c'est la fonction de l'analyste de l'aider à comprendre, à peser et à juger sans toutefois juger à sa place. »

Le 16 mars, nouvelle émission sur le cas de Annie Lee Moss, elle aussi accusée sans preuves. Pour Murrow : « Accuser n'est pas prouver. »

Fin mars, au cours de son droit de réponse, le sénateur McCarthy accuse Ed Murrow d'avoir travaillé dans les années 1930 pour les Soviets. Une armée d'enquêteurs et d'avocats mobilisée par CBS fait litière de ces accusations. Le sénateur est de nouveau pris en flagrant délit.

Ed Murrow contribue à retourner l'opinion au moment où l'US Army engage le fer contre le sénateur.

En décembre de la même année, McCarthy est mis en minorité par le Sénat et doit démissionner de la présidence de sa commission. C'est la fin du maccarthysme.

Ce qui est remarquable dans cette histoire, c'est la solitude journalistique d'Ed Murrow. Il n'y a pas eu cinquante émissions sur le sujet à la télévision américaine. McCarthy terrorisait tout le monde, à commencer par le président des États-Unis en exercice, Dwight D. Eisenhower, et naturellement les journalistes. Mais Ed Murrow était plus courageux que le Président, qui n'avait pas pris la défense de son ami le général Marshall.

Répondant au sénateur qui l'avait accusé d'être à gauche, le journaliste avait déclaré : « Si le sénateur veut dire que je suis en quelque sorte à gauche de sa position et de celle de Louis XIV il a raison. »

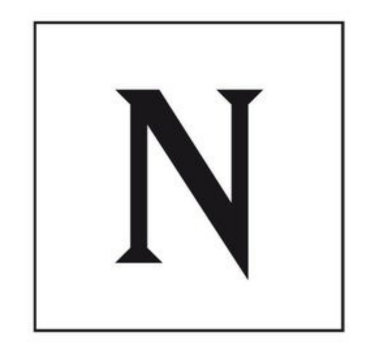
Marshall McLuhan, sociologue, philosophe et théoricien de la communication, avait été frappé par la chute soudaine du sénateur après son passage à la télévision dans l'émission d'Ed Murrow. Il s'était saisi de ce retournement pour bâtir une grande partie de sa théorie : « Ce n'est pas par accident que le sénateur McCarthy n'a pas résisté au passage de la radio à la télévision. Les journaux ne tardèrent pas à en conclure "qu'il n'offrait plus aucun intérêt". Ni McCarthy ni les journaux n'ont jamais su ce qui s'était produit. La télévision est un médium "froid". Elle rejette les personnages qui "chauffent" trop les questions brûlantes et les figures du médium "chaud" qu'est la presse. » McCarthy était brûlant comme un bûcher.

Le triomphe d'Ed Murrow et de son équipe sera de courte durée. Le journaliste avait remarqué que, plus la télévision devenait puissante, plus la réaction y prenait de l'ampleur, plus la prudence surtout y devenait contagieuse. Ed Murrow était

devenu trop puissant au sein de CBS. Après quatre années triomphales, ses émissions furent démantelées. Friendly, promu à la tête des documentaires, fut éloigné de Murrow.

Ed Murrow a quitté CBS en 1960. Cinq ans plus tard, il mourait d'un cancer. *Good Night, Good Luck*, « Bonne nuit, bonne chance », c'était la formule d'Ed Murrow, avec laquelle il refermait chacune de ses émissions.

*Voir* : « Cinq colonnes à la une » ; Filmographie ; Hersey (John) ; McLuhan (Marshall) ; Pyle (Ernie).



# *New Journalism*

## *L’ère du roman vrai*

Dans les années 1960 et au début des années 1970, les journalistes Gay Talese, Tom Wolfe, Norman Mailer, Hunter Thompson, Truman Capote, Michael Herr et d’autres « ne veulent [plus] écrire droit », selon la formule de l’essayiste Marc Weingarten.

Ils forment la troisième génération dite de *New Journalism* aux États-Unis : la première date du milieu du XIX^e siècle avec Mark Twain et la *penny press*, une autre à la fin du XIX^e avec Joseph Pulitzer et ce qui allait devenir le *muckraking*. Il y a un nouveau journalisme chaque fois que le réel est en crise.

Une nouvelle presse est apparue dans les sixties : la presse *underground*. La *free press* fleurit de Los Angeles à Copenhague. Jean-François Bizot, qui lui avait consacré un livre, évaluait son tirage mondial, en 1970, à environ 10 millions d’exemplaires. Cette presse accompagne la contestation antiautoritaire qui balaie le monde : elle remet aussi en cause les hiérarchies de la presse dominante.

Ces journaux alternatifs mettent en avant la subjectivité, l’expérience individuelle aux dépens de ce qu’ils appellent une « pseudo-objectivité ». Chaque geste donne lieu à un récit subjectif, à une expérimentation vécue, que ce soit l’usage d’une drogue, un concert du Greatful Dead, ou la découverte du clitoris comme organe sexuel féminin par des femmes et par des hommes. D’autres

expériences concernent leur participation aux mouvements contre la guerre au Vietnam et leur activisme en faveur des droits civiques.

Cette nouvelle presse consacre l'individualisme et l'hédonisme qui sont au cœur de la contestation culturelle de la jeunesse et dénonce l'attitude des grands médias sur le Vietnam, sur les complots politiques et les nombreux assassinats de cette décennie américaine.

La création du magazine *Interview* par Andy Warhol et Gerard Malanga en 1969 accompagne ce mouvement. Glenn O'Brien, le rédacteur en chef actuel, décrit cette création : « Pour la première fois un magazine n'était pas consacré à des sujets, mais à des personnes. Toute la presse *people* est née de là. L'autre credo c'était l'écriture, le ton : une conversation plutôt qu'un entretien avec ses euh, ses ah, ses digressions. Ça a entraîné un journalisme différent, créatif, plus personnel mais si vous regardez ce qui se passe sur Internet, les genres étaient déjà là aussi. »

L'histoire malmène l'information à prétention objective, qui est vécue comme mystificatrice. Toutes les informations officielles sur le Vietnam sont des mensonges, comme va le révéler l'offensive nord-vietnamienne du Têt en 1968, qui bouscule l'armée américaine et ridiculise l'état-major.

Les *Pentagon Papers* en 1971, cette histoire secrète de la guerre écrite sous la responsabilité du ministre de la Défense, et révélée par le *New York Times* et le *Washington Post*, démentent toutes les versions officielles de Washington sur l'engagement américain. C'est dans ce contexte que beaucoup de journalistes vont expérimenter d'autres manières de capter et de restituer le réel.

Les nouveaux journalistes ont fleuri parmi les reporters qui écrivent dans *Esquire*, *The New Yorker*, *The Atlantic Monthly*, *Harper's*, dans le supplément magazine du *New York Times* et à partir de 1967 dans *Rolling Stone*. Ces magazines privilégient les angles, le style et offrent aux journalistes souvent des mois d'enquête et d'écriture. Au moment où, aux États-Unis, la télévision envahit l'espace informatif de manière tentaculaire, ces journaux inventent une littérature de l'actualité, très distincte du média dominant.

Ils prennent acte d'une double crise : celle du roman dont la forme tourne en rond et celle de la presse qui semble stériliser l'information au nom de l'objectivité

– ils entendent sauver l'un par l'autre. Ils se revendiquent tous de la littérature du réel, du « roman non fictionnel ».

## *Gay Talese : du pur journalisme !*

Un article va donner le signal du *New Journalism*, pour toute une génération, il est signé Gay Talese, un journaliste trentenaire du *New York Times* qui publie en 1962, dans *Esquire*, un portrait titré : « *Joe Louis : The King as the Middle Age Man* », ou la crise de la cinquantaine chez un ancien champion du monde de boxe des lourds entre 1937 et 1949. Gay Talese accompagnait Joe Louis au cours de son voyage à New York et il avait confié avoir construit ce reportage comme une nouvelle d'Irwin Shaw.

> « "Bonjour, mon cœur !", lance Joe Louis dès qu'il aperçoit son épouse à l'aéroport de Los Angeles.
> Elle sourit et se dirige vers lui. Elle s'apprête à se hausser sur la pointe des pieds pour l'embrasser quand soudain elle se fige.
> "Joe, dit-elle, qu'as-tu fait à ta cravate ?
> — Ah, ma belle, dit-il en haussant les épaules, à New York je n'ai pas dormi de la nuit et je n'ai pas eu le temps…
> — Pas dormi de la nuit ! le coupe-t-elle, et quand tu es ici tu ne fais que dormir, dormir et encore dormir !
> — Chérie, lui dit Joe Louis avec un sourire las, je suis un vieux monsieur.
> — Oui, acquiesce-t-elle, mais quand on va à New York on s'efforce se retrouver sa jeunesse."
> Suivi par un porteur à casquette rouge qui a pris en charge les bagages de Joe, ils traversent lentement le hall de l'aéroport pour rejoindre leur voiture. Mme Louis est la troisième épouse de l'ancien boxeur, surnommé "Le Roi". Il a maintenant quarante-huit ans, et elle vient toujours l'attendre à l'aéroport quand il rentre d'un voyage d'affaires à New York, où il occupe la fonction de vice-président dans une société noire de relations publiques. Quadragénaire alerte, agréablement rondelette, c'est une avocate pénaliste bien connue en Californie. Avant Joe, elle n'avait jamais rencontré de boxeur. Elle a d'abord été mariée à un collègue avocat, membre de la fraternité Phi Beta Kappa, homme qu'elle a un jour défini comme "vivant dans les livres, mais pas dans la vraie vie". Après son divorce, elle a souhaité vivre avec un homme "vivant dans la vraie vie, pas dans les livres". »

Suivent vingt-deux feuillets de ce portrait d'un immense champion vieillissant.

Talese s'était toujours passionné pour des sujets mineurs. Il s'intéressait aux coulisses, aux bas-côtés, aux choses non spectaculaires. Ses sujets ne faisaient

jamais les titres des médias.

Il a ensuite consacré de longues *stories* à la tempête déclenchée par un rhume qui s'empare du larynx de Frank Sinatra, au spleen de Joe DiMaggio sur les bords de l'Hudson, comme aux chats errants de Manhattan. Un recueil de ses portraits parus dans *Esquire* est publié en français sous le titre *Sinatra a un rhume*. Une merveille.

Gay Talese écrit dans *Fame and Obscurity*, en 1970 : « Le Nouveau Journalisme, bien qu'il se lise souvent comme de la fiction, n'est pas de la fiction. Il est, ou devrait être, aussi digne de confiance que le reportage le plus digne de confiance, bien qu'il recherche une vérité plus large que celle qu'il est possible d'atteindre à travers la pire compilation de faits vérifiables, l'usage de citations directes, et l'adhésion au style rigide et ordonné de la forme conventionnelle. Le Nouveau Journalisme permet, exige en fait, une approche plus imaginative du reportage, et permet à l'écrivain de se projeter lui-même dans le récit s'il le souhaite, comme beaucoup d'écrivains le font, ou bien d'adopter le rôle d'un observateur détaché, comme d'autres le font, dont je suis. »

Tous les journalistes de ce courant, aussi différents soient-ils, accorderont tous beaucoup d'importance à tous ces sujets secondaires en apparence, à une actualité du second rayon, celle qui ne fait jamais la une. Ils se décalent tous par rapport à la hiérarchie dominante et font tous un pas de côté.

### *Tom Wolfe, le caméléon*

Si Gay Talese fut le pionnier du Nouveau Journalisme, Tom Wolfe s'est imposé comme son théoricien.

Il débute, en 1956, comme reporter pour le *Springfield Union*, puis au *Washington Post*, où il est primé, en 1961, pour sa couverture de la crise américano-cubaine à l'origine de l'embargo.

L'année suivante, il se lance pour *Esquire* dans un reportage sur un salon du stock-car et de la customisation automobile qui se tient dans le sud de la Californie. Ne parvenant pas à l'écrire, le responsable du magazine lui suggère de mettre ses

notes par écrit et de les lui envoyer. Wolfe rédige en une soirée ce compte rendu où il se met en scène et s'interroge sur son reportage. L'éditeur décide de publier ce texte tel quel, ce qui sera fait en 1964 sous le titre « *There Goes (Varoom ! Varoom !) That Kandy-Kolored Tangerine-Flake Streamline Baby* ». L'éditeur et le journaliste viennent de créer un genre.

Wolfe a le génie de l'écriture des sons, des exclamations, des bruits, des grognements et des onomatopées, il écrit l'anglais tel qu'on le grommelle autant qu'on le parle. Tous ses articles et ses livres klaxonnent de partout.

À la suite de cette enquête sur les voitures aux couleurs acidulées, Wolfe publiera un recueil de ses articles parus dans divers magazines sous le titre : *The Kandy-Kolored Tangerine-Flake Streamline Baby*.

En 1965, il écrit *The Electric Kool-Aid Acid Test* (connu en France sous le titre *Acid Test*). Il a suivi l'épopée d'une bande de hippies défoncés dans un bus acheté par Ken Kesey avec ses droits d'auteur de *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, et qui durant l'été 1964 faisait du prosélytisme en faveur du LSD sur les routes californiennes.

En 1970, Wolfe publie *Radical Chic,* sur une réception donnée par le compositeur Leonard Bernstein dans son immense appartement de Central Park pour ramasser des fonds en faveur des Black Panthers. *Radical Chic* est l'équivalent américain de la gauche caviar.

En 1973, il réalise une enquête parmi les pilotes d'essai de l'armée de l'air qui ont constitué la première génération des cosmonautes à l'origine de *L'Étoffe des héros* (*The Right Stuff*). Elle est publiée par *Rolling Stone* et devient un livre en 1979, dont le personnage principal est le cosmonaute John Glenn.

L'année précédente, dans le magazine *New York*, il avait annoncé « la naissance du Nouveau Journalisme ». Et l'année de *The Right Stuff* il publie un essai qui introduit une anthologie de vingt-trois articles, illustrant ce courant. Ce choix n'engageait que lui. Un certain nombre d'auteurs ne souhaitaient pas se retrouver sous cette étiquette et l'ont dit publiquement. Tous utilisent néanmoins des techniques empruntées à la littérature pour écrire leurs reportages.

Le texte de Tom Wolfe met en valeur quatre principes :

> « D’abord l’écriture en scènes successives. Ensuite l’emploi de beaucoup de dialogues, plus qu’habituellement dans les articles. Ensuite encore, une attention portée aux détails qui révèlent le statut social des personnes, la manière dont elles parlent à leurs supérieurs, à leurs subordonnés. Et enfin, ce fut l’idée la plus controversée, celle de voir à travers les yeux d’un personnage. Se glisser dans la peau d’une personne que vous avez pu interviewer en profondeur, lui faire confiance et raconter l’histoire à travers elle. »

C’est ce dernier aspect qui aura provoqué les plus grandes polémiques. Tom Wolfe revendique, après enquête et imprégnation, sa capacité à pénétrer non seulement le comportement extérieur des personnages réels qu’il met en scène, mais aussi leur psychisme. Là où Michael Herr avoue cette impossibilité de pénétrer les cauchemars des GI, où Norman Mailer met en doute ce qu’il voit et comment il le voit, l’auteur d’*Acid Test* passe de l’un à l’autre de ses personnages sans la moindre difficulté. Exactement comme le faisaient les écrivains réalistes du XIXe siècle français dont on disait qu’ils se prenaient pour Dieu parce qu’ils osaient le don d’ubiquité.

Là où beaucoup de journalistes écrivains disent « je », Tom Wolfe orchestre plusieurs « je » à la fois. Il utilise dans son essai sur le Nouveau Journalisme la métaphore du « caméléon ». C’était une critique qui lui avait été faite. Il l’avait reprise à son compte et se revendiquait comme tel.

Parmi les techniques utilisées par Tom Wolfe, il y a ce qu’il appelle « le reportage par saturation ». Richard Kallan, professeur en communication, décrit ce procédé comme une implication du journaliste dans un ensemble de relations personnelles, sur une longue période, en partageant le quotidien de ses sujets, afin d’être en mesure d’éponger littéralement leur intimité et leur personnalité. Cette méthode sera appliquée à ses reportages comme aux enquêtes préludant à ses narrations non fictionnelles comme *L’Étoffe des héros*.

Tom Wolfe, depuis 1962, traverse la vie, les continents, les soirées et toutes ses enquêtes, de blanc vêtu avec un chapeau à large bord et des guêtres immaculées : son père vivait à Richmond, capitale de la Virginie, où il exerçait la profession de rédacteur en chef de la revue *Le Planteur du Sud*. Il revendique son républicanisme et son soutien à George Bush Junior. Depuis, Tom Wolfe est devenu un romancier réaliste, qui ambitionne d’être l’auteur de la « Comédie humaine » américaine.

## *Truman Capote et le roman réalité*

Truman Capote a travaillé très jeune au *New Yorker* comme garçon de bureau ; il en avait été renvoyé pour « manque de respect ». Il avait exercé le métier d'éditeur au *Brooklyn Eagle* avant que ce vieux quotidien ne disparaisse au milieu des années 1950. Ce bébé perpétuellement rose et zozotant écrivait des nouvelles douces-amères que publiaient *Mademoiselle* et *Harper's Bazaar*. En 1948, à vingt-trois ans, il publie son premier roman, *Les Domaines hantés*, qui reste plusieurs mois en tête des meilleures ventes.

En 1955, le *New Yorker* lui demande de suivre une troupe d'acteurs, de chanteurs et de danseurs invitée en Union soviétique pour jouer *Porgy and Bess* en pleine guerre froide. Truman Capote fait sa première grande expérience de reporter persifleur. Les officiels russes, eux, découvrent que la troupe est noire, ce qu'ils ne savaient pas, qu'un journaliste américain efféminé les accompagnait, en l'occurrence l'auteur qui se met en scène. Ce reportage devient un livre exceptionnel, l'année suivante, sous le titre *Les muses parlent*.

En 1957, il triomphe avec son roman *Petit Déjeuner chez Tiffany*. Deux ans plus tard, en 1959, il lit dans le *New York Times* un article sur les Cuttler, une famille aisée du Kansas, massacrée par deux jeunes voyous, pour 40 dollars et un transistor.

Il se rend immédiatement à Holcomb, avec un engagement du *New Yorker* pour un roman non fictionnel. Il est accompagné de son amie d'enfance Harper Lee. Elle l'aide sur place, rassemble une partie de la documentation. Elle publiera plus tard un best-seller *Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur* (*To Kill a Mockingbird*).

Il interroge une partie de la population, noue des relations de confiance avec l'enquêteur en chef du KBI, le FBI de l'État du Kansas, qui lui donne accès aux deux accusés après leur arrestation, il obtient le droit de les interroger à de nombreuses reprises. Le dossier lui est grand ouvert.

De sang-froid : la famille Cuttler a été massacrée en pleine nuit. Les deux criminels Perry Smith et Dick Hickock ont été arrêtés un mois plus tard à Las Vegas et ne trahissent aucune émotion.

De sang-froid : le mécanisme judiciaire américain, avec quatre années dans le couloir de la mort, la Cour suprême saisie trois fois, enfin l'exécution.

De sang-froid : l'écrivain journaliste se focalise sur les détails de la reconstitution de plusieurs vies, il n'insiste pas sur le massacre, ne juge personne, tente de ne pas s'impliquer, ce qui n'est pas toujours le cas, comme l'a finement remarqué Charles Dantzig.

Dans son *Dictionnaire égoïste de la littérature française*, il écrit : « *De sang-froid*, nous sommes d'accord, un chef-d'œuvre. D'objectivité ? Il a l'air d'un chef-d'œuvre d'objectivité. Sous son apparence de neutralité absolue, des phrases s'échauffent : celles où Capote parle de celui des deux criminels qui l'émeut. Un livre n'est bon que s'il a cette part d'émotion même combattue. Tennessee Williams disait qu'il ne pouvait écrire que s'il était amoureux d'un des personnages. » Capote a été touché par Smith, l'un des deux criminels, et c'est réciproque.

Perry Smith, à la veille de l'exécution, lui avait légué ses affaires, au milieu desquelles se trouvait un portrait de l'écrivain exécuté au charbon de bois.

Les deux condamnés avaient demandé à Capote d'assister à leur exécution. Elle eut lieu en avril 1965 : « Perry et Dick ont été pendus mardi dernier. J'étais là parce qu'ils me l'avaient demandé. Ce fut une épreuve atroce. Dont je ne me remettrai jamais complètement », écrit le journaliste à un ami. L'effet du réel est violent, après cinq années consacrées exclusivement à ce livre.

La publication en feuilleton dans le *New Yorker* commence après l'exécution. Le livre paraît en 1966. Succès planétaire qu'il couronne d'un événement mondain extravagant dont il est le metteur en scène : un bal masqué à l'hôtel Plaza à New York qui réunit 540 *happy few*.

Capote se voyait à juste titre comme « un Paganini de l'écriture », un virtuose capable de mettre toute prose en musique.

Description de l'arrivée des deux criminels au palais de justice : « Aussi longtemps qu'il avait fait soleil, la journée avait été sèche et chaude, un temps d'octobre en janvier. Mais quand le soleil se mit à décliner, quand les ombres des arbres géants du square se touchèrent et se fondirent, le froid aussi bien que

l'obscurité engourdirent la foule. L'engourdirent et la réduisirent. À dix-huit heures, il restait moins de trois cents personnes » (*De sang-froid*).

Ce livre, vendu à plus de 10 millions d'exemplaires dans le monde, est enseigné aux États-Unis, aussi bien dans toutes les écoles de journalisme que dans les ateliers de littérature appliquée.

Tom Wolfe a mis en doute la réalité de l'enquête de Truman Capote : « J'ai toujours apprécié Capote. Mais on ne peut pas compter sur lui pour rapporter des faits, à vrai dire on ne peut même pas compter sur son intention de rapporter des faits. […] Cela dit, *De sang-froid* est un livre merveilleux. »

Marc Weingarten, dans son enquête sur le Nouveau Journalisme, partage ce jugement et avance des témoignages selon lesquels Truman Capote n'aurait pas utilisé le moindre carnet pendant toute la durée de l'histoire.

D'autres témoignages en faveur de Capote prétendent qu'il disposait de 6 000 pages de notes dactylographiées.

En 2013, le *Wall Street Journal* a fait état de documents retrouvés au Kansas dans la famille d'un des enquêteurs, qui démontreraient que l'un des chapitres, au moins, aurait été imaginé de toutes pièces.

On apprend que Capote était très reconnaissant à l'égard d'Alwin Dewey, le principal enquêteur, au point d'être intervenu auprès de la Columbia Pictures pour que la femme du policier devienne consultante sur l'adaptation cinématographique du livre. Ce détail est jugé important, parce que la preuve de l'exactitude du livre a toujours été donnée *in fine* par le seul Alwin Dewey.

*De sang-froid* a été adapté par Richard Brooks en 1967, très vite après la parution du livre. Il filme en noir et blanc un cauchemar social : une barbarie engendrée par l'égoïsme de la société américaine et qui s'achève de manière tout aussi barbare avec la pendaison des deux criminels. La même histoire racontée de manière différente. Richard Brooks en fait un pamphlet contre la peine de mort, éloigné du livre, alors que Truman Capote ne jugeait personne.

L'écriture du livre mettant en scène l'enquête Truman Capote a donné lieu à deux biopics concurrents : *Truman Capote* de Bennett Miller et *Scandaleusement célèbre* de Douglas McGrath en 2006.

Norman Mailer a écrit : « Truman Capote est aussi acerbe qu'une vieille fille de soixante ans, mais à sa façon, c'est un petit mec qui a des couilles… et l'écrivain le plus parfait de ma génération : il écrit les meilleures phrases, où chaque terme, chaque rythme est soigneusement pesé. Je n'aurais pas trouvé deux mots à changer à *Petit Déjeuner chez Tiffany*. »

Truman Capote, alcoolique et toxico, meurt en 1984 d'une overdose médicamenteuse. Ses derniers mots : « Maman, j'ai froid. »

## *Norman Mailer ne s'épargne pas*

Le Nouveau Journalisme n'a pas facilité la vie des jurys, qui doivent jongler entre fiction et non-fiction, roman et reportage. Norman Mailer a reçu ainsi deux Pulitzer, ce qui n'est déjà pas banal, mais dans des catégories différentes, alors qu'il s'agissait chaque fois de reportages et d'enquêtes.

Le premier Pulitzer lui fut décerné en 1969, en tant que journaliste. *Les Armées de la nuit* avaient déjà reçu le National Book Award pour la meilleure œuvre de non-fiction. Le livre est un reportage consacré à la marche sur le Pentagone en 1967 contre la guerre au Vietnam, au cours de laquelle il y eut de nombreux blessés et plus de 1 000 arrestations. Ce fut la première manifestation nationale contre la guerre dans la péninsule indochinoise.

Dans la foulée, Norman Mailer fut candidat à la mairie de New York. Cet agitateur torturé originaire de Brooklyn a toujours pris à bras-le-corps la société américaine. Aimant boxer, au propre et au figuré, il aura pratiqué un rentre-dedans systématique, quitte à se lancer dans des batailles sans issue.

Dans cette enquête, Norman Mailer ne s'épargne pas. Il y a en effet deux Mailer dans le récit de la manifestation : le premier, celui qui écrit, qui est distinct du personnage mythique de l'écrivain juif engagé, qui, un soir de décembre 1960, avait poignardé sa femme à son domicile de Greenwich Village et que le narrateur ne cesse d'étriller. Cette star de l'écriture est en même temps filmée par une équipe de télévision qui lui consacre un documentaire, tandis que l'auteur fantasme sur la manifestation, sur ce que disent les uns et les autres, surtout sur les pensées des

soldats de la 82$^{e}$ division aéroportée qui ont été déployés pour défendre le Pentagone.

Son reportage met en question sa propre capacité à témoigner sur cet événement. « Écrire l'histoire intime d'un événement qui prend pour foyer une figure non centrale à l'événement lui-même, c'est susciter immédiatement des contestations sur la compétence de l'historien. » Il se met en question en permanence tout en faisant un portait au vitriol de Lyndon B. Johnson et de son entourage : l'Amérique est « une beauté à la peau lépreuse ».

À la suite de ce reportage, Mailer est embarqué par le magazine *Life* pour raconter ce qu'il appellera « le bivouac sur la Lune ». Il consacre ensuite un livre reportage sur *Le Combat du siècle* qui oppose en 1975, à Kinshasa, Mohamed Ali et George Foreman.

Le deuxième Pulitzer lui aura été décerné en 1980, cette fois comme écrivain mais pour une enquête journalistique consacrée à Gary Gilmore, un double meurtrier de trente-cinq ans qui, jugé, refusait d'être gracié. Après la décision de la Cour suprême de rétablir la peine de mort, il fut le premier Américain exécuté, le 17 janvier 1977.

*Le Chant du bourreau* va demander à Norman Mailer trois années d'enquêtes et d'écriture. À l'arrivée, un livre de 900 pages dans la version américaine et de 1 300 pages dans la traduction française, et un nouveau Pulitzer, décerné cette fois à l'écrivain.

Norman Mailer disait du *Chant du bourreau* que c'était « une histoire vraie de la vraie vie ». Il suit les derniers mois de la vie de Gary Gilmore, une petite frappe, jour par jour, souvent heure par heure. Sorti de prison après dix-sept années de détentions successives pour des délits mineurs, il va rencontrer Nicole Baker, échanger avec elle une longue correspondance amoureuse, trouver du travail, boire, se bagarrer, perdre son emploi et au final commettre un double meurtre.

Condamné à mort, il exprime le souhait de mourir fusillé par cinq tireurs comme la tradition de l'Utah le permet. Mailer va dresser un portrait furieux de l'Amérique à travers l'histoire de cet antihéros.

Aux côtés de Gary Gilmore, de Nicole Baker et leurs familles, un journaliste est très présent dans le récit. Lawrence Schiller est un ancien photographe de *Life*, très

connu pour des portraits emblématiques, dont ceux de Marilyn nue en 1962, d'Hemingway, de Lee Harvey Oswald et d'autres. Il est devenu réalisateur de documentaires pour la télévision. Pour être certain de pouvoir faire un film sur l'affaire Gilmore, il a pris tous les personnages de ce fait divers sous contrat.

En attendant, Lawrence Schiller parvient à réaliser, par avocats interposés, une longue interview de Gilmore pour le mensuel *Play Boy*. Elle comptait une centaine de feuillets, et le magazine l'avait publiée en lui réservant la totalité du rédactionnel, avant son exécution. Après la parution du livre de Mailer, Schiller décide de l'adapter pour la télévision. Norman Mailer en écrit le scénario et Tommy Lee Jones interprète le personnage de Gary Gilmore.

Martin Amis, non sans ironie, a écrit à propos de Norman Mailer et de ce livre : « Il a une vieille faiblesse pour n'importe quel assassin qui a lu quelques pages de Marx… »

Il s'était fait connaître avec un roman sur la guerre du Pacifique, paru en 1948, et dont Raoul Walsh fera, dix ans plus tard, un film exceptionnel : *Les Nus et les Morts*. Norman Mailer n'avait pas été un soldat en première ligne, mais enrôlé, il avait été versé dans l'intendance. Et il avait fini la guerre comme cuistot.

Dans les années 1950, l'écrivain s'affirme comme une grande voix libertaire, un croisé qui pourfend les injustices de la société américaine, il fut en 1955 l'un des fondateurs d'un journal mythique, *The Village Voice*, avec ses amis Daniel Wolf et Edwin Fancher.

Selon l'article consacré à sa mort dans le *Voice*, les écrits de Mailer dans le journal auront vu naître « cette voix atrocement sensée et dédaigneusement modeste qui allait faire de lui l'un des plus grands stylistes et journalistes de sa génération ».

## *Hunter Thompson, le journalisme dopé*

« C'est du pur gonzo ! »

Bill Cardoso est un journaliste bostonien, ami d'Hunter Thompson et fan de ses articles. Il serait l'inventeur de cette formule. Cette expression appartient à

l'argot des quartiers irlandais de Boston. Gonzo désigne le dernier qui est encore debout, au petit matin, après une nuit de biture. Version *soft* : gonzo pourrait se traduire par bizarroïde. Version *hard* : gonzo, c'est le journalisme dopé avec un mélange de drogues et d'alcools. Hunter Thompson, sa vie, son œuvre, c'est, en permanence, la création de situations délirantes dont le journaliste est à la fois l'auteur et le reporter.

Dans la génération des reporters écrivains du *New Journalism* des années 1960, Hunter Thompson incarne la version déjantée.

Lorsque le rédacteur en chef de *The Nation* lui propose d'écrire un article sur les Hells Angels de Californie en 1965, Thompson a déjà traversé un grand nombre de journaux, aux États-Unis, à Porto Rico, en Espagne et au Brésil, d'où il a été successivement viré. Mais il n'y perdait jamais son temps : lors de son passage à *Time Magazine,* comme pigiste, il aura passé ses journées à taper à la machine l'intégralité de *Gatsby le Magnifique* et de *L'Adieu aux armes*, pour s'imprégner des styles de Fitzgerald et d'Hemingway.

L'article sur les Hells lui vaut plusieurs propositions dont un contrat d'édition pour un livre sur ces motards : il passe alors un an avec les bikers. Leurs relations s'arrêtent brusquement lorsqu'il est roué de coups par ses copains. Il qualifiera cet épisode de « querelle éthylique spontanée ». Pour les soûleries, les Hells alignaient les bières, ce qui n'était pas le genre de Thompson ! Le livre paraît sous le titre : *Hell's Angels : l'étrange et terrible saga des gangs de motards.*

Le cocktail Hunter Thompson pour les virées journalistiques mélangeait le Jack Daniel's, les amphèts, la mescaline, la cocaïne et le LSD. La drogue, selon lui, favorisait l'humour. Indispensable en tous les cas pour aborder des sujets comme le derby du Kentucky, une course hippique réservée aux gentlemen sudistes : Thompson boit dans la loge de presse et insulte tout ce qui passe à sa portée. *The Kentucky Derby is Decadent and Depraved* paraît dans un nouveau magazine, *Scanlan's Monthly*, en 1970. Ce récit passe pour le premier article « gonzo ».

Hunter Thompson pratique l'ultra-subjectif, sa consommation de liquides et de substances et celle des personnes qui l'accompagnent provoquent inévitablement des scandales, qui entraînent des réactions souvent imprévues,

l'ensemble permet d'avoir un article très décalé, parfois drôle, sarcastique, moqueur et surtout immensément foldingue.

L'écrivain Nick McDonell, né en 1984, a donné cette définition du reportage gonzo : « La vivacité de plume du reporter confirmé, l'acuité visuelle du photographe de guerre et les couilles du quarterback au moment du lancer. »

En 1970, Hunter Thompson fait campagne à Aspen pour devenir le shérif du comté de Pitkin. Il est battu de peu. Son programme était pourtant radical : il voulait changer le nom d'Aspen en Fat City, interdire la circulation à l'intérieur de la ville, organiser la vente de toutes les drogues mais sous contrôle, désarmer la police et rendre illégales les ventes à profit.

L'année suivante, c'est *Las Vegas Parano*, en compagnie de son avocat et compère Oscar Zeta Acosta : ils allaient en décapotable rouge couvrir une course de moto. Ils aboutissent drogués dans un rassemblement de spécialistes de la lutte contre les stupéfiants, le choc est électrique.

Lors de la campagne présidentielle de 1972, il suit les primaires pour *Rolling Stone*, couvre le face-à-face entre Richard Nixon et George McGovern, le candidat démocrate, qu'il interviewe dans un urinoir.

Après plusieurs décennies, les drogues ont fait leur effet. Incapable d'écrire depuis des années, il est bientôt condamné à la chaise roulante. Il tire sur sa dernière compagne et se suicide quatre jours plus tard à son domicile d'Aspen en 2005. Iggy Pop, lui aussi très gonzo, dira qu'il a suivi « la voie des Samouraïs ».

Il avait laissé des instructions sur sa disparition. Il souhaitait être incinéré et que ses amis se rassemblent dans sa propriété. Ses cendres devaient être chargées dans un canon spécial placé en haut d'une sculpture qui se trouvait dans son jardin depuis 1970, lorsqu'il s'était présenté aux élections pour le poste de shérif. Ce monument représentait deux doigts dressés dans le ciel et s'élevait à plus de 10 mètres. L'acteur Johnny Depp a financé et orchestré toute la cérémonie des obsèques.

Un coup de vent a rabattu les cendres d'Hunter Thompson sur l'assemblée de ses amis. Il y en avait dans tous les verres. Il leur avait par ailleurs demandé de se soûler jusqu'au petit matin, pour observer une dernière fois, avec lui, le rituel gonzo ! Ce à quoi chacun s'est soumis.

« Je pense que Thompson avait une imagination extraordinaire, a déclaré le rédacteur en chef du *Daily News* d'Aspen, et que ses funérailles étaient un peu un fantasme pour lui. » En tous les cas, une signature.

Dans le fan club français d'Hunter Thompson dans les années 1980, on trouve l'équipe d'*Actuel* autour de Jean-François Bizot, celle des Bazooka, les dessinateurs punk qui intervenaient dans *Libération* à la fin des seventies en détournant les photos, et Alain Pacadis. Ce clodo dandy, beatnik décadent, junkie mondain a chroniqué dans *Libération* le nightclubbing et hanté les petits matins du quotidien, toujours dans un état second. Il a demandé en 1986 à son compagnon transsexuel de le suicider. Outre le docteur Gonzo, il admirait Andy Warhol, Lou Reed et le Velvet.

Trois films ont été inspirés par Hunter Thompson. *Where The Buffalo Roam* d'Art Linson, en 1980. Le journaliste est l'auteur du scénario et l'immense Bill Murray incarne le maître du gonzo. *Las Vegas Parano* de Terry Gilliam, en 1998, avec Johnny Depp dans le rôle d'Hunter Thompson et Benicio del Toro dans celui de son compère Oscar Zeta Acosta. Enfin, en 2011, *The Rum Diary*, inspiré de l'ouvrage de Thompson, de Bruce Robinson avec Johnny Depp devenu son double.

Dans la fin des années 1970, les écrivains journalistes arrêtent d'écrire pour les magazines. Le Nouveau Journalisme est à son tour en crise. Sa caricature a envahi la presse américaine. Les anciens se sont tournés vers le roman, et un certain nombre d'entre eux ont disparu.

Pas une année en effet sans qu'éclate le scandale d'une enquête bidonnée, inventée de toutes pièces, pire, récompensée. La plus emblématique fut celle de Janet Cooke, en 1981, sur l'histoire de cet enfant qui se droguait et qui n'existait pas. Toutes ces affaires ont mis en cause l'absence de frontières entre le journalisme et la fiction.

L'accroissement du nombre de faussaires, malgré les contrôles des *fact-checkers* (vérificateurs de faits), semblait indiquer que la fiction était en train de l'emporter sur le reportage au sein de la profession.

Ces affaires ont glacé les magazines et discrédité le Nouveau Journalisme mis en situation d'accusé, au moment où de nouveaux médias faisaient leur apparition.

Les séries à la télévision connaissaient pendant ce temps-là un boom exceptionnel et, grâce aux chaînes câblées, elles réussissaient à capter l'attention des consommateurs de longues histoires qui étaient le privilège des magazines. Beaucoup de journalistes se sont tournés vers l'écriture de séries TV.

Dans le Nouveau Journalisme, la question fondamentale était moins celle des techniques de narration que l'ancrage absolu et inconditionnel dans le réel.

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Caméléon ; Defoe (Daniel) ; García Márquez (Gabriel) ; Herr (Michael) ; Hersey (John) ; Lanzmann (Claude) ; Malaparte (Curzio).

## Noir (Victor)

### *Plus grand mort que vivant*

Victor Noir occupe une place singulière dans l'histoire du journalisme.

À la différence des ogres que compte la profession dans la seconde partie du XIX[e] siècle, il est honoré par l'un des monuments les plus fréquentés de la colline parisienne du Père-Lachaise.

Pourtant son œuvre écrite est infinitésimale, sinon inexistante. Stagiaire, il a débuté dans la profession comme échotier, c'est-à-dire qu'il ramassait des bruits de chiottes.

Georges Courteline avait décrit cette activité de manière cruelle : « Le jour où l'imbécillité aura disparu de la surface du globe, on la retrouvera dans les indiscrétions du journaliste échotier. Le journaliste échotier fait semblant de s'être donné pour tâche de révéler au monde stupéfait à quelles profondeurs d'ineptie peut atteindre un homme d'esprit, quand il en est totalement dépourvu. »



Victor Noir s'appelait Yvan Salmon et il était fils d'un horloger. Ce surnom, qui masquait sa judéité, lui a permis d'emprunter au passage un prénom au père Hugo – son idole –, et de signer Noir, du nom de jeune fille de sa mère. Parmi les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse, l'un d'eux monte un cheval noir, il se voyait le chevauchant. C'est ainsi que le jeune journaliste républicain entend combattre Napoléon le petit.

Il appartient à la plus célèbre écurie politico-journalistique du moment, celle d'Henri Rochefort, un forcené du journalisme, et un redoutable bretteur de presse au propre et au figuré.

En novembre 1869, Henri Rochefort a créé un quotidien intitulé *La Marseillaise,* auquel collaborent des journalistes, dont certains, comme Jules Vallès et Eugène Varlin, allaient devenir des figures emblématiques de la Commune de Paris.

Un article a mis en cause le prince Pierre Napoléon Bonaparte, lointain cousin de l'empereur, jugé d'ailleurs *persona non grata* par Napoléon III, mais dont l'auteur écrit qu'il « remporte plus de Waterloo que d'Austerlitz ». Le prince en question, surnommé « Plon Plon », répond dans son journal *L'Avenir de la Corse* : Waterloo pour un Bonaparte c'est une insulte, et l'impérial cousin provoque *illico* Henri Rochefort en duel.

À cette époque, les polémiques ne se réglaient pas sur un plateau de télévision mais les armes à la main : au choix, l'épée ou le pistolet. Tous les grands journaux se devaient d'employer à plein temps des maîtres d'armes pour permettre aux

journalistes de défendre à l'aube, sur tous les terrains, la liberté de la presse ou l'honneur, les deux grandes affaires du XIX$^{e}$ siècle. Entre 1830 et 1848, les journalistes auront été les premiers duellistes de France.

Henri Rochefort était surnommé « l'homme aux vingt duels ». Paul de Cassagnac, journaliste bonapartiste, prit part, entre 1880 et 1889, à plus de vingt-deux duels, sans la moindre blessure, il était devenu l'homme à battre. Georges Clemenceau avait douze duels à son palmarès.

Guy de Maupassant, l'écrivain journaliste, a écrit dans *Gil Blas*, le quotidien auquel il collabora avec son ami Zola, dans les années 1980 : « Quand le tirage d'un journal commence à baisser, un des rédacteurs se dévoue et, dans un article virulent, insulte un confrère quelconque. Et un duel a lieu dont on parle dans les salons. Ce procédé a ceci d'excellent qu'il rendra de plus en plus inutile l'emploi des rédacteurs écrivant le français. Il suffira d'être fort aux armes. »

L'auteur de l'article sur « Plon Plon » paru dans *La Marseillaise* qui s'appelait Paschal Grousset n'avait aucune envie de se défausser sur Rochefort. Il fait son affaire du cousin de l'Empereur et il lui envoie ses témoins.

Il s'agit de deux jeunes journalistes : Ulrich de Fontvieille et le jeune Victor Noir. Faute de s'être concertés, ils ont pris de vitesse les témoins d'Henri Rochefort. Ils se rendent à Auteuil, au domicile du prince, pour lui remettre la lettre de Paschal Grousset. Les deux journalistes se font traiter de « crapules » et de « charognes ». Des soufflets seraient échangés, ce que le survivant, Ulrich de Fontvieille, démentira.

Dans la mêlée, Pierre Napoléon Bonaparte sort un pistolet de sa poche et tire trois fois. Deux fois sur Ulrich de Fontvieille et une fois sur Victor Noir à bout portant, lequel fait encore quelques pas et va s'effondrer sur le trottoir devant le domicile du prince. Il est mortellement atteint. Il a vingt et un ans.

Nous sommes le 10 janvier 1870. Henri Rochefort consacre la une de *La Marseillaise* à l'assassinat du jeune journaliste avec son portrait gravé sur toute la largeur de la page et cette simple manchette : « 10 janvier 1870 ». Dans son éditorial, il écrit : « J'ai eu la faiblesse de croire qu'un Bonaparte pouvait être autre chose qu'un assassin… Victor Noir a été assassiné par le bandit Pierre Napoléon

Bonaparte… » *La Marseillaise* s'arrache dès sa parution. 150 000 exemplaires sont vendus avant que le journal ne soit saisi.

C'est alors que commence la véritable carrière de Victor Noir.

Sa dépouille mortelle rassemble 100 000 à 200 000 personnes dans une grande manifestation antinapoléonienne. Malgré le succès du plébiscite quelques mois plus tard, le second Empire roule vers l'abîme. Comme l'écrira Jules Vallès dans *L'Insurgé* : « L'Empire a sa balle au cœur comme Victor Noir. »

Après le désastre de Sedan, la République est proclamée le 4 septembre, neuf mois seulement après la mort du jeune journaliste.

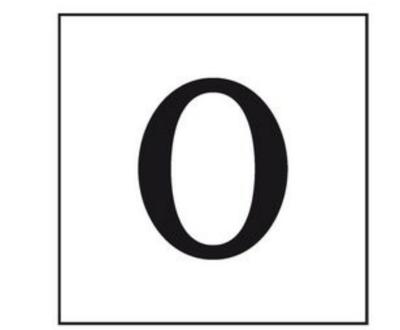
Victor Noir est devenu un symbole républicain. La III^e^ République décide en 1891 de transférer en grande pompe sa dépouille au cimetière du Père-Lachaise. La construction d'un monument est décidée, un sculpteur choisi, il s'appelle Jules Dalou. Pendant la Commune de Paris, il avait dirigé le musée du Louvre. Condamné, il avait dû s'exiler à Londres jusqu'en 1879, date à laquelle il fut amnistié comme tous les communards. Après, il aura gravé dans la pierre la saga républicaine.

L'artiste s'est voulu à la fois réaliste et généreux. Réaliste, il a représenté Victor Noir en gisant tel que la mort l'a saisi sur le trottoir du domicile du prince Bonaparte. Il a la bouche ouverte, les mains gantées, les vêtements dégrafés, le haut-de-forme tombé le long de la jambe droite et on distingue même l'entrée de la balle fatale.

Est-ce par réalisme ou par générosité, l'artiste a doté le jeune journaliste d'une forte virilité qui gonfle le pantalon sur le haut de sa cuisse gauche. Ce détail va lui assurer une gloire immédiate. L'oxydation de la patine a disparu à cet endroit, le bronze même s'est érodé, car ce monument est devenu le plus caressé de Paris. Ce n'est pas la seule partie de son anatomie qui est l'objet de mystérieux attouchements, le bronze de son menton est aussi à vif.

La virilité *post mortem* de Victor Noir est honorée chaque jour par des visiteurs et des visiteuses venus rendre un hommage manuel au journaliste le plus bandant du siècle.

*Voir* : Caillaux (Henriette) ; Clemenceau (Georges) ; Modèle de Girardin (Le) ; Pamphlet ; Rochefort (Henri).


O

# *Off the record*

## *VO ou VF*

Le Premier ministre va vers le petit groupe de journalistes qui l'accompagne dans son déplacement au Japon. Ils bavardent, le Premier ministre ajoute comme de coutume : « Cette conversation est *off.* » Après cette précaution, il se lâche : « Le jour où vous comprendrez que je suis un rigide qui évolue, un austère qui se marre et un protestant athée, vous écrirez moins de bêtises. » C'est Lionel Jospin, à 10 000 mètres, le 18 décembre 1999.

Il commet une erreur : les journalistes auxquels il s'adresse sont très nombreux dans l'avion et, en France, quand on est plusieurs à recevoir une confidence, elle a beau être couverte par un *off* de précaution, elle a cessé d'être confidentielle. On la retrouve dans la presse sous une forme ou sous une autre. Bref, il se prend les pieds dans le *off*.

Il récidivera le 11 mars 2002, toujours en avion, lorsqu'il dit de Jacques Chirac « qu'il est vieilli et marqué par la passivité ». C'était vrai, mais inutile à dire. Cette phrase reprise à l'envi fait de lui un mauvais joueur qui ne répugne pas aux coups bas.

Nicolas Sarkozy la reprendra quasi à l'identique quelques années plus tard contre le même Chirac, sans en pâtir le moins du monde : c'est la différence qu'il y

a entre le premier et le deuxième mandat, dans le second, le chef de l'État a cessé d'être le rival de quiconque.

*Le Canard enchaîné* consacre chaque semaine un huitième de sa pagination aux confidentiels politiques. En général, ceux-là sont attribués à leurs auteurs, certains de manière volontaire, d'autres parce qu'ils se sont confiés à un tiers qui l'aura répété. *Le Canard enchaîné* organise d'ailleurs une sorte de marché des confidences, accessible uniquement aux journalistes politiques, qui arrondissent ainsi leurs fins de mois.

Que dire de Franz-Olivier Giesbert qui virevolte d'un Premier ministre à un président en exercice, avec son éternel cahier à spirale dans lequel il note, en temps réel, le sel de ses conversations, au vu et au su de tout le monde ? Ces cahiers à spirale deviennent toujours des livres, par ailleurs passionnants. Cette pratique n'a pas pour autant tari le flot de confidences.

À l'inverse, Alain Duhamel aura été le champion du *off*, qu'il n'aura jamais trahi, ce qui autorisait ses interlocuteurs politiques à parler très librement en sa présence, en sachant qu'aucun des propos échangés ne se retrouvera dans la bouche de son auteur. Il s'était imposé la règle de ne jamais citer un propos tenu dans une conversation en tête à tête. Il est le seul journaliste français de son espèce à observer cette discipline. Il a attendu 2014 et un demi-siècle de journalisme pour écrire avec gourmandise *Une histoire personnelle de la V^e^ République.*

Aux États-Unis – d'où l'usage du *off* est originaire –, tout manquement de la part d'un journaliste est en effet jugé comme une faute professionnelle. En France, le *off* et le *on* sont l'objet d'une comédie politico-journalistique, où le viol est la règle, suivi d'un inévitable démenti de l'homme politique et d'une mise en cause cinglante du journaliste qui est accusé d'être un jean-foutre et d'avoir déformé les propos tenus. Nos politiques ont coutume de traiter les journalistes comme des souffre-douleur indispensables, méprisés par la foule, et sur lesquels ils peuvent se défausser sans risques.

« *May I speak off the record ?* » : le *off* américain est quasi intraduisible en français. Les solutions approchantes sont : « ce n'est pas à diffuser », « c'est à titre privé », « c'est un aparté » ou « c'est confidentiel ». Une évidence : ces formulations n'ont aucune dimension contraignante, mais elles sont en général respectées.

Les rédactions anglo-saxonnes, les responsables politiques et les hauts fonctionnaires distinguent trois niveaux de confidences :

*Not for attribution* : les commentaires, les déclarations faites par un fonctionnaire ou un politique peuvent être cités, mais pas la personne qui les a formulés, qui ne doit pas être identifiable. Dans ce cas, on utilise une périphrase : au ministère on évoque telle ou telle chose.

*On background* ou *Deep background* : l'argumentaire du briefing peut être repris, mais ne peut pas être utilisé en citation, et son auteur ne doit pas être identifiable.

*Off the record* : l'information ne peut pas être utilisée dans un article et celui qui l'a communiquée ne peut être cité. Cette conversation sert à donner aux journalistes des éléments de compréhension, permet de les orienter dans telle ou telle direction, c'est une piste qui est signalée, ce n'est pas une information. Ces catégories sont respectées.

En Europe, on a tendance à s'accommoder d'une version très édulcorée du *off* à côté d'un *off* plus classique : il faut savoir distinguer le *off-off* – on ne dit rien – et le *off-bof* avec lequel chacun est libre de prendre des libertés et qui devient un énorme sous-entendu : « Vous pouvez le dire mais plutôt pas dans ma bouche. » Il faut comprendre dans ces conditions que plus personne ne s'y retrouve, ni les utilisateurs *a fortiori* politiques, ni bien sûr les lecteurs qui, méfiants, peuvent suspecter le *off* de masquer une sourde connivence entre les uns et les autres.

Dans le grand tourbillon de la défiance généralisée qui travaille toute la société, la règle du *off* est mise en accusation. Elle est suspectée d'être un étouffoir pour des vérités cachées.

Il y a un contre-exemple : le domaine judiciaire où l'usage du *background* et du *off* règle les rapports entre les journalistes, les avocats, les policiers et surtout les magistrats. Les journalistes doivent impérativement les respecter sauf à mettre en danger leur source, à la moindre imprudence. C'est la raison pour laquelle des écoutes téléphoniques dans plusieurs affaires ont été mises en place en toute illégalité pour espionner cette relation journalistes-magistrats.

J'ai été mêlé à de nombreuses reprises à des conversations couvertes par le *off*. Deux d'entre elles sont connues.

Entre les deux tours des élections municipales de 1983, se déroule une bataille entre les partisans d'une rigueur de gauche et ceux d'une « autre politique », avec sortie du serpent monétaire et un cavalier seul européen. Pierre Bérégovoy mène l'assaut avec Jean Riboud, le patron de Schlumberger, Jean-Pierre Chevènement, Laurent Fabius, Jean-Jacques Servan-Schreiber et d'autres. Les partisans d'une rigueur de gauche autour de Jacques Delors et de Jacques Attali sont sur la défensive.

L'affrontement est caché derrière l'agitation électorale et une défaite socialiste annoncée dans les urnes.

Aucune déclaration, aucun sous-entendu, pas le moindre mot n'a transpiré de part et d'autre dans la presse jusqu'au lundi 14 mars, au lendemain du second tour, lorsque je publie une enquête sur cette bataille secrète autour du chef de l'État en faveur d'une « autre politique ».

Pierre Mauroy, Premier ministre, dans la voiture qui le conduit chez le chef de l'État après le deuxième tour, découvre en lisant *Libération* l'ampleur du complot. Il était évidemment au courant de ce qui se tramait mais ne croyait pas une seule seconde aux chances de cette autre politique.

Il fut surpris d'entendre, dans le bureau du Président, François Mitterrand lui proposer d'être le Premier ministre de cette autre politique. Mauroy lui dit d'emblée qu'il n'en est pas question. Cet éclairage journalistique provoque une crise au sommet de l'État qui s'achèvera par le renoncement de François Mitterrand : il décide *in fine* de s'engager avec tambours et trompettes dans l'unification européenne. C'est le seul moment, dans l'histoire de la V^e^ République, où la question de « l'autre politique » aura été en balance au sommet de l'État.

J'ai eu plusieurs sources dans cette enquête effectuée en mars 1983. Le *off* a été intégralement respecté : il l'est toujours. J'ai lu quelque part que François Mitterrand aurait été mon informateur. J'ai vu beaucoup de monde, sauf lui. Et à ma connaissance, il n'était pas maso.

Le contre-exemple se situe pendant la « guerre » du Kosovo et les bombardements de cibles serbes par l'aviation alliée américano-anglo-française. J'ai rendez-vous à l'Élysée à ce sujet à la demande de Jacques Chirac et je me retrouve dans le bureau présidentiel avec Patrick Poivre d'Arvor. Jacques Chirac

veut nous informer en *off* sur le déroulement de la guerre et sur son rôle. L'objet de ce rendez-vous tient en quelques mots : Jacques Chirac aurait obtenu du Président et de l'état-major américain un droit de veto sur les cibles à bombarder.

En sortant de l'Élysée, je joins des diplomates et des militaires français connaissant bien le dossier. Tous démentent cette information. Je publierai le lendemain un article faisant état de cette information sourcée « dans l'entourage du président de la République », l'effet est immédiat, stupeur chez les Britanniques et les Allemands qui naturellement s'adressent de manière courroucée à Washington, qui démentira.

Jacques Chirac avait voulu prendre une pose avantageuse.

Depuis, la révolution du *off* a eu lieu. On la doit à Twitter et à Prism, le programme d'écoutes mondiales de la NSA américaine. Avec eux, le *off* a été sérieusement dévalué.

Twitter a mis le *off* à la portée de tous, en temps réel, obligeant les participants à une réunion sensible à déposer leurs moyens de communication aux vestiaires, comme autant d'armes potentiellement meurtrières. Twitter est devenu l'un des principaux médias d'information dans le monde.

Prism, c'est le système d'écoutes américain à l'échelle planétaire révélé par Edward Snowden, qui nous garantit que, quelque part, dans une banque de données au fin fond d'un désert, nos conversations les plus secrètes, nos confidences les plus intimes sont conservées ; mais, ce qui est d'une certaine manière rassurant, celles de tous les chefs d'État le sont aussi. Sans compter que cette banque de données ultrasecrète peut être piratée : ce qui fait, si j'ose dire, la beauté de l'informatique.

Il devient encore plus difficile, sinon impossible, dans ces conditions d'imposer un formalisme dans la pratique du *off*. Le *off* aura beaucoup de mal à survivre à cette révolution. Même aux États-Unis.

*Voir* : *Canard enchaîné* (*Le*) ; Mazarine ; Mitterrand (François) ; Réseau.

# Orwell (George)

## *Le reporter d'exil*

S'il est devenu une référence absolue dans l'histoire de l'information, il le doit à une œuvre, qui s'interroge en permanence sur la place du journaliste face au réel.

L'auteur d'*Hommage à la Catalogne* fut un journaliste engagé à la fois comme socialiste, comme combattant pendant la guerre d'Espagne et comme prophète de la dénonciation du totalitarisme.

Orwell meurt en 1950, en pleine guerre froide. Atteint de tuberculose, il disparaît à quarante-sept ans, au même âge qu'Albert Camus, dont il est à bien des égards si proche.

Sa carrière est courte. Après des études à Eton, il s'engage comme officier de police, pendant cinq ans, en Birmanie sous domination britannique. Il éprouve la répression coloniale, démissionne en 1927 et se lance dans l'écriture.

Le parcours de George Orwell est une suite d'expériences journalistiques où, chaque fois, il se met totalement en jeu.

La première s'appelle *Dans la dèche à Paris et à Londres*. C'est le récit documentaire d'une plongée dans le monde de la misère.

À l'automne 1927, il explore les bas-fonds londoniens, à la manière de Jack London dans *Le Peuple des abysses*. Son projet : « Je voulais m'immerger au sein des opprimés, être l'un d'eux et lutter avec eux contre leurs tyrans. » Il veut exorciser sa culpabilité d'avoir été « l'exécutant d'un système d'exploitation et d'oppression ». Il choisit de se fondre dans le peuple souffrant, pour connaître la misère du dedans et pour être en communion avec lui.

En 1928, il s'installe à Paris. Il y reste dix-huit mois. Souvent à court d'argent, il multiplie les petits métiers. Pendant plusieurs jours, parfois plusieurs semaines, il vit au rythme « des ouvriers sous-payés cuvant leur cuite mesquine ». Il accompagne des vagabonds dans des asiles de nuit, des laissés-pour-compte rongés par l'alcool.

Puis il repart à Londres dans les quartiers miséreux. Il achève l'écriture de *Dans la dèche…* en 1932. L'ouvrage paraît en 1933. C'est à cette occasion qu'il prend un pseudonyme pour éviter, dit-il à ses parents, le déshonneur d'avoir eu un fils réduit à l'état de vagabond, ce qu'ils ne pourraient pas comprendre. Eric Blair devient George Orwell.

Une nuit, il aboutit dans un asile. On lui demande son métier. Il répond spontanément : journaliste. Il tente de se fondre parmi les damnés de la terre, et il n'y parvient pas : « Peut-on vraiment avoir une connaissance intime de la classe ouvrière ? se demande-t-il. C'est un point que j'aborderai plus en détail dans la suite de ce livre ; qu'il me suffise de dire ici que je ne pense pas que ce soit possible. »

Géraldine Muhlmann, dans *Une histoire politique du journalisme*, consacre un chapitre très inspiré à George Orwell. Sur cette expérience de fusion ratée, elle écrit qu'il a touché le caractère « mensonger, illusoire de sa démarche. On ne peut pas regarder et être dedans : ce projet est intrinsèquement contradictoire ».

En conclusion de ce qu'il appelle son « expérience de la pauvreté », il fait en effet un constat d'échec : « Voilà le monde qui vous attend si vous vous trouvez un jour sans le sou. Ce monde je veux un jour l'explorer plus complètement… J'aimerais comprendre ce qui se passe réellement dans l'âme des plongeurs, des trimardeurs et des dormeurs de l'Embankment. »

Deuxième expérience journalistique : *Le Quai de Wigan*. C'est une commande de son éditeur. Il passe deux mois et demi en 1936 dans le pays minier du nord de l'Angleterre, parmi les chômeurs.

Ce voyage est construit comme une autocritique : « On ne résout pas le problème de classe en fraternisant avec les clochards. On arrive, au mieux, à se débarrasser par ce biais d'un certain nombre de préjugés », ou encore : « Tous ces efforts conscients et délibérés pour annuler les barrières de classe ne sont, j'en suis convaincu, qu'un leurre terriblement trompeur. »

Il passe dans *Le Quai de Wigan* de l'aveu d'échec de la « fusion » un temps espérée à la critique de l'idéalisation des « opprimés ». Il revendique son extériorité aux « basses classes » mais aussi aux lecteurs.

Il y a un épisode révélateur de sa démarche dans ce livre : Orwell se trouve dans un train qui borde une cité ouvrière. Il voit une jeune femme dans la courette d'un taudis ouvrier.

En réalité, cette scène à laquelle le journaliste a assisté ne s'est pas passée de cette manière : son journal de bord révèle qu'il traversait à pied une ruelle sordide et qu'il est passé près de cette femme. Mais il a jugé indispensable à l'écriture de se mettre en scène derrière une vitre pour sursignifier la séparation entre lui et cette femme.

Elle lève la tête, et leurs regards se croisent.

> « Et à la seconde où je l'aperçus, ce visage était empreint de l'expression la plus désolée, la plus désespérée qu'il m'ait jamais été donnée de voir. Je compris soudainement l'erreur que nous faisons en disant que “pour eux, ce n'est pas la même chose que pour nous” sous-entendant que ceux qui sont nés dans des taudis ne peuvent rien imaginer au-delà des taudis. Car ce que j'avais reconnu sur ce visage n'était pas la souffrance inconsciente d'un animal. Cette femme ne savait que trop ce qu'était son sort, comprenait aussi bien que moi l'atrocité qu'il y avait à se trouver là, à genoux dans le froid mordant sur les pierres glissantes d'une arrière-cour de taudis à fouiller avec un bâton un tuyau de vidange nauséabond. »
>
> (© Ivrea, 1995)

Dans *Pourquoi j'écris*, il a cette phrase : « La bonne prose est comme une vitre de fenêtre. »

Avec *Le Quai de Wigan*, George Orwell réhabilite le regard critique, qui rompt avec les idéologies fusionnelles, communautaires, paternalistes, fabriquées selon lui par les intellectuels : « Je crois que les idées totalitaires ont pris racine dans l'esprit des intellectuels un peu partout », dira-t-il plus tard.

Orwell tire sa légitimité critique de ses expériences, de ses plongées : il met en crise son propre regard. La vision d'Orwell est par nature contestatrice.

La suite du *Quai de Wigan* est très polémique, notamment contre le Labour Party, à tel point que l'éditeur socialiste accompagne le livre d'un avertissement dans lequel il prend ses distances avec l'auteur. Lorsque le livre est publié, il est déjà en Espagne avec sa femme.

C'est pourtant avec ce livre, face à la misère et l'injustice sociale, qu'il s'est converti au socialisme, animé d'une colère généreuse.

Troisième expérience journalistico-existentielle : les tranchées républicaines et la Catalogne en 1937.

Par l'intermédiaire de l'Independant Labour Party, George Orwell s'engage pour combattre le fascisme dans une milice liée au POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), une formation communiste d'inspiration trotskiste en Catalogne. Il n'en est pas membre. Il avouera avoir manqué d'informations en faisant ce choix. Il aurait préféré, dira-t-il rétrospectivement, se battre aux côtés des anarchistes.

Il arrive en décembre 1936 à Barcelone, les anarchistes ont la haute main sur la Catalogne : « C'était bien la première fois de ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière avait pris le dessus. »

Il découvre la fraternité révolutionnaire des combats :

> « Les milices ouvrières, du fait qu'elles étaient levées sur la base des syndicats et composées, chacune, d'hommes ayant à peu de chose près les mêmes opinions politiques, eurent pour conséquences de canaliser vers une seule et même portion du territoire tout ce que le pays comptait de sentiments les plus révolutionnaires. J'étais tombé plus ou moins par hasard dans la seule communauté d'Europe occidentale où la conscience de classe et le refus d'avoir confiance dans le capitalisme fussent des attitudes plus courantes que leurs contraires. Ici, sur ces hauteurs, en Aragon, l'on se trouvait parmi des dizaines de milliers d'hommes – pour la plupart, mais non tous cependant, d'origine prolétarienne – vivant tous sur le même plan, mêlés sur un pied d'égalité. En théorie, c'était l'égalité absolue, et dans la pratique même il s'en fallait de peu. En un sens, il serait conforme à la vérité de dire qu'on faisait là l'expérience d'un avant-goût du socialisme, et j'entends par là que l'état d'esprit qui régnait était celui du socialisme. Un grand nombre des mobiles normaux de la vie civilisée – affectation, thésaurisation, crainte du patron, etc. – avaient absolument cessé d'exister. L'habituelle division en classes de la société avait disparu dans une mesure telle que c'était chose presque impossible à concevoir dans l'atmosphère corrompue par l'argent de l'Angleterre ; il n'y avait là que les paysans et nous, et nul ne reconnaissait personne pour son maître. »
>
> (© Ivrea, 1982)

Il part sur le front d'Aragon, il participe à quelques combats et revient à Barcelone. Il est alors témoin en mai dans la capitale catalane de la traque des militants anarchistes par des agents et des tueurs staliniens. Il retourne au front où personne n'est au courant de la prise du pouvoir par les communistes. Et il est blessé à la gorge.

George Orwell, blessé, sous la menace d'une arrestation par les communistes, cherche à fuir. Le POUM a été interdit comme « parti fasciste », et ses dirigeants exécutés. Avec sa femme, il réussit à gagner la frontière française. Il rentre en Angleterre où il écrit *Hommage à la Catalogne* : le premier grand reportage antitotalitaire.

Raymond Williams, théoricien de la littérature, considère que l'exil est au cœur de la démarche orwellienne : en contestant toute communauté, toute vision collective, tous les groupes politiques porteurs d'idéologie, le journaliste se mettrait de manière systématique en situation de perpétuel exilé.

Géraldine Muhlmann appelle cette position celle du « décentrement » qu'elle définit comme « un point de vue singulier, ancré dans un corps singulier représentant la résistance même à l'idéologie », une résistance jugée vitale à l'exercice du métier de journaliste.

Dans un essai intitulé *Looking Back on the Spanish War* (« Réflexions sur la guerre d'Espagne »), rédigé en 1942 et publié en 1943, George Orwell, annonce *1984* : « Tôt dans ma vie, j'ai remarqué qu'aucun événement n'avait jamais été relaté avec exactitude dans les journaux ; mais en Espagne, pour la première fois, j'ai lu des articles de journaux qui n'avaient aucun rapport avec les faits, ni même l'allure d'un mensonge ordinaire. J'ai vu l'histoire rédigée non pas conformément à ce qui s'était réellement passé, mais à ce qui était censé s'être passé selon les diverses "lignes de parti". Ce genre de choses me terrifie, parce qu'il me donne l'impression que la notion même de vérité objective est en train de disparaître de ce monde. »

Dès cette époque, et jusqu'à sa mort, tout ce qu'il écrit, « directement ou indirectement, et jusque dans la moindre ligne, dira-t-il en 1946, [l'était] contre le totalitarisme et pour le socialisme démocratique ».

Simon Leys, dans un précieux petit livre intitulé *Orwell ou l'Horreur de la politique*, a montré l'apport du Britannique.

> « Avec *Dans la dèche*…, Orwell a créé là une forme neuve qu'il devait par la suite porter à sa perfection (dans deux livres, *Le Quai de Wigan* et *Hommage à la Catalogne*, ainsi que dans de courts essais, *Tirer sur l'éléphant* et *La Pendaison*) et qui demeure dans l'ordre purement littéraire sa contribution stylistique la

plus originale : la transmutation du journalisme en art, la recréation du réel sous le déguisement d'un reportage objectif, minutieusement attaché aux faits (un bon quart de siècle plus tard Truman Capote et Norman Mailer ont gaspillé beaucoup de temps à se chamailler pour savoir lequel des deux avait créé le roman-sans-fiction : ils oublient qu'Orwell avait inventé ce genre bien avant eux !). »




Orwell est réformé en 1939. Il entre dans la Home Guard, la défense civile britannique. C'est alors un journaliste très actif. Il participe, avec sa voix blessée en Espagne, aux émissions de la BBC en direction du continent indien, il en démissionne en novembre 1943. Entre 1941 et 1946, il écrit des « Lettres de Londres » pour la *Partisan Review* de New York, une revue d'inspiration trotskiste – ce qu'il n'était pas –, il tient une chronique hebdomadaire jusqu'en 1947 dans la *Tribune*, journal de la gauche travailliste, sous le titre « As you please » (« À ma guise »).

C'est en quittant la BBC qu'il écrit *La Ferme des animaux*, son premier roman dénonçant sous forme allégorique le régime stalinien : « *La Ferme des animaux* a été le premier ouvrage dans lequel je me suis efforcé, en toute conscience, d'amalgamer l'art et la politique. » Le livre est achevé en février 1944 et ne paraît qu'en août 1945 : il a été en effet refusé par de nombreux éditeurs effrayés de la mise en cause de l'allié soviétique.

L'expérience du totalitarisme qu'Orwell a vécue en 1937-1938 en Espagne va trouver son expression douze ans plus tard dans le cauchemar de *1984*, qui devait

préalablement s'appeler « Le dernier homme en Europe », une parabole sur le despotisme moderne.

Dans un monde totalitaire, Winston Smith est un homme ordinaire qui veut préserver sa capacité à juger à partir de son expérience, et O'Brien un intellectuel de pouvoir, qui, à coups d'arguments philosophiques accompagnés de séances de torture, veut lui faire admettre l'autorité du parti.

Winston torturé, après avoir trahi la femme qu'il aime, devient un admirateur du régime. Il est néanmoins fusillé par « la police de la Pensée ». Toute liberté doit être anéantie selon le slogan du régime : « La liberté, c'est l'esclavage. »

Le livre sort en 1949. C'est un énorme succès d'édition dont Orwell n'aura pas connaissance, pas plus qu'il n'assistera à la campagne déclenchée par les communistes et leurs alliés dans le monde entier contre cette satire du stalinisme.

Le dernier article politique de George Orwell se prononçait pour la création des États-Unis socialistes d'Europe, indépendants à la fois de la Russie communiste et de l'Amérique capitaliste.

Le prix George-Orwell récompense les meilleurs journalistes britanniques, comme le prix Albert-Londres en France et le prix Pulitzer aux États-Unis.

*Hommage à la Catalogne* a en partie inspiré *Land and Freedom*, le film réalisé par Ken Loach en 1995 sur un épisode de la guerre civile espagnole. Le titre du film reprend le titre du journal anarchiste espagnol *Tierra y Libertad*.

C'est sans doute grâce à la fréquentation d'Orwell dans les années 1970, à son attachement au libéralisme politique, à cette phrase de 1948 qui m'a longtemps obsédé : « La vraie distinction n'est pas entre conservateurs et révolutionnaires, mais entre les partisans de l'autorité et les partisans de la liberté », que j'ai imaginé la formule « libéral-libertaire ». Une formule qui lui allait si bien, et dont il est à mes yeux le véritable inspirateur.

*Voir* : Avis ; Defoe (Daniel) ; Infiltrés ; Libéral-libertaire ; *New Journalism*.

## Otages

## *Le plus vieux des commerces*

La prise d'otages n'a rien à voir avec la modernité. Ce commerce est l'un des plus vieux au monde. Aux yeux des détenteurs de journalistes, d'ONG, d'expatriés, ou de touristes, les otages ne sont qu'une monnaie d'échange.

Les nazis ont eu recours à la politique des otages pour combattre les mouvements de résistance. Du Danemark à l'Italie en passant par la France ou la Belgique, tous les pays européens continentaux ont une sensibilité commune sur cette question que n'ont ni les Américains ni les Anglais n'ayant jamais connu d'occupation accompagnée de cette forme de chantage.

Lorsque *Libération* est créé en 1973, nous sommes aux lendemains de l'enlèvement de onze sportifs israéliens à Munich par un commando palestinien de Septembre noir. Ils avaient été tués après l'échec de la prise d'otages. D'emblée, il était évident que la pratique des otages et la discrimination en fonction des origines produisaient de manière irrésistible la négation de l'entreprise libératrice censée la justifier.

Françoise Claustre, ethnologue et archéologue, avait été enlevée en 1974 au Tchad dans le massif du Tibesti, par les rebelles du Frolinat, dirigés par Hissène Habré. Deux photographes, Marie-Laure de Decker et Raymond Depardon, réussissent à la photographier et à l'interviewer, pour *Paris Match*. Elle fut libérée après trente-trois mois de détention en 1977. Le chef de ses ravisseurs devint le président du Tchad, avant d'être renversé par son bras droit, Idriss Déby, qui, en 2014, était toujours à la tête du pays.

Depuis le début des années 1970, les prises d'otages se sont intensifiées. Les détournements d'avions et de leurs passagers par des factions palestiniennes pour faire libérer des dirigeants emprisonnés ouvrent un nouveau chapitre dans l'histoire des otages. Nous ne l'avons pas quitté depuis, il n'aura fait que prendre de l'ampleur.

Les extrêmes gauches « militarisées », la Fraction armée rouge en Allemagne, les Brigades rouges en Italie, l'Armée rouge japonaise ont pratiqué la prise d'otages pour faire libérer leurs dirigeants, sans y parvenir. À la fin de la décennie, les partisans de Khomeiny s'emparent du personnel diplomatique de l'ambassade

américaine à Téhéran. L'opération commando échoue à libérer les otages, ce qui contribuera à la défaite de Jimmy Carter à l'élection présidentielle de 1980.

Si plus de quatre-vingts journalistes ont été tué durant la deuxième guerre du Vietnam, époque américaine, les reporters n'ont jamais souffert de la prise d'otages. Au cours de ce conflit, la photographe Michèle Ray, devenue la productrice du réalisateur Costa-Gavras et son épouse, avait été interceptée par le Vietcong en traversant les lignes de front, elle avait été relâchée un mois après, et François Peloux de l'AFP arrêté à Hué pendant l'offensive du Têt avait été lui aussi rapidement libéré.

Avec la guerre civile libanaise, la détention d'otages est redevenue une politique.

Le chef du bureau de CNN à Beyrouth est en 1984 le premier journaliste enlevé. Il parviendra à s'évader. Jean-Paul Kauffmann, grand reporter à *L'Événement du jeudi*, est enlevé en 1985 par le Hezbollah en même temps que le chercheur au CNRS Michel Seurat qui n'y survivra pas. Kauffmann restera détenu trois ans.

Des journalistes de *Libération* au Liban y échappent de peu, toujours à la suite d'entretiens avec des dirigeants du Hezbollah. Onze ressortissants français auront été pris en otages au Liban, dix-sept Américains et sept Britanniques. Deux Soviétiques avaient également été pris en otages et assassinés : en rétorsion, le KGB avait exécuté tous les membres du commando de ravisseurs et les familles de chacun d'entre eux.

S'emparer d'étrangers dont le métier est d'informer ou de soigner n'est pas difficile, il suffit d'être armé. En revanche, garder des otages en vie jour et nuit, les nourrir, les protéger, les déplacer en fonction des aléas de la guerre, négocier avec des puissances occidentales ou asiatiques, avec des intermédiaires, mobilisent une infrastructure très centralisée.

Daech, l'organisation de l'État islamique en Irak et au Levant, avait conçu en 2013 une véritable « usine à otages », regroupant plus de deux dizaines de détenus étrangers, et une cinquantaine de détenus syriens dans la banlieue d'Alep. Parmi eux, quatre journalistes français.

Dans une des « preuves de vie » envoyées par les ravisseurs aux différents États européens, les otages défilaient habillés avec des combinaisons orange qui évoquaient Guantanamo, cette prison installée dans une base américaine à Cuba où sont toujours détenus les prisonniers membres d'Al Qaïda. Les journalistes et les humanitaires américains et britanniques décapités étaient tous vêtus de cette même combinaison.

Dans le chantage, un État peut jouer un rôle majeur, par ravisseurs interposés : durant la guerre civile libanaise, à travers le Hezbollah, l'Iran était à la manœuvre et tirait une multitude de ficelles pour obtenir – entre autres – le règlement par la France d'une vieille dette financière contractée à l'époque du shah. D'autres États comme les monarchies du Golfe cultivent une position d'intermédiaire. Ils peuvent monnayer leur intervention en passe-droits divers utilisables dans les pays occidentaux.

Florence Aubenas part en Irak à la veille de Noël 2004. *Libération* avait fait le choix rédactionnel d'être présent à Bagdad depuis le début de l'intervention américaine. Didier François venait de rentrer à Paris, le candidat qui devait le remplacer avait eu un contretemps, Florence lui a succédé. Elle a été enlevée dans les premiers jours de janvier 2005.

La République française a toujours ramené les journalistes otages, malheureusement pas tous les ressortissants, touristes ou ONG.

Avec Didier François, alors grand reporter à *Libération*, nous avions consacré beaucoup de temps à tenter de remuer l'opinion publique française mais aussi proche-orientale en faveur de Florence et de Hussein, notre « fixeur » (de l'anglais *to fix*, accompagnateur connaissant la région, à la fois interprète et guide). Nous nous étions rendus à Bagdad pour faire le tour des autorités, des médias et des mosquées sunnites, et à Amman pour valoriser leurs vies et, par voie de conséquence, les protéger tous les deux. Plusieurs télévisions arabes avaient relayé nos interventions.

Didier François a été pris en otage huit ans après, en Syrie cette fois. Entre-temps, il avait quitté *Libération* et rejoint Europe 1. Avec Florence Aubenas désormais grand reporter au *Monde*, et Karen Lajon, son équivalent au *Journal du*

*dimanche*, nous avons de nouveau battu la campagne pour lui et les autres journalistes pris en otages en Syrie.

Ces actions sont utiles.

C'est d'abord un soutien psychologique aux otages eux-mêmes : les journalistes français, à la différence de la plupart de leurs confrères, savent qu'il y aura un mouvement d'opinion en leur faveur, qu'ils ne seront pas abandonnés dans un cul-de-basse-fosse des années durant. Encore faut-il que cette mobilisation existe vraiment.

Ces manifestations permettent d'entourer les familles et de les aider à traverser ces détentions si menaçantes. Elles exercent enfin une pression continue sur les pouvoirs publics, afin que leur libération reste une urgence, au milieu d'une multitude de priorités.

Cette agitation permet enfin de parler de manière positive du journalisme, débarrassé de ses clichés et de ses procès, loin des joutes idéologiques sur la nocivité des médias et des débats existentiels sur l'avenir d'une profession chamboulée.

Reste qu'en matière de prises d'otages, il n'y a que des cas particuliers, les services en charge de ces questions ne connaissent que le sur-mesure.

Face aux enlèvements, il y a en théorie trois postures officielles qui cachent des pratiques très variables : celle des Anglo-Saxons, celle des Européens et celle des Français.

Les Anglo-Saxons, c'est-à-dire les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne et l'Australie, refusent en principe de négocier. Les otages américains ou anglais restent détenus deux à quatre fois plus longtemps en moyenne que les otages français. Des journalistes, des ressortissants sont en principe abandonnés pour cesser d'être des valeurs d'échange.

Les services fédéraux américains refusent de jouer les intermédiaires. Mais il y a des exceptions, toutes au cas par cas, comme la libération de ce soldat US détenu pendant plusieurs années en Afghanistan, libéré en 2014 en échange de prisonniers afghans de Guantanamo – procédé en principe totalement exclu.

Dans d'autres cas, les États-Unis vont privilégier une opération commando visant à libérer des otages. Elle avait échoué dans le cas des deux journalistes

américains James Foley et Steven Sotloff. Cet échec suivi par les bombardements américains sur les colonnes de djihadistes en Irak a précipité leur exécution, durant l'été 2014. Au même moment, un autre journaliste américain pris en otage par Al Nosra (la branche syrienne d'Al Qaïda, rivale de l'Armée islamique) était également libéré.

Les fascistes de l'Armée islamique, en systématisant la décapitation pour effrayer leurs adversaires, changent de politique à l'égard des otages. Ils opèrent désormais comme le faisaient les nazis, en cherchant à terroriser. Les journalistes ou humanitaires faits prisonniers sont condamnés d'avance, sauf à ce que des opérations militaires très délicates et très aléatoires réussissent à les libérer.

Dans les pays européens, en dehors de la France, les exécutifs sont avares de toutes déclarations, d'autant plus que la négociation y est systématique. Le nombre des journalistes enlevés est beaucoup plus faible qu'en France. Notre pays est surreprésenté dans ces statistiques du fait d'un grand nombre de pigistes photographes et cameramen travaillant pour de nombreuses agences d'images internationales.

L'attitude française est influencée par le statut exceptionnel conféré au chef de l'État. En tant que « père de la nation », les titulaires élyséens ont fait du retour des otages un attribut régalien. Depuis les années 1980, la France a toujours ramené les journalistes détenus par des mouvements mafieux et/ou terroristes. Elle en a fait une compétence.

De temps en temps, un président français évoque la méthode anglo-saxonne du « laisser croupir », faisant craindre le pire, c'est-à-dire l'abandon ou le recours à des opérations de force, toujours aléatoires.

Ce fut le cas avec Jacques Chirac. En janvier 1987, pendant la cohabitation, alors Premier ministre, il dénonce « l'irresponsabilité » de Roger Auque enlevé au Liban, il est quand même libéré. Devenu président, Jacques Chirac réutilise les mêmes mots pour condamner tous les journalistes capturés. Ce fut le cas pour Florence Aubenas et Hussein Hanoun. Mais sous ses deux mandats, les journalistes ont été libérés au terme d'intenses négociations.

En 2010, lorsque Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier de France Télévisions ont été enlevés en Afghanistan, Nicolas Sarkozy avait estimé qu'il y avait une « limite à la mise en cause de la vie des gens » (sous-entendu de la DGSE). Ils sont également revenus. Mais la solution de « vive force » avait été un temps envisagée pour ces deux reporters de télévision et heureusement abandonnée.

D'autres otages, qui n'étaient pas journalistes, n'ont pas toujours eu cette chance.

La politique du sauvetage militaire fut de nouveau utilisée en 2012 sous la présidence Hollande, en Somalie cette fois, mais à la demande expresse des services de renseignements pour tenter de libérer un agent français dont la situation était désespérée. Il a été tué et avec lui deux des membres du commando français engagés dans cette opération.

La combinaison du renseignement, de la logistique et du travail de médiation en vue d'une négociation est une méthode qui a fait ses preuves. Il faut s'enorgueillir d'appartenir à une nation qui a considéré le retour sains et saufs des nationaux, et en particulier des journalistes, comme un impératif. Encore faut-il que les preneurs d'otages privilégient l'échange sur la terreur pure. À cet égard, la situation sur le terrain a changé en 2014.

Daech – l'Armée islamique – a pratiqué les deux. Les journalistes européens pris en otages en 2013-2014 ont été libérés au terme de négociations. Mais après l'offensive militaire déclenchée par l'organisation terroriste en Irak, des journalistes américains et britanniques ont été décapités.

L'autre aspect concerne la nature des contreparties.

Cette question est doublement piégée. Elle l'est sur la composition de l'éventuelle rançon qui est toujours à double ou à triple fond, de telle sorte qu'on ne sait plus d'où vient l'argent, ni quelle est sa nationalité réelle, ni quelles sont les contreparties indirectes de ces montages, parfois très importantes et qui parfois n'ont rien de monétaires.

Les précisions en la matière sont d'un maniement impossible. Cette information légitime devrait faire l'objet d'un contrôle démocratique par des élus assermentés. C'est une condition nécessaire pour qu'elle reste secrète.

En juillet 2014, François Hollande a pris une initiative heureuse en ce sens, en créant une délégation parlementaire bicamérale aux renseignements de quatre députés et quatre sénateurs. Elle est dotée de vrais pouvoirs. On veut croire que cette délégation contrôle toutes ces activités, en particulier la gestion de la libération des otages.

Jusqu'à présent la publicité des informations sur ce sujet était de nature cauchemardesque : elle obscurcissait l'avenir pour les envoyés spéciaux et pour les photographes qui, un jour ou l'autre, se risqueront dans des zones à risques. Elle mettait en cause l'exercice du journalisme de terrain, tout comme les activités des ONG. Il ne faut jamais oublier cette déclaration de Florence Aubenas : « C'est un accident professionnel. » Froid, mais vrai.

Ce mouvement de masse terroriste qui opère dans le monde musulman depuis 2014 peut avoir sur l'information un contre-effet positif, celui d'intégrer plus rapidement des journalistes originaires de ces pays, et de leur faire partager une même éthique professionnelle. Des programmes de formation au sein de rédactions indépendantes vont devenir des investissements indispensables. L'information doit devenir multiethnique et multinationale.

*Voir* : García Márquez (Gabriel).

# P

# Pamphlet

## *De l'acétate de morphine*

Le pamphlet exhale une odeur de poudre et rutile comme le métal dont on fait les épées.

Le dérapage transgressif, l'insulte qui écorche et la blessure au fer rouge, c'est le pamphlet. Il a succédé aux confrontations des bretteurs, les mots ont remplacé les épées. Mais l'objectif est le même : il faut que ça saigne !

Dans la polémique, on échange en principe des idées, avec le pamphlet, on échange des coups. Le genre domine toute l'histoire de la presse française. Les mazarinades, la plupart des libelles sous la monarchie sont des pamphlets, volontiers obscènes, qui circulent clandestinement. Si « reporter » et « éditorial » sont des mots importés de l'américain, « libelle » a donné en anglais *to libel*, diffamer et calomnier, ce qui est une excellente définition du genre.

Certains de leurs auteurs sortent de l'anonymat avec la Révolution française, où le pamphlet dénonciateur, agressif, souvent meurtrier, devient le mode d'expression ordinaire : on communique alors par pamphlets interposés.

Camille Desmoulins, l'un des journalistes de la Révolution, se proclame naturellement « le procureur de *La Lanterne* ». La Révolution, conduite par des pamphlétaires, va marquer le journalisme français d'une empreinte souvent terrible, quasi indélébile. À tel point que le premier acte du Consulat et de l'Empire

consiste à interdire tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à de la « polémique ».

Alors que la presse est soumise à la censure, les journalistes échangent des insultes par l'intermédiaire de témoins et s'expliquent sur le pré à l'épée ou au pistolet. On compte sous la monarchie de Juillet plusieurs centaines de rencontres, ce qui constitue une partie importante de l'activité journalistique. Le duel qui oppose deux journalistes, Émile de Girardin, patron de *La Presse*, et Armand Carrel, celui du *National*, le 31 juillet 1836, près du lac de Saint-Mandé est emblématique à plusieurs titres.

Il oppose deux patrons de journaux sous la monarchie de Juillet, en désaccord sur la politique commerciale agressive pratiquée par Émile de Girardin. Tous les anciens équilibres de la presse par abonnement sont bousculés par ce nouveau modèle économique. Le fondateur de *La Presse* est celui par qui le scandale arrive en 1836. Il y ajoute des insinuations sur la vie privée de son adversaire.

Les deux hommes ne connaissent qu'un moyen pour régler ce type de problème : le duel.

Armand Carrel a pris part, en 1821, à un complot militaire visant à déposer les Bourbons et à instaurer la République. En fuite, il participe à l'insurrection catalane que réprime un corps expéditionnaire français. Arrêté, il est condamné à mort, rejugé et cette fois innocenté.

Il écrit de nombreux articles, préface les œuvres complètes de Paul-Louis Courier, l'auteur très libéral du *Pamphlet des pamphlets*, qui en donnait cette extraordinaire définition : « De l'acétate de morphine, un grain dans une cuve se perd, n'est point senti, dans une tasse fait vomir, en une cuillérée tue, et voilà le pamphlet. » On ne saurait donner meilleure définition du caractère meurtrier du genre, qui lui avait valu d'ailleurs procès, amendes, peines de prison, avant d'être assassiné par son garde-chasse.

Armand Carrel fut l'un des promoteurs des événements de 1830, dont il avait dit : « La révolution de Juillet m'a trouvé journaliste et m'a laissé journaliste. » Il crée *Le National*, un journal qui devient le principal organe de l'opposition républicaine. Plusieurs procès, six mois d'emprisonnement et deux duels ont fait de lui le chef de l'opposition républicaine.

Les deux hommes se battent en duel en juillet 1836. Armand Carrel meurt trois jours plus tard. Le parti républicain perd sa figure de proue. Émile de Girardin sur sa tombe demandera l'interdiction du duel.

Les lois de 1881, en libérant la presse, vont libérer le pamphlet, qui devient sous la III^e République, selon l'historien Alain Vaillant, « la principale attraction de la presse ». Dès lors la violence verbale, l'invective sont la règle : la haine aiguise l'écriture journalistique.

Au XVIII^e siècle, les libelles menaient leurs auteurs en prison, sous la Révolution, ils risquaient la guillotine, au XIX^e, ils devaient se défendre à l'aube, les armes à la main.

Le pamphlet est toujours à rebrousse-poil.

Dans *Monographie de la presse parisienne*, Balzac écrit : « Qui dit pamphlet dit opposition. On n'a pas encore su faire en France de pamphlets au profit du pouvoir. » Dans *La Peau de chagrin*, il met en scène des journalistes qui sont achetés par le pouvoir pour « créer une polémique… dans le but de faire une opposition qui contente les mécontents sans nuire au gouvernement naturel du roi citoyen ».

Ce sont les journalistes et les écrivains républicains qui ont mitraillé l'Empire de pamphlets pour libérer la presse. Après l'instauration de la loi de 1881, les plumes royalistes, catholiques, antisémites et réactionnaires se déchaînent pendant un demi-siècle jusqu'à la collaboration.

Le sommet de la polémique haineuse aura été l'affaire Dreyfus. Au départ, une campagne antisémite d'Édouard Drumont. Léon Daudet, partisan du national-cléricalisme, se fait un prénom dans la surenchère : il assiste pour *Le Figaro* à la dégradation du capitaine Dreyfus : « Il n'a plus d'âge. Il n'a plus de nom. Il est couleur de traître. Sa face est terreuse, aplatie et basse, sans apparence de remords, étrangère à coup sûr, épave de ghetto. » Léon Bloy, qui écrivait lui aussi la cravache à la main, traitait Zola de « crétin des Pyrénées ».

Henri Rochefort, qui aura été selon la formule de Jules Vallès « l'égratigneur de l'Empire », ne pouvait vivre sans mordre : entraîné par l'odeur de la poudre, et

débarrassé de Napoléon III, il prêtera sa plume acide au boulangisme et à l'antidreyfusisme.

Octave Mirbeau, autre grand polémiste, aura fait le chemin inverse, il sera passé, lui, du bonapartisme et de l'ordre moral à l'anarchisme et de l'antisémitisme au dreyfusisme, et aura accompagné d'autres cracheurs de feu qui savaient, eux aussi, faire parler la poudre : Jules Vallès, Clemenceau et Jean Jaurès.

La polémique, souvent dévastatrice pour les hommes, l'est toujours pour les faits. Depuis la Révolution de 1789 jusqu'à nos jours, c'est la polémique, dit-on, qui a fait le sel du journalisme à la française. Par nature outrancière, elle écrase toute déontologie de l'information. Le vertige de l'invective l'emporte contre l'aridité des faits.

Henri Béraud, qui est allé du grand reportage à la polémique, avait donné dans sa période anarchiste une belle définition du métier de reporter : « Faites du reportage, cela signifie : regardez l'envers de la société, mêlez-vous aux hommes, percez les mobiles des grands et touchez les plaies des humbles. » Il aurait gagné à aller de la polémique au grand reportage. Il a fait le contraire.

Il a été entre les deux guerres « l'invectiveur » vedette du journal *Gringoire* qui s'était donné pour objet de publier les pamphlets les plus décapants contre la gauche et le régime parlementaire. Moralité : le dreyfusard qu'il fut autrefois devint brusquement un antisémite très agressif. À la Libération, il a été condamné à mort.

François Mauriac lui a sans doute sauvé la vie. Né en 1885, le Nobel bordelais a bien connu la Belle Époque, et l'entre-deux-guerres, qui ont été toutes deux celles des belles phrases cruelles. Il parlait en connaissance de cause : « La polémique constituait en somme un genre comme un autre : c'était la distraction du petit déjeuner, le guignol des grandes personnes… Cependant le poison agissait, rongeant en secret les cœurs sans défense. Quelques-uns se suicidaient, d'autres mouraient de chagrin. La passion de la corrida est au fond commune à tous les hommes. »

*Voir* : Caillaux (Henriette) ; Dreyfus (L'affaire) – 1 et 2 ; Épuration ; Modèle Girardin (Le) ; Noir (Victor) ; Rochefort (Henri) ; Salengro (Roger) ; Wilder

(Billy).

# Paparazzis

## *La société du spectacle*

En 1959, en tournant *La Dolce Vita*, le cinéaste Federico Fellini suit les pérégrinations erratiques d'un journaliste *people*, Marcello Rubini, interprété par Marcello Mastroianni.

Les bureaux du journaliste donnent sur la via Veneto à Rome, un mélange de Saint-Germain-des-Prés et de Sunset Boulevard. Sur cet axe se rassemblent le cinéma hollywoodien en exil, l'aristocratie romaine dans le sillage des stars de cinéma et une nouvelle bourgeoisie industrielle, issue du miracle économique.



Marcello Rubini travaille en duo avec un photographe qui s'appelle dans le film Paparazzo et qui deviendra une appellation générique, avec le pluriel *paparazzi,* pour définir une catégorie de photo-reporters spécialisée dans la traque des célébrités.

Ennio Flaiano, le coscénariste du film, dit avoir trouvé ce nom propre dans un livre de voyages de George Gissing datant de 1901 où il désignait un aubergiste

calabrais, sans rapport avec le journalisme.

Giulietta Masina, l'épouse de Fellini, a donné à plusieurs reprises une autre version : selon l'actrice, *paparazzo* aurait été créé en contractant deux mots, *pappataci*, qui désigne les petits moustiques, et *ragazzi*, les jeunes hommes. Une seule certitude, le mot n'existait pas dans la langue de Dante avant *La Dolce Vita.*

Depuis ses débuts dans le journalisme au *Marc Aurelio*, sous le fascisme, Fellini a la passion des médias et du spectacle. Il passe de l'un à l'autre, jusqu'à les fusionner dans *La Dolce Vita* où il filme pour la première fois ce qui va devenir la société du spectacle.

« Il me semble, dit-il, que l'inspiration [...] pour ce qui était la formation des images me venait de la vie telle que la proposaient les illustrés en héliogravure, l'*Europeo*, *Oggi* : ce spectacle insensé de l'aristocratie, leur manière de photographier les fêtes, leur mise en pages esthétisante. Ces publications illustrées ont été le miroir inquiétant d'une société qui se célébrait elle-même continuellement, se représentait et faisait son propre éloge. »

En 1958, tous les murs du bureau de Federico Fellini à Cinecittà étaient couverts de photographies découpées dans ces magazines. La plupart des événements dont le film s'inspire se sont produits, en Italie, au cours de l'année 1958.

Un prétendu miracle a eu lieu, à Terni, et le photographe Tazio Secchiaroli s'y était précipité : il deviendra l'un des principaux conseillers de Fellini.

Anita Ekberg se baignant dans la fontaine Trevi : il y avait eu un précédent. Pierluigi Praturlon, l'un des photographes, que Fellini consulta pour *La Dolce Vita*, était le photographe personnel à Rome de nombreuses stars, de Kim Novak à Audrey Hepburn. Il le fut également pour Anita Ekberg.

Il accompagnait souvent l'actrice suédoise dans ses pérégrinations nocturnes. Une nuit, elle marchait pieds nus et s'était blessée. Elle avait cherché de l'eau pour rincer la plaie et elle avait plongé son pied dans le bassin de la célèbre fontaine. Pierluigi Praturlon avait sorti ses appareils, et il avait braqué les phares de sa voiture sur Anita Ekberg marchant dans le bassin de la fontaine. Ces images parurent dans *Tempo Illustrato*. Elles n'avaient pas échappé à Fellini, qui fit de Praturlon son photographe de plateau.

Des photos publiées montraient l'acteur Walter Chiari se battant avec des journalistes et les scènes de jalousie alcoolisées entre Anita Ekberg et son mari Anthony Steel inspirèrent le couple Lex Baxter-Anita Ekberg de *La Dolce Vita*. On y voit aussi un hélicoptère transportant à Milan la statue d'un christ nécessitant une restauration, un événement couvert par la RAI et par de nombreux photographes.

Le strip-tease censé figurer l'orgie dans une villa au bord de la mer est un épisode réel qui se situe le 5 novembre 1958 et qui suscita un énorme scandale. Le milliardaire américain Peter Howard Vanderbilt avait organisé une fête dans un restaurant du Trastevere à Rome, en l'honneur des vingt-cinq ans de sa fiancée, la comtesse Olghina di Robilant, qui ambitionnait de faire du cinéma. Anita Ekberg figurait parmi les invités. Une danseuse du ventre turque était au programme. Encouragée par l'assemblée, la jeune femme enleva le haut, puis le bas. Les photographies avaient paru dans l'*Europeo* et *Tempo Illustrato*.

Dans les années 1950, Hollywood a émigré à Rome. Les coûts de production aux États-Unis avaient explosé, tandis que la télévision vidait les salles obscures et que le maccarthysme terrorisait les studios.

Les majors misent alors sur des superproductions en couleurs et en Cinémascope tournées à moindre coût en Italie. *Quo Vadis* de Mervyn LeRoy en 1950, tourné à Cinecittà et dans le Latium, sera le premier d'une longue série. C'est ainsi que l'Italie devient la bouée de sauvetage du cinéma américain. Au total, vingt-sept superproductions internationales seront tournées entre 1950 et 1965 (hors les films italiens). Cette politique très favorable au cinéma américain va remplir les salles en Italie, et financer un véritable âge d'or du cinéma italien entre 1958 et 1968.

Le réalisateur de *La Strada* fréquente de nombreux journalistes, dont Benno Graziani, le correspondant de *Paris Match* à Rome. Le reporter français pouvait couvrir à la fois la guerre israélo-arabe de 1956, le retour de Mohammed V au Maroc, mais aussi Malibu-sur-Tibre et le miracle économique italien qui avait fait en quelques années de ce pays la cinquième puissance économique du monde.

Benno Graziani est de la même génération que plusieurs photographes du *Paris Match* de cette époque : Daniel Filipacchi, Willy Rizzo, et Jack Garofalo qui accompagnait d'ailleurs Benno Graziani dans tous ses déplacements.

Ils incarnent un moment de l'histoire de la presse, où les journalistes étaient associés, parfois étroitement, à la vie des personnalités qu'ils photographiaient ou sur lesquelles ils écrivaient. Benno Graziani prend ses vacances avec Gianni Agnelli ou Jackie Kennedy-Onassis. Cette proximité est au cœur du film. Daniel Filipacchi revendique d'avoir « inventé le paparazzi de connivence ». Ça ne durera pas, la communication, en devenant une politique à part entière, va rendre cette intimité infréquentable.

Comme le dit l'actrice Anouk Aimée parlant de *La Dolce Vita* : « Nous étions alors tous des stars, les acteurs et les journalistes. » Jean Prouvost, le patron de *Paris Match*, encourageait alors ses journalistes et ses photographes en leur disant : « Dépensez ce que vous voulez, vivez comme des seigneurs. » C'est ce qu'ils ont fait.

*La Dolce Vita* filme le crépuscule d'une époque où les stars partageaient avec les journalistes et les photographes une certaine intimité. Deux ans plus tard, Louis Malle tournera *Vie privée* avec Brigitte Bardot en star traquée, et Jacques Rozier en 1963 la filme harcelée sur le tournage du *Mépris* de Jean-Luc Godard.

Ces journalistes-là sont déjà dans le film *La Dolce Vita* les héros de la fête, mais ce sont évidemment tous des anti-héros : Marcello est « un homme sans qualités », velléitaire et lâche, autiste et pathétique, mais à l'aise partout.

Federico Fellini, avec *La Dolce Vita,* aura été le visionnaire de « la société du spectacle », il devance Guy Debord dont le livre éponyme paraît beaucoup plus tard, en 1967 : « Le spectacle, écrit-il, n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre les personnes médiatisées par des images. » Il définit *La Société du spectacle* en des termes que Steiner, l'intellectuel du film de Fellini, qui va se suicider après avoir massacré ses enfants, aurait pu prononcer : « Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une accumulation de spectacles. » Fellini ne dit pas autre chose : « Le spectacle devient universel et ne cesse de croître. »

Depuis, le métier a changé. La chasse s'est industrialisée.

Un Français, François-Régis Navarre, est devenu à Los Angeles, dans les années 2000, le nabab du cliché volé. Il cible les stars du moment, met à leurs trousses des

équipes dénuées de tout sentiment qui les traquent en permanence au rythme des trois fois huit heures et finance à prix d'or un réseau d'informateurs.

Il a créé un site à succès qu'il a appelé X17, évoquant le film de Josef von Sternberg avec Marlène Dietrich dans le rôle d'une espionne dont le nom de code était X27 et qui était inspirée de la vie de Mata Hari. Voilà un titre qui ne cache pas sa raison d'être. Il est sous-titré « Celebrity Gossip and Entertainment News ». Ce site diffuse ses photos et ses vidéos aux organes trash de la presse *people* qui se sont développés à l'échelle mondiale.

Cette presse en expansion ne cherche pas tant le baiser révélateur d'une relation cachée – encore qu'elle ne crache pas dessus – que le démaquillage des stars, avec les varices de l'une, la bouche hyper-botoxée de l'autre et la sudation excessive d'une troisième. À travers leurs imperfections physiques publiées en gros plan, les célébrités deviennent des gens très ordinaires. Chaque cliché est une mise à mort du *star system*. Les stars sont des étoiles mortes qui ont fini par disparaître.

*Voir* : Communication ; Filipacchi (Daniel) ; Filmographie ; Vie privée.

## Papier

### *L'âge de papier*

« L'âge de papier » est le nom donné par l'artiste Félix Vallotton à une gravure publiée par *Le Cri de Paris* le 23 janvier 1898, alors que se télescopent les éditions spéciales sur l'affaire Dreyfus, celles des pro et celles des anti. Dans l'espace du dessin, il n'y a que des vendeurs de journaux à la criée, que des lecteurs qui envahissent les cafés devenus d'immenses salons de lecture, jusqu'aux visages qui disparaissent derrière ces immenses murailles imprimées. L'âge de papier, c'est l'âge d'or de la presse.




Le journal, tel qu'il existait avant l'électronique, n'est pas seulement un ensemble d'informations traitées et organisées d'une manière plus ou moins originale. C'est aussi un objet usiné dans une matière très particulière, le papier.

Le journal a non seulement une odeur, mais un toucher qui est fonction du grammage du papier. La brillance, l'opacité, la blancheur, la teinte, la rigidité, la rugosité, le velouté distinguent tous ces papiers.

Le papier est tellement important que beaucoup ont considéré les quotidiens à l'aune de leur volume. Le papier journal servait au petit commerce à envelopper le maquereau et le kilo de tomates, tout en s'instruisant, à allumer le poêle avec plusieurs pages torsadées en révisant des événements historiques.

Il n'y avait pas de déménagement sans le papier de la presse quotidienne, et les quotidiens en tas envahissaient les greniers où ils servaient à protéger ou à cacher des pans entiers de vies oubliées, ce qui permettait au hasard des visites, des années plus tard, de relire telle ou telle nouvelle oubliée.

Les quotidiens d'autrefois ne mouraient jamais vraiment.

Le papier journal a commencé de disparaître dans l'épicerie, la poissonnerie et la quincaillerie, puis dans les caves et les greniers, expulsé par les sacs en plastique. On ne le savait pas encore, mais c'était le début de la fin pour une certaine forme de presse.

Le papier n'est pas une invention égyptienne comme le laisse entendre le latin *papyrus* dont est issu le mot papier, mais chinoise. Les archéologues situent son invention sous la dynastie des Han de l'Ouest, au IIe siècle avant notre ère.

Le plus ancien fragment de papier fabriqué à base de fibres de lin et ayant servi de support à une écriture a été trouvé en 2006 par des archéologues chinois. Et en 105 de notre ère, Cai Lun, qui devait être ministre des Han, aurait été le premier à avoir codifié l'art de fabriquer du papier.

Ce secret, les Chinois l'ont perdu au cours d'une des grandes batailles du haut Moyen Âge, la bataille de Talas, du nom d'une petite rivière qui se trouve dans l'actuel Kirghizstan, et qui s'appelait, depuis les conquêtes d'Alexandre, la Transoxiane.

En 747, 100 000 Arabes affrontent 30 000 Chinois appuyés par des troupes turques. Les Arabes, après avoir conquis l'Espagne en 712, ont été stoppés à Poitiers, mais ils remportent en Orient une victoire qui arrête l'avancée chinoise vers l'Ouest pour très longtemps. Les Arabes font la conquête de l'Asie centrale. Ils font de nombreux prisonniers. Des captifs leur révèlent le secret du papier et celui de la soie. La mythique Samarcande devient dès lors l'un des grands centres de production de papier pour l'ensemble du monde musulman, l'une des étapes capitales de la route de la soie.

Le papier est utilisé à Bagdad en 793, au Caire en 900, en Andalousie en 1056, il est en Sicile en 1102. Il arrive dans le sud de la France à la fin du XIIIe siècle.

La civilisation islamique va se répandre grâce au papier : le Coran bien sûr, mais les traductions des grands auteurs grecs, les traités de médecine, d'algèbre, d'architecture… vont circuler dans le monde islamique, et au-delà, jusqu'en Occident où ils vont fermenter la première renaissance, celle du XIIIe, puis celles des XIVe et XVe siècles.

La découverte de Johannes Gutenberg n'est pas forcément celle que l'on croit.

Les Chinois employaient les caractères mobiles depuis le XIe siècle, les Coréens depuis le XIIIe, mais Gutenberg les perfectionne, en utilisant dans leur fabrication un alliage de plomb et d'antimoine. Son apport sur l'encre est décisif : alors que les Asiatiques utilisent des encres de Chine, il va alourdir l'encre d'imprimerie, la

rendre plus grasse pour faciliter l'impression. Mais surtout il invente la machine à imprimer. Le premier ouvrage qui en sort n'est pas une bible mais une grammaire latine, en 1451. Le premier livre en langue française est imprimé à Lyon, en 1476.

Le papier sort pour la première fois en bobine en 1798, grâce à la machine à papier de Louis Nicolas Robert. Le brevet de la pâte à bois est déposé en 1844. La linotype, en 1880, saisit des lignes de textes sur un clavier et sort des blocs de plomb. La rotative Marinoni utilisant des bobines de papier est sur le marché en 1883 : la technologie est prête pour l'âge d'or de la presse papier. De 1880 à 1960, les technologies changeront assez peu.

Avec l'informatisation massive de l'économie, des administrations, des procédures, de la communication et des comportements, la disparation du papier – traduit par le slogan du « zéro papier » – est apparue comme une conséquence inéluctable. Les États pensaient réaliser des économies considérables, tout en simplifiant la vie des entreprises. Les écologistes y avaient vu un moyen de lutter contre la déforestation et contre la raréfaction de l'eau alors que la production de papier en consomme toujours de très grandes quantités.

Les quotidiens ont tendance à réduire leurs paginations, leurs diffusions sont en berne, des titres ont disparu, le courrier postal est en régression partout dans le monde et pourtant, sublime paradoxe, la consommation de papier ne cesse d'augmenter à un rythme supérieur à 2 % par an.

Il n'y a là aucun mystère : les moteurs de la consommation de la pâte à papier sont le boom du transport mondial, qui génère des besoins considérables en carton, la grande distribution qui édite des journaux et l'informatisation qui génère à rebours de toutes les prévisions des besoins croissants en matière d'impression.

En français, le papier est un mot qui désigne à la fois le support d'impression – les bobines de papier – et l'article du journal dont on dit que c'est un bon ou un mauvais papier. Ce qui avait permis en 2013 à une agence de publicité en charge du budget du Figaro.fr de faire ce slogan en forme de jeu de mots : « Même sur écran, il faut les meilleurs papiers. »

En France, l'article est lié au papier. Ce qui fait craindre que la presse écrite ne soit plus qu'un tigre de papier et que les journalistes deviennent des sans-papiers !

*Voir* : Dreyfus (L'affaire) – 1 et 2 ; Marbre ; Technologies.

# *Paris-Soir*

## *La génération Prouvost*

Dans la première partie du XX[e] siècle, un industriel du textile est devenu un grand inventeur de journaux.

Jean Prouvost a connu une décennie prodigieuse entre 1930 et 1940 avec le succès de *Paris-Soir*, de *Marie Claire* et de *Match*, dont il était à la fois le propriétaire, le directeur, le rédacteur en chef, si bien qu'il ne supportait qu'un seul titre, celui de « Patron », auquel il tenait beaucoup.

*Paris-Soir* aura été le plus grand succès de l'histoire de la presse quotidienne française, toutes époques confondues. Il tire à plus d'un million d'exemplaires tous les jours à partir de 1933, peu de temps après le rachat d'un petit quotidien d'où il tire son nom.

Son tirage atteint 2,3 millions le 25 avril 1936, à la veille du premier tour des législatives qui vont amener la victoire du Front populaire. Il vend plus de 1,6 million en moyenne dès 1937. Il n'y a pas eu pour autant d'augmentation du lectorat de presse quotidienne dans les années 1930, simplement *Paris-Soir* a fait sa croissance aux dépens des autres titres.

Jean Prouvost est né au chaud, dans le patronat lainier du nord de la France. Très vite, il reprend le peignage familial, crée la Lainière de Roubaix, invente les chaussettes Stemm, les laines Pingouin, les chandails Korrigan et autres chemises Lacoste…

Ce grand bourgeois découvre le papier journal en 1917 à la demande de Clemenceau : le Tigre ne veut pas entendre parler d'une paix négociée avec l'Allemagne, dont un quotidien s'est fait le porte-parole. Prouvost est invité à le

racheter pour le saborder. Mais cela a suffi pour faire naître une passion pour le papier journal et, en 1924, il rachète cette fois pour le relancer *Paris-Midi*.

Jean Prouvost se révéla un prodigieux coagulateur d'énergies et de désirs de presse. Il réunit autour de lui une équipe composée d'emblée de Pierre Lazareff et d'Hervé Mille qui furent ses deux principaux collaborateurs, mais aussi de Paul Bringuier, de Gabriel Perreux, de Raymond Manevy, et du photographe Paul Renaudon. Avec eux, en 1930 il rachète *Paris-Soir*. Charles Gombault, le bras droit de Lazareff avant et après la guerre, écrit dans ses mémoires : « *Paris-Soir* – comme ce devait être plus tard le cas de *France-Soir* – avait été le moule, la matrice qui pendant plus de quarante ans produisit les plus valables des journalistes français. »

Jean Prouvost dispose d'un allié de poids qui va le suivre dans toutes ses aventures : le sucrier Ferdinand Béghin va devenir son associé et son fournisseur de papier.

Jean Prouvost et son équipe partagent quelques idées simples, mais à bien des égards toujours neuves. « Pour réussir dans la presse, dit-il, il faut faire chaque jour quelque chose », sous entendu, de nouveau. Il va innover sans cesse pendant dix ans, créant de nouvelles rubriques, des suppléments, des spéciaux et multipliant les nouvelles chroniques. Son inspirateur est américain : il s'appelle Joseph Pulitzer.

Pour l'industriel : « L'image est la reine de notre temps… Tout grand quotidien d'information doit placer, à côté de la nouvelle, le document photographique qui non seulement l'authentifie, mais en donne la physionomie exacte… Nous ne nous contentons plus de savoir, nous voulons voir. »

*Paris-Soir* se dote du premier grand service photographique de quotidien en France. Il est dirigé par Paul Renaudon, un photographe venu du sport. Il dispose alors de moyens considérables avec des valises bélinographiques, des voitures laboratoires, des équipes de plusieurs photographes agissant de concert, et même au besoin il peut utiliser des avions.

Cette équipe réalise de nombreux scoops, dont les photographies de l'assassinat de Louis Barthou et du roi Alexandre Ier de Yougoslavie à Marseille. Son association avec les Béghin, ces sucriers devenus aussi papetiers, va lui assurer un papier satiné « sur mesure » qui fait ressortir les photographies.

*Paris-Soir* se dote de la meilleure équipe d'écrivains grands reporters. Il en fait un principe éditorial. Colette couvre des faits divers, Georges Simenon suit plusieurs grandes affaires criminelles, Cocteau court après Jules Verne, tandis que Joseph Kessel, Blaise Cendrars, Antoine de Saint-Exupéry, Maurice Dekobra, Pierre Mac Orlan, Roger Vercel, Roger Vailland, Bertrand de Jouvenel, les frères Tharaud, Paul-Émile Victor racontent le monde. Plusieurs d'entre eux font aussi un rewriting de luxe.

Le quotidien du soir inaugure les reportages collectifs pour les élections allemandes en 1933 ou la guerre d'Espagne. Là encore, sans aucune restriction financière.

« Jean Prouvost, selon Charles Gombault, avait une tête de lecteur. Il était le premier d'entre eux, ce qui devait se révéler à la fois comme sa force et sa faiblesse. »

Dans *Paris-Soir*, la politique fait toujours partie de l'actualité, mais elle est volontairement déclassée par rapport aux traditions de la presse française.

Jean Prouvost inaugure une attitude à l'égard de la politique qui sera celle de tous les mass media : le suivisme majoritaire, quel que soit sa couleur. Daniel Filipacchi rapporte une conversation avec Jean Prouvost : « Nous voulons vendre le plus d'exemplaires possible, nous devons être du côté de la majorité, donc obligatoirement gouvernemental. Pour la même raison nous ne pouvons trop attaquer l'opposition. »

La lecture de *Paris-Soir* vérifie ce principe. Le journal est en faveur de la non-intervention à tout prix en Espagne, pour la reconnaissance du gouvernement de Franco après la chute de Madrid, pour les accords de Munich et, s'il y a la guerre, ce sera la faute à Hitler… Et face à Hitler, *Paris-Soir* sera pour l'armistice.

La politique qui avait dominé si longtemps la presse quotidienne a migré vers les publications hebdomadaires politiques et littéraires, dominée par des polémistes en général très liés aux ligues.

*Candide* de Jacques Bainville vend 500 000 exemplaires, *Gringoire* d'Horace de Carbuccia et dont Henri Béraud est la vedette tire à plus de 800 000 exemplaires, en 1937, *Je suis partout*, l'hebdo fascisant dirigé par Pierre Gaxotte, ne vend que 70 000 exemplaires mais le titre va s'envoler avec la collaboration. La gauche a aussi ses

hebdos politiques et littéraires : ils vendent nettement moins, seul *Le Canard enchaîné* est alors à plus de 200 000 exemplaires. *Marianne* animé par André Maurois publie les auteurs Gallimard, *Vendredi* est dirigé par Jean Guéhenno et André Chamson et ils se font les avocats du Front populaire, le magazine *Regards* défend les thèses du parti communiste.

Le sport va occuper une place majeure dans la hiérarchie rédactionnelle du journal. Cette rubrique devient quotidienne. *Paris-Soir,* le premier dans la presse française, va miser sur le Tour de France en grand : en 1935 par exemple, le journal aligne 40 collaborateurs, 2 avions, 8 autos, 5 motos, 1 voiture bélinographe et 1 car.

En mars 1937, Jean Prouvost lance *Marie Claire*, un nouvel hebdomadaire, avec Marcelle Auclair. Elle a étudié ce segment de la presse américaine qui consacre des chroniques importantes aux soins esthétiques, à la beauté, à la mode et aux problèmes de la vie quotidienne pour les femmes, qui trouvent un écho puissant dans des courriers des lecteurs très développés. Le droit de vote existe aux États-Unis depuis 1920, ce qui n'est toujours pas le cas de la France.

L'audace de *Marie Claire* consistera à faire preuve de ce qu'Évelyne Sullerot, dans son étude sur la presse féminine française, a appelé « l'optimisme pratique ». À « Noël 1937 », *Marie Claire* vend déjà 1 million d'exemplaires. Suspendu en 1942, le magazine ne reparaîtra qu'en 1954, sous forme de mensuel. À la Libération, *Elle* aura pris sa place sur le marché des hebdomadaires féminins.

En 1938, c'est *Match*. Il s'agit de nouveau d'un rachat, celui du supplément sportif hebdomadaire de *L'Intransigeant*. C'est l'autre quotidien du soir, lui aussi bousculé par le succès de *Paris-Soir*. Prouvost applique au supplément les mêmes recettes qui ont fait son succès au quotidien : il en fait un magazine d'informations générales illustrées. *Match* ancienne formule vendait 80 000 exemplaires, neuf mois après il en vend dix fois plus.

Françoise Giroud disait de lui : « C'était un crocodile qui avait avalé une midinette. » Interrogée par Martine de Rabaudy, elle précise cette formule : « On ne fait bien que les journaux que l'on a envie de lire. » Vérité absolue.

L'empire de Jean Prouvost va s'effondrer trois fois.

Une première fois en 1940. L'offensive allemande provoque la débâcle. Paul Raynaud, radical-socialiste, accepte le 6 juin de former un nouveau gouvernement, avec Pétain comme vice-président du Conseil et Charles de Gaulle comme secrétaire d'État à la Défense, et il a l'idée de nommer son ami Jean Prouvost, à la surprise générale, au ministère de l'Information. Et le crocodile, qui avait avalé une midinette, accepte de devenir ministre.

Certes, la patrie est en danger et la situation catastrophique, l'heure est aux bonnes volontés et aux sacrifices. Mais les proches du grand industriel de presse témoignent de l'existence d'un rêve secret où la presse n'aurait été qu'une antichambre de la politique. Exactement comme Jean-Jacques Servan-Schreiber trois décennies plus tard.

L'étrangeté, c'est que Jean Prouvost a construit ses succès de presse, *Paris-Soir* comme *Match*, en prenant ses distances avec la politique et, brusquement, il abolit cette distance en passant de l'autre côté du miroir. Il lui faudra dix ans pour en revenir.

Ce gouvernement de Paul Raynaud est une fiction : il veut continuer le combat, mais il ne dispose d'aucune des informations essentielles sur le champ de bataille et sur l'évolution des affrontements. Le gouvernement se divise le 16 juin entre les partisans de la continuation de la guerre par tous les moyens, qui se rangent derrière Paul Raynaud, et les partisans de l'armistice, regroupés derrière Pétain. Jean Prouvost choisit l'armistice… comme ses lecteurs.

Paul Raynaud démissionne ; de Gaulle, le 18 juin, au micro de la BBC, appelle à la résistance. Pétain est nommé président du Conseil à son tour le 19, le Maréchal maintient Prouvost au ministère de l'Information, qui en démissionne, le 10 juillet, lorsque le vote de pleins pouvoirs à Pétain met fin à la IIIe République.

Ces trois dernières semaines du 19 juin au 10 juillet où il aura été « haut commissaire à la Propagande française » vont peser à la Libération, car Jean Prouvost aura été à la fois détesté par la collaboration, qui le traite de « pourrisseur avec son équipe de Juifs », et par la Résistance.

À Paris, les nazis font reparaître *Paris-Soir* le 22 juin 1940, avec le numéro 6108, dix-huitième année. Ils ont nommé comme directeur l'ancien liftier du journal. Ce faux paraîtra jusqu'au 17 août 1944.

Jean Prouvost replié dans la zone sud tente de maintenir le vrai *Paris-Soir*. Il y a désormais deux *Paris-Soir* en circulation. Celui de Prouvost est imprimé d'abord à Clermont-Ferrand puis à Lyon, mais c'est là encore une illusion et une nouvelle faute : dans la zone sud, le journal n'échappe pas à la pétainisation : pas de journalistes juifs, pas la moindre critique du Maréchal…

Comme le souligne Raymond Barrillon dans son livre consacré au *Cas Paris-Soir* : « Somme toute… *Paris-Soir* [à cette époque] est un journal infiniment plus engagé sur le plan politique qu'il n'a jamais été depuis 1931. »

Pierre Lazareff n'est pas de cette aventure : il a pris le chemin de l'exil américain. Seuls Hervé Mille, Raymond Manevy et Gabriel Perreux parmi les dirigeants sont encore à la manœuvre, pour essayer faire vivre *Paris-Soir* envers et contre tout. Lorsque les Allemands envahissent la zone sud, ils organisent le sabordage de *Paris-Soir* le 12 novembre 1942.

Mais le journal reparaît une semaine plus tard : les nazis ont fait du chantage, ils menacent Jean Prouvost de saisir toutes les industries lainières lui appartenant. L'édition de Marseille s'arrête en avril 1943, celle de Lyon en mai, Toulouse fin 1943, très longtemps après la fin de la zone sud. Jean Prouvost vient de perdre son pari.

À la Libération, tous ses titres sont frappés d'interdit et son imprimerie mise sous séquestre. Il doit se cacher pour échapper aux poursuites. Et attendre que la commission d'instruction de la Haute Cour de justice rende une ordonnance de non-lieu. Il doit patienter jusqu'en 1947.

Pierre Lazareff avait choisi l'exil et la Résistance. Dès l'automne 1944, il est à pied d'œuvre pour relancer *Paris-Soir* alors que Prouvost est poursuivi. *Paris-Soir* reparaît sous le titre *France-Soir*, mais avec cette fois le concours de Hachette. Il lance *Elle* en démarquant *Marie Claire* hebdo. Il utilise les mêmes formules, avec quasiment les mêmes équipes. Jean Prouvost appelle désormais Pierre Lazareff « le traître ».

Jean Prouvost s'appuie sur son ami Béghin pour redémarrer. Ils relancent le *Match* d'avant guerre, qui devient *Paris Match*, et c'est une nouvelle réussite. Tous deux rachètent la participation de l'ex-femme du parfumeur Coty dans *Le Figaro*. Il

en devient le premier actionnaire mais les journalistes ont constitué une société des rédacteurs, qui ne lui accorde aucun droit à la parole : Prouvost ne sait pas faire.

*Marie Claire* est relancé en 1954, mais seulement comme mensuel, entre-temps *Elle* a occupé le créneau hebdomadaire. En 1960 il rachète *Télé 60* et il en fait le premier magazine français de télévision à plus de 3 millions d'exemplaires sous le titre *Télé 7 jours,* il investit dans Radio-Télé-Luxembourg, qui sous son influence devient RTL.

Mais Jean Prouvost va s'effondrer une deuxième fois. Les années 1970 seront catastrophiques pour lui.

En 1968, les barons qui l'ont accompagné si longtemps, et qui dirigent alors *Paris Match,* veulent le mettre à la retraite. Il se sépare d'eux. Parmi les exclus, Roger Thérond. *Match* privé de l'œil de son rédacteur en chef connaît très vite des baisses de diffusion qui aggravent la situation de Jean Prouvost.

Les charges financières se révèlent trop importantes. Le patron de presse a mis *Marie Claire* à l'abri, il est toujours propriété familiale. Il doit vendre le reste, *Le Figaro* à Hersant, les magazines à Hachette. *Paris Match* à Daniel Filipacchi. Jean Prouvost meurt en 1978, à quatre-vingt-treize ans.

Le pire attend encore feu l'empire Prouvost dans les années 1980, avec un retour pénible aux origines : en 1999, La Lainière de Roubaix, après Le Peignage Amédée Prouvost, ferme ses portes.

*Voir* : « Cinq colonnes à la une » ; Épuration ; Filipacchi (Daniel) ; Giroud (Françoise) ; Guernica ; Simenon (Georges) ; Tour de France ; Tout-Paris (Le).

## Populismes – 1

### *Le symptôme et l'illusion*

Le 30 mai 2005, au soir de la défaite du oui au référendum sur le traité constitutionnel – et par conséquent au soir de l'éclatante victoire du non –, j'ai écrit dans l'urgence, comme tous les soirs d'élection, après 20 heures, un éditorial, consacré au populisme électoral.

Ce texte a suscité de violentes réactions. Des années après, il circule toujours sur Internet comme la preuve de mes turpitudes. Ce n'est pas le seul de mes éditos à m'avoir valu une telle bronca.

Ce texte le voici, légèrement refroidi : c'était il y a une petite dizaine d'années.

« Chef-d'œuvre masochiste

Ce sont des cris de douleur, de peur, d'angoisse et de colère que l'électorat de gauche a poussés dans les urnes, à l'occasion du référendum, face à la course folle du monde et face à l'incurie des hommes qui nous dirigent depuis plus de deux décennies.

Comme en pareil cas, il fallait des leaders d'occasion qui nourrissent ce désarroi national. Les uns ont surenchéri dans la maladresse, les autres dans les mensonges éhontés. À l'arrivée, un désastre général et une épidémie de populisme qui emportent tout sur leur passage, la construction européenne, l'élargissement, les élites, la régulation du libéralisme, le réformisme, l'internationalisme, même la générosité.

Tous les référendums emboîtés les uns dans les autres ont été perdus par l'Europe.

Référendum sur l'élargissement. Entre le spectre turc qui désignait sans ambages les musulmans, et le malheureux plombier polonais, les étrangers ont été invités à rester chez eux. Le Pen xénophobe, c'est son fonds de commerce, mais que des dirigeants de gauche fassent campagne sur ce terrain comme Chirac en 2002 sur l'insécurité, on croyait cette xénophobie-là impensable…

Référendum sur les élites. Les élites gouvernementales, les élites bruxelloises, les médias sans exception, et tous ceux qui plaidaient pour un système de décision autorisant l'émergence d'une Europe politique : ce sont tous des partisans de la France d'en haut, que la France d'en bas entend évidemment corriger, sinon raccourcir. La France d'en haut et la France d'en bas, c'est le duo bien connu de toutes les périodes populistes.

Référendum sur le libéralisme. Que des dirigeants de gauche, et à peu près toute la classe politique, aient accepté de délayer à longueur d'argumentaires les tracts d'Attac, à la manière de François Mitterrand plaidant pour la rupture avec le capitalisme dans les années 1970, on est en plein délire, plus de trente ans après et après les succès que l'on sait. Cette année, on ne parlait plus de capitalisme mais d'un mot qui s'en voulait le synonyme absolu : le libéralisme. Cette fois, il fallait se prononcer pour ou contre la concurrence, pour ou contre la mondialisation.

Référendum sur la France. La France existe puisqu'elle est capable toute seule de renverser la table européenne ! À genoux, les Européens, devant notre non ! Ce mensonge sur la renégociation à laquelle toute l'Europe devrait se prêter, il y a eu des responsables politiques pour le faire croire. Ou la France revotera ou l'Europe politique, c'est fini, parce que le risque au renoncement de l'ambition politique européenne est en plein essor.

> Référendum sur le social. Le socialisme dans un seul pays est pour bientôt ! L'Europe est pourtant le seul espace social de la planète que la charte des droits sociaux devait renforcer. Foutaises ! À en croire certains, c'était en réalité le quartier général de l'ultralibéralisme, et il est démasqué.
> Il fallait pour faire ce chef-d'œuvre masochiste, outre les habituels souverainistes, une classe politique élevée par des autruches, portée aux mensonges depuis de nombreuses années, des incompétents notoires à la manœuvre dont un Président en exercice, et des cyniques en acier trempé dont un ancien Premier ministre socialiste. Les Français savent d'expérience que notre pays va mal. Malheureusement, il va encore plus mal ce matin. »

Sur un sujet aussi clivant, avec une opinion militante passionnée en faveur du non, et une opinion tout aussi passionnée en faveur du oui, j'ai fait plusieurs erreurs.

En tant que directeur, j'aurais dû reprendre le dispositif que nous avions institué au moment de la guerre du Golfe de 1990-1991. Marc Kravetz, grand reporter spécialiste du Moyen-Orient, « éditorialisait » contre cette intervention militaire. Et je défendais le respect des frontières internationales après la chute du communisme.

C'était un excellent système, d'autant plus légitime qu'une véritable fracture courait dans les deux cas à la fois dans notre lectorat et à la rédaction. Pour le référendum de 2005, c'était évidemment la seule bonne méthode éditoriale. Je l'avais oublié même si, dans les pages intérieures, les reportages sur le non étaient en nombre équivalent à ceux en faveur du oui. Au soir du référendum, il n'y a eu qu'un seul éditorial. Le mien. C'était une erreur, il aurait dû y en avoir deux.

Ensuite, il y avait ce référendum, par nature impraticable. La question posée à l'électorat dans un système présidentiel paraît simple, elle est toujours à têtes multiples et beaucoup en forme de boomerang. La consultation provoque un appel d'air, qui peut même attiser un véritable incendie. Le problème du référendum, c'est qu'on ne sait jamais quel est le sujet réel.

Le chef de l'État et le premier secrétaire du parti socialiste s'étaient unis pour une double opération de politique intérieure. La manœuvre a été déjouée par les électeurs.

C'est ce que je tentais de dire avec la liste de tous ces référendums implicites auxquels ont participé bon nombre de lecteurs de *Libération*, certains de très

bon cœur, d'autres à leur insu, d'autres encore très énervés.

J'ai considéré qu'il s'était produit, à cette occasion, un événement dans les urnes : la dérive populiste. En le prenant comme axe, j'ai provoqué un malentendu chez les lecteurs : ceux qui avaient voté non ont pu se sentir « insultés », comme cela m'a été reproché.

Car dans tous les journaux à forte identité, comme *Libération,* il y a une « pensée » du lectorat, elle est de nature prismatique et produit un reflet que le directeur du journal est censé incarner. Je me suis mis en porte-à-faux.

J'ai commis une deuxième erreur, de fond celle-là. François Mitterrand avait fait de la construction européenne le nouveau projet des socialistes. La réussite socialiste étant désormais indexée sur les avancées européennes. Le réveil a été douloureux : le référendum sur Maastricht, puis le plan Juppé en 1995 pour passer à l'euro, enfin le référendum sur le projet de Constitution européenne. En 2005, nous étions en pleine gueule de bois européenne. L'illusion programmatique avait fait long feu à gauche.

Depuis, le populisme n'a cessé de prospérer.

Cette notion protéiforme est d'un maniement très délicat.

Il y a certes des invariants. Hostilité à l'égard des élites ; défiance envers les institutions et le système parlementaire ; rejet du cosmopolitisme. Ces marqueurs se retrouvent à la fois dans l'histoire française des deux derniers siècles et dans toute l'Europe d'aujourd'hui.

La tentation autoritaire au nom du peuple est toujours sous-jacente au populisme. Ces mouvements peuvent précipiter en régime répressif consécutif à une victoire électorale leur donnant le pouvoir exécutif, à l'image de ce qui se passe actuellement en Hongrie avec Viktor Orbán et ses partisans.

Si le populisme, c'est un mouvement qui s'en prend au fonctionnement des institutions politiques en vigueur dans les démocraties représentatives, il faut considérer l'apparition et le développement du populisme comme le symptôme d'une démocratie qui roule sur les jantes. Les moments populistes correspondent toujours à des phases de dégénérescence des gouvernements démocratiques.

La définition de Karl Marx reste la plus éclairante : « Le populisme est à la fois le symptôme d'une détresse réelle et l'expression d'une illusion. »

Les États-Unis ont connu à plusieurs reprises cette tentation.

À la fin du XIX^e siècle, un parti rural revendiquait son populisme : il cherchait à rassembler autour des valeurs des pionniers, en réaction aux abus du capitalisme sauvage.

Une nouvelle vague se manifeste dans les années 2000 : c'est l'insurrection libertarienne, antifédérale et antitaxe qui se revendique du « Tea Party ». Ce mouvement a beaucoup d'affinités avec certaines des manifestations antieuropéennes contemporaines.

La dérive populiste n'est pas réservée à l'extrême droite.

Dans cet éditorial, je voulais justement dire que l'arsenal populiste pouvait être utilisé par des fractions de l'électorat d'extrême gauche, comme il peut y avoir un populisme gouvernemental. Personne n'est à l'abri.

Bien que faisant référence au peuple, l'expression « populiste » a surtout un sens péjoratif. Le populiste se revendique rarement comme tel. En général, c'est son adversaire qui le désigne ainsi pour le disqualifier. Son usage nécessite donc de prendre beaucoup de précautions et le risque existe toujours de condamner comme populiste toute sécession, toute contestation, toute critique, tout refus… pour neutraliser une opposition populaire.

Enfin, il existe un populisme médiatique.

J'ai évoqué le référendum de 2005 : les partisans du non mettent en avant à juste titre que tous les médias étaient en faveur du traité constitutionnel, ce qui pouvait poser un problème. Le non l'a emporté : j'en déduis que la coalition de tous ces médias n'a pas eu le pouvoir qu'on lui prête. C'est sans doute une bonne nouvelle, mais il faut en prendre acte et ne pas répéter que les médias auraient le pouvoir d'imposer une pensée unique. Ils ne l'ont pas, car ils ne l'ont jamais eu, et 2005 en est la preuve. Pas plus que les médias ne sont parvenus à imposer le populisme comme la nouvelle pensée unique…

La sociologie des médias depuis les années 1920 a montré de manière systématique qu'ils exerçaient des influences mais qu'ils ne faisaient jamais la décision. L'exagération des pouvoirs des médias, c'est aussi du populisme.

Autrefois, on ne parlait pas de « populisme », même si le mot existait, mais de démagogie. L'excellent Alain Rey donne cette définition du démagogue : « Celui qui conduit le peuple en le flattant. » La phrase suivante dans son *Dictionnaire culturel* est celle-ci : « La démagogie est le pire ennemi de la démocratie. »

Beaucoup de journalistes, de chroniqueurs, d'émissions s'en donnent à cœur joie, dans la presse écrite, à la radio et à la télévision, tous inspirés de près ou de loin de Fox News, la chaîne de télévision américaine de Rupert Murdoch, qui a accompagné le mouvement du Tea Party.

Il y a en effet en France, comme aux États-Unis, un marketing de la réaction dans les médias, où les petits-enfants de Charles Maurras, d'Henri Béraud et de Louis-Ferdinand Céline fascinent désormais les caméras et ensorcellent les micros. Ce succès définit une époque.

Tous les discours « déclinistes », tous ceux des « nouveaux réactionnaires » en quête d'identité dénoncent un déficit d'autorité.

Tous les fantômes autoritaires de l'histoire sont convoqués, de Napoléon à Pétain, en passant par Georges Marchais, l'ancien dirigeant communiste qui passait pour un bon berger autoritaire d'une fraction de la classe ouvrière et qui faisait marcher au pas la banlieue rouge.

Notre pays a inventé la monarchie absolue, l'empire absolu, le jacobinisme absolu, la république absolue, le gaullisme absolu. Notre histoire ne conçoit l'autorité que circulant à sens unique du sommet à la base. L'organisation française est bâtie sur cette culture. C'est la raison pour laquelle la France est en décalage dans un monde où les décisions se partagent, où il y a des contre-pouvoirs, où la société civile joue son rôle, en symbiose avec la technologie du réseau.

Changer la culture de l'autorité reste la grande question française.

*Voir : Muckrakers* ; Populismes – 2 ; Télé-réalité ; Wilder (Billy).

## Populismes – 2

## *Bruay-en-Artois*

Pendant quatre années de ma vie, avant *Libération*, entre 1969 et 1973, j'ai été l'un des dirigeants de la Gauche prolétarienne. Ce groupe d'extrême gauche était né, après Mai 68, de la fusion d'un tout petit bout du très libertaire mouvement du 22-Mars dont j'étais, et des restes de la très raide UJCML, l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes, emmenée par Benny Lévy.

Je n'ai jamais rencontré Mao Tsé-toung, ce qui est un regret pour moi en tant que journaliste, et je n'ai jamais appelé mon chat Mao, mais j'ai été un « mao », plus précisément un « mao-spontex ».

Si la révolution culturelle nous faisait rêver, ce n'était pas par orthodoxie prochinoise, ce qui était le credo des fractions marxistes-léninistes. La plupart d'entre nous pratiquions avec ivresse la confusion entre la révolution culturelle chinoise et la révolution culturelle des années 1960 qui s'en prenait à une culture répressive au sein des sociétés démocratiques. Le triomphe de l'individualisme et la libération sexuelle n'avaient certes pas grand-chose à voir avec la doctrine mao.

Les actions très spectaculaires de ce groupe utilisant la symbolique de la violence avaient suscité dans les médias une certaine excitation. Certains de nos camarades étaient établis en usine comme OS et vivaient la vie de leurs compagnons de chaîne – je ne l'étais pas. D'autres étaient en prison. Je n'y ai fait qu'un bref séjour. Nous agitions le pays de manière forcenée, comme les fous de politique que nous étions.

Pendant cette période, j'ai vécu en plongée dans la France populaire, compagnon des joies et des douleurs, avec toujours des rencontres exceptionnelles.

Nous vivions au rythme d'oscillations entre des phases plus libertaires et d'autres nettement plus dogmatiques. Il faut croire que la tendance libertaire l'a emporté, puisque cette organisation s'est autodissoute, considérant qu'elle était devenue un obstacle à l'émancipation populaire.

La philosophie de ce mouvement tenait en effet dans un slogan bombé sur un mur parisien au cours du printemps 68 : « On a raison de se révolter. »

À l'origine de ce slogan il y a une phrase de Mao qui disait : « Le marxisme compte de nombreux principes mais ils peuvent tous se résumer en dernière analyse à une seule phrase : on a raison de se révolter contre les réactionnaires. » Tout le marxisme en une phrase, c'est plus facile à transporter que l'édition, même incomplète, de Marx dans la Pléiade. Francisée, la formule s'est réduite à la sacralisation de la révolte.

Elle fut utilisée comme titre pour le livre d'entretiens publié par Jean-Paul Sartre, Philippe Gavi et Pierre Victor (le pseudonyme de Benny Lévy) en mai 1974. *On a raison de se révolter* parut dans une collection intitulée « La France sauvage » chez Gallimard.

Toute révolte était bonne à soutenir : celles des ouvriers, des mal logés, des travailleurs immigrés, des détenus, des vendeuses, des femmes en quête de droit à avorter, des amateurs de musique rock…

Je me souviens d'avoir même été négocier avec des noyaux de petits commerçants du CIDUNATI pour leur donner un coup de main au cours de plusieurs conflits.

Notre intervention se résumait souvent à mettre de l'huile sur le feu, en amplifiant le vécu et la colère collective. Nous étions des incitateurs de révolte, en tous les lieux et par tous les temps.

Bruay-en-Artois s'est embrasée toute seule en avril 1972 après le meurtre d'une jeune fille de mineurs.

Tous les faits divers qui associent un meurtre atroce et un social prégnant ont toujours des retentissements considérables. Ce fut le cas entre autres à Lurs en Haute-Provence avec l'affaire Dominici, à Lépanges-sur-Vologne avec l'assassinat du petit Grégory et à Outreau avec la rumeur pédophilique. Si on y ajoute un fiasco judiciaire, on est certain de provoquer une hystérie médiatico-sociale.

Cette histoire, c'est d'abord un paysage binaire sur un versant d'une colline. En haut, une cité de corons couleur de charbon. À mi-pente, une villa comme on en voit tant en banlieue. Mais comparée aux maisons de mineurs, c'était l'image du luxe. Entre les deux, un petit terrain vague ; c'est là que la jeune victime a été

retrouvée mutilée. En bas de la villa, la rue de la République. Et de l'autre côté de la rue, les bureaux du notaire, l'amant de la propriétaire de cette villa.

Bruay était alors entrée dans la spirale de la fermeture des puits de mine, entre silicose et paupérisation. Les dernières fosses fermeront en 1979.

Il suffit de reprendre tous les journaux télévisés du début avril 1972, tous mettent en scène cette géographie brutale, ce paysage de lutte des classes primaire avec d'un côté des notables assez caricaturaux, villa au Touquet, Rotary Club, chasse privée et yacht, et de l'autre côté de ce terrain ensanglanté une ancienne aristocratie ouvrière précipitée dans le déclassement, et dont l'un de ses enfants venait d'être massacré.

Bruay s'enflamme toute seule lorsque le juge d'instruction Henri Pascal, de permanence à Béthune, une semaine après le meurtre, inculpe et incarcère le notaire puis son amie. Ce quartier de Bruay explose en insultes, en haines et en cris de vengeance. D'autant que le juge en fin de carrière fait de la transparence un principe. Il ne voulait pas respecter le secret de l'instruction et avait mis toutes les informations dont il disposait sur la place publique. Il dit à tous son intime conviction : la culpabilité du couple Leroy-Mayeur.

Pour donner un seul exemple du sensationnalisme de la presse, une semaine après le meurtre, le 15 avril, ce titre : « La double vie du notaire, le jour il était un riche bourgeois… Mais quand la nuit tombait, il devenait un autre homme. Un démon s'emparait de lui… » Ce n'est pas la une de *La Cause du peuple* mais de *Spécial Dernière* – toute la presse était à l'avenant. Le journal de la Gauche prolétarienne n'était pas en reste et titrait le 1er mai, quinze jours plus tard – ce n'était pas mieux : « Et maintenant ils massacrent nos enfants. » En l'occurrence, c'était une citation d'un propos enregistré sur le terrain vague. Dans les deux cas, il n'y a pas vraiment de différence de nature dans le simplisme accusateur qui nourrit le populisme : le meurtre était devenu une extension de la domination de classe.

*La Cause du peuple* et les maos avaient pris racine à Bruay bien avant le meurtre. Deux dirigeants nationaux de la Gauche prolétarienne, tous deux anciens mineurs retraités, vivaient à Bruay-en-Artois, André Théret avait été une des grandes figures communistes des grèves de 1947 à Bruay, et Joseph Tournel était

lui un ancien mineur licencié. Ce personnage charmeur se révélera un indicateur de police. Enfin, un jeune professeur de philosophie, François Ewald, qui deviendra le collaborateur de Michel Foucault, anime le groupe mao local.

Depuis l'arrestation l'année précédente de tous les responsables de l'organisation dans le nord de la France, j'avais pris la relève. Je courais de Dunkerque à Valenciennes en passant par Lille et Waziers, dans la banlieue de Douai, dans un coron où j'habitais.

Le populiste prétend savoir qui est le vrai peuple, comme le dit si bien Raphaël Liogier : « Parler en lieu et place du peuple tout entier, voilà ce qu'est le populisme. » Si on prend cette définition, il y a en effet beaucoup de populistes.

L'accusation populaire s'appuyait sur l'intime conviction du magistrat instructeur, confortée par la mise en détention du couple Leroy-Mayeur, et le refus opposé pendant plusieurs semaines de la chambre d'accusation de Douai de libérer les prévenus comme le demandaient leurs avocats.

Nous avons surchauffé les échanges sur le terrain vague, dans les corons, dans les rues et rapportés sur les affiches du « Comité vérité et justice ». Toutes ces phrases étaient des citations accompagnées d'encouragement à la haine de classe.

Comme l'a très bien dit le philosophe Jacques Rancière, lui aussi un ancien de la GP : « Bruay porte à un point de divorce visible les contradictions portées par la révolte anti-autoritaire et les normes de la conscience prolétarienne à partir desquelles se proférait l'accusation populaire. »

Le Comité vérité et justice dans son expression quotidienne a écrasé la présomption d'innocence et considéré le notaire comme coupable, en établissant *de facto* un lien de cause à effet entre son statut social et le crime. Mais nous n'avons inventé ni le juge Pascal, ni son intime conviction, ni les réserves exprimées par la chambre d'accusation de Douai. Ce ne sont pas les maos qui ont fait du notaire un coupable, c'est la justice.

Lorsque le juge est dessaisi à la fin juillet 1972, le notaire et son amie sont libérés. Une marche sur Béthune est organisée pour soutenir le juge et dénoncer « la justice bourgeoise, qui protège les notables ». Y participaient 2 ou 3 000 personnes excédées.

Le couple Leroy-Mayeur fera l'objet d'un non-lieu en septembre 1974, c'est-à-dire longtemps après. Le bourreau de cette jeune fille n'a jamais été retrouvé. Le juge est mort, le notaire et son épouse également.

Cette affaire a remué l'opinion en France, celle des milieux judiciaires et ébranlé toute la Gauche prolétarienne : elle posait la question de la justice dite populaire. Et à l'époque nous n'étions vraiment pas très clairs sur le sujet.

À la suite d'une catastrophe minière à Fouquières-lès-Lens qui avait fait seize morts le 4 février 1970, des militants de la GP vont lancer le 16 février des cocktails Molotov sur les bureaux des Houillères. Cette action fut suivie d'un certain nombre d'arrestations. Au moment de leur procès, en décembre de la même année, nous avions organisé « un tribunal populaire », sur le modèle du tribunal Russell sur le Vietnam, avec des élèves ingénieurs des écoles des Mines et des mineurs. Jean-Paul Sartre en était le procureur.

L'objectif était de démontrer que les Houillères et leurs dirigeants étaient responsables de cette catastrophe en privilégiant la rentabilité à la sécurité dans les fosses. Ce tribunal d'opinion prenait le parti de l'« agit-prop » : une enquête, un simulacre, et les Houillères sont condamnées mais la peine se limite à la publicité du verdict. À aucun moment il n'a été question de rendre la justice, ni à Fouquières-lès-Lens ni à Bruay.

Le 25 février 1972, peu de temps avant, Pierre Overney, un ancien ouvrier de la Régie, membre du comité de lutte, est assassiné par un vigile devant l'usine Renault de Billancourt. Le 8 mars, le directeur adjoint du personnel de la firme automobile est enlevé par une organisation clandestine liée à la GP. Il est libéré quarante-huit heures plus tard. Un texte publié dans *La Cause du peuple* explique : « Il n'était pas question d'exécuter le prisonnier… Ce pas ne sera franchi que lorsque l'opinion populaire décidera que le moment est venu de répondre coup pour coup. »

Dans les deux cas, Fouquières-lès-Lens et Renault Billancourt, la GP mime la justice mais refuse, à juste titre, d'exécuter la moindre peine, et donc de faire exister une justice alternative qui ne pouvait être alors que de nature terroriste. Je précise qu'il n'y a eu à Bruay aucune violence autre que verbale.

Comme plusieurs juristes l'ont fait remarquer, Bruay est un cas très particulier. Il y a eu pendant plusieurs mois adéquation entre l'instruction judiciaire et l'accusation populaire, l'une légitimant l'autre. Ce qui n'était le cas ni à Fouquières-lès-Lens ni à Renault Billancourt.

Dès lors que l'instruction était remise en cause, les suspects libérés, il n'y avait plus de coupable, et force est de constater que « la justice populaire » s'est évanouie, dans la rue comme chez les maos. Nous aurions cherché à démontrer le caractère irremplaçable d'un processus judiciaire classique que nous ne nous y serions sans doute pas pris autrement.

Jean-Paul Sartre s'était exprimé de manière critique dans *La Cause du peuple*. Son article est titré « Lynchage et justice populaire » : « Il aurait fallu montrer que la haine légitime du peuple s'adresse au notaire pour ses activités sociales, comme ennemi de classe caractérisé, et non à Leroy, assassin de la petite Brigitte, pour la raison qu'on n'a pas encore prouvé qu'il l'ait tuée. »

Benny Lévy et Michel Foucault débattent à la même époque dans *Les Temps modernes* sur « La justice populaire ». Le leader de la GP avait évoqué une conception très classique du processus révolutionnaire : « Au premier stade de la révolution idéologique, je suis pour le pillage, je suis pour les excès. Il faut tordre le bâton dans l'autre sens et l'on ne peut pas renverser le monde sans casser des œufs. » Et de préciser que nous n'étions pas dans cette phase. Michel Foucault lui avait répondu de manière géniale : « Il faut surtout casser le bâton. »

Depuis, Bruay-en-Artois s'appelle Bruay-la-Buissière.

En matière de populisme, j'ai l'impression d'avoir eu une expérience éclairante.

*Voir* : July (Serge) ; Populismes – 1.

## Présent

## *Électricité sociale*

Sade disait : « Le passé m'encourage, le présent m'électrise, je crains pour l'avenir. » Le présent est le temps du journaliste. Il vit et travaille au présent. Il conjugue son emploi du temps au présent, il est immergé dans cette immédiateté, parce que chaque jour est riche de nouvelles aventures, de nouvelles destinations, de nouvelles rencontres.

Cette excitation, Chateaubriand la décrit à la perfection dans les *Mémoires d'outre-tombe* : « La presse est un élément jadis ignoré, une force autrefois inconnue, introduite maintenant dans le monde ; c'est la parole à l'état de foudre ; c'est l'électricité sociale. »

Le passé est le temps de l'histoire. Celui du journalisme est celui de l'« histoire immédiate », du nom de cette belle collection de livres créée par Jean Lacouture. J'ai toujours été électrisé par le présent du quotidien et des quotidiens – papier, électroniques, radiophoniques ou télévisuels – auxquels j'ai participé, et j'ai toujours encouragé les journalistes partageant cette excitation.

J'ai aimé ces années où le flux de l'information débordait comme un fleuve gonflé par la mousson, lorsque trois ou quatre événements dans des domaines très divers se produisaient en même temps, obligeant dans l'instant à en prendre la mesure, à en écarter d'autres moins signifiants, à faire des choix à la hache, dans ce que j'appelais « le contre-la-montre par équipe ».

Au fil du temps, j'ai constaté que beaucoup de journalistes, souvent excellents, ne supportaient pas cette électricité, ce rythme dévorant qui les épuisaient. Ils n'étaient pas fait pour le quotidien. Beaucoup se sont repliés, ou réfugiés dans des magazines, ou dans des domaines où l'actualité échappe aux grandes marées, où ils donnent parfois le meilleur d'eux-mêmes. Le quotidien a une dimension guerrière : avec l'actualité on ne quitte jamais le champ de bataille, de jour comme de nuit.

J'ai sans doute contribué à *Libération* à hystériser le rapport au présent et à mettre de la passion pour ce qui arrive et change le paysage. Le mot présent est issu du latin *praeseus* qui veut dire « être devant ». J'ai toujours aimé être en avant de ce qui advient.

Il est remarquable que l'un des formats que j'ai contribué à surinvestir aura été « l'événement du jour », en début de journal, un format repris depuis par la plupart des journaux.

La révolution numérique a promu l'immédiat : le présent en expansion continue transforme les médias et impose ses propres médias, à l'enseigne de Twitter.

*Voir* : Actu (L') ; Hegel (Georg Wilhelm Friedrich).

## Pseudo

### *Je est un autre*

Le journalisme a le gout du paradoxe. Cette profession, qui en principe usine des vérités, fait une énorme consommation de pseudonymes, un mot issu du grec *pseudes*, faux et erroné.

Cette pratique est tellement répandue que la carte professionnelle française affiche le prénom et le nom, et tout de suite en dessous le pseudonyme, pour ceux naturellement qui en usent.

Pendant des siècles, le pseudonyme fut une protection contre l'absolutisme, le seul moyen de s'exprimer librement, mais sans garantie.

*Pantagruel* paraît en 1532 sous la signature d'Alcofribas Nasier qui est l'anagramme de François Rabelais. Le célèbre médecin en utilise une autre, Serafino Calbarsi, encore une anagramme.

Jusqu'à la Révolution française, les ancêtres du journalisme, à l'exception de Théophraste Renaudot qui invente le journal officiel, utilisent tous des pseudos par crainte des représailles. Après, les bretteurs de la liberté d'expression auront encore besoin d'avancer masqués, ou de s'exiler pour conserver leur identité.

Certains anonymes ont réussi à le rester, alors que leurs écrits étaient devenus très célèbres. C'est le cas de Junius, dont on ne connaît, outre ses œuvres, que le pseudo. Cet épistolier britannique a publié trente-huit lettres sous le titre *The Public Advertiser*, pendant trois années de suite, entre 1769 et 1772, pour défendre avec un talent de plume exceptionnel les libéraux contre les conservateurs. Son identité n'a jamais été découverte.

Samuel Clemens est né en 1835, dans le Missouri. Typographe imprimeur, il parcourt l'ouest des États-Unis, sudiste au début de la guerre de Sécession, puis nordiste lorsque le Nevada rejoint l'Union, il fut l'un des premiers journalistes de la frontière, reporter à San Francisco, correspondant en Europe et un gigantesque écrivain sous le nom de plume de Mark Twain. Il avait hérité de ce pseudonyme dans sa jeunesse, lorsqu'il travaillait à bord des vapeurs qui circulaient sur le Mississippi. Il veillait en permanence à la profondeur du fleuve avec une corde de sondage. La navigabilité était assurée à deux brasses. D'où le cri *Mark Twain* signifiant : « Marque deux [brasses] », que lui lançait le pilote du vapeur.

Louise Michel, avant d'être la pasionaria de la Commune de Paris, a beaucoup écrit dans les journaux. En 1851, elle choisit comme pseudonyme Enjolras, un personnage de fiction issu des *Misérables*. C'est le chef d'un groupe révolutionnaire, « les Amis de l'ABC », il participe à l'insurrection républicaine de 1832 et, pour Victor Hugo, il incarne la quintessence de l'esprit révolutionnaire.

Maurice Bunau-Varilla, le propriétaire mégalomane du *Matin* du début du XX^e^ siècle, habitait un château dans la vallée de Chevreuse. Il avait imposé à ses plus proches collaborateurs au sein de la rédaction, en guise de distinction, des pseudonymes empruntés aux gares de la ligne de Sceaux, qui menait à son domicile. C'est ainsi qu'il y avait au *Matin* un Jean d'Orsay, un René Bures, etc.

Boris Souvarine fut l'un des fondateurs du Parti communiste français en 1920, l'un des dirigeants du Komintern, avant de devenir, dès 1924, un opposant déterminé à Staline et plus tard, selon sa formule, un « anticommuniste ». Il était né Boris Lifschitz et avait fui la Russie avec sa famille à la fin du XIX^e^ siècle. Il avait trouvé ce pseudonyme dans *Germinal* : le Souvarine de Zola était un mineur anarchiste originaire de Russie.

Georges Simenon dans les années 1920 a utilisé jusqu'à vingt-sept pseudonymes et travaillait pour huit éditeurs différents. Sans doute un record. On considère qu'environ cent quatre-vingts romans écrits par lui ont été publiés sous un autre nom que le sien. Il a écrit plus de 1 000 contes galants sous pseudonymes, entre 1923 et 1932, pour *Frou-Frou*, *Paris Flirt* et *Sans Gêne.*

Ce conservateur avait écrit dans sa jeunesse des articles antisémites. Ironie de l'histoire, pendant l'Occupation il est soupçonné par le Commissariat aux affaires juives d'être juif. Il se retrouve dans la situation de Monsieur Klein, le héros du film de Joseph Losey. Il n'est pas juif mais est traité tout comme, victime de l'un de ses pseudos : Georges Sim est soupçonné de s'appeler en réalité Simon, ce qui pour le gouvernement de Pétain était un indice certain de judéité. Sa mère est appelée à la rescousse et doit fournir les justificatifs qui le sauvent.

Ernö Friedmann, Juif hongrois devenu révolutionnaire dans les années 1920, a dû s'expatrier. Pour réussir dans la photo, il a changé de nom. Admirateur des films américains en général, de Frank Capra et de l'acteur Robert Taylor, en particulier, il choisit de s'appeler Robert Capa. Il est devenu un photographe américain.

Eric Blair était un journaliste britannique : il a changé de nom en 1933 pour la publication d'une enquête intitulée *Dans la dèche à Paris et à Londres*. Il signera désormais George Orwell. Il remarque cependant : « Il y a encore des gens qui m'appellent Blair. Ça devient tellement ennuyeux que, plusieurs fois déjà, j'aurais voulu effectuer la modification légale ; mais pour ça il faut aller chez un notaire, etc., ce qui me rebute. » Sa première femme s'appelait Blair. La seconde s'appelait Orwell.

Il y a une variante avec des journalistes qui, pour des raisons alimentaires, collaborent à d'autres journaux sous un autre nom. Certains ont poussé l'acrobatie à être publiés dans plusieurs quotidiens à la fois, parfois même d'opinions très différentes ; ce fut le cas notamment de Paul Gordeaux de son vrai nom Paul Gordolon et de Pierre Lazareff. Tous deux écrivaient dans les années 1920, à *Comœdia*, au *Théâtre-Français*, au *Soir*, et le futur patron de *France-Soir* y ajoutait *Paris Midi*. Pierre Lazareff signe de son nom, mais il signe également Farfadet,

Pierre Nathan, Jacques Brissac, et partage avec Paul Gordeaux le pseudonyme d'Arlequin.

Le plus extraordinaire des pseudos, c'est celui que s'invente l'écrivain italien Kurt-Erich Suckert. Il décide en 1925 de changer d'état civil et de s'appeler Curzio Malaparte. Il aurait lu dans un opuscule italien des années 1920 que les Bonaparte étaient d'origine italienne et s'appelaient en réalité Buonaparte. Comme Mussolini souhaite le voir « italianiser » son nom, ce sera Malaparte. Et il donnera cette explication : « Napoléon s'appelait Bonaparte et il a mal fini, je m'appelle Malaparte et je finirai bien. »

En 1939, André Gillois persuade la jeune journaliste et scripte de cinéma Françoise Gourdji de changer de nom. Le verlan de Gourdji c'est Giroud. Françoise Giroud fait son apparition sous l'Occupation.

Marcel Bloch, avionneur, a refusé de collaborer avec les nazis et fut déporté à Buchenwald. Il est devenu en 1946 Marcel Bloch-Dassault, puis, en 1949, il devient Marcel Dassault, futur rédacteur en chef de *Jours de France*.

Il avait un frère général, partisan comme de Gaulle de l'arme blindée. Grand résistant, il était surnommé « Chardasso », d'où sera extrait Dassault comme pseudonyme familial reconnu après la guerre comme état civil.

La famille Schreiber avait utilisé sous l'Occupation le pseudo de Servan comme protection. Après la guerre, les Schreiber sont devenus des Servan-Schreiber.

Tous les résistants vivaient et écrivaient sous pseudonymes à l'image de Jean Bruller, plus connu sous le nom de Vercors, et qui fit une carrière littéraire sous cette identité.

Beaucoup de résistants ont utilisé le métro parisien comme un dictionnaire à pseudos. François Mitterrand, par exemple, avait été inspiré par la station Sully-Morland sur la ligne 7 pour devenir Morland.

Comme en témoigne l'ancien directeur du *Nouvel Observateur* et actuel directeur de *Libération*, le métropolitain reste une mine à pseudos : il s'appelle Joffrin comme le Jules de la ligne 12. Son ascendance était difficile à assumer pour un homme de gauche : Laurent Joffrin est né Mouchard, ce qui ne facilite pas la vie d'un journaliste, mais au surplus son père fut à la fois un partisan de l'Algérie française et l'un des financiers du Front national.

Marguerite Donnadieu publie, en 1943, son premier roman : *Les Impudents*. Il est signé Marguerite Duras, du nom d'une commune du Lot-et-Garonne où sa famille s'était enracinée avant de migrer en Indochine. Donnadieu était le nom de ce père qui retourne mourir dans ce petit village du Sud-Ouest français, alors qu'elle n'a que sept ans. Donnadieu est devenu le nom familial et surtout celui de cette mère toute-puissante : Marguerite va devenir écrivaine en rompant avec sa mère et en s'emparant des fantômes de la jeunesse de son père. Elle se fait établir, le 11 avril 1945, une carte de presse auprès du quotidien *Libres* au nom de « Marguerite Antelme dite Leroy ». Antelme, c'est le nom de son mari alors disparu dans un camp de concentration allemand, et le pseudo qu'elle choisit était celui de son mari. Marguerite Donnadieu ne l'a jamais utilisé. Lorsqu'elle a collaboré à plusieurs publications pour des raisons alimentaires, elle a pris le nom de jeune fille de sa mère, et signait Marie Joséphine Legrand. Sa mère était à identifier à l'argent, son père à la littérature. Un pseudo sert parfois à revisiter sa famille.

Hubert Beuve-Méry signait Sirius dès 1941, pour sa collaboration avec la revue *Esprit*, bien avant de créer *Le Monde*. Ce choix n'avait rien à voir avec de Gaulle, mais avec Voltaire et son conte philosophique : *Micromégas*, un être venu de l'étoile Sirius, mesurant 32 kilomètres de haut et vieux de quatre cent cinquante ans, équipé de mille sens et capable de lire dans l'histoire de l'humanité. Ce Sirien peut voir les choses de haut, et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il a un œil neuf. Cette étoile est à la fois la plus lumineuse et la plus brillante du système solaire, après le Soleil naturellement. Cette hauteur lui a permis de répondre à chaque intervention du général de Gaulle en une du journal.

Albert Camus, rédacteur en chef de *Combat*, signait ses éditos de ses initiales AC, il écrivait également sous le pseudonyme romain de Suétone, l'auteur de la *Vie des douze Césars*. En 1938, il avait achevé l'écriture de *Caligula* – l'un des douze Césars –, une pièce de théâtre qui fut publiée en 1944, peu de temps avant la Libération.

Charles Maurras, condamné à perpétuité à la Libération, écrivait après sa condamnation sous un pseudo dans *Aspects de la France*, le journal qui avait succédé à *L'Action française* interdit. Il signait Octave Martin.

Jean-Marcel Bouguereau, de *Libération*, a couvert en Pologne les événements liés à Solidarność Il avait été expulsé à deux reprises par le régime pour être entré dans le pays avec des visas de touriste. Nous avions imaginé alors ce jeu de mots : c'est qui le correspondant de *Libération* en Pologne ? « C. Ky », bien sûr. Poser la question, c'était y répondre. Il a couvert tout le crépuscule du communisme en Pologne. Il fut l'un des principaux artisans du nouveau *Libération* en 1981.

Philippe Tesson, Dominique Jamet, Jean-François Kahn, reprenant une tradition du XIX[e] siècle, sont capables d'écrire, le même jour, plusieurs articles dans des domaines très différents, publiés dans le même numéro mais sous plusieurs identités. Jean-François Kahn en a toujours eu plusieurs, dont le fameux Serge Maury. Ils appartiennent à la catégorie des graphomanes qui écrivent facilement, pouvant ainsi cacher la réalité d'une équipe restreinte pour des raisons budgétaires.

Il y a aussi des pseudos collectifs. À *L'Express*, Thomas Lenoir était utilisé pour des informations sensibles dont on cherchait à masquer les sources : il servait à de nombreux journalistes. Françoise Giroud a signé certains de ses articles Thomas Lenoir. À *Libération*, Eric Landal a eu longtemps la même fonction.

En 1983, Mathieu Lindon, journaliste littéraire à *Libération*, publie son premier roman aux Éditions de Minuit : *Nos plaisirs*, un livre qu'il signe Pierre-Sébastien Heudaux, qui s'écrit P.-S. Heudaux et se prononce pseudo. C'est de manière incontestable le plus pseudo de tous les pseudos.

Le pseudo s'est développé avec les courriers des lecteurs et a pris une dimension phénoménale avec le numérique. Avec les réseaux sociaux, les blogs, commentaires divers et variés des internautes, Internet aura généralisé l'usage du pseudo, sans compter les noms de code. À mesure que se développe une société de surveillance et d'autosurveillance, l'anonymat fait un bond en avant avec le pseudo pour tous.

*Voir* : Café du Commerce ; Capa (Robert) ; Duras (Marguerite) ; Giroud (Françoise) ; Orwell (George).

# Pulitzer (Joseph)

## *Chaque reporter est un espoir*

En France, les journalistes sont distingués par le prix Albert-Londres, en Grande-Bretagne par le prix George-Orwell, aux États-Unis par le prix Pulitzer. Les deux premiers étaient des grands reporters, le premier « indigné », le second visionnaire. Joseph Pulitzer fut l'un des principaux inventeurs de la presse quotidienne populaire. Jacques Bertoin, l'un de ses biographes enthousiastes, lui a consacré un ouvrage titré *L'homme qui inventa le journalisme moderne*.

Joseph Pulitzer était originaire de Budapest, avait émigré à dix-sept ans. Après avoir participé à la guerre civile, il s'installa à Saint Louis, où il fit ses débuts de reporter dans un journal en langue allemande, qui s'adressait aux immigrés d'Europe centrale, nombreux dans le Missouri.

*Success story* à l'américaine : le petit reporter rachète très vite des journaux en faillite, les relance avec succès et fait fortune. Propriétaire du *Saint Louis Post Dispatch,* il en a fait l'un des quotidiens les plus rentables des États-Unis.

En 1883, à trente-six ans, il rachète un autre quotidien en faillite à New York, le *New York World,* qui, avec le succès, devient très vite *The World*. En quinze ans, son tirage passe de 15 000 à 1 500 000 exemplaires.

La déclaration d'intention du nouveau propriétaire est sans ambiguïté : « Faire un journal bon marché qui soit intelligent […] et porteur des idéaux de la démocratie […], qui combatte les méfaits et les abus dans les affaires publiques et qui lutte sincèrement aux côtés du peuple. »

Pulitzer, républicain de conviction, engage pourtant son journal dans l'élection présidentielle de 1884, et fait élire le candidat démocrate Grover Cleveland, ancien shérif et ancien maire de Buffalo, contre le républicain sur lequel s'acharne à juste titre sa rédaction.

Il se lance dans « la guerre à la faim », au cours de laquelle le *World* organisa des distributions de pain dans les taudis. C'est parce qu'il veut toucher le plus grand nombre qu'il prend « le parti du peuple », selon sa formule, et invente une

presse que l'on dirait « populiste », qui à la fin du XIX^e siècle va devenir la référence aux États-Unis.

Pour attirer les lecteurs, il choisit de les informer en les distrayant. Il réduit le format du journal, utilise beaucoup d'images, autant de dessins – il est le premier à envoyer des caricaturistes faire des reportages –, publie des bandes dessinées sur des pages jaunes et crée les suppléments du dimanche. Il innove avec des rubriques pratiques, des chroniques sur la santé, développe la couverture des sports et celle des grands événements internationaux. Il lance de grandes enquêtes sociales sur la misère, les logements, les prisons, les hôpitaux, les hospices…

Sa hiérarchie de l'information, ce sont les catastrophes, les scandales, la corruption, le crime et le sexe. Ce parti pris privilégie le reportage, les choses vues et l'enquête.

L'historien américain Daniel Boorstin écrit : « Le premier numéro publié sous la nouvelle direction de Pulitzer étalait en première page un gros titre : “La foudre tue”. Suivait l'histoire d'un incendie qui, dans le New Jersey, avait coûté la vie à six personnes et détruit cent mille barils de pétrole brut ; un autre article en première page racontait les dernières heures d'un assassin condamné à mort ; on le voyait protester de son innocence, marteler de ses poings la porte de sa cellule, refuser de recevoir un prêtre et enfin réagir à la lecture de la sentence de mort. Dans les années qui suivirent, Pulitzer assaisonna ses colonnes d'histoires d'avortements, de violences sexuelles, de voies de fait et de multiples assassinats. »

Il entre en guerre contre les monopoles qui se sont constitués dans une période où le capitalisme américain s'est concentré sans entraves.

Il organise des « événements » : il lance une souscription pour financer le socle de la statue de la Liberté et une autre pour financer un tour du monde, dont sa reporter Nellie Bly fut l'héroïne.

Joseph Pulitzer dira : « Chaque reporter est un espoir et chaque rédacteur est une déception. »

C'est le premier quotidien de la presse dite jaune, « The Yellow Press », de la couleur du papier sur lequel s'imprimaient les bandes dessinées du *World*. La presse jaune, c'est la presse qui se voit autant qu'elle se lit.

Le milliardaire Randolph Hearst était un admirateur de Joseph Pulitzer. Il va donner une version encore plus trash de la Yellow Press.

En 1895, Hearst vient de réussir au *San Francisco Examiner* et rachète le *New York Journal.* Il y applique toutes les recettes de la Yellow Press. Il y ajoute des manchettes plus grosses que celles du *World*, débauche à prix d'or ses rédacteurs en chef et les reporters vedettes de Pulitzer. Il baisse le prix de vente de moitié. Les deux journaux écrasent le marché new-yorkais.

La guerre entre le *World* et le *Journal* va durer de 1895 à 1911, jusqu'à la mort de Joseph Pulitzer, ses héritiers n'ayant ni la même énergie ni le même enthousiasme créatif.

Aux inventions et au sensationnalisme du *World,* Hearst ajoute des articles bidonnés en grand nombre, aux sources inavouables et aux accusations sans preuves. Randolph Hearst a inspiré à Orson Welles *Citizen Kane*.

Hearst était également un belliciste qui ne reculait devant rien. Il fut accusé d'avoir déclenché la guerre hispano-américaine de 1898, pour augmenter ses tirages. Cette guerre devait conduire à l'indépendance de Cuba. Tous les titres de la presse Hearst poussaient à la guerre. Pulitzer ne fut pas en reste, dans une surenchère indigne. La guerre eut lieu sous un faux prétexte : le naufrage du *Maine*, un navire de guerre américain, victime d'un accident devant La Havane, et non d'un acte hostile comme la Yellow Press l'avait affirmé. L'Espagne vaincue dut renoncer à Cuba, à Porto Rico et à Hawaï. Les hostilités firent vendre beaucoup de journaux.

Aveugle, épuisé, Joseph Pulitzer va gagner, avant de mourir en 1911, quatre batailles capitales pour la presse.

En 1909, il déclenche une autre campagne pour dénoncer les conditions très troubles du rachat de la Compagnie du canal de Panama par les États-Unis et met en cause l'ancien président Theodore Roosevelt qui porte plainte en diffamation contre le *World.* Le journal en sort victorieux : cette décision avait conforté la liberté de la presse.

En 1912, un an après sa mort, un de ses derniers projets voit le jour à New York au sein de l'université Columbia, avec l'ouverture de la première école de journalisme des États-Unis, où l'on étudie Joseph Pulitzer dans le texte : « Écrivez

court et vous serez lu. Écrivez clairement et vous serez compris. Écrivez imagé et vous resterez en mémoire. »

Pulitzer avait fait campagne pour le démantèlement du trust pétrolier de la Standard Oil en reprenant la campagne lancée par Ida Tarbell dans le magazine *McClure's*. En 1914, trois ans après sa mort, le trust est démantelé par la Cour suprême.

Enfin, cet inventeur de presse, ce chantre du grand reportage et fondateur de la première école de journalisme aux États-Unis devait encore léguer à la presse américaine ce prix qui porte son nom et qui a contribué, depuis 1917, à élever le niveau d'exigence du journalisme. Comme un antidote à la presse spectaculaire dont il avait été l'inventeur.

En 1904, au moment de la rédaction de son testament, il prévoyait déjà de distribuer 13 prix, chaque année. Il y en a aujourd'hui 21, dont 14 pour le journalisme, 6 pour la littérature et le théâtre et 1 pour la musique. Le prix pour la fiction est aux États-Unis l'équivalent du Goncourt pour la France.

Depuis 2008, les prix dans toutes les catégories journalistiques concernent la presse écrite comme la presse en ligne, *pure player* y compris. Le jury est placé sous l'autorité du président de l'université Columbia, et les membres sont renouvelés par tiers tous les ans.

Depuis sa création, plus de 814 journalistes travaillant pour des organes de presse américains ont été distingués, dont 113 femmes. Le *New York Times* a reçu 98 prix Pulitzer. En 2007, il en avait décroché 7, une moisson record. En 2014, le *Washington Post* et le *Guardian US* ont reçu le Pulitzer catégorie « service public » pour la publication des documents de la NSA sur le programme de surveillance américain Prism.

D'autant que Snowden et les journalistes du *Guardian* et du *Washington Post* ne sont pas les premiers à révéler l'ampleur des programmes de la NSA, et leurs menaces.

James Risen du *New York Times* avait obtenu le prix Pulitzer en 2006 pour ses révélations sur l'agence en charge de la surveillance électronique, créée en 1952, en pleine guerre froide. Mais depuis ses programmes se sont perfectionnés et ses capacités de traitements ont été multipliées dans des proportions planétaires. Le

journaliste avait été accusé d'avoir contrevenu à la sécurité nationale. Il est aujourd'hui poursuivi par la justice américaine parce qu'il refuse de révéler la source qui lui avait permis de publier le compte rendu d'une réunion de la CIA sur une opération en Iran dans son livre, *État de guerre*, sur l'histoire secrète de la CIA et de l'administration Bush. Il est sous la menace d'un emprisonnement.

Les prix Pulitzer en matière journalistique se sont solidarisés avec lui.

*Voir* : Hersey (John) ; *Kane (Citizen)* ; *Muckrakers* ; *New Journalism* ; Reportage.

## Pyle (Ernie)

### *Le peuple en armes*

Lorsque le correspondant de guerre américain Ernie Pyle débarque sur la plage d'Omaha Beach, le 7 juin, à l'aube, au lendemain du D-Day, il écrit cette dépêche :

> « Je marchais sur cette longue côte, témoin de notre invasion. C'était un beau jour pour se promener sur la grève. Des hommes dormaient sur la plage à côté d'autres qui dormaient pour toujours. D'autres flottaient sur l'eau, mais ils ne savaient pas qu'ils étaient dans l'eau ; ils étaient morts. C'était ahurissant de voir cette immense quantité d'épaves. Il y avait des camions submergés, à moitié renversés, des péniches de débarquement chavirées. Il y avait toutes sortes de véhicules transformés en ferraille ; des tanks qui venaient d'atteindre la plage quand ils avaient été mis en pièces. Des Jeep calcinées, d'un gris terne, des bateaux empilés les uns sur les autres, leurs coques enfoncées. Dans l'eau flottaient des radeaux vides, des boîtes de rations et de mystérieuses oranges. Mais il y avait d'autres épaves, plus humaines. C'était une longue ligne de plusieurs miles, qui ressemblait à la ligne de varech laissée par la marée haute. C'étaient des équipements personnels des soldats qui avaient été parsemés là, des équipements dont ceux qui s'étaient battus et étaient morts lors du débarquement n'auraient plus jamais besoin. Il y avait des sacs, des chaussettes, du cirage, des trousses de couture, des carnets de notes, des lettres, il y avait des brosses à dents, des rasoirs, des instantanés de la famille dont le regard fixe montait du sable vers nous. Il y avait des portefeuilles, des miroirs de métal, des pantalons, des souliers abandonnés et sanglants. Il y avait des pelles au manche brisé, des radios portatives en bouillie et des détecteurs de mines tordus et inutilisables. Il y avait des ceintures à revolver déchirées, des seaux de toile, des paquets individuels de pansements, des tas de ceintures de sauvetage pêle-mêle.

Je ramassai une bible de poche ; elle portait le nom d'un soldat écrit à l'intérieur. Je la transportai pendant un demi-mile, puis je la posai sur la plage. Je ne sais pas pourquoi je l'ai ramassée, ni pourquoi je l'ai remise à terre. Les soldats transportent avec eux d'étranges choses. Dans toutes les invasions, il y a toujours un soldat débarquant à l'heure H avec un banjo en bandoulière. L'objet le plus ironique, dans tout cet éparpillement, était une raquette de tennis qu'un soldat avait apportée avec lui. Elle gisait solitaire sur le sable, vissée dans sa presse, pas une corde cassée. Ce qu'on voyait le plus souvent parmi ces débris, c'étaient des cigarettes et du papier à lettres. Les hommes avaient l'intention de beaucoup en écrire en France. Des lettres qui maintenant ne seraient jamais écrites et qui auraient rempli toutes ces pages blanches abandonnées. Les fortes et tournoyantes marées sur la côte normande changeaient les contours de la plage quand elles montaient ou descendaient. Elles emportaient les corps des soldats à la mer et plus tard les ramenaient. Elles couvraient de sable les corps des héros et à leur caprice les découvraient.

Tandis que j'avançais péniblement sur le sable mouillé, je marchais autour de ce qui me paraissait être deux épaves de bois se dressant hors du sable. Mais ce n'était pas une épave. C'étaient deux pieds d'un soldat. Il était presque entièrement recouvert de sable, seuls ses pieds dépassaient. Les bouts de ses souliers pointaient vers la terre qu'il était venu voir de si loin et qu'il avait vue si brièvement. »

Cette dépêche fait six cents mots, elle tenait dans une colonne, la célèbre « Column d'Ernie Pyle » publiée six fois par semaine par quatre cents quotidiens américains.

L'auteur est le plus célèbre correspondant de guerre US de la Seconde Guerre mondiale. Après avoir travaillé pour plusieurs quotidiens new-yorkais, il fut embauché en 1935 par l'agence de presse Scripps-Howard Newspapers, qui alimentait des centaines de journaux à travers les États-Unis. Jusqu'en 1942, il a parcouru en reporter itinérant l'Amérique de la Dépression, celle des bas-côtés obscurs, éloignés des grands centres urbains où aucun journaliste ne s'arrêtait jamais.

Souvent comparé pour son style à Mark Twain ou à Ring Lardner Junior, Ernie Pyle est un témoin qui n'aime pas la guerre, une sorte de Mr Deeds, le héros de Frank Capra qui serait passé du Sénat aux champs de bataille. Sa vision est volontairement impressionniste et fragmentaire, il n'a aucune prétention analytique et d'ailleurs il fuit les généraux et les politiques. On ne lui connaît qu'une seule inclination : le président Roosevelt.

Lorsque les États-Unis entrent en guerre, il couvre le Blitz à Londres, puis devient « correspondant de guerre » auprès de l'infanterie américaine en Afrique du Nord, débarque avec elle en Sicile, remonte jusqu'à Naples, il est à Anzio, puis à

Monte Cassino, décroche et repart en Grande-Bretagne, débarque en Normandie et va jusqu'à Paris.

Il a choisi de suivre les fantassins, les *foot soldiers*, les sans-gloire, le peuple en armes, c'est-à-dire l'infanterie. Le point de vue de Pyle était celui du « ver de terre », des soldats dans la boue, ces « soldats sales et fatigués qui sont encore vivants et qui ne veulent pas mourir ».

Les GI de Pyle sont des tueurs fragiles, qui ont peur, et dont la seule gloire, selon le journaliste, « est de survivre ». Ernie Pyle, après avoir été le témoin de la pauvreté et de la misère de la Grande Dépression, va devenir celui des conscrits. Lorsqu'il débarque à Omaha Beach au milieu des enfants de l'Amérique, la moyenne d'âge est de dix-neuf ans, lui en a déjà quarante-quatre.

Il obtient le prix Pulitzer en mai 1944 pour sa couverture de la guerre et, le 17 juillet, il fait la couverture de *Time Magazine*.

L'année précédente, à l'automne 1943, le ministère de la Défense avait souhaité qu'Hollywood consacre enfin aux soldats de l'infanterie un film qui leur rende hommage, qui soit l'équivalent des nombreux films déjà réalisés sur l'Air Force et sur l'US Navy. Le scénario est mis en chantier sur la base des articles de Pyle dont certains ont paru dans le recueil *Here Is Your War*.

Une vingtaine de scénaristes vont se succéder autour de ce qui va devenir *The Story of GI Joe*. La renommée de Pyle est telle que, sur certaines affiches du film, Ernie Pyle est plus important que le titre du long métrage, sur d'autres, le film s'appelle *The War Correspondant*. Finalement c'est William Wellman qui, convaincu par Pyle lui-même, va réaliser un grand film néoréaliste.

Le film raconte un épisode de la campagne d'Italie. Deux têtes d'affiche : Burgess Meredith est la vedette du film, c'est lui qui interprète le journaliste, et Robert Mitchum, dont c'est le premier grand rôle, campe un capitaine réserviste qui meurt hors champ à la fin du film, et dont le cadavre est descendu à dos de mule comme les dépouilles des pilotes dans *L'Espoir,* le film d'André Malraux sur la guerre d'Espagne.

Michael Henry Wilson, historien du cinéma, a reconstitué l'histoire de ce film. *The Story of GI Joe,* sorti en 1945, et le documentaire sur *La Bataille de San Pietro*, filmé en 16 millimètres par John Huston à Monte Cassino, sont selon lui « les deux

plus beaux témoignages que nous ait donnés le cinéma américain pendant la Seconde Guerre mondiale ».

Le long métrage et le documentaire traitent des combats menés par la 5e armée américaine fin 1943, début 1944 pour libérer Rome. Ernie Pyle avait lui-même été témoin des combats filmés par John Huston et ses cameramen.

Les figurants du film sont des conscrits permissionnaires : après le tournage, la plupart sont repartis pour le Pacifique. Beaucoup sont morts pour la reconquête des îles de l'archipel d'Okinawa, dernière étape avant le Japon. La prise d'Okinawa aura coûté la vie à 110 000 Japonais et 20 000 Américains.

La résistance acharnée des troupes japonaises sera fatale à Ernie Pyle qui meurt, le 18 avril 1945, sur une petite île proche d'Okinawa. Il avait quarante-cinq ans. Du président Truman à Eisenhower, en passant par le chef d'état-major des forces armées, tous lui rendent hommage.

Trois mois après sa mort, *The Story of GI Joe* est projeté en avant-première à Okinawa le 9 juin 1945 devant les fantassins dont certains avaient côtoyé le correspondant de guerre.

Ernie Pyle est décoré à titre exceptionnel de la Purple Heart, une décoration militaire décernée aux seuls militaires blessés ou tués « au cœur de la bataille ».

Dans *Objective Burma*, tourné en 1944, Raoul Walsh et ses scénaristes mettent en scène, à côté d'Errol Flynn en capitaine parachutiste, un correspondant de guerre qui a largement passé la quarantaine, inspiré lui aussi d'Ernie Pyle. Le personnage meurt d'épuisement dans une marche impitoyable. Et Errol Flynn lui rend cet hommage : « Désormais en achetant un journal, je saurai ce que cela représente. »

*Voir* : Capa (Robert) ; Filmographie ; Grossman (Vassili) ; Malaparte (Curzio) ; Pulitzer (Joseph).

# Q

# Quatrième pouvoir

## *« Aucun journal n'est objectif, la presse l'est »*

Le XX[e] siècle a pris fin dans une bousculade d'événements majeurs : l'implosion de l'Union soviétique, la révolution roumaine télévisée en direct, la gigantesque coalition militaire occidentale qui est allée bouter l'Irak hors du Koweït, l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, le génocide des Tutsis au Rwanda, et deux décollages fulgurants qui inaugurent le nouveau millénaire, celui d'Internet d'une part, de la puissance chinoise d'autre part.

Pendant cette période, les médias ont été l'objet de nombreuses mises en cause. Leurs pouvoirs sont jugés abusifs, exorbitants, incontrôlables, et menaçants pour la démocratie.

Les dénonciateurs de ce nouveau despotisme rivalisent, de Régis Debray à Pierre Bourdieu et à ses élèves, de François-Henri de Virieu qui a longtemps animé l'émission « Cartes sur table » sur la 2 et est auteur de *La Médiacratie*, à Ignacio Ramonet, en passant par Jean-François Kahn (*La Pensée unique* et *Tout était faux*), *La Barbarie journalistique* d'Antoine Perraud, et j'en oublie. J'ai la collection complète.

Dernier en date, le philosophe Marcel Gauchet, rédacteur en chef de la passionnante revue *Le Débat*. Selon lui, le journalisme aurait longtemps permis « le

bon fonctionnement des sociétés démocratiques en créant le débat nécessaire à ce système ». Mais la puissance acquise par les médias aurait contribué, « à partir des années 1970 », à transformer ce contre-pouvoir en un antipouvoir : « Le journalisme ne se contente plus de contrebalancer les pouvoirs institués […], il en arrive à les incapaciter, davantage, à frapper leur exercice, et peut-être leur existence d'une suspicion en légitimité dans laquelle leur effectivité se dissout. »

Il en conclut que les hommes politiques seraient « dans les mains des médias ».

Lorsque Alexandre Soljenitsyne sort du congélateur soviétique et s'exile en 1978 aux États-Unis, il est suffoqué par la liberté d'expression et ne dit pas autre chose : « La presse en Amérique, dit-il, dépasse en puissance tous les pouvoirs. »

Il serait venu en France dans les années 1990 au lieu de s'installer dans le Massachusetts, il aurait eu la même réaction face à l'explosion des affaires révélées par la presse. Elles concernaient les arcanes de la biographie de François Mitterrand, le financement illégal de tous les partis politiques ou quasi, des flopées d'emplois fictifs, des légions d'abus de pouvoir, des escadrilles de mensonges et même un match de football truqué. Toutes ces affaires mettaient en cause sous différentes formes l'exercice du pouvoir politique, le fonctionnement de la justice et celui des médias.

Soljenitsyne, passant par la France, aurait fait la même constatation : un « quatrième pouvoir » s'était développé en France et y exerçait une action détestable et paralysante.

Pourtant le quatrième pouvoir ne date pas d'hier, mais de ce XVIII$^{e}$ siècle qui a vu naître la presse.

À cette époque, les médias sont dans un état quasi fœtal, la liberté d'expression n'existe qu'en Suède et aux États-Unis et jouit d'une très relative tolérance en Angleterre. La profession de journaliste n'existe pas.



L'invention de la formule sur le quatrième pouvoir est attribuée à Edmund Burke, un député des Communes : il aurait interpellé, excédé, le banc de la presse en 1787, en disant : « Il y a trois pouvoirs au Parlement, mais dans la tribune de la presse siège un quatrième pouvoir beaucoup plus important que ceux-là réunis. » Le quatrième, c'était la presse embryonnaire de cette époque.

Que d'autres historiens en attribuent la paternité à Thomas Macaulay, un autre homme politique britannique du début du XIXe siècle, ne change rien à l'affaire. D'emblée, le pouvoir supposé des médias sur l'opinion publique fut considéré comme un problème dans des termes assez voisins de ceux qui sont utilisés aujourd'hui.

Jean-Jacques Rousseau est le premier à parler d'opinion publique, définie comme « expression collective de valeurs morales et sociales d'un peuple, les sentiments et les convictions partagées ». Et l'affaire Calas menée par Voltaire en atteste l'existence alors que son action n'était relayé par aucun organe de presse. Et pour cause, aucun n'était libre.

Necker, le Premier ministre de Louis XVI, qualifie ainsi l'opinion publique : « Cette puissance invisible qui commande jusque dans le palais du roi. » L'opinion publique et la perception de la presse comme un pouvoir abusif apparaissent ensemble.

Les journalistes auront joué en France un rôle majeur non seulement par leurs écrits mais par leurs actions politiques.

La Révolution de 1789 est faite par des épistoliers, des gazetiers, des écrivains, des pamphlétaires, des chansonniers, qui prennent la parole et deviennent des leaders politiques en même temps que des journalistes. Certes, il y a des exceptions, comme Robespierre, Saint-Just ou Bonaparte qui n'ont jamais éprouvé la moindre tendresse pour la presse.

La bataille pour la liberté de la presse en France a pris un siècle. Et ce sont chaque fois des journalistes et des écrivains qui ont mené cette bataille jusqu'à la loi de 1881.

Alexis de Tocqueville a cherché à comprendre pourquoi la Révolution française avait guillotiné son aïeul, Malesherbes, philosophe des Lumières et parrain de l'*Encyclopédie*. Il part aux États-Unis en 1831, à la recherche de ce maillon manquant.

Il va le trouver. La liberté d'expression était une loi sous la Révolution à côté d'autres lois, mais elle n'était pas au-dessus des lois, comme l'est le premier amendement en Amérique. Ce qu'une loi a construit, une autre pouvait le défaire : la liberté de la presse a été sous la Convention supprimée pour les ennemis de la liberté, avant de l'être pour tous par Bonaparte.

Pour que vive la démocratie, il faut, selon Tocqueville reprenant les constituants américains, que la liberté d'expression soit intouchable : « La souveraineté du peuple n'a de réalité que par la liberté et la concurrence entre les journaux. » Il y a vu le vrai secret de la démocratie.

Parce que les États-Unis ont été bâtis par des proscrits, des affamés, des victimes de l'intolérance et des marginaux en tout genre qui savent de par leurs destins européens que le pire ce ne sont pas les défauts de la presse mais les abus de pouvoir auxquels se livre tout gouvernement, et dont ils ont été les victimes.

Lorsque Tocqueville décrit les pouvoirs aux États-Unis, il met en premier le pouvoir fédéral avec la séparation classique des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire, puis le pouvoir local, suivi du pouvoir associatif, et la presse constitue le quatrième pouvoir.

Il est symptomatique qu'en France la déclinaison des pouvoirs désigne tout autre chose : on y considère que le premier pouvoir c'est l'exécutif, le deuxième le

législatif, le judiciaire le troisième et la presse le quatrième. Le système français zappe le pouvoir local et les associations, c'est-à-dire la société civile, acteur essentiel aux yeux de Tocqueville. Si la presse, les journalistes ont une influence, et non pas un pouvoir, ils l'exercent au sein de la société civile.

La formule d'Edward Burke invoque le *fourth estate*, ce qui signifie littéralement le quatrième État, mais au sens des états généraux : la presse venant après la noblesse, le clergé et le tiers état. Le français traduit État en pouvoir. Le glissement dû à la traduction aligne la presse sur le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Dans la représentation française de ce quatrième pouvoir, il y a les pouvoirs d'un côté, presse comprise, et la société de l'autre. Politiques et journalistes sont naturellement connivents.

Mais les journalistes ne sont pas et ne demandent pas à être élus. Ils n'appartiennent pas au registre de l'autorité. Leurs avis ne sont pas contraignants. En les traitant comme un pouvoir institué, on fait aux journalistes un mauvais procès *a priori*. Il est vrai que les Français ont une excuse : les corps intermédiaires sont réduits par la Constitution de la V^e^ République à un rôle marginal.

Montesquieu, au milieu du XVIII^e^ siècle dans *L'Esprit des lois*, a élaboré la théorie de la séparation des pouvoirs : « Tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser […]. Pour qu'on ne puisse pas abuser du pouvoir il faut que par disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. » Seule la liberté de la presse pour Tocqueville peut stopper le pouvoir.

Il ne faut pas croire pour autant qu'il soit fasciné par la presse, il n'a aucune sympathie pour la presse en général et aucune illusion sur la presse américaine : « J'avoue que je ne porte point à la liberté de la presse cet amour complet et instantané qu'on accorde aux choses souverainement bonnes de leur nature. Je l'aime par la considération des maux qu'elle empêche, bien plus que pour les biens qu'elle fait. » La presse, c'est un moindre mal, indispensable à la liberté.

Jean-François Revel, ce philosophe qui un temps dirigea *L'Express,* avait un propos similaire : « Une presse libre n'est pas une presse qui a toujours raison, et qui est toujours honnête, pas plus qu'un homme libre n'est un homme qui a toujours raison et qui est toujours honnête. S'il avait fallu pour autoriser la littérature attendre d'avoir appris d'abord à en bannir la mauvaise, nous serions

encore occupés à corriger le premier jeu d'épreuves de l'histoire de l'imprimerie. Ne pas comprendre que la liberté est une valeur par elle-même dont l'exercice comporte nécessairement un bon et un mauvais pôle, c'est démontrer que l'on est décidément réfractaire à la culture démocratique. »

Le contre-pouvoir journalistique a mauvaise presse : même aux États-Unis où il est pourtant considéré comme fondamentalement vertueux. Il fut sévèrement mis en cause, avec la guerre en Irak, déclenchée sur des mensonges publics relayés par la presse et par la télévision.

Le premier amendement de la Constitution américaine considère que les abus de la liberté sont moins graves que les abus de pouvoir. Cette disposition a engendré une presse et des médias souvent abusifs à plusieurs titres mais protégés par la Constitution. Aucun journal dans l'histoire des États-Unis n'a jamais été saisi.

Presse de faits aux États-Unis contre presse d'opinions en France, cette caricature garde une part de vérité. D'ailleurs la partie de la presse la plus contestée pour avoir repris les mensonges de la présidence Bush sur l'Irak cible les éditorialistes. Et il est fréquent de lire des dénonciations des « rapports incestueux » existant entre eux et le pouvoir fédéral de Washington. On se dirait à Paris.

Robert Ezra Park, l'un des fondateurs de la première École sociologique de Chicago, après avoir été longtemps journaliste, considérait que le passage du journal qui privilégie l'éditorial au *newspaper* qui donne des informations et publie des reportages avait été un événement considérable dans l'histoire de la presse. Il disait : « Un journaliste en possession de faits est un réformateur plus efficace qu'un éditorialiste qui se contente de tonitruer en chaire. » Il faisait référence aux journalistes *muckrakers*.

Bernard Voyenne, longtemps professeur au Centre de formation des journalistes (CFJ), utilisait une très bonne formule : « Aucun journal n'est objectif, la presse l'est. » Le contre-pouvoir, c'est l'ensemble de la presse, pas un titre, encore moins un article, fût-ce une enquête exceptionnelle.

La presse prise dans sa globalité multimédiatique informe, mais surtout aide l'opinion publique à cristalliser, elle fournit les faits et les mots pour le penser et le dire.

Enfin, pour que ce contre-pouvoir existe en tant qu'instance, encore faut-il qu'il fonctionne sous l'œil critique et vigilant d'un cinquième pouvoir.

Aux États-Unis, il existe, sur CBS, une émission créée en 1963, il y a plus de cinquante ans, « *Fifth Estate* », tout comme se sont développées depuis plus d'un siècle de nombreuses publications consacrées au journalisme dans les universités. Ces journaux refont les enquêtes, vérifient les affirmations des uns et des autres et exercent une fonction critique sur l'exercice déontologique de la profession. C'est ce qu'on appelle le métajournalisme. Ces revues emploient de nombreux journalistes. Dans le cas de l'enquête du Watergate, une multitude d'articles lui ont été consacrés et beaucoup de livres exclusivement centrés sur l'enquête faite alors par les journalistes du *Post*.

Élément clé de ce contre-pouvoir : la multiplication des médias. Plus il y a de médias, plus il y a de liberté et de pluralisme. Cela n'a pas empêché la presse américaine d'avoir été bernée par la communication de la Maison Blanche sur l'Irak, ses liens avec Al Qaïda et sur les armes de destruction massive. Sachant que l'information aux États-Unis est la plus libre au monde, que le contre-pouvoir a une efficacité très relative, il y a de quoi être assez pessimiste.

Les lanceurs d'alerte se proclament les piliers du cinquième pouvoir, celui qui agit sur les médias. Ils cherchent à peser en déversant des centaines de milliers de documents secrets sur le réseau.

Après plusieurs opérations sans grands effets, ils ont accepté de confier à des groupes de journalistes professionnels, issus de grands quotidiens, le tri, l'analyse et la publication de ces documents. Leçon de choses : les journalistes sont indispensables pour crédibiliser une information venue par Internet.

Le jury du Pulitzer, en 2014, a décerné au *Washington Post* et à l'édition américaine du site du *Guardian* le prix du « service public » pour la publication des documents révélant l'ampleur du programme de surveillance électronique américain Prism. Derrière il y a des équipes, emmenées par de grands journalistes, Barton Gellman au *Post*, qui a déjà deux Pulitzer à son palmarès, et Glenn Greenwald au *Guardian*.

Débats passionnants au sein du jury : Edward Snowden, en fuite, réfugié à Moscou, est considéré par l'establishment fédéral comme un voleur de documents

officiels. Et un traître.

Le directeur du renseignement américain avait déclaré au début de l'année 2014 que tous les journalistes qui avaient travaillé sur ces documents étaient des complices. La Maison Blanche est intervenue pour que ce prix n'aille pas légitimer Snowden.

Le jury du Pulitzer a considéré que c'était la principale production d'information de l'année aux États-Unis : « C'est la couverture de l'information qui est récompensée, pas la source. » La révélation du programme Prism a été par ailleurs distinguée par le prix George-Polk, décerné par l'université de Long Island en février 2014.

Il ne viendrait à l'idée d'aucun membre du jury Pulitzer ou du jury Polk de considérer que le prix décerné au *Washington Post* et au *Guardian US*, et à travers eux à Edward Snowden, sape la légitimité du pouvoir fédéral.

*Voir* : Amendement (Premier) ; Communication ; Connivence ; *Muckrakers* ; Populismes – 1 et 2 ; Reportage ; Réseau ; Révolution 89.

## Quotidiens

### *Enfants des Lumières*

Le quotidien papier est une invention du siècle des Lumières.

Pour être en mesure de se développer et de prospérer, ce média exige la combinaison d'une liberté d'entreprendre, d'une certaine liberté d'opinion, d'un niveau élevé de développement urbain, d'un système de poste efficace et d'un appétit collectif de connaissances, chez plusieurs milliers de lecteurs potentiels. Toutes ces conditions sont réunies à Londres, alors la plus grande ville du monde devant Paris.

Les Anglais tirent donc les premiers avec *Norwich Post* en 1701, et surtout *The Daily Courant*, l'année suivante, qui paraît sur une seule page jusqu'en 1735. Il ne traite alors que l'actualité étrangère, sous forme de traductions de nouvelles parues à Paris ou à Haarlem. Il est imprimé à Fleet Street qui va devenir jusqu'à Margaret Thatcher le cœur de la presse britannique.

Paris est la deuxième plus grande ville du monde au XVIII^e siècle. Longtemps après Londres en 1777, Pierre Antoine de La Place publie sur quatre pages *Le Journal de Paris* sur le modèle anglais. Il fallait beaucoup de courage à La Place, alors que le journal créé par Théophraste Renaudot jouissait toujours du monopole qui lui avait été accordé par le cardinal de Richelieu en 1631. Tout autre organe avait interdiction d'évoquer les nouvelles du royaume.

Aux États-Unis, les premiers quotidiens paraissent en 1783. Ils s'appellent le *Pennsylvania Evening Post* et le *Daily Advertiser*.

*The Times* voit le jour en 1785. C'est le seul quotidien au monde paru sans interruption depuis le XVIII^e siècle. Le 15 juillet 1789, *The Times* publie un article sur les événements français : « D'après l'aspect actuel des affaires, il est fort à craindre que les troubles ne soient encore qu'à leur commencement. » Le quotidien britannique reçoit des informations de Paris et suit, jour après jour, la Révolution française. Avec succès : le quotidien créé par John Walter voit son tirage atteindre, en 1792, 4 000 exemplaires.

Tous ses articles sont désormais accessibles : l'intégralité de la collection de *The Times* de 1785 à 1985 a été numérisée, dans la typographie et la mise en pages de l'époque : c'est un voyage extraordinaire. Cette numérisation permet de prendre, par contraste, la mesure de la spécificité française. L'histoire de la presse française est faite de lignes brisées à la différence des continuités britannique et américaine.

*Voir* : Quatrième pouvoir.

## Quotidien-magazine

### *Des (nouvelles) formules*

« Nouvelle formule » : l'expression atterrit en France en 1964, lorsque *L'Express* change de genre.

Avant, il s'affichait comme hebdo de combat de l'intelligentsia contre les dernières guerres coloniales. La nouvelle formule acte visuellement un changement d'époque, et l'entrée dans la société de consommation. *L'Express* change de format, de papier, et de centres de préoccupation. Il force la respectabilité et devient un « news magazine ». Comme *Time Magazine* ou le *Spiegel* en Allemagne.

L'équipe se divise sur ce qui est vécu comme un « recentrage » : Jean Daniel et une partie des journalistes partent rejoindre Claude Perdriel qui a racheté le vieux *France Observateur :* ils en font le magazine hebdomadaire du parti intellectuel. Les deux nouvelles formules, *L'Express* et *Le Nouvel Observateur*, sont des succès.

À cette époque, la nouveauté était partout en France : le nouveau roman, la Nouvelle Vague, la nouvelle Constitution, les villes nouvelles, *Le Nouvel Observateur, L'Express…* et les nouvelles formules qui se multiplient.

En 1981, *Libération* à son tour change de formule après trois mois d'arrêt volontaire pour transformer le journal.

Changement d'époque : *Libération* bascule dans l'après-gauchisme. L'équipe est renouvelée en partie pour accoucher d'un quotidien généraliste de reportages, d'enquêtes, sociétal, culturel, libéral-libertaire, agitateur de la société civile et catalyseur d'idées.

Pendant l'arrêt, nous menons une réflexion avec Claude Maggiori, ancien journaliste du tout premier *Libération* qui avait créé son agence graphique. Nous avons ensemble accouché du concept de « quotidien-magazine », un quotidien organisé et construit en empruntant beaucoup aux magazines, à leur *editing*, à leur mise en pages, à leur chemin de fer.



Claude Maggiori, en consultant externe, et Frédérique Goursolas, directrice artistique en interne, ont permis de faire de *Libération*, assez souvent, un magazine d'actualité paraissant tous les jours.

Pour réfléchir sur les médias, et en particulier sur la presse, en termes de concept, il faut toujours chercher où se trouve le nord, indispensable pour se guider et tracer sa route : le nord, ce sont les médias dominants. Ils imposent des modes de consommation de l'information dont il faut tenir compte. Le média dominant, c'était alors la télévision et, au sein de la presse écrite, c'était l'imperium des magazines.

Il suffisait de regarder un kiosque à journaux pour y voir un temple dédié à cette catégorie particulière de presse. La France est alors le royaume des magazines, et le numéro un mondial du genre fut longtemps un groupe français. Les lecteurs hexagonaux avaient en partie délaissé, dans les années 1960, la presse quotidienne pour le trio formé par la radio, la télévision et la presse magazine.

Le succès de cette presse était dû sur le plan économique au système de distribution hérité de la Libération (les NMPP), qui facilite l'accès au réseau des points de vente, sans mise de fonds, à la différence d'autres pays. Sur l'édition, sur le rangement et la facilité de lecture, les magazines incarnaient une forme de modernité par rapport à des quotidiens qui restaient pour beaucoup profondément marqués par la culture du plomb.

Le « nord » télévisuel et le « nord » magnétique magazine nous ont encouragés à systématiser « l'événement du jour » expérimenté à de nombreuses reprises au cours des années précédentes, qui était l'équivalent du sujet d'ouverture du 20 heures et de la *cover* du magazine. C'était la forme dominante de consommation de l'information à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

Dans cet événement, plusieurs types de traitements journalistiques : des reportages, des interviews, des éclairages, et l'édito lui était réservé.

Nous avons réduit la taille du tabloïd, ce qui le rapprochait d'un grand format magazine et permettait de faire une une pleine page aussi souvent que possible et liée à cet événement. Nous avons construit par ailleurs des pages de rendez-vous thématiques, de lectures rapides, comme « Médias », « Politiques », « Bourse »…

L'événement a imposé à tout le journal sa hiérarchie de l'actualité. C'est un mot qui vient du latin *evenire*, qui signifie advenir. J'aime beaucoup la définition de l'événement scientifique : « Il s'agit d'un changement d'état ou de contexte lié à une modification substantielle de la valeur d'un paramètre mesurable dans un intervalle de temps. »

Il y a les faits du jour qui justifient l'événement et d'autres faits, jugés moins importants ce jour-là, et qui étaient traités dans les rubriques habituelles. Avec l'événement, il y a une forte concentration d'énergies, d'angles et de journalistes sur un fait. L'événement avait une autre vertu : il introduisait du collectif dans le fonctionnement de la rédaction.

Avec l'événement placé en majesté, nous assumions la formule de Michel Foucault utilisée en 1980 dans une interview au journal *Le Monde,* en parlant de « l'héroïsation du présent ». Grâce à cette technique, nous avons pu « feuilletonner » l'actualité, qu'elle soit internationale, politique, économique ou sportive, ce qui était l'un de nos objectifs. Cet événement sera repris par de nombreux quotidiens français et étrangers, du *Parisien* au *Monde*, de *La Repubblica* à *El País*, en passant par les journaux britanniques.

Cette formule a contribué à propulser *Libération*. Le quotidien a dépassé en diffusion *Le Quotidien de Paris* et *Le Matin* et a poursuivi sa route.

Depuis, Claude Maggiori et sa société Éditorial ont redessiné toute la presse française. Le rythme des changements de formule s'est précipité à mesure que la

presse rencontrait des difficultés de plus en plus grandes. Les nouvelles formules n'y ont pas suffi. Pas même à *Libération*.

*Voir* : Libéral-libertaire ; *Libération* ; 1973 ; Tabloïd ; Technologies.

R

# Reed (John)

## *De Pancho Villa à Trotski*

En 1999, le Newseum, le musée de l'information et du journalisme, situé à Washington et la Columbia University de New York rendaient publiques deux listes classant les cent chefs-d'œuvre journalistiques du XX^e siècle américain. Deux jurys de professionnels reconnus avaient établi ces palmarès convergents.

*Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, dans lequel le journaliste américain John Reed raconte la révolution d'Octobre de 1917 en Russie, est toujours considéré, aux États-Unis, comme l'un des monuments du journalisme.

Il apparaît au septième rang du classement de la New York University, ses amis Ida Tarbell et Lincoln Steffens sont respectivement cinquième et sixième. Ils incarnent tous trois le Nouveau Journalisme du début du XX^e siècle, c'est-à-dire le *muckraking*.

John Reed est originaire de Portland, à l'extrême ouest du pays. Diplômé d'Harvard, il a vingt-deux ans lorsqu'il s'installe à New York, à Greenwich Village. Il devient l'ami de Lincoln Steffens, de vingt ans son aîné, qui l'embauche à l'*American Magazine*. Steffens a couvert la révolution mexicaine en 1910, Reed s'y rend une première fois en 1911, avant d'y retourner longuement en décembre 1913, mais John Reed va devancer son aîné en Russie. Steffens ne s'y

rend qu'en 1919 : enthousiasmé par le communisme, il est l'auteur de cette malheureuse formule : « J'ai voyagé dans le futur et ça marche. »

Le jeune reporter fréquente également *The Masses*, le magazine socialiste édité par Max Eastman. Il y publiera plus de cinquante articles. Son baptême du feu a lieu dans le New Jersey, avec une grève ouvrière. Il y rencontre l'âpreté et la violence des rapports sociaux au début du siècle. Pour avoir pris position en faveur des grévistes du textile, il est emprisonné quatre jours. Cette grève fait de lui un activiste. Il adhère au parti socialiste américain.

Tous les amis new-yorkais de John Reed, journalistes et écrivains, sont socialisants, et avec la révolution d'Octobre certains vont, comme lui, devenir communistes.

John Reed a été là où il fallait être pour voir le monde changer. À vingt-cinq ans, il chevauche quatre mois durant au Mexique avec la division de Pancho Villa, un de ces *peones* devenu un brillant stratège. Il avait contribué à mettre au pouvoir à Mexico le président Madero. Celui-ci est renversé en 1913 par le général Huerta : la révolution mexicaine est à refaire. Pancho Villa a soulevé le nord du Mexique contre le nouveau dictateur et son armée galope vers Mexico.

Reed est l'envoyé spécial du *Metropolitan Magazine*, il en rapporte un livre, *Le Mexique insurgé*, qui l'impose comme l'un des plus talentueux reporters de guerre américains.

« Ces quatre mois que j'ai passés à galoper des centaines de miles à travers les plaines brûlantes, à dormir à même le sol avec des *hombres*, à danser et à boire toute la nuit dans les haciendas pillées, après avoir chevauché toute la journée, partageant intimement les amusements de mes compagnons et leurs combats, ont sans doute été l'époque la plus satisfaisante de ma vie. »



John Reed a de l’empathie pour les paysans, les ouvriers, les syndicalistes, les événements renversants, et il découvre à cette occasion qu’il n’a pas peur des balles. En atteste le récit de sa fuite dans le désert poursuivi par les Colorados, les soldats fédéraux qui fusillent tout ce qui bouge et où il se met en scène sous le sobriquet de Mister, sauvé d’un coup de sabre par une chute accidentelle dans un ravin.

De retour du Mexique, John Reed s’arrête dans le Colorado. Il enquête sur le massacre de Ludlow où vingt mineurs, des femmes et des enfants ont trouvé la mort, tués par des gardes nationaux. Après ce massacre, les mineurs s’armèrent et harcelèrent pendant des mois les gardes nationaux.

En 1914, il interviewe le président Woodrow Wilson et part en Europe couvrir la Première Guerre mondiale. Il est à Naples, à Paris, à Berlin, il est à Ypres du côté allemand, à Belgrade et à Kiev. En 1916 paraît son deuxième ouvrage : *La Guerre en Europe de l’Est*, dont la traduction française a attendu quatre-vingts ans pour paraître sous le titre *La Guerre dans les Balkans.* John Reed a la phrase courte des chroniqueurs de l’histoire immédiate. Il se conduit souvent comme le fera Hemingway : à force d’empathie, il fait de temps en temps le coup de feu. Dans une tranchée allemande, il se met en scène tirant sur des soldats français.

John Dos Passos et John Reed ont collaboré à la même revue, *The Seven Arts*, où se côtoyaient Eugene O’Neill, Sherwood Anderson, Waldo Franck et Randolph Bourne. Le futur auteur de *Manhattan Transfer*, John Dos Passos, fait son portrait

dans son livre *1919* : il écrit que John Reed est « *the best american writer of his times* », « le meilleur écrivain américain de son temps ».

Cette revue prend position en 1916 pour la non-intervention américaine en Europe. Mais le président Wilson qui s'est fait élire pour un premier mandat sur cette promesse change de politique et se prononce, en avril 1917, pour l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés des Alliés. John Reed, en prônant la non-intervention, est poursuivi à plusieurs reprises par la justice américaine.

John Reed rencontre Louise Bryant à Portland, l'épouse et l'entraîne à New York puis à Petrograd. Il a trente ans.

Il assiste pour le magazine *The Masses* en 1917 à la révolution d'Octobre à Saint-Pétersbourg, aux côtés de Lénine et de Trotski. Il réécrit ses articles et les publie sous le titre *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, qui paraît six mois après celui de Louise Bryant, *Six Red Months in Russia*.

Des *Dix Jours*, il dira : « Ce livre est de l'histoire sous pression, telle que je l'ai vue. Il ne prétend être rien d'autre qu'un compte rendu détaillé de la révolution d'Octobre. Lorsque les bolcheviques, à la tête des ouvriers et des soldats, se sont emparés du pouvoir en Russie, ils l'ont placé entre les mains des Soviets. » Il ne quitte pas « la cité rouge de Petrograd », « capitale et cœur de l'insurrection ». Il ajoute : « Dans la lutte, je n'étais pas neutre. Mais quand il s'agit de relater l'histoire, je me suis efforcé de voir le spectacle avec les yeux d'un reporter consciencieux, soucieux de dire la vérité. » Il raconte l'histoire avant qu'elle ne soit réécrite sous forme de légende : dans son récit, la révolution d'Octobre est encore chaotique.

John Reed pendant son enquête a suivi deux dirigeants bolcheviques, Grigory Kamenev et Karl Radek, mais la figure dominante de son récit est Léon Trotski qu'il n'a rencontré qu'une seule fois. Tous trois seront éliminés par Staline qui n'aimait pas ce livre dont il n'était qu'un personnage secondaire.

Fin avril 1918, *The Masses*, son directeur, ses collaborateurs, et des responsables syndicaux, au total cent une personnes, sont arrêtés et poursuivis en vertu d'une loi de juin 1917 qui punit les appels à l'insubordination. Ils sont accusés de conspiration visant à empêcher l'incorporation en encourageant la désertion. Reed, également poursuivi, parlera « de la réunion de 1 001 bûcherons,

ouvriers agricoles, mineurs, journalistes… qui pensent que les richesses de la terre appartiennent à celui qui les crée ».

Emma Goldman est une Russe naturalisée américaine, amie de John Reed et de Louise Bryant. Cette féministe s'était fait connaître par ses campagnes pour la contraception et l'amour libre ; elle militait aussi contre la conscription. À ce titre, elle est condamnée et déchue de sa nationalité américaine avec deux cent soixante-dix autres révolutionnaires d'origine étrangère. Elle est renvoyée par les autorités américaines en Russie, où elle défend les anarchistes, organise les obsèques de leur leader Kropotkine et soutient les marins de Kronstadt contre le pouvoir bolchevique. John Reed et Louise Bryant vivront chez elle en Russie.

Lénine préfacera la traduction russe des *Dix Jours qui ébranlèrent le monde* parue en 1920. Il considérait que ce livre décrivait de « manière véridique et extraordinairement vivante des événements d'une importance considérable pour l'intelligence de ce qu'est la révolution prolétarienne, de ce qu'est la dictature du prolétariat ».

*Dix Jours qui ébranlèrent le monde* paraît à New York en janvier 1919. En avril, John Reed crée le Parti communiste ouvrier américain. Contesté par une autre fraction socialiste qui se revendique elle aussi de la révolution russe, il se précipite en Russie pour obtenir de Moscou le label bolchevique.

Le journaliste a basculé de l'autre côté du miroir. Il est devenu un révolutionnaire. Il n'est pourtant ni un théoricien de la révolution, ni un leader charismatique, ni même un professionnel des rapports de forces. Il n'est à l'aise dans aucun de ces rôles.

Il tente de rentrer clandestinement aux États-Unis. Arrêté à Helsinki, emprisonné, abandonné par les autorités américaines, il doit retourner à Petrograd. Le journaliste se heurte bientôt à la nouvelle bureaucratie communiste : il n'est plus alors qu'un simple fonctionnaire du Komintern.

Il meurt du typhus à trente-deux ans en octobre 1920, avant d'être totalement désenchanté comme l'était déjà à cette époque son amie et logeuse Emma Goldman.

Considéré comme un « héros de la Révolution » par les Soviétiques, il est inhumé dans le mur du Kremlin à Moscou. Il y est toujours. Malgré ce qui peut apparaître comme une hypothèque, les journalistes américains n'ont cessé de le considérer comme l'un des maîtres de leur profession.

Warren Beatty lui a consacré en 1981 un très long métrage – plus de trois heures – sous le titre *Reds*. L'acteur le réalise et interprète le journaliste américain. Le film est le portrait d'une génération de jeunes intellectuels et artistes au début du XXe siècle. Ils sont aux prises avec le capitalisme sauvage américain, avec la guerre en Europe, les révolutions, le féminisme et l'amour libre.

Cette fresque est entrecoupée de témoignages de contemporains, qui avaient connu John Reed et Louise Bryant, ou simplement partagé leurs aspirations. Parmi eux, on reconnaît l'écrivain Henry Miller qui témoigne face à la caméra de cette époque, peu de temps avant sa mort.

L'écrivain américain Upton Sinclair, qui a connu John Reed, disait de lui que c'était « un playboy révolutionnaire ».

*Voir* : Hersey (John) ; *Muckrakers* ; Murrow (Ed) ; *New Journalism* ; Watergate.

## Renaudot (Théophraste)

### *Au service du Cardinal*

La presse française est atteinte d'une tare congénitale : son premier journal est une création de la monarchie absolue.

Si Théophraste Renaudot est bien historiquement le premier journaliste français, ce médecin calviniste converti au catholicisme faisait partie du cabinet du cardinal de Richelieu, comme conseiller chargé de la communication.

Son hebdomadaire *La Gazette de Théophraste Renaudot* était, en 1631, la voix de la monarchie. Il faut imaginer ce médecin de Loudun révérencieux, comme

Michel Droit, ce journaliste dont toutes les questions étaient au garde-à-vous devant le général de Gaulle.

Théophraste Renaudot ne manquait ni de talent de plume ni d'esprit d'entreprise. Mais il doit partager la gloire de son invention avec Armand Jean du Plessis de Richelieu, qui fut le véritable géniteur de la célèbre *Gazette*, et qui n'est autre que le premier journal officiel français.

Théophraste Renaudot ne le nie pas, il dira : « Ma plume n'a été que greffière. » Richelieu n'y allait pas par quatre chemins en parlant de son collaborateur : « *La Gazette* fera son devoir ou Renaudot sera privé des pensions dont il a joui jusqu'à présent. » *La Gazette* est un appendice monarchique.

Richelieu, « le sphinx rouge », et le Père Joseph, son idéologue surnommé l'éminence grise, doivent faire face à une campagne très hostile contre Louis XIII et son Premier ministre, à coups de « libelles » et de « canards » inspirés par la grande noblesse, qui ne supporte pas l'extension continue du pouvoir royal aux dépens des princes, des ducs et autres comtes. La Fronde est à venir.

Les libelles, c'est la presse satirique avant l'heure.

Ces textes imprimés ou manuscrits sont anonymes, généralement injurieux, obscènes, infamants, parfois talentueux. Ils s'infiltrent partout, on les retrouve sur les tables de nuit au Louvre, la noblesse se les arrache et on les vend sous le manteau pour échapper aux poursuites, tandis que les « canards » sont vendus par les colporteurs et répandent rumeurs folles et fausses nouvelles dans les campagnes de France.

C'est pour contrer ces attaques contre celui que les libelles appellent « le ministre des enfers » que le Cardinal encourage la parution de *La Gazette*. Les quatre pages d'un format 22 × 14 centimètres sont diffusées à 8 000 exemplaires à Paris, avec plusieurs dizaines d'éditions en province ; elles ont le terrible monopole de l'information politique et diplomatique française.

L'anonyme chroniqueur militaire de *La Gazette* n'est autre que Louis XIII qui y raconte à la troisième personne ses victoires. Il ne se limite pas à l'autosatisfaction militaire, il excelle aussi comme échotier avec ses indiscrétions sur la Cour. Selon les spécialistes de Renaudot, la prose royale est intervenue à plus de deux cents

reprises dans *La Gazette*, Richelieu lui-même étant l'autre rédacteur prestigieux, mais tout aussi anonyme.

*La Gazette* s'inspire des *gazzetti*, ces journaux italiens vendus quelques pièces et qui avaient la réputation d'être bavards comme des pies. Seul le titre de ce journal a le goût de l'impertinence, mais comme le fameux Canada Dry : il n'en a que l'apparence.

Pour pérenniser *La Gazette*, le Cardinal emploie les grands moyens. Il mate la concurrence que subit Renaudot en lui accordant un privilège royal, celui « de jouir seul de la permission de faire imprimer ». Tous les autres titres sont dès lors en infraction. Car Renaudot a un sérieux concurrent : *Les Nouvelles ordinaires de divers endroits* qui paraissent depuis janvier 1631, soit cinq mois avant que *La Gazette* ne fasse son apparition.

Deux libraires, Jean Martin et Louis Vendosme, sont à l'origine du vrai premier périodique français. Ils sont soutenus par toute la corporation parisienne et par l'université. Mais ils doivent s'incliner devant le monopole dont il dispose. Il leur est enjoint « de ne pas troubler Théophraste Renaudot dans l'impression de ses gazettes ».

*Les Nouvelles ordinaires de divers endroits* deviennent, dès 1632, un simple supplément de *La Gazette* : Théophraste Renaudot peut récupérer au passage le traducteur des *Nouvelles,* lequel parlait douze langues et allait puiser des informations dans de nombreuses feuilles étrangères.

Après avoir servi Richelieu, Renaudot servira tout aussi fidèlement Mazarin. Louis XIV le nommera « historiographe du roi », une fonction purement honorifique mais avec pension.

Témoignage de la confiance que lui accorde le Cardinal : à la mort du Père Joseph, Théophraste Renaudot se voit confier, en plus de *La Gazette*, le sort du *Mercure de France*.

François Bluche a lu tous les exemplaires de *La Gazette* et ceux de ses concurrents. Théophraste Renaudot est le plus rapide dans le recueil des informations, souvent moins approximatif et, en tous les cas, le plus limpide dans l'expression.

Il est mieux informé, et pour cause : il est au cœur du pouvoir. Renaudot en est conscient : « L'introduction de *La Gazette* de France est une des inventions de laquelle j'aurai le plus sujet à me gratifier, si j'étais capable de quelques vanités. »

Ce monopole sera renouvelé à plusieurs reprises. Il est accordé à la descendance de Renaudot, puis en 1762 *La Gazette*, qui paraît toujours, devient *La Gazette de France*, qui est directement rattachée au département des Affaires étrangères. *La Gazette* est silencieuse pendant la Révolution, reparaît sous des couleurs bonapartistes, puis napoléoniennes, enfin royalistes.

*La Gazette* cesse de paraître en 1915, après deux cent soixante-seize années d'existence.



Ce médecin sans frontières avant la lettre, mais au service du Cardinal, fut un prodigieux inventeur.

Ce qui frappe chez lui, plus que le journaliste, c'est l'éditeur, il met non seulement sur rail ce journal officiel fomenté par Richelieu, mais il crée la réclame avec « Le bureau d'adresses » qui recense les emplois disponibles à Paris, et les petites annonces avec « La feuille du bureau d'adresses ». Il fédère autour de lui une véritable équipe d'historiens et d'écrivains, dont le versificateur Voiture, courtisan appointé et maître du « beau langage ».

Dans *Le Traité des pauvres* paru en 1612, Renaudot avait exprimé l'idée d'utiliser les vagabonds valides et invalides à des tâches d'utilité publique, comme celle d'enlever la boue qui envahit Paris dès qu'il pleut. Ce texte avait été remis au

Conseil du roi, et Louis XIII en 1618 l'avait nommé « Commissaire général des pauvres du royaume ». Le titre en jette. Plus encore à cette époque qu'en 2010, lorsque Nicolas Sarkozy avait nommé Martin Hirsch, qui avait dirigé Emmaüs, à un titre finalement équivalent : « haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté ».

Pour ses contemporains, il n'y a aucune ambiguïté sur le statut de Théophraste Renaudot. Cet homme au service de la monarchie a été enterré à Saint-Germain-l'Auxerrois dans la paroisse des rois, avec les grands serviteurs du royaume, de Le Vau à Soufflot.

Les journalistes créateurs du prix Renaudot en 1925, au cours d'un dîner, avaient dû arroser cette réunion très en amont : aucun ne semble avoir été préoccupé par la présence entêtante de Richelieu. Étrange symbole pour célébrer la liberté de la presse !

*Voir* : Bourrage de crâne ; Defoe (Daniel) ; Guernica ; Londres (Albert).

# Reportage

## *Un mot anglais*

Stendhal, l'auteur de *La Chartreuse de Parme*, avait la passion des anglicismes. On lui doit, en 1829, l'importation du mot reporter. Mais un demi-siècle plus tard, le Larousse de 1875 manque toujours d'enthousiasme à son égard : « Le mot anglais *reporter*, que notre langue s'est approprié, signifie raccoleur de nouvelles [le double "c" est de Larousse]. La France doit à l'Angleterre ce type de journaliste à qui les jambes sont plus indispensables que le style. »

Le reporter est un journaliste de terrain, il y collecte des faits qu'il organise en récit. L'apparition et le développement du reportage vont transformer la presse de manière radicale.

Géraldine Muhlmann, dans son ouvrage *Du journalisme en démocratie,* parle de « la révolution du reportage » qui permet de « passer d'un journalisme d'opinions à un journalisme d'histoires (*stories*). La presse bon marché des années 1830 et 1840 (*penny press*, presse à un sou) inaugure le genre, afin de toucher un public plus large que celui, forcément limité, des journaux d'opinion ».

L'apparition du reportage est liée à la mise au point du télégraphe électrique et d'un système de transmissions rapides, sans lequel les journaux ne pourraient pas utilisés des récits écrits à l'autre bout du monde.

Dans ce domaine, si Ampère a théorisé la chose, ce sont les Américains et les Anglais qui la réalisent. L'Américain s'appelle Samuel Morse et l'Anglais Charles Wheatstone. La première liaison télégraphique Angleterre-Amérique est inaugurée en 1866. À cette époque, l'Angleterre dispose déjà de plus de 100 000 kilomètres de ligne là où la France en a moins de 40 000.

Cette technologie a ses contraintes. Elles sont d'abord financières : le coût d'utilisation du télégraphe est très élevé, mieux vaut faire court. Puis une contrainte d'ordre technique : la ligne est souvent interrompue, par la nature, par des groupes hostiles : si, au départ, l'information n'est pas donnée, le ratage est probable. D'où cette contrainte de faire court et de donner l'information tout de suite.

Les grandes agences de presse se développent selon un principe simple, une par grande puissance : AP pour les États-Unis, Havas pour la France, Reuters pour la Grande-Bretagne et l'agence continentale allemande. Elles décident très vite non seulement de se partager le monde mais d'unifier la communication. D'où l'adoption de la règle qui oblige, au début de la communication, à répondre à cinq questions. Pas de littérature, pas d'effet de style, du factuel. En anglais cette règle est dite des 5W (*who, what, where, when, why* – qui, quoi, où, quand, pourquoi). Elle est enseignée dans toutes les écoles de journalisme au monde.

Ernest Hemingway a prétendu en être l'inventeur, car il aurait aimé l'être. C'était une de ses forfanteries.

Michael Schudson, dans son histoire sociale des quotidiens américains parue en 1978, écrit : « Théodore Dreiser [grand écrivain naturaliste américain] se souvient de Maxwell du *Chicago Globe*, son premier éditeur, lorsqu'il fit ses premiers pas dans le journalisme en 1892. Maxwell lui dit que le premier

paragraphe d'un article d'actualité devait informer le lecteur de "Qui, quoi, comment, quand et où"… Dreiser ne fut pas surpris à New York lorsqu'il pénétra dans la salle de rédaction du *New York World* [le journal de Joseph Pulitzer]. Il découvrit sur tous les murs des panneaux qui disaient en gros caractères : exactitude, exactitude, exactitude ! Qui ? Quoi ? Où ? Quand ? Comment ? Les Faits ! Les Faits ! Les Faits ! »

La révolution numérique ne remet pas en cause les 5W, qui semblent au contraire avoir été conçus pour l'information en ligne. Les 5W ont été d'ailleurs complétés par les 3C, inventés par Paul Bradshaw : *content, context, code*. *Content* : ce que dit l'info ; *context* : les photos, les vidéos ; *code* : les liens hypertextes.

D'ailleurs dans le grand chambardement de l'information en cours, les grandes agences de presse se retrouvent au milieu du jeu.

Au rayon technologie, les machines à écrire débarquent dans les rédactions dans les années 1870-1880. Elles sont alors utilisées par des petites mains, celles des dactylos auxquelles les journalistes dictent leurs papiers. La grande innovation pour le reportage est due à la société Remington qui sort, en 1877, la première machine à écrire portative.

Un critique danois cité par Thierry Gillybœuf introduisant un recueil de textes de Mark Twain, longtemps journaliste dans l'Ouest américain au XIXe siècle, remarquait : « La littérature américaine, qui se fondait sur le présent, quand la vie intellectuelle européenne tirait sa substance de l'histoire, était du journalisme dans des conditions exceptionnellement favorables. » On vérifie sans cesse la justesse de cette observation.

Le reporter américain écrit sur une table rase – celle du passé et de ses origines –, alors que le journaliste français est écrasé à la fois par une très longue histoire et une immense littérature.

Un autre facteur va jouer un rôle déterminant dans l'histoire du reportage : la révolution des transports qui facilite les déplacements et permet le développement du commerce. Et, par voie de conséquence, la publicité change d'échelle.

Les quotidiens américains des années 1860-1870 sont prospères. Ils peuvent investir dans des reportages de très longue durée, monter des événements planétaires, financer des enquêtes sur le très long terme.

Un homme va symboliser dans le monde entier le grand reportage. Il s'appelle Henry Morton Stanley, un aventurier d'origine galloise. Il a changé d'identité, pris part à la guerre de Sécession, successivement des deux côtés, et après la victoire nordiste, il est devenu journaliste dans l'Ouest américain. Ses articles sur les guerres indiennes le font connaître.

Gordon Bennett Junior, qui venait d'hériter du *New York Herald,* l'a repéré et l'envoie comme correspondant en Abyssinie en 1867 pour couvrir la guerre égypto-éthiopienne.

Deux ans plus tard, il lui confie une expédition destinée à retrouver le Dr Livingstone, missionnaire protestant doublé d'un chercheur écossais porté disparu en Afrique centrale. Et il le retrouve en 1871. Rencontre légendaire : Stanley va au-devant de lui : « *Dr Livingstone… I presume ?* » Ses écrits font flamber les ventes du *New York Herald*.

Puis Henry Morton Stanley fait le coup de feu dans de nouvelles expéditions, financées toujours par son journal. Lorsqu'il quitte le journalisme, il achète le Congo à des rois africains, pour le compte personnel du roi Léopold de Belgique. Cette figure très ambiguë inspirera encore pendant très longtemps la création des journalistes de fiction, de Rouletabille à Tintin.

Le premier vrai grand reporter français s'appelle Pierre Giffard. Dans les années 1870, il se lance dans le reportage tout terrain pour *Le Gaulois* et, en 1880, il publie un étrange roman qui fait le portrait-robot du journaliste moderne, c'est-à-dire du reporter. Le livre est intitulé *Le Sieur de Va-Partout*.

Il met en scène un reporter sous forme d'autoportrait et dont les qualités seraient les suivantes : « L'ubiquité, l'audace, la curiosité, l'investigation, le dévoilement, le courage, l'esprit d'initiative, l'observation du terrain, la notation en direct et le sens sociologique. »

Dans ce livre, Pierre Giffard plaide pour une francisation du terme reporter : il propose en vain « le reportériste ».

L'usage du mot reporter traduit une volonté de rompre avec le journalisme littéraire et la presse d'opinion du XIX^e^ siècle français et manifeste le besoin de professionnaliser l'activité du journaliste, de le distinguer de l'écrivain.

Le reportage et son corollaire, la production originale d'information, sont des objets spécifiques au métier journalistique, qui cherche alors à s'émanciper de la fiction et de la polémique.

Jules Vallès, en 1867, pousse ce cri, qui est un véritable manifeste en faveur d'un journalisme de faits : « Plus de littérature littératurante parlant d'elle et encore d'elle et toujours d'elle ! Dans laquelle on n'entre pas si l'on n'est point journaliste, artiste ou bien catin ! La vraie vie, pas la vie fictive ! » Ce qui n'a pas empêché Jules Vallès d'être non seulement un grand journaliste mais aussi un grand écrivain.

Pierre Giffard, au *Figaro*, publie plus de cinq cents reportages en tout genre. Vingt ans après, il prend la direction du *Petit Journal*, alors le premier tirage français. Puis il invente le quotidien sportif et de nombreuses compétitions, il reprend le grand reportage et couvre entre autres pour *Le Matin* la guerre russo-japonaise de 1905.

L'entre-deux-guerres sera la grande époque du reportage écrit et visuel. Plusieurs quotidiens français rivalisaient dans ce domaine : *Paris-Soir* à partir de 1930 s'impose comme le quotidien du grand reportage d'aventures. Des périodiques se revendiquent volontiers comme « L'hebdomadaire du reportage » : c'est le sous-titre du magazine *Voilà*. En 1936, ils sont quarante-deux grands reporters rassemblés en association.

Le quotidien du reportage en France après la guerre, c'est *France-Soir*, l'héritier de *Paris-Soir*. Ce très grand succès de presse des années 1950 et 1960 est alors le plus grand tirage de la presse quotidienne. Le reportage est au cœur de cette réussite.

Dans les années 1970, beaucoup de praticiens considèrent que le reportage de presse est condamné. Il serait, dit-on alors, l'apanage des news et de la télévision.

Lorsque Paul Winckler, le patron de l'agence de droits Opera Mundi et l'éditeur du *Journal de Mickey*, reprend *France-Soir* en 1976, il épluche les frais. De la grande équipe des grands reporters de *France-Soir*, il n'en reste plus qu'un seul, Maurice Josco. Il a une assurance à la Lloyds. La première décision de Winckler consiste à le remercier, le jugeant trop cher. En supprimant les reportages, il avait enlevé le cœur du journal.

Dans les années 1970, *Libération* a pris le parti inverse. En 1978, nous lançons une nouvelle formule, un journal entièrement dé-rubriqué, qui met en avant les reportages et les enquêtes. La typo de titre et de sous-titres était le *typewriter*. Comme son nom l'indique, c'est l'alphabet à l'œuvre sous les touches de toutes les machines à écrire, l'outil par excellence des reporters et des écrivains du réel.

J'étais toujours surpris, lorsque, sur des événements internationaux aussi considérables que les *boat people* fuyant le Vietnam communiste ou le soulèvement chiite en Iran contre le shah, les reporters qui arrivaient sur place parmi les premiers étaient assez souvent ceux de *Libération*. Ce fut le cas de Patrick Sabatier à bord de l'*Île-de-lumière* ou de Claire Brière et de Pierre Blanchet à Téhéran.

En allant à contre-courant, *Libération* aura contribué à la formation de trois générations de reporters.

La presse anglo-saxonne, plus américaine que britannique, aura légué au journalisme en général et à la langue française en particulier trois mots essentiels : reporter, éditorial et interview. Ça vaut toutes les analyses sur la véritable histoire de la presse.

*Voir* : Hersey (John) ; Kessel (Joseph) ; Londres (Albert) ; Machine à écrire ; *Muckrakers* ; *Paris-Soir* ; Pyle (Ernie) ; Reed (John) ; Tour de France.

## Réseau

### *Du vertical à l'horizontal*

Comme il y eut le monde avant 1454, date de l'invention de Gutenberg, et le monde après, tel qu'il en fut transformé, des grandes découvertes à la Renaissance en passant par la naissance du protestantisme grâce à la diffusion de la Bible en langue profane, il y a le monde avant 1994 et le monde après.

Ce n'est pas tant la révolution numérique qui change le monde que sa principale conséquence : l'avènement du réseau. En 1994, le premier navigateur Web voit le jour. Le réseau est né et devient le nouveau médium universel.

En quelques années, des start-up exploitant les potentialités du réseau sont devenues les principales capitalisations boursières mondiales. Amazon et Yahoo naissent en 1994, Netflix en 1997, Google en 1998, Facebook en 2004. Mais ce n'est qu'un début. L'essentiel est à venir. Selon les dirigeants de Google, dans leur livre de 2013, *Comment les nouvelles technologies bouleversent le monde,* en 2025, 8 milliards de Terriens devraient être interconnectés.

La connexion à venir avec tous les objets domestiques d'une part et la fabrication en 3D d'autre part, vont transformer la vie quotidienne, la vie économique, l'industrie et la production en relocalisant des industries et des services.

Cette e-révolution combine la miniaturisation des composants électroniques à l'échelle nano, la sophistication des logiciels, la puissance de calcul qui double tous les dix-huit mois et l'effet boule de neige du réseau. Aucune activité humaine, économique, sociale, culturelle, politique, administrative, sanitaire, éducative, littéraire ou même sportive n'échappe à ce nouvel ordre mondial.

Jusqu'à présent nous vivions dans un monde conçu et géré de manière verticale, hiérarchisé, qui pouvait prendre des formes très autoritaires. Il y avait une source émettrice savante et des récepteurs en situation d'écoute, de consommation, d'acceptation et, de manière plus ou moins coercitive, d'obéissance. C'était vrai de l'enseignement, de l'industrie, de la santé, de la politique comme de l'information.

Le réseau impose une conception transversale qui tend à se passer de hiérarchies. Le réseau prolifère, conjugue, multiplie, sans début et sans fin. Ce réseau évoque les mauvaises herbes, les fameux rhizomes décrits par Gilles Deleuze et Félix Guattari, ces cousins des arborescences où le psychanalyste voyait dans les années 1970 l'émergence possible d'une « révolution moléculaire ». Ils auront partiellement anticipé le futur.

Le réseau s'est emparé de nos existences, du plus intime à la sphère du travail, constituant une sorte de continuum dans nos vies entre le privé, les amis, la famille,

le public et le travail. Au sens littéral, ce nouveau médium va décentrer le monde au profit d'une multiplicité de centres temporaires et relatifs. Car ce réseau n'a pas de centre.

Pour l'information, tout le monde est aujourd'hui en situation d'émetteur-récepteur. Elle vient de partout à la fois, comme dans les grands deltas, qui sont des fleuves mélangés à des océans. D'une certaine manière, toutes les informations, privées, professionnelles ou publiques, sont sur le même plan. C'est la raison pour laquelle on se perd facilement dans les grandes forêts de l'arborescence. Mais comme le disait un internaute : « Si une information est importante, elle vous trouvera. »

Tous les messages sont mis en équivalence, un tweet, une image porno, un gag amateur, une interview de Poutine, un document de travail, des photos de vacances et la musique amateur sont à égalité. La prétention des éditeurs, des rédacteurs en chef du papier, de la radio ou de la télé à construire une hiérarchie est mise en crise.

Auparavant les informations étaient sélectionnées, vérifiées, hiérarchisées et diffusées de manière verticale, de ce qui était jugé le plus important au plus futile. Une rédaction de télévision, de radio ou de presse écrite donnait sa sélection, à prendre ou à laisser. Elle était plus ou moins bien reçue sans que le téléspectateur, l'auditeur ou le lecteur ait son mot à dire.

En 2013, le *New York Times* a déclenché une vaste étude interne sur le passage au numérique. Ce journal est intéressant pour plusieurs raisons : il reste le meilleur de la presse généraliste mondiale et il est l'un des sites d'information les plus consultés au monde. Ce rapport est pourtant pessimiste.

La direction du *NYT* était certaine par exemple que la *home page* du site, qui reproduit sa hiérarchie de l'information, restait une gare de triage fondamentale pour les internautes. Résultat de l'enquête : cette hiérarchie ne joue plus le rôle qu'elle jouait auparavant avec la presse : la majorité de ceux qui consultent le site ne passent pas par la *home page*. L'information se consomme autrement que par la grille de lecture du *NYT*.

Toute cette technologie a été mise au point et transformée en business par des bidouilleurs issus de la contre-culture californienne, amateurs de LSD et adeptes de

l'amour libre, écoutant en boucle les Beach Boys, entre deux séances de surf et trois sit-in.

Steve Jobs et les autres ont contribué à « horizontaliser » et à décentrer l'informatique là où tous les stratèges d'alors la concevaient sur un mode vertical et centralisé.

Au même moment, le rêve communiste, qui était devenu l'un des cauchemars du siècle et la plus caricaturale et la plus despotique des centralisations, s'effondrait en Russie comme un château de cartes, tandis que la Chine s'engouffrait dans le capitalisme le plus sauvage.

Les structures verticales tombent les unes après les autres, comme inadaptées. Les journaux et les télévisions diffusaient des programmes variés. Le réseau a mis en crise l'autorité de ces programmations.

La télévision subit l'assaut des plates-formes. Bataille entre des chaînes qui proposent un programme et des plates-formes qui vont mettre à la disposition du public des contenus lisibles à tout moment, sur tous les écrans, de manière légale.

Ces plates-formes utilisent la technologie du flux (le *streaming*), qui rend le téléchargement inutile. Un abonnement mensuel donne un droit d'accès à la lecture de milliers de films, d'épisodes de séries TV, ou pour les plates-formes musicales (Deezer, Spotify…) à des dizaines de milliers de morceaux de musique. On n'achète plus un disque dont on deviendrait propriétaire, mais un accès à la musique, aux séries TV ou aux films de cinéma.

La télévision généraliste est bousculée de la même manière que la presse, mais sur une plus grande échelle. Les éléments constitutifs de la programmation sont les séries TV, le sport, l'information et le divertissement. Des plates-formes comme Netflix pour les séries TV et les films, les chaînes de télévision d'information en continu, la chaîne à péage consacrée à tous les sports créée par les Qataris, beIN, compte déjà 2 millions d'abonnés, toutes ces sources différentes mettent en crise la programmation très raffinée des grandes chaînes classiques.

Le *streaming* couplé à l'abonnement permet en principe de rémunérer tous les auteurs et autres ayants droit.

La reine des médias de la seconde moitié du XX^e^ siècle – la télévision – découvre qu'elle a perdu le monopole de l'image exclusive. Non seulement celle-ci peut être

vue sur une multitude de supports, mais tous les autres médias diffusent déjà des images. À l'ère du réseau, tous les médias deviennent multimédias, aucun n'a l'exclusivité de la télévision, de la radio ou de la production d'informations, de la musique comme de la messagerie ou du e-commerce. Le médium dominant, ce n'est plus la télévision, encore moins la presse ou la radio, c'est le réseau multimédia lui-même.

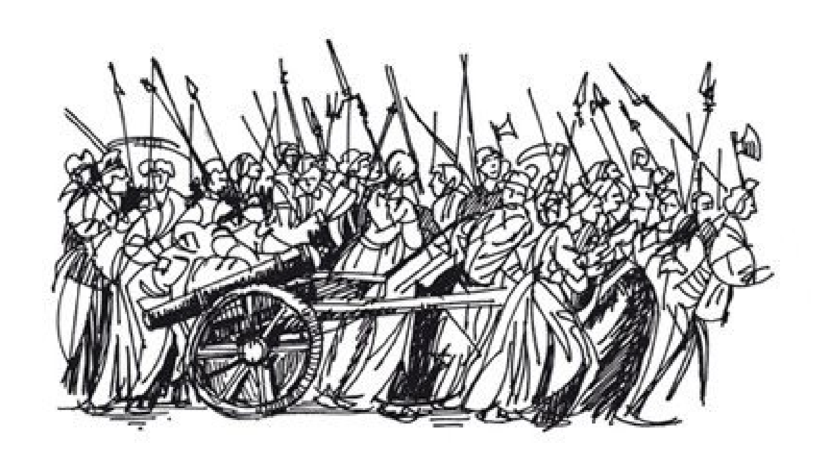
« Il y a bouleversement, disait McLuhan, lorsqu'un nouveau médium apparaît, modifiant non seulement les anciens réseaux de relation mais l'ensemble de la sensibilité. »

*Voir* : Libéral-libertaire ; 1968 ; Quatrième pouvoir ; Robots ; Technologies.

# Révolution 89

## *Revue de presse*

Louis XVI a perdu la tête. Il aurait pu la sauver en négociant une charte des droits à l'anglaise ou à la suédoise, une Constitution liant le monarque, le Parlement et le peuple. Mais il n'était pas l'homme de la situation. Le temps lui était compté et il a voulu tricher avec les états généraux, en faisant semblant de donner la parole au peuple pour gagner du temps. Le torrent de l'histoire l'a balayé.



Les états généraux révèlent des journalistes qui se font les porte-voix, les interprètes, les avocats, les idéologues de la France en 1789.

Ils sont un millier, rien qu'à Paris, à la fin du XVIII$^{e}$ siècle. Ils vont inventer le journalisme politique selon la formule de Camille Desmoulins : « La liberté politique n'a point de meilleur arsenal que la presse. » Le 14 juillet 1789, le jour de la prise de la Bastille, la liberté de la presse existe dans deux pays seulement : la Suède et les États-Unis. Elle est tolérée en Angleterre.

En 1788, il y a 4 journaux à Paris, 335 en 1790, et l'année suivante, 27 quotidiens paraissaient dans la capitale. Entre 1792 et 1794, les années terribles, celles de la guerre et de la Terreur, selon Jeremy Popkin, historien américain de la Révolution française, le tirage de la presse parisienne aurait atteint les 300 000 exemplaires par jour, mobilisant plus de 200 imprimeries.

Ce chiffre serait retombé à 33 000 exemplaires sous le Consulat.

Tous ces journalistes sont des gens de plume, qui au gré des événements et des discours deviennent des leaders politiques, s'emparent du pouvoir pour quelques mois et passent parfois très vite du journal à l'échafaud.

La Révolution a consommé beaucoup de journalistes, non seulement pendant la Terreur mais jusqu'au Consulat, qui, dix ans après les états généraux, marque la disparition totale de la toute jeune et toute frêle liberté de presse.

Les journalistes – le mot date du début du XVIIIe siècle – sont jeunes, cultivés, beaucoup ont fait des études d'avocat, ils sont souvent issus de la petite-bourgeoisie et, quand ils viennent de la noblesse, ce sont des cadets ou des marginaux en rupture de ban. Ils ont voyagé, et beaucoup ont été sous l'Ancien Régime des libellistes déjà poursuivis et parfois emprisonnés.

Ces libérateurs de la parole inventent la liberté d'expression et, dans un même mouvement, ils réintroduisent la censure et la pire de toutes, celle de la guillotine.

Les journaux royalistes sont interdits au soir du 10 août 1792. Leurs journalistes restés en France seront bientôt décapités, puis ce sera le tour des Girondins, des « Enragés », des « Indulgents », des robespierristes, puis des babouvistes. Après la dictature montagnarde, de nombreux journalistes seront déportés ou emprisonnés par le Directoire avant que le Consulat ne mette un terme à cette liberté fondamentale.

Élisée Loustallot est un pionnier. Cet avocat crée, le 12 juillet 1789, *Les Révolutions de Paris*, sous-titrées par cette magnifique profession de foi : « Les grands nous paraissent grands parce que nous sommes à genoux. Levons-nous ! » Il est le principal rédacteur de cet hebdo du dimanche et à ce titre il a « couvert » la prise de la Bastille. Son journal aurait eu alors plus de 200 000 lecteurs. Il meurt d'épuisement à vingt-huit ans, en septembre 1790.

À sa mort, le club des Jacobins et celui des Cordeliers décident trois jours de deuil. Il ne cessait de répéter cette phrase : « Si la liberté de la presse existait dans un pays où le despotisme le plus absolu réunit dans une seule main tous les pouvoirs, elle suffirait seule pour faire contrepoids. » Camille Desmoulins, qui était son ami, ajoutait ce commentaire : « L'expérience de notre révolution a démontré la vérité de cette maxime. »

Lorsque la Révolution éclate, le comte de Mirabeau a connu des lettres de cachet à répétition, l'emprisonnement au fort de Joux à l'île de Ré, et même au château d'If pour dettes. Il avait déjà passé près de trois ans en cellule au château de Vincennes pour avoir enlevé la femme d'un président de cour. Il y avait écrit des ouvrages libertins. Il était connu également pour ses pamphlets, dont le célèbre *Essai sur le despotisme* et *De la liberté de la presse* en 1788. Avant que n'éclate la Révolution, il avait plusieurs journaux à son actif.

Élu député d'Aix aux états généraux, il publie dès le 2 mai 1789 les comptes rendus des séances dans *Le Journal des états généraux* qui est tout de suite interdit. Le 10 mai il publie une *Lettre du comte de Mirabeau* avec les débats qui est tolérée. À la fin du mois de juillet, cette lettre à succès devient *Le Courrier de Provence*, qui paraîtra trois fois par semaine jusqu'en septembre 1791. Il parvient à imposer à la monarchie la publicité des débats et la transformation des états généraux en Assemblée constituante.

Élu par le tiers état, il est l'auteur de plusieurs formules légendaires de la Révolution : « Nous sommes ici par la volonté du peuple, nous ne sortirons qu'à la force des baïonnettes. » On lui doit plusieurs des textes fondateurs de 1789, et le passage du drapeau blanc au drapeau bleu blanc rouge. Partisan de la monarchie constitutionnelle, il devient secrètement le conseil – très bien rémunéré – de Louis XVI.

Il meurt à quarante-deux ans le 2 avril 1791, de maladie ou d'empoisonnement, on ne sait pas.

Pour l'honorer, la Révolution transforme une église en cours de construction sur la montagne Sainte-Geneviève, à Paris, en tombeau. En référence aux anciens, ce lieu prend le nom de Panthéon, avec cette devise au fronton « Aux grands hommes, la patrie reconnaissante ».

Il en est le premier hôte, mais son cercueil de plomb en est exclu en 1793. « L'armoire de fer » avec ses archives privées est enfin ouverte : l'on y découvre sa relation avec le roi. « Quand on se mêle de diriger une révolution, la difficulté n'est pas de la faire aller, mais de la retenir » : ce propos de Mirabeau était prémonitoire.

Le premier journaliste guillotiné s'appelle Barnabé Farmian Durosoy, poète, dramaturge, historien et fondateur du quotidien royaliste *La Gazette de Paris*. Le journal de Marat a fait de ce partisan fougueux de la monarchie constitutionnelle l'une de ses cibles de prédilection.

Chateaubriand a écrit son oraison funèbre : « La presse devenue libre en 1789 cessa de l'être le 17 août 1792 ; alors s'établit […] un tribunal prévôtal. Quelles furent les premières victimes immolées ? Des gens de lettres, défenseurs du monarque et de la monarchie. Durosoy, jugé à 5 heures de l'après-midi et conduit au supplice à 8 heures et demie, remit au président du tribunal un billet qui ne

contenait que ces mots : Un royaliste comme moi devait mourir le jour de la Saint-Louis. »

Toute la presse royaliste est fermée le lendemain de la journée des Tuileries par la commune de Paris, avant qu'une loi du 15 décembre 1792 n'interdise de travailler à la restauration de la monarchie. Toutes les machines qui imprimaient les journaux royalistes sont confisquées.

François Marie Suleau fut le condisciple de Desmoulins et de Robespierre au lycée Louis-le-Grand avant la Révolution. Surnommé « le fou du roi », il fut l'un des principaux rédacteurs du journal royaliste *Les Actes des Apôtres* aux côtés de Rivarol, déjà émigré. Ses pamphlets sont aussi insultants et orduriers que ceux de Marat ou d'Hébert. Partisan de la monarchie constitutionnelle, il avait essayé en vain d'en convaincre Danton et Robespierre.

Il aimait se faire des ennemis, et il y parvenait avec beaucoup de facilité. Il s'était moqué des femmes qui se mêlaient de Révolution. Reconnu par Théroigne de Méricourt, l'une des premières féministes, elle ameute la foule contre lui, c'était le 10 août 1792, le jour de la fusillade des Tuileries : François Marie Suleau fut lynché.

Le 29 mars, la Convention définit les délits de presse : le rétablissement de la monarchie, la violation des propriétés, l'excitation au meurtre. Si le meurtre a eu lieu, peine de mort, sinon six ans de fers. L'excitation au meurtre politique restera pratiquée très librement.

Antoine-Joseph Gorsas crée *Le Courrier de Versailles* pendant les états généraux. Il y raconte les intrigues et les turpitudes de la Cour. Il aime lire à haute voix ses articles au Palais-Royal. Un jour, ses récits provoquent l'indignation, et ses auditeurs de crier : « À Versailles ! » Il entraîne le peuple à l'assaut de la famille royale. Son journal devient *Le Courrier des 83 départements*, il est diffusé dans tout le pays et, à ce titre, il est l'un des plus influents.

Député à la Convention, il attaque « les massacreurs de prison » de Septembre. Sa cible, c'est Marat, « le reptile venimeux », « le maniaque sanguinaire ».

En mars 1793 des sans-culottes viennent détruire son imprimerie. C'est à la suite de cet épisode que l'Assemblée eut la bonne idée de contraindre les députés journalistes à choisir entre leurs fonctions législatives et le journalisme. Ce décret

resta malheureusement lettre morte. Gorsas est mis en accusation avec les Girondins. Il est arrêté après avoir essayé de soulever la Normandie. Il est le premier conventionnel à être guillotiné le 7 octobre 1793.

Claude Labrosse et Pierre Retat, dans leur livre *La Naissance du journal révolutionnaire*, citent Antoine Tournon, un « journaliste patriote », qui aurait relevé une erreur factuelle dans *Le Courrier* de Gorsas, un journal auquel il avait collaboré : « Voilà le danger de ces feuilles journalières, il est impossible, dit Tournon, d'être exactement informé et une inexactitude peut, comme on le voit, devenir très funeste à la cause publique. »

Homme des Lumières, soucieux de la langue, Antoine Tournon est l'auteur en prison d'une *Grammaire des sans-culottes* qu'il justifie en disant : « Je n'avais que ma plume, je l'ai consacrée à la liberté. » Il est l'un des pionniers du récit événementiel, qui préfigure le reportage du XIXe. Tous ses récits des événements sont écrits au présent et il se met en scène comme témoin et comme acteur. Journaliste des *Révolutions de Paris*, il rejoint *Le Mercure universel* en mars 1791. Selon lui, « un journaliste exerce une fonction morale concurremment avec celles des représentants du peuple ». Antoine Tournon est guillotiné en juillet 1794.

Jacques-Pierre Brissot a voyagé aux États-Unis et en Angleterre, il rentre en France par les Pays-Bas, en pleine révolution brabançonne. Ce « gazetier » avait été embastillé en 1784 pour un pamphlet contre Marie-Antoinette. À tel point que le 14 juillet 1789, après la chute de la Bastille, c'est à lui que la foule remet les clés de la forteresse.

Ce pénaliste est le fondateur de l'un des principaux journaux de la Révolution : *Le Patriote français*, créé le 28 juillet 1789 sur quatre pages avec un fort tirage et qui paraît jusqu'à la mise en accusation des Girondins, le 2 juin 1793. Le journal a connu 1 207 numéros diffusés dans toute la France. Sous-titre : « Une gazette libre est une sentinelle qui veille sans cesse pour le peuple ».

Ce quaker rousseauiste, républicain et belliciste rédige la pétition en faveur de la déchéance du roi en 1791, dénonce les excès des Montagnards et réussit à imposer à l'Assemblée la déclaration de guerre de la France à l'Autriche, à l'Angleterre et à la Hollande en 1792, malgré l'opposition de Robespierre et des

Jacobins. Il pensait que la guerre n'aurait pas lieu, mais que le conflit allait favoriser l'institution d'une République parlementaire qu'il appelait de ses vœux.

Erreur : la France est envahie par des armées étrangères tandis qu'un tiers du territoire se soulève.

C'est à la suite de l'échec du gouvernement girondin que la dictature du Comité de salut public est instituée. Le succès des insurrections antigirondines du 31 mai et du 2 juin, menées par la faction des « Enragés », va les envoyer à l'échafaud. Brissot est guillotiné le 31 octobre 1793 avec vingt députés de la Convention. Au total, cent soixante-dix-sept de ses partisans seront exécutés.

Jean-Marie Girey-Dupré, lié à Brissot depuis 1789, aura été son principal collaborateur au *Patriote français*, qu'il a dirigé à partir d'octobre 1791, Brissot se consacrant au parti girondin et à la lutte contre les Jacobins. Il est guillotiné lui aussi. Il a vingt-quatre ans.

Claude Fauchet, évêque constitutionnel, était un orateur très actif, au club de la Bouche de fer. Il collabora à la rédaction du journal du même nom, fut élu député à l'Assemblée législative, puis à la Convention. Il protesta contre l'exécution de Louis XVI, puis il vota contre le mariage des prêtres et pour le maintien du culte catholique. À partir de 1793, il collabora au *Journal des amis*. Proche du parti girondin, il est guillotiné avec Brissot et ses partisans.

La presse girondine, qui était très développée à Paris mais plus encore en province, est éliminée en juillet 1793.

Jean-Paul Marat qualifié par Chateaubriand de « Caligula de carrefour » est, pour Jaurès, « le précurseur du socialisme ».

Ce révolutionnaire suisse est l'un des seuls « vrais » journalistes de la Révolution au sens où il ne cumule pas l'écriture quotidienne avec la direction d'un parti, d'une faction ou d'un comité. Il le revendique : « Je n'ai pris part aux affaires publiques que par mes écrits. » Tous les autres dirigent ou croient diriger le processus révolutionnaire. Il se contente d'écrire, mais son influence est considérable. Certes il est député à la Convention, mais il refuse toute responsabilité.

« Marat s'est inventé un rôle promis à un bel avenir – celui de journaliste redresseur et formateur de l'opinion – et s'est identifié à son journal […]. Et pour

cet *Ami du peuple* qui est sa vie, il s'est inventé un langage, là est son originalité », écrit François Furet dans le portrait qu'il fait de lui dans le *Dictionnaire critique de la Révolution*.

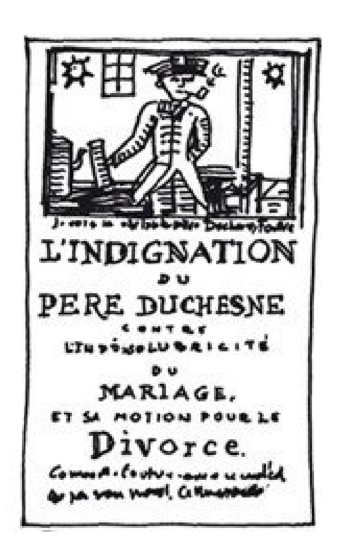
Il publie son premier quotidien le 12 septembre 1789 : *Le Publiciste parisien*, bientôt rebaptisé *L'Ami du peuple*, sous-titré : « Journal politique, libre et impartial par une société de patriotes et rédigé par monsieur Marat ». En réalité, ce quotidien est celui d'un seul homme. Il s'arrête entre novembre 1791 et avril 1792 : Marat doit s'exiler en Grande-Bretagne et son journal est suspendu. À son retour, il reprend *L'Ami du peuple*, qui fin 1792, après son élection à la Convention, devient *Le Journal de la République française* du député conventionnel Marat.

Sa spécialité, la dénonciation : « J'ai vingt dénonciations nouvelles à faire contre des avocats et des procureurs qui se trouvent dans plusieurs comités… » Ces dénonciations lui vaudront les surnoms de « sanguinaire » et de « pourvoyeur de la guillotine ». Il est associé aux massacres de Septembre, il est l'un des promoteurs du tribunal révolutionnaire et du Comité de sûreté générale.

Il est assassiné le 13 juillet 1793 et subit, *post mortem*, la même mésaventure que Mirabeau : après son assassinat, il est fait immortel par la Convention, inhumé au Panthéon et éjecté comme « traître » par le Directoire.

Anacharsis Cloots est un riche héritier prussien qui a choisi d'être français et révolutionnaire. À partir de 1792, il publie *L'Orateur universel*. Naturalisé français par la Convention, il en devient membre. Pour avoir été proche de Brissot, bien qu'il ait voté pour la mort du roi, et qu'il se soit prononcé contre la mise en accusation de Marat, Robespierre lui reproche ses discours en faveur de la guerre en 1792. La Convention l'exclut, il est amalgamé aux hébertistes et guillotiné le 24 mars 1794.

Antoine-François Momoro est l'auteur présumé de la devise républicaine : « Liberté, Égalité, Fraternité. » Ce typographe et libraire s'impose comme l'imprimeur de la Commune de Paris et devient le secrétaire du club des Cordeliers dont il publie le journal.




Lorsque Marat est assassiné, il persuade les Cordeliers de poursuivre la publication de *L'Ami du peuple* et espère prendre sa place. Il attaque Danton, Robespierre et le Comité de salut public, jugés modérés. Il est arrêté avec les hébertistes et ceux qu'on appelle aussi les « Exagérés » par opposition aux « Indulgents ». Il est guillotiné le 24 mars 1794.

Jacques-René Hebert est l'une des très grandes figures du journalisme politique sous la Révolution. Il invente à la fois la presse gauchiste et satirique. Son journal hebdomadaire, *Le Père Duchesne*, du nom d'un personnage de foire, lancé en novembre 1790, est le grand succès de presse de la Révolution.

Son tirage, en 1793, atteint le chiffre faramineux de 600 000 exemplaires grâce à une diffusion nationale et surtout aux commandes du ministère de la Guerre qui diffuse le journal dans les armées de la République. Hebert a su trouver un langage parlé-écrit, scandé par des jurons, – les célèbres « bougre » et « foutre » – insultants et grossiers : son journal devient l'organe des sans-culottes, des bras-nus et de la rue parisienne.

Sa politique, c'est son écriture : il est radicalisé par la violence de ses expressions et son imagination stylistique. Il parle de « la sainte guillotine », comme de « la cravate à Capet », et des guillotinés, qui ont « éternué dans le sac, ou demandé l'heure au vasistas ». Il précipite la chute de la royauté : « Qu'allons-nous faire de ce gros cochon ? Qu'on le foute aux petites maisons dans les loges des

insensés, puisqu'il n'existe plus de cloître pour l'y mettre à l'ombre et l'y tondre comme faisaient nos bons aïeux, aux rois imbéciles et fainéants. » Il participe à la curée contre les Girondins : « L'infâme Brissot qui doit être raccourci comme traître, parjure et faussaire. »

À la suite de l'assassinat de Marat, alors que « le curé rouge », Jacques Roux, développe la rhétorique des « Enragés » qui exigent une dictature économique pour combattre la misère en expansion, Hebert suit ses lecteurs : il propose une « grande motion pour qu'on mette le grappin sur tous les contre-révolutionnaires, les royalistes, les accapareurs, et qu'on les enferme dans des églises, en braquant devant le canon chargé de mitraille, jusqu'à ce que la paix soit assurée » ou « que la Convention ôte l'autorité aux riches, qu'elle protège les pauvres de l'inévitable oppression des riches ».

Il réclama la destitution des nobles de tous les emplois qu'ils occupaient et l'épuration des états-majors : il exige la création d'une armée révolutionnaire. Il demande l'arrestation et l'exécution de tous les bouchers et de tous les marchands de vin. Il fait campagne contre les « Enragés » de Jacques Roux qui tombent en septembre 1793, et contre les « Indulgents », avant de tomber lui-même le 24 mars 1794, avec dix-sept de ses partisans.

François Furet écrit à son propos : « La charrette, qui a porté les hébertistes à la guillotine, a réduit au silence le Paris révolutionnaire. […] Et Saint-Just dira bientôt avec son sens de la formule : "La Révolution est glacée." »

Nicolas de Condorcet meurt dans sa cellule deux jours après son incarcération, le 29 mars 1794. Ce philosophe des Lumières, tout à la fois mathématicien et ingénieur, cet intellectuel en politique, est évidemment l'un des personnages emblématiques de la Révolution. Le marquis de Condorcet figure dans cette revue de presse pour avoir collaboré à plusieurs journaux, dont le *Journal de Paris* créé en 1777, à *La Chronique du mois ou les cahiers patriotiques,* une revue girondine, à *La Bouche de fer*, le journal de Claude Fauchet, mais aussi pour avoir inspiré à Sieyès la première législation sur le droit d'auteur.

Lié aux Girondins, lorsque ceux-ci sont proscrits il vit dans la clandestinité et en profite pour écrire ce qui sera son testament, *Esquisse d'un tableau historique des*

*progrès de l'esprit humain* qui raconte la marche de l'humanité vers les lumières et la liberté. Arrêté en avril 1794, il s'empoisonne dans sa cellule.

Camille Desmoulins est, avec Jean-Paul Marat et Jacques Hébert, une autre des grandes figures journalistiques de cette période, il est surnommé « la plume de la liberté ». « Les journalistes aujourd'hui, écrit-il, exercent une fonction publique, ils dénoncent, ils jugent, ils absolvent et ils condamnent. »

Desmoulins a vingt-neuf ans en 1789. Ami de Robespierre et de Danton, il publie de novembre 1789 à juillet 1791, jusqu'à la fusillade du Champ-de-Mars, un hebdomadaire intitulé *Les Révolutions de France et de Brabant* qui n'est qu'une immense chronique personnelle sur les événements de la semaine écoulée.

En 1792, il reprend la plume avec *La Tribune des patriotes* qui ne connaîtra que quatre numéros. Il est hostile à la guerre comme Robespierre, Danton et Marat, et il instruit le procès des Girondins, qu'il envoie à l'échafaud.

Puis il fonde un nouveau journal, *Le Vieux Cordelier*, dans lequel il met en cause « l'absolutisme de la vertu », lance des appels à la création d'un « Comité de clémence » après les victoires militaires, veut libérer des milliers de suspects, et mettre fin à la Terreur.

Il soutient Robespierre contre les hébertistes, mais il est mis en accusation à son tour pour avoir tenté de modérer le cours de la Révolution. Il accompagne les dantonistes à l'échafaud, le 4 avril 1794. Au cours de son procès, quand on lui avait demandé son âge, il avait répondu : « J'ai trente-trois ans, l'âge du sans-culotte Jésus quand il mourut. » Sa très jeune femme sera guillotinée huit jours plus tard pour complicité.

Fabre d'Églantine, en 1789, avait déjà derrière lui une longue carrière théâtrale. Comédien, auteur dramatique à succès, et chansonnier – il était l'auteur de « Il pleut bergère » –, il avait collaboré au journal *Révolutions de Paris* où il avait remplacé de manière anonyme Loustallot après sa mort. Danton, nommé ministre de la Justice à l'été 1792, l'appelle auprès de lui. Il est l'inventeur du vocabulaire qui sert au calendrier républicain.

En septembre 1792 paraît *Le Compte rendu au peuple souverain*, un journal mural anonyme, affiché dans plusieurs endroits de Paris, dont Fabre d'Églantine est soupçonné d'être l'auteur et qui aurait été financé par des fonds provenant du

ministère de la Justice. Dans ce texte, il appelle aux massacres des aristocrates et de leurs complices : « Que dans les villes, le sang des traîtres soit le premier holocauste offert à la liberté, afin que, en avançant à l'ennemi commun, nous n'en laissions aucun derrière nous qui puisse nous inquiéter. »

Il est arrêté au début 1794, accusé de faux en écriture et de concussion, de prévarications et impliqué dans plusieurs spéculations, ce qu'il nie en bloc dans un mémoire écrit en prison. C'est lui qui compromet Danton avec l'affaire de la Compagnie des Indes, au point que celui-ci se plaindra, avec Camille Desmoulins, de mourir « accolés à un voleur ». En avril 1794, il est guillotiné avec les « Indulgents ».

Danton avait lancé ce cri en forme de profession de foi : « La liberté de la presse ou la mort. » Ce fut la mort.

Simon Linguet est un avocat reconverti dans la presse. Dès 1774, il avait défendu un despotisme éclairé dans une feuille hebdomadaire, *Journal politique et littéraire*, qui devient, en 1777, *Les Annales politiques, civiles et littéraires du XVIII^e^ siècle* qu'il va publier, avec des interruptions, jusqu'en 1792, soit cent soixante-dix-neuf numéros. Embastillé de 1780 à 1782, il publie ses *Mémoires sur la Bastille* qui deviennent un best-seller.

Avant la Révolution, il conseillait également les monarchies à Londres et à Vienne et avait commis des articles qui leur étaient favorables. Il est arrêté en septembre 1793, et ses écrits d'autrefois vont entraîner sa condamnation à mort. Il est guillotiné le 27 juin 1794.

Un mois plus tard, fin juillet 1794, le complot thermidorien mettait fin à la dictature des robespierristes. Soixante-dix-sept d'entre eux sont guillotinés. Sauf Bonaparte.

Le 19 fructidor an V, c'est-à-dire le 5 septembre 1797, le Directoire rétablit le droit de timbre, comme sous l'Ancien Régime, et l'utilisation des postes est interdite pour de nombreux titres. Plusieurs dizaines de journalistes de trente-deux journaux sont conduits à la prison de la Force. Quatre jours plus tard, le Conseil des Cinq-Cents ordonne la déportation de cinquante-quatre autres journalistes dont les biens sont séquestrés.

Gracchus Babeuf est journaliste dès septembre 1789, il est alors le correspondant du *Courrier de Londres* publié outre-Manche, puis il crée *Le Correspondant picard*. Après la chute de Robespierre, il lance le *Journal de la liberté de presse*, le 3 septembre 1794, qui devient *Le Tribun du peuple*. Il y combat la réaction thermidorienne et le Directoire. Il veut poursuivre la Révolution. Contraint à la clandestinité, il lance « la Conjuration des égaux » et défend l'abolition de la propriété privée au profit de la propriété collective, ce qui fait de lui l'un des précurseurs du communisme. Il est exécuté le 27 mai 1797 avec sept de ses partisans.

Le 17 janvier 1800, les trois consuls suppriment tous les journaux imprimés à Paris, à l'exception de treize. Bonaparte déclare : « Si je lâche la bride à la presse, je ne resterai pas trois mois au pouvoir. »

La Révolution est terminée en France.

Aux États-Unis, le premier amendement, adopté en 1791, proclame : « Le Congrès ne fera aucune loi tendant à limiter la liberté de parole ou celle de la presse. » Cette année-là, un journaliste est cité en justice pour avoir diffamé le nouveau président des États-Unis, Thomas Jefferson : le journaliste est acquitté.

*Voir* : Amendement (Premier) ; Pamphlet.

# Robots

## *L'écriture automatisée*

Les robots sont déjà parmi nous.

Leurs pères sont obsédés par les gains de productivité. En matière de presse, ils cherchent à réduire le nombre de journalistes dont les fonctions répétitives peuvent être accomplies grâce à de puissantes banques de données et à ces fameux algorithmes qui sont devenus les sorciers de la modernité.

Le mot algorithme est une trouvaille sémantique qui rend hommage à la première vraie mondialisation, celle de la civilisation musulmane qui au cours du Moyen Âge s'étend de l'Espagne à l'Inde.

Il s'inspire du nom d'un mathématicien perse qui vivait au IX^e siècle, qui avait adopté la numération décimale rapportée d'Inde et qui écrivait en langue arabe. Il s'appelait Al-Khawarizmi, et il fait aujourd'hui la fortune de tous les potentats du Net. Il est devenu le sésame-ouvre-toi de la nouvelle mondialisation et d'une nouvelle économie. À cet égard, il porte bien son nom.

## *Trois histoires d'écriture journalistique semi-automatisée, puis complètement robotisée*

En 2009, la société Journatic est créée aux États-Unis et, depuis 2012, elle fournit plusieurs quotidiens locaux. Elle a adopté un nom qu'on croirait inventé par Philip K. Dick : Journatic, dans lequel il y a à la fois du journal et ce tic qui décline le journalisme en mode laverie automatique. Nous n'en sommes pas loin puisqu'il s'agit d'une machine à écrire des articles, grâce à sept cents modèles informatiques qui avaient été élaborés à partir de bases de données destinées à des journaux locaux.

Les articles ne sortent pas sans intervention humaine de la machine. Car celle-là n'est pas un vrai robot : dans la machine, il y a des petites mains anglophones travaillant dans les pays émergents sur le modèle des call centers. Journatic est installé en Biélorussie, au Ghana, aux Philippines…

Ce système est adapté à la presse de proximité, où il faut célébrer en grande pompe l'arrivée d'un nouveau garde-chasse, le remplacement du capitaine des pompiers ou le départ en retraite d'un fonctionnaire après une vie au service de tous les administrés et dont le jour de gloire se confond avec la remise d'une médaille pour bons et loyaux services.

D'autres sociétés – souvent indiennes – s'engagent à fournir dans la langue souhaitée, au nombre de signes près, des articles sur n'importe quel sujet, ce qui

parfois laisse place à quelques surprises, comme ces communiqués de presse repris tels quels et signés d'un pseudo à consonance américano-irlandaise.

Derrière, au siège du journal qui a passé la commande, des éditeurs relisent la copie indienne, et en principe évitent les formules les plus ridicules. Ces articles voisinent dans le quotidien ou l'hebdomadaire avec des éditoriaux ou des analyses écrits par d'authentiques journalistes.

Mais dans le monde des robots de presse, ce modèle fait déjà figure de charrue.

En 2012, l'université du North Western de Chicago, dans l'Illinois, avait mis au point un vrai robot qui écrivait des articles en utilisant de nombreuses bases de données, y compris des éléments stylistiques, empruntés à tel ou tel journaliste et que le robot reproduisait à la chaîne. Il signait « The Machine ». Kristian Hammond était déjà partie prenante.

Kristian Hammond, chercheur d'un laboratoire d'intelligence artificielle de Chicago, a créé une start-up qui répond au joli nom de Narrative Science. Il s'était fait connaître par cette déclaration : « D'ici à 2025, 90 % des informations lues par le grand public seront générées par des ordinateurs. »

Avec ses collaborateurs issus comme lui de la même université, ils avaient mis au point avec des journalistes et des linguistes Stats Monkey, un algorithme capable de commenter immédiatement les matchs de base-ball en utilisant les données de quatre décennies. Ils ont décomposé ce sport en une multitude de figures, avec toutes les variétés de commentaires.

Cet algorithme a engendré un robot qui commente tout seul tous les matchs de base-ball. Ces articles sont réputés plus intelligents, très précis, et ils sont sans erreurs.

Natacha Tatu, qui raconte cette histoire dans *Le Nouvel Observateur* au cours de l'été 2014, a interviewé le chercheur : « Nous libérons les journalistes des tâches les plus ennuyeuses, les plus répétitives, pour qu'ils puissent se consacrer à la partie noble de leur métier. » Ce qui n'empêche pas *Business Week* de titrer : « Les commentateurs sportifs sont-ils encore nécessaires ? »

Narrative Science travaille également sur l'information financière. Ses chercheurs ont mis au point un algorithme qui permet d'écrire des articles

d'analyses financières basiques déjà utilisé par le magazine *Forbes*.

« Le 17 mars [2014] à l'aube, les habitants de Los Angeles sont réveillés par un léger tremblement de terre. Moins de trois minutes plus tard, le site Internet du quotidien *Los Angeles Times* publie son premier article sur le sujet : "Un séisme peu profond de magnitude 4,7 a été signalé lundi matin, à 5 miles de Westwood, en Californie, selon l'US Geological Survey. La secousse s'est produite à 6 h 25, heure du Pacifique, à 5 miles sous la surface terrestre […]" : Cette information provient du service de notification de séismes de l'US Geological Survey et l'article a été créé par un algorithme écrit par l'auteur. » L'auteur en question est un salarié du *Los Angeles Times,* à la fois journaliste et programmateur informatique.

J'emprunte cette histoire à Yves Eudes qui, pour *Le Monde* (2 juillet 2014), surveille la planète des robots. Il ajoute cette remarque : « Ce jour-là le journaliste a été réveillé en sursaut, s'est levé et a lu l'article avant de cliquer son envoi. » En fait, c'était inutile. Il aurait pu dormir sans souci.

Les algorithmes vont également débarquer sur le créneau de la vérification de l'information, non seulement *a posteriori* mais en temps réel, c'est-à-dire sur le réseau, à la radio et à la télévision, au cœur des journaux et des débats. Les leaders politiques, mais aussi les journalistes, vont être à la merci d'un contrôle opéré par des ordinateurs couplés à des banques de données qui vont démentir immédiatement telle ou telle assertion, tel raccourci qui prenait ses aises avec la réalité.

Ces algorithmes ont aussi un petit côté charognards lâchés dans les banques de données : ils risquent de laisser un drôle de goût à la lecture. Les robots qui servent à supprimer le plus grand nombre possible de journalistes peuvent aussi donner le dégoût de l'information industrielle, de l'information en toc. Cela s'est vu avec la cuisine industrielle : elle a favorisé, en retour, une nouvelle génération de restaurants et de clients à la recherche de vrais goûts.

Les robots risquent de se répéter, et à ce titre de manquer d'imagination.

La presse est un produit de luxe et, avec la révolution du réseau, elle va se rapprocher de la haute couture, à la fois par son prix, sa facture, sa créativité. Et

comme pour tous les produits de luxe, ce qui en fera le prix, ce sera la main-d'œuvre très qualifiée de ces drôles d'artisans encore appelés journalistes. Reste à déterminer où sera concentrée la valeur ajoutée : les révélations, les angles, le style, les idées, quel que soit le média…

Le magazine *Détective* est créé, en 1928, sur une idée de Joseph Kessel, par l'éditeur Gaston Gallimard. Derrière ce succès, il y avait un secret de fabrication.

Cet hebdomadaire traitait des crimes, des kidnappings, de la prostitution, des histoires d'amour qui tournaient mal… Des journalistes faisaient des enquêtes, rassemblaient une documentation, ramassaient des photos privées. Et de grandes plumes s'emparaient de chaque dossier, le faisaient soit sous un pseudo comme Simenon qui signait Georges Sim, les autres plumes cachées s'appelant Jean Cocteau, Francis Carco, Blaise Cendrars, Paul Morand, Roger Vailland…

Joseph Kessel était l'un des rares à signer de son nom.

Le journal eut un tel succès que ses bénéfices sauvèrent les éditions Gallimard de la faillite en 1930-1931.

Plus on sous-traitera à des robots, plus il faudra investir dans le style, qui est cette marque de respect indispensable à l'égard des lecteurs. Cette leçon est signée Alexandre Dumas et Joseph Kessel.

*Voir* : Dumas (Alexandre) ; Kessel (Joseph).

## Rochefort (Henri)

### *Verminate d'infamie*

« La France contient, dit l'*Almanach impérial*, 36 millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentements. »

Tous les professeurs d'histoire du second cycle ont cité cette phrase, comme témoignage de l'esprit français ou comme une critique du second Empire. Elle

inaugure le premier numéro du plus célèbre des journaux créés par Henri Rochefort : *La Lanterne*, un hebdomadaire qui paraît en mai 1868. Le premier numéro se vend à 120 000 exemplaires avant d'être saisi. Le numéro onze est poursuivi pour « Offense à l'Empereur, offense à l'Impératrice ». Condamné, Rochefort doit fuir en Belgique où *La Lanterne* va poursuivre sa carrière lumineuse.

Le titre s'inspire de Camille Desmoulins, l'un des principaux journalistes de la Révolution, qui se définissait volontiers comme « le procureur de la Lanterne ». La lanterne, parce que, selon Rochefort, « cela sert à éclairer les honnêtes gens et accessoirement à pendre les coquins ».

*La Lanterne* paraîtra soixante-dix-sept fois, mais onze fois seulement en France entre mai 1868 et novembre 1869. Ce périodique a la taille d'une petite brochure à couverture rouge, plus petite qu'un livre de poche, écrite toutes les semaines par un seul homme, qui cherche à provoquer par tous les moyens la chute de Napoléon III. Il l'a surnommé Badinguet, un pseudo que le prince avait lui-même utilisé en 1846 pour s'évader d'une prison, où il était détenu après une tentative manquée de débarquement.

Revenu à Paris en 1869, Henri Rochefort publiera en recueil tous ses articles parus dans *La Lanterne* sous le titre *Napoléon dernier* et dont la préface est un condensé du style du pamphlétaire :

> « L'Empire n'a jamais été un gouvernement. La sieste odieuse que des ivrognes ont faite pendant vingt ans au premier étage des Tuileries n'a jamais constitué un règne.
> "Non, tu n'entreras pas dans l'histoire, gredin !", a dit Victor Hugo. Il ne restera, de toutes ces obscénités morales et politiques, qu'une espèce de puanteur imprégnant nos habits, une sorte de précipité chimique, comme qui dirait un verminate d'infamie ou un crapulate de despotisme.
> Dans ces conditions, je me suis demandé s'il était bien patriotique de remettre sous les yeux de la nation la marche quotidienne de la maladie inavouable qui nous a rongés si longtemps. Ce qui me décide à le faire, c'est qu'il est intolérable de laisser penser au monde que trente-huit millions d'être humains ont pu vivre vingt ans avec une taie sur les yeux… Il y avait les désespérés, les aplatis, mais il y avait aussi les vigilants, qui guettaient l'heure et dont chaque coup de pioche, de plume ou de revolver élargissait le trou d'où allait sortir la République. »

Henri Rochefort avait comme surnom « le journaliste aux trente procès et aux vingt duels ». Au cours de cette carrière menée au fil de la lame, il n'avait été blessé

que trois fois. L'une de ses blessures avait été l'œuvre de Paul de Cassagnac, un journaliste bonapartiste devenu le champion de cette discipline au pistolet, au sabre et à l'épée.

En 1869, Henri Rochefort est élu député de Belleville. Il créé un nouveau journal, *La Marseillaise*, avec une équipe où se retrouvent à peu près tous les courants socialistes de l'époque, dont une partie du futur état-major de la Commune.

Un article paru dans ce quotidien contre un cousin de l'Empereur entraîne la mort de Victor Noir, assassiné d'un coup de revolver. Henri Rochefort appelle le peuple de Paris à descendre dans la rue et, dans son éditorial, à prendre les armes contre « ce régime de coupe-jarrets ».

Les obsèques de Victor Noir, au début de l'année 1870, sont l'occasion d'une puissante démonstration antibonapartiste.

La foule attend de Rochefort un mot d'ordre pour marcher sur les Tuileries. Il recule devant l'émeute, considérant l'offensive prématurée, tout en étant convaincu que l'Empire est à l'agonie.

Condamné une nouvelle fois, il va vivre la défaite militaire et l'effondrement du régime napoléonien au fin fond de la prison parisienne de Sainte-Pélagie.

Il est libéré le 4 septembre et devient ministre du Gouvernement de la défense nationale. Il démissionne le 1er novembre après la demande d'armistice à la Prusse présentée par Adolphe Thiers.

Le 3 février 1871, il projette un nouveau quotidien, *Le Mot d'ordre*, qui rassemble, contre la défaite, Victor Hugo qui le considère comme « son troisième fils », Gambetta, Garibaldi, Louis Blanc, Victor Schœlcher, Georges Clemenceau et d'autres. Le journal paraît le 1er avril, une semaine après le déclenchement de la Commune.

Henri Rochefort est solidaire des communards, tout en désapprouvant plusieurs de leurs décisions, comme l'exécution de deux généraux et celle de l'archevêque de Paris. Il est alors l'un des rares journalistes à réclamer l'abolition de la peine de mort. Et le combattant pour la liberté de la presse supporte mal l'interdiction du *Figaro* et du *Gaulois* par les communards.

Comme il aura l'occasion de le dire à propos de la Commune : « Tu gouvernes comme une brute, c'est dommage parce que je t'aime. » Mais pas assez pour rallier le pouvoir insurrectionnel parisien.

Il préfère s'éloigner de Paris. Reconnu à Meaux, il est arrêté et emprisonné à Versailles, où ses codétenus s'appellent le colonel Rossel – le responsable militaire de la Commune qui sera fusillé peu après – et le peintre Gustave Courbet qui, après une peine de prison, devra s'exiler en Suisse. Le journaliste est condamné à la déportation à perpétuité dans une enceinte fortifiée en Nouvelle-Calédonie. Il paie sa sympathie pour la Commune mais surtout son rôle dans la chute du second Empire.

Avec quelques compagnons, dont le journaliste Paschal Grousset, il réussit un véritable exploit : l'évasion du bagne calédonien.

Il arrive à Londres en 1874, puis s'installe à Genève où il va vivre cinq ans. Il y sera grièvement blessé au cours d'un nouveau duel. Il dénonce inlassablement « l'opportunisme » de Gambetta qui répugne à organiser le vote proclamant l'amnistie des événements relatifs à la Commune. Le vote des deux Chambres aura lieu le 11 juillet 1880.

Henri Rochefort retrouve Paris. Il y est accueilli en héros. *Le Constitutionnel*, peu amène avec lui, écrira : « C'est une sorte de retour de l'île d'Elbe… » Porté par les foules, il pourrait traverser le miroir du journalisme comme beaucoup de ses compagnons et se retrouver en sauveur suprême. Il s'y refuse : il n'est ni un idéologue ni même un leader politique.

Il n'a alors que deux préoccupations : le vote de la loi qui va libérer la presse et la création d'un nouveau journal. Ce sera *L'Intransigeant* où il signera près de 10 000 articles mais dont aucun n'aura le retentissement de ses prédécesseurs.

La vie d'Henri Rochefort aurait pu s'arrêter le 29 juillet 1881 avec les lois sur la presse, dont il a écrit : « 250 années après la fondation de *La Gazette* [de Théophraste Renaudot], la presse voit enfin définir les conditions de sa liberté. » Ce combat aura structuré sa vie et donné un sens à sa plume. Il avait gagné.

Si la mort l'avait frappé à ce moment-là, elle aurait fait de lui le héros de la liberté de la presse. Mais sa vie s'est poursuivie.

Après cette conquête, le « lanternier » perd sa colonne vertébrale. Il est désarticulé. Il n'a plus l'excuse de la va libérer. En quête de querelle, il épouse les pires. La passion du duel, les fureurs de la bataille l'emportent sur les raisons et les causes.

Au sein de la III^e République, ce provocateur s'inscrit d'emblée parmi les dénonciateurs du régime parlementaire.

Certes, il s'en prend à juste titre à la corruption (le trafic très réel des décorations qui forcera le président Jules Grévy à la démission), à la colonisation en Tunisie, en Afrique et surtout dans la péninsule indochinoise qui détourne les énergies de la revanche sur l'Allemagne qu'il juge prioritaire.

Mais d'un calembour à un jeu de mots, d'une phrase saignante à une estafilade verbale, il se retrouve aux côtés du général Boulanger, une sorte de clone caricatural de Badinguet.

Il n'est pas seul à gauche à s'embarquer dans cette entreprise antiparlementaire, mais il est de ceux qui, dans la défaite, accompagnent le général en exil, en Belgique où l'ancien ministre de la Guerre va se suicider sur la tombe de sa maîtresse. Ce geste fera dire à Georges Clemenceau : « Il meurt comme il a vécu : en sous-lieutenant. »

Henri Rochefort, le hurleur infatigable des libertés, le batailleur de la presse, l'ex-sympathisant communard, se réveille en revanchard. Cet incendiaire des mots est l'un des accoucheurs du populisme. Quatre ans plus tard, avec l'affaire Dreyfus, il aggrave son cas en épousant l'antisémitisme de Drumont.

Lorsqu'il se présente au mur des Fédérés en 1898, comme chaque année, ses opposants l'attendent, et chantent : « Rochefort est un vieux cochon, plus il devient vieux, plus il devient con. » Il meurt en 1913. Jacques Brel, longtemps après, en fera une chanson.

*Voir* : Décoration ; Noir (Victor) ; Pamphlet ; Révolution 89.

## Roosevelt (Franklin D.)

## *Le président média*

David Halberstam, longtemps grand reporter du *New York Times* et du *Harper's*, cite deux correspondants à la Maison Blanche à l'époque de Roosevelt. L'un disait à propos de lui ironiquement qu'il était « le meilleur journaliste qui ait jamais été président des États-Unis » et l'autre, tout aussi ironique, avait vu la présidence se transformer en « école de journalisme de la Maison Blanche ».

Pour la communication politique et l'utilisation des médias, il reste à ce jour la référence absolue, comme s'il avait tout expérimenté depuis la radio, où il fut la première grande voix américaine, jusqu'à la télévision qu'il utilisa dès 1939 et jusqu'à sa mort.



Il suffit de feuilleter un album de photographies de Roosevelt. Élu président pour la première fois en 1933, il a cinquante et un ans : lorsqu'il sourit, il a comme une parenté avec George Clooney. Il a un charisme fou qui n'avait pas échappé à André Maurois qui parle, dans *Chantiers américains*, du « sentiment si particulier et si vigoureux qui dans le peuple s'est attaché à cet homme. Sentiment complexe, adoration tendre, né d'un charme personnel, d'un sourire, d'une voix ».

André Maurois raconte l'écriture du message présidentiel sur la crise bancaire, l'acte premier du premier mandat, en pleine crise boursière. Il l'écrit, envoie chercher un ouvrier qui repeignait une pièce de la Maison Blanche. Il lui lit son brouillon et lui demande de l'interrompre lorsqu'il cesse de le comprendre. À

chaque interruption, Roosevelt corrige son texte. L'histoire fait le tour des États-Unis.

On compare souvent de Gaulle à Roosevelt. Ils usent des mêmes médias, mais ils s'opposent dans le style. De Gaulle était naturellement solennel. Il officiait dans la grandeur. Roosevelt s'adressait aux Américains en leur disant : « Mes amis ». Il était toujours dans la proximité. Il parlait aux auditeurs comme s'il parlait à ses voisins. Il en avait fait une règle.

Il aura à peu près tout inventé : « les cent jours » réglés sur la durée de la session extraordinaire du Congrès américain, « les causeries au coin du feu », les conférences de presse régulières, qui plus est dans le bureau Ovale. Avec la Grande Dépression, la mise en œuvre du New Deal et la Seconde Guerre mondiale, il aura tenu l'engagement de deux conférences de presse par semaine, à quelques exceptions près : 337 conférences pour le premier mandat, 374 pour le deuxième et 279 pour le troisième en pleine guerre. Le quatrième mandat fut interrompu par sa mort.

Roosevelt était son propre conseiller en communication.

Lorsque de Gaulle lance son appel à la résistance à la BBC le 18 juin 1940, la radio est entrée dans les mœurs politiques françaises depuis plusieurs années. Il répond à Pétain, qui la veille, le 17, s'était exprimé lui aussi à la radio, et y annonçait avoir fait « don de sa personne à la France ».

Pierre Mendès France, en 1956, offre aux Français un remake des « causeries au coin du feu ». Roosevelt, c'est le livre de chevet de tous les conseillers en communication politique.

Paralysé des membres inférieurs à l'âge de trente-neuf ans, bien avant de briguer la présidence, Roosevelt est un champion d'endurance. Il est le seul locataire de la Maison Blanche à avoir été élu quatre fois à la présidence. Depuis ce n'est plus possible : il était mort peu après sa réélection pour un quatrième mandat, et les États-Unis étaient toujours en guerre. Pour limiter ce risque, le nombre de mandats consécutifs a été limité à deux.

Les journalistes américains étaient tellement impressionnés qu'ils n'évoquèrent jamais son infirmité, passèrent sous silence ses jurons très fréquents en petit

comité, et ces réunions dans le bureau Ovale avec quelques journalistes en présence de sa maîtresse.

David Halberstam, l'auteur du *Pouvoir est là*, un portrait des médias américains du XX^e siècle, considère qu'il fut « le premier manipulateur du siècle pour les nouveaux médias modernes ».

Roosevelt aurait dit un jour : « Il y a deux grands acteurs en Amérique, Orson Welles et moi. »

*Voir* : Gaulle (Charles de) ; Mitterrand (François).

# Rumeur

## *Le mal court*

Les héros de la rumeur, ce sont M. et Mme Onmadit. « On » est à la fois personne et tout le monde. On, pronom indéfini, c'est tout dire.

« On », c'est du social pur, c'est une réaction chimique entre des individus d'un quartier, d'un milieu, d'une ville, faite d'inquiétudes partagées et de méfiance à l'égard de tous les pouvoirs. « On » a toujours un « Onmadit » à échanger. Les membres de cette confrérie de la rumeur se légitiment les uns les autres, par le partage de ce faux secret.

Tous les membres de cette chaîne se nourrissent d'une preuve à leurs yeux écrasante : si les médias n'en parlent pas, c'est le signe indiscutable qu'il y a vraiment quelque chose, version moderne du fameux « Il n'y a pas de fumée sans feu » et symptôme d'une paranoïa en pleine expansion.

En principe, plus une société est libre, plus elle est démocratique, plus elle est prospère, moins elle devrait être sensible aux rumeurs et aux complots. À l'inverse, moins elle est florissante, moins elle est démocratique, et plus le mal court : la rumeur a des beaux jours devant elle.

En même temps, le colportage de la rumeur est sans risque, ce n'est pas un délit, puisque le code pénal l'ignore.

La rumeur est un bruit non vérifié et invérifiable : c'est le contraire d'une information. C'est le cauchemar du journalisme : partir à la recherche d'un feu qui n'a jamais eu lieu et à ce titre difficile à prouver… Face à la rumeur, il y a une règle impérative : on ne publie pas une information tant qu'elle n'est pas vérifiée. Si elle était vérifiée, elle deviendrait *ipso facto* une information.

À l'automne 2013, une rumeur, qui traînait depuis trois ans, s'est brusquement enflammée : des maires recevraient des subventions de l'État, des subsides ou des enveloppes versés par le département de la Seine-Saint-Denis pour accueillir des Noirs originaires du 9-3. Cette rumeur a couru Limoges, Poitiers, Niort, Châlons-en-Champagne, Vitry-le-François, Saint-Quentin… Des villes de droite comme de gauche. C'est une lèpre qui se répand sur un corps social ayant perdu beaucoup de ses défenses immunitaires, et vivant le mélange culturel sur le mode de l'invasion.

Jean-Noël Kapferer, auteur de *Rumeurs : le plus vieux média du monde*, remarque que ce murmure social « touche des villes moyennes où le taux d'immigration n'est pas très élevé… des villes tranquilles qui souhaitent le rester ».

Comment naissent les rumeurs ? « La plupart sont spontanées, sans stratégie ni dessein… La rumeur qui fonctionne est toujours celle qui va toucher l'inquiétude. La rumeur localise l'information émotionnelle… La rumeur est le tocsin de peurs individuelles. » Comment la tuer ? Il suggère d'en parler énormément…

Cette rumeur est devenue un agent électoral, celui du Front national.

Un chercheur belge, Axel Gryspeerdt, a fait une révélation terrible à ce sujet : un article de presse sur quarante se nourrirait de la rumeur ! À commencer par l'information du type *people*, des milliers d'informations quotidiennes qui touchent aux mœurs des célébrités, et auxquelles « on » prête des aventures incroyables, fantastiques, stupéfiantes, dantesques, sans doute obscènes. La rumeur concerne toujours la vie et les turpitudes supposées des puissants, des institutions, *a fortiori* celles dont les activités sont cachées par nature, comme les services secrets.

Tous les journalistes sont sans cesse alertés sur une foultitude de rumeurs. À commencer par toutes celles qui ont couru après le 11 septembre 2001, sur ces attentats qui auraient été commis par des services ultrasecrets infiltrés dans le saint des saints de l'appareil fédéral, pour légitimer dans l'opinion publique mondiale la guerre américaine en Irak.

C'est le scénario du film de Sydney Pollack, *Les Trois Jours du Condor*, tourné tout de suite après le Watergate et la démission de Richard Nixon. Il y avait une sorte d'alien au sein des agences fédérales censées protéger l'Amérique. Le film date de 1979.

Les tenants de cette thèse du complot ont réalisé de nombreux documentaires sur Internet, qui faisaient intervenir des scientifiques, des architectes, des artificiers, d'ex-agents secrets censés, sinon « démontrer » que les attentats du 11 Septembre étaient un complot américano-américain, du moins instiller le doute : ces documentaires ont été consultés par des millions d'internautes, partout dans le monde.

Si, en tant que journaliste, vous étiez de ceux qui attribuaient cet l'attentat à Al Qaïda, les croisés de la rumeur vous accusaient de ne pas faire votre métier, en faisant crédit, *a priori*, à la parole officielle des États-Unis. Et si, comme moi, vous vous réfugiiez derrière la presse américaine, celle-ci était dénoncée comme complice, ce qui paraissait invraisemblable tant la liberté d'expression aux États-Unis est de nature intégrale.

Le raisonnement « conspirationniste » fait penser à ces pas de vis faussés au départ. Dans leur logique, Al Qaïda serait, au pire, une agence de voyages pour les fous d'Allah. Il suffit de zapper son existence pour que les attentats du 11 Septembre deviennent une affaire purement américaine et par conséquent une simple manipulation. Cette rumeur mondiale sur le 11 Septembre a été tuée involontairement par George Bush Junior et ses équipes. Contrairement à ce que supposaient les partisans de la rumeur du 11 Septembre, les attentats, et les 2 973 victimes, qui étaient censés légitimer une intervention militaire en Afghanistan et une invasion de la Mésopotamie à la recherche d'Al Qaïda, ne justifiaient nullement, à eux seuls, une guerre en Irak. Le gouvernement Bush a été contraint d'inventer deux énormes mensonges pour convaincre l'opinion d'aller faire la

guerre la plus absurde qui soit en Irak. La manipulation qui était supposée être à l'origine des attentats du 11 Septembre perdait d'un coup toute crédibilité.

La guerre en Irak va achever de ruiner cette rumeur. Non seulement la Maison Blanche avait menti, mais elle avait été incapable – c'est encore heureux – de maquiller cette guerre en cachant *a posteriori* des ADM dans les bunkers abandonnés de la dictature irakienne pour sauver la face de la présidence Bush.

Pire, cette guerre en Irak a engendré un monstre de terrorisme : l'État islamique en Syrie et en Irak.

Il ne reste rien de la rumeur de 2001. Pour y mettre fin, il a fallu une guerre folle, meurtrière, dispendieuse et géopolitiquement catastrophique.

Jayson Harsin, un chercheur américain, a publié, en 2008, *The Rumor Bomb*, consacré aux rumeurs qui font la politique américaine : « La nécessité d'aller vite et de frapper le lecteur, dit-il, l'explosion du nombre de chaînes concurrentes, tout cela encourage le développement de la rumeur. Car on ne prend plus le temps de vérifier. On l'a vu en 2002, quand la presse américaine s'est engouffrée dans la propagande sur les liens entre Saddam Hussein et Al Qaïda. » C'était aux journalistes de vérifier.

Ce que démontre bien le livre d'Harsin, c'est que le système médiatique actuel, ses alertes, sa vitesse de propagation et de contagion, son autoallumage mondial, peut lui aussi produire des rumeurs et les propager. Cette rumeur fabriquée sur les ADM en Irak a couru à travers tous les médias américains. Le gouvernement de George Bush Junior a réussi à les convaincre que c'était vrai, par une politique de fuites très bien orchestrées. Les *spin doctors* ont utilisé à fond le fonctionnement du système médiatique. Mais le niveau d'intoxication a été faible en Europe.

Plusieurs monuments du journalisme américain se sont prêtés, malgré eux, à cette opération de lavage de cerveau, de nombreux journalistes d'investigation, et nombre d'éditorialistes. La communication politique a démontré à cette occasion son efficacité en utilisant tout le système médiatique. Dans la période contemporaine, c'est sans doute la plus grande défaite du journalisme d'investigation face à l'emprise de la communication.

Pour les amateurs de rumeurs, pour tous ceux qui cherchent à les démonter, ou à se désintoxiquer ou à désenvoûter leurs voisins, je recommande les sites

hoaxbuster.com, qui les recense toutes, et emergent. info, qui vérifie les rumeurs, recense les démentis et étudie leur propagation.

En mai 2013, *Le Monde* avait publié les résultats d'une enquête réalisée par Opinion Way auprès de 2 500 personnes pour le think tank britannique « Counterpoint » et financée par le milliardaire George Soros. À la question : « On ne sait pas qui tire les ficelles », 22 % avaient répondu qu'ils étaient « totalement d'accord » avec cette proposition et 29 % qu'ils étaient « plutôt d'accord ». Total : la moitié des Français croient aux théories du complot.

À la question : « Qui sont pour vous les groupes qui manœuvrent la France dans la coulisse ? » 75 % répondent que c'est la finance internationale, 45 % les médias (les grandes chaînes de télévision ou la presse écrite), 27 % les francs-maçons et 20 % des groupes religieux. Chiffres étranges. Les dossiers marronniers des magazines consacrés aux francs-maçons ont laissé des traces qui paraissent indélébiles. Quant au pouvoir supposé des médias, c'est la preuve qu'ils sont vus comme des puissances maléfiques.

La dose de paranoïa dans la société française est très élevée. Signe patent d'une très mauvaise santé sociale.

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Communication ; Marronniers ; Timişoara.

# S

# Salengro (Roger)

## *Pas d'antidote au poison*

Le 7 octobre 1915, dans les entrailles boueuses de l'Artois, le deuxième classe Roger Salengro se propose d'aller récupérer le cadavre de son sergent tombé la veille dans les barbelés. Demande acceptée. Il rampe et se fait surprendre par une patrouille allemande. Des coups de feu sont tirés. Dans le boyau français, ses compagnons en concluent qu'il a été tué. Il ne l'est pas.

Prisonnier, Salengro envoie une lettre à sa marraine de guerre pour donner de ses nouvelles. Le capitaine Arnould, qui commandait son unité, le suspecte tout de suite d'avoir déserté. Un conseil de guerre est convoqué en 1916 qui le juge par contumace et l'acquitte, après que le commissaire du gouvernement a réclamé la condamnation à mort, pour un tout autre motif : avoir fait de la propagande socialiste dans les tranchées.

Du genre rebelle, le prisonnier de guerre Salengro refuse de travailler dans une usine de munitions : et trente-neuf de ses camarades prisonniers le suivent. Il est envoyé dans un camp disciplinaire en Prusse. En 1918, il est rapatrié, il pèse 42 kilos.

Ce jeune leader socialiste, originaire de Lille, s'impose très vite dans sa ville. D'abord conseiller municipal, conseiller général du département, il devient maire en 1925, et il est sans cesse réélu.

Entre le nouveau Parti communiste, né d'une scission de la SFIO en 1920, et les socialistes qui ont gardé la vieille maison, on ne s'épargne pas. Et ça tape dur.

Les communistes laissent entendre que le « social traître » de la mairie de Lille aurait déserté en 1915 dans l'Artois. La méchante rumeur est lâchée, elle va cheminer jusqu'à sa mort. En 1931, un autre journal communiste, *L'Enchaîné*, reprend ces accusations. L'extrême droite n'aura plus qu'à se servir.

En 1935, Charles Maurras de l'Action française s'acharne contre Léon Blum, le leader socialiste : « Ce Juif allemand naturalisé [...] n'est pas à traiter comme une personne naturelle. C'est un monstre de la République démocratique [...]. Détritus humain à traiter comme tel [...]. C'est un homme à fusiller, mais dans le dos. »

En février 1936, avant les élections, la voiture de Léon Blum croise accidentellement les obsèques de Jacques Bainville, historien royaliste. Le dirigeant socialiste est attaqué et roué de coups au carrefour du boulevard Saint-Germain et de la rue de l'Université par des Camelots du Roi. Le lynchage est évité de justesse.

Albert Sarraut, alors président du Conseil, signe un décret demandant au Président de dissoudre les ligues dont l'Action française, les Camelots du Roi et la Fédération des étudiants monarchistes, comme le lui permet la loi du 10 janvier 1936, créant un nouveau délit : celui de « provocation à la discrimination, à la haine ou la violence envers des personnes ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ».

Coutumier de l'appel au meurtre, Charles Maurras écrit le 15 mai 1936 : « C'est en tant que juif qu'il faut voir, concevoir, entendre, combattre et abattre le Blum. » L'imprécateur antisémite de l'Action française est condamné à huit mois de prison, confirmé en appel, peine qu'il effectue à la prison de la Santé entre octobre 1936 et juillet 1937.

Après la victoire du Front populaire, Roger Salengro, député maire socialiste de Lille, est appelé au poste stratégique de ministre de l'Intérieur. Blum en a fait son homme de confiance : il lui a d'ailleurs confié la négociation de la plate-forme électorale du Front populaire. Le 18 juin, le nouveau ministre fait adopter une loi de dissolution des ligues d'extrême droite.

Le 14 juillet 1936, l'Action française, « l'organe du nationalisme intégral », déclenche la campagne contre Salengro en ranimant cette vieille rumeur propagée à deux reprises par les communistes : il est « indigne que le ministre de l'Intérieur puisse s'incliner devant le soldat inconnu ».

Ils seront trois à mener la charge contre Salengro : Charles Maurras et Léon Daudet pour l'Action française et Henri Béraud pour *Gringoire.*

Henri Béraud fut l'ami intime d'Albert Londres et de Joseph Kessel. Anarchiste et dreyfusard, il avait débuté dans le journalisme au *Canard enchaîné*, prix Goncourt en 1922, il avait parcouru le monde comme grand reporter. Pierre Mac Orlan le qualifiait alors de « grand professionnel de l'aventure sociale ». Il avait publié un recueil de dix-neuf de ses reportages sous le titre évocateur : *Le Flâneur salarié*.

Mais, en 1934, Henri Béraud devenu l'éditorialiste de *Gringoire* prend la défense des ligues qui ont participé aux émeutes du 6 février : il passe de l'extrême gauche anarchisante à l'extrême droite antisémite. La posture prime désormais sur toute autre considération, et la virulence lui tient lieu de boussole. Galtier-Boissière, le fondateur du *Crapouillot*, qui fut également son ami au cours de sa première période, le dépeint alors comme « le polémiste aux dents longues », comme un « obèse mondain » qui court après la reconnaissance sociale.

Sa plume s'enivre désormais de trois haines : celle des Juifs (« Il faut être antisémite parce que le salut de la France est à ce prix »), celle de la gauche et de la démocratie, par aversion pour le Front populaire, et celle de l'Angleterre (« Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage ? ») – des haines qu'il partage avec Charles Maurras.

Son article dans *Gringoire* dont il est l'éditorialiste vedette, le 21 août 1936, constitue, selon Galtier-Boissière, « une de ces hontes impardonnables ».

*Gringoire* est un journal antiparlementaire, antisémite et antimarxiste, qui cultive, avec succès, le pamphlet comme un art à part entière et qui tire en 1936 chaque semaine à plus de 600 000 exemplaires.

Ce jour-là, l'hebdomadaire s'inspire de la célèbre une de *L'Aurore*, celle du « J'Accuse » d'Émile Zola : « Lettre à M. Albert Lebrun, président de la République par Henri Béraud ». Et, dans cet article d'invectives, cette question qui revient

comme un leitmotiv : « Roger Salengro, ministre de l'Intérieur, a-t-il déserté le 7 octobre 1915 ? »

Henri Béraud met en doute la décision du conseil de guerre de 1916 qui l'avait blanchi, en pleine guerre. Le lendemain, Léon Blum défend son ministre devant la représentation nationale ; Roger Salengro intervient. Une commission présidée par le général Gamelin, chef d'état-major général, est mise en place le 30 octobre. Elle conclut, à son tour, à l'innocence de Salengro.

Le 13 novembre, la chambre à l'exception de soixante-cinq députés le lave de tout soupçon. En une de *Gringoire*, cette manchette « L'AFFAIRE PROPRENGROS » et une nouvelle charge d'Henri Béraud : « Salengro est blanchi : le voici devenu Proprengros ».

Le ministre est à bout, on a trouvé une roue de vélo sur la tombe de sa femme, allusion au passé de coursier du maire de Lille, ce qui permet de faire des plaisanteries sur une homosexualité supposée : il est traité de « rétro-pédaleur ».

En rentrant à son domicile le 17 novembre, Roger Salengro écrit à Léon Blum, le président du Conseil : « Ma femme est morte il y a bientôt dix-huit mois de la calomnie qu'on ne lui épargna pas et dont elle souffrit tant. Ma mère ne se remet pas des suites de son opération et la calomnie la ronge jusqu'aux moelles. J'ai lutté de mon côté vaillamment. Mais je suis à bout. S'ils n'ont pas réussi à me déshonorer, du moins porteront-ils la responsabilité de ma mort, car je ne suis ni un déserteur ni un traître. Mon parti aura été ma vie et ma joie. Mon affection aux miens. Mon souvenir aux nôtres. À vous, ma reconnaissance. »

Il fait sortir son chat, s'enferme dans la cuisine, met une serpillière au bas de la porte, laisse deux lettres et allume le gaz.

Des obsèques nationales sont organisées dans la capitale du Nord quatre jours plus tard. Il faut remonter, dit-on, à celles de Victor Hugo pour voir un tel fleuve humain rendre hommage à un mort. Des chiffres parlent d'un million de personnes.

Léon Blum prononcera l'oraison funèbre de son ami ministre : « Il n'y a pas d'antidote contre le poison de la calomnie. Une fois versé, il continue d'agir, quoi qu'on fasse, dans le cerveau des indifférents, des hommes de la rue, comme dans le cœur de la victime. » Il qualifie *Gringoire* de « feuille infâme ».

Le 18 décembre, un projet de loi aggravant la répression des délits de presse et les correctionnalisant est voté par l'Assemblée nationale mais rejeté en 1937 par le Sénat. Un décret-loi réprimant les expressions racistes et antisémites dans la presse est pris le 21 avril 1939 par le garde des Sceaux. Il est abrogé au cours de l'été 1940 par Philippe Pétain.

Henri Béraud est arrêté en septembre 1944 et condamné à mort le 29 décembre 1944 pour « intelligence avec l'ennemi en temps de guerre ». Ce motif suscite la réaction très vive de François Mauriac : « Si Béraud avait commis le crime pour lequel il a été condamné, son talent ne serait pas, à mes yeux, une excuse. Mais grâce à Dieu, et pour notre honneur à tous, Béraud n'a pas trahi. »

Le vrai crime de Béraud pour ses juges, ce n'est pas la collaboration avec l'Allemagne – dont il s'accommodait –, même pas l'antisémitisme de celui qui écrivait en 1941 : « Tout ce qui depuis cinquante ans nous pille, nous affaisse, nous démoralise, nous désarme, nous déshonore et nous trahit porte des noms étrangers. Nos prisons et nos bagnes sont remplis de déserteurs, de filous, et d'hommes d'État baptisés au sécateur… », ce motif n'entrait pas en ligne de compte à la Libération. Son crime pour ses juges d'alors, c'est la mort de Roger Salengro.

Parmi les interventions en faveur du condamné à mort, celle du roi d'Angleterre : il demande sa grâce pour ne pas nourrir l'anglophobie. Car l'ennemi principal, pour Henri Béraud, ce n'était pas l'Allemagne mais l'Angleterre.

*In fine*, de Gaulle se laisse fléchir et le gracie. Il est condamné à la perpétuité, envoyé au bagne de Poissy puis à celui de Saint-Martin-de-Ré. Victime d'une attaque cérébrale, il est gracié par Vincent Auriol. Il meurt en 1958 quelques mois après le retour au pouvoir de Charles de Gaulle.

*Voir* : Caillaux (Henriette) ; Chiens ; Dreyfus (L'affaire) – 1 et 2 ; Épuration ; Kessel (Joseph) ; Pamphlet ; Zola (Émile).

## Sartre (Jean-Paul)

*Le fondateur insoumis*

Août 1944 à Paris. « Dans le quartier le plus tranquille, on entend toutes les deux ou trois minutes le bruit sec d'un caillou contre la pierre : c'est une balle de fusil… Et tout à coup, venant d'on ne sait où, une décharge de mitraillette. Ces bruits sont inexplicables : il n'y a plus d'Allemands aux environs, les FFI sont loin. Personne ne cherche la clé du mystère. Les gens se regardent et disent gravement : "Ça tue !" C'est tout. » Ce reporter, c'est Jean-Paul Sartre dans les rues de Paris au milieu des combats de la Libération.

Camus, rédacteur en chef de *Combat*, a embarqué l'écrivain dans le mouvement de la Résistance, dont le journal est l'émanation. Son article démarre en première page sous le titre « Un promeneur dans Paris insurgé ». L'auteur de *L'Être et le Néant* écrira une série de cinq articles avant de partir aux États-Unis avec une délégation de journalistes français.

Octobre 1945 : lancement des *Temps modernes*. Dans le texte de présentation, Jean-Paul Sartre revendique le journalisme : « Il nous paraît, en effet, que le reportage fait partie des genres littéraires et qu'il peut devenir un des plus importants d'entre eux. La capacité de saisir intuitivement et instantanément les significations, l'habileté à regrouper celles-ci pour offrir au lecteur des ensembles synthétiques immédiatement déchiffrables sont les qualités les plus nécessaires au reporter ; ce sont celles que nous demandons à tous nos collaborateurs. »

À l'été 1946, *Les Temps modernes* publient un numéro spécial sur les États-Unis dont l'écrivain a été la cheville ouvrière au cours d'un second voyage. *Le Figaro* publie Jean-Paul Sartre sur son voyage américain.

Alors que la plupart des intellectuels de gauche de sa génération adhèrent massivement au « parti des fusillés et de la classe ouvrière », l'intellectuel « dégagé » qu'il fut autrefois développe une philosophie de l'engagement – l'existentialisme – qui exalte la liberté et la responsabilité individuelle.

Jean-Paul Sartre a été tenté par la politique. Il a créé en 1948, avec David Rousset, en pleine guerre froide, le RDR, le Rassemblement démocratique révolutionnaire, une formation politique au parfum entêtant de troisième force,

défendant la construction d'une Europe socialiste, entre les États-Unis et l'URSS, et qui s'opposait au parti gaulliste comme au parti communiste.

Ce mouvement connaît un succès immédiat mais de très courte durée. Sartre en démissionne l'année suivante. Non seulement le RDR va chercher des financements auprès des syndicats américains, ce qui lui paraît contradictoire, mais le mouvement reste exclusivement intellectuel, coupé de la classe ouvrière : il en conclut que cette tentative est vouée à l'échec. Ce sera la seule adhésion de Jean-Paul Sartre à une organisation politique.

Sa pièce de théâtre *Les Mains sales*, écrite et jouée en 1948, l'année de la création du RDR, proclame la nature politique de toute existence. Ce texte autobiographique traite de la violence politique à l'intérieur des organisations révolutionnaires et dénonce un marxisme sans humanisme, il lui vaut de se faire traiter de « chacal », de « hyène », de « vipère », de « putois » par les intellectuels communistes : « Ce bestiaire, ça me dépaysait. »

En 1950, il a dénoncé avec Merleau-Ponty, dans l'éditorial des *Temps modernes*, les 10 millions de détenus dans les camps de concentration en URSS : « Les Soviétiques sont plus criminels que les autres puisqu'ils trahissent la révolution. »

Il est mis à l'index à la fois par les communistes et pour de tout autres raisons par le Saint-Office.

Sartre est en crise. Son engagement, comme il l'avouera dix ans plus tard dans *Les Mots* en 1964, était tout entier dans l'écriture : « Écrire, ce fut longtemps demander à la Mort, à la Religion sous un masque, d'arracher ma vie au hasard. Je fus d'Église. Militant, je voulus me sauver par les œuvres ; mystique, je tentais de dévoiler le silence de l'être par un bruissement contrarié de mots et, surtout, je confondis les choses avec leurs noms : c'est croire. » Et plus loin cette confession : « Depuis à peu près dix ans, je suis un homme qui s'éveille, guéri d'une longue, amère et douce folie, et qui n'en revient pas et qui ne peut pas se rappeler sans rire ses anciens errements et qui ne sait plus que faire de sa vie. » Le premier jet des *Mots* date de 1953.

Sartre est aux prises avec la haine de soi. Il a commencé son immense biographie de Flaubert – *L'Idiot de la famille* – pour combattre cet autre Flaubert

qui est en lui. Il s'acharne contre « le petit-bourgeois réactionnaire » que dénonçait déjà son ami Paul Nizan. Il poursuit de sa haine sa lignée bourgeoise, de fils et de petit-fils de bourgeois.

Cette crise va le conduire à être de nouveau à contre-courant au début des années 1950. Il va devenir pendant quatre ans, de 1952 à 1956, à la stupeur de nombre de ses amis, le compagnon de route des communistes et de l'Union soviétique.

À l'origine de cet engagement, trois injustices, qui sont pour lui autant d'affaires Calas : la condamnation, en 1951, de l'ancien marin communiste Henri Martin poursuivi pour avoir dénoncé la guerre d'Indochine, l'arrestation, en 1952, de Jacques Duclos, dirigeant du PCF, pour complot, au soir des manifestations très violentes contre le général Ridgway de passage à Paris après avoir pris le commandement de l'OTAN, enfin la condamnation à mort des communistes Julius et Ethel Rosenberg pour espionnage et leur exécution, en 1953, aux États-Unis. Persécutés parce que communistes.

Il va écrire dans *Les Communistes et la Paix* : « Un anticommuniste est un chien, je ne sors pas de là, je n'en sortirai plus jamais. » Sartre ne supporte pas, dit-il, « l'abjection des anticommunistes ». Tous des salauds selon lui, au sens qu'il a donné à cette catégorie philosophique : le salaud, c'est « le gros plein d'être ».

Face aux maccarthysmes divers et aux chasses aux sorcières de toutes sortes, il se pose pendant quatre ans, jusqu'en 1956, comme le bouclier des communistes.

Cet engagement est coûteux. Son « Retour d'URSS », qu'il publie en 1954 dans l'ancien *Libération*, n'a rien à voir avec celui d'André Gide, vingt ans auparavant. Il est stupéfiant d'aveuglement. Dix-huit mois avant le XX^e^ congrès qui va révéler les crimes de Staline, Sartre décrit un petit coin de paradis : « Les privilèges n'existent pas […], la liberté de critique est totale en URSS […], les philosophes sont des bâtisseurs […], les Soviétiques n'ont nullement envie de sortir de chez eux (et de connaître les pays étrangers). […] Avant 1966, le niveau de vie moyen en URSS sera de 30 à 40 % supérieur au nôtre […]. » Sa seule critique concerne l'enseignement de la philosophie !

C'est pourtant une période tragique : les procès de Prague et l'assassinat des accusés, la vague d'antisémitisme violent qui sévit en URSS, avec des médecins juifs

accusés d'avoir assassiné des dirigeants communistes, le Goulag qui tourne à plein et qui a été dénoncé lors du procès Kravtchenko à Paris. André Marty, l'ancien mutin de la mer Noire et des brigades internationales, et Charles Tillon, l'ancien chef des FTP pendant la Résistance, sont eux aussi « purgés » avec beaucoup d'autres, c'est-à-dire exclus du PCF.

Merleau-Ponty dénonce son « ultrabolchevisme ». Edgar Morin, son « hypostalinisme » qui revenait à accepter toutes les critiques concernant le communisme sans que cela change quoi que ce soit à l'avènement de la révolution dans le monde… Annie Cohen-Solal, l'une de ses biographes, parle des « années procommunistes ».

En 1956, il a cinquante et un ans. Après la répression du soulèvement hongrois par les chars soviétiques, Sartre rompt avec les communistes français et voyage dans les révolutions du tiers-monde : la Chine, l'Algérie, Cuba, l'Amérique latine… L'URSS reste un allié douteux, mais un allié quand même, et il continue à invoquer, selon sa formule, sa « sympathie pour ce qu'on appelle le bloc de l'Est ». Entre 1962 et 1966, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir feront neuf séjours en URSS à l'invitation de l'Union des écrivains. Il y cumule des droits d'auteur considérables à consommer sur place et, comme souvent, il est tombé amoureux d'une jeune Soviétique, son interprète, qui naturellement était chargée de le fliquer.

L'Algérie sera la nouvelle grande affaire de Sartre. L'avocat Roland Dumas parlera de cette guerre au colonialisme comme de « la guerre de Sartre ». Avec le soutien aux insoumis, aux porteurs de valises pour le compte du FLN, l'« appel des 121 », en 1960, prône la désobéissance militaire et défend l'indépendance de l'Algérie. Sartre n'en est pas à l'origine, mais il va en devenir le porte-drapeau. Il s'engage comme il ne s'est jamais engagé, en se mettant en danger. Sartre est passé à l'action. Des manifestants d'extrême droite scandent : « Fusillez Sartre. » Le slogan est sur de nombreux murs. Son domicile sera plastiqué par l'OAS, sa vie menacée.

Le philosophe Francis Jeanson qui avait longtemps dirigé la collection « Les écrivains de toujours » au Seuil était gérant des *Temps modernes*. Il reprochait à Sartre en 1956 sa rupture avec l'URSS. Son réseau d'aide au FLN est démantelé en 1960.

Cet « appel des 121 » qui défend « le droit à l'insoumission » a des allures d'autoportrait pour Jean-Paul Sartre. Publié à la veille du procès du réseau Jeanson, il est l'équivalent de ce que fut « J'Accuse » pour l'affaire Dreyfus : un acte créateur de liberté. De Gaulle l'avait compris. Son ministre de l'Intérieur d'alors voulait faire arrêter Sartre. Le Général lui avait répondu : « On n'arrête pas Voltaire. » Le philosophe des Lumières était d'ailleurs pour celui de *L'Être et le Néant* le symbole de l'intellectuel engagé.

Francis Jeanson est en fuite : condamné à dix ans de réclusion, il sera amnistié en 1966.

En 1964, Sartre publie *Les Mots* et, en insoumis, refuse le prix Nobel de littérature par « refus de toutes distinctions… et refus de se transformer en institution ».

En 1966, il s'engage de nouveau, cette fois pour le Vietnam avec la création du Tribunal Russell-Sartre. Bertrand Russell, logicien, est surnommé en Grande-Bretagne « le Voltaire anglais ». Sartre applique la stratégie du contre-pouvoir, intellectuel, moral, éthique, qu'il appliquera systématiquement après 1968, avec notamment la diffusion de *La Cause du peuple* interdite en 1970 ou sa participation au tribunal populaire de Fouquières-lès-Lens après la catastrophe minière et directement inspiré du Tribunal Russell.

Les procès contre les dissidents et la répression du printemps de Prague en 1968 vont finir par avoir raison de la relation malheureuse qu'il entretenait avec l'URSS par rejet de la chasse aux sorcières communistes.

À partir de 1968, Sartre prend le parti de toutes les formes de contestation. Le soulèvement antiautoritaire va le libérer et révéler sa dimension libertaire.

En 1972, Sartre n'était pas seulement le bouclier du gauchisme face à la paranoïa de Raymond Marcellin, le ministre de l'Intérieur d'alors qui voyait des complots partout. C'est aussi l'homme qui ne voulait rien manquer de son temps, qui « voulait écrire pour son époque », quitte à se tromper.

Quand on a un projet aussi fou que la création d'un quotidien, sans capitaux, sans avoir jamais piloté un journal, avoir Jean-Paul Sartre comme directeur et

comme éditorialiste, c'était Byzance et Broadway à la fois. D'autant qu'il aura effectivement orienté le projet *Libération*.

Début décembre 1972, Sartre anime une réunion préparatoire dans les locaux de l'Agence de presse Libération, consacrée à ce qu'il considérait être l'une des conditions de la réussite : la mise au point d'une « langue parlée-écrite ».

Personne n'oubliait qu'il était l'auteur de *La Nausée*, parue en 1938. Ce roman philosophique était un enfant de Céline et de Husserl, le philosophe allemand, et pour ceux qui l'ignorent c'est un très grand livre, dont le héros est justement le langage.

« Une langue parlée-écrite », la formule n'est pas de Sartre, mais de Céline, l'auteur d'une des révolutions majeures de la littérature du XXe siècle. *Le Voyage au bout de la nuit* a paru en 1932. Dans *La Force de l'âge*, Simone de Beauvoir raconte le choc que fut, pour Sartre et elle, la parution du *Voyage* : « Céline avait forgé une écriture aussi vivante que la parole », qui se caractérisait par sa déstructuration, sa syntaxe brisée, sa langue « gueulée », sur-écrite, ses onomatopées, ses mots et ses expressions inventés ou trafiqués, sa verve enfin.

« Si on arrivait, disait Sartre au cours de cette réunion de décembre 1972, à trouver un moyen de faire passer ce qu'il y a de saisissant dans le langage populaire, ce serait une nouvelle écriture. […] Il faut réinventer les gestes, les intonations […], si nous trouvions ce style, qui devrait être le style de tous les articles de *Libé*, je pense que nous passerions. » Lorsque Sartre lance ce programme, il est en réalité le seul en mesure de l'appliquer, de forger ce style, de faire germer cette écriture.

La libération de la langue de ses corsets et de ses corbillards académiques connaîtra bien des détours : elle a cheminé à travers le surréalisme, et croise dans les années 1950 les rivages du structuralisme, du jazz rock, de Gainsbourg, du théâtre de la dérision, de l'absurde radiophonique de Francis Blanche, de Pierre Dac et de leurs complices. Enfin ce fut la Nouvelle Vague cinématographique. Dans *À bout de souffle*, on ne parle déjà plus ce français artificiel, qui avait été si longtemps celui du cinéma et de la presse français.

Enfin, *Hara-Kiri* paraît en 1961. Une langue parlée atterrit dans un mensuel.

En 1979, Sartre, interviewé par *Les Nouvelles littéraires,* jugeait que *Libération* s'exprimait trop souvent dans « le genre journal de Suzette ». C'était sévère mais

juste : « Les articles sont mieux écrits, mais on ne sent plus la volonté derrière. Il y a un bon travail mais on ne sent plus la révolte. Beaucoup de choses ont rétréci. » Deux années plus tard, nous nous arrêtions pour solder l'après-gauchisme.




Après 1981, *Libération* fut plébiscité par tous les linguistes et tous les animateurs de dictionnaires comme un producteur de nouvelles locutions, comme un ramasseur de nouveaux mots. Ce n'est pas exactement ce que souhaitait Sartre, mais cela en faisait partie. Nous y avons ajouté l'ironie, parfois la dérision.

L'autre intervention fondatrice de Sartre eut lieu début janvier 1973, lors de la conférence de presse de lancement et concernait la conflictualité : « Il y a des contradictions, des oppositions qui doivent se résoudre publiquement dans le journal, par des articles qui seront opposés et qui doivent conduire, finalement, à une plus grande liaison. » Exposer les contradictions, ne surtout pas les dissimuler : voilà pourquoi *Libération* a respecté des valeurs et des principes et n'a jamais eu de ligne au sens politique du terme.

Pour mieux se consacrer à *Libération*, Sartre avait mis en sommeil, en 1973, la suite de *L'Idiot de la famille*, la recherche consacrée à Flaubert, cette histoire d'un homme qui avait choisi l'imaginaire et son aliénation. Il lui restait à écrire le tome 4 consacré à *Madame Bovary*. Il s'était jeté à corps perdu dans l'aventure du quotidien en ne méconnaissant pas les forces contraires et en particulier les réflexes des groupes gauchistes.

Il avait déjà participé à deux aventures de presse grinçantes avec les « maos » : la création de *J'accuse*, un journal qui devait être autonome, et réalisé par des intellectuels, qui au troisième numéro avait été phagocyté par *La Cause du peuple.* Il avait été au lancement du Secours rouge, en juin 1970, un mouvement qui avait fait fleurir des centaines de comités, et là encore les maos avaient fini par s'imposer.

Sartre s'engage dans l'aventure de *Libération*. Il assure le lancement public : il donne ses interviews dans la presse et à la radio. Il mène campagne. Il a une formule frappante pour le dire : « *Libération* fait partie de mon œuvre. »

Il revendique d'être un « collaborateur à part entière ». Au cours de la conférence de presse de lancement en janvier 1973, il précise : « Si je suis dedans, je n'entends pas l'être comme un prête-nom, comme j'ai été un moment directeur de *La Cause du peuple*, simplement pour des carreaux cassés. Je prétends y participer vraiment. » Sartre jubile. Il est comme Michel Leiris le décrivait : « Un être acharné à trouver une issue, un nouvel espoir, toujours. »

Nous avons rêvé de Sartre directeur, animant les comités de rédaction au milieu des grands événements, écrivant des éditos une fois, deux fois par semaine, provoquant des polémiques, intervenant à chaud sur l'actualité, interpellant les autorités, cristallisant des débats.

Un matin, lors d'un petit déjeuner, au coin du boulevard Edgar-Quinet et du boulevard Raspail en présence de Liliane Siegel, qui assurait la liaison entre Sartre et le journal, il décrit *Libération* comme un possible contre-pouvoir.

Sartre, engagé dans l'aventure de *Libération*, s'y jette comme l'a écrit Françoise Sagan : « Vous vous êtes toujours jeté tête baissée au secours des faibles et des humiliés, vous avez cru en des gens, des causes, des généralités, vous vous êtes trompé parfois, comme tout le monde, mais vous l'avez reconnu, ce qui n'est pas le cas de tout le monde. »

Sartre avait renoncé à ses droits d'auteur de *On a raison de se révolter*, au bénéfice de *Libération.*

Alors que tous les titres se battaient depuis plus de trois décennies pour publier ses récits de voyages, pour l'interviewer à chacune de ses initiatives ou de ses prises de position, *Libération* l'avait comme directeur.

L'auteur des *Mots* avait, selon Claude Lanzmann, « une santé de cheval ». De tous temps, il avait été considéré comme un phénomène en la matière, compte tenu du régime qui avait été le sien : amphétamines par poignées, dix comprimés de Corydrane le matin, autant l'après-midi, deux paquets de Boyards, ces cigarettes brunes dont le diamètre se rapprochait du cigare, ses whisky, ses dix heures d'écriture quotidiennes, et le recours à de fortes doses de barbituriques pour dormir. Ce régime avait engendré un rétrécissement de ses artères.

Il a fait, en 1954, une grave crise d'hypertension au cours de son voyage en Russie. Il est hospitalisé pendant dix jours. Nouvelles crises en 1958. Elles se multiplient ensuite, octobre 1970, mai 1971. Enfin le 4 mars 1973, Sartre est victime d'une anoxie, une asphyxie du cerveau.

*Libération* n'a pas encore paru qu'il a déjà perdu son identifiant, son porte-drapeau, son directeur avec tous ses textes, ses reportages, ses éditoriaux à venir.

Il avait donné le cap de *Libération*. Il était la clé de voûte de l'entreprise, celui qui pouvait faire cohabiter gauchistes politiques et gauchistes culturels, ceux des fronts de libération des femmes, des homosexuels, des minorités… Sartre était pour eux tous le seul garant de la viabilité de ce projet.

En mai 1973, au moment de la parution, Sartre va mieux, nous décidons alors, ensemble, qu'il ferait un article tous les lundis. Mais en juin, sa vue a baissé et, victime de vertiges, les incidents sont de plus en plus fréquents.

En août, une hémorragie se produit au centre de l'œil, la rétine est atteinte : Sartre peut se déplacer, mais il ne peut plus voir la Salute depuis l'hôtel Monaco à Venise ni les toits de Rome depuis un appartement-terrasse, comme il aimait le faire chaque année. Il ne peut plus lire. Cet homme « né de l'écriture » n'écrira jamais le tome 4 de *L'Idiot de la famille.* Il fait cet aveu terrible : « Mon métier d'écrivain était complètement détruit. »

Pour *Libération*, c'est un coup vraiment dur. Mais à l'automne 1973, le groupe d'agit-prop mao-spontex décide de s'autodissoudre. Chacun se disperse. Et l'hypothèque d'une mainmise groupusculaire sur *Libération* est levée.

La Gauche prolétarienne dissoute libère *Libération* mais aussi son leader. Pierre Victor redevient Benny Lévy. Sartre intervient auprès de Giscard pour obtenir la naturalisation de cet apatride et l'embauche à son secrétariat, en plus du fidèle

André Puig. Cette relation quotidienne avec cet ancien normalien brillantissime, de quarante ans son cadet, va désormais occuper une partie importante des journées de Sartre.

Cette amitié intellectuelle aura sauvé les dernières années d'un génie foudroyé. Elles ont logiquement suscité beaucoup de jalousies de la part de sartriens écartés.

Le 21 mai 1974, Sartre démissionne : « Vous connaissez mon état. Vous savez que je suis malade et que je ne peux assumer mes responsabilités de directeur de ce journal. Mais vous savez aussi que je reste entièrement avec vous, que j'assume les positions que notre journal a prises et prendra dans ce combat pour le triomphe de la classe ouvrière. Chaque fois que je le pourrai, j'écrirai ici même des articles sur la situation présente. » Et, le 15 octobre, nous signons tous les deux un appel à la solidarité financière pour « sauver *Libération* ».

Sartre s'est souvent décrit comme un « optimiste impénitent ». Entre les médecins, les examens, les analyses, les traitements et les renoncements, il est de nouveau « heureux de vivre ». Simone de Beauvoir raconte qu'à l'été 1974 sa santé s'améliore, et elle décide de faire avec lui un long entretien sur son rapport à la littérature et à la philosophie, qui constitue la deuxième partie de son livre, *La Cérémonie des adieux.*

Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Benny Lévy et Philippe Gavi se lancent dans un projet d'histoire du siècle pour la télévision. Ils ont rassemblé autour d'eux des cinéastes, Édouard Luntz, Claude de Givray, Roger Louis, et de nombreux historiens. Le patron de la télévision, Marcel Jullian, avait donné son accord. Il sera désavoué après des mois de travail par l'Élysée, qui a décidé de bloquer ce projet. Cette histoire du siècle va manquer également à l'œuvre de Sartre.

Il confiera à Michel Contat en 1975 : « Si on relit tous mes livres, on se rendra compte que profondément je n'ai pas changé et que je suis toujours resté anarchiste. »

Ce n'est pas la forfanterie d'un homme qui, sur le tard, aurait perdu ses repères. Cet esprit « d'insoumission absolue » aura été au contraire le fil rouge de sa vie. Dans *Les Mots*, il en parle à propos de ses lectures d'enfance : « Surtout, je lisais tous les jours dans *Le Matin* le feuilleton de Michel Zévaco ; cet auteur de génie,

sous l'influence de Hugo, avait inventé le roman de cape et d'épée républicain. Ses héros représentaient le peuple ; ils faisaient et défaisaient les empires, prédisaient dès le XIVe siècle la Révolution française, protégeaient par bonté d'âme des rois enfants ou des rois fous contre leurs ministres, souffletaient des rois méchants. Le plus grand de tous, Pardaillan, c'était mon maître : cent fois pour l'imiter, superbement campé sur mes jambes de coq, j'ai giflé Henri II et Louis XIII. Allais-je me mettre à leurs ordres, après cela ? »

Michel Zévaco, journaliste et polémiste anarchiste, était devenu l'un des feuilletonistes vedettes du début du XXe siècle. Il faisait dire à Pardaillan, son héros : « Mon maître, c'est moi. » Version Sartre : « On est ce qu'on veut. »

Jean-Paul Sartre meurt le 15 avril 1980 d'une embolie pulmonaire, il avait soixante-quinze ans. Il ne voulait pas d'obsèques nationales, mais 50 000 personnes l'accompagnent de l'hôpital où il est décédé au cimetière du Montparnasse où il repose.

Je n'ai jamais rencontré un homme aussi généreux et aussi libre que Jean-Paul Sartre.

*Voir :* Alleg (Henri) ; Avis ; Cavanna ; Filmographie ; Grossman (Vassili) ; July (Serge) ; *Libération* ; Populismes – 1 et 2 ; Voltaire.

# Signes

## *Le langage des signes*

Le signe est une unité de mesure : chaque lettre, chaque blanc, chaque ponctuation est un signe. 1 500 signes, c'est 1 feuillet, et 1 feuillet, c'est 25 lignes de 60 signes. Et 1 feuillet, c'est aussi 250 mots.

Les Anglo-Saxons raisonnent leurs articles en nombre de mots, tandis que les Latins sont restés adeptes des signes. Au choix, un article de 3 feuillets, c'est 4 500

signes ou 750 mots.

Un journal, c'est une comptabilité permanente. Il y a la commande qui chiffre chaque information et chaque article en fonction de sa superficie. Tel fait sera traité en 2 feuillets et 5 lignes, c'est-à-dire 3 300 signes. Si l'article rendu est plus long : soit il faut changer la maquette de la page, soit il faut le couper et informer l'auteur et son chef de service que ce n'est pas une manière de travailler. Même l'inspiration doit entrer dans une case chiffrée.

Le passage à l'informatique a rendu cette gymnastique d'une précision chirurgicale.

Philippe Labro a publié un recueil de ses chroniques du *Figaro* sous un très beau titre : *7 500 signes*, c'est-à-dire des chroniques définies par leur nombre de signes, leur nombre de feuillets. 5 feuillets, c'est une longue chronique, à plusieurs entrées. Les grands papiers magazines varient entre 5 et 12 feuillets. Dans les magazines américains, les grands papiers dépassent souvent 15 ou 17 feuillets.

J'ai trouvé dans Wikipédia, SIGNE, qui serait l'acronyme de Service d'intérêt général non économique. C'est la version idéaliste de la presse, mais c'est une fausse piste.

*Voir* : Hersey (John) ; Robots.

## Simenon (Georges)

### *Le grand écart*

Pierre Assouline commence son immense biographie par cette phrase : « Qui saura jamais expliquer le “paradoxe de Simenon” : un homme connu surtout pour sa notoriété ? » L'écrivain aurait inventé la fiction autobiographique. Il aurait menti à plusieurs reprises sur des événements de sa vie.

Il existe un autre paradoxe Simenon. L'économie de son écriture est l'une des meilleures écoles de prose journalistique. Malgré de très nombreuses collaborations à des journaux, Simenon a connu beaucoup de grandes réussites littéraires mais aucune en matière de presse.

Ce paradoxe m'a valu aux débuts de *Libération*, dans les années 1970, de véritables prises de bec. D'autant que la vie de l'homme Simenon n'est pas très *fun*. À en faire une référence, je prenais des risques.

Antisémite, antidada, antisurréaliste, antisocialiste, antirésistance : Georges Simenon est un bloc de conservatisme.

Pendant l'Occupation, il avait signé pour plusieurs films avec la société de production cinématographique à capitaux allemands qui raflait les contrats. Le gouvernement provisoire d'Alger l'avait mis sur une liste noire. Menacé d'une condamnation à la Libération, Simenon avait dû s'exiler pendant une dizaine d'années au Canada et aux États-Unis.

Exceptionnel comme écrivain, Georges Simenon, journaliste, laisse une œuvre banale.

Il avait débuté dans la presse, très jeune comme Kessel, à seize ans. Il avait été embauché à *La Gazette de Liège*. Là encore, en *performer*, il a beaucoup écrit, des billets quotidiens et même une série de textes de nature antisémite, inspirée du faux *Protocole des sages de Sion*.

Francis Lacassin, qui a fait un recensement minutieux de son œuvre, lui attribue par ailleurs plus de 1 000 reportages autour du monde.

Georges Simenon était toujours en mouvement. Il écrivait très vite et avec ce qu'il appelait « la chasse aux femmes », lors de ses virées nocturnes, les croisières sur ses bateaux et les voyages de découvertes qu'il faisait financer par des journaux, en échange de ses « choses vues », il n'avait rien d'un ermite.

Dans son œuvre journalistique, ce sont les récits de voyages, que ce soient les tours du monde ou la traversée de l'Europe, de l'Afrique ou des États-Unis, qui séduisent le plus. Il en profite pour faire de la documentation sur de nombreux pays, qui serviront de cadre à de nouveaux romans. Il redouble avec les milliers de photographies qu'il prend.

Dans *Pedigree*, il avoue sa mythomanie, ce qui en matière de journalisme est toujours fâcheux et jette une ombre sur ses scoops. On songe à sa couverture de l'ascension de Hitler en 1932-1933.

Simenon évoque par exemple ses rencontres avec le chef nazi. Il écrit : « J'ai rencontré dix fois Hitler au Kaiserhof. » En fait, Hitler, avant de devenir chancelier, logeait dans un palace avec son état-major. Simenon avait sa chambre dans le même hôtel. À ce titre, ils se sont croisés dans les escaliers un certain nombre de fois.

Il accueille par ailleurs de manière positive la conquête du pouvoir par Hitler : « Il y a quelques dizaines de millions d'Allemands qui ont l'impression que c'est fini, qu'ils ont retrouvé leur équilibre, qu'on leur a donné enfin un but dans la vie. Celui qui a fait ça, c'est Hitler ! »

L'écrivain a connu une expérience journalistique catastrophique, dont j'emprunte le fil à Pierre Assouline.

Un directeur de banque est arrêté à Bayonne en décembre 1933. L'enquête révèle qu'il s'agit d'une escroquerie montée par un arnaqueur, Alexandre Stavisky. Il aurait détourné ainsi 200 millions de francs de l'époque, selon un système proche de celui dit de « Ponzi », repris récemment par un escroc américain à très grande échelle, Bernard Madoff, toujours en prison. Le 3 janvier 1934, on retrouve le corps de Stavisky agonisant dans son chalet. Titre du *Canard enchaîné* : « Stavisky s'est suicidé d'une balle tirée à 3 mètres ».

Albert Prince est chargé d'enquêter par le parquet financier de Paris. Il découvre qu'un ministre en exercice, des parlementaires, des directeurs de journaux, des magistrats couvraient Stavisky. Le gouvernement d'alors démissionne. Les Croix-de-Feu mobilisent place de la Concorde le 6 février 1934 : c'est l'émeute, on relève quinze morts. La presse d'extrême droite accuse les Juifs, les métèques, les francs-maçons et le parlementarisme.

Léon Daudet, de *L'Action française*, surnomme les complices de Stavisky : « les stavisqueux ».

Le 20 février, c'est le corps décapité d'Albert Prince que l'on retrouve près d'une ligne de chemin de fer.

Jean Prouvost qui dirige *Paris-Soir* a l'idée d'embaucher le commissaire Maigret, pour enquêter sur la mort du parquetier. Simenon ne l'a jamais dit mais il le pense très fort : « Maigret, c'est moi ! », et il accepte de relever le défi.

*Paris-Soir* mobilise quinze reporters pour l'épauler. On embauche Gaston Leroux, un des grands reporters du début du siècle, le père de *Rouletabille* et l'inventeur du *Mystère de la chambre jaune*, pour conseiller Maigret. Simenon ne le sait pas, mais d'anciens policiers ont également été engagés. Ainsi que deux ex-surintendants de Scotland Yard qui, très vite, vont conclure au suicide d'Albert Prince. Réaction de Jean Prouvost : « Un suicide, c'est la perte de 200 000 lecteurs. Il me faut un assassinat ! » Il refuse de publier l'enquête des anciens de Scotland Yard. Elle paraîtra mais expurgée de sa conclusion.

L'écrivain se fait pigeonner dans les grandes largeurs par tous les bavards qui hantent les bars et les boîtes de nuit à partir de minuit. Ces conversations alcoolisées mettent en cause le Milieu, et en particulier des gangsters marseillais, il publie des noms qui seront rapidement mis hors de cause par la justice.

*Paris-Soir* publie onze articles de Simenon sur le sujet qui racontent ses pérégrinations. Le fiasco est total. Non seulement Simenon n'était ni commissaire ni enquêteur, mais en tant que journaliste il cafouille et finit bredouille.

Surnoms dont il est affublé dans *Le Canard* : « Simenon lieu » « Monsieur de la Police ». Henri Jeanson l'a baptisé « Confauxfrère ». Il est raillé par toute la presse.

Quant à Albert Prince, il se serait vraiment suicidé.

L'écrivain vient de faire le grand écart entre le roman de fiction et les contraintes du journalisme d'enquête. Dans la réalité, Maigret s'est planté, et Georges Simenon est renvoyé à la fiction. Ses reportages se limiteront désormais aux voyages.

*Paris-Soir* lui propose un tour du monde de cinq mois, il accepte cette bouée de sauvetage et prend le large. Comme souvent avec Simenon, c'est la fuite.

Comment ce journaliste très banal peut-il être une référence pour la presse ?

Ce graphomane avait beaucoup appris à la rude école de Colette. Elle avait connu Simenon alors qu'elle dirigeait le service littéraire du quotidien *Le Matin,* dans les années 1920. Elle lisait et choisissait les nouvelles littéraires que publiait le quotidien et écrivait sur les faits divers.

Simenon l'avait sollicitée avec plusieurs textes : elle les avait refusés alors qu'il avait déjà une production romanesque abondante. Colette motivait ses refus avec ce conseil : « Supprimez toute littérature et ça ira ! »

Beaucoup plus tard, Simenon dira : « J'ai essayé d'être le plus simple possible. C'est le conseil qui m'a le plus servi dans ma vie. Je dois une fière chandelle à Colette de me l'avoir donné. »

En 1983, François Richaudeau, un linguiste branché sur les mathématiques, a étudié la langue romanesque de Simenon entre 1929 et 1972. Il confirme ce que tout lecteur pouvait soupçonner : la phrase de Simenon est dépouillée. Il utilise en moyenne 12,9 mots par phrase.

À titre de comparaison, la phrase moyenne de Proust serait de 43 mots, mais les proclamations de Napoléon tout comme les éditoriaux de Françoise Giroud utilisaient des phrases qui n'alignaient que 15 mots en moyenne. Ce spécialiste nous apprend que la mémoire immédiate de ce qui vient d'être lu varie selon les individus entre 9 et 23 mots consécutifs.

La phrase de Simenon serait en adéquation avec le confort maximal de lecture. « La longueur de phrase la plus fréquente est de l'ordre de 7 à 8 mots », du genre : « La pipe était rivée dans sa mâchoire. » Les spécialistes de la communication font le même type d'études et poussent les politiques, par exemple, à utiliser un vocabulaire limité avec des phrases très courtes. Laurent Fabius Premier ministre avait cultivé à l'extrême cette économie de la langue.

L'autre paramètre pris en compte par François Richaudeau, c'est le vocabulaire global. De Gaulle mobilise 6 009 mots, Françoise Giroud, qui aligne des phrases courtes, en utilise moitié moins, c'est-à-dire 2 990 mots. Racine 1 800 mots, Charles Trenet 1 200.

Simenon faisait la chasse aux mots : il n'en utilisait que 800. Il dit, dans *Quand j'étais vieux*, qu'il aimait dactylographier des textes écrits à la main, pour retirer toutes les belles images, tous les adjectifs, les verbes, les adverbes, qu'il avait écrits pour faire de l'effet.

Il parle de son écriture comme d'une peinture dont les mots seraient l'équivalent des couleurs pures. Le mot « vent », le mot « chaud », le mot « froid » : ils les a appelés « les mots-matières ».

Avec ce dépouillement et cette absence d'originalité maîtrisée, il réussissait à rendre la banalité poisseuse d'une multitude de vies, prises dans la pesanteur d'un déterminisme social et psychologique.

Comme le dit Pierre Assouline, avec les mots de tous les jours, les mots de tout le monde, « il a réussi à forger son propre langage. C'est une des facettes de son génie ».

Son écriture est d'une grande modernité : ce n'est pas sans raison qu'il admirait celle d'Hemingway.



Non seulement ses phrases sont les plus courtes, il est l'écrivain qui utilise le moins de mots, mais il est aussi celui qui écrit le plus vite. Il aimait afficher ses performances. C'était devenu pour lui une forme de protection, comme s'il affichait ses records pour mieux cacher des secrets.

Ses performances sont en effet stupéfiantes : 193 romans et 158 nouvelles sous son nom, 176 romans et des centaines de nouvelles sous 27 pseudonymes différents. Il aurait vendu de 550 à 600 millions d'exemplaires de ses livres, il est le troisième auteur français le plus lu au monde après Jules Verne et Alexandre Dumas.

André Gide, qui fut le pape culturel de l'entre-deux-guerres, le considérait comme un pur génie littéraire. Il était fasciné par sa fécondité. Il le harcelait de questions sur ce stupéfiant processus créatif.

Simenon raconte à l'auteur des *Faux-monnayeurs* qu'il est capable d'écrire un roman en trois jours. Il lui arrive de produire 80 feuillets dactylographiés par vingt-

quatre heures et, dans les années 1920, il pouvait aligner 7 contes ou nouvelles par jour. Il avait déclaré dans une interview qu'il pouvait écrire 92 mots à la minute. Pour la seule année 1929, il a écrit 35 romans, tous rendus à la date prévue.

Il est à ce point conscient du caractère exceptionnel de sa production qu'il se prête en 1927 à un projet d'exhibition. Si la télévision avait existé à cette époque, ce show aurait été un sommet de la télé-réalité. À l'époque on ne parlait que de « cirque ».

Eugène Merle, un éditeur de journaux à succès, a créé le concurrent satirique du *Canard enchaîné*, *Le Merle blanc*. Il investit dans la presse quotidienne : il a créé *Paris-Soir* en 1923. Il veut y ajouter *Paris-Matin*.

Pour lancer *Paris-Matin*, il a conçu un défi spectaculaire : mettre Georges Simenon dans une cage de verre de 6 mètres sur 6 installée sur le toit du Moulin-Rouge, sous l'œil du public, et en trois jours et trois nuits il devra y boucler un roman. Le choix du titre se ferait avec le public.

L'écrivain court toujours après les contrats généreux, comme les pop stars d'aujourd'hui, ses rentrées sont considérables mais il dépense toujours plus. Il obtient d'Eugène Merle une très forte somme d'argent.

Simenon est raillé dans de nombreux journaux qui l'ont baptisé « l'écrivain vapeur ». Mais comme chaque fois, il est partant. L'épreuve n'aura pas lieu : entre-temps Eugène Merle a fait faillite. Simenon est devenu, avec l'épisode de la cage de verre, un personnage hors norme.

Il ne limite pas ses performances au romanesque. Plus de cinquante de ses livres ont été adaptés au cinéma. Il a une passion pour le septième art. Ses fréquentations mondaines ne sont pas littéraires mais cinématographiques. Il aime les acteurs et les cinéastes instinctifs comme lui et il fuit les écrivains cérébraux. Il considère Jean Renoir comme « son frère ».

Il préside le jury du festival de Cannes en 1960 qui décerne la palme à Federico Fellini. Il devient son ami, et il lui confie dans une lettre au moment de la sortie de *Casanova* : « J'ai fait le calcul […], j'ai eu 10 000 femmes depuis l'âge de treize ans et demi. » Il précise que 8 000 de ces femmes étaient des professionnelles, et qu'il avait souvent fait l'amour entre deux portes.

Ces chiffres cachaient l'origine de sa douleur. « Sa souffrance, écrit Pierre Assouline au terme de son enquête, c'est celle d'un grand écrivain reconnu par tous et partout, sauf par sa mère. » Il n'avait jamais su conquérir sa tendresse, elle ne l'avait jamais aimé. Elle est morte à quatre-vingt-dix ans, lui en avait soixante-sept. Et son œuvre romanesque est déjà achevée.

Ce secret structure sa vie et aura imprimé, de manière douloureuse, la relation qu'il a entretenue avec sa fille Marie Jo. Il l'a aimée comme il aurait voulu que sa mère l'aime. Sa fille avait une passion pour son père. Elle en est morte : elle s'est suicidée à vingt-cinq ans.

*Voir* : Claviste (Note de la) ; Kessel (Joseph) ; *Paris-Soir*.

# T

# Tabloïd

## *La presse rétrécie*

Tabloïd n'est pas un personnage secondaire de *Star Wars*, mais la taille minceur pour les quotidiens.

Lorsque lord Northcliffe lance, en 1896, *The Daily Mail* sur la moitié d'un grand format dit *broadsheet*, il invente le tabloïd, qui fera longtemps figure de martingale pour la presse populaire. Il inspire Joseph Paterson, qui met sur le marché le *New York Daily News*, devenu dès 1924 le premier tirage américain.

Ses lecteurs se recrutent désormais dans les transports en commun des grandes villes, tramways, métros, bus, ces espaces surchargés où il est acrobatique de passer d'une page à une autre avec un journal grand format, dit *broadsheet*.

Le tabloïd est devenu synonyme de journal populaire qui se lit vite, entre deux stations, en jouant des coudes, avec des articles très courts, des titrailles agressives et beaucoup d'information spectacle. Aujourd'hui encore *The Sun*, le survivant de la famille des tabloïds populaires, se présente comme « *The Best for news, sport, show-biz, celebrities* ».

En 1940, il y avait quinze tabloïds rien qu'à New York, dont le *New York Daily Mirror* de Randolph Hearst, une copie conforme des tabloïds de lord Rothermere, l'héritier de tous les journaux de son frère lord Northcliffe mort prématurément en 1922.

Les équipes d'Hearst ont décrit la recette du tabloïd et l'ont appliquée à la lettre : un langage facile à comprendre pour des gens parlant mal l'anglais ou l'américain ; des manchettes aux grosseurs et aux typos inspirées des avis de recherche, les fameux WANTED ; des partis pris nationalistes et volontiers bellicistes.

Dans la hiérarchie rédactionnelle, les questions urbaines ont la priorité sur la politique et les questions internationales. Le journal est très « visuel » et met en avant photos et bandes dessinées. Il titre sur les scandales et impose sa propre actualité. Ces choix requièrent d'employer des journalistes dépourvus de tout romantisme, et sans obsessions déontologiques.

Dans les années 1930, un Américain sur quatre lisait un quotidien appartenant à Randolph Hearst dont les sympathies pronazies étaient connues : il hébergea des tribunes de Hitler et de Mussolini dans ses journaux.

Lord Rothermere, en Grande-Bretagne, à la tête du principal empire de presse anglais, était également un fan des solutions autoritaires, et hostile lui aussi à l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, et des États-Unis contre l'Allemagne. Ces empires de papier prétendaient disposer d'un pouvoir auquel rien ne pouvait résister : ils n'ont pourtant pas réussi à empêcher l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Il y a plusieurs formats en usage dans la presse : le grand format ou *broadsheet* en 575 sur 410 millimètres, qui a été au cours du siècle dernier celui de la grande presse, celui de *France-Soir*, du *Figaro* comme du *Parisien* d'après guerre.

Le demi-*broadsheet*, c'est ce qu'on appelle le tabloïd, soit 430 millimètres sur 280. Une imprimerie qui travaille en grand format peut sortir de la même manière un petit format. Il existe également un demi-tabloïd, encore appelé le « mini-tabloïd », utilisé par la presse quotidienne autrichienne et par plusieurs quotidiens gratuits dans le monde.

Il existe enfin un quatrième format dit « berlinois » parce qu'il été inventé par la *Berliner Zeitung*, dont la taille est de 470 × 320, ce format a été adopté par *Le Monde* et *Les Échos* en France, par *La Repubblica* et *La Stampa* en Italie. C'est sans doute un des très rares legs de l'ex-Allemagne de l'Est. Il a souvent été adopté pour

se distinguer des tabloïds, même si la *Frankfurter Rundschau* en Allemagne, le vénérable *Times* et *The Independent* à Londres paraissent en format tabloïd.

De manière générale la presse quotidienne dans le monde a tendance à passer du XL au L, pour des raisons d'économie de papier, de facilité d'usage pour les lecteurs mais aussi de multiplication des espaces dédiés à la publicité.

En France, seul *Combat* avait choisi le tabloïd en 1967. Mais le journal était à l'agonie, il s'arrête en août 1974 et donne naissance au *Quotidien de Paris*, qui paraît lui aussi en format tabloïd.

En 1968, les quotidiens éphémères nés du printemps, *Action* et *Le Pavé*, fabriqués dans des petites imprimeries de labeur, sont sortis dans des formats tabloïds. La leçon ne sera pas oubliée par *Libération*.

Cette option avait par ailleurs plusieurs avantages immédiats.

*Libération* n'avait pas le choix. Jusqu'en 1981 le quotidien était passé entre les mailles du filet du Syndicat du livre CGT qui avait un droit de regard sur les rotatives de presse. Nous avions intérêt à nous faire tout petits à l'égard du syndicat qui était par ailleurs très occupé par la bataille engagée par *Le Parisien* dans les années 1970 pour s'émanciper de l'emprise de la CGT.

Dès lors que nous allions dans des imprimeries de labeur qui travaillaient sur des petites rotatives offset, la question du grand format ne se posait même pas. Par ailleurs, ce format tabloïd avait beaucoup d'avantages : il était immédiatement distinct de la presse dominante.

Les quotidiens qui se sont créés dans la foulée de *Libération* ont adopté le même format : *Le Quotidien de Paris* de Philippe Tesson et *Le Matin* de Claude Perdriel. Ils avaient la même ambition que *Libération* : créer des quotidiens haut de gamme dans un format populaire. *Le Parisien* qui paraissait sur un grand format a basculé lui aussi en tabloïd.

Dès 1981, au lieu de subir le format, *Libération* le positive avec le concept du « quotidien-magazine ». Seul ce format permettait de créer un nouveau lectorat, de concurrencer les hebdomadaires d'actualité et en particulier de réaliser des unes pleine page sur l'actualité mais à la manière des magazines.

Ironie de l'histoire, le mot tabloïd est issu de l'anglais *tablet*, qui signifie comprimé pharmaceutique mais aussi tablette. Aujourd'hui *tablet* désigne les iPad

et autres outils informatiques, c'est devenu le dernier format connu… de la presse quotidienne.

*Voir* : *Kane (Citizen)* ; Pulitzer (Joseph) ; Quotidien-magazine.

## Technologies

### *Le low cost*

*Libération* a inventé le quotidien généraliste *low cost*.

Tous les médias naissent de la rencontre entre un besoin culturel de masse et des technologies qui à ce moment-là permettent de le réaliser.

Tous les journaux français ont été lancés ou relancés après la guerre. Un seul est né après cette vague et continue à paraître : *Libération*. D'autres quotidiens ont été lancés dans son sillage, mais aucun n'a survécu.

L'exception *Libération* a germé dans l'effervescence culturelle de la fin des années 1960 et au début des années 1970. Trois technologies auront permis de s'émanciper de pesanteurs industrielles et financières du XIXe siècle et de la première moitié du XXe.

À l'origine de l'offset (qui signifie en anglais « reporter sur une plaque »), il y a la lithographie mise au point à la fin du XVIIIe siècle et fondée sur l'antagonisme entre l'eau et la graisse.

L'offset améliore la lithographie : la pierre est remplacée par une plaque photo sensible en aluminium que l'on fixe sur un cylindre. Le procédé est ancien mais la commercialisation date des années 1960. Ce procédé très souple va équiper des imprimeries de labeur – par différence avec les imprimeries de presse – pour des catalogues, la publicité ou des petites publications. Cette technologie fut utilisée avec succès par *Le Quotidien du médecin*, et *Libération* est le premier quotidien généraliste à être imprimé sur ces rotatives.

La presse, au début des années 1970, est encore une industrie lourde, contemporaine de la révolution industrielle. Dans cette usine qui fabrique des journaux, travaillent des centaines d'ouvriers très qualifiés. Ils sont nombreux sur les linotypes, ces machines très complexes qui transforment le texte en lignes ou en blocs de plomb, lesquels sont assemblés dans des formes qui figurent chaque page.

L'un des pionniers de *Libération* s'appelle Jean-René Huleu. Il était le pronostiqueur hippique du quotidien *Paris Jour*. Le propriétaire de ce journal, ulcéré par la grève de ses journalistes, venait brutalement de le fermer. Il a l'idée d'approfondir une nouvelle technologie, testée à cette époque, elle aussi, par *Le Quotidien du médecin* : la photocomposition. Comme son nom l'indique, le plomb est remplacé par la lumière.

L'investissement de départ pour envisager la sortie d'un quotidien change de dimension. Là où il fallait une usine, donc une mobilisation « industrielle » de capitaux, il n'y a plus que deux machines à écrire très sophistiquées pilotées par des dactylos. Deux auront suffi pour démarrer *Libération*.

Cette technologie combine un faisceau lumineux et un papier photographique qui, révélé, est collé sur une forme. Elle a été mise au point par deux ingénieurs français. Mais comme souvent, c'est aux États-Unis qu'elle devient une réalité physique et commerciale. La société Compugraphic commercialise à partir de 1968 ses machines pour 10 000 dollars pièce. La date a l'allure d'un clin d'œil, mais la réalité, c'est que la création d'un quotidien généraliste – à moindre coût – n'était pas possible avant cette date. Le fac-similé, enfin, permet, de décentraliser l'impression. Au lieu d'avoir un seul centre d'impression à Paris, plusieurs sont mobilisés à Paris et en Province. Les pages d'un journal sont envoyées à cinq ou six terminaux d'imprimeries équipés en offset. Le journal arrive très tôt dans les points de vente et permet en principe de nationaliser la diffusion. Cette technologie est utilisée pour la première fois par le *Asahi Shimbum,* le premier quotidien en diffusion dans le monde.

Le choc pétrolier de 1973 a renchéri les coûts de transports routiers et encouragé le recours à cette décentralisation. Elle autorise la création d'éditions régionales pour les quotidiens parisiens.

Les NMPP, en 1975, mettent en place ce système dont *Libération* sera l'un des principaux utilisateurs. Une opportunité s'ouvrait, et *Libération* a lancé, dans les années 1980, *Li-Ly*, c'est-à-dire *Libération-Lyon*, une édition décentralisée du quotidien. Nos confrères parisiens n'ont pas voulu prendre le risque que nous réussissions ; *Le Figaro* et *Le Monde* se sont précipités pour ne nous laisser aucune chance. Nous avons donc tous échoué.

Ce système a été utilisé par le groupe Gannett aux États-Unis pour lancer, en 1982, le premier quotidien national américain imprimé dans vingt-quatre villes, *USA Today*. Avec succès.

*Voir* : Machine à écrire ; Réseau.

## Télé-réalité

### *Tous célèbres*

La télé-réalité est l'enfant qu'Andy Warhol, l'ancien publicitaire devenu le prince du pop art, et « le cinéma direct » ont fait à la télévision dans les années 1960. L'accouchement eut lieu en 1973, sur PBS, la chaîne de télévision publique américaine.

Ce qui s'appelle le cinéma direct est un courant qui voit le jour dans les années 1960 avec les outils utilisés par la Nouvelle Vague, un son synchrone et une caméra ultra-légère.

Des cinéastes filment la vie quotidienne avec les techniques empruntées au reportage, à vif et sans commentaire, ils s'appellent Robert Leacock, Frederick Wiseman, Michel Brault, Agnès Varda, Chris Marker, Robert Kramer, Raymond Depardon…

Le prince du pop art était fasciné par la télévision. Il s'est voulu le prédicateur de la célébrité télévisuelle – « chacun aura droit à son quart d'heure de célébrité ». Il

passait des heures devant le petit écran ; c'était selon lui non seulement un outil de communication mais aussi un répertoire de formes et un passe-temps garanti contre la déprime et la migraine.

Il imposera des *screen test* aux inconnus qui se pressent à la « Factory », son atelier, usine, boîte de nuit, studio de sérigraphie et de photos, pour en faire des stars, il tournera des clips, même des sit-coms jusqu'à produire ses propres programmes sur une chaîne privée new-yorkaise.

L'enfant de Warhol et du cinéma direct s'appelle « An American Family ». Du 30 mai au 31 décembre 1971, Susan et Alan Raymond, un couple de réalisateurs, filment les Louds, une famille de la upper middle class, installée à Santa Barbara en Californie : le père, la mère et leurs cinq enfants. Ils tournent cinq cents heures de films.

Pendant ces six mois de tournage, le couple entre en crise et décide de divorcer, tandis que le fils aîné révèle son homosexualité. La chaîne publique PBS diffuse, au début de l'année 1973, douze épisodes de la vie des Louds. Dix millions de téléspectateurs suivent leur histoire.

L'anthropologiste Margaret Mead y voit un événement majeur, « aussi important que la naissance du drame ou l'invention du roman ». Jean Baudrillard y verra, lui, « la dissolution de la télévision dans la vie et la dissolution de la vie dans la télévision ».

HBO, la télévision à péage, tourne et diffuse, dix ans plus tard, la suite des aventures des Louds. Il y a un mort dans la saga, le fils aîné homosexuel qui se droguait au « crystal meth » fait une hépatite B et meurt du sida, Bill et Pat, le père et la mère, renouent. Et en 2011, la famille Louds remet ça avec PBS pour le quarantième anniversaire du premier film.

Dans la foulée, en 1974, la BBC a tourné « The Family », douze épisodes sur la vie d'une famille de la working class de Reading. Dès cette époque, ce « format » s'impose en télévision dans le monde entier. En 1987, rien qu'aux États-Unis, il y a déjà trente-sept émissions de télé-réalité. En France, la radio et la télévision deviennent d'abord des confessionnaux avant que « Loft Story » ne débarque sur M6 en 2006.

Une bimbo l'emporte et devient une star éphémère, celle des reality shows. Ce n'est pas un marché de dupes : non seulement Loana n'est pas Elizabeth Taylor, mais il n'y a plus de stars de cinéma. Il reste des gens « connus pour leur notoriété », selon la formule d'Andy Warhol, qu'il s'appliquait à lui-même, des projecteurs et la presse *people* qui les montrent sous un jour pathétique, à l'inverse des années 1930 et 1940 qui les faisaient défiler en les embellissant.

Loana était volontaire sans doute pour avoir une *love affair* en direct, pendant quelques semaines, sous les projecteurs de télévision. Les flashes des photographes de *Voici* et de *Closer* ont pris la suite. Les vedettes créées par la télé-réalité sont jetables. Loana, vedette jetable, était promise à disparaître après usage, ou d'aller de Charybde en Scylla, ce qu'elle fit.

Nabilla, ses vingt et un ans, sa poitrine plastifiée et sa célèbre apostrophe, « Non, mais allô quoi, t'es une fille, t'as pas de shampooing ? », poussent le mime de l'existence d'une vraie-fausse star encore plus loin en étant la vedette de sa propre vie dans « Allô Nabilla, ma famille en Californie » sur NRJ 12.

Les Américains appellent ce programme un « Dynasty Show ».

À la différence de Loana, Nabilla est déjà connue dans une partie du monde, elle a fait des couvertures dans de très nombreux magazines, elle est invitée dans pléthore d'émissions pour faire semblant d'être un personnage emblématique.

Elle l'est d'une certaine façon : la télé-réalité donne aux téléspectateurs le spectacle d'une femme venue de nulle part qui, avec une incroyable détermination, la tchatche des banlieues et les miracles éphémères de la chirurgie esthétique, se bat avec toute sa famille derrière elle pour en sortir socialement.

Des stars d'autrefois, elle aura l'apparence, les lumières, un statut de starlette et sans doute – on ne le lui souhaite pas – les chienneries du star system ; c'est l'ivraie sans le bon grain.

Ces émissions ne sont plus exceptionnelles. Parallèlement à leur généralisation sur toutes chaînes de télévision, la télé-réalité se privatise avec la révolution numérique. Avec les téléphones portables et les « selfies », chacun se met en scène et se photographie dans toutes les situations possibles et imaginables, et les diffuse en temps réel sur les réseaux sociaux.

La vie est un spectacle mondial dont nous serions tous, fût-ce malgré nous, les héros pathétiques !

*Voir* : Mazarine ; Simenon (Georges) ; Vie privée.

## Théorème

### *L'overdose de confrères*



Patrick Chauvel a photographié la majeure partie des conflits qui ont martyrisé le monde depuis les années 1970. Il a sauté d'une guerre à l'autre, toujours au bon endroit, au bon moment et au bon millième de seconde. Il met aussi des mots sur ses images, c'est un vrai photoreporter de guerre.

Dans son livre intitulé *Les Pompes de Ricardo Jesu*s, il écrit à propos de la guerre civile au Salvador : « Quand il y a trop de médias, l'histoire se transforme et l'on ne sait plus qui fait l'événement, les journalistes ou les Salvadoriens. Quand il y a trop de confrères je n'aime plus être journaliste. »

Remplacez Salvadoriens par n'importe quelle population, n'importe quelle communauté : pertinence garantie.

Ce pourrait être le théorème de Chauvel : « Quand il y a trop de confrères, je n'aime plus être journaliste. » Il se vérifie sous toutes les latitudes et pas seulement pour les photographes.

Il a écrit trois livres : l'un d'eux s'appelle *Rapporteur de guerre*.

Son métier est pratiqué par des trompe-la-mort : dans les guerres civiles ou militaires, les photo-reporters sont les plus exposés, car tous connaissent et pratiquent un autre théorème, celui de Robert Capa, qui se vérifie chaque fois : « Si vos photos ne sont pas assez bonnes, c'est que vous n'êtes pas assez près. »

*Voir* : Capa (Robert) ; Cartier-Bresson (Henri) ; Otages.

## Timişoara

### *Télé-révolution et vrais massacres*

La révolution roumaine, c'est un vrai complot, un vrai soulèvement, un vrai massacre, une vraie manipulation destinée à justifier un putsch dirigé depuis un studio de télévision, et un vrai désastre qui a frappé tous les médias, victimes d'une violente inflammation. Toutes ces histoires sont imbriquées.

Vingt-cinq ans après, les historiens en sont toujours à recenser les mystères de cette fausse-vraie révolution : le fameux « charnier » de Timişoara a-t-il été mis en scène ? Quels rôles ont joué les Soviétiques ? La mort des Ceauşescu était-elle programmée par les comploteurs ? Qui étaient les prétendus « terroristes » dénoncés par les artisans du complot, aucun de ces tireurs n'ayant jamais été retrouvé ? Qui a exécuté le « génie des Carpates » ? On ne connaît même pas de manière précise le nombre de tués : selon la vigilante « Association du 21 décembre », qui, depuis vingt-cinq ans, œuvre pour la vérité historique, la révolution roumaine aurait fait au moins 1 100 morts et 3 500 blessés.

À ce jour et malgré les procès des principaux acteurs du coup d'État, il n'y a pas de réponses à ces questions, uniquement des hypothèses. L'omertà règne toujours en Roumanie sur « la révolution de décembre 1989 ».

Une brèche vient enfin de s'ouvrir vingt-cinq ans après la chute du régime : la Cour constitutionnelle a jugé recevable, en décembre 2013, des plaintes de l'Institut d'investigation sur les crimes du communisme. Des responsables de camps de déportation, de prisons, des tortionnaires de la Securitate, la police politique de Ceauşescu, devraient être traduits en justice.

La conspiration, au sein de l'appareil communiste, de l'armée et de la police politique pour renverser la dictature du couple Ceauşescu, est avérée.

Silviu Brucan, ancien ambassadeur roumain aux États-Unis, opposant historique à Ceauşescu, en aura été le mentor. Sa rencontre avec Gorbatchev est certaine. Protégé par les Soviétiques d'alors, il faisait figure d'intouchable et circulait librement en Europe.

Ion Iliescu, ex-favori de Ceauşescu, mis en quarantaine par le « Conducator », aura été le cerveau du complot, le chef du Front du salut national, celui qui a décidé l'exécution des Ceauşescu, qui a officialisé la chute du régime, pris la télévision, rassemblé les insurgés. Il est nommé à la tête du gouvernement intérimaire. Il gagne l'élection présidentielle de 1992. Il est réélu en 2000. Il sera poursuivi par la justice en 2008, pour savoir si, en décembre 1989, comme le soupçonnaient la justice et beaucoup d'opposants, il aurait fait appel à des snipers clandestins de la police secrète pendant les événements.

La direction opérationnelle aura été assurée par le général Victor Stănculescu, l'homme de confiance de Ceauşescu, qui l'aura nommé chef d'état-major de l'armée en charge du maintien de l'ordre. C'est lui qui a donné l'ordre à l'armée de tirer sur les manifestants à Timişoara, l'acte I du complot. Lorsque le dictateur est sifflé à Bucarest le 21, il l'encourage à quitter la ville pour éviter d'être lynché par la foule. Il facilite sa fuite pour le faire arrêter et il organise l'exécution du dictateur et de sa femme : ils sont fusillés le 25 décembre.

Au cours de cette parodie de justice, c'est lui le traître hors champ, dont parle Ceauşescu dans les extraits télévisés qui ont été diffusés. Et on retrouve le général plus tard, dans les studios de la télévision occupée, aux côtés de Ion Iliescu et de Petre Roman, autre conjuré et futur Premier ministre.

Le général Stănculescu retrouve à la télévision le général Militaru qui avait déjà participé à un complot de la Securitate contre Ceauşescu au début des années 1980 et qui appartenait sans doute aux renseignements militaires soviétiques, le GRU. Les deux généraux se sont succédé au ministère de la Défense.

Après « la révolution », Stănculescu fut poursuivi pour avoir donné l'ordre de tirer sur les manifestants de Timişoara. Après de multiples recours, le jugement est devenu définitif en 2008, soit près de vingt ans après les faits : il a été condamné à quinze ans de prison. Il en sortira très vite pour raisons de santé. Dans un livre consacré à *La Révolution roumaine* il défend la thèse selon laquelle il s'agissait d'« un coup d'État gorbatchévien planifié par le KGB ».

La mèche s'allume en effet à Timişoara. La mise en résidence surveillée d'un pasteur calviniste d'origine hongroise était-elle préméditée pour provoquer un soulèvement dans une région sensible ?

Le pasteur s'enferme dans son temple sous la protection d'une petite foule de fidèles. Cette ville ouvrière de plus de 350 000 habitants, dans l'ouest de la Roumanie, comprend une forte minorité hongroise, qui s'enflamme facilement. Cette foule protectrice se gonfle au fil des heures.

Marc Semo de *Libération* arrive à Timişoara le 22 décembre dans l'après-midi avec Patrice Claude du *Monde* et un journaliste de l'AFP. Trois mois après, il y est retourné avec Sorj Chalandon pour une contre-enquête de *Libération* sur le déroulement des événements de décembre. Elle a paru le 4 avril 1990, la une lui était consacrée. C'est sur elle que je m'appuie pour reconstituer ce récit.

Le 15 décembre, il y a 300 personnes devant le temple du pasteur.

Le 16, ils sont 500 et on entend les premiers « À bas Ceauşescu », « À bas le communisme ». Dans la nuit, ils sont 10 000 et la mairie est prise d'assaut. Il y a 800 arrestations.

Le 17, les manifestations se poursuivent : l'armée tire.

Le 18, on dénombre au moins une cinquantaine de morts. Mais la police politique intervient dans la nuit pour faire disparaître les cadavres de l'institut médico-légal : 42 corps auraient été transférés à Bucarest et brûlés sur ordre de Ceauşescu.

Le 19, le Premier ministre roumain est à Timişoara. Ils sont 50 000 dans les rues alors que la ville est cernée par l'armée.

Le 20, grève générale dans toutes les usines, plus de 100 000 personnes descendent dans les rues. Le colonel Dancea s'adresse à la foule et déclare que l'armée ne tirera pas.

Le 21 décembre, lorsque Ceauşescu s'adresse à la foule à Bucarest, des cadavres ont été déterrés à Timişoara d'une fosse commune pour indigents. S'agit-il d'une mise en scène destinée à accabler le régime de Ceauşescu, ou les habitants de la ville après le massacre ont-ils remué ciel et terre pour retrouver les dépouilles de leurs proches disparus ?

L'enquête de Marc Semo et de Sorj Chalandon révèle qu'il y aurait eu à Timişoara 147 morts, 25 disparus et 335 blessés.

Alors que l'Europe de l'Est communiste s'est libérée de manière pacifique, ce pays avec une dictature sinistre fait exception : les Roumains comme les envoyés spéciaux vivent dans le fantasme du bain du sang. Sur place, ce charnier ne surprend personne : il est dans la logique de Ceauşescu.

Le 22 décembre, le dictateur croit prendre la fuite et tombe dans le piège du général Stănculescu. Ion Iliescu annonce à la télévision l'arrestation du tyran et la chute du régime.



Les agences est-allemande, hongroise, yougoslave et l'agence Tass évoquent toutes 4 632 cadavres à Timişoara. L'orchestration du KGB paraît plus que probable. Ces chiffres sont matraqués par les insurgés et les mêmes images cadrées serrées sur les cadavres de Timişoara, qui n'avaient rien à voir avec cette révolution, reviennent de manière obsédante sur tous les écrans du monde.

Ce chiffre est repris par l'AFP à 18 h 54 le même jour, et par une radio publique, France Inter.

La Cinq a pris le relais avec une émission spéciale en diffusant les images de la télévision roumaine. La chaîne évoque, sur la base de la dépêche AFP, « un bilan tristement officiel de 4 630 cadavres ». Ce soir-là, Antenne 2 montre des cadavres – de vraies victimes du massacre – alignés sur le sol d'un hôpital, les médecins interviewés parlent d'une « boucherie jamais vue ». Le 23, le *New York Times* titre sur le massacre mais, prudent, évoque le chiffre « non vérifié » de 4 600 morts, *Libération* titre « La boucherie », mais va commettre une faute, qui restera comme un traumatisme dans l'histoire du journal.

Le 22, l'envoyé spécial de *Libération* se trouve depuis quelques heures à Timişoara. Il est emmené tout de suite au cimetière par des manifestants et voit les cadavres, dont nous savons maintenant qu'il ne s'agit pas de victimes de la répression mais d'indigents. Pour l'envoyé spécial de *Libération*, « les morts n'avaient pas l'air très frais ». Mais beaucoup de témoins parlent de combats sanglants et déplorent la disparition de leurs morts. Le soulèvement de la ville est

indiscutable. Marc Semo envoie à Paris un papier mesuré, qui n'est pas centré sur le charnier.

L'unanimité des télévisions, des agences de presse de l'Est, partagée par l'AFP, les témoignages de Timişoara jettent le trouble au siège de *Libération* sur l'ampleur des massacres et sur ce charnier. La direction de la rédaction décide de joindre de nouveau Marc Semo. La liaison se révèle impossible : des parachutistes et des tireurs présentés comme des agents de la police secrète se battent autour du central téléphonique de Timişoara. Les lignes sont coupées.

Au lieu d'utiliser la dépêche AFP en encadré ou en chapeau, elle est fondue dans l'article de l'envoyé spécial, en lui faisant assumer le charnier, dont par ailleurs il ne niait pas l'existence mais sans en faire le cœur de son article. Avec la direction de la rédaction, nous décidons d'injecter dans la dépêche du témoin oculaire des éléments de climat empruntés aux directs télé. C'est formellement proscrit. Il n'y a pas d'exception à cette règle sauf à nier l'utilité des envoyés spéciaux. Beaucoup de médias dérapent sur cet événement, cela ne justifie pas la faute de *Libération* ce soir-là.

La télévision roumaine libérée est devenue le QG de la révolution. Toutes les télévisions du monde entier se précipitent sur cette « télé-révolution », les images sont fabriquées par les leaders autoproclamés de cette insurrection-coup d'État et reprises telles quelles, souvent sans la moindre distance, sans la moindre mise en garde. La puissance de ce flux d'images jamais vues emporte toutes les précautions d'usage sur son passage.

Les arrière-pensées américaines ne sont pas exclues : au même moment, le 20 décembre, les GI investissent le Panama pour arrêter Manuel Noriega, un autre dictateur, agent de la CIA de surcroît, qui travaille également pour les Cubains et qui se révèle un important narcotrafiquant. L'opération fera 2 000 morts, plus que la « révolution » roumaine.

Vu de Bucarest, le charnier de Timişoara constituait une péripétie très secondaire. La réalité, c'était le massacre de Bucarest, avec plus de 1 000 morts. Mais qui a tué qui ?

C'est l'armée qui tire à Timişoara et dans d'autres villes, sur ordre du chef

d'état-major qui est l'un des principaux conjurés.

Mais à Bucarest, on ne connaît pas la réponse. Si Ion Iliescu a été poursuivi, lui aussi, par la justice, c'est parce qu'il y a eu plus de morts dans les jours qui ont suivi l'exécution du dictateur qu'avant et que, répétant sans cesse à la télévision qu'il y avait des « terroristes » partout, c'est-à-dire des partisans de l'ancien dictateur, Ion Iliescu a été soupçonné d'en avoir été l'instigateur.

Ces batailles de rues, qui parfois ont opposé des unités de l'armée entre elles alors qu'elles pensaient l'une et l'autre affronter des terroristes de la police secrète, laissent un goût très amer. Il n'est pas certain que ces combats aient eu la moindre utilité, sauf à créer un climat favorable à des dirigeants en pleine reconversion. Faute de preuves, Ion Iliescu a fait l'objet d'un non-lieu.

Dans un pays où la paranoïa a régné pendant si longtemps, où il y avait deux fois plus d'informateurs de la police secrète que d'habitants – ce qui reste un mystère –, cette histoire absurde est considérée comme la plus probable par l'Association du 21 décembre qui réunit les familles des victimes de la révolution, travaille sur les crimes du communisme roumain et instruit d'éventuelles plaintes.

La focalisation des médias occidentaux se fait sur les faux charniers : elle occulte le vrai soulèvement et les vrais massacres.

Cet épisode traumatique a mis en lumière une exigence nouvelle à l'égard des médias, cruellement non satisfaite en Roumanie, comme dans d'autres événements depuis : les citoyens demandent aux journalistes d'agir comme un bureau de vérification des événements capable de faire le tri entre les maquillages de la communication et les réalités de l'information.

*Voir* : Communication ; *Vérité (L'Invraisemblable)* ; Wilder (Billy).

## Tintin

### *N'écrit (presque) jamais*

Je suis né en décembre 1942, au moment où paraissait *L'Étoile mystérieuse*. Tandis qu'un savant fou prédit l'Apocalypse, deux expéditions sont en compétition pour s'emparer d'un aérolithe flottant. Tintin fera échouer toutes ces tentatives.

Cet album est très daté : le méchant s'appelle Blumenstein, et c'est une caricature antisémite de banquier juif new-yorkais. Son auteur avait été contraint de le rebaptiser pour l'édition américaine : Hergé avait choisi Bohlwinkel, sans savoir, semble-t-il, que c'était également un patronyme juif.

Georges Remi, GR, signait RG, c'est-à-dire Hergé. Il était à cette époque le rédacteur en chef du supplément jeunesse du quotidien *Le Soir* qui paraissait sous contrôle allemand. Tintin, c'est la *Madame Bovary* de la BD : Hergé disait : « Tintin, c'est moi quand j'aimerais être parfait, Haddock, c'est moi quand je suis moi-même, et Tournesol, c'est moi quand je travaille. »

J'étais très envieux de la liberté de cet adolescent, dont Hergé devait révéler beaucoup plus tard dans une interview qu'il avait quinze ans dans les premiers épisodes et que, au mieux, il avait pris quatre ans en quarante ans, à raison de un an tous les dix ans.

Tintin, qui était en âge de passer ses journées à réviser le bac, avait réussi à zapper le lycée, pour courir le monde sous les applaudissements du monde adulte.

J'ai beaucoup voyagé en compagnie du garçon à la houppette, qui faisait d'autant plus rêver qu'il pilotait des automobiles, des motos, des avions, montait des chevaux au galop. Tout adolescent a rêvé aux performances de Tintin. Mieux, il affrontait victorieusement le pire du monde adulte.

Cet aventurier sans famille n'est pas sans amis : il est toujours accompagné d'une troupe composée d'un chien intuitif et raisonneur, Milou, d'un inventeur d'injures, Archibald Haddock, d'un savant lunaire, le Professeur Tournesol, et des Dupont/Dupond, des jumeaux policiers déficitaires en neurones.

Pour un journaliste, il ne lui manquait plus que d'écrire des articles.

Un journaliste en reportage a son chef de service ou son rédacteur en chef au téléphone une ou plusieurs fois par jour qui le harcèle, il a des contacts, il sort un carnet où il prend des notes sans arrêt, il interroge et fait des interviews.

On ne voit Tintin écrire que dans *Tintin chez les Soviets*. Il est dans une chambre en train de noircir trois feuilles de papier, avec une plume et un encrier. Dans la bulle Tintin dit : « Il s'agit de faire un bel article. » Donc il écrit ! Dans la case suivante, page 34 de l'édition originale, il a noirci une cinquantaine de rectangles de papier. Il a dû s'y reprendre à plusieurs fois parce que dans la case d'après tout tient dans une simple enveloppe.

L'adolescent précoce est en URSS pour un reportage, et les bolcheviques cherchent à le tuer pour l'empêcher de révéler la vérité sur ce qu'il a vu. Tintin en revient en 1929, mais c'est l'écrivain André Gide qui, quelques années plus tard avec *Retour d'URSS*, publiera le reportage qui aurait dû être en principe celui de Tintin.

Tintin est dessiné devant une machine à écrire mais c'est uniquement pour *Le Journal de Tintin* et pour signaler la rubrique « Courrier des lecteurs ». Dans le magazine, un certain nombre d'articles étaient au surplus signés par Tintin. Son créateur a dû ressentir le besoin de crédibiliser la profession de son personnage.

Entre le premier et le deuxième album, Tintin est passé de la Russie bolchevique au Congo colonial : il est devenu une star du journalisme, connue dans le monde entier. On se dispute Tintin sur le paquebot qui l'emmène en Afrique : « Je suis chargé par le journal *New York Evening Press* de vous offrir 5 000 dollars pour le reportage que vous allez faire en Afrique », dit l'un. Surenchère du *Daily Paper* qui offre 1 000 livres, le *Diario de Lisboa* offre 50 000 escudos. Tintin repousse toutes ces propositions : « Mais je ne puis les accepter, je suis déjà engagé auprès d'autres journaux. »

Tintin ne prend des notes qu'une seule fois, c'est dans *L'Oreille cassée*, le sixième opus, où le reporter, apprenant le vol d'un fétiche arumbaya, se précipite au musée pour interroger le gardien. Tintin sort un carnet. À croire que, dans tous les autres épisodes, il l'avait oublié ou égaré. Il n'interviewe jamais personne. On ne le surprend pas en train de faire le récit de ses aventures à la radio, ou en train de les dicter à une secrétaire.

Il doit pourtant sa réputation planétaire au succès de la publication, hors champ, de ses aventures sous forme de feuilletons, comme les enquêtes d'Albert Londres ou de Joseph Kessel lorsqu'elles paraissaient dans les journaux. Il est

probable que Tintin disposait d'un nègre talentueux, Georges Remi, qui avait toujours rêvé d'être grand reporter.

La dénomination de journaliste recouvre des réalités très diverses. Sans forcément voir des espions partout, il y a des bataillons d'agents et de communicants qui opèrent en utilisant le journalisme comme couverture.

Albert Londres, un vrai grand reporter, collaborait avec les services secrets français et, selon Pierre Assouline son biographe, il ne dédaignait pas de passer à l'action. Ce qui accroît les présomptions sur les ascendants de Tintin : Albert Londres serait bien l'un de ses pères.

Le maître de la « ligne claire » a toujours été évasif sur les origines de son héros. Comme souvent pour les personnages de fiction, c'est une résultante.

À la fin du XIX$^{e}$ siècle, Benjamin Rabier dessine dans le journal *Le Rire* les aventures d'un certain Tintin-Lutin et, avec prémonition, il pousse même l'audace jusqu'à l'emmener à Moscou. En 1926, Hergé invente un nouveau personnage qui s'appelle Totor chef scout.

Les modèles qui ont servi à Hergé pour construire Tintin reporter sont connus : il s'agit d'Albert Londres bien sûr, de Maurice Dekobra, de Robert Leurquin, le reporter vedette du *XX$^{e}$ Siècle* que côtoyait Hergé – il avait interviewé Mussolini, Goebbels et des dignitaires japonais, ce qui impressionnait beaucoup Hergé –, de Palle Huld un jeune Danois de quinze ans gagnant d'un concours organisé par le grand quotidien danois *Politiken* à l'occasion du centenaire de la naissance de Jules Verne et qui en 1928, seul, tous frais payés, en pantalon de golf, une casquette vissée sur la tête, va réussir un tour du monde en quarante-quatre jours, avant d'être accueilli en héros par la population de Copenhague.

Robert Sexé, un photographe reporter des années 1920 très connu en Belgique pour ses exploits journalistiques, circulait toujours en moto. Non seulement il ressemblait physiquement à Tintin, mais au cours de ses raids motocyclistes il était associé à un champion qui portait le nom de Milhoux.

Les héros de fiction avaient de quoi inspirer également Hergé, à commencer par le Rouletabille, globe-trotter redresseur de torts, lui aussi en pantalon de golf avec casquette, imaginé par un ex-vrai grand reporter, Gaston Leroux.

Pour avoir vu dans la basilique de Vilvorde, près de Charleroi, un « tintinnabule », ainsi nommé en français comme en wallon, c'est-à-dire une clochette consacrée, portée lors des grandes processions, j'aime croire qu'Hergé a été sensible à ce jeu de mots, lui qui a introduit en Europe, entre les deux guerres, la bande dessinée à bulles qui auparavant ne se pratiquait qu'aux États-Unis.

Mais Vilvorde n'est pas seule à détenir un tintinnabule. Le musée de Naples en détient plusieurs datant de l'Antiquité romaine, certains retrouvés à Pompéi, et d'une forme phallique très réaliste, qui avaient d'autres fonctions que celui de Vilvorde. Aucun risque de confusion : Tintin est le personnage de fiction le plus asexué du XX^e^ siècle, qui n'a connu aucun des émois de l'adolescence et du passage à l'âge adulte.

Une autre origine, sonore celle-là, est à rechercher du côté du vieux français des XVI^e^ et XVII^e^ siècles lorsque le latin *tintinare* a donné en langue vulgaire le « tintin », qui désigne le bruit. Du Bellay parlait ainsi du « tintin de la sonnette », quand ses contemporains évoquaient « le tintin des oiseaux ». Jusqu'à l'argot courant qui, pour dire que nous n'aurons rien du tout, affirme que nous serons contraint de « faire tintin », et qui ne doit rien au personnage d'Hergé.

Donner à un journaliste le nom d'une sonnette n'est pas une mauvaise idée. Les journalistes ont en effet une fonction d'alerte, qui consiste à réveiller les opinions.

*Le Point* titrait en 2012 un supplément consacré au héros d'Hergé : « le plus célèbre des reporters à travers l'histoire du XX^e^ siècle ». S'il conserve ce titre en absence de toute œuvre purement journalistique, il le doit aux traits de sa personnalité. D'abord à sa formidable curiosité : c'est bien sûr la vertu cardinale du journalisme.

Sans curiosité, aucune aventure du reporter du *Petit Vingtième* n'aurait vu le jour.

Depuis le début des années 1960, lorsque j'avais un doute sur une citation de tel ou tel album, j'appelais mon camarade Michel-Antoine Burnier, que j'avais connu au magazine frondeur des étudiants communistes. Il avait deux bibles dans la vie : les œuvres de Sartre et celles d'Hergé. Il n'en a jamais changé.

Le 11 décembre 1969, de Gaulle s'est retiré à La Boisserie. Dans la bibliothèque, il converse avec André Malraux qui reproduira ce dialogue dans *Le Miroir des Limbes*.

Malraux avance que, dans le romanesque de l'histoire, le Général n'a qu'un seul rival, Victor Hugo. Réponse du Général : « Mon seul rival international, c'est Tintin. » L'essayiste Pol Vandromme dira du rapporteur de ces propos : « Malraux est un Tintin qui a mal tourné en se prenant au tragique. »

François Hollande, en 2010, n'était pas encore candidat déclaré à l'élection présidentielle, mais il battait déjà la campagne. Interrogé sur le petit nombre de voyages qu'il avait faits à l'étranger, il avait répondu : « Si c'est le nombre de pays visités qui compte, Tintin serait président depuis longtemps ! »

Lorsque Hergé meurt le 3 mars 1983, *Libération* lui consacre le lendemain plusieurs pages et toute sa une.




Tout de suite s'est imposée l'idée de la traiter comme la couverture d'un nouvel album de Tintin, le dernier. Nous avons détourné la couverture de *Coke en stock*, un album qui datait de 1958. Nous avons trouvé un dessin de Milou pleurant une éventuelle disparition de son maître, qui dans la BD avait alors été démentie. Cette fois, c'était vrai et nous avons fait dire au fox-terrier à poil dur : « Tintin est mort. » C'est l'une de mes unes préférées.

*Voir* : Avis ; Canular ; Londres (Albert) ; Reportage ; Verne (Jules).

## Tour de France

### *Magique*

L'invention du Tour de France fut à l'origine une machine de guerre antidreyfusarde, dirigée contre Pierre Giffard, un journaliste partisan du capitaine.

Cet ancêtre des grands reporters français fut le chef des informations du *Petit Journal,* le plus grand tirage du XIX$^{e}$ siècle en France et dans le monde. Il est le créateur de plusieurs événements sportifs : Paris-Brest-Paris en 1891, dont il ne reste qu'une pâtisserie, la course à pied Paris-Belfort, la course automobile Paris-Rouen en 1894, le marathon de Paris en 1896. Il rejoint cette année-là le premier quotidien sportif français, *Le Vélo*, comme directeur. Le journal avait été lancé en 1892.

Le journaliste éditorialise dans les colonnes de ce journal sportif en faveur du capitaine Dreyfus. L'un de ses actionnaires, fabriquant de cycles, le comte de Dion, un antidreyfusard militant, quitte le capital du journal et déclenche une guerre totale contre Pierre Giffard.

Non seulement il le fait battre aux législatives de 1900 à Yvetot, où le journaliste s'était présenté, mais il crée cette année-là un autre quotidien sportif, *L'Auto-Vélo*, avec ses amis nationalistes et Maurice Barrès en éditorialiste. Avec pour objectif de ruiner *Le Vélo* et son directeur.

Pierre Giffard gagne la première manche. Il intente un procès pour concurrence déloyale et obtient de la justice que le quotidien du comte de Dion renonce au vélo dans son intitulé et devienne simplement *L'Auto*.

Pour restaurer son ancrage dans le cyclisme, Henri Desgrange, le patron de la rédaction de *L'Auto*, ancien coureur cycliste lui-même, directeur du vélodrome du

parc des Princes avec son ami Victor Goddet, le père de Jacques, réagit en créant, en 1903, Le Tour de France en vélo.

L'idée lui a été soufflée par le journaliste Géo Lefèvre, qui dirigeait alors le service deux-roues de *L'Auto*, après avoir travaillé au *Vélo* : il le conçoit comme une copie conforme du tour de France automobile créé en 1899. Géo Lefèvre en sera le directeur de course. Ce journaliste est l'inventeur d'une autre compétition mythique : les 24 Heures du Mans.

Le Tour de France se révèle d'emblée une incroyable martingale qui rend *L'Auto* invulnérable. Pierre Giffard jette l'éponge, reprend le grand reportage pour le compte du *Matin* et va couvrir la guerre russo-japonaise. Plus tard, Henri Desgrange fera appel à ses services à la rédaction de *L'Auto*.

Depuis, tous ceux qui prétendent lancer un autre quotidien sportif s'y sont cassé les dents, les uns après les autres. Le Tour de France de *L'Auto* se révèle une arme de dissuasion massive. Même *Paris-Soir* qui, entre les deux guerres, remporte un énorme succès en termes de diffusion, et qui profite de son horaire tardif, bouscule *L'Auto* mais ne le met jamais en danger.

Arrive 1940, Henri Desgrange meurt, Jacques Goddet a la bonne idée de suspendre le Tour de France. Mais les nazis s'emparent du journal qui devient une tribune de la collaboration, Albert Lejeune en devient le patron. Il sera condamné à mort et sera le seul patron de presse fusillé à la Libération.

Après la guerre, Émilien Amaury, l'homme qui alimentait la presse clandestine en papier, crée, en août 1944, *Le Parisien libéré*. Il aide Jacques Goddet à relancer *L'Auto,* sous le nom de *L'Équipe* puis le Tour de France en 1947. Il devient rapidement le propriétaire de *L'Équip*e et du Tour.

C'est un cas unique dans l'histoire de la presse, celui d'une famille toujours propriétaire d'un événement sportif devenu mondial.

La magie du Tour : il dope les ventes des journaux pendant les mois les plus ingrats de l'année, il fait à la fois la promotion des titres maison, mais aussi d'une multitude de marques, ce qui est bon pour les relations avec le monde publicitaire. La télévision lui a donné une ampleur mondiale : une banale étape de plaine est plus regardée dans le monde que la finale de Roland-Garros.

Pierre Lazareff soulignait l'extraordinaire vertu du Tour de France : ils sont des millions sur le parcours pour voir passer les coureurs, ils se précipitent pour regarder le récit télévisé de l'étape et dévorent les journaux le lendemain pour y lire les comptes rendus. C'est le seul événement qui provoque cette consommation frénétique de médias, et qui se répète chaque année.

Le Tour dégage des bénéfices considérables, sans lesquels le groupe Amaury n'aurait pas survécu sous la forme que nous lui connaissons aujourd'hui. ASO (Amaury Sport Organisation) a un taux de profit supérieur à 20 %. Le Tour, c'est la machine à cash du groupe Amaury.

La magie du Tour ne s'arrête pas là. C'est aussi une machine à écrire.

Roland Barthes, en 1957, lui accorde une place importante dans *Mythologies* : « C'est un fait national fascinant dans la mesure où cette épopée exprime ce moment fragile de l'Histoire où l'homme, même maladroit, dupé, à travers des fables impures, prévoit tout de même, à sa façon, une adéquation parfaite entre lui, la communauté et l'univers. » L'épopée quotidienne sied aux écrivains, aux belles plumes, et c'est chaque année un merveilleux atelier d'écriture.

Albert Londres est sur le Tour en 1924, et on lui attribue la formule : « les forçats de la route », devenue un cliché difficilement contournable. Didier Decoin révèle que son père, journaliste sportif, avant de devenir réalisateur, en était l'auteur. Albert Londres, toujours d'après ce témoignage, avait la réputation d'être un emprunteur, connu sous le sobriquet de « wordpiqueur ». Colette, Aragon, Gide, Marcel Aymé, Jacques Perret, René Fallet, Annie Ernaux, Christian Laborde, Louis Nucera et beaucoup d'autres feront une étape ou un Tour.

Antoine Blondin y débute à vingt-deux ans en 1954, il chroniquera dans *L'Équipe* jusqu'en 1982. Il fut une époque où ses articles évoquaient le dopage comme une nécessité dans un sport où l'homme doit accompagner la machine comme sur une chaîne de production qui va de plus en plus vite. C'est le seul qui ait osé l'écrire.

Éric Fottorino, qui fut directeur du *Monde* de 2007 à 2010, a la particularité non seulement d'avoir consacré au Tour de nombreux livres, mais surtout d'avoir couru la grande boucle en vélo, avec un décalage de vingt-quatre heures.

Jean-Pierre Delacroix, à *Libération*, a transformé le traitement des sports dans les années 1980, il a réussi à rendre les sportifs passionnants en les faisant parler : chaque printemps, c'était la bagarre pour aller faire un tour d'écriture dans la voiture de *Libération*.

Des journalistes politiques, des éditorialistes, des grands reporters rivalisaient. En 2014, le prix Jacques-Goddet fut attribué à Jean-Louis Le Touzet de *Libération* pour un article sur des coureurs faisant leur « pipi show » à un contrôle antidopage. Il avait suivi les coureurs pendant des années. Il en était devenu l'un des grands conteurs. Recevant le prix, il a eu ce commentaire : « Le Tour est depuis longtemps la plus belle conquête du journaliste. » Depuis, il est reporter de guerre.

1 500 journalistes originaires de 75 pays suivent en moyenne chaque année le Tour de France.

*Voir* : *Paris-Soir*.

## Tout-Paris (Le)

### *Le Bottin mondain*

En vain contre le Cid, un ministre se ligue,
Tout Paris pour Chimène a les yeux de Rodrigue.

L'expression le « Tout-Paris » apparaît pour la première fois sous la plume de Nicolas Boileau, l'un des écrivains du Grand Siècle, l'historiographe de Louis XIV et l'auteur de *L'Art poétique*.

Elle désigne la Cour qui alors mélange la noblesse de lignage, la noblesse de robe et les artistes distingués par le roi. Avec le Roi-Soleil, la connivence est une discipline organisée selon son bon plaisir.

Avec des bémols : la lecture des *Mémoires du duc de Saint-Simon* montre que la Cour est en réalité un champ de bataille : le génial chroniqueur lui-même intrigue contre la transformation des nobles en courtisans.

Lorsque la noblesse cesse d'avoir le monopole du sommet de la hiérarchie sociale, ce sont les élites bourgeoises qui jouent alors les premiers rôles.

Le Tout-Paris sort des palais, invente de nouvelles mondanités et une nouvelle géographie de lieux de représentation et de plaisirs, du bois de Boulogne aux champs de courses, des avant-premières théâtrales aux soirées d'ambassades, des stations balnéaires et des beaux quartiers aux concerts, de la côte normande à la côte d'Azur, des salons aux vernissages, des banquets aux sociétés philanthropiques et aux clubs élitistes.

En 1901, *L'Annuaire du Tout-Paris* paraît deux ans avant *Le Bottin mondain* : et l'un et l'autre nomment tous les acteurs de la Belle Époque.

J'ai retrouvé dans *Voilà*, un hebdomadaire des années 1930, une chronique mondaine signée de « Monsieur Tout-Paris ». La formule était alors très usitée.

En 1952, la rédactrice en chef de *Elle* publie un recueil des portraits qu'elle écrit toutes les semaines pour *France Dimanche,* sous le titre : « Françoise Giroud vous présente le Tout-Paris », des artistes, des politiques, des scientifiques et des couturiers. Le directeur de la collection « L'Air du temps » chez Gallimard, dans laquelle paraît ce livre, s'appelait Pierre Lazareff, et ce titre lui ressemblait, lui qui expliquait la réussite de *France-Soir* par le fait qu'il « connaissait 20 000 personnes à Paris et en tutoyait 10 000 ». Ce qui était vrai.




Tout jeune journaliste dans les années 1920, Pierre Lazareff avait fréquenté, en bout de table, les déjeuners du dimanche à Avrainville chez Eugène Merle, cet anarchiste d'avant la Première Guerre devenu éditeur de presse proche des socialistes, directeur du *Merle blanc* et inventeur du premier *Paris-Soir* en 1923.

Avec Hélène Lazareff son épouse, il s'installe en 1952 à Louveciennes à côté de Versailles. Cette propriété du XVIIIe siècle, appelée La Grille royale, fut celle de la comtesse du Barry, favorite de Louis XV, et devint le domicile des Lazareff jusqu'à la mort de Pierre. Tous les dimanches, à midi, ils organisent le déjeuner le plus couru de France.

Au micro de Jacques Chancel en 1969, il confie : « J'aime voir beaucoup de gens, de toutes les professions de toutes les nations. […] Une fois par semaine, j'invite à Louveciennes des gens que j'aime rencontrer », c'est-à-dire toute la politique de Georges Pompidou à François Mitterrand en passant par Edgar Faure, toute l'économie, toute l'industrie, tout le barreau, tout le cinéma, tout le théâtre et toute la littérature, toutes les stars, tous les savants, tous les chanteurs. Et bien sûr ses compagnons de *Paris-Soir* et ceux de *France-Soir*.

Yves Courrière, dans sa monumentale biographie, *Pierre Lazareff ou le Vagabond de l'actualité*, raconte le secret du journaliste : cet homme voulait tout savoir avant tout le monde, les petits secrets d'État comme les grands secrets d'alcôve. Le dimanche, il travaillait encore à créer de la proximité.

Toujours à Jacques Chancel : « Je préfère être mondial que mondain. Je ne joue à rien d'autre qu'au journalisme. » Il y a aujourd'hui sur le mur d'enceinte de cette propriété, dont ils n'étaient que locataires, cette plaque : « Pierre Lazareff, journaliste, créateur de magazines de télévision, anima cette propriété La Grille royale avec son épouse Hélène Gordon-Lazareff de 1952 à 1972. » Lazareff animateur, ce n'est pas faux.

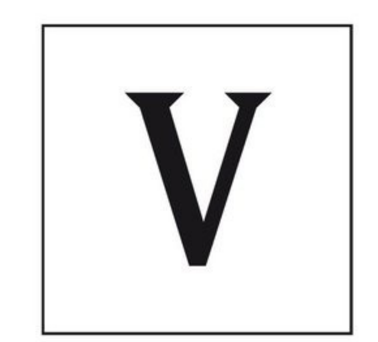
Yves Courrière raconte cette anecdote : le jour anniversaire des quarante ans de Pierre Lazareff, en 1947, Joseph Kessel lui avait offert une liste, celle des cinq cents amis qu'il lui recommandait d'avoir : la plupart l'étaient déjà.

Pierre Lazareff et Marcel Bleustein-Blanchet s'étaient connus gamins sur la butte Montmartre, et le publicitaire, comme le journaliste, utilisait lui aussi les déjeuners du dimanche pour réunir dans sa propriété tous ceux qui influaient sur l'opinion. Il y ajoutait des déjeuners quotidiens en semaine dans l'hôtel particulier que possédait Publicis rue de Presbourg, à l'Étoile. Et le « Tout-Paris » allait de Lazareff à Bleustein-Blanchet, et inversement.

« L'animation » pratiquée par Pierre Lazareff et Marcel Bleustein-Blanchet dans les années 1950 et 1960 tendrait à prouver que la connivence n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était à une époque, où elle était revendiquée par les grands médias comme le tissu conjonctif de l'information. Le patron de *France-Soir* était surnommé à ce titre « le roi de Paris ».

*Le Monde* est l'autre réussite de presse de l'après-guerre et, à bien des égards, l'anti-*France-Soir*. Pendant de nombreuses années, son directeur, Hubert Beuve-Méry, « s'interdit de se laisser inviter à dîner par des gens qui peuvent lui en demander le prix ». Il refusa tous les dîners en ville avec le souci de garantir l'indépendance du titre. Alceste était, non sans raison, l'un de ses surnoms. *France-Soir* a disparu, pas *Le Monde*.

*Voir* : Communication ; Connivence ; Giroud (Françoise).


V

## *Vacances romaines*

### *La princesse et le journaliste*

Dans *Vacances romaines*, un film de 1953, un journaliste américain en poste dans la capitale italienne rencontre par hasard une Lady Di modèle années 1950, qui s'échappe de ses obligations officielles et fugue en se perdant dans la foule des touristes. C'est une aubaine pour ce journaliste qui se prend à rêver d'un scoop mondial.

Avec un photographe complice, il met la princesse en situation et promet à l'agence qui l'emploie une interview exceptionnelle. Mais le journaliste et la princesse tombent amoureux. Nous sommes dans les années 1950 : cette attraction couronnée par trois baisers consume la pellicule, sans avoir besoin d'être consommée à l'image. Pour les esprits peu éveillés de l'époque, un grand lit, celui du journaliste, encombre non seulement son domicile mais l'écran de William Wyler.

Après son escapade, la princesse rentre dans son palais, reprend sa place, et le journaliste amoureux, par respect envers cette femme, renonce à son scoop. Même scénario au départ que *New York Miami* de Frank Capra, un film d'avant guerre avec Claudette Colbert et Clark Gable, dans lequel un journaliste licencié pour son mauvais caractère croise une belle fugueuse en qui il reconnaît l'une des plus riches héritières du pays. Mais il tombe amoureux de l'héroïne de son scoop potentiel. Et

réciproquement. Le film de Frank Capra avec ses audaces est à des années-lumière de la pudibonderie des années 1950 du film de William Wyler.



Dans ce conte de fées, les feux d'artifices entre la princesse et le journaliste l'emportent sur l'ambition professionnelle. Audrey Hepburn y ajoute un charme enivrant. Tout journaliste peut comprendre Gregory Peck : il n'y a pas que des scoops dans la vie, il y a aussi des coups de foudre, qui sont encore plus rares que les scoops.

Ce film a de quoi donner des cauchemars à tous les paparazzis du monde qui se voient mal renoncer à vendre de telles photos. Il s'agit bien d'une histoire à l'eau de rose : aujourd'hui, elles seraient déjà publiées dans le monde entier.

En 1959, Fellini filme *La Dolce Vita* : six années après *Vacances romaines*, les princesses de cinéma ont des aventures torrides et sans tabou, avec des journalistes paparazzis, et quand elles font du tourisme à Rome, elles font scandale.

Dalton Trumbo est l'auteur du script de *Vacances romaines*, bien qu'il ne soit pas crédité au générique. C'est en effet un certain Ian McLellan Hunter qui y figure comme scénariste.

Dalton Trumbo, ancien rédacteur en chef d'un journal de cinéma avant d'écrire des scripts, fut l'un des scénaristes les plus recherchés et les mieux payés de Los Angeles.

En 1947, il fait partie des « Dix d'Hollywood » qui résistèrent à la chasse aux sorcières communistes et refusèrent de se soumettre à la délation : condamnés, ils

figurent sur une liste noire qui leur interdit de travailler dans le cinéma. Il fait onze mois de prison. Libéré en 1950, il va devenir le plus célèbre clandestin des studios, avec des producteurs et des cinéastes qui jouent le jeu de ses innombrables pseudos. Sur liste noire, il écrira ainsi clandestinement dix-huit scénarios.

Sous de faux noms, ce clandestin réussit à décrocher deux oscars, en 1954 pour *Vacances romaines* et en 1957 pour *Les clameurs se sont tue*s. Il est l'auteur entre autres du scénario de *Spartacus* en 1958 que tourne Stanley Kubrick. C'est ce film coproduit par Kirk Douglas qui lui a rendu son identité. Il signe de son nom *Exodus* d'Otto Preminger en 1959, et *El Perdido* de Robert Aldrich en 1960.

En 1952, c'est le cinéaste suisse né en France William Wyler, coqueluche des majors américaines, machine à oscars et fanatique des plans-séquences, qui tourne pour United Artists *Vacances romaines* dans la capitale italienne.

Rome est devenu Hollywood-sur-Tibre : le cinéma américain profite de la défiscalisation organisée par le gouvernement italien pour échapper à l'envol des coûts de production à Los Angeles.

Audrey Hepburn interprète la princesse fugueuse. Pour son premier rôle au cinéma, elle décrocha l'oscar de la meilleure actrice. Le film profita au moment de sa sortie d'une campagne de promotion exceptionnelle : la princesse Margaret, sœur de la reine d'Angleterre, amoureuse du roturier Peter Townsend, venait de renoncer à l'épouser par devoir à l'égard de la couronne. Elle a dû apprécier le film !

Depuis, Lady Di et la mondialisation sont passées par là. Lorsque l'épouse du prince de Galles, héritier du trône d'Angleterre, prenait le large dans les années 1980, ce n'était pas pour faire du tourisme. Elle partait en courant à la rencontre d'amants dont certains acceptaient de vendre leur intimité, tandis que son mari se précipitait chez sa maîtresse. Ils ont fini par se séparer. La princesse de Galles est devenue une icône de la presse *people* qui feuilletonnait ses liaisons tandis que le prince de Galles épousait sa compagne de longue date.

Ce n'est ni la même histoire, ni le même scénario, ni le même épilogue, ni surtout la même époque. La vraie Lady Di, c'est l'anti-*Vacances romaines*.

*Voir* : Vie privée ; Wilder (Billy).

## *Vérité (L'Invraisemblable)*

### *Beyond a reasonable doubt*

C'est avec cette formule qu'un procureur new-yorkais a renoncé aux poursuites contre Dominique Strauss-Kahn, alors directeur général du FMI, et accusé d'agression sexuelle et de viol avec séquestration dans un hôtel de luxe.

Il a considéré que la plaignante, une femme de chambre du Sofitel, ayant menti à plusieurs reprises, n'était pas en mesure de convaincre un jury « au-delà de tout doute raisonnable ».

Au contraire du droit français qui exige des jurés l'intime conviction, le droit américain valorise le doute : si le débat contradictoire l'a fait surgir et qu'il s'est insinué dans l'esprit des jurés, ceux-ci ne peuvent pas prononcer un jugement de culpabilité.

Il y a plus d'un demi-siècle, en 1956, Fritz Lang, le grand cinéaste allemand exilé aux États-Unis, avait choisi cette formule juridique comme titre original de ce qui allait être son vingt-troisième film et dernier film américain.

Le titre français, *L'Invraisemblable Vérité*, a cependant le mérite d'affirmer que la vérité n'est pas convaincante ; elle l'était d'autant moins que le héros, victime sympathique pendant les trois quarts du film, se révèle en réalité le véritable assassin. Cette manipulation orchestrée par le réalisateur avait fait fuir les spectateurs, qui supportaient mal de s'être fait abuser, non seulement une fois, mais à trois reprises.

Le héros réversible de ce film est le journaliste vedette d'un groupe de presse dirigé par Austin Spencer. Il s'appelle Tom Garrett et vient de publier avec succès son premier roman. Le magnat est son meilleur ami, et Susan Spencer, sa fille, est amoureuse de lui.

Au début du film, il assiste avec son patron au supplice d'un détenu condamné à la chaise électrique.

Austin Spencer est un adversaire notoire de la peine de mort, mais pour mener ce combat il aurait besoin de faits probants. Il convainc donc le journaliste de

s’accuser d’un meurtre impuni, choisi dans les faits divers que traite son journal.

Tous deux fabriquent des éléments de preuves qui vont accuser le journaliste et le faire condamner. Il sera sauvé par le témoignage de son patron et par toutes les photographies qu’ils auront prises tout au long de cette mise en scène.

Tout se passe comme prévu. Le procès va s’achever, et Austin Spencer se rend au tribunal avec les preuves qui attestent de l’innocence du journaliste. Mais dans sa précipitation il a un accident et meurt dans l’incendie de sa voiture, qui fait disparaître les photos qui doivent sauver Tom Garrett. Le journaliste est condamné à mort.




Mais l’exécuteur testamentaire du magnat rentre de l’étranger et découvre une lettre d’Austin Spencer qui raconte en détail cette mise en scène réalisée en commun : cette lettre innocente le journaliste.

Garrett est sauvé, mais il commet alors l’irréparable : il révèle un détail que seul l’assassin pouvait connaître. Susan Spencer l’envoie alors froidement à la chaise électrique.

Le journaliste est interprété par Dana Andrews, l’acteur fétiche de Jacques Tourneur, de William Wellman, d’Otto Preminger et de Fritz Lang. Tous vantaient sa sobriété de jeu d’autant plus grande qu’il affichait une gravité naturelle, comme débarrassée de toute épate hollywoodienne.

En 1955, il venait de composer le personnage d'un autre journaliste vedette, de la télévision cette fois, dans le film précédent de Fritz Lang *While the City Sleeps* (*La Cinquième Victime*), film tout aussi passionnant sur la presse américaine et les rivalités au sein d'un groupe multimédia.

*L'Invraisemblable Vérité*, tout comme *La Cinquième Victime*, devrait être projeté dans toutes les écoles de journalisme. Les apprentis y apprendraient à se méfier des vérités apparentes.

Car le journaliste Tom Garrett a joué le jeu d'autant plus volontiers qu'il a profité du défi lancé par Austin Spencer pour se débarrasser d'une danseuse à laquelle il était marié et qui le faisait chanter. Ce chantage l'empêchait d'épouser Susan Spencer, la femme qu'il aimait.

Ce film est une machinerie implacable qui piège non seulement les spectateurs mais aussi tous les personnages. Pas de gras, pas un plan emphatique, mais une démonstration à la lame de rasoir. Même Austin Spencer, qui meurt en courant au secours de son ami, était prêt à manipuler ses lecteurs pour mener à bien son combat contre la peine de mort.

Sa fille, censée être amoureuse du journaliste, prend à revers toutes les convictions de son père et de son journal en envoyant son fiancé à la mort. Le procureur avait pris le parti de la culpabilité du journaliste, pour les retombées électorales de l'exécution.

Fritz Lang dira à Lotte H. Eisner, sa mémorialiste : « Je commençais à me demander qui était pire : l'assassin ou la femme sans scrupule qui le fait chanter, ou est-ce la femme dont l'assassin est amoureux ? Mais elle, l'aime-t-elle réellement ? L'a-t-elle jamais aimé ? Abandonner l'homme qui a commis un assassinat, ce serait peut-être compréhensible. Mais le trahir, le livrer à la chaise électrique, c'est tout autre chose ! Quel est le pire des deux personnages ou des trois ? »

Fritz Lang, en 1920 à Berlin, fut soupçonné d'avoir assassiné sa femme Elisabeth Rosenthal retrouvée morte d'une balle dans la poitrine, dans leur appartement, alors qu'il était en compagnie de sa maîtresse, Thea von Harbou, qu'il épousera en 1924, qui fut la scénariste de ses dix derniers films allemands, et dont il divorcera peu de temps avant de quitter l'Allemagne.

La police de la République de Weimar l'a longtemps soupçonné, accordant peu de crédit à la thèse du suicide. La rumeur évoquait alors un autre scénario où la femme de Fritz Lang aurait surpris les amants en pleine effusion ; l'échauffourée aurait tourné au drame.

À partir de cette date, le réalisateur, devenu méfiant, notait chaque jour tous les événements de sa journée, de peur d'avoir à se justifier de son emploi du temps comme il y fut contraint en 1920. La vérité sur ce crime n'est pas connue. Fritz Lang ne sera pas poursuivi. Mais les faux coupables l'auront passionné tout au long de sa carrière, considérant que personne n'était vraiment innocent.

Cette problématique des faux coupables (Hitchcock lui consacrera un film éponyme en 1956) et des faux-vrais coupables s'est imposée dans les années 1950 à Hollywood en réaction au maccarthysme.

En mars 1946, Winston Churchill dénonce le rideau de fer qui coupe l'Europe en deux. L'URSS, pour combler son retard nucléaire sur les États-Unis, mobilise d'innombrables réseaux d'espionnage et, en 1949, Moscou parvient à se doter de la bombe A.

Le sénateur McCarthy entre en fonctions en 1950. Il va traquer les communistes à Hollywood, dans l'administration, jusque dans l'armée, ce qui lui sera fatal.

Les époux Rosenberg sont arrêtés et jugés, condamnés à mort pour espionnage nucléaire. Ils sont exécutés en 1951. Ce seront les seuls espions condamnés à mort et exécutés après la guerre aux États-Unis et en Europe occidentale.

Les communistes mobilisent le monde entier contre un procès qui se révèle vite inique dans sa conduite. Les plus grands écrivains, les plus grands artistes, des personnalités morales de droite comme de gauche dans le monde entier signent en vain en leur faveur. Les Rosenberg sont des militants communistes, ils ne le nient pas. Mais ils sont devenus des boucs émissaires. Leur culpabilité au vu du procès n'est pas démontrée alors qu'ils n'ont cessé de proclamer leur innocence.

Plus de soixante ans après, la réalité semble avoir suivi le cheminement de la vérité telle que Fritz Lang la concevait.

La CIA a déclassifié, en 1995, des archives sur le décryptage des codes utilisés à l'époque des faits par les Soviétiques. Julius Rosenberg apparaît à plusieurs reprises dans les messages codés. Si deux cadres de l'ex-KGB dans leurs mémoires accusent Julius Rosenberg, les charges évoquées n'ont rien à voir avec celles qui avaient été retenues contre eux lors du procès.

L'un d'eux prétend avoir été au KGB son officier traitant. Il dénonce un procès fabriqué de toutes pièces, certifie que Julius espionnait l'électronique américaine mais pas du tout le nucléaire et que sa femme Ethel était innocente.

L'autre ex-espion, qui dirigeait les opérations spéciales pour la centrale soviétique, prétend que les époux Rosenberg n'étaient que de simples messagers.

Le sénateur McCarthy voulait purger l'Amérique du communisme. Il a fini par s'attaquer aux généraux américains vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, il fut désavoué par un vote du Sénat en 1954, l'année qui précède la conception de *L'Invraisemblable Vérité.*

Le cinéaste a raconté à de nombreuses reprises sa rencontre avec Goebbels, le dignitaire nazi, lui proposant en mars 1933, après la victoire électorale de Hitler, la direction du cinéma allemand. Dans cette version, Lang, affolé, serait parti pour Paris le soir même. Cette rencontre n'a jamais eu lieu. Goebbels, qui tenait un journal très détaillé de son emploi du temps, ne mentionne pas ce rendez-vous.

Fritz Lang est parti pour la France trois mois après cette prétendue audience. Son emploi du temps a laissé des traces sur son passeport. Il a eu le temps de divorcer de Thea von Harbou en avril 1933. Il avait néanmoins des raisons de craindre les nazis : non seulement sa mère était juive, mais il était tombé amoureux d'une jeune intellectuelle allemande juive et marxiste. La jeune femme l'accompagne. À Paris, il tourne *Liliom*. Et, le 6 juin 1934, il s'embarque pour les États-Unis.

En 1956, Fritz Lang, désabusé par Hollywood en pleine crise, quitte les États-Unis et rentre en Europe après vingt-trois films américains. Il tourne en Allemagne deux films, *Le Tigre du Bengale* et *Le Tombeau hindou*, adaptés d'un livre de Thea von Harbou.

Quand Fritz Lang parlait d'une vérité invraisemblable, il savait à quoi s'en tenir : *Beyond a reasonable doubt*.

*Voir* : Murrow (Ed) ; Filmographie ; Wilder (Billy).

# Verne (Jules)

## *L'avenir, c'était la téléphotie !*

En février 1889, paraît en anglais, dans la revue américaine *The Forum*, une curieuse nouvelle de Jules Verne : « La journée d'un journaliste américain en 2889 ».

> « Les hommes du XXIX^e^ siècle vivent au milieu d'une féerie continuelle, sans avoir l'air de s'en douter. Blasés sur les merveilles, ils restent froids devant celles que le progrès leur apporte chaque jour. Tout leur semble naturel. S'ils la comparaient au passé, ils apprécieraient mieux notre civilisation, ils se rendraient compte du chemin parcouru. Combien leur apparaîtraient admirables nos cités modernes aux voies larges de cent mètres, aux maisons hautes de trois cents, à la température toujours égale, au ciel alterné par des milliers d'aéro-cars et d'aéro-omnibus. Auprès de ces villes dont la population atteint parfois jusqu'à dix millions d'habitants, qu'étaient nos villages, ces hameaux d'il y a mille ans, ces Paris, ces Londres, ces Berlin, ces New York, bourgades mal aérées et boueuses où circulaient des caisses cahotantes, traînées par des chevaux – oui ! des chevaux, c'est à ne pas le croire ! »

Cette version serait de Michel, le fils de l'illustre Verne, mais Verne père la reprend et en fait une lecture publique en 1891, à Amiens.

La nouvelle met en scène un descendant – trente générations plus tard – de Gordon Bennett, qui à la tête du *New York Herald* fut l'un des grands patrons de la presse américaine du XIX^e^. Le Bennett de Verne serait devenu « le roi des journalistes » en pratiquant le journalisme téléphonique : « Chaque matin au lieu d'être imprimé, comme dans les temps antiques, le *Earth Herald* est parlé. Quant

aux acheteurs au numéro, on le sait, pour quelques cents ils prennent connaissance de l'exemplaire du jour dans d'innombrables cabinets phonographiques. »

Le *Earth Herald* a 85 millions d'abonnés. Il emploie 1 500 reporters, 30 savants et 100 « romanciers-feuilletonistes » qui racontent cent épisodes de cent romans.

La rédaction est devenue une gigantesque usine où des journalistes fabriquent l'information tout en la diffusant, ce qui évoque plus les rédactions électroniques d'aujourd'hui que nos quotidiens papier. La diffusion est en effet quasi instantanée. En fait cette invention ressemble furieusement… aux journaux des radios d'information du XXe siècle. Quant au « téléphote », on songe aux communications par Skype et naturellement aux *breaking news* des télévisions d'information. Pour Jules Verne, l'avenir était au « journalisme téléphotique ».

Jules Verne raconte à travers cette nouvelle la fin du livre : « Je ne pense pas qu'il y aura encore des romans, en tous les cas pas sous la forme de volumes dans cinquante ou cent ans. Ils seront remplacés par le journal quotidien qui exerce déjà une emprise dans la vie des nations en plein essor. » Selon lui, « ce sont les journaux que le monde conservera comme archives historiques ». Il exprime ses inquiétudes dans *The Pittsburg Gazette*, en 1902.

C'est en effet la hantise d'un écrivain qui a écrit 62 romans et 18 nouvelles ; en 2011, il est toujours l'auteur français le plus traduit dans le monde. La fin du livre lui paraissait inéluctable.



L'aspect le plus stupéfiant de cette nouvelle concerne moins l'avenir du journalisme que l'anticipation sur la société de la fin du XX^e siècle : l'espérance de vie est passée de trente-sept à soixante-huit ans, la régulation des naissances est pratiquée en Chine avec un seul enfant par couple, les armes bactériologiques sont mises au point, mais la cryogénisation ne permet toujours pas de réveiller les morts…

En revanche, Jules Verne n'est pas l'inventeur du tour du monde. Il s'est inspiré d'un homme d'affaires américain, George Francis Train, qui, après trois tours du monde effectifs, venait en 1870 d'en boucler son quatrième en quatre-vingts jours. Jules Verne a transformé cette performance en mythe. Personne ne connaît George Francis Train, Phileas Fogg l'a éclipsé depuis longtemps en s'emparant de son aventure.

Dans le roman *Le Tour du monde en quatre-vingts jours*, un article du *Morning Chronicle* révèle aux membres du Reform Club de Londres l'ouverture d'une nouvelle ligne de chemin de fer en Inde, qui rend envisageable de relever le défi d'un tour du monde.

Ce tour du monde a fait rêver tous les journalistes et tous les aventuriers de la seconde partie du XIX^e siècle. Et Jules Verne était toujours là pour commenter ces défis.

Nellie Bly se fait connaître à vingt-trois ans après avoir enquêté de manière clandestine pendant dix jours dans un asile psychiatrique pour femmes de New York, en se faisant passer pour une malade mentale. Elle devient pour le *New York World* de Joseph Pulitzer la première femme grand reporter. Pendant la Première Guerre, elle sera correspondante du quotidien américain sur le théâtre européen.

Elle se propose elle aussi de relever le défi du tour du monde. Elle le réalise à vingt-cinq ans, seule, en soixante-douze jours. Lorsqu'elle arrive à New York le 25 janvier 1890, Jules Verne en est tout de suite informé. Il envoie ce câble : « Amiens, 25 janvier. Jamais douté du succès de Nellie Bly, son intrépidité le laissait prévoir. Hourra pour elle et le directeur du *World*. Hourra ! Hourra ! Jules Verne. » Nellie Bly est surnommée « Miss Phileas Fogg ».

En 1901, le défi fait toujours vendre les journaux. Le grand reporter du *Matin,* Gaston Stiegler, établit cette année-là un nouveau record : le tour du monde en

soixante-trois jours et seize heures. Il est en compétition avec un Américain, un Canadien et un autre journaliste français, Henri Turot, du *Journal*.

Jules Verne, tout en barbe blanche, est venu saluer Gaston Stiegler sur le quai de la gare d'Amiens juste avant qu'il n'arrive à Paris : « Vous avez réalisé mon rêve et mieux encore. Vous avez été plus vite qu'un personnage fictif. La réalité l'emporte sur l'imaginaire. »

*Voir* : Pulitzer (Joseph) ; Reportage ; Tintin.

## Vie privée

### *Pulvérisée*

En 1953, dans *Vacances romaines,* de William Wyler, les deux journalistes qui viennent de passer quarante-huit heures avec une princesse célèbre et fugueuse renoncent à toute publication, pour la beauté du geste et par respect à l'égard de la jeune femme.

En 1960, dans *La Dolce Vita* de Federico Fellini, les journalistes et les stars de la société du spectacle partagent encore une certaine intimité. En 1962 avec *Vie privée* de Louis Malle, les journalistes et les photographes sont devenus des chasseurs, et les stars du moment des proies.

Ce film raconte l'histoire d'une jeune femme qui ressemble beaucoup à Brigitte Bardot et qui devient très vite copiée, adulée, traquée. Sans vie privée, elle tombe en dépression. L'année suivante, Bardot éclaire *Le Mépris* de Jean-Luc Godard, l'un des plus beaux films du monde, mais le tournage est infernal pour l'actrice et la femme. Le cinéma a anticipé la disparition de la vie privée.

La protection de la vie privée avait été affirmée en 1948 par la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies (art. 12).

En France, ce principe a été renforcé par la loi du 17 juillet 1970, sous la présidence Pompidou. Selon l'article 9 du code civil il est formellement interdit de porter atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui en captant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de leur auteur, des paroles prononcées à titre privé ou confidentiel, l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé, le fait de publier, par quelque moyen que ce soit, le montage réalisé avec les paroles ou l'image d'une personne sans son consentement.

Cette disposition législative avait été prise à la suite de l'affaire Marković, du nom d'un ancien garde du corps d'Alain Delon retrouvé assassiné et connu pour avoir fréquenté des parties fines. Des photos truquées circulaient pour compromettre Georges Pompidou et sa femme. À la manœuvre, des ultras du gaullisme qui accusaient l'ancien Premier ministre d'avoir poussé dehors le Général.

Cette législation permet de comprendre pourquoi les médias n'ont pas évoqué la vie privée de Valéry Giscard d'Estaing ni révélé la seconde famille de François Mitterrand… Cette législation donne en effet aux juges les moyens de faire cesser, le cas échéant en urgence, toute atteinte à l'intimité et a fait de la France un refuge protecteur.

Les médias français s'honoraient de ne pas céder à la mode anglo-saxonne de la suppression sauvage de tous les paravents de la vie privée, soit par des moyens classiques, soit de manière illégale, comme ce fut le cas en Grande-Bretagne avec les écoutes sauvages pratiquées par les tabloïds du groupe Murdoch.

Cette protection a encouragé une forme d'hypocrisie : protégés par la loi de toute révélation gênante, les politiques français l'ont utilisée pour promouvoir une version avantageuse de leur vie privée afin de mettre en scène leur proximité avec les Français. Et, au fil du temps, cette exposition est devenue une stratégie de communication.

Lorsque René Coty est élu à la présidence de la République, sous la IV$^{e}$ République, Daniel Filipacchi, photographe de *Paris Match*, est dans la cuisine de leur appartement avec sa femme. Guy Mollet nommé président du Conseil en 1956 refait la même opération parce qu'il souhaitait, disait-il alors, avoir « le

contact avec les Français ». En 1957, Rainier de Monaco marié à Grace Kelly organise des enchères pour vendre les photos de la naissance de leur fille Caroline.

La présidence de François Mitterrand fut la plus longue ; au début, il faisait visiter Latche, avec Danielle, ses deux fils, ses deux chiens et ses deux ânes ; plus tard, pressé par la maladie et par la fin de son second mandat, il organise la reconnaissance officielle de sa deuxième famille, confirme des amitiés sulfureuses. En prenant les devants, il maîtrise sa biographie.

Michel Rocard avait jugé indispensable d'annoncer son divorce dans les médias comme s'il s'agissait d'un événement planétaire. Il accepte au surplus de jouer au plus malin avec Thierry Ardisson qui lui demande de répondre à la question : « Sucer, c'est tromper ? », tout en tolérant que Laurent Baffie l'appelle « Ma couille ».

Anne Sinclair, Jean-Marie Colombani et Pierre-Luc Séguillon réalisent une émission politique entre 1985 et 1989 qui s'appelle justement « Questions à domicile », où les questions comptent moins que les panoramiques sur le décor et ce qu'il révèle de la personnalité de l'interviewé.

Axel Ganz, alors à la tête du groupe allemand Prisma, avait anticipé en 1987 la fin du tabou français sur la vie privée. Non seulement son modèle économique était construit en intégrant les amendes qui devaient s'abattre sur *Voici*, mais il avait fait des poursuites judiciaires un facteur promotionnel. Pari gagné, il se vend chaque semaine plus de 3 millions d'exemplaires de la presse *people* avec une dizaine de titres. C'est la seule presse en expansion régulière.

Jacques Chirac, homme d'arrangements multiples, aura été sans doute le plus discret de tous les présidents de la V^e^ République, sans avoir pour autant une vie très rangée. Mais lui aussi fut protégé par le respect de la vie privée des hommes publics.

Ségolène Royal se fait photographier à la clinique pour la naissance de son quatrième enfant, mais en 2007, elle participe avec François Hollande à l'émission « Saga » au cours de laquelle elle demande à son compagnon de l'épouser, lequel ne répond pas. À la fin de l'été, elle déclare avoir demandé à François Hollande de « quitter le domicile ».

Nicolas Sarkozy a joué sa vie privée comme une partie intégrante de sa saga. De Cécilia à Carla : il évoque au cours de sa première conférence de presse ses rapports avec la chanteuse : « Avec Carla, c'est du sérieux… »

Les politiques ont profité de la presse *people* avec l'idée simpliste qu'en partageant des soucis semblables à ceux de leurs concitoyens ils se rapprochaient d'eux. En retour, ils se font déchiqueter.

On oppose volontiers la protection de la vie privée en France à la transparence américaine. Ce fut longtemps inexact. Il y a cinquante ans, aucun média, aucun journaliste n'a évoqué, fût-ce de manière allusive, les mœurs de John Fitzgerald Kennedy et sa sexualité compulsive.

Un changement considérable s'est opéré depuis cette époque : la Cour suprême privilégie de manière de plus en plus systématique la liberté des médias aux dépens de la protection de la vie privée. Le nombre de procès en diffamation intentés outre-Atlantique contre les médias sur cette question est en baisse constante.

Cette disposition se répand progressivement en Europe sous l'influence de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qui tend elle aussi à privilégier la liberté d'expression aux dépens de la vie privée comme le prouve un arrêt récent, de janvier 2014, concernant un ancien Premier ministre finlandais, aux affaires entre 2003 et 2010.

Il rencontre sur Internet une jeune femme. Celle-ci, après neuf mois de relation intime, publie un livre dans lequel elle raconte leur liaison alors qu'il était en fonctions et donne des détails très précis sur leur sexualité.

Le Premier ministre demande l'interdiction pour violation de la vie privée, sa demande est rejetée. L'affaire va *in fine* devant la Cour européenne, qui confirme la violation de la vie privée dans les passages du livre sur les scènes de sexe, mais justifie la publication au nom de l'intérêt général, le Premier ministre ayant manifesté à cette occasion un « manque de jugement ».

Valérie Trierweiler a-t-elle lu cet arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme avant d'écrire son livre *Merci pour ce moment* sur sa relation avec François

Hollande ? Dans le dévoilement de l'intime, à la différence de la maîtresse du Premier ministre finlandais très prolixe sur le sujet, elle reste d'une grande discrétion.

Elle fut pendant plus de sept ans la compagne du Premier secrétaire du PS français et elle l'a suivi à l'Élysée lorsqu'il fut élu président de la République en 2012.

Le chef de l'État, au lieu de supprimer le statut de la première dame, fait de sa compagne une citoyenne comme les autres ; il avait accepté qu'elle reste journaliste pendant son mandat, tout en ayant un statut officiel et protocolaire. D'emblée, ils campaient l'un et l'autre dans un dangereux mélange des genres. Ils ont fabriqué le boomerang qui les a frappés.

Valérie Trierweiler avait défendu son maintien comme journaliste en prenant exemple sur Eleanor Roosevelt qui écrivait tous les jours dans divers journaux. Tout en restant mariés, les Roosevelt vivaient séparément depuis longtemps, avaient tous les deux leurs amours mais restaient des partenaires politiques. Cette femme exceptionnelle aura été un soutien indéfectible du Président dans la presse américaine.

Dans son livre publié à l'automne 2014, cette femme se venge en tenant la chronique de sa relation avec le chef de l'État. Sa version est invérifiable. Elle le sait et en joue. Elle prétend que tout est vrai, c'est possible, mais tout pourrait être faux ou en partie inventé de la même manière. Si c'était le cas, elle ne risquerait rien. L'intéressé n'est pas en situation de poursuivre.

Ce livre pulvérise définitivement la barrière qui séparait la vie privée et la vie publique. Valérie Trierweiler a tout faux, mais elle est de son époque.

Tous les outils de la révolution numérique sont des amplificateurs d'indiscrétions, en particulier pour les hommes politiques, comme le prouvent les mésaventures de Nicolas Sarkozy espionné par un de ses conseillers, mis sur écoutes par des juges d'instruction en France, et espionné par les grandes oreilles de la NSA américaine au même titre qu'Angela Merkel et qu'une trentaine de chefs d'État ou de gouvernement, selon Edward Snowden.

Et il est vraisemblable que la NSA détienne l'ensemble des échanges de mails, de SMS, de tweets entre François Hollande et Valérie Trierweiler. Les présidents

américains peuvent se distraire en fouillant l'intimité des chefs d'État.

Car toutes ces machines laissent des traces. Et toutes les données sur nos opérations sont stockées, depuis nos achats dans un magasin où nous avons payé avec une carte de crédit, nos mails, nos SMS, nos tweets, nos conversations, nos photos, toutes ces informations ont en principe une durée de vie éternelle et sont consultables par le programme Prism.

Ces merveilleuses petites machines ont fait de nous à la fois des victimes consentantes du viol de la vie privée et les pires paparazzis.

Eric Schmidt et Jared Cohen, deux dirigeants de Google en 2013, ont évoqué cette face noire du réseau : « Cette révolution des données aura pour effet de priver le citoyen d'une part importante de la maîtrise de ses informations personnelles dans l'espace virtuel et ce sera lourd de conséquences dans le monde physique. […] L'individu est aujourd'hui sommé de déterminer jusqu'où il est prêt à aller pour reprendre le contrôle de sa vie privée et de sa sécurité. » Pour Vinton Cerf, l'un des pères d'Internet et lui aussi dirigeant de Google : « La vie privée peut être considérée comme une anomalie. »

Ce n'est pas parce que la Cour européenne des droits de l'homme justifie après la Cour suprême américaine toutes les licences, et que Google nous invite à soumettre notre vie privée à l'exploitation commerciale, qu'il faut bazarder la distinction entre la sphère privée et la sphère publique. Même si la technologie va s'acharner à rendre toute résistance inutile.

Cette distinction protectrice est pourtant essentielle pour la liberté de l'individu. Elle mérite d'être défendue par les journalistes.

*Voir* : Communication ; Mazarine ; Populismes – 1 et 2 ; Réseau ; Télé-réalité.

## Voltaire

## *L’affaire Calas*

Voltaire, en 1763, écrit son *Traité sur la tolérance* et résume ainsi l’affaire Calas :

> « Il s’agissait de savoir si un père et une mère avaient étranglé leur fils pour plaire à Dieu, si un frère avait étranglé son frère, si un ami avait étranglé son ami et si les juges avaient à se reprocher d’avoir fait mourir sur la roue un père innocent ou d’avoir épargné une mère, un frère, un ami coupables.
> Jean Calas, âgé de soixante-huit ans, exerçait la profession de négociant à Toulouse depuis plus de quarante années et était reconnu par tous ceux qui ont vécu avec lui pour un bon père. Il était protestant, ainsi que sa femme, et tous ses enfants, excepté un, qui avait abjuré l’hérésie, et à qui le père faisait une petite pension. Il paraissait si éloigné de cet absurde fanatisme qui rompt tous les liens de la société qu’il approuva la conversion de son fils Louis Calas, et qu’il avait depuis trente ans chez lui une servante zélée catholique, laquelle avait élevé tous ses enfants.
> Un des fils de Jean Calas, nommé Marc-Antoine, était un homme de lettres : il passait pour un esprit inquiet, sombre et violent. Ce jeune homme ne pouvant réussir ni entrer dans le négoce, auquel il n’était pas propre, ni être reçu avocat, parce qu’il fallait des certificats de catholicité qu’il ne put obtenir, résolut de finir sa vie, et fit sentir ce dessein à un de ses amis ; il se confirma dans sa résolution par la lecture de tout ce qu’on a jamais écrit sur le suicide.
> Enfin un jour, ayant perdu son argent au jeu, il choisit ce jour-là même pour exécuter son dessein. »

Marc-Antoine Calas est retrouvé mort, allongé au sol du rez-de-chaussée de la demeure familiale le 13 octobre 1761. La famille crie au meurtre. Mais il porte des marques de strangulation autour du cou et le père et la mère finissent par reconnaître qu’ils ont trouvé Marc-Antoine pendu. Ils l’ont détaché, disent-ils, pour éviter à son cadavre de subir le traitement infamant réservé aux suicidés : ils étaient « traînés dans la claie » et jetés aux ordures. Ils crient leur innocence.

L’officier municipal qui enquête conclut que, Marc-Antoine voulant se convertir au catholicisme, ses parents calvinistes et un ami de passage l’en auraient empêché, en l’étranglant.

Trois semaines plus tard, la confrérie des Pénitents blancs organise les obsèques très catholiques de Marc-Antoine Calas en grande pompe à Toulouse. Il est célébré comme une victime des huguenots, alors qu’aucun jugement n’a eu lieu. Le catafalque blanc surmonté d’un cadavre est accompagné de quarante prêtres de

la confrérie tous dissimulés sous la robe des pénitents, au milieu d'une foule immense.

Un opuscule protestant circule très vite, sous le manteau, pour dénoncer cette machination : « La calomnie confondue ou mémoire dans lequel on réfute une nouvelle accusation intentée aux protestants de la province du Languedoc, à l'occasion de l'affaire du sieur Calas détenu dans les prisons de Toulouse. » Le parlement décrète, le 6 mars 1762, que ces libelles seront lacérés et brûlés en public.

Le commerçant n'a cessé de proclamer son innocence et celle de sa famille. Le 9 mars 1762, pour avoir tué son fils qui, selon l'accusation, voulait se convertir au catholicisme, Jean Calas est condamné par le parlement de Toulouse au supplice par huit voix contre cinq.

Le lendemain, place Saint-Georges, ses membres sont brisés, il est étranglé et brûlé.

Pierre Calas, l'un de ses fils présent au moment des faits, est banni à perpétuité, il s'exile à Genève où il va rencontrer Voltaire. Sa mère est acquittée, les deux filles Calas, qui étaient absentes, sont enfermées dans des couvents, tous les biens de la famille sont confisqués.

Lorsque Voltaire est avisé de ce drame, il vit à Ferney, en Suisse, il a soixante-neuf ans, et Jean Calas a déjà été exécuté.

Jean Calas n'est pas le premier protestant persécuté. Le parlement de Toulouse avait déjà condamné à mort, en 1761, le pasteur François Rochette pour avoir tenu une assemblée religieuse. Voltaire avait été sollicité, il avait intercédé mais en vain. Rochette avait été pendu.



Voltaire croit d'abord à la culpabilité de Calas, et il dénonce l'intolérance des protestants. Puis il est alerté par les contradictions de l'instruction et du jugement : le suicide n'a jamais été pris en compte, seul Jean Calas a été condamné alors que sa famille était présente, tous ne cessent de clamer leur innocence malgré les tortures, enfin cinq juges de Toulouse ont voté contre la condamnation de manière très argumentée.

À partir de cette conviction d'innocence, Voltaire invente la campagne d'opinion publique. « Cette vérité, écrit-il à ses correspondants, importe au genre humain. »

Soulever l'opinion publique : « Je n'ai d'espoir, écrit-il, que dans le cri public. Je crois qu'il faut que MM. de Beaumont et Mallard fassent brailler en notre faveur l'ordre des avocats et que, de bouche en bouche, on fasse tinter les oreilles du chancelier, qu'on ne lui laisse ni repos ni trêve, qu'on lui crie toujours Calas ! Calas ! […] Les cris ne sont pas inutiles : ils effraient les animaux carnassiers au moins pour quelque temps. »

Il crée des « comités d'enquêtes » pour recueillir, rassembler, croiser des informations et des « fonds de soutien » financiers pour subvenir aux besoins des Calas qui ont évidemment tout perdu. Voltaire recueille la famille, la veuve et ses fils, et finance leur défense.

L'écrivain philosophe se fait le scribe de la famille Calas : il écrit les lettres qu'elle envoie. Ce sont autant de libelles et de mémoires, signés de « la dame veuve

Calas », de Donat Calas fils adressés à sa mère, des lettres à Monseigneur Chancelier, des requêtes au roi en son Conseil, des déclarations de Pierre Calas, l'autre fils qui s'est réfugié à Genève… Ces lettres reproduites circulent dans toute la France.

Il publie en 1763 son *Traité sur la tolérance* qui est un plaidoyer en faveur des Calas. Il mobilise l'Europe des Lumières : Frédéric II de Prusse, Catherine de Russie, le roi de Pologne, la monarchie britannique, des princes se joignent à cette campagne.

Il fait réaliser deux estampes qui vont circuler, elles aussi : les adieux de Jean Calas à sa famille dans la prison de Toulouse, et la femme de Jean Calas reçue à la Cour.

Voltaire écrit de même à toutes les autorités du royaume : de Choiseul à la Pompadour, en passant par le cardinal de Bernis. Il obtient du Conseil du roi que Louis XV accorde un entretien à la famille Calas.

L'arrêt du parlement de Toulouse est cassé par le souverain le 4 juin 1764. Et l'année suivante, il réussit à faire réviser le procès : le parlement de Paris rejuge l'affaire. Trois ans après le suicide de Marc-Antoine, les Calas sont réhabilités par quatre-vingts juges. Le roi accorde à la famille une pension de 35 000 livres sur ses deniers personnels.

Jamais le parlement de Toulouse n'a accepté la cassation, ni le nouveau jugement, ni la réhabilitation. Il a toujours considéré la décision du parlement de Paris, et du Conseil du roi, nulle et non avenue.

Le capitoul de Toulouse, l'officier municipal qui a décidé l'arrestation de la famille Calas, est accusé de fausses déclarations : il se suicide peu après.

Pendant toute cette campagne, Voltaire signe tout son courrier avec cette formule « Ecr. l'inf » : « Écrasons l'infâme, c'est-à-dire le fanatisme. » Il conclut : « J'ai fait un peu de bien : c'est mon meilleur ouvrage. »

Dans le langage courant, un nouveau mot a fait son apparition : une injustice suscitant une émotion publique transforme un dossier judiciaire en « affaire », susceptible d'interpeller l'ensemble du royaume.

En 1765, après l'affaire Calas, Voltaire se lance dans l'affaire Sirven, autre martyr de l'intolérance religieuse. Pierre Paul Sirven, un protestant de Mazamet près de Toulouse, et sa femme sont accusés de parricide : ils auraient tué leur fille pour empêcher sa conversion. Ils parviennent à fuir la France. Ils sont condamnés à mort et leurs effigies brûlées sur la grande place. Ils sont réhabilités en 1771.

Autre combat : le chevalier de La Barre, âgé de vingt ans, est condamné à mort pour blasphème, le 28 février 1766 à Abbeville.

Voltaire écrit :

> « Lorsque le chevalier de La Barre, petit-fils d'un lieutenant général des armées, jeune homme de beaucoup d'esprit et d'une grande espérance, mais ayant toute l'étourderie d'une jeunesse effrénée, fut convaincu d'avoir chanté des chansons impies, et même d'avoir passé devant une procession de capucins sans avoir ôté son chapeau, les juges d'Abbeville, gens comparables aux sénateurs romains, ordonnèrent, non seulement qu'on lui arrachât la langue, qu'on lui coupât la main, et qu'on brûlât son corps à petit feu ; mais ils l'appliquèrent encore à la torture pour savoir combien de chansons il avait chantées, et combien de processions il avait vues passer, le chapeau sur la tête. »

La décision du tribunal d'Abbeville, pour devenir exécutoire, doit être corroborée par le parlement de Paris, qui conclut à « l'impiété, au blasphème et aux sacrilèges exécrables et abominables ».

Le parlement de Paris avait interdit la publication de l'*Encyclopédie*. Voltaire avait alors fait paraître, en 1764, sans signature, un *Dictionnaire philosophique portatif*, qui avait été aussitôt mis à l'index par le Parlement. Or le chevalier de La Barre en possédait un exemplaire.

Les membres de l'*Encyclopédie* se sont mobilisés contre cette nouvelle manifestation d'arbitraire des parlements, contre la torture et la peine de mort, ils réclament une uniformisation des lois et une laïcisation du droit.

Depuis Louis XIV, le blasphème n'était plus puni de mort. La décision du tribunal d'Abbeville et du parlement de Paris est donc illégale. Le chevalier de La Barre sera d'ailleurs le dernier à être exécuté en France pour ce motif.

Le jour du supplice, 1er juillet 1766, le bourreau, après l'avoir brisé, décollé et dépecé, et avant de jeter son corps pantelant dans le bûcher, avait cloué à vif sur sa poitrine un exemplaire du *Dictionnaire philosophique portatif* de Voltaire.

En juin 1775, parut *Le Cri du sang innocent*, ouvrage signé par Gaillard d'Étallonde, un ami du chevalier de La Barre, lui aussi poursuivi, et qui s'était réfugié à Ferney. Les spécialistes de Voltaire considèrent qu'il est l'auteur de cet ouvrage qui plaidait la cause du chevalier et de ses amis. Louis XV refusa de le gracier, Louis XVI de le réhabiliter, ce que fit la Convention en 1793.

En 1897, les Républicains firent voter l'installation devant la basilique du Sacré-Cœur d'une statue du chevalier de La Barre en martyr de la libre-pensée. Mais ce n'était pas la fin de ses persécutions. La statue fut déplacée en 1926, dans le square Nadar, plus bas, puis fondue sous le régime de Vichy. Une nouvelle statue fut commandée après la guerre pour remplacer l'ancienne, mais ses promoteurs ont choisi de représenter le chevalier en gai luron, histoire sans doute de le faire passer inaperçu. Les libres-penseurs ont perdu cette bataille.

La dépouille mortelle de Voltaire fut transférée au Panthéon en 1791. Le peintre David mit en scène la cérémonie. « Le grand homme » eut droit à cette épitaphe : « Il combattait les athées et les fanatiques. Il inspira la tolérance, il réclama les droits de l'homme contre la servitude de la féodalité. Poète, historien, philosophe, il grandit l'esprit humain et lui apprit à être libre. »

Au cours de la cérémonie, la foule révolutionnaire criait : « Voltaire-Calas, Voltaire-Calas ! »

*Voir* : Dreyfus (L'affaire) – 1 et 2.


W

# Watergate

## *Mythique*




Dans l’histoire de la presse, l’enquête des journalistes du *Washington Post* sur le cambriolage de l’immeuble du Watergate conduisant à la démission du président des États-Unis fait figure de conte de fées, d’autant plus extraordinaire que tout était quasiment vrai.

Au départ, un cambriolage au siège du parti démocrate, au cœur de la capitale fédérale, dans la nuit du 17 juin 1972, au sein d’un immeuble de luxe, qui comprend des bureaux, un hôtel et des appartements privés. Grâce à un gardien sourcilleux, cinq personnes sont arrêtées en flagrant délit par la police : quatre Cubains et un cinquième, colonel de réserve, ancien du FBI et de la CIA, James

McCord, qui déclare faire partie du service de sécurité du comité pour la réélection de Richard Nixon.

Ils ont des dollars plein les poches et disposent de micros hyper-sophistiqués qu'ils n'ont pas eu le temps d'installer. Dans un carnet d'adresses, les policiers découvrent le téléphone d'Howard Hunt à la Maison Blanche. Les exécutants cubains de ce cambriolage assurent le connaître, pour l'avoir croisé au cours de la préparation du débarquement anticastriste de la baie des Cochons en avril 1961. Pedigree pas banal pour de simples cambrioleurs.

Le *Post* est le grand quotidien de Washington. Il doit sa renommée à son engagement contre le maccarthysme dans les années 1950, au point de devenir le journal incontournable de la capitale fédérale. Il a par ailleurs les reins financiers et les nerfs solides : Kathy Graham sera jusqu'à sa mort, en 2001, la propriétaire de cet empire médiatique multimédia, ce qui lui permet alors de figurer dans tous les hit des personnages les plus influents des États-Unis. Elle avait publié ses mémoires en 1998, *Personal History*, qui avaient obtenu le prix Pulitzer. Depuis, le journal a été racheté par Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon.

Cette femme avait su, à de nombreuses reprises, incarner l'indépendance du titre. En particulier lorsque le *Post*, en 1971, avec quatre jours de retard sur le *New York Times*, publia les « Pentagon Papers », un rapport secret de 7 000 pages, commandé par le secrétaire d'État à la Défense, qui révélait les dessous de l'intervention militaire américaine au Vietnam. Les avocats du *Post* lui conseillent de ne surtout pas publier. Sa réplique est restée célèbre aux États-Unis : « *Let's go, let's publish !* » (« Allons-y, publions ! »)

La présidence des États-Unis voulait alors imposer au *Washington Post* et au *New York Times* l'arrêt de la publication de ces documents. La Cour suprême a donné tort au président Nixon au nom du premier amendement sur la liberté de la presse.

Après le cambriolage du Watergate, l'édition locale du *Post* désigne deux faits-diversiers : Carl Bernstein, dix ans de maison, et Bob Woodward, qui venait juste d'être embauché.

Le film d'Alan J. Pakula, *Les Hommes du Président*, produit et interprété par Robert Redford en 1975, a statufié cette enquête et héroïsé les deux journalistes.

Le film est adapté du livre écrit par les deux journalistes en 1974. Efficacité oblige, le scénario organise un face-à-face à distance entre deux équipes, les hommes du Président d'un côté et les hommes du *Post* de l'autre. En réalité, si l'enquête des deux journalistes a été décisive, ils n'ont pas été les seuls. Non seulement il y a d'autres reporters très actifs sur l'affaire qui l'ont fait avancer, en particulier ceux du *New York Times*, d'autres journalistes du *Post,* mais la justice a été saisie, et surtout elle va aller très vite.

Au lendemain du pseudo-cambriolage, le président du parti démocrate a déposé plainte contre le CRP, le comité pour la réélection de Richard Nixon. La chambre des mises en accusation est saisie, le juge Sirica du district de Columbia est nommé, et un grand jury de vingt-trois citoyens constitué. L'un de ces jurés deviendra l'un des informateurs du *Washington Post*.

Le 15 septembre, trois mois après le cambriolage, les participants et les deux organisateurs de l'opération, Gordon Liddy et Howard Hunt, sont inculpés.

En pistant l'argent comme le leur avait conseillé Deep Throat, « Gorge Profonde » – une des sources clandestines –, les journalistes avaient découvert un versement du comité de réélection de 25 000 dollars au bénéfice de Gordon Liddy.

En janvier 1973, sept mois seulement après la visite nocturne dans l'immeuble du Watergate, les premières condamnations tombent pour conspiration : trente-cinq ans de prison pour Howard Hunt, vingt ans pour Gordon Liddy, quatre ans pour chacun des exécutants.

Le cas du colonel James McCord est disjoint : il a, en effet, adressé une lettre au juge Sirica, dans laquelle il reconnaît avoir menti sur pression de la Maison Blanche. Il dirigeait le cambriolage sur place et, après son arrestation, il avait déclaré au tribunal qu'il était conseil en sécurité. Question du juge : « Quel est votre employeur ? » Il avait répondu : « La CIA. » Bernstein a très rapidement découvert qu'il coordonnait les services de sécurité du comité pour la réélection du président Nixon.

À partir de mars 1973, moins d'un an après le cambriolage, une sous-commission judiciaire du Sénat mène l'enquête sur le financement de la campagne de Richard Nixon et commence ses auditions, elles vont durer un an. C'est cette commission qui révélera l'existence d'un système d'espionnage illégal mis en place

par la présidence Nixon. La Cour suprême intime alors au président Nixon de livrer toutes les cassettes de ces enregistrements secrets : les bandes magnétiques vont se révéler accablantes. C'est alors que la télévision s'en mêle et que CBS sonne la charge. Le Congrès entame la procédure de destitution de Nixon. Le 9 août 1974, il démissionne. L'enquête aura duré deux ans seulement.

Dans cette affaire très américaine, on retrouve un invariant propre à toutes les grandes affaires : les membres du parti républicain se sont désolidarisés des personnalités mises en cause. Le témoin, qui révèle à la sous-commission du Sénat le système d'enregistrement de Nixon à la Maison Blanche, est un de ses anciens collaborateurs. C'est vrai pour les républicains comme pour les démocrates : la discipline partisane est très lâche aux États-Unis. Parmi les républicains, beaucoup vont se révéler être des sources.

Bernstein écrit en 2005 : « Nous avions un éventail d'informateurs – des secrétaires, le trésorier de la campagne [électorale], la comptable, des avocats, d'anciens assistants et amis de Nixon et Gorge Profonde… Nous n'avons pas pénétré dans les secrets de la présidence de Nixon grâce à un seul informateur, mais grâce à la convergence de chacune de nos sources – tous ces témoins directs à tous les niveaux. »

Si l'on ne connaît toujours pas l'ensemble des informateurs du *Post* dans cette enquête, l'identité du principal informateur est désormais connue : « Je suis le type qu'on appelait Gorge Profonde », dira Mark Felt, ancien numéro deux du FBI, en 2005, trente-trois ans après les faits, lorsqu'il fera son *coming out*, poussé par sa famille et son avocat. Il avait rencontré Bob Woodward, lorsque celui-ci était encore officier dans la Navy, dans une salle d'attente de la Maison Blanche, et ils avaient sympathisé. Ils se reverront souvent.

Il sera baptisé Deep Throat, en référence au célèbre film porno sorti dans les salles américaines trois jours après le cambriolage du Watergate. Cinq personnes au moins connaissaient alors son existence : les deux reporters, le directeur de la rédaction du journal Benjamin Bradlee, son successeur, mis au courant plus tard lorsqu'il sera investi, et la femme de Bob Woodward.

Bob Woodward prétend avoir rencontré cinquante fois ce dirigeant du FBI dans le sous-sol d'un garage entre juin 1972 et novembre 1973.

La famille de Mark Felt a révélé en 2005, au magazine *Vanity Fair,* qu'il avait été « le chevalier blanc » du FBI défendant son indépendance et sa probité contre les pratiques clandestines de la présidence. Il était aussi motivé par l'amertume : lorsque Edgar Hoover, le fondateur du FBI, meurt en mai 1972, Richard Nixon écarte Mark Felt de la succession, au profit de Patrick Gray, qui cependant témoignera à charge devant la commission sénatoriale sur les pratiques de l'équipe Nixon.

Le décryptage des écoutes du bureau Ovale pratiquées de manière illégale a révélé que, dès le 19 octobre 1972, Bob Haldeman, le chef de cabinet, *chief of staff* du Président à la Maison Blanche, dans un échange avec Nixon, soupçonnait déjà Mark Felt. Il aurait demandé à cinq reprises au patron du FBI de « le virer », lequel s'y était refusé, ayant été convaincu par les démentis de son adjoint.

Bob Haldeman avait de bonnes raisons d'évoquer l'implication possible de Felt : le *Washington Post,* dans un article, révélait une enquête réalisée par le FBI en commençant ainsi : « Des agents du FBI ont établi que les écoutes du Watergate sont un élément d'une campagne massive d'espionnage et de sabotage conduite au profit du président Nixon et dirigée par des responsables de la Maison Blanche et de son comité électoral. » Mark Felt n'était pas simplement un spectateur engagé : il était au cœur de l'action.

Lorsque Mark Felt a revendiqué être « Gorge Profonde », Benjamin Bradlee, le directeur du *Post* au moment des faits, et Bob Woodward ont, chacun de leur côté, confirmé.

Depuis, beaucoup de journalistes ont enquêté sur le travail des reporters du *Post*. De nombreux livres ont paru sur le sujet. Ils ont repris les notes des deux journalistes, fouillé dans les archives du journal, plongé dans celles de l'ancienne hiérarchie du *Post*. Les contre-enquêtes ont mis en lumière plusieurs problèmes.

Une source anonyme avait compromis trois fonctionnaires. Leurs noms se sont retrouvés publiés, l'un d'eux a vu sa carrière brisée. Aucun des trois n'était en cause. Clark Mollendorf, journaliste et auteur d'un ouvrage en 1981 sur « le reportage d'investigation », parle à ce propos d'« erreurs inexcusables ».

Avant l'enquête du Watergate, les sources anonymes et secrètes, qui n'étaient pas juridiquement recevables, étaient refusées par toutes les rédactions américaines. Avec le Watergate, les sources confidentielles sont acceptées. Les raisons invoquées par les journalistes sont connues : Bob Woodward disait : « La méthode Watergate, c'est protéger la source. » Ce glissement est d'autant plus grand qu'il n'y avait pas eu une seule source confidentielle – Deep Throat – mais plusieurs.

La prégnance des sources confidentielles dans cette affaire intrigue toujours trente ans après. Nombre des détracteurs des journalistes vedettes soulèvent le problème de ces sources toujours susceptibles de manipuler la presse et parlent de « mythe journalistique » à propos de cette enquête.

D'où la relance d'un débat assez traditionnel aux États-Unis entre un journalisme utilisant des sources secrètes et une investigation légale par documentation, auprès des tribunaux, des institutions qui aurait démontré son efficacité. Ce débat date du mouvement des *muckrakers* au début du XXe siècle, Ida Tarbell incarnant ce journalisme de documentation.

La loi sur la liberté d'information promulguée en 1967 obligeait le gouvernement à fournir à tout citoyen, sur requête, un grand éventail d'informations. Le délai d'attente, très long, faisait figure d'obstruction. La loi a été modifiée en 1974 et en 1976, après le Watergate. Le délai de réponse est désormais de dix jours. Elle favorise l'enquête à base de documents officiels.

Woodward et Bernstein ont par ailleurs innové dans leur enquête, à propos du comité pour la réélection du président Nixon, qui était au cœur de l'affaire. Ils avaient construit un énorme fichier sur tous les membres, toutes les arcanes du comité, toutes les procédures, les signatures, etc. Ces informations occupaient quatre meubles de classeurs et la mise à jour du fonctionnement réel du comité était permanente : elle aurait permis de faire avancer la compréhension de l'affaire. Ce fichier a été nourri par une multitude de sources, certaines ouvertes et d'autres restées confidentielles.

Des survivants ont été interviewés et les scènes décrites dans le livre *Les Hommes du Président* ont été reconstituées. Les déplacements du pot de fleurs sur le balcon de Woodward qui auraient servi à alerter Mark Felt, vérification faite, seraient invisibles de la rue, où le numéro deux du FBI était censé les apercevoir.

Dans une interview réalisée en 1990, à l'époque non publiée et mais rendue publique en 2012, Ben Bradlee avait exprimé des doutes sur la version officielle de la mise en scène des rencontres avec Gorge Profonde, telle qu'elle était rapportée par Woodward : « Quelque chose me fait craindre que tout cela ne se soit pas totalement déroulé de cette manière. » Entre sa version et celle de Bernstein, on comprend que la version officielle n'est pas fausse, mais qu'elle n'est qu'une partie de la vérité.

Cette enquête est devenue cependant la référence absolue en matière d'investigation, à tel point que le nom de l'immeuble du Watergate va connaître une exceptionnelle postérité.

Chaque scandale politico-financier aux États-Unis se verra doté du suffixe *gate* (qui signifie « portail » en anglais). Les ventes d'armes à l'Iran pour financer les contras au Nicaragua sous la présidence Reagan devient l'Irangate. Le scandale impliquant Bill Clinton et une stagiaire de la Maison Blanche devient le Monicagate, avec un jeu de mots douteux.

Les ventes d'armes françaises à l'Angola donnent en français l'Angolagate, les tweets incontinents de Valérie Trierweiler, l'ex-première dame, provoquent un Tweetgate, et la révélation d'une liaison entre François Hollande et Julie Gayet est étiquetée immédiatement comme le Juliegate.

*Le Canard enchaîné* retournera le compliment sémantique. Après avoir surpris dans ses locaux, en décembre 1973, des agents de la DST en train de poser des micros, le journal satirique du mercredi a titré : « Watergaffe ».

Les poseurs d'électroniques miniaturisées se verront qualifiés de plombiers, ce qui, en retraversant l'Atlantique, permettra aux médias US de qualifier les Pieds Nickelés américains de *plumbers*. Ironie de l'histoire : le jeu vidéo le plus célèbre du monde, lancé en 1983 par la société japonaise Nintendo, met en scène un plombier italo-américain nommé Mario perdu dans les sous-sols de New York.

Le premier amendement de la Constitution, la culture protestante et la séparation des pouvoirs sont les ingrédients indispensables pour mener à bien de grandes enquêtes.

Le protestantisme s'est révélé excellent pour l'investigation. En faisant appel à la conscience individuelle, il place chacun devant ses responsabilités. Les pays de

culture catholique à l'inverse sont accoutumés à négocier des indulgences, à cultiver les arrangements avec Dieu et avec le silence. Aux États-Unis, ne pas répondre aux questions est déjà un début d'aveu, quelle que soit la fonction occupée.

Une véritable séparation des pouvoirs est indispensable pour l'investigation. La justice d'une part, les commissions parlementaires d'autre part auront produit beaucoup d'informations. Sans le libre fonctionnement de ces institutions, Nixon n'aurait jamais démissionné.

Nul n'est parfait. Bob Woodward, qui est toujours resté fidèle au *Post* au sein duquel il aura exercé des fonctions dirigeantes, est devenu un auteur de best-sellers d'enquêtes politico-militaires réalisées sous toutes les présidences. Il était convaincu de la présence d'armes de destruction massive en Irak. Une enquête exemplaire qui a fait éclater la vérité une fois ne vaccine pas contre toutes les manipulations.

Carl Bernstein a quitté le *Post* en 1976, il est passé par ABC News, et il s'est consacré à l'enseignement, il collabore actuellement à *Time Magazine.* Quarante ans après le Watergate, il remet les choses à leur place : « Il n'existe pas de pseudo-science du journalisme d'investigation. Un bon reportage, qu'il porte sur le sport, l'actualité municipale, la présidence, la culture ou tout autre sujet est toujours la meilleure version qu'on puisse obtenir de la vérité. C'est une grande erreur de créer une mythologie du prétendu reportage d'investigation car le but de tout reportage est le même : la meilleure version que l'on puisse obtenir de la vérité. »

*Voir* : Amendement (Premier) ; Hersh (Seymour) ; *Muckrakers* ; Reportage.

## Wilde (Oscar)

### *L'audacieux*

Simon Leys ouvre son précieux recueil de citations, intitulé *Les Idées des autres*, par cette phrase obsédante d'Oscar Wilde : « La plupart des gens sont d'autres gens. Leurs pensées sont les opinions de quelqu'un d'autre ; leur vie, une imitation ; leurs passions, une citation… Il n'y a qu'une façon de réaliser sa propre âme, et c'est de se débarrasser de la culture. » Elle décrit de nombreux personnages sociaux, à commencer par les journalistes.

Cet esthète irlandais, dramaturge, poète et romancier (*Le Portrait de Dorian Gray*), fut aussi un journaliste prolifique malgré le souverain mépris qu'il affichait pour cette activité, qui avait le défaut de ne pas subvenir à ses besoins.

Il dirigea un magazine féminin, *Woman's World,* entre 1887 et 1889, où il fit collaborer à la fois des princesses et Sarah Bernhardt. Il avait même proposé en vain à la reine Victoria d'y publier ses poèmes.

Il eut à l'époque l'audace – il en avait dans tous les domaines – de mêler la mode, l'art et la littérature, anticipant la tendance arty qui allait s'épanouir au XX$^{e}$ siècle avec de très nombreux et très beaux magazines de luxe, de *Vogue* à *Interview* d'Andy Warhol en passant par la revue spasmodique de Nicole Wisniak, *Égoïste*.

La femme d'Oscar Wilde – il l'avait épousée en 1884 – collabora au magazine avant de devenir une féministe revendiquant le droit de vote et multipliant les articles dénonçant tous les vêtements qui entravaient la liberté de mouvement des femmes, à commencer par les corsets.

Wilde, le dandy, est l'auteur de nombreuses maximes sur le journalisme dont celle-ci : « La différence entre journalisme et littérature : le journalisme est illisible tandis que la littérature n'est pas lue. » Depuis, journalisme et littérature sont d'une certaine manière à égalité, du moins en ce qui concerne la diffusion.

Il fut également le défenseur des « informations inutiles » qui selon lui avaient tendance, et il le déplorait, à disparaître des journaux.

Robert Baldwin Ross, son premier amant, allait devenir lui aussi journaliste, en l'occurrence critique d'art. Il resta fidèle à l'auteur du *Portrait de Dorian Gray* jusqu'à la fin de sa vie, et même au-delà, puisqu'il fut son exécuteur testamentaire et l'éditeur de ses œuvres complètes.

Depuis 1950, ils reposent tous deux dans le même caveau au Père-Lachaise, surmonté d'une sculpture de sphinx dont le sexe a été amputé en 1961.

Cette tombe a été classée monument historique : depuis, des romantiques des deux sexes et de toutes nationalités viennent déposer des baisers au rouge à lèvres sur la pierre tombale.

La vie d'Oscar Fingal O'Flahertie Wills Wilde a basculé lorsqu'il a rencontré Alfred Bruce Douglas, le fils du neuvième marquis de Queensbury, lequel fut, par ailleurs, l'auteur des célèbres règles pugilistiques. Pugnace, cet aristocrate frappeur va détruire Oscar Wilde.

Traité publiquement de sodomite par le marquis, Wilde lui intente un procès pour diffamation et le perd. Le marquis le poursuit à son tour, et réussit à le faire condamner à deux années de travaux forcés pour homosexualité, ses biens sont saisis, il est ruiné et brisé.

Sa femme et ses enfants se réfugient en Allemagne et prennent le nom de Holland.

En sortant de prison Wilde quitte la Grande-Bretagne et s'installe à Paris où il écrit dans l'urgence son long poème contre la prison et la peine de mort *La Ballade de la geôle de Reading* en 1898. Après il n'écrira plus que des lettres. Ses amis l'aident, mais cela ne suffit pas. Mourant, il déclare : « Je meurs comme j'ai vécu, largement au-dessus de mes moyens. »

Il s'éteint en 1900, à quarante-six ans, dans une chambre de misère non loin de l'école des beaux-arts, à Paris. Cette chambre est aujourd'hui la plus belle et la plus recherchée d'un hôtel de luxe, comme si son parfum entêtant épiçait les nuits des visiteurs. Elle est décorée avec des meubles d'époque mais surtout avec beaucoup de documents relatifs au dandy. Ce destin va comme un gant à son fantôme.



Ses derniers mots furent étrangement prémonitoires : « Ou c'est le papier peint qui disparaît ou c'est moi. » C'était lui.

Il est l'auteur de très nombreuses maximes éclairantes. L'une d'elles aurait dû guider tout le XX$^{e}$ siècle, et tous les journalistes devraient la conserver en mémoire : « La vérité est rarement pure et jamais simple. »

*Voir* : *Vérité (L'Invraisemblable)*.

## Wilder (Billy)

### *Le Gouffre aux chimères*

Chuck Tatum est un journaliste de fiction créé par le réalisateur Billy Wilder. Il a un geste désinvolte qui signe son rapport à la presse : pour allumer ses cigarettes, il enflamme des allumettes avec le retour automatique du chariot des machines à écrire. Ce cynique s'est fait virer de tous les grands titres de la presse de la côte est, de New York à Philadelphie, parce qu'il ne respectait aucune règle.

Journaliste errant, il tombe en panne, avec sa voiture, au Nouveau-Mexique. À Albuquerque, il propose ses services au journal local, qui s'est donné comme profession de foi de « rechercher la vérité ». Chuck Tatum ne la recherche pas. Il se

prétend capable de créer l’information : « S’il n’y a pas de nouvelle, je sors et je mords le premier chien venu. » Il s’exécute.

Lorsqu’il apprend qu’un pilleur de tombes navajos est coincé sous un éboulement, il plonge sous terre, retrouve et conforte la victime. Il prend en main toutes les opérations de sauvetage.

Ses articles sur le drame provoquent la ruée de tous les médias américains. Avec un sens aigu de la corruption, il convainc le shérif en campagne électorale et l’ingénieur en charge des secours de les ralentir : Chuck Tatum a besoin d’une semaine au moins pour redevenir une star de la presse à l’échelle nationale. Ce tricheur emblématique de la presse à sensations devient le « héros » de l’histoire.

Bientôt une foule immense se rassemble dans le désert : le sauvetage tourne à la foire, au cirque, au carnaval et bien sûr à la tragédie.

La victime au fond du trou contracte une pneumonie et meurt, privant Chuck Tatum de son rêve. La victime s’appelle Minosa : « Minosa n’est pas mort, il a été assassiné. » C’est le héros qui s’accuse. Chuck Tatum, c’est la face noire du journalisme, qui puise son énergie dans la misère, la violence et la corruption. Il n’y survivra pas.

Ce personnage est une création de Billy Wilder, et Kirk Douglas en donne une interprétation carnassière.

Le film est réalisé en 1951, l’année qui suit le triomphal *Sunset Boulevard*. Il s’appelle *Ace in the Hole*. Ce titre emprunté à l’argot du *stud poker* a mis les spectateurs sur une fausse piste (traduction littérale : avoir un atout dans la manche, avec un jeu de mots sur cet atout qui se situe au fond du trou) et, une fois n’est pas coutume, c’est le titre français qui reste de loin le meilleur : *Le Gouffre aux chimères*, du nom de la tombe indienne.

Boudé par les spectateurs américains, Universal l’a ressorti aux États-Unis sous un autre titre, *The Big Carnaval*, sans attirer pour autant leurs bonnes grâces.

Billy Wilder avait une affection particulière pour ce film, qu’il jugeait l’un de ses meilleurs. Pourtant, le réalisateur de *Certains l’aiment chaud* avait beaucoup de bijoux à son actif. Ce film rejeté par le public américain fut traité comme un chef-d’œuvre en Europe où il reçut le Lion d’or au festival de Venise. C’est l’un des films préférés de Woody Allen.

Billy Wilder sait de quoi il parle : il a été journaliste à Vienne et à Berlin dans les années 1920.

Reporter tous terrains, aux sports, aux mondanités, aux faits divers, en charge d'arracher aux familles des victimes ou des assassins des photos intimes. Il s'était rendu célèbre en Allemagne avec une série consacrée aux danseurs mondains et aux gigolos, intitulée : « Garçon, s'il vous plaît, un danseur ! »

Chargé d'interviewer Sigmund Freud, il sonne à sa porte, l'inventeur de la psychanalyse ouvre et lui demande : « Vous êtes journaliste ? » Wilder répond affirmativement. Et Freud d'ajouter : « La porte, c'est par là. » Commentaire de Wilder : « Rétrospectivement il me semble que c'est un plus grand honneur d'avoir été jeté dehors par Freud que convié par Kadhafi comme invité d'honneur à un dîner de gala. »

Le scénario de *Ace in the Hole* est inspiré d'un fait divers qui avait eu un retentissement national. En 1925, un guide pour touristes fut bloqué dans une grotte du Kentucky par un éboulement. L'événement fut couvert par un localier de Louisville, William Burke, qui prit aussitôt la tête des opérations, inonda le pays de communiqués et se vit décerner le prix Pulitzer pour ses reportages.

Alors que Wilder travaillait encore sur ce scénario, une petite fille de trois ans tomba dans un puits abandonné. L'émoi fut national. Une ville fut improvisée avec ses restaurants, ses tentes et ses manèges. L'enfant n'avait pas survécu et, après sa mort, la foule s'était dispersée, comme dans le film.

En 1959, Federico Fellini traitait dans *La Dolce Vita* un épisode équivalent où le journaliste mondain et son photographe couvraient un miracle à la campagne accompagné de ce « carnaval médiatique » qu'on verra revenir à chaque catastrophe.

Cette situation tragique devait en effet se reproduire plusieurs fois.

En novembre 1985, en Colombie, Omayra Sānchez, une jeune fille de treize ans, est victime d'un tremblement de terre, et ses jambes sont prisonnières de blocs de béton. Elle a agonisé soixante heures devant les caméras du monde entier, les sauveteurs se résignant à la laisser mourir.

Cette mort en direct témoignait d'une catastrophe qui avait fait 23 000 morts dont 8 000 enfants. Le voyeurisme venait de franchir une nouvelle étape, celle que

Billy Wilder et Federico Fellini avaient racontée depuis longtemps : c'était la première fois à la télévision française qu'une agonie était filmée et diffusée en direct.

La réalité sait être aussi superlative : le 5 août 2010, trente-trois mineurs chiliens sont emprisonnés à 700 mètres de fond dans l'immense désert de l'Atacama. Leur calvaire aura duré soixante-neuf jours. Deux mille journalistes étaient accrédités et se pressaient dans une salle de presse à ciel ouvert, tandis qu'un milliard de téléspectateurs suivaient les opérations.

En 1974, Billy Wilder se penche de nouveau sur les travers de la presse. Il tourne *The Front Page,* une satire féroce sur le journalisme des années 1920 à Chicago, adaptée d'une pièce de théâtre à succès de Broadway, écrite par un ancien journaliste qui allait devenir l'un des grands scénaristes d'Hollywood, Ben Hecht.




La pièce se passe dans la salle de presse d'un palais de justice, la veille d'une pendaison, et oppose un rédacteur en chef tyrannique prêt à toutes les bassesses pour arracher un scoop. Son chroniqueur judiciaire a démissionné pour se marier. Tous les chantages seront pratiqués pour le faire revenir sur sa décision.

La première adaptation au cinéma fut celle de Lewis Milestone en 1931, sous le titre *Spéciale première* avec Adolphe Menjou. En 1940, Howard Hawks modifie la partition en faisant du reporter une femme, jouée par Rosalind Russell, tandis que le rédacteur en chef, interprété par un Cary Grant en grand manipulateur, est l'ex de la journaliste.

Ted Kotcheff en 1988, dans *Scoop*, joue sur lui aussi sur la dimension féminine avec Kathleen Turner en reporter et Burt Reynolds en rédacteur en chef jaloux. La version jubilatoire de Billy Wilder, en 1974, fait du duo masculin Walter Matthau-Jack Lemmon un couple en pleine crise amoureuse.

Tous partagent le même culte du mensonge, le même égoïsme, la même indifférence aux autres, que ce soit à l'égard du condamné à mort, soustrait à la justice et enfermé dans un meuble, pour être débité en scoop au bon moment, ou de sa petite amie qui se jette dans le vide pour sauver le faux meurtrier.

Astuce du scénario : ces journalistes truqueurs, prêts à toutes les arnaques, obtiennent sans l'avoir cherché la grâce du condamné et le départ d'une administration corrompue. Avec Billy Wilder, la morale n'est jamais sauve.

L'ancien journaliste de Berlin était devenu un cinéaste diabolique : ce dénouement grinçant était à la mesure de son amertume.

*Voir* : Bidonnages & Cie ; Filmographie ; *Muckrakers* ; *Vérité* (*L'Invraisemblable*).

# Z

# Zola (Émile)

## *L'enquêteur*

Sur les quinze volumes des œuvres complètes éditées par le Cercle précieux du Livre, l'œuvre de presse en occupe quatre.

« J'Accuse », bien sûr. Avec sa lettre ouverte au président de la République démontrant l'innocence de Dreyfus, il invente une forme de journalisme qui va traverser le XX[e] siècle : le journalisme intellectuel.

*Les Temps modernes* de Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Maurice Merleau-Ponty, *Le Débat* et *L'Observateur*, celui de Claude Bourdet comme celui de Jean Daniel, en ont été des déclinaisons au siècle dernier. Des historiens, des sociologues, des ethnologues, des philosophes, des scientifiques interviennent dans les affaires de la société. Zola a donné une légitimité à leurs interventions.

Mais Zola journaliste ne se réduit pas à « J'Accuse ».

Sa carrière de presse commence en 1863, à vingt-trois ans. Il la mène en parallèle avec son activité de romancier. En 1881, il choisit la création littéraire et fait ses « adieux à la presse » :

Il dresse alors un bilan de sa longue pratique de l'écriture quotidienne, que j'emprunte à l'excellent *Dictionnaire d'Émile Zola* :

> « Depuis plus de quinze ans, je me bats dans les journaux. D'abord j'ai dû y gagner mon pain, très durement. Je crois bien que j'ai mis les mains à toutes les besognes, depuis les faits divers jusqu'au

courrier des Chambres [les deux Assemblées]. Plus tard, lorsque j'aurais pu vivre de mes livres, je suis resté dans la bagarre, retenu par la passion de la lutte. Je me sentais seul, je ne voyais aucun critique qui acceptât ma cause, et j'étais décidé à me défendre moi-même. [...] À tout jeune écrivain qui me consultera, je dirai : "Jetez-vous dans la presse à corps perdu, comme on se jette à l'eau, pour apprendre à nager." C'est la seule école virile, à cette heure ; c'est là qu'on se frotte aux hommes et qu'on se bronze ; c'est encore là, au point de vue spécial du métier, qu'on peut se forger son style sur la terrible enclume de l'article au jour le jour. [...] Nous sommes tous des enfants de la presse, nous y avons tous conquis nos premiers grades. C'est elle qui nous a rompu notre style et qui nous a donné la plupart de nos documents. Il faut simplement avoir les reins assez solides, pour se servir d'elle, au lieu qu'elle se serve de vous. Elle doit porter son homme. [...] Elle est la vie, l'action, ce qui grise et ce qui triomphe. Un des outils les plus laborieux et les plus efficaces du siècle, et quiconque s'est mis courageusement à la besogne de ce temps, loin de lui garder rancune, retourne lui demander des armes, à chaque nécessité de bataille. »

Pendant cette période, Zola a été un chroniqueur classique, à l'aune de la plupart des journalistes du XIX^e^ siècle, touchant à tous les sujets, à une époque où la presse est toujours au régime de la censure. Zola agrémente ce journalisme de grandes polémiques.

Il prend ainsi la défense en 1866 de « la nouvelle peinture » et en particulier du peintre qui l'incarne, Édouard Manet. Il brocarde le jury du salon et les peintres officiels. Il écrit dans *L'Événement,* un quotidien littéraire que le directeur du *Figaro*, Hippolyte de Villemessant, vient de lancer. Face aux réactions très violentes du lectorat, Émile Zola est remercié.

Il y écrit ses « Adieux d'un critique d'art » : « Je serai toujours du parti des vaincus. Il y a une lutte évidente entre les tempéraments indomptables et la foule. Je suis pour les tempéraments et j'attaque la foule. » Il a été l'avocat combatif de deux des grands artistes révolutionnaires du XIX^e^ siècle en lutte contre l'académisme : Manet et Cézanne, dont il était l'ami d'enfance.

À la fin du second Empire, Zola devient chroniqueur parlementaire. Il rend compte des séances de la Chambre des députés dans *La Cloche*. Lors de la Commune de Paris, il n'a pas quitté la capitale et il écrit de manière anonyme sur les événements parisiens dans *Le Sémaphore de Marseille.*

Comme Jules Vallès et Henri Rochefort, il s'indigne contre la suppression de certains journaux dont *Le Figaro*, il critique le décret sur la recherche des

réfractaires et l'institution d'une carte civique. Il écrit : « Comme toujours, ce sont les hommes qui tueront les idées. »

Étranger au mouvement, il s'insurge néanmoins contre la répression sanglante et appelle à la clémence. Il prendra position pour l'amnistie des communards.

Il a fait ses adieux au journalisme trop tôt. Il doit reprendre la plume parce que la censure frappe encore malgré les lois sur la liberté de presse. En 1885, l'adaptation théâtrale de *Germinal* est interdite par le ministère de l'Instruction publique.

Le 29 octobre 1885, il raconte ses démarches auprès des autorités dans un article très drôle publié par *Le Figaro*. Il avait notamment rencontré Edmond Turquet, sous-secrétaire aux Beaux-Arts.

> « Première visite. M. Turquet nous reçoit avec un laisser-aller d'artiste, l'air bonhomme, la poignée de main sympathique. Nous le trouvons seulement un peu fatigué. D'ailleurs il n'a rien lu, il arrive ; et il s'enflamme contre la censure, plus violemment que nous, il nous demande si nous avons de l'autorité dans la presse pour faire abolir cette institution odieuse. Lui a demandé la suppression des censeurs : on ne l'a pas écouté. Et à chaque instant, il porte les poings à sa tête, en s'écriant : "Mon Dieu ! que ma position est cruelle ! Non, non, j'aime mieux ne pas m'en occuper, ce sera le malheur de ma vie." Enfin, dans un élan de bienveillance, il passe par-dessus les usages administratifs et veut lire tout haut le rapport de la censure, mais son émotion le trahit, il appelle son secrétaire qui, devant nous, lui donne la lecture du morceau. Un joli morceau, je vous assure, Jocrisse critique, des opinions de concierge en un style champêtre : c'est une honte que de voir nos œuvres en de pareilles pattes. »

Le ministre de l'Instruction publique, M. Goblet, confirmera l'interdiction de l'adaptation de *Germinal*, ce qui fera dire à Zola :

> « Et pour finir, M. Goblet ne se doute pas d'une chose, c'est que le voilà fameux. L'avocat de province, le procureur général, le protégé de Gambetta, le ministre passeront ; mais l'homme qui a interdit *Germinal* restera. M. Goblet ne sera jamais plus que cet homme. C'est fatal ! Tout ministre qui interdit une pièce est voué à l'éternel ridicule. Un jour, il arrive quand même que la pièce se joue, et l'on se regarde, et Paris entier dit : "Fallait-il être bête !" *Germinal* tuera M. Goblet. »

Si les républicains avaient libéré la presse et l'édition, la censure préventive pesait toujours sur le théâtre. Cette censure fut maintenue par un vote de la

Chambre le 29 janvier 1887. Elle disparut de fait en 1906 par un autre vote supprimant les crédits qui en assuraient le fonctionnement.

Si le boulangisme (1886-1889) ne le distrait pas de la conception des *Rougon-Macquart*, Zola reprend la plume avec le scandale de Panama au début des années 1890. Il redoute qu'au nom de ce qu'il appelle « l'hypocrite exigence de la parfaite honnêteté » des partisans du sabre n'en profitent pour renverser la République.

Il se méfie de « la fiction de la vertu absolue » brandie par « le plus parfait des gredins ». C'est Zola, toujours dans *Le Figaro*, nous sommes en décembre 1895. Alfred Dreyfus est déjà à l'île du Diable. Bientôt Zola va dire : « Dreyfus est innocent, je le jure ! J'y engage ma vie, j'y engage mon honneur… »



Zola prouve sa modernité par la place qu'il accorde à l'enquête, qu'il juge indispensable pour les journaux comme pour les romans. Il annonce le journalisme d'investigation.

Selon le grand spécialiste de Zola, Henri Mitterand : « Il a été le premier romancier français qui ait saisi la nécessité absolue d'enquêter sur place. »

Il a décrit sa méthode de travail dans une lettre du 27 juin 1890 : « Ma façon de procéder est toujours celle-ci : d'abord je me renseigne par moi-même, par ce que j'ai vu et entendu, ensuite, je me renseigne par les documents écrits, les livres sur la matière, les notes que me donnent mes amis, et enfin l'imagination, l'intuition plutôt fait le reste… Comme disait Flaubert : Prendre des notes, c'est simplement honnête ; mais les notes prises, il faut savoir les mépriser. »

Henri Mitterand a publié *Les Carnets d'enquêtes de Zola*, qui racontent ses dix jours dans le Valenciennois, sa visite des corons, sa descente dans un puits de mine. Comment il a suivi le trajet du 7e corps dans la région de Sedan, ses nuits aux Halles de Paris, prenant sur place plus de trois cents feuillets de notes. Ces *Carnets d'enquêtes* sont des documents exceptionnels.

Il y ajoute une autre dimension : la photographie. Zola s'y intéresse à partir de 1888, mais ne la pratique vraiment qu'à partir de 1894. Il installe trois laboratoires photographiques, l'un à son domicile parisien, l'autre à Médan, un troisième à Verneuil où sa maîtresse Jeanne Rozerot et leurs enfants vont passer l'été. Il prend les photos, les développe, fait lui-même les agrandissements. Il possède une dizaine d'appareils, dont le premier appareil de poche. Pendant longtemps on a cru qu'il réservait la photographie pour sa vie privée.

Là encore Henri Mitterand, dans son ouvrage *Images d'enquêtes d'Émile Zola*, montre qu'une partie des 3 000 clichés pris par Zola servaient aussi à son travail préparatoire, à côté de tous les documents iconographiques qu'il rassemblait. Selon les auteurs du *Dictionnaire d'Émile Zola*, il aurait pris de nombreuses photographies en Italie, en Grande-Bretagne durant son exil londonien, et il a réalisé un véritable reportage photographique sur l'Exposition universelle de 1900.

Mais Michel Tournier, qui a consacré un livre aux rapports de Zola et de la photographie, écrit : « Zola photographe n'enquête pas, il contemple, il aime… Pour lui, la photographie répond à une fonction de célébration. »

Le grand reporter Joseph Kessel était lui aussi un admirateur de Zola : « Pour moi, le reportage et le roman se complètent, sont étroitement liés. C'est la lignée de Conrad, de Kipling, de Stevenson, de Jack London. Et en vérité où commence et où finit le reportage ? Combien d'écrivains font de longues enquêtes avant d'écrire un roman ? Tout Zola, c'est du reportage. » Pour le journaliste du XXe siècle, le travail journalistique était préparatoire à l'œuvre romanesque.

Tom Wolfe, le reporter écrivain et théoricien du *New Journalism*, se prétend lui aussi comme « le plus grand fan que [Zola] ait jamais eu ».

Émile Zola, en 1878, dans *Le Messager de l'Europe*, avait écrit : « Je dirai même qu'à notre époque un écrivain qui n'a pas été journaliste est incapable de comprendre et de peindre la vie contemporaine. »

L’écrivain meurt le 29 septembre 1902, en pleine nuit, asphyxié par des émanations toxiques produites par la cheminée de sa chambre à coucher, à son domicile parisien. Sa femme Alexandrine est également intoxiquée mais a pu être sauvée. Il avait soixante-deux ans. Une instruction judiciaire sur les causes du décès conclura à un accident. Il n’aura pas vu la réhabilitation d’Alfred Dreyfus.

Ses cendres sont transférées au Panthéon en 1908, sous le gouvernement de Georges Clemenceau, avec qui il avait démarré dans le journalisme et avec lequel il avait mené tant de batailles de presse.

*Voir* : Clemenceau (Georges) ; Dreyfus (L’affaire) – 1 et 2 ; Kessel (Joseph) ; *New Journalism*.

## DANS LA MÊME COLLECTION

***Ouvrages parus***

Philippe ALEXANDRE
*Dictionnaire amoureux de la politique*

Claude ALLÈGRE
*Dictionnaire amoureux de la science*

Jacques ATTALI
*Dictionnaire amoureux du judaïsme*

Alain BARATON
*Dictionnaire amoureux des jardins*

Alain BAUER
*Dictionnaire amoureux de la franc-maçonnerie*
*Dictionnaire amoureux du crime*

Olivier BELLAMY
*Dictionnaire amoureux du piano*

Yves BERGER
*Dictionnaire amoureux de l'Amérique* (épuisé)

Denise BOMBARDIER
*Dictionnaire amoureux du Québec*

Jean-Claude CARRIÈRE
*Dictionnaire amoureux de l'Inde*
*Dictionnaire amoureux du Mexique*

Jean DES CARS
*Dictionnaire amoureux des trains*

Michel DEL CASTILLO
*Dictionnaire amoureux de l'Espagne*

Antoine DE CAUNES
*Dictionnaire amoureux du rock*

Patrick CAUVIN
*Dictionnaire amoureux des héros* (épuisé)

Jacques CHANCEL
*Dictionnaire amoureux de la télévision*

Malek CHEBEL
*Dictionnaire amoureux de l'Algérie*
*Dictionnaire amoureux de l'islam*
*Dictionnaire amoureux des Mille et Une Nuits*

Jean-Loup CHIFLET
*Dictionnaire amoureux de l'humour*
*Dictionnaire amoureux de la langue française*

Catherine CLÉMENT
*Dictionnaire amoureux des dieux et des déesses*

Xavier DARCOS
*Dictionnaire amoureux de la Rome antique*

Bernard DEBRÉ
*Dictionnaire amoureux de la médecine*

Alain DECAUX
*Dictionnaire amoureux d'Alexandre Dumas*

Didier DECOIN
*Dictionnaire amoureux de la Bible*
*Dictionnaire amoureux des faits divers*

Jean-François DENIAU
*Dictionnaire amoureux de la mer et de l'aventure*

Alain DUAULT
*Dictionnaire amoureux de l'Opéra*

Alain DUCASSE
*Dictionnaire amoureux de la cuisine*

Jean-Paul et Raphaël ENTHOVEN
*Dictionnaire amoureux de Marcel Proust*

Dominique FERNANDEZ
*Dictionnaire amoureux de la Russie*
*Dictionnaire amoureux de l'Italie* (deux volumes sous coffret)
*Dictionnaire amoureux de Stendhal*

Franck FERRAND
*Dictionnaire amoureux de Versailles*

José FRÈCHES
*Dictionnaire amoureux de la Chine*

Max GALLO
*Dictionnaire amoureux de l'histoire de France*

Claude HAGÈGE
*Dictionnaire amoureux des langues*

Daniel HERRERO
*Dictionnaire amoureux du rugby*

HOMERIC
*Dictionnaire amoureux du cheval*

Serge JULY
*Dictionnaire amoureux du journalisme*

Christian LABORDE
*Dictionnaire amoureux du Tour de France*

Jacques LACARRIÈRE
*Dictionnaire amoureux de la Grèce*
*Dictionnaire amoureux de la mythologie* (épuisé)

André-Jean LAFAURIE
*Dictionnaire amoureux du golf*

Gilles LAPOUGE
*Dictionnaire amoureux du Brésil*

Michel LE BRIS
*Dictionnaire amoureux des explorateurs*

Jean-Yves LELOUP
*Dictionnaire amoureux de Jérusalem*

Paul LOMBARD
*Dictionnaire amoureux de Marseille*

Peter MAYLE
*Dictionnaire amoureux de la Provence*

Christian MILLAU
*Dictionnaire amoureux de la gastronomie*

Pierre NAHON
*Dictionnaire amoureux de l'art moderne et contemporain*

Alexandre NAJJAR
*Dictionnaire amoureux du Liban*

Henri PENA-RUIZ
*Dictionnaire amoureux de la laïcité*

Gilles PERRAULT
*Dictionnaire amoureux de la Résistance*

Bernard PIVOT
*Dictionnaire amoureux du vin*

Gilles PUDLOWSKI
*Dictionnaire amoureux de l'Alsace*

Yann QUEFFÉLEC
*Dictionnaire amoureux de la Bretagne*

Alain REY
*Dictionnaire amoureux des dictionnaires*
*Dictionnaire amoureux du diable*

Pierre ROSENBERG
*Dictionnaire amoureux du Louvre*

Danièle SALLENAVE
*Dictionnaire amoureux de la Loire*

Elias SANBAR
*Dictionnaire amoureux de la Palestine*

Jérôme SAVARY
*Dictionnaire amoureux du spectacle* (épuisé)

Jean-Noël SCHIFANO
*Dictionnaire amoureux de Naples*

Alain SCHIFRES
*Dictionnaire amoureux des menus plaisirs* (épuisé)
*Dictionnaire amoureux du bonheur*

Robert SOLÉ
*Dictionnaire amoureux de l'Égypte*

Philippe SOLLERS

*Dictionnaire amoureux de Venise*

Michel TAURIAC
*Dictionnaire amoureux de De Gaulle*

Denis TILLINAC
*Dictionnaire amoureux de la France*
*Dictionnaire amoureux du catholicisme*

TRINH Xuan Thuan
*Dictionnaire amoureux du ciel et des étoiles*

André TUBEUF
*Dictionnaire amoureux de la musique*

Jean TULARD
*Dictionnaire amoureux du cinéma*
*Dictionnaire amoureux de Napoléon*

Mario VARGAS LLOSA
*Dictionnaire amoureux de l'Amérique latine*

Dominique VENNER
*Dictionnaire amoureux de la chasse*

Jacques VERGÈS
*Dictionnaire amoureux de la justice*

Pascal VERNUS
*Dictionnaire amoureux de l'Égypte pharaonique*

Frédéric VITOUX
*Dictionnaire amoureux des chats*

***À paraître***

Richard MILLET
*Dictionnaire amoureux de la Méditerranée*

Jean-Robert PITTE
*Dictionnaire amoureux de la Bourgogne*